

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par délibération du 5 mai 2014 et 5 janvier 2017.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par l'Eurométropole de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1^{er} décembre 2018 et le 31 janvier 2019.

**Communiqué le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

*** Accords-cadres à bons de commande**

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20181197	DES8012E CONTRÔLES DES REJETS AQUEUX ET ATMOSPHÉRIQUES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES ET DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX CONTRÔLE DES POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES CONVENTIONNELS de l'UVE	STÉ LECES	57282 MAIZIERES LES METZ CEDEX	400 000
20181199	DES8012E CONTRÔLES DES REJETS AQUEUX ET ATMOSPHÉRIQUES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES ET DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX CONTRÔLE DES GAZ À EFFET DE SERRE DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES DE L'UVE	APAVE ALSACIENNE SAS	68100 MULHOUSE CEDEX	48 000
20181258	DC8013GE - TRAVAUX DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION ET D'ÉLECTRICITÉ ASSOCIÉS, EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	GENIE CLIMATIQUE DE L'EST	67800 HOENHEIM	Sans maximum
20181291	DM8004GE TRAVAUX DE RETRAIT, DÉVACUATION ET DE STOCKAGE DES MATÉRIAUX DES STRUCTURES DE CHAUSSÉE CONTENANT DE L'AMIANTE ET/OU DES HAP SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE	LINGENHELD ENVIRONNEMENT	67203 OBERSCHAEFFOL SHEIM	2 220 000
20181307	SIR8006E ACQUISITION, PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ET MAINTENANCE POUR LE LOGICIEL "DROITS DE CITE" (DDCW)	OPERIS	91160 CHAMPLAN	200 000
20190053	DC8002GE MARCHÉ DE TRAVAUX DE MENUISERIE PVC EN MAINTENANCE CORRECTIVE ET POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE L'OND, DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	EH VERRE CONCEPTION	67201 ECKBOLSHEIM	300 000
20190058	DC8004GE - PRESTATIONS DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE DES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE DU PATRIMOINE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (GROUPEMENT DE COMMANDE - COORDONNATEUR EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG)	INCENDIE PROTECTION SECURITE	21806 CHEVIGNY ST SAUVEUR CEDEX	200 000

20190062	18028E MARCHÉ DE FOURNITURE DE PIÈCES ET ACCESSOIRES CHAUFFAGE ET SANITAIRE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURES ARTICLES DE CHAUFFAGE	STÉ REGMATHERM	67029 STRASBOURG CEDEX 1	492 000
20190064	18028E MARCHÉ DE FOURNITURE DE PIÈCES ET ACCESSOIRES CHAUFFAGE ET SANITAIRE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURES ARTICLES DE SANITAIRE	SIEHR	67100 STRASBOURG	1 434 000
20190144	DES8019E - PRESTATIONS DE BALAYAGE MANUEL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG SECTEUR STRASBOURG OUEST	CRENO	67200 STRASBOURG	1 600 000
20190161	DES8019E - PRESTATIONS DE BALAYAGE MANUEL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG SECTEUR STRASBOURG NORD EST	AU PORT'UNES	67000 STRASBOURG	800 000
20190163	DES8019E - PRESTATIONS DE BALAYAGE MANUEL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG SECTEUR STRASBOURG SUD	SCOPROBAT	67020 STRASBOURG CEDEX 1	1 600 000
20190164	DES8019E - PRESTATIONS DE BALAYAGE MANUEL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG SECTEUR EUROMÉTROPOLE NORD	REGIE DES ECRIVAINS	67300 SCHILTIGHEIM	1 600 000
20190166	DES8019E - PRESTATIONS DE BALAYAGE MANUEL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG SECTEUR EUROMÉTROPOLE SUD	MEINAU SERVICES RÉGIE DE QUARTIER	67100 STRASBOURG	1 600 000

20190199	DES8022E PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET DE GARDIENNAGE DE TOILETTES PUBLIQUES SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	CRENO/EMI INTER/SCOPROBA T	67200 STRASBOURG	4 000 000
20190189	ACCORD-CADRE / 18043E - ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE MISE À JOUR COURANTE 2019 À 2021	GEOFIT	67960 ENTZHEIM	250 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	250 000
		SCHALLER-ROTH-SIMLER	67608 SELESTAT CEDEX	250 000
		SCHWAB	77694 KEHL ALLEMAGNE	250 000
		Sté PHOTOMAP	67832 LINGOLSHEIM CEDEX	250 000
20190186	ACCORD-CADRE / 18043E - ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2019	ADPR	67201 ECKBOLSHEIM	500 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	500 000
		JUNG DOMINIQUE Géo mèt re Expert	67700 SAVERNE	500 000
		LAMBERT ET ASSOCIES	67170 BRUMATH	500 000
		Sté PHOTOMAP	67832 LINGOLSHEIM CEDEX	500 000
20190187	ACCORD-CADRE / 18043E - ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2020	ADPR	67201 ECKBOLSHEIM	500 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	500 000
		JUNG DOMINIQUE Géo mèt re Expert	67700 SAVERNE	500 000
		LAMBERT ET ASSOCIES	67170 BRUMATH	500 000
		Sté PHOTOMAP	67832 LINGOLSHEIM CEDEX	500 000
		ADPR	67201 ECKBOLSHEIM	500 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	500 000

20190188	ACCORD-CADRE / 18043E - ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2021	JUNG DOMINIQUE Géo-mètre Expert	67700 SAVERNE	500 000
		LAMBERT ET ASSOCIES	67170 BRUMATH	500 000
		Sté PHOTOMAP	67832 LINGOLSHEIM CEDEX	500 000
20190201	ACCORD-CADRE / 18043E - ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE TRAVAUX SPÉCIFIQUES 2019 À 2021	GEOFIT	67960 ENTZHEIM	140 000
		LAMBERT ET ASSOCIES	67170 BRUMATH	140 000
		SCHALLER-ROTH-SIMLER	67608 SELESTAT CEDEX	140 000
20181306	18029GE - FOURNITURE DE SOURCES LUMINEUSES ET SOURCES INTÉGRÉES POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET DE L'OEUVRE NOTRE-DAME ÉCLAIRAGES INTÉGRÉS ET DÉRIVÉS	STÉ WILLY LEISSNER	67025 STRASBOURG Cedex 1	396 000
20181305	18029GE - FOURNITURE DE SOURCES LUMINEUSES ET SOURCES INTÉGRÉES POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET DE L'OEUVRE NOTRE-DAME SOURCES D'ÉCLAIRAGE ET PRODUITS DÉRIVÉS : STANDARDS ET ÉCLAIRAGE PUBLIC	WILLY LEISSNER	67100 STRASBOURG	1 464 000
20190074	18034GE FOURNITURE DE QUINCAILLERIE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURE DE QUINCAILLERIE GÉNÉRALE	FOUSSIER QUINCAILLERIE	72700 ALLONNES	678 000
20190075	18034GE FOURNITURE DE QUINCAILLERIE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURE D'ARTICLES DE SERRURERIE ET REPRODUCTION DE CLÉ STANDARD / À CODE	FERBAT QUINCAILLERIE	67025 STRASBOURG CEDEX 01	234 000
20190081	18034GE FOURNITURE DE QUINCAILLERIE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURE D'ARTICLES DE SERRURERIE - ACCÈS ÉLECTRONIQUE ET REPRODUCTION DE CLÉ	FERBAT QUINCAILLERIE	67025 STRASBOURG CEDEX 01	414 000
20190086	18034GE FOURNITURE DE QUINCAILLERIE POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE STRASBOURG, L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME FOURNITURE D'ARTICLES DE SERRURERIE - ACCÈS ÉLECTRONIQUE ET REPRODUCTION DE CLÉ	FERBAT QUINCAILLERIE	67025 STRASBOURG CEDEX 01	492 000
20190087	DES8023E - TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX SUR LE CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX (CVDV) DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET SUR UN SITE EXTERNE AINSI QUE PRESTATIONS DE BROYAGE-CRIBLAGE HORS SITE TRAITEMENT EXTERNALISÉ DES DÉCHETS VÉGÉTAUX	LINGENHELD ENVIRONNEMENT	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	Quantité : 40

20190090	DES8023E - TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX SUR LE CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX (CVDV) DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET SUR UN SITE EXTERNE AINSI QUE PRESTATIONS DE BROYAGE-CRIBLAGE HORS SITE PRESTATIONS DE BROYAGE ET DE CRIBLAGE DES DÉCHETS VÉGÉTAUX	VALTERRA MATIERES ORGANIQUES	54500 VANDOEUVRE LES NANCY	80 000
20190094	18040E MARCHÉS ANNUELS POUR LA GESTION DU TRAFIC ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE MAINTENANCE DU TUNNEL DE L'ETOILE	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	1 400 000
20190095	18040E MARCHÉS ANNUELS POUR LA GESTION DU TRAFIC ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE MAINTENANCE DE LA PASSERELLE DU HEYRITZ	SPIE FACILITIES	67411 ILLKIRCH CEDEX	1 000 000
20190096	18040E MARCHÉS ANNUELS POUR LA GESTION DU TRAFIC ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ACQUISITION DE DONNÉES FCD (FLOATING CAR DATA)	PTV FRANCE	67000 STRASBOURG	400 000
20190097	DES8023E - TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX SUR LE CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX (CVDV) DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET SUR UN SITE EXTERNE AINSI QUE PRESTATIONS DE BROYAGE-CRIBLAGE HORS SITE EXPLOITATION DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VÉGÉTAUX	VALTERRA MATIERES ORGANIQUES	54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Quantité : 40
20190100	18042E TRAVAUX DE VOIRIE ET DE RÉFECTION APRÈS INTERVENTION DE GESTIONNAIRES STRASBOURG	SATER / SMAC	67620 SOUFFLENHEIM	2 360 000
20190101	18042E TRAVAUX DE VOIRIE ET DE RÉFECTION APRÈS INTERVENTION DE GESTIONNAIRES COMMUNES, HORS VILLE DE STRASBOURG	LINGENHELD TRAVAUX PUBLICS	57850 DABO	2 800 000
20190104	DES8024E - PRISE EN CHARGE ET TRAITEMENT DES BOUES DE CURAGE ISSUES DES RÉSEAUX ET OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	LINGENHELD ENVIRONNEMENT	67203 OBERSCHAEFFOL SHEIM	340 000
20190110	PVA8007E - FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LES VÉHICULES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE FONCTIONNANT AU GNV OU AU GPL ET FOURNITURE DE CARBURANT AD BLUE ET ALTERNATIF AU GASOIL EN VRAC GAZ NATUREL POUR VÉHICULES POIDS LOURDS (GNV PL)	CTS	67035 STRASBOURG CEDEX 2	400 000
20190111	PVA8007E - FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LES VÉHICULES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE FONCTIONNANT AU GNV OU AU GPL ET FOURNITURE DE CARBURANT AD BLUE ET ALTERNATIF AU GASOIL EN VRACGAZ NATUREL POUR VÉHICULES LÉGERS (GNV VL ET VU)	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	80 000
20190112	PVA8007E - FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LES VÉHICULES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE FONCTIONNANT AU GNV OU AU GPL ET FOURNITURE DE CARBURANT AD BLUE ET ALTERNATIF AU GASOIL EN VRAC AD BLUE	ALLIANCE ENERGIES	67150 ERSTEIN	40 000

20190154	DES8018E PRESTATIONS D'ENLÈVEMENT DE GRAFFITI, D'AFFICHES SAUVAGES, DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DE MONUMENTS ET D'OEUVRES D'ART SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG PRESTATIONS D'ENLÈVEMENT DE GRAFFITI	HTPHAUTE TECHNOLOGIE PLASTIQUE	67800 BISCHHEIM	3 360 000
20190155	DES8018E PRESTATIONS D'ENLÈVEMENT DE GRAFFITI, D'AFFICHES SAUVAGES, DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DE MONUMENTS ET D'OEUVRES D'ART SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG NETTOYAGE ET ENTRETIEN DE STATUES	HTPHAUTE TECHNOLOGIE PLASTIQUE	67800 BISCHHEIM	160 000
20190182	DES8016E MISSION DE PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSE DES MATÉRIAUX AMIANTÉS SUR LE PATRIMOINE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG INTERVENTION DANS REGARDS D'ASSAINISSEMENT ET SUR DES MATÉRIAUX D'ENROBÉ	2B SÀRL	54425 PULNOY	284 000
20190183	DES8016E MISSION DE PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSE DES MATÉRIAUX AMIANTÉS SUR LE PATRIMOINE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG INTERVENTION SUR CONDUITE DANS UNE FOUILLE OUVERTE	AC ENVIRONNEMENT	42153 RIORGES	88 000
20190184	DES8016E MISSION DE PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSE DES MATÉRIAUX AMIANTÉS SUR LE PATRIMOINE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG INTERVENTION SUR LA STEP STRASBOURG ET ANALYSE PONCTUELLE SUR OUVRAGES DIVERS	AC ENVIRONNEMENT	42153 RIORGES	56 000
20190203	DES8020E PRISE EN CHARGE, TRANSPORT ET TRAITEMENT DE SABLE DE BALAYAGE EN VUE DE LA VALORISATION OU DU STOCKAGE ULTIME	LINGENHELD SAS	67202 WOLFISHEIM	1 600 000
20190204	18044E - TRAVAUX D'ARPENTAGE 2019 SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG TRAVAUX FONCIERS EFFECTUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE STRASBOURG	CABINET BILHAUT	67100 STRASBOURG	160 000
20190205	18044E - TRAVAUX D'ARPENTAGE 2019 SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG TRAVAUX FONCIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE L'EUROMÉTROPOLE	GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	140 000
20181310	DME8083E ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE POUR DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ACCESSIBILITÉ DU RÉSEAU BUS DANS L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	TRABET	67500 HAGUENAU	1 400 000

*** Marchés ordinaires**

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant € HT
-----------	-----------------	----------------	-------------	--------------

20181300	18041E - ASSISTANCE JURIDIQUE, FINANCIÈRE ET FISCALE POUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DU STADE DE LA MEINAU ET LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCÉDURE	KPMG/FIDAL	92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX	516 950
20181303	DC8017GE -TRAVAUX D'EXTENSION DU CIMETIÈRE DE FEIGERSHEIMMAÇONNERIE	ALSAVERT / EUROVIA	67310 BERGBIETEN	88 816
20181255	DC8017GE -TRAVAUX D'EXTENSION DU CIMETIÈRE DE FEIGERSHEIMSERRURERIE	SARL TENN-GLASZ	67130 RUSS	11 380
20181249	DES8015E ELABORATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DES ÉNERGIES "100% RENOUVELABLES EN 2050" SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE	SAFEGE/TRANSITIONS/ACADIE/ITINÉRAIRES Avocats	92022 NANTERRE CEDEX	147 100
20181289	DM8006GE MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE HALDENBOURG À STRASBOURG-CRONENBOURG MARCHÉ SIMILAIRE	EGISFRANCE/VILLES ET PAYSAGES	67087 STRASBOURG CEDEX 2	23 250
20181293	DME8080E TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE VOIE DE DESSERTE AU NORD DE LA WANTZENAUARBRES D'ALIGNEMENT	EST PAYSAGES D'ALSACE	67118 GEISPOLSHHEIM	73 658
20181292	DME8080E TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE VOIE DE DESSERTE AU NORD DE LA WANTZENAUVOIRIE ET ASSAINISSEMENT	PONTIGGIA SAS	67727 HOERDT CEDEX	774 559,5
20181263	PVA8002E - LOT H 51 C ET E : ACQUISITION DE DEUX CHÂSSIS POIDS LOURD PTAC 26 TONNES GNV CABINES BASSES (RECOMMANDATION CNAMTS) AVEC ÉQUIPEMENTS BENNES À ORDURES MÉNAGÈRES DE 19 M3 ENVIRON.	FAUN ENVIRONNEMENT	07500 GUILHERAND GRANGES	445 730
20190073	18033E - EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE L'AÉRODROME DE STRASBOURG-NEUHOF	ATAPAérodrome du Polygone	67100 STRASBOUYRG	219 750
20190179	DES8001E - TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE MESURE EN CONTINU SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES/TASSON E	67720 HOERDT	779 526,2
20181308	DME8080E TRAVAUX DE CRÉATION D'UNE VOIE DE DESSERTE AU NORD DE LA WANTZENAU GÉNIE CIVIL ET RÉSEAUX SECS	Sté SOBECA	67330 IMBSHEIM	65 005
20181304	DME8082E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE DU RAISIN À GEISPOLSHHEIM	SPEYSER Lucien et Cie	67150 GERSTHEIM	136 861
20190195	DME8085E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE DE LA CONCORDE À BISCHHEIM	ARTERE	67520 MARLENHEIM	71 219
20190202	DME8086E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUE DES LILAS À ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	AXEO TP	67720 HOERDT	118 679
20190196	DME8087E TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE L'ALLÉE SPACH ET DES RUES DU GÉNÉRAL UHLRICH ET LE NÔTRE À STRASBOURG	SMCE - REHA	68310 WITTELSHEIM	107 385
20190109	DME8088E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE NATIONALE À BISCHHEIM	Sté DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	148 474,4
20190176	DME8089E TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE DE DUNKERQUE À STRASBOURG	Sté DENNI LEGOLL	67214 OBERNAI CEDEX	199 531

20190197	DME8091E POSE DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE TOMI UNGERER À GEISPOLSHEIM	SPEYSER Lucien et Cie	67150 GERSTHEIM	91 339
----------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------	-----------------	--------

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2019/336	DONNEES METEOROLOGIQUES CONVENTION METEOFRANCE	METEO FRANCE DIR INTERREGION ALE NORD EST	67403 ILLKIRCH	11090,81	02/12/2018
2018/1281	ACQUISITION DE MACHINES DE NETTOYAGE PROFESSIONNELLES	ENVIRO PLUS	51700 DORMANS	19983	03/12/2018
2018/1283	REFECTION DES ASSISES DE LA MEDIATHEQUE MALRAUX	PYRAMIDE PYRAMID LUMIERES	67000 STRASBOURG	5683	03/12/2018
2018/1265	FORMATION ACCOMPAGNEMENT MANAGEMENT CYCLE 1 "POSTURE OUTILS OPERATIONNELS" POUR LES MANAGERS INTERMEDIAIRES DE PROXIMITE	REOR FSP LES JOURNEES INTERNATION ALES DE LA QUA	94230 CACHAN	87000	04/12/2018
2018/1296	ACQUISITION D'UN CONTENEUR DE STOCKAGE	SODISCO SODISCO SARL	33210 BIEUJAC	7680	12/12/2018
2018/1298	TVX RENOVATION MISE EN SECURITE ET ACCESSIBILITE DU GYMNASSE STOCKFELD A STBG. MARCHE SIMILAIRE	WILLEM METALLERIE	67110 GUMBRECHTSHO FFEN	4794	13/12/2018
2018/1299	ACQUISITION D'UN MOTEUR POUR NACELE	CATRA 67	67640 FEGERSHEIM	12600	13/12/2018
2019/66	DEPOT ET SURVEILLANCE DE LA MARQUE "TANGO ET SCAN" ET AUTRES MARQUES POUR L'EMS	CABINET NUSS	67080 STRASBOURG CEDEX	24 000	01/01/2019
2019/16	REMISE ET COLLECTE DU COURRIER VILLE ET EUROMETROPOLE LOT 1	LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE	75015 PARIS	1 965	02/01/2019
2019/17	REMISE ET COLLECTE DU COURRIER VILLE ET EUROMETROPOLE LOT 2	LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE	75015 PARIS	2 095	02/01/2019
2019/93	FOURN. BETON ET CIMENT DEPARTEMENT EXPOLOITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	HEINRICH CANALISATIO N	67120 MOLSHEIM	20 000	07/01/2019
2019/106	POSE ET ENTRETIEN DE 6 VITRINES D'EXPOSITION LIVREES AU PMC	LACOURT DAMIEN	67117 QUATZENHEIM	20 400	14/01/2019
2019/132	Acquisition de régulations de chlore pr le traitement de l'eau des bassins de l'EMS	ASSISTANCE TECHNIQUE PISCINES	67117 QUATZENHEIM	17 013,41	15/01/2019
2019/151	SECURISATION DE PAIEMENTS EN LIGNE	POINT TRANSACTION SYSTEMS	78140 VELIZY VILLACOUBLAY	24 999	22/01/2019

2019/278	FORM EN MEDIA TRAINING D'AGENTS DU SDEA ET DE L'EMS	HEIDERICH	94200 IVRY SUR SEINE	4 000	22/01/2019
2019/193	REMPLACEMENT AMPLIFICATEUR DE LA SONORISATION DU HALL RHENUS SPORT	RENT CO	67000 STRASBOURG	6 035	24/01/2019

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2018.

Suite à la tenue, le 29 janvier 2019, de la réunion annuelle de la Commission mixte paritaire (CMP) validant les remboursements de la Ville et des organismes partenaires à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2018, il convient de rendre compte de l'issue de ces travaux à l'assemblée délibérante.

Cette délibération doit permettre aux élu(e)s de mieux appréhender la méthodologie employée, en s'appuyant sur le rapport de cette commission, joint en annexe de la présente délibération.

La tenue de la Commission mixte paritaire s'appuie sur la convention de 1972 dans laquelle la Ville de Strasbourg charge la CUS (devenue Eurométropole) des activités de la gestion relevant des compétences municipales. En contrepartie, dans l'article 5, la Ville « indemniser la Communauté urbaine de Strasbourg sur la base d'un décompte annuel dûment justifié ».

Plusieurs évolutions ont été validées par les réunions méthodologiques de la CMP, qui se sont tenues les 22 juin 2018 et le 14 décembre 2018 :

- Pour les remboursements de personnel :
 - révision des critères pour la **direction de la mobilité et des espaces publics et naturels**, et plus spécifiquement :
 - du sous-service stratégie du stationnement, anciennement à 100 % affecté à la Ville, et désormais réparti à 40 % pour la Ville, cette entité s'occupant de parkings métropolitains ainsi que du suivi et de l'encaissement du versement transport ;
 - des services aménagement espaces publics et ingénierie et conception des espaces publics calculés auparavant sur le temps de travail des agents, et relevant désormais du prorata des dépenses réalisées en investissement par collectivité selon des programmes prédéfinis, pour la part des sous-services ne relevant pas de compétences propres ;

- du service des espaces verts et de nature, dont le département espaces vert urbains est désormais à 90 % Ville et le département Arbres à 40 % pour la Ville, ce dernier s'occupant principalement des arbres d'alignement qui sont de compétence métropolitaine.

Suite à ces révisions, le taux Ville de l'ensemble de cette direction est passé de 44,74 % en 2017 à 45,80 % en 2018.

- Révision des critères pour le service hygiène et santé environnementale, auparavant à 100 % Ville, et désormais à 90 % Ville, l'EMS intervenant pour la feuille de route intercommunale environnementale.
- Révision du sous-service affranchissement, auparavant à 50/50, et désormais réparti en fonction du taux de répartition RH des services envoyant les courriers, soit à 66,99 % pour la Ville en 2018.
- Révision du sous-service habillement, auparavant au taux global de répartition (59,99 % Ville en 2017), et désormais réparti en fonction du taux de répartition RH des services destinataires des vêtements de travail, soit à 45,56 % pour la Ville en 2018.
- Révision de la mission Wacken Europe, auparavant à 50 % Ville et désormais réparti en fonction des réalisés en dépenses d'investissement sur le secteur (hors PMC), soit 14,72 % pour la Ville en 2018.
- Pour les frais d'administration générale :
 - Intégration de remboursements croisés pour les dépenses du Site de la fédération (Eau, énergie, maintenance).
 - Prise en compte des dépenses du sous-service affranchissement, auparavant à 50/50, et désormais réparti en fonction du taux de répartition RH des services envoyant les courriers, soit 66,99 % pour la Ville en 2018.
 - Prise en compte des dépenses du sous-service habillement en fonction du taux de répartition RH des services destinataires des vêtements de travail, soit 45,56 % pour la Ville en 2018 au lieu de 59,99 % en 2017.
 - Prise en compte des pourcentages de masse salariale pour les remboursements croisés des dépenses de l'Audit interne.
- Pour les dépenses d'investissement sur le Site Etoile : prise en compte des remboursements croisés des dépenses d'investissement sur autorisations de programmes, à partir de l'exercice 2016. Ces dépenses d'investissement concernent actuellement le centre administratif et l'immeuble de la bourse.

Par ailleurs, au sein de la partie « dépenses diverses », un remboursement par la Ville de bornes payées initialement sur le budget de l'Eurométropole a été acté, s'agissant de mesures de sécurisations de manifestations. Le montant s'élève à 129 863,46 €.

Tenant compte de ces évolutions dans les modes de calcul, la CMP, réunie le 29 janvier 2019, a statué sur les remboursements à l'Eurométropole, pour l'exercice 2018

I. Pour les dépenses de personnel

- Au sein de groupe Ville (composé de la Ville de Strasbourg, de la HEAR – Haute Ecole des Arts du Rhin –, de l'Œuvre Notre-Dame et de la Caisse des Ecoles), les montants suivants, pour un total de **198 157 663,34** :

GROUPE VILLE	Montant 2018
VILLE	194 597 424,28
EPCC HEAR	1 513 368,50
CAISSE DES ECOLES	429 601,44
OND	1 617 269,12

- Au sein du groupe de l'Eurométropole de Strasbourg (budget principal, budgets annexes de l'Eurométropole et CCAS), les montants suivants pour un total de **131 975 182,36** :

GROUPE EUROMETROPOLE	Montant 2018
EUROMETROPOLE (Budget principal)	112 520 147,50
CCAS	3 403 158,20
EAU	7 896 091,87
ASSAINISSEMENT	6 854 620,46
TRANSPORTS COLLECTIFS	1 220 902,21
ORDURES MENAGERES (Ex-CCIC)	80 262,12 €

Soit un taux Ville à 60,14 % et un taux Eurométropole à 39,86 %.

II. Pour les frais d'administration générale,

- a. un montant de **9 050 733,91 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg, détaillé comme suit :

	2018
Remboursement des frais généraux	7 561 043,66
Fournitures Administratives	42 421,51
Remboursement des pièces détachées	340 416,77
Remboursement du carburant	383 034,76
SITE ETOILE	
Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance	540 315,00
SITE FEDERATION	118 250,81

Chauffage - Eau - Electricité	
Audit interne	65 251,39
Total	9 050 733,91
Pm Taux MS VILLE (hors ajustements)	60,28%

- b. un montant de **6 818 441,91 €** à rembourser par les budgets annexes de l'Eurométropole, détaillé comme suit :

Budget annexe	Montant 2018
EAU	3 354 065,38
ASSAINISSEMENT	2 911 673,97
TRANSPORTS COLLECTIFS	518 609,19
ORDURES MENAGERES (Ex-CCIC)	34 093,37

- III. Pour les dépenses d'investissement informatiques**, un montant de **3 304 071,80 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg ;
- IV. Pour les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs**, un montant de **329 839,24 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg ;
- V. Pour le mobilier**, un montant de **48 920,13 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg ;
- VI. Pour les Travaux sur AP sur le Site Etoile**, **603 623,20 €** à rembourser par la Ville pour les travaux du centre administratif et **11 611,38 €** à rembourser par l'Eurométropole pour les travaux à l'immeuble de la bourse, pour la période 2016-2018 ;
- VII. Pour le renouvellement du parc machines**, **76 848,29 €** à rembourser par la ville de Strasbourg pour l'exercice 2018 ;
- VIII. Pour les dépenses diverses**, remboursement par la Ville de bornes payées initialement sur le budget de l'Eurométropole pour un montant de **129 863,46 €**.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

*vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré*

- a) approuve la répartition des charges de personnel à 60,14 % pour le groupe Ville (Ville de Strasbourg, Œuvre Notre-Dame, Haute école des arts du Rhin) et à 39,86 % pour le groupe Eurométropole (budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des transports collectifs, des ordures ménagères et du budget du CCAS) pour l'exercice 2018 ;*
- b) approuve les nouveaux critères exposés dans l'énoncé des motifs ;*
- c) donne mandat à la Commission mixte paritaire pour valider les répartitions Ville/ Eurométropole correspondant à l'exercice 2019 ;*
- d) donne mandat à la commission mixte Paritaire pour travailler sur de nouvelles répartitions pouvant notamment être issues d'évolutions d'organigramme.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Avenant n° 2 à la convention du 12 janvier 1966 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAEML SAMINS.

1. Contexte de la présente délibération

La SAEML SAMINS a construit et exploite depuis 60 ans le Marché d'intérêt National (MIN) de Strasbourg, par convention du 12 janvier 1966 à échéance du 30 juin 2025, sur la base du décret ministériel du 7 novembre 1962.

Le marché gare, établi sur une emprise foncière de 15 hectares, accueille aujourd'hui près de 40 opérateurs implantés dans plus de 60 000 m² d'entrepôts qui génèrent un chiffre d'affaires annuel de près de 350 M€ et emploient près de 900 personnes.

Le taux d'occupation des locaux atteint près de 100 % et les demandes d'implantation de nouveaux grossistes sont permanentes.

Cependant le Groupe Auchan, qui occupe actuellement deux plateformes logistiques de 11 000 m² au total, s'apprête à quitter le MIN au 2^{ème} trimestre 2020 pour déménager sur un nouveau site : la SAMINS doit donc d'une part déployer rapidement les moyens qui permettront d'implanter de nouveaux grossistes sur ce gisement foncier, et d'autre part créer de nouvelles surfaces d'exploitation.

Pour faire face à ces enjeux, la SAEML va mettre en œuvre un plan d'investissement immobilier de 3,857 M€ sur la période 2019-2021, financé à hauteur de 10 % par des fonds propres, et à hauteur de 90 % par un prêt Crédit Agricole de 3,47 M€ sur 21,5 ans.

L'opération comprend notamment la rénovation de l'éclairage, des façades et de la voirie (0,5 million d'euros), la démolition, la rénovation et l'aménagement des bâtiments AUCHAN (1,65 million d'euros), ainsi que le réaménagement des bâtiments FRUIDOR (0,83 million d'euros) et FROBEUREST (0,75 million d'euros).

Le projet porté par la SAMINS permet de compenser la perte d'exploitation liée au départ d'Auchan et un développement raisonné de l'activité de la SEM.

Toutefois la date d'échéance assez rapprochée de la convention, qui devrait être remplacée à son terme par une concession Eurométropole de Strasbourg relevant du nouveau code de la commande publique (cf. article 14 de l'actuelle convention), ne permet

pas l'amortissement complet de l'investissement et rend l'opération irréalisable sans aménagement contractuel.

2. Périmètre de l'avenant n°2 et soutenabilité financière de l'opération par la SAMINS

L'investissement, nécessaire au développement de la SAEML, est entièrement porté par la SAMINS, via l'apport de fonds propres et la souscription de prêt d'une durée de 21,5 ans.

L'augmentation par avenant de la durée de l'actuelle convention, d'une durée initiale de 60 ans, pour permettre l'amortissement du prêt devant être écartée au vu du risque juridique, il est proposé d'aménager le contrat par un avenant n° 2 qui aura pour objet :

- d'autoriser la conclusion d'un contrat de prêt par la SAMINS ayant une durée supérieure à celui de la convention ;
- d'organiser la substitution des droits et obligations du contrat de prêt à l'Eurométropole (ou au nouvel exploitant si la SAMINS est reconduite) à l'issue de la convention, étant entendu que l'ensemble des biens financés sont des biens de retour ;
- de prévoir le versement à la SAMINS en fin de contrat d'une valeur nette comptable (VNC) égale à la valeur des investissements non amortis, déduction faite du capital restant dû de l'emprunt : l'opération serait neutre pour l'Eurométropole puisque ce montant, de l'ordre de 379 K€, correspondant notamment aux fonds propres non amortis, serait réintégré dans la nouvelle délégation à, titre de droit d'entrée venant compenser la mise à disposition des biens ainsi financés ;
- en autorisant la sollicitation de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 50 % sur le prêt de 3,47 M€ consenti par le Crédit Agricole sur 25 ans à un taux fixe de 1,7 %.

Après études des documents financiers 2018 et des prévisionnels d'exploitation et de trésorerie portant sur la durée restant à courir de la convention, les services de l'Eurométropole concluent à la soutenabilité financière de l'opération par la SAMINS : le chiffre d'affaires est en constante progression et dégage des résultats réguliers.

Par ailleurs la structure bilancielle de la SAMINS est solide en 2018, les capitaux propres sont suffisants au vu de l'activité et la trésorerie est abondante.

Enfin la capacité d'autofinancement prévisionnelle dégagée chaque année permet assez largement d'absorber les annualités du nouveau prêt.

3. Conditions des prêts

L'emprunt est levé par la SAMINS auprès du Crédit Agricole pour un montant de 3 475 000 € au taux de 1,7 % avec une durée de 25 ans soit jusqu'au 31 décembre 2044.

Les caractéristiques principales des contrats de prêt sont les suivantes :

- Prêteur : Crédit Agricole.
- Montant : 3 475 000 M€.
- Phase de mobilisation : 18 mois maximum à compter de la date de signature du contrat.
- Durée d'amortissement : 21,5 ans à compter de juin 2019.
- Périodicité des échéances : mensuelles.
- Taux fixe : 1,70 %.
- Amortissement du capital : linéaire.
- Commissions de non utilisation et de dédit : 0,12 %.
- Frais de dossier : 1 500 €.
- Garanties :
 - Caution de l'Eurométropole à hauteur de 50 % du montant du prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires.
 - Clause de substitution au profit de l'Eurométropole ou d'un gestionnaire autre que la SAMINS.

La mise en place de ce prêt est conditionnée à la production par l'emprunteur d'un engagement de l'Eurométropole de garantir à hauteur de 50 % de l'ensemble des sommes dues au titre des contrats de prêt, soit une garantie pour la somme de 3 475 000 euros au total maximum en principal.

Conformément à la délégation d'attribution de la présente assemblée au Bureau par délibération du 3 mai 2019, l'octroi des garanties relève de la compétence de la Commission permanente (Bureau) de l'Eurométropole et fait l'objet d'une délibération concomitante de cette dernière.

4. Modalités d'adoption de l'avenant

Conformément à l'article L1411-6 du Code général des collectivités territoriales, l'avenant n° 2 a été présenté à la commission de délégation de service public et a recueilli un avis favorable.

Par ailleurs, il est précisé que cet avenant ne modifie substantiellement aucun des éléments essentiels de la convention de délégation de service public (objet, durée, etc.).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L.1411-1 et suivants
vu le code de la commande publique et notamment l'article L 3135-1
vu la convention du 12 janvier 1966 entre l'Eurométropole de Strasbourg et
la SAMINS relative à la construction et l'exploitation du MIN de Strasbourg
vu le projet d'avenant n° 2
vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 18 avril 2019
vu la délibération concomitante de la Commission permanente (Bureau)
du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

*vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré*

approuve

la conclusion de l'avenant n° 2 (joint à la présente délibération) à la convention du 12 janvier 1966 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAMINS relative à la construction et l'exploitation du MIN de Strasbourg, joint à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n° 2 à la convention du 12 janvier 1966 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAMINS relative à la construction et l'exploitation du MIN de Strasbourg, et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Avenant n° 2 à la convention de construction et de gestion du Marché
d'intérêt national de Strasbourg du 12 janvier 1966

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN agissant en vertu d'une délibération du Conseil eurométropolitain en date du 3 mai 2019, ci - après dénommée « le concédant »

d'une part,

Et

La Société anonyme d'économie mixte locale SAMINS, dont le siège social est situé 55 rue du Marché Gare 67 200 Strasbourg, représentée par Monsieur Stéphane BABILOTTE, Directeur général, ci-après dénommée « le concessionnaire »

d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

PREAMBULE – EXPOSE DES MOTIFS

La construction et l'exploitation du marché d'intérêt national (MIN) de Strasbourg ont été confiées par la Ville de Strasbourg à la SAMINS, par convention du 12 janvier 1966, sur la base du décret du 7 novembre 1962.

L'avenant n° 1 du 13 mai 1977 à la convention organise le transfert de plein droit de la compétence de la gestion du MIN de la Ville à la Communauté urbaine de Strasbourg en vertu de la Loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, et fixe l'échéance de la convention au remboursement intégral des emprunts visés à l'article 1 de la convention initiale.

Le plan d'investissement pluriannuel 2019-2021 de la SAMINS, d'un montant de 3 857 000 € HT financé par emprunt bancaire à hauteur de 3 471 000 € HT, nécessite aujourd'hui un nouvel aménagement contractuel à la convention, compte tenu de l'échéance proche du contrat.

Article 1 – Durée du contrat

La durée du contrat est fixée par les articles 13 de la convention initiale et 4 de son avenant n°1 au remboursement intégral des emprunts garantis par la Ville et le Département visés à l'article 11 de la convention initiale, ainsi que des avances consenties à la SAMINS par le Conseil général le 31 décembre 1976 et par la Communauté urbaine de Strasbourg le 31 décembre 1975.

Sur cette base, les parties prennent acte que le terme de la convention du 12 janvier 1966 est fixé au 30 juin 2025.

Article 2 – Autorisation de souscrire un prêt dépassant le terme de la convention

L'Eurométropole autorise la SAMINS à souscrire un prêt de 3 471 000 € auprès du Crédit Agricole à échéance du 4^{ème} trimestre 2044, dans le cadre du plan d'investissement 2019-2021.

L'Eurométropole accorde sa garantie pour la durée du prêt soit 21,5 ans, à hauteur de 50 % du montant dudit prêt en principal, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires.

L'ensemble des droits et obligations de ce prêt sera transféré à l'Eurométropole de Strasbourg à l'expiration de la convention du 12 janvier 1966, soit au 30 juin 2025.

Dans ce cadre et à cette date l'Eurométropole versera à la SAMINS une indemnité d'un montant indicatif de 378 995,37 € correspondant à la valeur des nouveaux investissements non amortis, déduction faite du capital restant dû du nouvel emprunt.

L'ensemble des biens financés en propre ou par emprunt par la SAMINS dans le cadre du plan de financement sont considérés par les parties comme des biens retour, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 – Maintien des autres clauses en vigueur

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale non visées par le présent avenant demeurent d'application, et continuent de produire leur plein effet.

Fait à Strasbourg, le

Pour le concessionnaire,

Pour le concédant,

Stéphane BABILOTTE
Directeur général

Robert HERRMANN
Président

**Annexes : Comptes prévisionnels d'exploitation actualisés
Plan d'investissement 2019-2021
Projet de contrat de prêt Crédit Agricole**

ORIGINAL

C O N V E N T I O N

entre

Département du Bas-Rhin et
Ville de Strasbourg

Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de
Gestion du Marché d'Intérêt National de
Strasbourg (S.A.M.I.N.S.)

sur leurs rapports en ce qui concerne la construction
et la gestion d'un Marché d'Intérêt National à Strasbourg.

Entre d'une part :

- le DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

représenté par M. Jacques BERNARD, Secrétaire Général de
la PREFECTURE, en exécution de la délibération du 11 janvier 1966.
et désigné ci-après par "LE DEPARTEMENT"

- la VILLE DE STRASBOURG

représentée par M. Paul WACH, 1er Adjoint au Maire
dûment habilité à cet effet par délibération
du Conseil municipal en date du 8 novembre 1965
et désignée ci-après par "LA VILLE"

et d'autre part :

la Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de
Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg
(S.A.M.I.N.S.)

représentée par son Président-Directeur Général,
Monsieur Pierre PFLIMLIN, Maire de Strasbourg,
spécialement habilité par une décision du Conseil
d'Administration en date du 170 JUNE 1965
et désignée ci-après par "LA SOCIETE"

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE DE LA CONVENTION

La construction et la gestion d'un marché d'intérêt national ont été confiées à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg par le décret du 7 novembre 1962 portant classement du marché-gare de Strasbourg comme marché d'intérêt national. Les statuts de la Société ont été approuvés par ce même décret.

L'implantation de ce marché est située au lieu dit "Chemin Haut" sur une superficie d'une contenance totale de 13,90 ha environ.

La mission de la Société sera accomplie dans le cadre de la réglementation propre aux marchés d'intérêt national et notamment les dispositions prévues par le décret n° 58-767 du 25 août 1958, le décret du 7 novembre 1962 et le décret n° 63-990 du 1er octobre 1963.

CHAPITRE PREMIER

OBJET DE LA CONVENTION

Article 1er

La présente convention a pour objet de préciser les rapports entre

le Département d'une part
la Ville

la Société, d'autre part.

Figurent en annexe, outre le décret du 7 novembre 1962

- un plan masse
- une description des installations
- un programme d'investissement
- un compte prévisionnel d'exploitation

tous documents valables au 1er octobre 1964.

La Société s'interdit d'apporter toute modification de ces documents sans accord préalable et écrit des deux co-contractants.

CHAPITRE DEUX

ACQUISITION DES TERRAINS

et

MISE A LA DISPOSITION DE LA SOCIETE

Article 2 - TERRAINS D'IMPLANTATION DU MARCHE

Le terrain d'une superficie d'environ 13,90 ha nécessaire à l'implantation du projet de construction et visé à l'article 2 du décret de classement du 7 novembre 1962 appartient :

- a) à la Ville pour une superficie d'environ 7,1 ha
- b) à la S.N.C.F. pour une superficie d'environ 6,8 ha

L'ensemble de ces terrains sera mis à la disposition de la Société, dans des conditions à définir d'un commun accord entre les parties intéressées.

Les terrains de la Ville, retenus pour l'emprise du marché seront classés dans son domaine public et seront mis à la disposition de la Société pour une durée égale à celle de la présente convention.

Le plan des terrains susvisés est joint en annexe.

CHAPITRE TROIS

CONSTRUCTION DU MARCHE

Article 3 - CONSTRUCTION DU MARCHE

Sur le terrain mis à sa disposition, aux termes de l'article 2 du présent traité, la Société s'engage à construire le marché qui sera conforme au projet spécifié à l'article 1er ci-dessus.

Ce marché devra répondre aux conditions fixées par la réglementation spéciale aux marchés d'intérêt national.

Les immeubles par nature et par destination deviendront la propriété de la Ville dès leur édification ou mise en place en tant qu'ils sont construits sur le domaine de la Ville.

Article 4 - MODALITES DE PASSATION DES MARCHES.

Pour l'exécution de ses travaux, la Société devra traiter dans des conditions susceptibles de préserver au maximum les intérêts financiers des parties aux présentes.

Les travaux de toute catégorie feront l'objet de marchés passés après appel à la concurrence. Le mode d'adjudication prévu pour les travaux ou fournitures en faisant l'objet doit être soumis en temps utile à l'agrément du Département et de la Ville.

Dans les mêmes conditions, la Société peut être habilitée, à traiter de gré à gré dans les cas de fournitures spéciales, dans les cas d'urgence reconnus et d'une façon générale, dans tous les cas où la concurrence se révélerait impossible. Ces marchés devront être communiqués après coup au Département et à la Ville ainsi qu'aux services de contrôle compétents.

Dans les autres cas, la Société utilisera les procédures d'adjudication, d'appel d'offres, ouvert ou restreint, ou de concours. Le Département et la Ville et les services de contrôle compétents seront représentés au sein du bureau appelé à juger les offres reçues.

D'autre part, les comptables des deux collectivités locales, à la demande de ces dernières pourront assister avec voix consultative aux séances du bureau.

Article 5 - CHOIX ET REMUNERATION DES HOMMES DE L'ART
ET TECHNICIENS

La Société peut faire appel pour l'exécution de sa mission aux hommes de l'art et aux services techniques de son choix. Ceux-ci ne peuvent être rémunérés à des conditions plus onéreuses que celles prévues par les barèmes officiels en vigueur pour le concours qu'ils apportent aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes en dépendant.

Article 6 - EXECUTION DES TRAVAUX

Le Département, la Ville et les services de contrôle compétents seront autorisés à suivre les chantiers et pourront y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Société et non directement aux entrepreneurs.

CHAPITRE QUATRE

GESTION DU MARCHE

Article 7

La Société s'engage à assurer la gestion, l'entretien - y compris les grosses réparations - et l'amortissement du marché tel qu'il est défini à l'article 1er ci-dessus, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés d'intérêt national. En cas de carence manifeste dûment constatée et sans préjudice des mesures de résiliation qui seront éventuellement prises conformément à l'article 13 ci-après les deux collectivités locales en accord avec l'Etat pourront se substituer aux organes directeurs de la Société.

Article 8 - POUVOIRS DE POLICE

Les pouvoirs de police à l'intérieur du marché seront assumés dans le cadre de la réglementation en vigueur et notamment des dispositions du décret n° 53-959 du 30 septembre 1953 (article 9) complété par l'ordonnance n°58-766 du 25 août 1958.

CHAPITRE CINQ

DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 9 - UNITE DU MARCHE DE GROS ET TRANSFERT DES GROSSISTES

La Ville s'engage à l'ouverture du marché, objet de la présente convention, à fermer le marché de gros existant actuellement sur son territoire et commercialisant les mêmes produits que ledit marché.

Le Département et la Ville acceptent la désignation de la Société comme promoteur, au sens de l'article 1er du décret n° 63-990 du 1er octobre 1963, chargé de diriger l'indemnisation des grossistes touchés par le périmètre de protection positif à créer autour du M.I.N. par application de l'article 6 du décret modifié n° 53-959 du 30 septembre 1953.

Article 10 - EQUILIBRE FINANCIER

En vue d'assurer l'équilibre des charges et recettes d'exploitation les parties à la présente convention s'engagent à se rencontrer périodiquement, notamment un mois avant la mise en fonctionnement du marché pour fixer d'un commun accord les conditions de son exploitation.

A cet effet, la Société présentera le 1er octobre de chaque année aux cocontractants un budget prévisionnel d'exploitation pour l'exercice suivant.

Après étude, et si les conditions font que l'exercice laisse subsister un déficit, les collectivités parties aux présentes s'engagent à le couvrir à due concurrence après déduction des participations acceptées les 12 et 21 novembre 1956, respectivement par la Chambre de Commerce et la Chambre d'Agriculture de Strasbourg.

Une convention particulière sera passée à cet effet entre les parties intéressées.

A la suite de cet accord, la Société proposera au Préfet conformément aux dispositions de l'article 33 du décret du 25 août 1958 les tarifs, droits, taxes et redevances de toute nature qui devront permettre de couvrir les dépenses de gestion et d'amortissement, de constituer des réserves et de rembourser les emprunts.

En ce qui concerne les conditions de remboursement aux collectivités locales des couvertures de déficit il sera fait application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 11 ci-après.

Article 11 - GARANTIES FINANCIERES

Le Département et la Ville dans la limite de l'évaluation prévisionnelle visée à l'article 1er s'engagent à accorder leur garantie aux emprunts qui seront contractés par la Société pour la construction du marché, y compris ceux destinés à couvrir les frais d'établissement mais à l'exclusion des emprunts de trésorerie et dans la mesure où, sauf exception dûment autorisée par les collectivités locales, ces emprunts sont conclus auprès de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou des établissements assimilables et à condition que le taux de ces emprunts ne soit pas supérieur à celui admis pour ceux des collectivités locales au moment de leur conclusion. Le montant des garanties à octroyer sera réparti également entre le Département et la Ville.

Une convention sera passée pour chaque garantie accordée déterminant exactement l'affectation individualisée des fonds et des travaux à réaliser. Cette convention précisera le taux de l'intérêt que portent les fonds versés par le Département et la Ville à titre de garantie et le délai maximum au cours duquel ces fonds devront être remboursés par la Société.

Lorsque la garantie du Département et de la Ville aura été appelée à jouer, la Société devra, dans un délai de six mois, faire toutes les propositions utiles en vue de parvenir au rétablissement de sa situation financière.

Article 12 - CONTROLE COMPTABLE DE LA SOCIETE

Indépendamment des mesures de contrôle concernant les sociétés d'économie mixte, les dispositions des articles 378 et suivants du code de l'administration communale sont applicables à la Société. A ce titre, celle-ci devra chaque année soumettre pour avis au Département et à la Ville l'inventaire, le compte d'exploitation, le compte de profits et pertes, le bilan accompagné du rapport du ou des commissaires aux comptes. Ces documents seront également adressés, pour information, aux comptables des collectivités locales intéressées.

CHAPITRE SIX

FIN DE LA CONVENTION

Article 13 - DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention expirera avec le remboursement intégral des emprunts visés à l'article 1er et garantis par les deux collectivités locales conformément à l'article 11, ainsi que des avances consenties à la Société en application des dispositions des articles 10 et 11.

Sa résiliation pourra intervenir auparavant et uniquement à la demande de la Ville après préavis de six mois. En ce cas, l'accord du Département sera demandé sur les modalités de cette résiliation, sauf pour ce qui concerne les questions domaniales.

A la fin de la présente convention ou à l'expiration de toute autre convention conclue à sa place, à l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, il sera dressé contradictoirement un bilan de la liquidation.

Article 14 - CONDITIONS DE REPRISE DU MARCHE PAR LA VILLE

Au cas où les dispositions du décret du 7 novembre 1962, notamment de son article 5, cesseraient de trouver application et où il serait fait usage des dispositions de l'article 13 ci-dessus, la Ville pourra se charger ou charger un tiers de son choix de l'exploitation des installations existantes quitte pour elle à recueillir les éléments du bilan.

CHAPITRE SEPTD I V E R SArticle 15 - CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient entre le Département et la Ville d'une part et la Société d'autre part, au sujet de l'exécution et de l'interprétation de la présente convention seront jugées par les tribunaux compétents de Strasbourg.

Article 16 - DROITS DE TIMBRE ET DIVERS

Tous les frais auxquels donnera lieu la présente convention seront à la charge de la Société.

Article 17 - ELECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile à Strasbourg, en l'Hôtel de Ville.

Fait à Strasbourg, le 22 JANV 1966

Le Président-Directeur
Général de la S.A.M.I.N.S.

Le Maire
de la Ville de Strasbourg

Le Préfet du Bas-Rhin

P. le Préfet
Le Secrétaire Général

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

67008 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 25 42 42 (non surtaxé) Fax : 03 88 25 41 57

Siège Social : 1 Place de la Gare 67000 STRASBOURG

RCS : 437 642 531 RCS Strasbourg

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07008967 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».

Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** à :

SOC AMENAG GESTION MARCHÉ INTERET NATION

dont le siège social est : 55 RUE DU MARCHÉ GARE

67200-STRASBOURG

Code APE : 6832A

Numéro SIREN : 598501468

Représenté(e) par :

MONSIEUR BABILOTTE STEPHANE en qualité de REPRESENTANT

ci-après dénommé(s) l' « **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.

Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.

Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.

Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 05/04/2019

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 05/05/2019.

Dispositions spécifiques au démarchage

Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.

A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.

L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.

Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.

La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 00017604010 - Agence de : STRASBOURG-ENTREPRISES

Référence financement : FG8250

OBJET DU FINANCEMENT

FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 86290628992 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT ENTREPRISE

Montant : trois millions quatre cent soixante-quinze mille euros (3 475 000,00 EUR)

Durée : 258 mois

Durée du différé d'amortissement : 18 mois

Taux d'intérêt annuel fixe : 1,7000 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 03/08/2019. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard 18 mois à compter de la date de premier déblocage. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Taux d'intérêt annuel : 1,7000 % l'an

Frais de dossier : 5 000,00 EUR

Frais d'information caution évalués à : 1 008,00 EUR

Taux effectif global : 1,72 % l'an

Taux effectif global en fonction de la périodicité mensuelle : 0,14 %

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : mensuelle

Nombre d'échéances : 258

Jour d'échéance retenu le : 31

Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Montant des échéances sans Assurance Emprunteur :

18 échéance(s) de 4 922,92 EUR (intérêts)

239 échéance(s) de 17 090,00 EUR (capital et intérêts)

1 échéance(s) de 17 088,59 EUR (capital et intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.

S'agissant d'un prêt à échéances constantes, le montant de l'échéance est ici précisé en capital et intérêts.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTIONNEMENTS SOLIDAIRES

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

dont le siège social est : 1 PLACE DE L ETOILE

67100 STRASBOURG

Immatriculée 246700488 RCS

Représenté(e) par :

- M dûment habilité

Pour un montant en principal de 1 750 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

CLAUSE PARTICULIERE :

Délégation de l'Eurométropole confirmant la substitution de cette dernière ou le cas échéant du nouveau délégataire, à l'Emprunteur.

DEFINITION DE LA PERIODE DE DIFFERE D'AMORTISSEMENT

Ce prêt comporte une période de différé d'amortissement dont la durée est indiquée dans les conditions financières ci-avant. Durant cette période, l'**Emprunteur** s'engage à payer à terme échu et conformément aux conditions financières ci-avant, les intérêts calculés à compter du jour de la première mise à disposition des fonds sur les sommes effectivement débloquées. En conséquence, il n'y a pas d'amortissement du capital durant cette période.

COMMISSION DE NON UTILISATION :

Une commission de non-utilisation égale à 0,12% l'an sera perçue trimestriellement par le Prêteur. La commission de non-utilisation sera calculée sur le montant non-utilisé du prêt.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.

Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance.

Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :

- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;
- lorsque le remboursement anticipé intervient en période de baisse de taux, une indemnité financière égale au nombre de mois (M) calculés au taux d'intérêt du prêt sur la base du capital remboursé par anticipation. Elle est déterminée par application des équations suivantes :

- pour un prêt IN FINE :

$$M = \frac{[\text{TEC10}(1) - \text{TEC10}(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt}}$$

- pour un prêt AMORTISSABLE :

$$M = \frac{[\text{TEC10}(1) - \text{TEC10}(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt} \times 2}$$

- dans laquelle TEC10(1) est le TEC10 associé à la date de réalisation et TEC10(2) est le TEC10 associé au remboursement anticipé.

$$\text{IF} = \frac{M \times \text{Taux d'intérêt du prêt} \times \text{Capital remboursé par anticipation}}{12}$$

Dans l'une ou l'autre de ces formules :

Le « taux d'intérêt du prêt » auquel il est fait référence est celui en vigueur à la date du remboursement anticipé. La durée restant à courir, exprimée en nombre de mois est déterminée par la durée qui sépare la date de remboursement anticipé et la date de dernière échéance normale du prêt.

Pour le calcul de M, le résultat sera arrondi à la première décimale après la virgule comme suit :

- si la deuxième décimale après la virgule est 0, 1, 2, 3, au 4, le résultat sera arrondi à l'unité inférieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,72 la valeur de M sera 5,7,
- si la deuxième décimale après la virgule est 5, 6, 7, 8 ou 9, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,38 la valeur de M sera 5,4.

En tout état de cause cette indemnité ne peut être supérieure à un maximum appelé plafond, ni inférieure à un minimum appelé plancher.

Ce plafond est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égal à 12.

Ce plancher est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égale à 3.

En conséquence, si l'indemnité financière est supérieure au plafond, son montant est égal à ce plafond ; et si elle est inférieure au plancher, son montant est égal au plancher. Cette indemnité est exigible et devra être payée le jour du remboursement anticipé. La baisse des taux est constatée dès lors que la valeur du TEC10 (taux de l'échéance constante 10 ans) du mois précédant celui de la date de remboursement anticipé, ou s'il venait à disparaître, de tout autre index qui lui serait substitué, est inférieure à la valeur du TEC10 du mois précédant celui du jour de la réalisation du prêt. Par contre, si la réalisation et/ou le remboursement interviennent entre le 1er et le 5 du mois, le TEC10 pris en compte sera celui du deuxième mois précédant le mois du(des) événement(s) ci-dessus précisé(s).

Le calcul de cette indemnité sera effectué et communiqué à l'**Emprunteur** au plus tard la veille de la date de remboursement anticipé.

Les intérêts normaux courent jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.

L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.

L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révélerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteur** et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle de majeur ou curatelle, ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- à fournir les justificatifs d'adhésion pour l'assurance emprunteur obligatoire,
- il convient d'ajouter au TEG calculé les frais d'information annuelle des **Cautions**.

Le coût annuel de l'information des **Cautions** est susceptible d'évoluer et figure sur la plaquette tarifaire « professionnels » disponible en votre agence,

- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur**, selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et véritables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun événement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Lorsqu'une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, le prêt est consenti sous la condition suspensive que cette Assurance Emprunteur soit effectivement souscrite et, le cas échéant, déléguée au profit du **Prêteur**.

Si le prêt est réalisé avant la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur soit dans le cas où l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'Assureur au titre du contrat d'Assurance Emprunteur proposé par le **Prêteur** ou si l'**Emprunteur** n'acceptait pas la proposition faite par l'Assureur (acceptation avec réserves ou à un taux majoré) dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de cette proposition, le contrat de prêt pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, ou à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**, entraînant le remboursement immédiat au **Prêteur** des sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Le prêt est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt.

En outre, le contrat doit être conclu dans les deux mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

Après versement de l'apport personnel exigé par le **Prêteur**, la réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

Dans tous les cas, si une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, la réalisation pourra être suspendue jusqu'à la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « autorisation de prélèvement » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « TAUX DES INTERETS DE RETARD » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le **Prêteur** notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.

Indivisibilité en cas de décès

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **4,0000** point(s).

ASSURANCE EMPRUNTEUR (en cas de refus « contrat assurance groupe » par l'un des emprunteurs)

Le **Prêteur** a souscrit un contrat d'assurance collective destiné à couvrir ses emprunteurs.

Lorsqu'une ou plusieurs personnes ont sollicité leur admission dans ce contrat, il a été remis à chacune d'entre elles un exemplaire de la notice d'information, précisant en particulier, les différents risques assurables.

L'**Emprunteur** a refusé d'adhérer à ce contrat-groupe.

Dans le cas où l'**Emprunteur** s'est assuré auprès d'une autre compagnie d'assurance et a délégué le bénéfice de la prestation de ce contrat souscrit au **Prêteur** en qualité de bénéficiaire acceptant, l'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir annuellement au **Prêteur** son attestation d'assurance,
- en cas de résiliation de ladite assurance pour quelque motif que ce soit, à en informer le **Prêteur**, à en souscrire une autre et à en déléguer le bénéfice au **Prêteur**, bénéficiaire acceptant.

CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La dénomination « la **Caution** » s'applique à chaque personne désignée aux conditions financières et particulières sous la rubrique « cautionnement (s) solidaire(s) ».

Chaque **Caution**, après avoir pris connaissance des clauses et conditions du présent prêt :

- déclare se constituer caution solidaire de l'**Emprunteur** envers le **Prêteur** qui accepte, pour le remboursement des sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires, en vertu du présent acte et jusqu'à concurrence des sommes acceptées par chaque **Caution**,
- renonce au bénéfice de discussion, c'est-à-dire qu'au cas où le **Prêteur** serait le créancier d'une somme quelconque, il pourrait poursuivre indifféremment l'**Emprunteur** et/ou l'une ou l'autre des **Cautions**,
- renonce au bénéfice de division, ce qui implique qu'au cas où le **Prêteur** serait garanti par d'autres cautions, il pourrait réclamer toute la créance à une seule des cautions, dans la limite de son engagement, sans avoir à poursuivre les autres cautions.

Chaque **Caution** déclare :

- avoir reçu un exemplaire du présent acte et en agréer les termes,
- bien connaître la portée réelle de son engagement et l'obligation de rembourser les sommes dues sur le prêt en cas de défaillance de l'**Emprunteur**,
- bien connaître la situation réelle de l'**Emprunteur** pour s'en être informée auprès de lui, ainsi que la possibilité d'en connaître l'évolution soit en s'adressant à lui, soit en consultant le **Prêteur** qui, dans la limite du respect du secret professionnel la renseignera notamment sur la ponctualité des paiements,
- ne pouvoir ultérieurement opposer au **Prêteur** une connaissance insuffisante de cette situation,
- attester sur l'honneur la véracité des renseignements fournis concernant son patrimoine et ses engagements de crédits et déclarer expressément n'avoir pas d'autres dettes ou garanties données en cours autre que celles déclarées,
- que la modification ou la disparition des liens ou des rapports de faits ou de droit susceptibles d'exister entre l'une ou l'autre des **Cautions** et l'**Emprunteur**, ainsi que le changement de forme juridique de l'une ou l'autre des **Cautions** et/ou de l'**Emprunteur** et/ou du **Prêteur** n'emportera pas le désengagement de la **Caution**, - déclare que l'engagement pris envers le **Prêteur** conservera sa validité au profit de tout tiers qui viendrait à être substitué au **Prêteur** par voie de fusion ou de scission, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une réitération de l'engagement,
- qu'en cas de cautionnements multiples et partiels, les divers engagements de caution destinés à garantir le crédit sont cumulatifs et non alternatifs, ainsi, le **Prêteur** pourra actionner chacune des **Cautions** à hauteur de son engagement total tant que le crédit cautionné ne sera pas intégralement soldé,
- que son engagement demeurera entièrement valable même dans le cas où l'**Emprunteur** ne pourrait pas être garanti au titre de l'Assurance Emprunteur et ce, pour quelque cause que ce soit,
- que si l'une ou l'autre des **Cautions** venait à décéder avant le remboursement total des sommes dues par l'**Emprunteur**, il y aurait solidarité et indivisibilité entre ses héritiers et ses représentants.

Chaque **Caution** s'engage :

- à informer le **Prêteur** de tous les changements qui interviendraient dans sa situation ayant pour effet de modifier notablement la consistance et/ou la valeur de son patrimoine,
- à communiquer au **Prêteur** ses éventuels changements d'adresse.

Chaque **Caution** reconnaît :

- que le **Prêteur** pourra, sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée, exercer son recours contre elle dès que sa créance sur l'**Emprunteur** deviendra exigible pour une raison quelconque, notamment en cas de déchéance du terme,
- que si par l'effet de la loi, la déchéance du terme ne pouvait être prononcée à l'encontre de l'**Emprunteur**, par exemple en cas de redressement judiciaire, elle serait néanmoins déchue du bénéfice du terme et tenue de rembourser immédiatement l'intégralité des sommes dues,
- qu'elle restera tenue de son engagement en cas de transfert, sous quelque forme que ce soit, de la charge de remboursement du prêt au profit d'un cessionnaire de l'**Emprunteur**, notamment dans le cadre d'une procédure collective.

Chaque **Caution** :

- accepte d'ores et déjà tous délais de paiement qui pourraient être accordés par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** et renonce à se prévaloir des dispositions de l'article 2316 du Code Civil qui, sans dégager la **Caution** de son engagement, l'autorise à poursuivre l'**Emprunteur**,
- renonce à se prévaloir de toutes subrogations, actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de la faire venir en concours avec le **Prêteur** tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes dues.

Il en sera ainsi que la **Caution** se soit libérée partiellement ou totalement de ses obligations et alors même que le présent engagement serait d'un montant inférieur aux sommes dues par l'**Emprunteur** au **Prêteur**,

- accepte qu'en cas de cautionnement partiel, les paiements faits par l'**Emprunteur** s'imputeront d'abord sur la partie non cautionnée de la dette,

- renonce expressément à se prévaloir des éventuelles remises de dettes qui pourraient être consenties par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** ou à d'autres obligés : chaque remise demeurera distincte et personnelle à son bénéficiaire et ne pourra en aucun cas bénéficier aux autres obligés.

Le présent cautionnement s'ajoute à toutes garanties qui ont été ou seront fournies au prêteur par la **Caution**, l'**Emprunteur** ou toute autre personne.

INFORMATION DES CAUTIONS

L'information annuelle légalement exigée, s'effectuera par simple lettre envoyée par le **Prêteur** à la **Caution** avant le 31 mars de chaque année.

La preuve de la bonne exécution de cet envoi se fait par tout moyen (production d'un listing informatique ou autre).

Cette information pourra donner lieu à une tarification à la charge de l'**Emprunteur**, qui l'accepte, dont le montant pourra être actualisé chaque année et figure aux conditions générales de Banque.

Dans l'hypothèse où la **Caution** n'aurait pas reçu cette information avant le 31 mars de chaque année, elle s'engage à le signaler au **Prêteur** qui lui adressera un nouvel exemplaire de la lettre qui ne lui serait donc pas parvenue.

ASSURANCE DES BIENS

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition obligatoire d'octroi du crédit.

Toutefois l'attention de l'**Emprunteur** est attirée sur les conséquences susceptibles de découler de la destruction totale ou partielle du bien donné en garantie.

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France.

S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques ci-dessus évoqués ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**, ou le cas échéant de toute autre personne ayant donné en garantie du présent prêt un bien susceptible d'être assuré.

L'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) à informer le **Prêteur** et à lui fournir les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie pour lui permettre, conformément à l'article L 121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'**Assureur**.

En cas de sinistre du ou des biens donnés en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'**Assureur** seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L 121-13 du code des assurances.

L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre. L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteur**. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHEANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des événements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :

- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte,
- en présence d'une Assurance Emprunteur obligatoire, en cas de renonciation à cette adhésion par l'**Emprunteur** dans les délais précisés dans la notice d'assurance ou de rétractation, si l'**Emprunteur** ne respecte pas l'engagement de souscription d'une assurance équivalente,
- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes Assurance Emprunteur),
- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,
- dans le cas où les biens immeubles hypothéqués au profit du **Prêteur** appartenant à l'**Emprunteur** ou à un tiers seraient aliénés en totalité ou en partie, ou feraient l'objet d'une dépréciation du fait de l'**Emprunteur** ou de ce tiers,
- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,
- en cas de liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution**,
- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,
- en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,
- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Caution**s auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur**,
- en cas de non-respect par l'**Emprunteur** de ses engagements ou de déclaration inexacte de sa part concernant les Sanctions Internationales,
- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social ou en cas de retrait de l'agrément particulier délivré par les Pouvoirs Publics,

- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société,
- en cas de violation des statuts de l'**Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,
- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues. La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS

La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux,.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.

- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,
- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.
- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout événement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les événements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime Assurance Emprunteur, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.

Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUDE DE CESSIBILITE

L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Le **Prêteur** est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients.

Le **Prêteur** est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émises, administrées ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales »).

Dans le présent article, le terme « Personne Sanctionnée » désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, et le terme « Territoire Sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Déclarations de l'Emprunteur relatives aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur déclare :

- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;

(b) n'est une Personne :

1 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;

2 - située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

3 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;

4 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;

5 - engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme du présent contrat.

Engagements de l'Emprunteur relatifs aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur s'engage :

- à informer sans délai le **Prêteur** de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat.

- à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à (l'une de ses filiales, joint-ventures ou) toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire :

(a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,

(b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat.

- à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au Prêteur au titre du présent contrat.

- à communiquer immédiatement tout justificatif qui pourrait être demandé par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux sanctions internationales.

Tant que le client n'a pas fourni les justificatifs demandés par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risques d'infraction aux sanctions internationales ou que les justificatifs ne sont pas jugés suffisants, le Prêteur se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds.

Le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds lorsque, selon son analyse, l'opération objet du financement serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales.

Le **Prêteur** peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre du financement envisagé qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales conduisant le cas échéant à retarder ou suspendre le déblocage des fonds.

PROTECTION DES DONNEES - SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.ca-alsace-vosges.fr/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-des-caisses.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le ⁴³recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la

fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Clients, 1 place de la gare BP 20440, 67008 Strasbourg Cedex, ou par internet, sur le site www.ca-alsace-vosges.fr - rubrique** Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes : **Crédit Agricole Alsace Vosges - DPO - 1 Place De La Gare - BP 20440 - 67 008 Strasbourg Cedex ; DPO@ca-alsace-vosges.fr**

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L'**Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.

Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du nouveau code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « autorisation de prélèvement ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 86290628992

Représenté(e) par M

habilité(e) à cet effet

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR AVEC DECLARATION POUR L'ASSURANCE EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 86290628992

(1) Nom de la personne morale emprunteuse

(2) Nom (jeune fille si mariée), prénom du/des représentants

(3) Cocher la case correspondante

(4) Si nantissement donné en garantie, faire précéder la signature de la mention « Bon pour nantissement »
SOC AMENAG GESTION MARCHE INTERET NATION

L'Emprunteur soussigné(1)

Représenté par(2)

Déclare :

- avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,

- reconnaître également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informé des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du produit ou du service auquel il souscrit à l'occasion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à la Caisse Régionale.

☐ refuser d'adhérer au contrat d'assurance groupe proposé (3).

☐ être assuré(e) pour ce(s) crédit(s) dans le cadre d'un autre contrat souscrit auprès de la Compagnie d'Assurance ci-après mentionnée et s'engager à remettre au Prêteur une attestation d'assurance ainsi qu'une copie des conditions générales et particulières de l'assurance (3).

Nom de la compagnie.....

Nom et Prénom de la/des personne(s) assurée(s).....

.....
.....

DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR et cachet de la société (4)

A.....le.....

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts :86290628992

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

(1) Faire précéder la Signature de la Caution, personne morale, de la mention :

« Bon pour caution solidaire de la somme de 1 750 000,00 EUR (un million sept cent cinquante mille euros) en principal, plus intérêts, commissions, frais et accessoires ».

(2) Préciser les nom, prénoms et qualité du signataire et apposer le cachet de la société.

La **Caution** soussignée :

- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- reconnaît également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informée des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à la Caisse Régionale.

(1)

SIGNATURE DE LA CAUTION (2) :

Signature recueillie en présence de :

STRASBOURG-ENTREPRISES
Tél. : 03 88 14 35 50 (non surtaxé)

VEUILLEZ TROUVER CI-JOINTE L'EDITION
DE LA SIMULATION DE VOTRE FINANCEMENT,
REpondant AUX CARACTERISTIQUES
INDIQUEES CI-APRES

Caractéristiques du prêt

Montant	3 475 000,00 EUR
Durée	258 mois
Différé	18 mois
Périodicité	Mensuelle
Taux	1,7000 %
Frais de gestion	0,0000 %
Date de valeur de la réalisation	01/05/2019
Profil	1
Catégorie	Echeance constante interets percus terme echu proportionnel

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
	01/05/2019					3 475 000,00
1	31/05/2019	4 764,11	4 764,11			3 475 000,00
2	30/06/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
3	31/07/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
4	31/08/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
5	30/09/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
6	31/10/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
7	30/11/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
8	31/12/2019	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
9	31/01/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
10	29/02/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
11	31/03/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
12	30/04/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
13	31/05/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
14	30/06/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
15	31/07/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
16	31/08/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
17	30/09/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
18	31/10/2020	4 922,92	4 922,92			3 475 000,00
19	30/11/2020	17 090,00	4 922,92		12 167,08	3 462 832,92
20	31/12/2020	17 090,00	4 905,68		12 184,32	3 450 648,60
21	31/01/2021	17 090,00	4 888,42		12 201,58	3 438 447,02
22	28/02/2021	17 090,00	4 871,13		12 218,87	3 426 228,15
23	31/03/2021	17 090,00	4 853,82		12 236,18	3 413 991,97
24	30/04/2021	17 090,00	4 836,49		12 253,51	3 401 738,46
25	31/05/2021	17 090,00	4 819,13		12 270,87	3 389 467,59
26	30/06/2021	17 090,00	4 801,75		12 288,25	3 377 179,34
27	31/07/2021	17 090,00	4 784,34		12 305,66	3 364 873,68
28	31/08/2021	17 090,00	4 766,90		12 323,10	3 352 550,58
29	30/09/2021	17 090,00	4 749,45		12 340,55	3 340 210,03
30	31/10/2021	17 090,00	4 731,96		12 358,04	3 327 851,99
31	30/11/2021	17 090,00	4 714,46		12 375,54	3 315 476,45
32	31/12/2021	17 090,00	4 696,92		12 393,08	3 303 083,37
33	31/01/2022	17 090,00	4 679,37		12 410,63	3 290 672,74
34	28/02/2022	17 090,00	4 661,79		12 428,21	3 278 244,53
35	31/03/2022	17 090,00	4 644,18		12 445,82	3 265 798,71
36	30/04/2022	17 090,00	4 626,55		12 463,45	3 253 335,26
37	31/05/2022	17 090,00	4 608,89		12 481,11	3 240 854,15
38	30/06/2022	17 090,00	4 591,21		12 498,79	3 228 355,36
39	31/07/2022	17 090,00	4 573,50		12 516,50	3 215 838,86
40	31/08/2022	17 090,00	4 555,77		12 534,23	3 203 304,63
41	30/09/2022	17 090,00	4 538,01		12 551,99	3 190 752,64
42	31/10/2022	17 090,00	4 520,23		12 569,77	3 178 182,87
43	30/11/2022	17 090,00	4 502,43		12 587,57	3 165 595,30
44	31/12/2022	17 090,00	4 484,59		12 605,41	3 152 989,89
45	31/01/2023	17 090,00	4 466,74		12 623,26	3 140 366,63
46	28/02/2023	17 090,00	4 448,85		12 641,15	3 127 725,48
47	31/03/2023	17 090,00	4 430,94		12 659,06	3 115 066,42
48	30/04/2023	17 090,00	4 413,01		12 676,99	3 102 389,43
49	31/05/2023	17 090,00	4 395,05		12 694,95	3 089 694,48
50	30/06/2023	17 090,00	4 377,07		12 712,93	3 076 981,55

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
51	31/07/2023	17 090,00	4 359,06		12 730,94	3 064 250,61
52	31/08/2023	17 090,00	4 341,02		12 748,98	3 051 501,63
53	30/09/2023	17 090,00	4 322,96		12 767,04	3 038 734,59
54	31/10/2023	17 090,00	4 304,87		12 785,13	3 025 949,46
55	30/11/2023	17 090,00	4 286,76		12 803,24	3 013 146,22
56	31/12/2023	17 090,00	4 268,62		12 821,38	3 000 324,84
57	31/01/2024	17 090,00	4 250,46		12 839,54	2 987 485,30
58	29/02/2024	17 090,00	4 232,27		12 857,73	2 974 627,57
59	31/03/2024	17 090,00	4 214,06		12 875,94	2 961 751,63
60	30/04/2024	17 090,00	4 195,81		12 894,19	2 948 857,44
61	31/05/2024	17 090,00	4 177,55		12 912,45	2 935 944,99
62	30/06/2024	17 090,00	4 159,26		12 930,74	2 923 014,25
63	31/07/2024	17 090,00	4 140,94		12 949,06	2 910 065,19
64	31/08/2024	17 090,00	4 122,59		12 967,41	2 897 097,78
65	30/09/2024	17 090,00	4 104,22		12 985,78	2 884 112,00
66	31/10/2024	17 090,00	4 085,83		13 004,17	2 871 107,83
67	30/11/2024	17 090,00	4 067,40		13 022,60	2 858 085,23
68	31/12/2024	17 090,00	4 048,95		13 041,05	2 845 044,18
69	31/01/2025	17 090,00	4 030,48		13 059,52	2 831 984,66
70	28/02/2025	17 090,00	4 011,98		13 078,02	2 818 906,64
71	31/03/2025	17 090,00	3 993,45		13 096,55	2 805 810,09
72	30/04/2025	17 090,00	3 974,90		13 115,10	2 792 694,99
73	31/05/2025	17 090,00	3 956,32		13 133,68	2 779 561,31
74	30/06/2025	17 090,00	3 937,71		13 152,29	2 766 409,02
75	31/07/2025	17 090,00	3 919,08		13 170,92	2 753 238,10
76	31/08/2025	17 090,00	3 900,42		13 189,58	2 740 048,52
77	30/09/2025	17 090,00	3 881,74		13 208,26	2 726 840,26
78	31/10/2025	17 090,00	3 863,02		13 226,98	2 713 613,28
79	30/11/2025	17 090,00	3 844,29		13 245,71	2 700 367,57
80	31/12/2025	17 090,00	3 825,52		13 264,48	2 687 103,09
81	31/01/2026	17 090,00	3 806,73		13 283,27	2 673 819,82
82	28/02/2026	17 090,00	3 787,91		13 302,09	2 660 517,73
83	31/03/2026	17 090,00	3 769,07		13 320,93	2 647 196,80
84	30/04/2026	17 090,00	3 750,20		13 339,80	2 633 857,00
85	31/05/2026	17 090,00	3 731,30		13 358,70	2 620 498,30
86	30/06/2026	17 090,00	3 712,37		13 377,63	2 607 120,67
87	31/07/2026	17 090,00	3 693,42		13 396,58	2 593 724,09
88	31/08/2026	17 090,00	3 674,44		13 415,56	2 580 308,53
89	30/09/2026	17 090,00	3 655,44		13 434,56	2 566 873,97
90	31/10/2026	17 090,00	3 636,40		13 453,60	2 553 420,37
91	30/11/2026	17 090,00	3 617,35		13 472,65	2 539 947,72
92	31/12/2026	17 090,00	3 598,26		13 491,74	2 526 455,98
93	31/01/2027	17 090,00	3 579,15		13 510,85	2 512 945,13
94	28/02/2027	17 090,00	3 560,01		13 529,99	2 499 415,14
95	31/03/2027	17 090,00	3 540,84		13 549,16	2 485 865,98
96	30/04/2027	17 090,00	3 521,64		13 568,36	2 472 297,62
97	31/05/2027	17 090,00	3 502,42		13 587,58	2 458 710,04
98	30/06/2027	17 090,00	3 483,17		13 606,83	2 445 103,21
99	31/07/2027	17 090,00	3 463,90		13 626,10	2 431 477,11
100	31/08/2027	17 090,00	3 444,59		13 645,41	2 417 831,70
101	30/09/2027	17 090,00	3 425,26		13 664,74	2 404 166,96

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

Siège social : 1 place de la Gare BP 20440 - 67008 Strasbourg Cedex

Tél. 03 88 25 42 42 – Télécopie 03 88 25 42 88.

Société coopérative à capital et personnel variables. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 437.642.531
RCS Strasbourg immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 008 967

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
102	31/10/2027	17 090,00	3 405,90		13 684,10	2 390 482,86
103	30/11/2027	17 090,00	3 386,52		13 703,48	2 376 779,38
104	31/12/2027	17 090,00	3 367,10		13 722,90	2 363 056,48
105	31/01/2028	17 090,00	3 347,66		13 742,34	2 349 314,14
106	29/02/2028	17 090,00	3 328,20		13 761,80	2 335 552,34
107	31/03/2028	17 090,00	3 308,70		13 781,30	2 321 771,04
108	30/04/2028	17 090,00	3 289,18		13 800,82	2 307 970,22
109	31/05/2028	17 090,00	3 269,62		13 820,38	2 294 149,84
110	30/06/2028	17 090,00	3 250,05		13 839,95	2 280 309,89
111	31/07/2028	17 090,00	3 230,44		13 859,56	2 266 450,33
112	31/08/2028	17 090,00	3 210,80		13 879,20	2 252 571,13
113	30/09/2028	17 090,00	3 191,14		13 898,86	2 238 672,27
114	31/10/2028	17 090,00	3 171,45		13 918,55	2 224 753,72
115	30/11/2028	17 090,00	3 151,73		13 938,27	2 210 815,45
116	31/12/2028	17 090,00	3 131,99		13 958,01	2 196 857,44
117	31/01/2029	17 090,00	3 112,21		13 977,79	2 182 879,65
118	28/02/2029	17 090,00	3 092,41		13 997,59	2 168 882,06
119	31/03/2029	17 090,00	3 072,58		14 017,42	2 154 864,64
120	30/04/2029	17 090,00	3 052,72		14 037,28	2 140 827,36
121	31/05/2029	17 090,00	3 032,84		14 057,16	2 126 770,20
122	30/06/2029	17 090,00	3 012,92		14 077,08	2 112 693,12
123	31/07/2029	17 090,00	2 992,98		14 097,02	2 098 596,10
124	31/08/2029	17 090,00	2 973,01		14 116,99	2 084 479,11
125	30/09/2029	17 090,00	2 953,01		14 136,99	2 070 342,12
126	31/10/2029	17 090,00	2 932,98		14 157,02	2 056 185,10
127	30/11/2029	17 090,00	2 912,93		14 177,07	2 042 008,03
128	31/12/2029	17 090,00	2 892,84		14 197,16	2 027 810,87
129	31/01/2030	17 090,00	2 872,73		14 217,27	2 013 593,60
130	28/02/2030	17 090,00	2 852,59		14 237,41	1 999 356,19
131	31/03/2030	17 090,00	2 832,42		14 257,58	1 985 098,61
132	30/04/2030	17 090,00	2 812,22		14 277,78	1 970 820,83
133	31/05/2030	17 090,00	2 792,00		14 298,00	1 956 522,83
134	30/06/2030	17 090,00	2 771,74		14 318,26	1 942 204,57
135	31/07/2030	17 090,00	2 751,46		14 338,54	1 927 866,03
136	31/08/2030	17 090,00	2 731,14		14 358,86	1 913 507,17
137	30/09/2030	17 090,00	2 710,80		14 379,20	1 899 127,97
138	31/10/2030	17 090,00	2 690,43		14 399,57	1 884 728,40
139	30/11/2030	17 090,00	2 670,03		14 419,97	1 870 308,43
140	31/12/2030	17 090,00	2 649,60		14 440,40	1 855 868,03
141	31/01/2031	17 090,00	2 629,15		14 460,85	1 841 407,18
142	28/02/2031	17 090,00	2 608,66		14 481,34	1 826 925,84
143	31/03/2031	17 090,00	2 588,14		14 501,86	1 812 423,98
144	30/04/2031	17 090,00	2 567,60		14 522,40	1 797 901,58
145	31/05/2031	17 090,00	2 547,03		14 542,97	1 783 358,61
146	30/06/2031	17 090,00	2 526,42		14 563,58	1 768 795,03
147	31/07/2031	17 090,00	2 505,79		14 584,21	1 754 210,82
148	31/08/2031	17 090,00	2 485,13		14 604,87	1 739 605,95
149	30/09/2031	17 090,00	2 464,44		14 625,56	1 724 980,39
150	31/10/2031	17 090,00	2 443,72		14 646,28	1 710 334,11
151	30/11/2031	17 090,00	2 422,97		14 667,03	1 695 667,08
152	31/12/2031	17 090,00	2 402,20		14 687,80	1 680 979,28



TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
153	31/01/2032	17 090,00	2 381,39		14 708,61	1 666 270,67
154	29/02/2032	17 090,00	2 360,55		14 729,45	1 651 541,22
155	31/03/2032	17 090,00	2 339,68		14 750,32	1 636 790,90
156	30/04/2032	17 090,00	2 318,79		14 771,21	1 622 019,69
157	31/05/2032	17 090,00	2 297,86		14 792,14	1 607 227,55
158	30/06/2032	17 090,00	2 276,91		14 813,09	1 592 414,46
159	31/07/2032	17 090,00	2 255,92		14 834,08	1 577 580,38
160	31/08/2032	17 090,00	2 234,91		14 855,09	1 562 725,29
161	30/09/2032	17 090,00	2 213,86		14 876,14	1 547 849,15
162	31/10/2032	17 090,00	2 192,79		14 897,21	1 532 951,94
163	30/11/2032	17 090,00	2 171,68		14 918,32	1 518 033,62
164	31/12/2032	17 090,00	2 150,55		14 939,45	1 503 094,17
165	31/01/2033	17 090,00	2 129,38		14 960,62	1 488 133,55
166	28/02/2033	17 090,00	2 108,19		14 981,81	1 473 151,74
167	31/03/2033	17 090,00	2 086,96		15 003,04	1 458 148,70
168	30/04/2033	17 090,00	2 065,71		15 024,29	1 443 124,41
169	31/05/2033	17 090,00	2 044,43		15 045,57	1 428 078,84
170	30/06/2033	17 090,00	2 023,11		15 066,89	1 413 011,95
171	31/07/2033	17 090,00	2 001,77		15 088,23	1 397 923,72
172	31/08/2033	17 090,00	1 980,39		15 109,61	1 382 814,11
173	30/09/2033	17 090,00	1 958,99		15 131,01	1 367 683,10
174	31/10/2033	17 090,00	1 937,55		15 152,45	1 352 530,65
175	30/11/2033	17 090,00	1 916,09		15 173,91	1 337 356,74
176	31/12/2033	17 090,00	1 894,59		15 195,41	1 322 161,33
177	31/01/2034	17 090,00	1 873,06		15 216,94	1 306 944,39
178	28/02/2034	17 090,00	1 851,50		15 238,50	1 291 705,89
179	31/03/2034	17 090,00	1 829,92		15 260,08	1 276 445,81
180	30/04/2034	17 090,00	1 808,30		15 281,70	1 261 164,11
181	31/05/2034	17 090,00	1 786,65		15 303,35	1 245 860,76
182	30/06/2034	17 090,00	1 764,97		15 325,03	1 230 535,73
183	31/07/2034	17 090,00	1 743,26		15 346,74	1 215 188,99
184	31/08/2034	17 090,00	1 721,52		15 368,48	1 199 820,51
185	30/09/2034	17 090,00	1 699,75		15 390,25	1 184 430,26
186	31/10/2034	17 090,00	1 677,94		15 412,06	1 169 018,20
187	30/11/2034	17 090,00	1 656,11		15 433,89	1 153 584,31
188	31/12/2034	17 090,00	1 634,24		15 455,76	1 138 128,55
189	31/01/2035	17 090,00	1 612,35		15 477,65	1 122 650,90
190	28/02/2035	17 090,00	1 590,42		15 499,58	1 107 151,32
191	31/03/2035	17 090,00	1 568,46		15 521,54	1 091 629,78
192	30/04/2035	17 090,00	1 546,48		15 543,52	1 076 086,26
193	31/05/2035	17 090,00	1 524,46		15 565,54	1 060 520,72
194	30/06/2035	17 090,00	1 502,40		15 587,60	1 044 933,12
195	31/07/2035	17 090,00	1 480,32		15 609,68	1 029 323,44
196	31/08/2035	17 090,00	1 458,21		15 631,79	1 013 691,65
197	30/09/2035	17 090,00	1 436,06		15 653,94	998 037,71
198	31/10/2035	17 090,00	1 413,89		15 676,11	982 361,60
199	30/11/2035	17 090,00	1 391,68		15 698,32	966 663,28
200	31/12/2035	17 090,00	1 369,44		15 720,56	950 942,72
201	31/01/2036	17 090,00	1 347,17		15 742,83	935 199,89
202	29/02/2036	17 090,00	1 324,87		15 765,13	919 434,76
203	31/03/2036	17 090,00	1 302,53		15 787,47	903 647,29

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

Siège social : 1 place de la Gare BP 20440 - 67008 Strasbourg Cedex

Tél. 03 88 25 42 42 – Télécopie 03 88 25 42 88.

Société coopérative à capital et personnel variables. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 437.642.531
RCS Strasbourg immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 008 967



TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
204	30/04/2036	17 090,00	1 280,17		15 809,83	887 837,46
205	31/05/2036	17 090,00	1 257,77		15 832,23	872 005,23
206	30/06/2036	17 090,00	1 235,34		15 854,66	856 150,57
207	31/07/2036	17 090,00	1 212,88		15 877,12	840 273,45
208	31/08/2036	17 090,00	1 190,39		15 899,61	824 373,84
209	30/09/2036	17 090,00	1 167,86		15 922,14	808 451,70
210	31/10/2036	17 090,00	1 145,31		15 944,69	792 507,01
211	30/11/2036	17 090,00	1 122,72		15 967,28	776 539,73
212	31/12/2036	17 090,00	1 100,10		15 989,90	760 549,83
213	31/01/2037	17 090,00	1 077,45		16 012,55	744 537,28
214	28/02/2037	17 090,00	1 054,76		16 035,24	728 502,04
215	31/03/2037	17 090,00	1 032,04		16 057,96	712 444,08
216	30/04/2037	17 090,00	1 009,30		16 080,70	696 363,38
217	31/05/2037	17 090,00	986,51		16 103,49	680 259,89
218	30/06/2037	17 090,00	963,70		16 126,30	664 133,59
219	31/07/2037	17 090,00	940,86		16 149,14	647 984,45
220	31/08/2037	17 090,00	917,98		16 172,02	631 812,43
221	30/09/2037	17 090,00	895,07		16 194,93	615 617,50
222	31/10/2037	17 090,00	872,12		16 217,88	599 399,62
223	30/11/2037	17 090,00	849,15		16 240,85	583 158,77
224	31/12/2037	17 090,00	826,14		16 263,86	566 894,91
225	31/01/2038	17 090,00	803,10		16 286,90	550 608,01
226	28/02/2038	17 090,00	780,03		16 309,97	534 298,04
227	31/03/2038	17 090,00	756,92		16 333,08	517 964,96
228	30/04/2038	17 090,00	733,78		16 356,22	501 608,74
229	31/05/2038	17 090,00	710,61		16 379,39	485 229,35
230	30/06/2038	17 090,00	687,41		16 402,59	468 826,76
231	31/07/2038	17 090,00	664,17		16 425,83	452 400,93
232	31/08/2038	17 090,00	640,90		16 449,10	435 951,83
233	30/09/2038	17 090,00	617,60		16 472,40	419 479,43
234	31/10/2038	17 090,00	594,26		16 495,74	402 983,69
235	30/11/2038	17 090,00	570,89		16 519,11	386 464,58
236	31/12/2038	17 090,00	547,49		16 542,51	369 922,07
237	31/01/2039	17 090,00	524,06		16 565,94	353 356,13
238	28/02/2039	17 090,00	500,59		16 589,41	336 766,72
239	31/03/2039	17 090,00	477,09		16 612,91	320 153,81
240	30/04/2039	17 090,00	453,55		16 636,45	303 517,36
241	31/05/2039	17 090,00	429,98		16 660,02	286 857,34
242	30/06/2039	17 090,00	406,38		16 683,62	270 173,72
243	31/07/2039	17 090,00	382,75		16 707,25	253 466,47
244	31/08/2039	17 090,00	359,08		16 730,92	236 735,55
245	30/09/2039	17 090,00	335,38		16 754,62	219 980,93
246	31/10/2039	17 090,00	311,64		16 778,36	203 202,57
247	30/11/2039	17 090,00	287,87		16 802,13	186 400,44
248	31/12/2039	17 090,00	264,07		16 825,93	169 574,51
249	31/01/2040	17 090,00	240,23		16 849,77	152 724,74
250	29/02/2040	17 090,00	216,36		16 873,64	135 851,10
251	31/03/2040	17 090,00	192,46		16 897,54	118 953,56
252	30/04/2040	17 090,00	168,52		16 921,48	102 032,08
253	31/05/2040	17 090,00	144,55		16 945,45	85 086,63
254	30/06/2040	17 090,00	120,54		16 969,46	68 117,17

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES

Siège social : 1 place de la Gare BP 20440 - 67008 Strasbourg Cedex

Tél. 03 88 25 42 42 – Télécopie 03 88 25 42 88.

Société coopérative à capital et personnel variables. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 437.642.531
RCS Strasbourg immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurances sous le n°07 008 967



TABLEAU D'AMORTISSEMENT PAR FORMULE

Référence du partenaire : 0
Référence du prêt :

Echéance		Montant échéance	Intérêts (*=capi.)	Autres	Capital amorti	Capital restant dû
Rang	Date					
255	31/07/2040	17 090,00	96,50		16 993,50	51 123,67
256	31/08/2040	17 090,00	72,43		17 017,57	34 106,10
257	30/09/2040	17 090,00	48,32		17 041,68	17 064,42
258	31/10/2040	17 088,59	24,17		17 064,42	
TOTAL			715 052,34		3 475 000,00	

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Attribution du contrat de concession relatif à l'exploitation de la fourrière automobile.

I. PREAMBULE

Par délibération du 29 juin 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de retenir le principe d'une délégation de service public pour la poursuite de l'exploitation de la fourrière automobile.

Les attentes de la collectivité, exprimées à travers le cahier des charges, portent sur la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg avec pour objectifs une amélioration de l'accueil des usagers, une simplification des procédures et l'amélioration des performances en termes de développement durable.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.

Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

II. RAPPEL DE LA PROCEDURE

- § Le Conseil de l'Eurométropole a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe du renouvellement de la gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.
- § Le 12 juillet 2018, un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :
 - le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP),
 - le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),

- la plateforme « Alsace marchés »,
- le magazine « l'Argus ».

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018.

§ Le 11 octobre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 2 candidatures réceptionnées :

- La SARL SEG STRASBOURGEOISE D'ENLEVEMENT ET DE GARDIENNAGE (filiale d'EFFIA), dont le siège social est à Strasbourg,
- La société anonyme VECTALIA dont le siège social se situe à Alicante (Espagne)

§ Le 10 janvier 2019, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du pli du candidat ayant présenté une offre, la Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage. La société VECTALIA n'a pas déposé d'offre. La proposition de la SEG répond aux stipulations du règlement de la consultation et comporte acte d'engagement, cahier des charges, mémoire technique et prévisionnels d'exploitation dûment complétés ; elle a été déclarée administrativement conforme

§ Le 31 janvier 2019, la Commission invite le Président de l'Eurométropole de Strasbourg à engager des négociations avec la société SEG, l'offre du candidat étant conforme aux exigences de la collectivité exprimées au travers du cahier des charges

Les négociations, menées par l'élue missionnée par le Président, Madame Caroline Barrière, qui se sont déroulées au mois de février 2019, ont permis au candidat de préciser un certain nombre d'éléments techniques et financiers et d'améliorer la qualité de son offre.

A l'issue des négociations, il a été demandé au candidat de remettre son offre finale intégrant leurs éventuels compléments et améliorations pour le 6 mars 2019.

III. LES ELEMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE PUBLIC A DELEGUER

Le nouveau contrat aura une durée de 7 ans à compter du 1er juillet 2019.

Le concessionnaire aura à charge l'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière à savoir les opérations :

à titre principal,

- d'enlèvement des véhicules,
- de transport des véhicules,
- de gardiennage des véhicules,
- de classement des véhicules, par un expert agréé,
- de restitution de véhicules,
- de remise des véhicules au service des Domaines,
- de remise des véhicules à une entreprise chargée de leur destruction.

à titre accessoire, dans le respect de la réglementation en vigueur, l'exécution de tout autre service d'enlèvement de véhicules (par exemple destructions des véhicules à l'initiative de leur propriétaire, déplacements, réquisition judiciaire...) sous réserve que celui-ci ne nuise pas au bon fonctionnement de la fourrière.

Le concessionnaire se rémunérera sur les tarifs appliqués aux usagers. En contrepartie des droits qui lui seront accordés, il devra verser à la collectivité une redevance annuelle qui tiendra compte du chiffre d'affaires annuel hors taxes réalisé par le concessionnaire.

IV. CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen détaillé de l'offre initiale figure dans le rapport d'analyse de la Commission de délégation de service public, joint à la présente délibération.

L'examen détaillé de l'offre finale de la SEG figure dans le rapport du Président, également joint à la présente délibération.

Conformément au règlement de consultation, l'offre a été jugée sur la base des critères suivants, par ordre décroissant :

1	Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés
2	Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité
3	Engagement de développement durable et action d'insertion

Le tableau ci-après présente l'évaluation globale de l'offre finale du candidat au regard des critères de jugements exposés :

CRITÈRES	SEG
1. Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés	1 ^{er}
2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité	1 ^{er}
3. Engagement de développement durable et action d'insertion	1 ^{er}
EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE	1 ^{er}

Aussi, après avoir effectué l'analyse détaillée de l'offre finale remise par le candidat dans le cadre de la consultation relative au choix du futur concessionnaire pour l'exploitation de la fourrière automobile de Strasbourg, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir l'offre de la SEG, qui répond aux attentes de la Collectivité sur l'ensemble des critères de choix, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Le début effectif de l'exploitation est prévu au 1er juillet 2019.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,

Vu les dispositions des articles L 1410-1 et suivants du code général de collectivités territoriales ainsi que de l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application du 1^{er} février 2016,

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 29 juin 2018 approuvant le renouvellement de la gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg,

vu le rapport de la commission de délégation de service public du 11 octobre 2018 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre,

vu l'avis de la commission de délégation de service public du 10 janvier 2019 sur les offres des candidats,

vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg annexé à la présente délibération sur le choix de l'exploitant et les termes de la convention,

vu le projet de contrat de concession (délégation de service public) ainsi que ses principales annexes,

vu l'avis de la Commission thématique sur proposition de la Commission plénière après en avoir délibéré

approuve

- *le choix de la SEG pour l'exploitation de la fourrière automobile pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} juillet 2019 ;*
- *le contrat de concession ci-joint (délégation de service public) et ses principales annexes ;*

autorise

l'autorité responsable de la personne publique délégante à signer le contrat de concession ainsi approuvé avec la société SEG et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

<p>Adopté le 3 mai 2019 par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg</p>

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Rapport de la Commission de délégation de service public du 11 octobre 2018

Eurométropole de Strasbourg

Objet : procédure de délégation de service public relative à l'exploitation et à la gestion de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg

I. Etat d'avancement du projet

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 12 avril 2018 (L 1411- 4 CGCT).

Le projet initié par l'Eurométropole pour l'exploitation de la fourrière automobile s'inscrit dans une démarche qui vise à modifier profondément les habitudes de déplacement des usagers tout en renforçant leurs efforts en matière de sécurité routière pour toutes les catégories d'usagers.

Pour mener à bien ces politiques et renforcer l'efficacité des politiques de stationnement, les collectivités prennent naturellement appui sur les services de police nationale et municipale, ainsi que sur les services de la fourrière automobile.

Cette dernière constitue en effet un des leviers d'action qui pourront avoir une influence sur le comportement des automobilistes et les inciter à un meilleur respect des règles de stationnement dans les agglomérations de l'Eurométropole.

La mission consiste à enlever, sur le territoire de l'Eurométropole, aux fins de mise en fourrière, les véhicules en infractions aux règles du Code de la Route.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.

Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

Le concessionnaire doit être en mesure d'assurer 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 les missions d'enlèvement et de réception des véhicules en infraction, des véhicules saisis par la justice et des véhicules signalés volés. Tous

véhicules hors d'usage et identifiables devront également être pris en charge. Il pourra en être de même pour les véhicules dits "véhicules épaves" non identifiables.

Pour ce qui concerne la réception du public, le concessionnaire doit être en mesure de le recevoir 7 jours sur 7.

Les tarifs (TTC) des frais de fourrière appliqués auprès des usagers par le délégataire sont ceux fixés par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction des taux maximaux du barème établi par arrêté interministériel.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence. Le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition. Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité ;
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état ;
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

La convention prendra effet le 1^{er} juillet 2019 pour une durée de 7 ans.

➤ Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

- le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- le site internet de la Ville « alsace marchés »,
- le magazine L'Argus.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 11h00.

➤ Le 6 septembre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 2 candidatures réceptionnées :

- La SARL **SEG Société Strasbourgeoise d'Enlèvement**, société à Responsabilité Limitée dont le siège social est à Strasbourg (67100), filiale d'EFFIA.
- La société anonyme **Vectalia** dont le siège social se situe à Alicante (Espagne).

Les deux plis comportent les pièces administratives demandées.

➤ Dans sa séance du 11 octobre 2018, la commission est amenée à dresser « la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public », conformément à la procédure prévue à l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales.

L'avis d'appel public à candidatures précise que le candidat doit produire à l'appui de sa candidature « un mémoire présentant ses capacités techniques, incluant ses références acquises dans le domaine objet de la délégation ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer son aptitude à appliquer la délégation de service public, objet du présent avis et à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ».

II. Examen de la régularité formelle des candidatures

Pièce demandée dans l'AAPC	SEG	Vectalia
Habilitation à exercer l'activité professionnelle		
Lettre de candidature datée et signée par une personne habilitée à engager le candidat (pouvoir et habilitation du mandataire en cas de groupement) ainsi que les délégations de signature éventuellement accordées.	X	X
Un justificatif de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis) ou de l'inscription au registre du tribunal d'instance. Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins de 1 an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.	X	X
Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.	X	X
Déclaration sur l'honneur datée, paraphée et signée attestant que: ➤ le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance du 29.1.2016. Il produira conformément à l'article 19-2 du même décret tout document et certificat délivré par les autorités compétentes justifiant qu'il ne fait pas l'objet des exclusions précitées, les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance du 29.1.2016, sont exacts, le candidat respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L.5212-4 du code du travail ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France.	X	X
Chiffre d'affaires global et concernant des prestations similaires à celles objet de la délégation de service public au cours des 3 derniers exercices clos disponibles ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans.	X	X
Bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices (comptes certifiés) ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans, et concernant des prestations similaires au domaine d'activité objet de la délégation de service public.	X	X
Un mémoire présentant ses capacités techniques, incluant ses références acquises au cours des 3 dernières années, dans le domaine objet du contrat ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer son aptitude à exercer les missions objet du présent avis et à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.	X	X

Pièce demandée dans l'AAPC	SEG	Vectalia
Présentation générale du candidat: actionnariat, nature de l'activité, qualifications professionnelles, moyens techniques et humains (déclaration sur l'honneur concernant ses effectifs et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années, par catégorie de personnels et qualification) étant précisé que les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront les éléments dont elles disposent.	X	X

Conclusion : L'ensemble des pièces demandées dans l'AAPC a bien été fourni pour chacun des candidats.

III. Examen des garanties professionnelles

Expérience en matière d'enlèvement et de gardiennage de véhicules – Capacités techniques

Sur les deux candidats qui ont présenté un dossier, tous détiennent une expérience avérée de 15 ans en matière d'enlèvement et de gardiennage de véhicules.

☛ La SARL SEG

Avec un effectif de 40 personnels en France, la SEG est présente dans 5 grandes villes en France : Montpellier, Nantes, Dijon, Aix en Provence et Strasbourg.

Elle effectue environ chaque année :

- 33800 enlèvements de véhicules
- 35000 réquisitions
- 5310 destructions de véhicules.

Sur le site de Strasbourg, 4 dépanneuses sont utilisées pour environ 8000 enlèvements par an.

La SEG sur le site de Strasbourg dispose de la Certification ISO 9001.

☛ La société Vectalia

Avec un effectif de 56 personnels, la société VECTALIA est présente dans 3 villes en Espagne :

- Alicante (13 dépanneuses)
- Mérida (2 dépanneuses)
- Bénidorm (4 dépanneuses).

Le nombre d'enlèvements annuel n'est pas précisé dans la lettre de candidature.

La société est présente en France notamment dans le domaine des transports urbains (Perpignan, Cambrai, Sophia Antipolis).

Conclusion : Les deux candidats présentent les garanties professionnelles et les capacités techniques suffisantes pour assurer l'exploitation du service objet de la consultation. Ils ont par ailleurs présenté des dossiers techniques complets présentant leur matériel, équipements et certifications.

IV. Examen des garanties financières

Les candidats SEG et Vectalia présentent des garanties financières suffisantes.

L'analyse ci-dessous présente un comparatif synthétique des garanties financières de l'ensemble des candidats. L'analyse détaillée est présentée dans l'annexe ci-jointe.

• Tableau synthétique

		capitaux propres	capitaux propres / total bilan	chiffre d'affaires	résultats nets
SEG	2015	552 k€	47%	1 193 k€	70 k€
	2016	698 k€	53%	1 274 k€	145 k€
	2017	813 k€	60%	1 288 k€	121 k€
VECTALIA	2015	19 701 k€	34%	11 647 k€	490 k€
	2016	20 387 k€	39%	16 356 k€	1 171 k€
	2017	21 906 k€	40%	15 275 k€	1 518 k€

• Commentaires

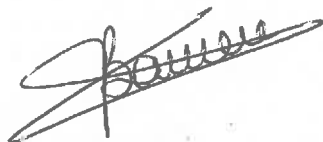
- la SARL SEG, est une SARL au capital de 1 000 € dédiée à l'exploitation de la fourrière de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle est une filiale du groupe EFFIA STATIONNEMENT. Le chiffre d'affaires atteint en 2017 1 288 K€ et génère des résultats positifs (121 K€ de résultat net en 2017).
- la société Vectalia, est une société espagnole basée à Alicante qui regroupe 3 activités : Vectalia « Mobilités » pour le transport de voyageurs, Vectalia « Services » pour des prestations de nettoyage et de traiteur, entres autres, et Vectalia « Expansion » pour la construction et l'exploitation de gares routières.
Le chiffre d'affaires (Corporacion Empresarial Vectalia) de l'activité Mobilités atteint 15 275 K€ en 2017 et génère des résultats positifs (1 518 K€ en 2017).

V. Conclusion

Après avoir examiné les garanties professionnelles et financières des candidats et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission de délégation de service public décide de **retenir les sociétés SEG et Vectalia sur la liste des candidats admis à présenter une offre.**

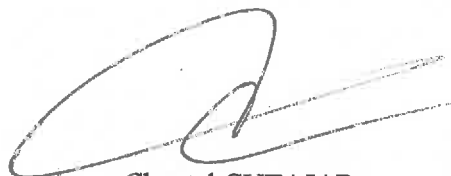
A Strasbourg, le 11 OCT. 2018

La Présidente
de la commission « Sapin » :



Caroline BARRIERE
Vice-présidente

Les membres
de la commission « Sapin » :

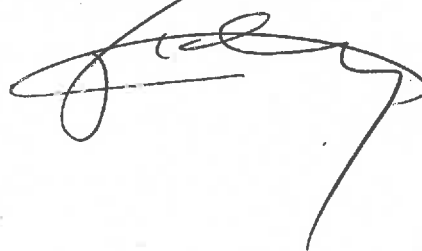


Chantal CUTAJAR
Conseillère métropolitaine



Céleste KREYER
Conseiller métropolitain

Patrick KOCH
Conseiller métropolitain



PAYS		France			
SOCIETE		SEG (Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage)			
FORME JURIDIQUE		SARL à associé unique au capital de 1 000 €			
STRUCTURE DU CAPITAL		Effia stationnement (SAS au capital de 160 K€) via sa filiale EGS			
CLÔTURE DE L'EXERCICE		31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (SIG)	Chiffre d'Affaires (CA)	1 193 k€	1 274 k€	1 288 k€	Le CA est constitué par l'ensemble de la production vendue. Il est confortable sur l'ensemble de la période.
	Résultat d'Exploitation (RE)	86 k€	126 k€	146 k€	Le RE mesure la performance industrielle et commerciale d'une société quel que soit le mode d'exploitation utilisé. C'est un solde de gestion qui mesure la capacité pour un entreprise à dégager des ressources nettes du fait de son activité. Le RE est un bon indicateur de l'efficacité du mode d'exploitation d'une société : il est plus significatif que le Résultat Net Comptable (RNC) de l'exercice qui prend en compte des éléments relatifs soit à des éléments exceptionnels, soit à la politique de financement suivie par une société. Le RE montre la capacité d'une société à réaliser des bénéfices du fait de son activité. Il est excédentaire sur l'ensemble de la période observée
	Résultat Financier (RF)	0 k€	0 k€	0 k€	Le RF montre l'impact sur les comptes d'une société de sa politique de financement. En général, une société ne dispose pas de ressources internes suffisantes pour financer ses besoins en capitaux. Elle doit donc faire appel à des apporteurs externes de capitaux (Banques...) qui lui apportent les capitaux nécessaires par exemple pour financer ses investissements. Cet apport de capitaux n'est pas gratuit est entraîne donc des charges pour la société (paiement des intérêts sur emprunt). En conséquence, plus une société emprunte, plus ses charges financières augmentent.
	Opérations en commun				
	Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)	86 k€	126 k€	146 k€	Le RCAI est obtenu en faisant la somme du RE et du RF.
	Résultat Exceptionnel (REX)	-2 k€	72 k€	5 k€	Le REX recense les éléments de nature exceptionnelle (procès, incendie, flux résultant d'événements passés), et en particulier les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.
	Autres charges (Participation + Impôts)	14 k€	52 k€	31 k€	
	Résultat Net Comptable (RNC)	70 k€	145 k€	121 k€	Le RNC (bénéfice ou perte) donne une idée assez approximative de la capacité d'une firme à réaliser des profits du fait de son activité de production.
ANALYSE BILANTIELLE	ACTIF STABLE	218 k€	300 k€	272 k€	
	ACTIF CIRCULANT	953 k€	1 004 k€	1 085 k€	
	Compte courant Société Mère	nc	nc	nc	
	Disponibilités	3 k€	9 k€	3 k€	
	Comptes de régularisation				charges constatées d'avance
	TOTAL ACTIF	1 173 k€	1 312 k€	1 360 k€	
	Capitaux Propres	552 k€	698 k€	813 k€	
	Provisions	2 k€	7 k€	8 k€	
	Dettes Financières	162 k€	56 k€	1 k€	
	RESSOURCES PERMANENTES	716 k€	762 k€	823 k€	
	PASSIF CIRCULANT	458 k€	551 k€	537 k€	
	Compte courant Société Mère	nc	nc	nc	
	Comptes de régularisation				
	TOTAL PASSIF	1 173 k€	1 312 k€	1 360 k€	
ANALYSE STRUCTURELLE	FONDS DE ROULEMENT (FDR)	498 k€	462 k€	551 k€	Les Ressources Permanentes (stables) sont supérieures à l'Actif Immobilisé constitué en 2015, 2016 et 2017.
	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)	495 k€	453 k€	548 k€	Le BFR de la société SEG est positif sur la période observée, l'Actif Circulant (intégrant le compte de régularisation) est supérieur aux dettes circulantes (en intégrant le compte de régularisation). Le cycle d'exploitation génère des besoins d'exploitation supérieurs aux ressources.
	TRESORERIE	3 k€	9 k€	3 k€	La Trésorerie est structurellement positive.
RATIOS FINANCIERS	Endettement = Dettes Financières LT/Ressources Permanentes	22,60%	7,36%	0,18%	La société a un niveau de dépendance faible aux organismes de financement et qui décroît de 2015 à 2017.
	Liquidité Générale = Actif Circulant/Passif Circulant	208,23%	182,23%	202,21%	Ce ratio mesure la capacité de remboursement des dettes à moins d'un an d'une société par ses actifs à moins d'un an (0 < Ratio < 1). Le ratio est positif sur la période d'observation : la société est capable de rembourser ses dettes à moins d'un an.
	Indépendance Financière = Capitaux Propres/ Passif Total	47,04%	53,20%	59,81%	Ce ratio indique la capacité d'une société à répondre à des échéances financières à tout moment. La société est en capacité de répondre à ses engagements financiers. La structure du bilan est saine.
	Rentabilité Financière = Résultat Net Comptable/Capitaux Propres	12,68%	20,77%	14,84%	Ce ratio mesure la capacité d'une société à dégager un certain niveau de profit. Le ratio est positif sur la période observée.

Capitaux propres / total bilan	47,04%	53,20%	59,81%
--------------------------------	--------	--------	--------

PAYS		Espagne			
SOCIETE		Vectalia			
FORME JURIDIQUE		Corporacion Empresarial Vectalia SA au capital de 1,14 M€			
STRUCTURE DU CAPITAL		SA de droit espagnol			
CLÔTURE DE L'EXERCICE		31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	
SOLDES INTERMEDIAIR ES DE GESTION (SIG)	Chiffre d'Affaires (CA)	11 647 k€	16 356 k€	15 275 k€	Le CA est constitué par l'ensemble de la production vendue. Il est positif et en progression sur la période observée.
	Résultat d'Exploitation (RE)	739 k€	1 359 k€	1 703 k€	Le RE mesure la performance industrielle et commerciale d'une société quel que soit le mode d'exploitation utilisé. C'est un solde de gestion qui mesure la capacité pour une entreprise à dégager des ressources nettes du fait de son activité. Le RE est un bon indicateur de l'efficacité du mode d'exploitation d'une société : il est plus significatif que le Résultat Net Comptable (RNC) de l'exercice qui prend en compte des éléments relatifs soit à des éléments exceptionnels, soit à la politique de financement suivie par une société. Le RE montre la capacité d'une société à réaliser des bénéfices du fait de son activité, il est positif et en forte progression sur la période observée.
	Résultat Financier (RF)	-362 k€	-360 k€	218 k€	Le RF montre l'impact sur les comptes d'une société de sa politique de financement. En général, une société ne dispose pas de ressources internes suffisantes pour financer ses besoins en capitaux. Elle doit donc faire appel à des apporteurs externes de capitaux (Banques...) qui lui apportent les capitaux nécessaires par exemple pour financer ses investissements. Cet apport de capitaux n'est pas gratuit et entraîne donc des charges pour la société (paiement des intérêts sur emprunt). En conséquence, plus une société emprunte, plus ses charges financières augmentent. Il est négatif et se creuse en 2013 et 2015.
	Opérations en commun				
	Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)	377 k€	999 k€	1 486 k€	Le RCAI est obtenu en faisant la somme du RE et du RF.
	Résultat Exceptionnel (REX)				Le REX recense les éléments de nature exceptionnelle (procès, incendie, flux résultant d'événement passés), et en particulier les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.
	Autres charges (Participation + Impôts)	-113 k€	-172 k€	-32 k€	
	Résultat Net Comptable (RNC)	490 k€	1 171 k€	1 518 k€	Le RNC (bénéfice ou perte) donne une idée assez approximative de la capacité d'une firme à réaliser des profits du fait de son activité de production.
ANALYSE BILANTIELLE	ACTIF STABLE	33 550 k€	36 128 k€	34 602 k€	
	ACTIF CIRCULANT	23 232 k€	14 426 k€	18 736 k€	
	Compte courant Société Mère	nc	nc	nc	
	Disponibilités	950 k€	1 182 k€	1 282 k€	
	Comptes de régularisation	56 k€	64 k€	22 k€	
	TOTAL ACTIF	57 788 k€	51 800 k€	54 642 k€	
	Capitaux Propres	19 701 k€	20 387 k€	21 906 k€	
	Provisions	753 k€	1 053 k€	1 045 k€	
	Dettes Financières	8 975 k€	11 603 k€	8 821 k€	
	RESSOURCES PERMANENTES	29 429 k€	33 043 k€	31 772 k€	
	PASSIF CIRCULANT	28 359 k€	18 757 k€	22 870 k€	
	Compte courant Société Mère	nc	nc	nc	
	Comptes de régularisation				
	TOTAL PASSIF	57 788 k€	51 800 k€	54 642 k€	
ANALYSE STRUCTUREL LE	FONDS DE ROULEMENT (FDR)	-4 121 k€	-3 084 k€	-2 830 k€	Les Ressources Permanentes (stables) sont inférieures à l'Actif Immobilisé. Les capacités d'investissement sont donc plus limitées à long terme.
	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR)	-5 071 k€	-4 267 k€	-4 112 k€	Le BFR de la société est négatif, l'Actif Circulant (intégrant le compte de régularisation) est inférieur aux Dettes circulantes (en intégrant le compte de régularisation). Le cycle d'exploitation génère donc des ressources.
	TRESORERIE	950 k€	1 182 k€	1 282 k€	La trésorerie est positive et en hausse sur la période observée.
RATIOS FINANCIERS	Endettement = Dettes Financières/Ressources Permanentes	30,50%	35,11%	27,76%	L'endettement progresse entre 2015 et 2016 puis diminue en 2017. Il est à un niveau intermédiaire.
	Liquidité Générale = Actif Circulant/Passif Circulant	81,92%	76,91%	81,92%	Ce ratio mesure la capacité de remboursement des dettes à moins d'un an d'une société par ses actifs à moins d'un an (0 < Ratio < 1). La société est capable de rembourser ses dettes à moins d'un an.
	Indépendance Financière = Capitaux Propres/ Passif Total	34,09%	39,36%	40,09%	Ce ratio indique la capacité d'une société à répondre à des échéances financières à tout moment. La société peut répondre à des échéances financières à tout moment sur la période étudiée.
	Rentabilité Financière = Résultat Net Comptable/Capitaux Propres	2,49%	5,74%	6,93%	Ce ratio mesure le succès d'ensemble d'une société, et sa capacité à dégager un certain niveau de profit. La société présente un niveau de rentabilité plutôt réduit.
	Capitaux propres / total bilan	34,09%	39,36%	40,09%	

ANNEXE FINANCIERE

SOCIETE	FORME JURIDIQUE	STRUCTURE DU CAPITAL	CLÔTURE DES COMPTES	SIG		STRUCTURE BILANTIELLE				RATIOS FINANCIERS			
				CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)	RESULTAT NET COMPTABLE (RNC)	CAPITAUX PROPRES	FONDS DE ROULEMENT (FDR)	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	TRESORERIE	ENDETTEMENT	LIQUIDITE GENERALE	INDEPENDANCE FINANCIERE	RENTABILITE FINANCIERE
SEG	SARL à associé unique au capital de 1 000 €	Effia stationnement (SAS au capital de 160 K€) via sa filiale EGS	31/12/2017	1 288 k€	121 k€	813 k€	551 k€	548 k€	3 k€	0,18%	202,21%	59,81%	14,84%
VECTALIA	Corporacion Empresarial Vectalia SA au capital de 1,14 M€	SA de droit espagnol	31/12/2017	15 275 k€	1 518 k€	21 906 k€	-2 830 k€	-4 112 k€	1 282 k€	27,76%	81,92%	40,09%	6,93%

**Délégation de service public relative à l'exploitation
et à la gestion de la fourrière automobile de
l'Eurométropole**

**Commission Sapin de l'Eurométropole de Strasbourg
du 11 octobre 2018**

COMPTE RENDU

Partenariats

Le 11 octobre 2018 s'est réunie la commission de délégation de service public (dite « commission Sapin ») de l'Eurométropole de Strasbourg sous la présidence de Madame Caroline BARRIERE Vice-présidente, assistée de Madame Chantal CUTAJAR, Conseillère métropolitaine, de Monsieur Patrick KOCH, Conseiller métropolitain et de Monsieur Céleste KREYER, Conseiller métropolitain.

Etaient également présents Monsieur Philippe ZAHN, représentant de la DIRECCTE, Madame Martine AUFFINGER (recettes des finances) ainsi que les experts suivants, désignés par Madame la Présidente de la Commission :

- Madame Céline BLAIZEAU et Monsieur Joseph MULLER, (police municipale et stationnement, Administration générale)
- Madame Delphine SCHIESSER (Service Partenariats).

Objet :

délégation de service public relative à l'exploitation et à la gestion de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg

Avis de la Commission

et établissement d'un rapport présentant la liste des organismes admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 12 avril 2018 (L 1411- 4 CGCT).

- La mission consiste à enlever, sur le territoire de l'Eurométropole, aux fins de mise en fourrière, les véhicules en infractions aux règles du Code de la Route.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes. Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploiera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence.

La convention prendra effet le 1^{er} juillet 2019 pour une durée de 7 ans.

- Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :
- le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
 - le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
 - le site internet de la Ville « alsace marchés »,
 - le magazine L'Argus.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 11h00.

Le 6 septembre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 2 candidatures réceptionnées :

- La SARL **SEG Société Strasbourgeoise d'Enlèvement**, société à Responsabilité Limitée dont le siège social est à Strasbourg (67100), filiale d'EFFIA.
- La société anonyme **Vectalia** dont le siège social se situe à Alicante (Espagne).

Les deux plis comportent les pièces administratives demandées.

Dans sa séance du 11 octobre 2018, la commission est amenée à dresser « la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public », conformément à la procédure prévue à l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales.

Après avoir examiné les garanties professionnelles et financières des candidats et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission de délégation de service public décide **de retenir les sociétés SEG et Vectalia sur la liste des candidats admis à présenter une offre.**

A Strasbourg, le


11 OCT. 2018

La Présidente
de la commission « Sapin » :



Caroline BARRIERE
Vice-présidente

Les membres
de la commission « Sapin » :



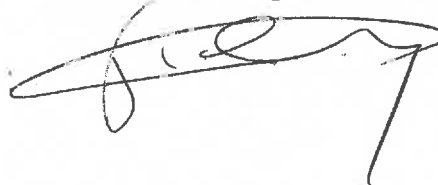
Chantal CUTAJAR
Conseillère métropolitaine



Céleste KREYER
Conseiller métropolitain

Patrick KOCH

Conseiller métropolitain



Annexes :

- rapport de la commission de délégation de service public du 11 octobre 2018
- annexes financières

Rapport de la Commission de délégation de service public du 31 janvier 2019

Eurométropole de Strasbourg

Objet : procédure de délégation de service public relative à l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg – analyse et avis sur l'offre remise

La Commission de délégation de service public est amenée ce jour à donner un avis sur l'offre remise par le candidat.

I. TABLEAU RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE

réunions des organes consultatifs et délibérants		
12 avril 2018	avis de la CCSPL	Avis favorable sur le principe d'une gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole, au titre de l'article L1411-4 CGCT.
29 juin 2018	délibération du conseil de l'Eurométropole	Choix d'une gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole, en application des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.
formalités de publicité		
12 juillet 2018	formalités de publicité	Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence au BOAMP, JOUE, sur le site internet de la Ville « Alsace Marchés » et dans le magazine L'argus.
4 septembre 2018	date limite de remise des plis	
réunion de la commission de délégation de service public		
11 octobre 2018	ouverture par la commission de délégation de service public de l'Eurométropole des candidatures réceptionnées.	<p>Deux candidatures ont été réceptionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> La SARL SEG STRASBOURGEOISE D'ENLEVEMENT ET DE GARDIENNAGE (filiale d'EFFIA), dont le siège social est à Strasbourg, La société anonyme VECTALIA dont le siège social se situe à Alicante (Espagne) <p>Les deux plis ont été déclarés administrativement conformes par ladite commission.</p> <p>Après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a admis les deux candidats retenus à présenter une offre.</p>

10 janvier
2019 ouverture par la commission de
délégation de service public de
l'Eurométropole de l'offre
réceptionnée

La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du pli du candidat ayant présenté une offre, la Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage. La société VECTALIA n'a pas déposé d'offre. La proposition de la SEG répond aux stipulations du règlement de la consultation et comporte acte d'engagement, cahier des charges, mémoire technique et prévisionnels d'exploitation dûment complétés ; elle a été déclarée administrativement conforme.

31 janvier
2019 La Commission de délégation de service public est amenée ce jour à donner un avis sur les candidats admis à la négociation.

II. ATTENTES DE LA COLLECTIVITE

La mission consiste à enlever, sur le territoire de l'Eurométropole, aux fins de mise en fourrière, les véhicules en infractions aux règles du Code de la Route.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.

Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

Le concessionnaire doit être en mesure d'assurer 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 les missions d'enlèvement et de réception des véhicules en infraction, des véhicules saisis par la justice et des véhicules signalés volés. Tous véhicules hors d'usage et identifiables devront également être pris en charge. Il pourra en être de même pour les véhicules dits "véhicules épaves" non identifiables.

Pour ce qui concerne la réception du public, le concessionnaire doit être en mesure de le recevoir 7 jours sur 7.

Les tarifs (TTC) des frais de fourrière appliqués auprès des usagers par le délégataire sont ceux fixés par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction des taux maximaux du barème établi par arrêté interministériel.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence. Le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition. Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité ;
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état ;
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

III. CONTENU ET CONFORMITE DE L'OFFRE

Un seul des deux candidats destinataires du dossier de consultation a déposé une offre, la SEG. Le règlement de la consultation prévoit la transmission d'un certain nombre de pièces, toutes ont remises par le candidat (dossier technique, juridique, financier).

Le candidat propose les modifications du contrat suivantes :

- la SEG souhaite que les seuils de chiffre d'affaires servant à calculer la partie variable de la redevance puissent être révisés chaque année selon la formule prévue à l'article 45 ;
- elle propose d'ajouter au projet de convention un article fixant le cadre des conditions de rencontre entre le Délégrant et le Déléataire ;
- le candidat propose, pour optimiser son offre financière, de recourir à une garantie à première demande maison-mère ;
- la SEG propose de conditionner le déclenchement des pénalités à une mise en demeure préalable restée infructueuse ;
- elle propose de qualifier les perturbations de « graves » et de plafonner le montant des pénalités ;
- enfin, le candidat estime que même en cas de résiliation pour faute, il est en droit d'être remboursé des frais engagés pour l'achat ou la construction de biens qui reviennent à l'autorité concédante.

Au final, les modifications proposées ne sont pas de nature à modifier substantiellement le cahier des charges. Elles seront toutefois négociées, notamment le plafonnement des pénalités.

Appréciation des offres

↳ La SEG a présenté les pièces nécessaires et suffisantes à l'appréciation générale de son offre.

↳ Les modifications au cahier des charges demandées ne modifient pas structurellement le cahier des charges, mais certaines devront être négociées.

IV. ANALYSE DE L'OFFRE

Compte tenu de la possible évolution des offres au cours des discussions qui pourront avoir lieu avec les candidats qui seront invités à négocier par le Président, la présente analyse des offres par la Commission de délégation de service public ne comportera pas de notation des critères. Celle-ci sera mise en œuvre par rapport aux offres finales des candidats, au stade du rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la convention.

Chaque item fera néanmoins l'objet d'une appréciation comparative après commentaire, afin d'attirer l'attention des membres de la commission sur les points forts, voies d'amélioration et points bloquants des offres, comme suit :

Candidat 1	Point fort		
Candidat 2		Voie d'amélioration	
Candidat 3			Insuffisant

Pour mémoire et conformément au règlement de consultation, les offres seront jugées sur la base des critères suivants, (par ordre décroissant d'importance, du plus important au moins important) :

- | | |
|---|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | <u>Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés</u> |
| 2 | <u>Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité</u> |
| 3 | <u>Engagement de développement durable et action d'insertion</u> |

Conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatif aux contrats de concessions les critères des offres tels que précisés dans l'avis d'appel public à concurrence sont hiérarchisés et non pondérés.

A. Approche technique de l'offre : modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés

La SEG étant l'actuel délégataire, elle possède l'ensemble des moyens pour garantir la continuité du service public.

Elle a une expérience des spécificités des fourrières des grandes agglomérations. Elle propose dans son offre :

- Une supervision 7j/7 et 24h24 pour assurer la sécurité du site et une réactivité maximale.
- Une démarche de mobilité durable avec la mise en œuvre de véhicules écologiques
- Un portail internet pour permettre aux usagers de vérifier si leur véhicule a été mis en fourrière
- Des travaux pour améliorer la qualité de la fourrière et sa capacité

Points forts :

- organisation connue puisqu'il s'agit de l'actuel délégataire,
- appui important de la société mère en matière de ressources humaines, finances, juridiques,
- un interlocuteur connu au niveau direction,
- expérience en matière de fourrière.

1/ Accueil du public, information, surveillance

La SEG s'engage à mettre en place un accueil, conforme au cahier des charges, à savoir : un local agréable, l'affichage des tarifs et des règles de fonctionnement de la fourrière, de même qu'un accueil 24/24 du lundi au dimanche. Les locaux feront l'objet d'un entretien journalier effectué par une entreprise spécialisée locale en dehors des heures d'ouverture au public.

Pour le confort des usagers, des distributeurs de boissons chaudes et fraîches sont installés à l'accueil. Dès la sortie de la fourrière, plusieurs outils d'aide au démarrage et de sécurisation des véhicules seront à disposition des automobilistes.

En dehors des heures de présence du personnel, la sécurité et l'accueil du public seront confiés à une société privée.

Des précisions pourront être apportées sur le choix de cette société, sur la télésurveillance mise en place et sur les heures de présence du personnel administratif.

2/ Moyens matériels

La SEG prévoit 1 chariot élévateur électrique d'une capacité de 3 tonnes et 6 véhicules de remorquage, dont :

- 5 véhicules neufs
- 1 véhicule spécialisé dans le remorquage des 2 roues. Il s'agit d'une nouveauté qui sera très utile.

Des précisions sur la date de livraison des nouveaux véhicules pourront être demandées.

La SEG prévoit le recours à un sous-traitant pour l'enlèvement ponctuel de véhicules de plus de 3,5 tonnes ainsi que lors de manifestations exceptionnelles nécessitant un plus grand nombre d'interventions.

Deux types de maintenance seront mis en place :

- Maintenance préventive : elle sera réalisée une fois par mois et consiste en l'ensemble des prestations de révisions systématiques du matériel. Pour le matériel neuf qui sera sous garantie, elle sera réalisée par les fournisseurs accompagnés des agents de la SEG.
- Maintenance curative : la SEG confiera à un ou plusieurs prestataires la maintenance des véhicules de remorquage et du matériel sur site. Cette maintenance sera réalisée selon un planning défini.

Un registre de sécurité sera tenu à jour et consultable à tout moment.

3/ Moyens administratifs et informatiques

Afin de pouvoir gérer les opérations techniques, administratives et comptables, la SEG propose de continuer à utiliser le logiciel de fourrière Logol qui permet de suivre intégralement les véhicules en fourrière. L'interface de ce logiciel avec les services de police et de l'Eurométropole sera maintenue. Ce logiciel permet également d'établir et gérer les tableaux de bord ainsi que l'ensemble des courriers et la facturation.

La SEG propose 3 développements :

- un module adapté à la gestion des vélos et autres objets hors procédure fourrière.
- Un module de recouvrement des impayés.
- Une évolution du logiciel vers la dématérialisation.

Il pourra également être demandé lors de la négociation des précisions sur ces 3 modules.

Il n'est pas précisé dans l'offre comment la SEG prévoit de gérer la dématérialisation de la mainlevée. Ce point sera également évoqué lors de la négociation.

4/ Moyens radio, téléphone, géolocalisation

Il n'y a pas de précisions dans l'offre sur l'équipement des véhicules d'intervention. Des précisions seront demandées.

Il est proposé un accès web qui permettra le suivi des moyens disponibles et des missions en cours. En cliquant sur un véhicule, nous aurons la possibilité de connaître en temps réel, le modèle de véhicule envoyé sur le lieu de la mission, son temps de trajet...

Il pourra lors de la négociation être demandé si cet accès fonctionne déjà.

5/ Le contrôle de la qualité du service

Les fourrières d'EGS font l'objet d'audits internes réalisés par les équipes qualité et d'audits externes réalisés par l'AFAQ, organisme certificateur.

Chaque année deux fourrières sont auditées afin de vérifier l'adéquation avec la démarche qualité de l'entreprise et le référentiel ISO 9001. Ces audits donnent lieu à des rapports et à un suivi des écarts identifiés.

Il pourra être demandé comment est programmé le rythme des audits.

6/ Nettoyage du site

Le nettoyage du site de stockage sera sous la responsabilité des employés sur place. Le personnel sera équipé de tout le matériel nécessaire pour ramasser les écoulements de fluide, les éclats de verre... En complément, un balai-poussoir adaptable sur les engins de manutention sera à disposition du personnel sur site.

7/ Moyens humains

Le personnel sera composé de 12 salariés à temps plein :

- Un chef d'exploitation
- Un adjoint
- Trois agents d'accueil administratif
- Sept chauffeurs levagistes

Cet effectif sera suffisant.

APPRECIATION DE L'OFFRE SUR LE CRITERE

Sur le critère « **Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés** », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

SEG		Voie d'amélioration	
-----	--	---------------------	--

L'offre répond globalement aux attentes de la collectivité, bien que des précisions et ajustements soient nécessaires.

B. Approche financière de l'offre : Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité

Conformément au cahier des charges, le candidat propose une convention sur une durée de 7 ans à compter de la date de début d'exploitation, prévue le 1^{er} juillet 2019.

Les tarifs d'enlèvement sont fixés par la loi et le nombre d'enlèvements est conditionné par les mises en fourrière ordonnées par les autorités compétentes (police municipale et nationale, gendarmerie nationale). Le site doit être accessible 24H/24 et nécessite la présence de personnel.

Tableau de synthèse de la délégation¹

		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits		642 547	1 309 363	1 340 875	1 345 697	1 350 550	1 355 434	1 360 350	675 148
Charges totales		581 767	1 218 315	1 243 512	1 261 417	1 285 698	1 326 524	1 285 126	645 729
dont	Charges de personnel	312 197	630 540	640 236	649 533	658 970	671 707	684 697	345 138
	Frais de siège	38 553	78 562	80 453	80 742	81 033	81 326	81 621	40 509
	Redevance	21 408	47 911	55 245	54 561	53 873	53 259	52 645	23 677
Résultat		55 504	78 537	83 968	71 070	52 373	19 723	69 436	27 387

1. Les produits

Les prévisions de recettes de la Strasbourgeoise d'enlèvement (SEG) sont de 9 380 K€, soit en moyenne annuelle 1 340 K€.

¹ 2019 et 2026 sont des demi-années

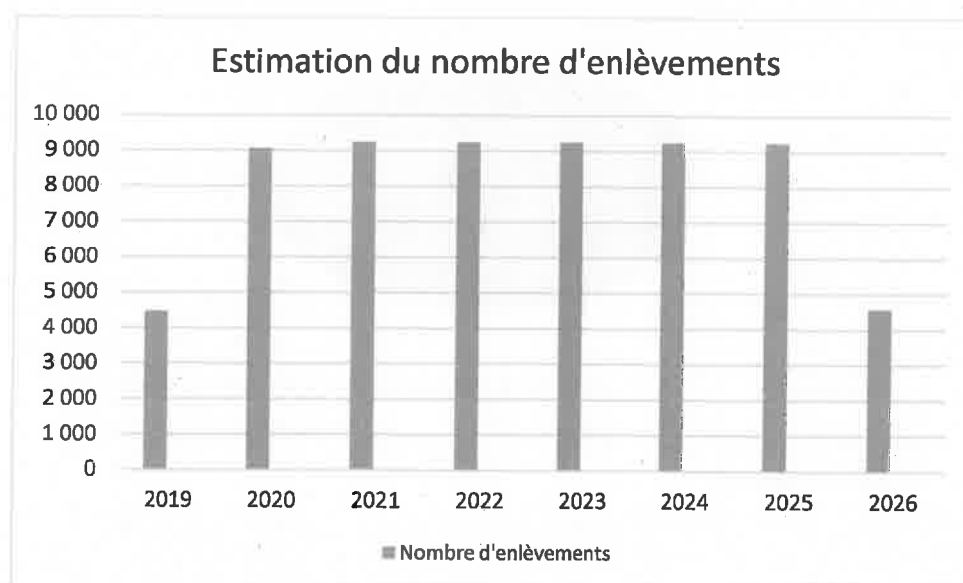
➤ Nombre d'enlèvements

Le candidat a estimé le nombre d'enlèvements à 9 193 par an, avec un objectif cible à 9 250 à l'horizon 2021.

Le chiffre d'affaires associé à ces enlèvements (véhicules payés par les usagers) est de 788 K€, soit 58 % du chiffre d'affaires total.

Ces trois dernières années (2016 à 2018), le nombre d'enlèvements se situait entre 9 000 et 9 200 (9 018 en 2017) ; le candidat cible donc une légère progression du nombre d'enlèvements par rapport aux exercices antérieurs.

Pour bâtir ses hypothèses, le candidat a considéré les travaux d'extension de la plate-forme (dont les effets sur le nombre d'interventions pourront être mesurés en 2019) ainsi que la mise en œuvre des racks permettant l'empilement des véhicules en secours (dont les effets pourront être mesurés en 2020).



➤ Ferrailage

Le nombre de véhicules mis au ferrailage n'a pas été indiqué dans l'offre. Ce point pourra être précisé en négociation.

La SEG estime un produit par véhicule de 125 € pour les véhicules légers et de 62,50 € pour les deux-roues. Cette évaluation est rendue complexe par l'évolution très erratique des prix de la ferraille.

Au final, la SEG estime ses produits à 267 K€, en moyenne annuelle, soit 20 % du chiffre d'affaires total.

L'estimation de la SEG est optimiste par rapport aux recettes effectivement réalisées en 2017 (196 K€).

➤ Produits issus de la remise aux domaines

Les véhicules non réclamés par leur propriétaire peuvent être remis aux services des domaines de l'Etat après un délai réglementaire de 45 jours. Cette remise inclut le paiement par les Domaines des frais d'enlèvement et de gardiennage au fouriériste.

Ce produit est estimé à 51 K€ en moyenne annuelle, soit 3 % du chiffre d'affaires total.

L'estimation de la SEG est réaliste par rapport aux données historiques (48 K€ en 2017).

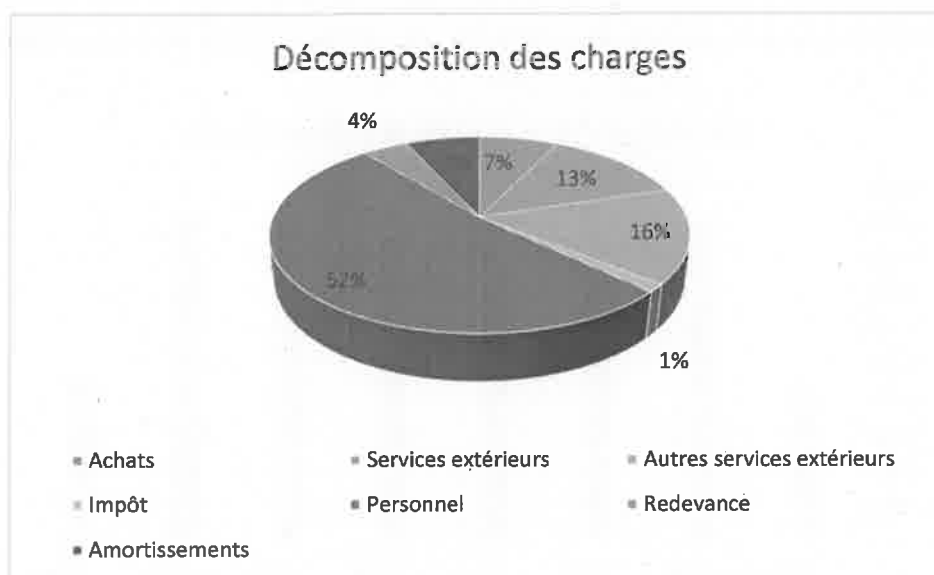
➤ Produits annexes

Le candidat prévoit un chiffre à 196 K€ en moyenne annuelle, soit 14 % du chiffre d'affaires total. Il comporte environ 8 300 € (en moyenne annuelle) de recettes suites aux destructions à l'initiative des propriétaires; (à noter que le candidat avait touché environ 40 000 € pour cette activité en 2017), le reste étant composé d'autres produits annexes.

Le reste des produits annexes semble se composer des recettes liées aux saisies et gardiennages des véhicules judiciaires (115 K€ en 2017). Ce point sera à préciser par le candidat lors des négociations.

2. Les charges

Le montant total des charges est de 1 264 K€ en moyenne annuelle. Celles-ci se décomposent en :



➤ Achats

Les achats sont estimés à 91 K€ et comportent les frais de télécommunications et d'informatique, les fournitures de bureau, les frais de carburant, d'électricité, les fluides et la location d'un véhicule.

➤ Services extérieurs

La SEG comptabilise les services extérieurs à hauteur de 164 K€ en moyenne annuelle.

Le candidat externalise la surveillance à distance du site 24/24 h ainsi que l'accueil du public en dehors des heures de présence de son personnel. Par ailleurs est sous-traité le remorquage des véhicules lourds et légers (en cas de surcroît d'activité).

La SEG bénéficiera d'un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent en raison des dommages causés aux tiers.

Cependant, ni les frais d'assurance ni les garanties ne sont précisées par le candidat. Ce point pourra être précisé en négociation.

Sont enfin comptabilisés dans ce poste les expertises véhicules, les missions de contrôle sécurité obligatoires et le personnel intérimaire en secours.

➤ **Autres services extérieurs**

La SEG comptabilise les services extérieurs à hauteur de 198 K€ en moyenne annuelle.

Il s'agit principalement des charges de maintenance de la flotte de véhicules de remorquage (la SEG a estimé ce poste suivant l'historique des charges correspondantes sur la fourrière de Strasbourg et les retours d'expérience issus des fourrières exploitées ; pendant les années d'exploitation sous garantie, la SEG applique une décote de 20%) et d'équipements divers.

Y sont intégrés **les frais de siège**, estimés à 80 400 € en moyenne annuelle, ce qui correspond à un taux de 6 % du chiffre d'affaires de la DSP.

Le candidat annonce, pour mémoire, que les frais de structure réels au niveau d'EFFIA représentent 10,5% du chiffre d'affaires, toutes activités confondues.

Cette proposition est conforme aux pratiques habituelles d'EFFIA, le montant semble cohérent au vu des services proposés par le siège mais pourra être négocié.

➤ **Impôts et taxes**

L'estimation des impôts et taxes est de 16 K€. Ce poste correspond au calcul du montant de la contribution économique territoriale (CET).

➤ **Frais de personnel**

Les frais de personnel sont estimés à 656 K€ en moyenne annuelle, soit 52 % des charges d'exploitation.

L'équipe proposée par le candidat sera identique à celle actuellement en place soit :

- 7 chauffeurs
- 3 agents administratifs
- 1 chef de parc
- 1 chef d'exploitation

Soit un total de 12 ETP.

En 2017, les frais de personnel étaient de 591 K€.

La SEG annonce que les charges de personnel évoluent suivant le volume d'enlèvements au regard des primes à verser aux chauffeurs fourrieristes et aux agents administratifs.

	2017	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de personnel	591 616	312 197	630 540	640 236	649 533	658 970	671 707	684 697	345 138

➤ **Redevance**

Le candidat propose une part fixe à 14 000 €.

Il propose également une part variable déclinée en seuils de chiffre d'affaires annuels hors taxes de l'équipement :

- 15 % du chiffre d'affaires HT entre 1 140 K€ et 1 240 K€ de chiffre d'affaires,
- 30 % du chiffre d'affaires HT entre 1 240 K€ et 1 340 K€ de chiffre d'affaires,
- 40 % du chiffre d'affaires HT au-delà de 1 340 K€ de chiffre d'affaires.

Sur les 7 ans du contrat, le montant total de la redevance est de 362 K€ (51,8 K€ en moyenne /an).

A titre de comparaison, en 2017, le candidat avait versé 62,5 K€.

Par rapport à la précédente délégation, le mode opératoire est différent : les seuils sont plus élevés ainsi que les pourcentages de chiffre d'affaires.

Ce système induit un transfert du risque vers la Collectivité; le montant et la structuration de la redevance variable pourra être négociée.

➤ Frais financiers

La SEG annonce qu'elle assumera l'intégralité des financements qui lui incombent sur un emprunt :

- soit auprès de sa maison mère, le groupe KEOLIS,
- soit auprès d'un établissement bancaire.

Elle annonce un taux d'intérêt annuel fixe établi à 3,2 %. Au vu des conditions actuelles du marché, ce taux semble important.

➤ Amortissements

Le montant des investissements prévus par le candidat varie suivant les documents présentés et va de 594 100 € à 602 188 € HT.

Ce montant sera à clarifier lors des séances de négociations. La part la plus importante comprend le matériel de transport pour environ 478 000 € (5 véhicules neufs), le reste étant constitué de travaux, de matériels de bureau et logiciels ou d'agencement de bureau.

Pour information, le montant des investissements était de 755 K€ sur la précédente délégation, amortis sur 9 ans.

Le candidat s'engage à amortir tous les investissements sur la durée du contrat de manière à avoir une valeur nette comptable nulle à la date d'échéance de la délégation, soit une durée d'amortissement de 7 ans maximum.

➤ Résultat

Le candidat estime son résultat après impôts à 65 K€ en moyenne annuelle, soit 4,8% du chiffre d'affaires. Ce pourcentage est cohérent pour ce type d'activité.

APPRECIATION DE L'OFFRE SUR LE CRITERE

Sur le critère « conditions financières du contrat », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

SEG		Voie d'amélioration	
-----	--	---------------------	--

L'offre est globalement cohérente et claire financièrement, elle répond aux objectifs de la collectivité, bien que des ajustements soient nécessaires.

C. Engagement de développement durable et action d'insertion

Le groupe EFFIA a remporté le prix de la flotte écologique en 2017.

Pour la première fois en France, deux véhicules de remorquage à motorisation GNV seront mis en service.

De plus, la SEG prévoit une gestion du stock de véhicules qui vise à réduire le nombre de transferts de véhicules (mise en place d'emplacement de stockage sur racks) et une collaboration avec un prestataire (Eska Derichebourg) pour les véhicules hors d'usage qui attache une grande importance à sa responsabilité environnementale.

APPRECIATION DE L'OFFRE SUR LE CRITERE

Sur le critère « **Engagements de développement durable et actions d'insertion** », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

SEG		Voie d'amélioration	
------------	--	---------------------	--

L'offre répond globalement aux attentes de la collectivité.

V. CONCLUSION DE LA COMMISSION

Après avoir effectué l'analyse détaillée de l'offre remise par le candidat dans le cadre de la consultation relative au choix du futur délégataire pour l'exploitation de la fourrière automobile, **la Commission de délégation de service public décide :**

- d'inviter Monsieur le Président à engager des négociations avec le candidat SEG (Société d'Enlèvement et de Gardiennage), dont l'offre est globalement conforme aux exigences de la collectivité.

Les négociations avec le candidat retenu porteront notamment sur :

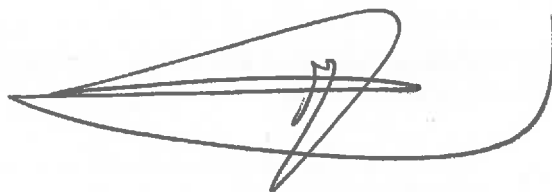
- *Aspects techniques :*
 - *le choix de l'entreprise privée opérant la surveillance du site*
 - *la date de livraison des nouveaux véhicules*
 - *les développements du logiciel de fourrière Logol*
 - *la dématérialisation de la mainlevée*
 - *l'équipement des véhicules d'intervention*
 - *le suivi des moyens disponibles et des missions en cours*
 - *les audits*
- *Aspects financiers :*
 - *le nombre de véhicules mis au ferrailage*
 - *les produits annexes*
 - *les frais d'assurance et les garanties*
 - *le montant de la redevance*
 - *les investissements.*

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a désigné Madame Caroline BARRIERE comme élue chargée du suivi des négociations ; elle rendra compte régulièrement au Président de l'avancée des discussions.

A Strasbourg, le

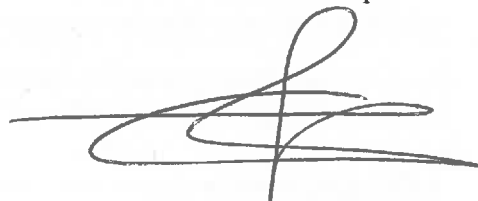
31 JAN. 2019

Le Président
de la commission « Sapin » :

A stylized, elongated signature in black ink, consisting of a horizontal line with a large loop on the left and a smaller loop on the right.

Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président

Les membres
de la commission « Sapin » :

A stylized signature in black ink, featuring a large, open loop on the left and a smaller loop on the right.

Edith PEIROTES
Conseillère métropolitaine

A stylized signature in black ink, with a large, open loop on the left and a smaller loop on the right.

Patrick KOCH
Conseiller métropolitain

A stylized signature in black ink, featuring a large, open loop on the left and a smaller loop on the right.

Céleste KREYER
Conseiller métropolitain

Annexes :
- annexe financière

RENOUVELLEMENT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - FOURRIERE AUTOMOBILE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION - 7 ANS

STATISTIQUES
Nombre d'enlèvements

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL	En moyenne annuelle
4 464	9 065	9 250	9 250	9 250	9 250	9 250	4 574		9 193

CHIFFRE D'AFFAIRES
Activités principales
Véhicules payés (restitués et détruits)
Compensation Cus
Ferrailage
Domaines
Activités annexes
Destruction à l'initiative des propriétaires
Déplacements
Autres

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL	
642 547	1 309 363	1 340 875	1 345 697	1 350 550	1 355 434	1 360 350	675 148	9 379 963	2 311
548 258	1 117 223	1 144 111	1 148 225	1 152 366	1 156 534	1 160 729	576 075	8 003 522	1 339 995
377 865	770 001	788 532	791 368	794 222	797 094	799 985	397 036	5 516 102	1 143 360
17 486	35 632	36 489	36 620	36 752	36 885	37 019	18 373	255 256	788 015
128 351	261 550	267 845	268 808	269 778	270 753	271 735	134 863	1 873 685	36 465
24 557	50 041	51 245	51 429	51 615	51 801	51 989	25 802	358 479	267 669
94 289	192 139	196 764	197 471	198 183	198 900	199 622	99 073	1 376 441	51 211
3 993	8 137	8 333	8 363	8 393	8 424	8 454	4 196	58 295	196 634
-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 328
90 296	184 002	188 430	189 108	189 790	190 476	191 167	94 877	1 318 147	188 307
-	-	-	-	-	-	-	-	-	
642 547	1 309 363	1 340 875	1 345 697	1 350 550	1 355 434	1 360 350	675 148	9 379 963	1 339 995

AUTRES PRODUITS

PRODUITS D'EXPLOITATION

ACHATS
SERVICES EXTERIEURS :
AUTRES SERVICES EXTERIEURS
IMPOTS ET TAXES
CHARGES DE PERSONNEL
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL	
43 104	87 094	88 474	89 876	91 302	93 136	95 006	47 925	635 916	90 845
78 227	157 933	160 302	162 707	165 148	168 451	171 820	86 665	1 151 253	164 465
104 048	191 971	190 476	196 024	196 322	198 657	202 636	106 053	1 386 186	198 027
7 932	16 460	16 932	16 869	16 885	16 851	16 792	8 226	116 948	16 707
312 197	630 540	640 236	649 533	658 970	671 707	684 697	345 138	4 593 018	656 145
14 851	86 406	91 846	91 846	103 198	124 464	61 532	28 046	602 188	86 027

AUTRES CHARGES
redevance envers EMS partie fixe
redevance envers EMS partie variable
Intéressement complémentaire

21 408	47 911	55 245	54 561	53 873	53 259	52 645	23 677	362 579	51 797
7 144	14 423	14 639	14 859	15 082	15 384	15 691	7 915	105 137	15 020
14 264	33 488	40 606	39 702	38 792	37 875	36 953	15 762	257 442	36 777

CHARGES D'EXPLOITATION

581 767	1 218 315	1 243 512	1 261 417	1 285 698	1 326 524	1 285 126	645 729	8 848 088	1 264 013
---------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	---------	-----------	-----------

RESULTAT d'EXPLOITATION

60 780	91 048	97 364	84 280	64 852	28 909	75 224	29 418	531 875	75 982
--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	--------

RESULTAT FINANCIER
intérêts sur caution 50 000 1%
intérêts sur investissements

- 5 276	- 12 511	- 13 396	- 13 210	- 12 479	- 9 186	- 5 788	- 2 031	- 73 877	- 10 554
250	500	500	500	500	500	500	250		500
5 026	12 011	12 896	12 710	11 979	8 686	5 288	1 781		10 054

RESULTAT EXCEPTIONNEL

-	-	-	-	-	-	-	-		
---	---	---	---	---	---	---	---	--	--

RESULTAT NET AVANT IS

55 504	78 537	83 968	71 070	52 373	19 723	69 436	27 387	457 998	65 428
--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	--------

RESULTAT CUMULE

55 504	134 041	218 009	289 079	341 452	361 175	430 611	457 998		326 838
--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--	---------

Délégation de service public relative à l'exploitation de la fourrière automobile

**Commission Sapin de l'Eurométropole de Strasbourg
du 31 janvier 2019**

COMPTE RENDU

Le 31 janvier 2019 s'est réunie la commission de délégation de service public (dite « commission Sapin ») de l'Eurométropole de Strasbourg sous la présidence de Monsieur Jean-Marie BEUTEL, Vice-Président, assisté de Madame Edith PEIROT, Conseillère métropolitaine, de Monsieur Patrick KOCH, Conseiller métropolitain et de Monsieur Céleste KREYER, Conseiller métropolitain.

Étaient également présents Monsieur Bertrand LANOTTE (recettes des finances), Monsieur Philippe ZAHN (représentant de la DIRECCTE) ainsi que les experts suivants, désignés par Monsieur le Président de la Commission :

- Madame Céline BLAIZEAU et Monsieur Joseph MULLER (Police Municipale) ;
- Monsieur Renaud GEISSMANN (Service Partenariats).

Objet :

délégation de service public relative à l'exploitation de la fourrière automobile

Avis de la Commission

sur l'offre du candidat SEG (Société d'Enlèvement et de Gardiennage) et établissement d'un rapport présentant l'analyse de sa proposition

- Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation de la fourrière automobile, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 12 avril 2018 (L 1411-4 CGCT).
- Le délégataire devra en particulier :
 - enlever, sur le territoire de l'Eurométropole, aux fins de mise en fourrière, les véhicules en infractions aux règles du Code de la Route.
 - assurer le gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.
 - assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

La convention prendra effet le 1^{er} juillet 2019 pour une durée de 7 ans.

- Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :
 - le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
 - le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
 - le site internet de la Ville « alsace marchés »,
 - le magazine L'argus.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 10h.

- Le 11 octobre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 2 candidatures réceptionnées :
 - la SARL SEG STRASBOURGEOISE D'ENLEVEMENT ET DE GARDIENNAGE (filiale d'EFFIA) dont le siège social est à Strasbourg ;
 - la société anonyme VECTALIA dont le siège social se situe à Alicante (Espagne).

Les deux plis comportaient les pièces administratives demandées.

- Le 5 novembre 2018 un dossier de consultation des entreprises a été adressé aux deux candidats admis à présenter une offre.

- Le 10 janvier 2019, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du seul pli réceptionné, l'offre de la SEG. Cette offre a été déclarée administrativement conforme par ladite Commission.
- Le 31 janvier 2019, la Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse détaillée de l'offre du candidat, dans le rapport ci-joint :

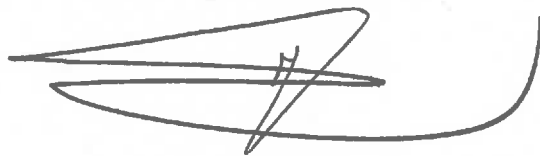
La Commission considère que l'offre du candidat est globalement conforme aux attentes de la collectivité.

→ La Commission invite donc Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, à engager des négociations avec le candidat SEG.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a désigné Madame Caroline BARRIERE, comme élue chargée du suivi des négociations ; elle rendra compte régulièrement au Président de l'avancée des discussions.

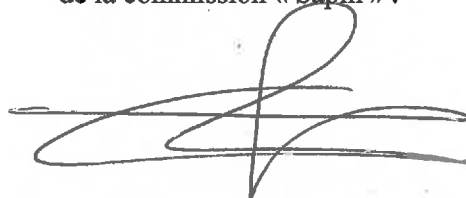
A Strasbourg, le 31 JAN. 2019

Le Président
de la commission « Sapin » :



Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président

Les membres
de la commission « Sapin » :



Edith PEIROT
Conseillère métropolitaine



Patrick KOCH
Conseiller métropolitain



Céleste KREYER
Conseiller métropolitain

Annexes :

- rapport de la commission de délégation de service public du 31 janvier 2019

8000 2000 1000

AUTORITE CONCEDANTE :

Eurométropole de Strasbourg

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE LA
FOURRIERE AUTOMOBILE DE STRASBOURG**

**Rapport du Président de l'Eurométropole de
Strasbourg annexé à la délibération du Conseil de
l'Eurométropole du 3 mai 2019 sur le choix de
l'exploitant et les termes de la convention**

I. LES ATTENTES DE LA COLLECTIVITE

1. Objet de la consultation

Par délibération du 29 juin 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de retenir le principe d'une concession de service public pour la poursuite de l'exploitation de la fourrière automobile.

Les attentes de la collectivité, exprimées à travers le cahier des charges, portent sur la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le concessionnaire est, en outre, chargé du gardiennage de ces véhicules dans l'attente de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente aux enchères publiques ou de leur destruction en cas de non retrait suivant les décisions prises par les autorités compétentes.

Il doit également assurer la fourrière judiciaire, la conservation des véhicules signalés volés, les déplacements de véhicules gênants mais non en infraction, l'enlèvement à fin de destruction des véhicules épaves abandonnés, la mise en sécurité des véhicules.

Enfin, il a en charge la restitution des véhicules ainsi que toutes les formalités administratives liées aux opérations et procédures de mise en fourrière.

Le concessionnaire doit être en mesure d'assurer 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 les missions d'enlèvement et de réception des véhicules en infraction, des véhicules saisis par la justice et des véhicules signalés volés. Tous véhicules hors d'usage et identifiables devront également être pris en charge. Il pourra en être de même pour les véhicules dits "véhicules épaves" non identifiables.

Pour ce qui concerne la réception du public, le concessionnaire doit être en mesure de le recevoir 7 jours sur 7.

Les tarifs (TTC) des frais de fourrière appliqués auprès des usagers par le concessionnaire sont ceux fixés par délibération de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction des taux maximaux du barème établi par arrêté interministériel.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence. Le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition. Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité ;
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état ;
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Le concessionnaire se rémunérera sur les tarifs appliqués aux utilisateurs des installations. En contrepartie des droits qui lui seront accordés, il devra verser à la collectivité une redevance qui tiendra compte de la mise à disposition de l'équipement ainsi que de l'activité du service.

Le présent rapport a pour objet de **présenter l'analyse de l'offre finale après négociations et son classement au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation** et rappelés ci-après.

2. Rappel des critères de notation

L'analyse de l'offre porte sur l'offre finale remise par le candidat.

Conformément au règlement de consultation, l'offre est jugée sur la base des critères suivants, par ordre décroissant d'importance, du plus important au moins important) :

- | | |
|---|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés |
| 2 | Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité |
| 3 | Engagement de développement durable et action d'insertion |

Conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatif aux contrats de concessions les critères des offres tels que précisés dans l'avis d'appel public à concurrence sont hiérarchisés et non pondérés.

II. TABLEAU RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE

réunions des organes consultatifs et délibérants		
12 avril 2018	Avis de la CCSPL	Avis favorable sur le principe d'une gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de Strasbourg, au titre de l'article L1411- 4 du CGCT.
29 juin 2018	délibération du Conseil de l'Eurométropole	Choix d'une gestion déléguée par voie d'affermage de la fourrière automobile de l'Eurométropole de Strasbourg, en application des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.
3 mai 2019	délibération du Conseil de l'Eurométropole	Choix de l'exploitant et approbation des termes du contrat.
formalités de publicité		
12 juillet 2018 (date de la dernière publication)	formalités de publicité	Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence au Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE), au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), sur la plateforme Alsace marché et dans le magazine L'argus.
4 septembre 2018	date limite de remise des plis	
réunions de la commission de délégation de service public		
11 octobre 2018	ouverture par la commission de délégation de service public de l'Eurométropole des candidatures réceptionnées.	<p>Deux candidatures ont été réceptionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La SARL SEG STRASBOURGEOISE D'ENLEVEMENT ET DE GARDIENNAGE (filiale d'EFFIA), dont le siège social est à Strasbourg, • La société anonyme VECTALIA dont le siège social se situe à Alicante (Espagne) <p>Les deux plis ont été déclarés administrativement conformes par ladite commission.</p> <p>Après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public a admis les deux candidats retenus à présenter une offre.</p>
10 janvier 2019	ouverture par la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de l'offre réceptionnée	La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture du pli du candidat ayant présenté une offre, la Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage. La société VECTALIA n'a pas déposé d'offre. La proposition de la SEG répond aux stipulations du règlement de la consultation et comporte acte d'engagement, cahier des charges, mémoire technique et prévisionnels d'exploitation dûment complétés ; elle a été déclarée administrativement conforme.

31 janvier 2019

Avis de la commission de
délégation de service public sur
l'offre remise par le candidat

La Commission invite le Président de l'Eurométropole de
Strasbourg à engager des négociations avec la société
SEG, l'offre du candidat étant conforme aux exigences de
la collectivité exprimées au travers du cahier des charges.

Négociations

19 février 2019

1^{er} tour de négociation : audition de la société SEG

6 mars 2019

Remise d'éléments complémentaires par la société SEG

III. LE DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

1. Rappel succinct de l'offre initiale

La SEG est la seule société ayant déposé une offre.

L'offre initiale du candidat répondait de manière satisfaisante au besoin exprimé par l'Eurométropole. On peut noter que le candidat SEG est l'exploitant actuel de l'équipement.

Les caractéristiques essentielles de l'offre initiale remise par le candidat sont rappelées ci-dessous :

- Une supervision 7j/7 et 24h24 pour assurer la sécurité du site et une réactivité maximale ;
- Une démarche de mobilité durable avec la mise en œuvre de véhicules écologiques ;
- Un portail internet pour permettre aux usagers de vérifier si leur véhicule a été mis en fourrière ;
- Des travaux pour améliorer la qualité de la fourrière et sa capacité (et notamment l'installation de racks de stockage) ;
- Une moyenne annuelle d'enlèvements à 9 250 par an ;
- 6 véhicules de remorquage, dont 1 véhicule spécialisé dans le remorquage des 2 roues. Il s'agit d'une nouveauté.
- Une équipe composée de 12 ETP, dont 7 chauffeurs.

Dans le cadre de son offre initiale, le candidat a proposé 5 modifications au contrat établi par l'Eurométropole de Strasbourg, dont certaines étaient de nature à réduire le risque confié au concessionnaire via le cahier des charges. Le candidat souhaitait notamment introduire :

- une clause de réexamen des conditions financières (en cas de variation des impôts et taxes, en cas de non atteinte récurrente des objectifs d'enlèvements et en cas de non atteinte de résultat positif) ;
- une clause sur le cautionnement et le nombre de reconstitution ;
- une clause sur les sanctions pécuniaires et le plafonnement des sanctions ;
- une disposition sur la résiliation sans indemnité.

2. Déroulement et résultat des négociations

Après l'analyse de l'offre initiale et au regard de l'avis rendu par la commission de délégation de service public du 31 janvier 2019, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a invité le candidat à négocier.

Dans la perspective des négociations, une première série de questions a été adressée au candidat par courrier en date du 5 février 2019 afin d'éclaircir certains points de son offre.

Une première réunion de négociation s'est tenue le 19 février 2019.

Au cours de ce 1^{er} tour, le candidat a dû apporter des précisions sur :

- le choix de l'entreprise privée opérant la surveillance du site ;
- la date de livraison des nouveaux véhicules ;
- les développements du logiciel Logol ;
- la date de mise en œuvre du portail Internet ;
- la dématérialisation de la mainlevée ;
- l'équipement des véhicules d'intervention ainsi que la géolocalisation ;
- le rythme des audits ;
- la sous-traitance ;
- les racks de stockage ;
- les modalités de gestion des fourrières pour les 2 roues ;
- les hypothèses d'enlèvement ;
- le nombre de véhicules mis au ferrailage ;
- la composition des produits annexes ;

- les frais d'assurance et les garanties y afférentes ;
- le montant des investissements proposés ;
- la structure de la redevance ;
- le calcul de l'IS dans le CPE.

A l'issue de ce premier tour, le candidat a été invité à fournir une offre complémentaire à son projet initial sur la base de nouvelles questions posées par la collectivité.

Dans cette nouvelle offre du 6 mars 2019, la SEG a notamment :

- revu ses hypothèses d'enlèvements à la baisse en passant de 9 250 à 8 250 enlèvements en moyenne annuelle ;
- revu à la baisse le nombre de chauffeurs affectés à la gestion de la fourrière (de 7 à 6) ;
- supprimé la proposition d'installation de racks de stockage qui figurait dans l'offre initiale, suite à la diminution du nombre d'enlèvements ;
- maintenu la flotte de véhicules d'intervention contenue dans l'offre initiale ;
- intégré la gestion des vélos en stationnement gênants qui ne figurait pas dans l'offre initiale ;
- proposé un nouveau mécanisme de calcul de la redevance variable ;
- présenté, comme souhaité par la Collectivité en négociations, un bilan des émissions carbone avant/après mise en œuvre de leur démarche permanente de réduction de leur empreinte écologique ;
- renoncé à certaines modifications contractuelles proposées dans l'offre initiale (par exemple : le renoncement au plafonnement du montant des sanctions pécuniaires).

L'offre finale du candidat après négociations est analysée ci-après et au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

IV. ANALYSE DE L'OFFRE FINALE

A. ANALYSE TECHNIQUE

Appréciation de l'offre

La SEG étant l'actuel délégataire, elle a à sa disposition l'ensemble des moyens pour garantir la continuité du service public.

Elle a une expérience des spécificités des fourrières des grandes agglomérations. Elle propose dans son offre :

- Une supervision 7j/7 et 24h24 pour assurer la sécurité du site et une réactivité maximale.
- Une démarche de mobilité durable avec la mise en œuvre de véhicules écologiques
- Un portail internet pour permettre aux usagers de vérifier si leur véhicule a été mis en fourrière
- Des travaux pour améliorer la capacité

Points forts :

- organisation connue puisqu'il s'agit de l'actuel délégataire,
- appui important de la société mère en matière de ressources humaines, finances, juridique,
- un interlocuteur connu au niveau direction,
- expérience en matière de fourrière.

1/ Accueil du public, information, surveillance

La SEG s'engage à mettre en place un accueil, conforme au cahier des charges, à savoir : un local agréable, l'affichage des tarifs et des règles de fonctionnement de la fourrière, de même qu'un accueil 24/24 du lundi au dimanche. Les locaux feront l'objet d'un entretien journalier effectué par une entreprise spécialisée locale en dehors des heures d'ouverture au public.

Pour le confort des usagers, des distributeurs de boissons chaudes et fraîches sont installés à l'accueil. Dès la sortie de la fourrière, plusieurs outils d'aide au démarrage et de sécurisation des véhicules seront à disposition des automobilistes.

En dehors des heures de présence du personnel, la sécurité et l'accueil du public seront confiés à une société privée.

2/ Moyens matériels

La SEG prévoit 1 chariot élévateur électrique d'une capacité de 3 tonnes et 6 véhicules de remorquage, dont :

- 5 véhicules neufs
- 1 véhicule spécialisé dans le remorquage des 2 roues. Il s'agit d'une nouveauté qui sera très utile.

La SEG prévoit le recours à un sous-traitant pour l'enlèvement ponctuel de véhicules de plus de 3,5 tonnes ainsi que lors de manifestations exceptionnelles nécessitant un plus grand nombre d'interventions.

2 types de maintenance seront mises en place :

- Préventive : elle sera réalisée une fois par mois et consiste en l'ensemble des prestations de révisions systématiques du matériel. Pour le matériel neuf qui sera sous garantie, elle sera réalisée par les fournisseurs accompagnés des agents de la SEG ;
- Curative : la SEG confiera à un ou plusieurs prestataires la maintenance des véhicules de remorquage et du matériel sur site. Cette maintenance sera réalisée selon un planning défini.

Un registre de sécurité sera tenu à jour et consultable à tout moment.

3/ Moyens administratifs et informatiques

Afin de pouvoir gérer les opérations techniques, administratives et comptables, la SEG propose de continuer à utiliser le logiciel de fourrière Logol qui permet de suivre intégralement les véhicules en fourrière. L'interface de ce logiciel avec les services de police et de l'Eurométropole sera maintenue. Ce logiciel permet également d'établir et de gérer les tableaux de bord et l'ensemble des courriers et la facturation.

La SEG propose 3 développements :

- un module adapté à la gestion des vélos et autres objets hors procédure fourrière.
- Un module de recouvrement des impayés.
- Une évolution du logiciel vers la dématérialisation.

4/ Moyens radio, téléphone, géolocalisation

Il est proposé un accès web qui permettra le suivi des moyens disponibles et des missions en cours. En cliquant sur un véhicule, nous aurons la possibilité de connaître en temps réel, le modèle de véhicule envoyé sur le lieu de la mission, son temps de trajet...

5/ Le contrôle de la qualité du service

Les fourrières d'EGS font l'objet d'audits internes réalisés par les équipes qualité et d'audits externes réalisés par l'AFAQ, organisme certificateur.

Chaque année deux fourrières sont auditées afin de vérifier l'adéquation avec la démarche qualité de l'entreprise et le référentiel ISO 9001. Ces audits donnent lieu à des rapports et à un suivi des écarts identifiés.

6/ Nettoyage du site

Le nettoyage du site de stockage sera sous la responsabilité des employés sur place. Le personnel sera équipé de tout le matériel nécessaire pour ramasser les écoulements de fluide, les éclats de verre... En complément, un balai-poussoir adaptable sur les engins de manutention sera à disposition du personnel sur site.

7/ Moyens humains

Le personnel sera composé de 12 salariés à temps plein :

- Un chef d'exploitation
- Un adjoint
- Trois agents d'accueil administratif
- Six chauffeurs levagistes

Cet effectif sera suffisant.

En conclusion de l'analyse technique :

L'offre est globalement satisfaisante et répond globalement aux objectifs de la collectivité.

Sur le critère « Analyse technique », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

1	Seg
Valeur technique – Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés	1 ^{er}

B. ANALYSE FINANCIERE DE L'OFFRE FINALE

Cette partie a pour objet d'analyser les intérêts présentés par les aspects financiers de l'offre finale du candidat, notamment à travers la clarté des hypothèses financières présentées et le montant de la redevance due à la collectivité.

La convention prendra effet le 1^{er} juillet 2019 pour une durée de 7 ans. Conformément à l'article 6 du décret « concessions » du 1^{er} février 2016, la durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service y compris le retour des capitaux investis.

Dans le cadre du contrat de concession (article 5 de l'ordonnance concession du 29 janvier 2016), le risque d'exploitation est supporté par le concessionnaire. **Sauf modification substantielle des conditions d'exploitation, il supportera le risque lié à la mauvaise appréciation de ses recettes et de ses charges.**

Le candidat devait proposer un pourcentage du chiffre d'affaires annuel HT dans le cadre de la redevance variable à verser à la collectivité, en sus de la redevance fixe annuelle prévue à l'article 44 du projet de contrat. En complément de cette redevance variable sur le chiffre d'affaires, le candidat était libre de proposer d'autres modalités d'intéressement pour la collectivité.

Conformément au règlement de la consultation, le candidat devait fournir un compte d'exploitation, tous les montants présentés sont en euros courants hors taxes.

Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité

Conformément au cahier des charges, le candidat propose une convention sur une durée de 7 ans à compter de la date de début d'exploitation, prévue le 1^{er} juillet 2019.

Les tarifs d'enlèvement sont fixés par la loi et le nombre d'enlèvements est conditionné par les mises en fourrière ordonnées par les autorités compétentes (police municipale et nationale, gendarmerie nationale). Le site doit être accessible 24H/24 et nécessite la présence de personnel.

Tableau de synthèse de la concession¹

		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits		606 082	1 209 841	1 214 171	1 218 529	1 222 915	1 227 330	1 231 773	611 330
Charges totales		571 326	1 111 221	1 125 553	1 143 459	1 167 735	1 208 255	1 166 533	588 930
dont	Charges de personnel	324 825	581 745	590 195	598 770	607 474	619 223	631 205	318 178
	Frais de siège	36 365	72 590	72 850	73 112	73 375	73 640	73 906	36 680
	Redevance	7 144	14 423	14 639	14 859	15 082	15 384	15 691	7 915
Résultat		30 216	87 487	76 405	62 842	43 477	10 451	59 795	20 485

¹ 2019 et 2026 sont des demi-années

1. Les produits

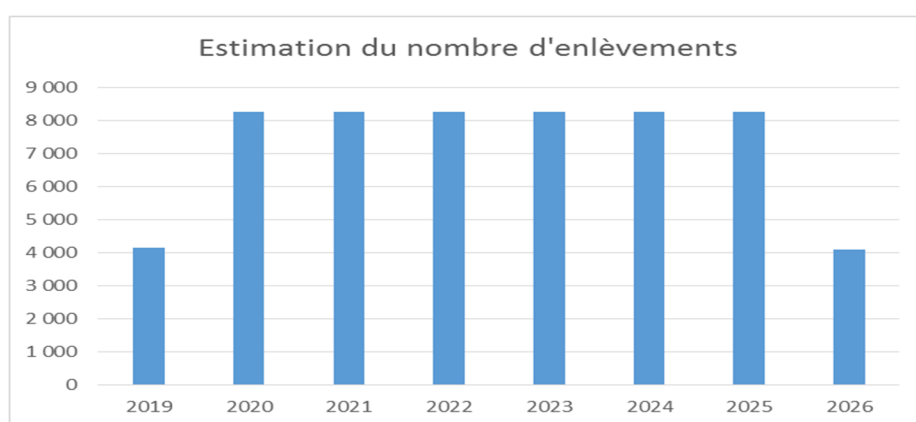
Les prévisions de recettes de la Strasbourgeoise d'enlèvement (SEG) sont de 8 541 K€, soit en moyenne annuelle 1 220 K€.

➤ Nombre d'enlèvements

Le candidat a estimé le nombre d'enlèvements à 8 247 par an, avec un objectif cible à 8 250 à l'horizon 2020.

Le chiffre d'affaires associé à ces enlèvements (véhicules payés par les usagers) est de 708 K€, soit 58 % du chiffre d'affaires total.

Ces trois dernières années (2016 à 2018), le nombre d'enlèvements se situait entre 9 000 et 9 200 (9 018 en 2017) ; le candidat cible donc une nette diminution du nombre d'enlèvements par rapport aux exercices antérieurs, comme l'a souhaité la Collectivité lors des négociations.



➤ Ferrailage

Le nombre de véhicules mis au ferrailage a été précisé lors de la séance de négociation : il s'agit de 2 389 véhicules par an, qui se décompose comme suit :

- destructions volontaires : 169 véhicules par an
- véhicules 4 roues hors d'usage : 2 035 véhicules par an
- véhicules 2 roues hors d'usage : 185 véhicules par an.

La SEG estime un produit par véhicule de 125 € pour les véhicules légers et de 62,50 € pour les deux-roues. Cette évaluation est rendue complexe par l'évolution très erratique des prix de la ferraille.

Au final, la SEG estime ses produits à 240 K€, en moyenne annuelle, soit environ 20 % du chiffre d'affaires total.

L'estimation de la SEG est optimiste par rapport aux recettes effectivement réalisées en 2017 (196 K€).

➤ Produits issus de la remise aux domaines

Les véhicules non réclamés par leur propriétaire peuvent être remis aux services des domaines de l'Etat après un délai réglementaire de 45 jours. Cette remise inclut le paiement par les Domaines des frais d'enlèvement et de gardiennage au fourrieriste.

Ce produit est estimé à 46 K€ en moyenne annuelle, soit 3 % du chiffre d'affaires total.

L'estimation de la SEG est réaliste par rapport aux données historiques (48 K€ en 2017).

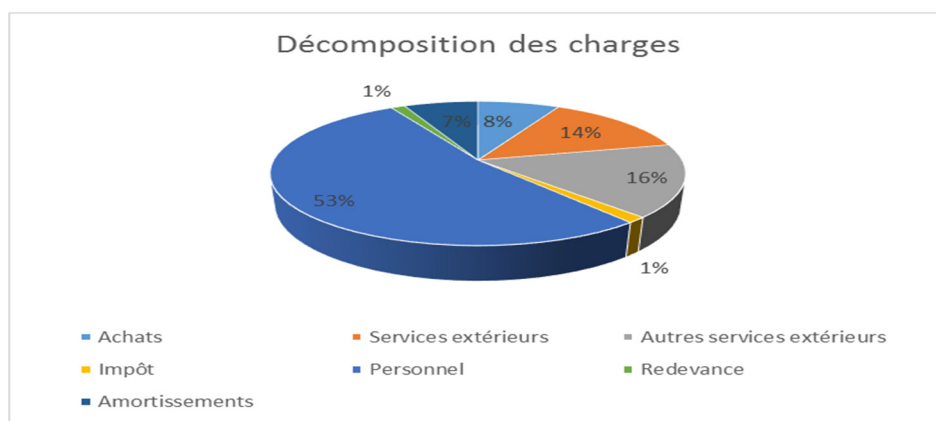
➤ Produits annexes

Le candidat prévoit un chiffre à 192 K€ en moyenne annuelle, soit 15 % du chiffre d'affaires total. Il comporte environ 7 500 € (en moyenne annuelle) de recettes suites aux destructions à l'initiative des propriétaires; (à noter que le candidat avait touché environ 40 000 € pour cette activité en 2017), le reste étant composé d'autres produits annexes.

Le reste des produits annexes se compose des recettes liées aux saisies et gardiennages des véhicules judiciaires (115 K€ en 2017).

2. Les charges

Le montant total des charges est de 1 154 K€ en moyenne annuelle. Celles-ci se décomposent en :



➤ Achats

Les achats sont estimés à 87 K€ et comportent les frais de télécommunications et d'informatique, les fournitures de bureau, les frais de carburant, d'électricité, les fluides et la location d'un véhicule.

➤ Services extérieurs

La SEG comptabilise les services extérieurs à hauteur de 159 K€ en moyenne annuelle.

Le candidat externalise la surveillance à distance du site 24/24 h ainsi que l'accueil du public en dehors des heures de présence de son personnel. Par ailleurs est sous-traité le remorquage des véhicules lourds et légers (en cas de surcroît d'activité).

La SEG bénéficiera d'un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages causés aux tiers.

Les frais d'assurance représentent 23 K€ par an. Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus sont garantis à hauteur de 10 M€ par sinistre et par année d'assurance.

Sont enfin comptabilisés dans ce poste les expertises véhicules, les missions de contrôle sécurité obligatoires et le personnel intérimaire en secours.

➤ Autres services extérieurs

La SEG comptabilise les services extérieurs à hauteur de 188 K€ en moyenne annuelle.

Il s'agit principalement des charges de maintenance de la flotte de véhicules de remorquage (la SEG a estimé ce poste suivant l'historique des charges correspondantes sur la fourrière de Strasbourg et les

retours d'expérience issus des fourrières exploitées ; pendant les années d'exploitation sous garantie, la SEG applique une décote de 20%) et d'équipements divers.

Y sont intégrés **les frais de siège**, estimés à 73 200 € en moyenne annuelle, ce qui correspond à un taux de 6 % du chiffre d'affaires de la DSP, plutôt dans la moyenne des propositions constatées sur ce type de société.

Le candidat annonce, pour mémoire, que les frais de structure réels au niveau d'EFFIA représentent 10,5% du chiffre d'affaires, toutes activités confondues.

Cette proposition est conforme aux pratiques habituelles d'EFFIA, le montant semble cohérent au vu des services proposés par le siège.

➤ **Impôts et taxes**

L'estimation des impôts et taxes est de 15 K€. Ce poste correspond au calcul du montant de la contribution économique territoriale (CET).

➤ **Frais de personnel**

Les frais de personnel sont estimés à 610 K€ en moyenne annuelle, soit 52 % des charges d'exploitation.

L'équipe proposée par le candidat sera la suivante :

- 6 chauffeurs
- 3 agents administratifs
- 1 chef de parc
- 1 chef d'exploitation

Soit un total de 11 ETP, soit 1 ETP de moins que la précédente concession.

En 2017, les frais de personnel étaient de 591 K€.

La SEG annonce que les charges de personnel évoluent suivant le volume d'enlèvements au regard des primes à verser aux chauffeurs fourrieristes et aux agents administratifs.

	2017	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de personnel	591 616	324 825	581 745	590 195	598 770	607 474	619 223	631 205	318 178

➤ **Redevance**

Le candidat propose une part fixe à 14 000 €.

Il propose également une part variable déclinée en seuils de chiffre d'affaires annuels hors taxes de l'équipement :

- 50 % du chiffre d'affaires HT entre 1 210 K€ et 1 390 K€ de chiffre d'affaires,
- 70 % du chiffre d'affaires HT au-delà de 1 390 K€ de chiffre d'affaires.

Sur les 7 ans du contrat, le montant total de la redevance est de 105 K€ (15 K€ en moyenne/an).

A titre de comparaison, en 2017, le candidat avait versé 62,5 K€.

Par rapport à la précédente concession, le mode opératoire est différent : les seuils sont plus élevés ainsi que les pourcentages de chiffre d'affaires.

➤ **Frais financiers**

La SEG annonce qu'elle assumera l'intégralité des financements qui lui incombent sur un emprunt :

- soit auprès de sa maison mère, le groupe KEOLIS,
- soit auprès d'un établissement bancaire.

Elle annonce un taux d'intérêt annuel fixe établi à 3,2 %. Au vu des conditions actuelles du marché, ce taux semble important. Lors de la négociation, EFFIA a indiqué qu'il s'agit de conditions « corporate » et qu'au vu de leur statut, ils n'étaient pas libres de solliciter n'importe quelle banque.

➤ **Amortissements**

Le montant des investissements prévus par le candidat est de 548 K€.

La part la plus importante comprend le matériel de transport pour 478 000 € (5 véhicules neufs), le reste étant constitué de travaux, de matériels de bureau et logiciels ou d'agencement de bureau.

Pour information, le montant des investissements était de 755 K€ sur la précédente concession, amortis sur 9 ans.

Le candidat s'engage à amortir tous les investissements sur la durée du contrat de manière à avoir une valeur nette comptable nulle à la date d'échéance de la concession, soit une durée d'amortissement de 7 ans maximum.

➤ **Résultat**

Le candidat estime son résultat après impôts à 55 K€ en moyenne annuelle, soit 4,6% du chiffre d'affaires. Ce pourcentage est cohérent pour ce type d'activité.

APPRECIATION DE L'OFFRE SUR LE CRITERE

Sur le critère « conditions financières du contrat », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

2	Seg
Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité	1 ^{er}

- ☛ L'offre est globalement cohérente et claire financièrement, elle répond aux objectifs de la collectivité.

C) Engagement de développement durable et action d'insertion

Le groupe EFFIA a remporté le prix de la flotte écologique en 2017.

Il propose une réelle démarche de mobilité durable avec un plan qualité permettant le suivi du service rendu aux usagers (double certification ISO 9001 et AFAQ AFNOR), l'acquisition de véhicules écologiques (pour la première fois en France, deux véhicules de remorquage GNV, un véhicule et un engin de manutention électriques), le traitement sécurisé des véhicules hors d'usage chez un leader

européen du secteur (Derichebourg) qui attache une grande importance à sa responsabilité environnementale, la gestion intelligente de l'éclairage, et le tri et le recyclage des nombreux documents générés par la procédure de mise en fourrière.

De plus, la SEG prévoit une gestion du stock de véhicules qui vise à réduire le nombre de transferts de véhicules.

APPRECIATION DE L'OFFRE SUR LE CRITERE

Sur le critère « **Engagements de développement durable et actions d'insertion** », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

3	Seg
Engagement de développement durable et action d'insertion	1 ^{er}

L'offre répond globalement aux attentes de la collectivité.

V. EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE ET PROPOSITION DE CHOIX DU DELEGATAIRE

Conformément au règlement de consultation, l'offre est jugée sur la base des critères suivants, par ordre décroissant :

1	Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés
2	Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité
3	Engagement de développement durable et action d'insertion

Conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatif aux contrats de concessions les critères des offres tels que précisés dans l'avis d'appel public à concurrence sont hiérarchisés et non pondérés.

Le tableau ci-après présente l'évaluation globale de l'offre finale du candidat au regard des critères de jugements exposés :

CRITERES	SEG
1. Modalités d'exploitation de la fourrière, entretien, investissements proposés	1 ^{er}
2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité	1 ^{er}
3. Engagement de développement durable et action d'insertion	1 ^{er}
EVALUATION GLOBALE DE L'OFFRE	1 ^{er}

Aussi, après avoir effectué l'analyse détaillée de l'offre finale remise par le candidat dans le cadre de la consultation relative au choix du futur concessionnaire pour l'exploitation de la fourrière automobile de Strasbourg, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole **de retenir l'offre de la SEG**, qui répond aux attentes de la Collectivité, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Le début effectif de l'exploitation est prévu au 1^{er} juillet 2019.

FOURRIERE AUTOMOBILE EUROMETROPOLITAINE

Convention de concession de service public

**Concession de service public pour
l'exploitation de la fourrière automobile
eurométropolitaine**

SOMMAIRE

CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC	5
TITRE I – DEFINITION DU CONTRAT	6
TITRE II – CONDITIONS D’EXPLOITATION DE LA FOURRIERE	7
A. ACTIVITES PRINCIPALES DE FOURRIERE	7
Chapitre 1 – L’enlèvement des véhicules aux fins de mise en fourrière	7
Chapitre 2 – Gardiennage et sorties des véhicules	10
B. ACTIVITES ANNEXES	13
C. Activité et gestion administrative	16
TITRE III – moyens d’exécution de la mission	17
Chapitre 1 – Lieux d’accueil	17
31.1 Travaux à la charge du concessionnaire	17
A. Travaux d’entretien et de réparation	17
B. Travaux de gros entretien et de renouvellement à la charge du concessionnaire	18
31.2 Travaux à la charge de l’Eurométropole de Strasbourg	18
31.3 Procédure de contrôle	18
Chapitre 2 – Véhicules de remorquage	20
36.1 Architecture générale du système informatique	20
36.3 Délai de mise à disposition de l’application informatique	22
36.4 – Autres moyens techniques d’exécution de sa mission	22
Chapitre 3 – Personnel	23
Chapitre 4 : Financement des travaux et équipements d’exploitation à réaliser	23
TITRE IV – CONDITIONS FINANCIERES	23
TITRE V : PRODUCTION DES COMPTES	28
48.1 Compte rendu annuel	29
48.2 Tableau de bord mensuel	30
49.1. Définition et comptes annuels	30
TITRE VI – Contrôle et information	31
TITRE VII – Responsabilité et contentieux	31
TITRE VIII – Garanties, Sanctions et Contentieux	33
56.1. Sanctions pécuniaires	33
56.2. Sanctions coercitives	34
56.3 Sanctions résolutives	34
TITRE IX : FIN DE LA CONVENTION	34
64.1 Biens de retour	37
64.2 Biens de reprise	37
64.3 Biens propres	37

PREAMBULE

Par délibération du 26 octobre 2001, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de créer une fourrière automobile eurométropolitaine.

Par délibération du 3 mai 2019 le conseil de l'Eurométropole a confié par voie de concession de service public l'exploitation de la fourrière automobile communautaire à la société Strasbourgeoise d'Enlèvement et de Gardiennage.

Selon les dispositions de l'article R. 325-12 du Code de la route, la mise en fourrière est définie comme le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à la décision de celle-ci, aux frais du propriétaire de ce véhicule.

L'autorité dont relève la fourrière automobile eurométropolitaine est le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'exploitation de la fourrière automobile est assurée sous forme de concession de service public.

La présente convention règle les conditions générales de fonctionnement de ce service public.

CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, dûment habilité par la délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 3 mai 2019

ci-après dénommée l'Eurométropole d'une part,

et

La société Strasbourgeoise d'Enlèvement et de Gardiennage, société à responsabilité limitée, au capital de 1 000€ dont le siège social est sis 1 C rue du Doubs à Strasbourg, représentée par Fabrice LEPOUTRE, agissant en qualité de Président et en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, dans la séance du conseil d'administration du 18 décembre 2012.

ci-après dénommée le concessionnaire ou la société Strasbourgeoise d'enlèvement et de gardiennage d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

L'Eurométropole de Strasbourg, par délibération en date du 3 mai 2019 a décidé de confier la concession de la fourrière automobile, sis au 1 C rue du Doubs à Strasbourg, à la société Strasbourgeoise d'Enlèvement et de Gardiennage, et a autorisé l'autorité responsable de la personne publique concédante à négocier et mettre au point le présent contrat.

La société Strasbourgeoise d'Enlèvement et de Gardiennage accepte de prendre en charge l'exploitation de la fourrière de l'Eurométropole selon les conditions fixées par le présent contrat.

La date de début d'exploitation de la fourrière est fixée au 1^{er} juillet 2019.

La présente convention a pour objet de préciser le contenu de la mission confiée au concessionnaire et de définir les modalités d'exploitation de la dite fourrière.

Ceci exposé, il a été arrêté ce qui suit :

TITRE I – DEFINITION DU CONTRAT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONCESSION ET PRINCIPES GENERAUX

L'Eurométropole de Strasbourg charge la société Strasbourgeoise d'Enlèvement et de gardiennage de l'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière prescrite soit par un officier de police judiciaire, soit par un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, à savoir les opérations :

à titre principal,

- d'enlèvement des véhicules,
- de transport des véhicules,
- de gardiennage des véhicules,
- de classement des véhicules, par un expert agréé,
- de restitution de véhicules,
- de remise des véhicules au service des Domaines,
- de remise des véhicules à une entreprise chargée de leur destruction.

Ces opérations s'effectuent dans le cadre des articles L325-1 à L325-13 et R325-12 à R325-52 du Code de la route et s'exercent exclusivement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

à titre accessoire, dans le respect de la réglementation en vigueur, l'exécution de tout autre service d'enlèvement de véhicules (par exemple destructions des véhicules à l'initiative de leur propriétaire, déplacements, réquisition judiciaire...) sous réserve que celui-ci ne nuise pas au bon fonctionnement de la fourrière. La demande de service fera l'objet d'un accord préalable du Président de l'Eurométropole ou de son représentant.

Les recettes et les charges des prestations à titre principal et à titre accessoire rentrent dans les comptes de la concession.

ARTICLE 2 – IDENTITE DU CONCESSIONNAIRE

L'objet social du concessionnaire devra être réservé exclusivement à l'objet de la concession. Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes à cette dernière.

En conséquence, le concessionnaire retenu devra s'engager le cas échéant, à créer dans les trois mois une société ad hoc, exclusivement dédiée à la concession, qui lui sera substituée dès sa création dans ses droits et obligations au titre de la présente concession. A compter du jour de la substitution, la société dédiée sera concessionnaire du service public.

Des garanties en termes de solidarité et de stabilité de l'actionnariat seront exigées.

Toutefois, l'actionnaire principal s'engage de manière irrévocable et inconditionnelle, à garantir au concédant sa substitution à la société ad hoc, en cas de défaillance de celle-ci pendant la durée du présent contrat de concession.

ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT

La présente convention prend effet à la date de sa notification au concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée d'exploitation de la concession de service public est de **7 ans** à compter du **1^{er} juillet 2019** (date de début d'exploitation). La date d'échéance du contrat est fixée au **30 juin 2026** (date de fin d'exploitation).

ARTICLE 4 – PRISE DE POSSESSION DE LA FOURRIERE

L'Eurométropole de Strasbourg mettra à disposition du concessionnaire en vue de son exploitation et de sa gestion la fourrière automobile aux dates prévisionnelles mentionnées à l'article 3 précité et dans les conditions précisées aux articles 1 et 5.

En vertu de la présente convention, le concessionnaire bénéficie des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à l'exploitation de la fourrière. Il est investi de tous les droits qui en découlent.

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX ET INVENTAIRES INITIAUX

Lors de l'emménagement du concessionnaire, un état des lieux et un inventaire qualitatif et quantitatif sont dressés contradictoirement entre le concédant et le concessionnaire au plus tard 30 jours après la prise de possession de l'équipement par le concessionnaire.

Les mêmes opérations seront effectuées en fin d'occupation des lieux.

La comparaison des états des lieux et des inventaires sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer les indemnités correspondantes qui sont calculées à la charge du concessionnaire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes, d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectués par le concédant ou le concessionnaire, des états des lieux et des inventaires complémentaires sont établis autant que cela est nécessaire.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION APPLICABLE A LA CONCESSION

Le concessionnaire exerce les activités qui lui sont concédées en se conformant à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables à ces activités, notamment à celles énumérées dans le Code de la route.

Il se fait fort d'obtenir tous les agréments nécessaires à l'exploitation de la fourrière.

TITRE II – CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA FOURRIERE

A. ACTIVITES PRINCIPALES DE FOURRIERE

Chapitre 1 – L'enlèvement des véhicules aux fins de mise en fourrière

ARTICLE 7 – MISSION D'ENLEVEMENT

Le concessionnaire s'engage à enlever sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à la demande du Maire, d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, les véhicules que ceux-ci lui auront indiqués.

Les enlèvements interviennent sur demande faite au concessionnaire sous forme d'ordres d'enlèvement par l'autorité territorialement compétente pour prescrire les mises en fourrière, conformément aux procédures découlant du Code de la route (procès-verbal de mise en fourrière – annexe 1).

Chaque demande indique le numéro d'immatriculation, la marque, le type, la couleur du véhicule ainsi que sa localisation précise.

Aucune rémunération ne sera versée par la collectivité en cas de réquisition par la Justice de l'exploitation au titre de mises en fourrières judiciaires.

ARTICLE 8 – NATURE DES VEHICULES CONCERNES

La mission d'enlèvement concerne les véhicules d'un poids total autorisé en charge égal ou inférieur à trois tonnes cinq (3,5 t) et notamment ceux ci-après désignés :

- les véhicules à quatre (4) roues,
- les véhicules à deux (2) roues,
- les caravanes et les remorques,
- le matériel de chantier de travaux publics et autres à l'exception du gros matériel impliquant un démontage (grue).

Le concessionnaire s'engage à enlever tous les véhicules qui lui sont régulièrement désignés et cela quel que soit leur état (y compris véhicules épaves, déchets ou incendiés), qu'ils soient immatriculés ou non, identifiables ou non et quel que soit le lieu où ils se trouvent, qu'il s'agisse d'une voie du domaine public ou d'une voie privée ouverte ou non à la circulation.

Le concessionnaire pourra sous-traiter l'enlèvement des véhicules d'un poids supérieur à 3,5 tonnes.

ARTICLE 9 – HORAIRES

Le concessionnaire doit être en mesure d'assurer vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, l'enlèvement, la réception des véhicules en infraction, des véhicules saisis par la Justice et des véhicules signalés volés, ainsi que leur restitution à leurs propriétaires.

Le concessionnaire doit prendre toutes les mesures utiles pour assurer :

- 1 - au moins huit (8) enlèvements ou déplacements par heure, tous les jours ouvrables du lundi au samedi inclus de six heures trente (6h30) à onze heures trente (11h30), de treize heures trente (13h30) à dix-huit heures trente (18h30) et de vingt heures trente (20h30) à vingt-trois heures trente (23h30),
- 2 - au moins quatre (4) enlèvements ou déplacements par heure, tous les jours ouvrables du lundi au samedi inclus de onze heures trente (11h30) à treize heures trente (13h30) et de dix-huit heures trente (18h30) à vingt heures trente (20h30),
- 3 - une astreinte avec au moins un véhicule d'enlèvement prêt à intervenir immédiatement, les dimanches et les jours fériés entre sept heures (7h) et dix-huit heures (18h),
- 4 - une astreinte avec au moins un véhicule d'enlèvement prêt à intervenir immédiatement, tous les jours de la semaine, entre vingt-trois heures trente (23h30) et six heures trente (6h30), les dimanches et jours fériés entre vingt-trois heures trente (23h30), la veille, et sept heures (7h) et entre dix-huit heures (18h) et six heures trente (6h30) le lendemain,
- 5 - les demandes spécifiques des autorités compétentes :
 - dispositifs de sécurité demandant un renforcement important des moyens supplémentaires qui devront être mis en place pour faire face, dans des conditions normales et légales d'intervention de fourrière, à des situations particulières. Les modalités de mise en œuvre seront préalablement déterminées quinze (15) jours francs à l'avance.
 - des opérations plus légères que celles prévues ci-dessus mais qui demandent toutefois une concentration de moyens d'enlèvement plus importante qu'en mode de fonctionnement ordinaire. Sauf en cas d'urgence, les modalités de mise en œuvre seront préalablement déterminées dix (10) jours francs à l'avance.

Les demandes spécifiques visées au paragraphe 5 constituent une activité supplémentaire qui ne se substitue pas à l'activité normale prévue aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article. Le concessionnaire doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer ces activités en concomitance.

ARTICLE 10 – DELAI D’EXECUTION

L’obligation pour le concessionnaire d’intervenir rapidement, dans tous les cas, est une condition essentielle et déterminante de la présente convention pour l’Eurométropole de Strasbourg.

Le délai d’intervention qui s’écoule entre l’appel téléphonique de l’autorité administrative compétente et le début de l’opération d’enlèvement ne devra pas excéder trente (30) minutes dans un rayon de 5 km à compter de la rue du Doubs. Sur le reste du territoire de l’Eurométropole l’intervention du concessionnaire est fixée à 45 minutes. Priorité doit être donnée aux enlèvements de véhicules dangereux ou stationnés à proximité des écoles et des établissements recevant du public.

Le délai d’enlèvement compris entre le moment où l’opération d’enlèvement est réputée commencée et celui où le départ vers la fourrière s’effectue devra être le plus réduit possible.

Sauf conditions exceptionnelles interdisant l’accès direct aux véhicules à enlever, ce délai ne devra pas excéder quinze (15) minutes pour les véhicules légers de moins de 3 500 kg de poids total autorisé en charge.

ARTICLE 11 – IDENTIFICATION DES VEHICULES A ENLEVER

Au moment de l’enlèvement, l’officier de police judiciaire ou l’agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétents, ou l’agent verbalisateur placé sous leur autorité dresse, si possible contradictoirement en présence du propriétaire ou du conducteur et du préposé à l’enlèvement, un état sommaire, extérieur et intérieur du véhicule, sans l’ouvrir, au moyen d’une fiche descriptive dont le modèle est fixé par arrêté interministériel (en annexe 1), avant que la mise en fourrière ne reçoive un commencement d’exécution. Un double de cette fiche descriptive est remis au concessionnaire.

Le concessionnaire ne peut en aucun cas procéder à l’enlèvement d’un véhicule hors de la présence d’un agent verbalisateur.

Les véhicules d’enlèvement du concessionnaire seront équipés d’un appareil photographique numérique ; une procédure sera mise en place afin que les chauffeurs prennent deux photographies du véhicule avant son enlèvement. Le numéro de ces photographies sera inscrit sur le procès-verbal d’enlèvement.

ARTICLE 12 – OUVERTURE DES VEHICULES

En aucun cas, le concessionnaire ne peut lui-même et de sa propre initiative ouvrir les véhicules objets de mise en fourrière.

ARTICLE 13 – INFORMATION SUR LES ENLEVEMENTS EFFECTUES

Dès qu’un véhicule est enlevé, le concessionnaire en informe immédiatement les services compétents de l’Eurométropole de Strasbourg. Le concessionnaire se dote des moyens techniques embarqués adéquats et compatibles avec ceux des services publics.

ARTICLE 14 – UTILISATION DE MOYENS MATERIELS D’IMMOBILISATION

Dans le cadre de l’exécution de la présente convention, le concessionnaire n’est pas autorisé à maintenir temporairement au sol un véhicule en infraction aux règles du stationnement par l’utilisation d’un sabot de Denver ou de tout autre moyen technique, sauf à la demande de l’autorité compétente.

ARTICLE 15 – RESTITUTION SUR PLACE

La mise en fourrière est réputée avoir un commencement d'exécution à partir du moment où deux roues au moins du véhicule ont quitté le sol.

Lorsque les opérations de transfert du véhicule ont reçu un commencement d'exécution, elles ne peuvent plus être interrompues et le propriétaire ou le conducteur devra s'acquitter des frais d'enlèvement et de garde, voire d'expertise. (cf. article R325-17 et R325-29 du Code de la route).

Lorsque les opérations de transfert du véhicule n'ont pas reçu de commencement d'exécution, le propriétaire peut être autorisé à reprendre aussitôt son véhicule (cf. articles R325-17 et R325-29 du Code de la route) dans la mesure où :

- il règle ou s'engage par écrit à régler les frais afférents aux opérations préalables à la mise en fourrière,
- et s'engage à rendre immédiatement son usage normal à la voie publique.

Chapitre 2 – Gardiennage et sorties des véhicules

ARTICLE 16 – DEFINITION DE LA MISSION

Le concessionnaire est chargé du gardiennage des véhicules mis en fourrière dans les lieux définis par la présente convention jusqu'au moment de leur retrait par leur propriétaire, de leur vente ou de leur destruction.

ARTICLE 17 – CONDITIONS DE GARDIENNAGE

Le concessionnaire veille à la bonne conservation des véhicules afin de les maintenir dans l'état d'intégrité matérielle constaté avant leur entrée en fourrière sur la fiche d'enlèvement. Il doit veiller à ce que les véhicules dont il a la garde, ne puissent être détériorés.

Il veillera en particulier à ce que les véhicules judiciaires devant être soumis à expertise soient entreposés dans un local fermé non accessible à l'exception des services de police.

Les locaux et les terrains affectés à la fourrière doivent être gardés en permanence de jour et de nuit.

Ils devront également être clos afin d'en interdire l'accès, sauf aux personnes habilitées à y pénétrer.

La responsabilité du concessionnaire cesse au moment où il a reçu décharge du propriétaire ou de son représentant chargé de reprendre le véhicule après présentation de la mainlevée provisoire ou définitive et paiement des frais au concessionnaire.

Dans le cas où le véhicule doit être remis au service des Domaines pour aliénation et qu'il est gardé en fourrière, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à son nouveau propriétaire sur présentation du bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts.

Dans le cas où le véhicule est détruit, la responsabilité du concessionnaire cesse au moment de la remise du véhicule à l'entreprise chargée de la destruction du véhicule et de la signature du bon d'enlèvement.

ARTICLE 18 – CLASSEMENT DES VEHICULES

En application de l'article R.325-30 du Code de la route, les véhicules mis en fourrière seront classés en trois catégories :

- 1- véhicule pouvant être restitué en l'état à son propriétaire ou son conducteur ;
- 2- véhicule ne pouvant être restitué à son propriétaire ou conducteur qu'après l'exécution des travaux reconnus indispensables, ou après avoir satisfait aux obligations de contrôles techniques ;

- 3- véhicule hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est inférieure à un montant fixé par arrêté du Ministre de l'intérieur et du Ministre de l'économie et des finances, devant être livré à la destruction à l'expiration du délai d'abandon de dix jours.

Les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés ni classés.

Le classement dans les deuxième et troisième catégories est décidé après un avis d'un expert en automobile désigné par l'administration parmi ceux figurant sur une liste nationale.

Les frais d'expertise sont à la charge du propriétaire du véhicule ou de son conducteur.

En cas de désaccord sur l'état du véhicule ou sur la décision de classement, le propriétaire a la faculté de faire procéder à une contre-expertise. La contre-expertise est faite par un expert choisi sur la liste prévue à l'article R.325-30 du Code de la route.

Dans le cas où la contre-expertise confirme l'expertise initiale, les frais d'expertise et de contre-expertise sont à la charge du propriétaire ou du conducteur du véhicule. Dans le cas contraire, ces frais incombent à l'autorité dont relève la fourrière.

ARTICLE 19 – SORTIE PROVISOIRE DES VEHICULES

Le concessionnaire ne peut s'opposer à la demande d'autorisation provisoire de sortie de fourrière présentée par le propriétaire du véhicule en vue exclusivement de faire procéder aux travaux reconnus indispensables par l'expert, ainsi qu'à la contre-expertise, aux réparations et au contrôle technique visés à l'article R.325-30 du Code de la route.

Cette autorisation provisoire de sortie de fourrière, dont le modèle est fixé par arrêté interministériel et qui tient lieu de pièce de circulation, est limitée au temps des parcours nécessaires et des opérations précitées.

Le réparateur doit remettre au propriétaire du véhicule une facture détaillée certifiant l'exécution des travaux prescrits en application du 2° de l'article R.325-30 du Code de la route.

ARTICLE 20 – RESTITUTION DEFINITIVE DES VEHICULES A LEURS PROPRIETAIRES

Le propriétaire ne pourra reprendre possession de son véhicule mis en fourrière qu'après avoir obtenu préalablement une décision de mainlevée.

La décision de mainlevée met fin à la procédure de mise en fourrière. Elle est prononcée par l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ou par l'officier de police judiciaire chargé d'exécuter cette mesure. L'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée délivre une autorisation définitive de sortie de fourrière.

La mainlevée prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation définitive de sortie du véhicule.

La mainlevée prend également effet à compter de la remise du véhicule au service des Domaines s'il est destiné à être aliéné ou de sa remise à l'entreprise spécialisée s'il est destiné à être détruit.

La restitution du véhicule devra s'effectuer sous réserve du paiement au concessionnaire des frais exigibles dont la tarification est prévue aux articles 40 et 43 de la présente convention.

Tout règlement de somme effectué par le propriétaire ou le conducteur du véhicule enlevé fera l'objet de la délivrance d'un reçu et d'une inscription sur un registre spécial et qui sera tenu à la disposition de l'autorité publique.

Le cas échéant, la main levée devra pouvoir être dématérialisée sur le site de la fourrière avec accord de l'autorité compétente sous forme numérique.

ARTICLE 21 – HORAIRES DE RESTITUTION

Le concessionnaire doit être en mesure de recevoir le public et de restituer les véhicules mis en fourrière 24h/24 365 jours par an sans interruption.

ARTICLE 22 – ALIENATION DES VEHICULES NON RETIRES

Les véhicules dont la valeur est supérieure à celle fixée par arrêté interministériel (à ce jour l'arrêté ministériel du 12 avril 2001 fixe la valeur à 765 €) et qui n'auront pas été retirés dans un délai de 30 jours à compter de la notification faite au propriétaire d'avoir à effectuer le retrait de son véhicule, sont réputés abandonnés et seront remis au service des Domaines de l'Etat en vue de leur aliénation, sous réserve des droits des créanciers titulaires d'un gage sur ces véhicules.

En application des articles L.325-7 à L.325-8 du Code de la route, l'autorité dont relève la fourrière décide de la remise du véhicule au service des Domaines en vue de son aliénation.

Aucun véhicule mis en fourrière ne peut être remis au service des Domaines en vue de son aliénation sans que la mainlevée ait été préalablement prononcée par l'autorité compétente.

L'autorité dont relève la fourrière informe de ces décisions l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, détentrice du certificat d'immatriculation, ainsi que le Préfet du département.

Le concessionnaire doit laisser visiter les véhicules destinés aux Domaines, tant par le représentant du service des Domaines de l'Etat que par les éventuels acheteurs. Le concessionnaire ne peut pas s'opposer au transfert en un autre lieu d'exposition ou de garage si le service des Domaines souhaite ces transferts. Dans ce cas, ce dernier donne décharge au concessionnaire.

Pour les véhicules vendus par le service des Domaines de l'Etat, le concessionnaire remet lesdits véhicules aux acquéreurs, au vu d'un bon d'enlèvement domanial établi par le comptable des impôts compétents. Il conserve ce bon qu'il transmet à l'autorité compétente.

Les frais de déplacement, d'expertise et de gardiennage seront récupérés par le concessionnaire sur le prix de vente du véhicule.

Cette forme particulière de sortie de fourrière ne donne pas lieu à encaissement immédiat des frais de fourrière. Le concessionnaire doit faire valoir sa créance auprès de l'autorité compétente pour établir le procès-verbal officiel de remise au service des Domaines de l'Etat au moment de l'élaboration de ce document.

ARTICLE 23 – DESTRUCTION DES VEHICULES NON RETIRES

Les véhicules qu'un expert automobile aura estimés d'une valeur inférieure à celle fixée par arrêté ministériel (à ce jour l'arrêté ministériel du 12 avril 2001 fixe la valeur à 765 €) et déclarés hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité, sont réputés abandonnés au terme d'un délai de 10 jours et sont livrés à la destruction. Sont également livrés à la destruction les véhicules qui ont été remis au service des Domaines pour aliénation et qui n'ont pas trouvé preneur.

L'autorité administrative investie des pouvoirs de police en matière de circulation décide de la destruction des véhicules mentionnés à l'article L. 325-7 ainsi que des véhicules qui ont été remis au service des Domaines pour aliénation et qui n'ont pas trouvé preneur.

L'autorité dont relève la fourrière informe de ces décisions l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, détentrice du certificat d'immatriculation, ainsi que le Préfet du département.

Aucun véhicule ne peut être remis à une entreprise de démolition en vue de sa destruction sans que la mainlevée de cette mesure ait été préalablement prononcée par l'autorité compétente.

Les fonctions de gardien de fourrière étant incompatibles avec des activités de destruction et de retraitement de véhicules hors d'usage, le concessionnaire devra à ses frais recourir à une autre entreprise qui procédera à la destruction des véhicules.

La destruction des véhicules ne peut être réalisée que dans des installations classées pour la protection de l'environnement. S'il s'agit d'un véhicule hors d'usage au sens de l'article 1 du décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, la destruction doit être opérée par un démolisseur ou broyeur agréé.

Le contrat passé entre le concessionnaire et l'entreprise chargée de la destruction des véhicules devra être soumis pour agrément au Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou à son représentant. Ce contrat devra comporter les clauses prévues à l'article R325-45 du Code de la route.

Le responsable de l'entreprise chargée de la destruction d'un véhicule prend en charge celui-ci en remettant au concessionnaire un bon d'enlèvement délivré par l'autorité dont relève la fourrière (cf. annexe 2).

Il rend compte de la destruction dudit véhicule par le biais du certificat de destruction (CERFA n°12514*01- cf. annexe 2) à l'autorité dont relève la fourrière, à l'autorité qui a prononcé la mainlevée ainsi qu'au Préfet du Département.

ARTICLE 24 – VEHICULES GAGES

Le concessionnaire est tenu de remettre aux créanciers gagistes, titulaires de gages régulièrement inscrits, les véhicules concernés sur présentation de l'autorisation de procéder à l'enlèvement délivrée par l'autorité compétente. La remise entraînera transfert de responsabilité du concessionnaire au créancier gagiste.

Cette autorisation a une durée de validité de quinze (15) jours à compter du jour de sa délivrance.

Les créanciers gagistes signent alors une décharge.

Cette procédure entraîne la perception de frais de fourrière.

ARTICLE 25 – VEHICULES VOLES

Le concessionnaire peut être amené à enlever des véhicules qui s'avèrent être inscrits au fichier des véhicules volés.

Dans ce cas particulier, le concessionnaire est tenu de signaler aux propriétaires concernés, lors des restitutions, l'obligation qui leur incombe de faire établir par les services de la Police nationale ou de la Gendarmerie nationale, un procès-verbal de découverte.

Le concessionnaire est en droit de réclamer à ces propriétaires le montant des frais de transfert, d'expertise et de garde. Ces frais sont précisés aux articles 40 et 42 de la présente convention.

B. ACTIVITES ANNEXES

ARTICLE 26 – DEPLACEMENT

Le concessionnaire peut être amené à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg à déplacer occasionnellement des véhicules qui ne sont pas passibles d'une mise en fourrière, lorsque des circonstances particulières imposent ces déplacements. Ces déplacements doivent pouvoir être effectués 7 jours sur 7 et 24 H sur 24.

Cette prestation complémentaire ne donne pas lieu à rétribution lorsque le nombre annuel de véhicules déplacés n'est pas supérieur à cinquante (50). A partir du cinquante et unième (51ème) véhicule déplacé, le concessionnaire perçoit de l'Eurométropole la rémunération définie aux articles 40 et 42. Le montant de cette rémunération est révisé pour tenir compte de l'érosion monétaire selon la formule prévue à l'article 45.

Le concessionnaire ne peut pas refuser d'effectuer cette prestation complémentaire qui est une condition déterminante et essentielle du présent contrat. En cas de refus de la part du concessionnaire d'accomplir cette prestation complémentaire, l'Eurométropole de Strasbourg peut exiger le paiement des pénalités prévues à l'article 56 de cette convention.

ARTICLE 27 – DESTRUCTION DE VEHICULES A L'INITIATIVE DU PROPRIETAIRE

En application de l'article R.322-9 du Code de la route, le concessionnaire est autorisé, à la demande des propriétaires qui souhaitent procéder à la cession à titre gratuit de leur véhicule pour destruction, à retirer ce véhicule chez le particulier en vue de le transférer chez un démolisseur ou broyeur agréé. Cette disposition n'est applicable que sur les seules communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le concessionnaire réclame du propriétaire :

- le certificat de cession du véhicule dûment signé avec la mention « cédé le..... pour destruction » (annexe 3) ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule avec la mention « cédé pour destruction » ;
- un certificat de non gage attestant que le véhicule ne fait pas l'objet d'une hypothèque ou d'une amende impayée.

Si le certificat d'immatriculation ne peut être fourni, le propriétaire doit fournir un document prouvant qu'il n'a pu être fourni.

Le concessionnaire remet l'ensemble du dossier au démolisseur ou broyeur agréé accompagné d'un bon d'enlèvement. Le démolisseur ou broyeur agréé signe le récépissé de prise en charge du véhicule pour destruction et en remet un exemplaire au concessionnaire.

Dans les 15 jours à compter de la réception du véhicule, le démolisseur ou le broyeur agréé transmet au Préfet du département d'immatriculation un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction et lui adresse le certificat d'immatriculation.

Dans les 15 jours suivant la destruction du véhicule, le démolisseur ou le broyeur agréé confirme la destruction au préfet qui enregistre la destruction et procède à l'annulation de l'immatriculation.

Le démolisseur adresse également une copie du certificat de destruction au concessionnaire. Ce certificat devra être joint aux factures transmises à l'Eurométropole au titre de cette activité.

Le contrat passé entre le concessionnaire et l'entreprise chargée de la destruction des véhicules devra être soumis pour agrément au Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou à son représentant.

ARTICLE 28 – ENLEVEMENT DE CYCLES

La Collectivité a entamé une réflexion sur l'enlèvement des cycles sur la voirie. En fonction des évolutions futures, l'Eurométropole de Strasbourg pourra confier cette mission au concessionnaire qui s'engagera à enlever les cycles sur demande des autorités compétentes. Il conservera les cycles pendant une période de 12 mois. Si un propriétaire se manifeste durant cette période, le cycle lui sera restitué moyennant un forfait unique de 15 € TTC.

Le concessionnaire informera les autorités compétentes sans délais de la restitution.

Le concessionnaire devra effectuer trimestriellement des ventes domaniales des cycles non restitués à leur propriétaire.

Après décharge du service des domaines, le concessionnaire obtiendra la pleine jouissance des cycles non restitués (destruction, dons, revalorisation des cycles).
La mise en œuvre effective de ces dispositions fera l'objet d'un avenant.

PROJET DE CONTRAT

C. ACTIVITE ET GESTION ADMINISTRATIVE

ARTICLE 29 – DEFINITION DE LA MISSION

Le concessionnaire assure toutes les tâches de gestion administrative liées à la mise en fourrière des véhicules à l'exception de celles mettant en œuvre des prérogatives de puissance publique.

Il a notamment en charge :

- d'enregistrer quotidiennement les informations inhérentes à l'activité, en particulier à travers le système informatique décrit à l'article 34.
Les saisies informatiques effectuées pour chaque phase du cycle de vie d'un véhicule mis en fourrière (identification du véhicule, enlèvement, lieu, date, ordre d'enlèvement, motif, emplacement parc, relevé expertise, mise en demeure, accusé de réception, application de la décision de l'expert, ...) doivent permettre une gestion optimisée des dossiers et du parc de véhicules (avertissement et déclenchement de tâches à l'expiration des délais réglementaires jusqu'à la restitution ou à la destruction du véhicule). La gestion informatique n'évite cependant pas la gestion administrative sur support papier de pièces justificatives réglementaires comme les procès-verbaux des services de Police et de Gendarmerie, rapports d'expertise, mises en demeure, ... ;
- de préparer, dans les délais réglementaires, la notification de mise en demeure des véhicules mis en fourrière et non récupérés par leur propriétaire, les porter quotidiennement (jours ouvrables) aux autorités de police ayant prescrit la mise en fourrière pour signature, puis les expédier à ses frais en recommandée avec accusé de réception ;
- de compléter les dossiers notamment par l'identification du propriétaire d'un véhicule mis en fourrière avec le concours des services de la Police (immatriculation) ;
- de programmer les expertises (jours, fréquence, ...) ;
- de procéder à la facturation des prestations et à leur encaissement ;
- d'établir des bilans et des états récapitulatifs selon les fréquences et les modèles que définira le concédant ;
- de gérer toutes les réclamations mettant en cause les activités déléguées ;
- de recevoir les appels téléphoniques des propriétaires des véhicules, les renseigner en temps réel :
 - sur la mise en fourrière, le cas échéant, d'un véhicule,
 - les modalités de récupération d'un véhicule qui suppose notamment le passage préalable du contrevenant auprès des services de Police et de Gendarmerie compétents qui remettront, outre la contravention, la mainlevée. Ce document est à présenter au fourrieriste en même temps que le titre de propriété du véhicule, à savoir le certificat d'immatriculation;
- de préparer l'ensemble des documents en vue de l'aliénation des véhicules par le service des Domaines et de la destruction des véhicules ;
- d'expédier tous les actes et courriers ;
- effectuer les mainlevées (cf. article 20)

TITRE III – MOYENS D'EXECUTION DE LA MISSION

Le concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service et l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat.

Il assure l'accueil du public, l'entretien et la surveillance des locaux.

Le concessionnaire pourra sous-traiter l'exploitation de certains services liés à l'entretien, la maintenance ou le gardiennage du site, à condition que le sous-traitant en ait informé l'Autorité concédante et que l'échéance du contrat d'exploitation ne soit pas postérieure à celle de la convention de concession de service public.

Chapitre 1 – Lieux d'accueil

ARTICLE 30 – SITE DE GARDIENNAGE ET LOCAL D'EXPLOITATION

Le concédant met à la disposition du concessionnaire un terrain sis rue du Doubs d'une superficie d'environ 1,5 ha, un local d'accueil et de gestion et un local destiné à l'entrepôt des véhicules remisés dans le cadre de procédures judiciaires, conformément aux descriptifs et plans annexés. Il sera établi un procès-verbal de l'état des lieux et des installations mis à disposition du concessionnaire.

D'éventuels aménagements extérieurs nécessaires à l'exploitation de la plate-forme de la fourrière automobile pourront être entrepris par le concessionnaire après autorisation préalable et écrite du Président de l'Eurométropole ou de son représentant (modification du portail, réaménagement de la voirie, espaces verts etc...).

ARTICLE 31 – ENTRETIEN DU TERRAIN ET DES EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION

31.1 Travaux à la charge du concessionnaire

A. Travaux d'entretien et de réparation

Tous les ouvrages, équipements et matériels figurant à l'état des lieux et à l'inventaire ainsi que tout nouvel ouvrage, équipement et matériel supplémentaires mis à sa disposition au cours de l'affermage, seront entretenus et maintenus, conformément à la réglementation en vigueur, en bon état de fonctionnement, réparés ou renouvelés par les soins du concessionnaire.

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de renouvellement ou de grosses réparations.

Ils comprennent en outre les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords intégrés dans le périmètre de la concession.

Les opérations d'entretien ont également pour objet :

- de maintenir aux bâtiments un aspect visuel extérieur satisfaisant ;
- de maintenir un environnement agréable en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations sises dans le périmètre de la concession (plantations, espaces verts ...) ;
- d'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service affermé ;
- d'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations.

Le concessionnaire s'engage à assurer les obligations réglementaires relatives à la sécurité, à l'entretien et à la maintenance de l'ouvrage, et de ses équipements, à respecter les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels, matériaux et équipements.

Le concessionnaire s'oblige à réparer les ouvrages, équipements et matériels dès que le défaut sera constaté.

Le concessionnaire est tenu de signaler au Président de l'Eurométropole ou à son représentant les anomalies qu'il pourra constater.

B. Travaux de gros entretien et de renouvellement à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire est responsable du maintien en bon état de fonctionnement des biens affermés et de leur sécurité.

Les réparations de tous les dommages causés aux biens affermés ou à leurs dépendances sont à la charge du concessionnaire.

Chaque année, un état des lieux contradictoire est réalisé avec le Concédant ; sur la base des informations et suggestions émises par le concessionnaire relatives à l'état qualitatif et quantitatif des divers équipements, et en fonction des demandes de l'Eurométropole de Strasbourg, une liste des travaux, du gros entretien et des renouvellements, est établie. Un chiffrage précis est établi par le concessionnaire après consultation des prestataires et fournisseurs.

Si des travaux prévus ne pouvaient être réalisés, ou étaient différés, le concessionnaire en informerait l'Eurométropole de Strasbourg et en expliquerait les motifs.

Si à l'occasion des travaux de gros entretien, le concessionnaire est amené à remplacer dans son ensemble un matériel ou un équipement important, il demandera au président de l'Eurométropole ou son représentant son accord préalable.

L'ensemble des travaux d'entretien sera intégré dans le rapport annuel de l'article 47.

31.2 Travaux à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg

Les grosses réparations au sens des dispositions de l'article 606 du Code civil ainsi que les travaux de remise aux normes seront à la charge de l'Autorité Concédante (*soit le clos et le couvert*).

Tous les autres travaux seront à la charge du concessionnaire.

Afin de permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser ces missions, le concessionnaire devra fournir chaque année une liste détaillée des grosses réparations au sens de l'article 606 du Code civil et de mise aux normes qu'il juge nécessaire de faire réaliser ainsi que les périodes qui lui semblent les plus favorables. Cette liste détaillée devra être communiquée dans le cadre du rapport annuel d'activité prévu à l'article 47.

31.3 Procédure de contrôle

Les locaux et installations inclus dans le périmètre de la concession peuvent être visités par le concédant qui en informera au préalable le concessionnaire. Ces visites auront pour objet de vérifier le nettoyage et le bon entretien des ouvrages et installations.

A charge pour le concessionnaire d'effectuer les opérations d'entretien et de réparation des ouvrages et installations dont il a la charge ou de procéder aux travaux nécessaires au respect des règlements de sécurité et de police, le concédant pourra y procéder aux frais du concessionnaire. Cette exécution d'ouvrage aura lieu après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 32 – ACCUEIL DU PUBLIC ET QUALITE DU SERVICE

Le concessionnaire disposera d'un site d'accueil du public, sur le lieu de gardiennage. Le public doit être accueilli dans les locaux couverts et aménagés selon les normes de confort courant (chauffage, table, chaises, ...).

- Les utilisateurs - propriétaires des véhicules mis en fourrière doivent être considérés par le concessionnaire comme des usagers du service public, traités avec respect et égard.
- La qualité du service inclura notamment
 - une gestion administrative performante des dossiers (traçabilité, confidentialité, composition),
 - un affichage clair dans les locaux de réception des usagers du service public :
 - des heures d'ouverture,
 - des tarifs en vigueur,
 - des dispositions prises par le concessionnaire pour assurer la sécurité des véhicules entreposés (assurance, gardiennage),
 - un accueil respectueux de l'usager, conforme au standard du service public actuel, à l'écoute de ses usagers,
 - un temps minimal d'attente et de traitement de l'affaire qui implique une bonne connaissance des procédures de restitution des véhicules et la maîtrise de leur emplacement sur le parc grâce à une traçabilité adaptée à l'activité,
 - une disposition pertinente des véhicules et des aires de dégagement conformes aux textes en vigueur,
- un jalonnement extérieur (accueil, numéro de travée, sens de circulation) et des marquages au sol (fléchage, numérotation des cases) permettant une localisation aisée et directe des véhicules et sécurisant les déplacements à l'intérieur du parc (en particulier, les usagers ne devront pas traverser les zones réservées au stockage des véhicules « épaves »),
- un maintien du site dans un état de propreté et d'entretien permanent qui convient à une activité de service public en site extérieur,
- la tenue d'un registre de suggestions et de réclamations qui pourra être consulté par le concédant,
- un accueil téléphonique courtois couplé à une bande annonce spécifiant notamment les horaires d'ouverture.

Le concédant entend s'assurer de la tenue et de la publicité d'une politique qualité et environnementale engageant le concessionnaire à satisfaire les clients, particulièrement sur les points précités, dans un souci d'amélioration constant de la qualité du service rendu à l'usager et du respect de l'environnement (loi sur l'eau, économie d'énergie). Pour cela, le concédant se réserve le droit de recourir à des audits, des enquêtes de satisfaction ou tout autre moyen susceptible d'en mesurer leur respect, et de demander au concessionnaire d'adapter son niveau de service aux conclusions qui s'en dégageront.

ARTICLE 33 – ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le concédant entend s'assurer de la tenue et de la publicité d'une politique de qualité et environnementale engageant le concessionnaire à satisfaire les clients, particulièrement sur les points précités, dans un souci d'amélioration constant de la qualité du service rendu à l'usager et du respect de l'environnement (loi sur l'eau, économie d'énergie). Pour cela, le concédant se réserve le droit de recourir à des audits, des enquêtes de satisfaction ou tout autre moyen susceptible d'en mesurer leur respect, et de demander au concessionnaire d'adapter son niveau de service aux conclusions qui s'en dégageront.

A ce titre, le concessionnaire s'engage notamment :

- à mettre en place une politique de gestion des déchets (mise en place du tri des déchets, élimination/valorisation des déchets dangereux, traçabilité des déchets dangereux),
- à réduire l'impact de son activité sur l'émission de gaz à effet de serre (contrôles et entretien régulier des équipements, en particulier mise aux normes « euro 6 »,
- à réduire ses consommations énergétiques,
- à favoriser les achats durables ; en particulier à utiliser pour le désherbage du parc et le nettoyage des véhicules, des produits labellisés garantissant biodégradabilité et respect de l'environnement.

Chapitre 2 – Véhicules de remorquage

ARTICLE 34 – PARC DE VEHICULES DE REMORQUAGE

Le concessionnaire doit disposer d'un nombre de véhicules de remorquage suffisant pour assurer pleinement sa mission d'enlèvement. Il procède à ses frais, à l'achat ou à la location de ces matériels.

Le concessionnaire est tenu de s'équiper de véhicules de remorquage et de levage permettant de faire face à toutes les situations d'enlèvement, quels que soient les lieux ou/et les marques, types et état des véhicules à enlever.

Les véhicules de remorquage doivent présenter un excellent aspect général. Leur couleur et les inscriptions sont uniformes et arrêtées en accord avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Si le concessionnaire entend utiliser ces véhicules pour exercer une activité différente de celle objet du présent contrat, il ne peut le faire qu'à la condition que les véhicules de remorquage soient dépourvus de tout signe, inscription ou autre pouvant faire référence à la mission déléguée, durant cette utilisation.

Le concessionnaire s'engage à renouveler régulièrement son parc automobile : à cet égard, les durées de vie des véhicules légers et poids lourds ne pourront pas excéder respectivement 4 ans et 8 ans.

ARTICLE 35 – ENTRETIEN DES VEHICULES

Le concessionnaire maintient à ses frais, les véhicules en bon état de marche, de propreté et conformes aux règles de sécurité.

Il ne peut en aucune façon invoquer l'immobilisation d'un ou de plusieurs véhicules de remorquage pour se soustraire à ses obligations.

ARTICLE 36 – SYSTEME INFORMATIQUE DU CONCESSIONNAIRE – APPLICATION FOURRIERE

36.1 Architecture générale du système informatique

Le concessionnaire se dotera à ses frais d'un système informatique permettant d'assurer d'une part sa propre gestion (comptabilité, personnel, gestion commerciale, etc.) et d'autre part le suivi de l'activité fourrière (gestion du parc, rapports d'expertise, mises en demeure, ordre de destruction, etc...).

L'application fourrière assurera l'automatisation des tâches et alertes relatives à l'activité de fourrière, notamment l'envoi de mises en demeure aux propriétaires des véhicules non recherchés. Cette application devra être accessible (lecture et écriture des données) en temps réel par le concessionnaire, les services de la Police nationale, de la Police municipale de Strasbourg, de la Gendarmerie nationale et les services de l'Eurométropole de Strasbourg (technologie Internet sécurisé). Elle permettra ainsi de centraliser les informations relatives à l'activité fourrière. L'application sera en mesure de générer automatiquement des états récapitulatifs pour le suivi de l'activité par le concédant.

Fonctions principales de l'application fourrière :

- gestion d'une base de données centralisée qui permet le suivi du cycle de vie des véhicules mis en fourrière (enlèvement, entrée et situation sur le parc, relevé d'expertise, phase de la procédure, ...) ;
- production automatique des mises en demeure (qui seront portées par le concessionnaire aux autorités ayant prescrit la mise en fourrière pour signature puis expédiées par le concessionnaire en lettre recommandée) ;
- déclenchement de délais imposés par le Code de la route, généralement sur la base de l'accusé de réception (propriétaire identifié ou déclaré) ou de la date d'enlèvement (véhicule non identifiable) ;
- production automatique des ordres de destruction ou de vente (expiration des délais réglementaires) ;
- production automatique d'états récapitulatifs journaliers, mensuels ou plus, pour les besoins du service compétent de l'Eurométropole (listes des véhicules retirés par leur propriétaire, détruits, vendus, ...) ;
Le concessionnaire soumettra une proposition de modèle pour accord.
- production automatique de listes de véhicules détruits pour résiliation des certificats d'immatriculation auprès des services des préfectures concernées ;
- extraction de statistiques et bilans d'activités (éditions journalières, hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles, annuelles). En particulier, l'application sera en mesure de fournir des statistiques sur l'état du parc :
 - nombre total de véhicules entrés, avec ou sans distinction de nature d'infraction,
 - nombre total de véhicules sortis, avec ou sans distinction de nature de procédure,
 - taux d'occupation du parc,
 - ...Le concessionnaire soumettra une proposition de modèle pour accord ;
- Information des usagers : le concessionnaire mettra en place un site internet permettant aux usagers à partir de la saisie de leur plaque d'immatriculation de savoir si leur véhicule a fait l'objet d'un enlèvement.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra mettre en place une base reporting destinée à ses propres besoins de tableaux de bords et autres statistiques nécessaires à la maîtrise et à la conduite de l'activité fourrière. Cette base reporting sera alimentée régulièrement par les données à jour extraites de l'application fourrière du concessionnaire.

36.2 Caractéristiques du système informatique du concessionnaire

L'application fourrière du concessionnaire devra répondre aux exigences suivantes :

1. En raison de la sensibilité des réseaux des partenaires (Eurométropole de Strasbourg, Police Nationale et Gendarmerie nationale) et de leur protection, l'application devra tenir compte des normes d'architecture technique du réseau et des postes de travail utilisés pour l'accès à l'application fourrière - la partie hors concessionnaire de l'application doit être accessible impérativement via le réseau Internet. Le concessionnaire se rapprochera des services compétents de l'Eurométropole de Strasbourg (Sur simple demande auprès du Service informatique et réseaux), de la Police Nationale et de la Gendarmerie nationale pour conformer sa solution aux exigences sécuritaires des partenaires. De même, en raison de la sensibilité des données, il est impératif que soit garantie la protection des données.
La description des moyens et des mesures proposés se trouve dans l'annexe 4 : mémoire technique point 1.2.
2. Principales conditions d'exploitation de l'application :
 - Le système devra être accessible 24h/24. Le temps d'indisponibilité mensuel de l'application ne devra pas excéder au total 5 heures (y compris les temps des sauvegardes).
 - Le concessionnaire s'engage à maintenir des performances batch et transactionnelles qui pourront être mesurées en temps de réponse. Pour les tâches principales, comme la création ou la recherche d'un dossier, les temps de réponse seront inférieurs à 3 secondes. Pour les traitements différés (extraction de la base de données), les temps de réponses seront inférieurs à 1 minute.
 - L'espace disque devra être correctement dimensionné afin de permettre de gérer 2 années historiques en plus de l'année en cours.

- Le concessionnaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des données. Il assurera la gestion des droits d'accès à l'application après accord par la collectivité (données sensibles). Il saisira et se mettra en conformité avec les obligations de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).
 - Le concessionnaire assurera la sauvegarde et l'archivage des données. Une sauvegarde quotidienne sera assurée pour permettre la restauration de la base de données en cas de détérioration totale ou partielle de celle-ci.
 - A l'échéance de la concession de service public, ou en cas de changement de concessionnaire pour quelque raison que ce soit, le concessionnaire s'engage à remettre au concédant une sauvegarde totale des données actives et archivées depuis le début de la concession dans un format directement exploitable par le concédant (fichier texte par exemple).
 - Le concessionnaire s'engage à effectuer un dépôt des programmes sources sur support sécurisé auprès d'une personne ou d'un organisme réputé compétent pour recevoir ce dépôt. En cas de cession d'activité du concessionnaire ou si celui-ci n'était plus en mesure d'exercer en totalité ou en partie sa mission, le concédant pourra disposer et utiliser librement les codes sources, exécutables et documentations, afin d'assurer la continuité du service public jusqu'à la mise en place d'une nouvelle concession de service public, sans que quiconque puisse prétendre à un droit à indemnité à ce titre.
 - Le concessionnaire s'engage à assurer à sa charge les corrections des bogues informatiques et les adaptations ou changements de l'application induits par des évolutions de version (y compris système d'exploitation du concédant) ou de textes réglementaires. L'installation et le paramétrage relèveront du concessionnaire.
 - Le support technique, l'assistance aux utilisateurs, ainsi que la formation et la documentation, sont compris dans la prestation.
 - Le concédant accorde de l'importance à l'ergonomie de l'application, la présentation claire et cohérente des informations, des boutons de commande, des pages web etc...
3. Les formats et la fréquence des échanges des données.
- Dans les fonctions de l'application, le reporting au profit de l'Eurométropole de Strasbourg sera à intégrer (export). Le rafraichissement sera quotidien, dans un format à définir ultérieurement.
 - Les données de localisation des rues seront extraites du fichier « rues » (données géographiques avec listes des rues de l'Eurométropole). La mise à jour du fichier pourra s'effectuer une à deux fois dans l'année, dans un format à définir ultérieurement.
4. Reprises des données
- Le concessionnaire devra assurer la continuité du service public. Les moyens et les mesures proposés sont précisés dans l'annexe 4 du mémoire technique point 1.2. Pour ce faire, les données existantes historiques et en cours (application LOGOL France, www.logol.fr) devront être intégrées dans la nouvelle application par le concessionnaire, à ses frais.
5. Le concédant est autorisé à effectuer des contrôles pour s'assurer du respect des exigences décrites.

36.3 Délai de mise à disposition de l'application informatique

Les données et les fonctions automatisées critiques (fonctions de base pour la gestion de l'activité) devront être disponibles au démarrage de la concession de service public.

36.4 – Autres moyens techniques d'exécution de sa mission

Le concessionnaire s'équipe à ses frais des dispositifs téléphoniques, radiophoniques, GPS, embarqués et fixes, nécessaires pour être en liaison immédiate et permanente avec les différentes autorités de polices et de gendarmerie qualifiées pour prononcer les mises en fourrière.

Le concessionnaire pourra proposer un système de géolocalisation des véhicules afin d'optimiser les interventions et réduire les délais.

Chapitre 3 – Personnel

ARTICLE 37 – PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

L'ensemble du personnel tant technique qu'administratif ou autre, nécessaire à l'exécution de la mission, est recruté par le concessionnaire en nombre suffisant pour assurer le bon fonctionnement du service public. Il est rémunéré par le concessionnaire.

Cependant, toute embauche, dont le terme va au-delà de la durée d'affermage, effectuée par le concessionnaire dans l'année précédant l'expiration du contrat est soumise à l'autorisation du concédant.

Le concessionnaire doit veiller à ce que son personnel soit recruté en fonction d'un professionnalisme certain et d'une disponibilité adaptée à l'exécution d'une mission de service public.

En aucun cas, le personnel du concessionnaire et notamment le personnel chargé de l'enlèvement, ne doit porter de signe, de vêtement de travail ou autre faisant référence à la mission déléguée, en dehors de l'accomplissement des tâches entrant dans le cadre de la présente convention.

Il est tenu au respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur en matière de législation sociale.

ARTICLE 38 – SITUATION DU PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE A L'EXPIRATION DU CONTRAT

A l'expiration du contrat, le concessionnaire fera son affaire personnelle de la situation des salariés affectés au service.

Toutefois, dans le cas d'une poursuite de l'exploitation par un nouvel exploitant, il est expressément convenu que les dispositions des articles L1224-1 et L1224-2 du Code du travail en matière de reprise du personnel s'appliquent.

Chapitre 4 : Financement des travaux et équipements d'exploitation à réaliser

ARTICLE 39 – COUT GLOBAL DU FINANCEMENT

Le coût global des travaux et équipements d'exploitation à réaliser par le concessionnaire dans la fourrière, toutes dépenses confondues, est évalué à 548 100 € HT (valeur 2019).

TITRE IV – CONDITIONS FINANCIERES

Le concessionnaire a établi pour la durée de la concession **un compte d'exploitation prévisionnel** joint en annexe 4. Celui-ci détaille les charges et produits relatifs à l'ouvrage concédé.

Le compte d'exploitation prévisionnel constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier du contrat et sur laquelle le concessionnaire s'est engagé, à ses risques et périls, pour toute la durée de la concession.

L'équilibre financier de l'exploitation de la fourrière prend comme hypothèse le respect de la réglementation relative au secteur.

ARTICLE 40 – DEFINITION ET TARIFS DES FRAIS DE FOURRIERE

Les frais de fourrière constituent la redevance que le concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des usagers du service public de la fourrière. Ils sont fixés et peuvent évoluer en accord avec l'Eurométropole de Strasbourg dans la limite des maxima réglementaires (Arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001).

Les frais de fourrière sont constitués :

- des frais des opérations préalables,
- des frais d'enlèvement,
- des frais de garde,
- des frais d'expertise.

Les tarifs applicables TTC à la date de signature de la convention sont les suivants :

▪ **Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules y compris les véhicules brûlés ou volés**

Frais d'enlèvement :

- véhicules PL 44 t >/- PTAC > 19 t	274,40 €
- véhicules PL 19 t >/- PTAC > 7,5 t	213,40 €
- véhicules PL 7,5 t >/- PTAC > 3,5 t	122,00 €
- voitures particulières	119,20 €
- autres véhicules immatriculés	45,70 €

Frais de garde journalière :

- véhicules PL 44 t >/- PTAC > 19 t	9,20 €
- véhicules PL 19 t >/- PTAC > 7,5 t	9,20 €
- véhicules PL 7,5 t >/- PTAC > 3,5 t	9,20 €
- voitures particulières	6,31 €
- autres véhicules immatriculés	3,00 €

Frais d'opérations préalables :

- véhicules PL 44 t >/- PTAC > 19 t	22,90 €
- véhicules PL 19 t >/- PTAC > 7,5 t	22,90 €
- véhicules PL 7,5 t >/- PTAC > 3,5 t	22,90 €
- voitures particulières	15,20 €
- autres véhicules immatriculés	7,60 €

Immobilisation matérielle :

- véhicules PL 44 t >/- PTAC > 19 t	7,60 €
- véhicules PL 19 t >/- PTAC > 7,5 t	7,60 €
- véhicules PL 7,5 t >/- PTAC > 3,5 t	7,60 €
- voitures particulières	7,60 €
- autres véhicules immatriculés	7,60 €

Frais d'Expertise :

- véhicules PL 44 t >/- PTAC > 19 t	91,50 €
- véhicules PL 19 t >/- PTAC > 7,5 t	91,50 €
- véhicules PL 7,5 t >/- PTAC > 3,5 t	91,50 €
- voitures particulières	61,00 €
- autres véhicules immatriculés	30,50 €

Forfait de destruction avec recyclage (maximum).....119,20 €

▪ **Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules brûlés ou volés/brûlés identifiables sans contrat d'assistance remorquage par l'assurance**

Forfait d'enlèvement et destruction avec recyclage (maximum).....119,20 €

- **Tarifs d'enlèvement TTC des véhicules dont le propriétaire s'avère inconnu, introuvable ou insolvable**

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire égale à 50% du tarif enlèvement voiture particulière soit 59,60 € à partir de la notification de la présente convention pour chaque enlèvement de véhicules à quatre roues ou caravanes dont le propriétaire s'avère inconnu, introuvable ou insolvable à partir du 1^{er} (premier) enlevé par année entière d'exploitation.

(Ces rémunérations sont mandatées annuellement dans le mois suivant leur notification).

L'Eurométropole de Strasbourg verse une rémunération forfaitaire égale à 50% du tarif enlèvement autres véhicules immatriculés soit 22,85 € TTC à partir de la notification de la présente convention pour chaque enlèvement de véhicules à deux roues (remorques, cyclos...) dont le propriétaire s'avère inconnu, introuvable ou insolvable à partir du 1^{er} (premier) enlevé par année entière d'exploitation.

(Ces rémunérations sont mandatées annuellement dans le mois suivant leur notification).

- **Tarifs d'enlèvement des cycles**

Forfait unique de 15 € TTC.

- **Tarifs de moyens matériels d'immobilisations (véhicules dont le PTAC est supérieur à 7,5 tonnes)**

Le tarif appliqué sera de 274,40 € TTC pour chaque utilisation d'un sabot de Denver.

ARTICLE 41 – PROCEDURE DE MISE EN FOURRIERE ANNULEE

En application de l'article R 325-29 du Code de la route, suite à une décision d'annulation de la prescription de mise en fourrière prononcée par l'autorité judiciaire, l'Eurométropole de Strasbourg remboursera exclusivement les frais consécutifs aux prescriptions de mise en fourrière prononcées par les polices municipales des communes de l'Eurométropole.

Dès réception du jugement annulant la prescription de mise en fourrière et ordonnant le remboursement des frais, l'Eurométropole de Strasbourg adressera une demande écrite au concessionnaire, accompagnée d'une copie du jugement, lui demandant de procéder au remboursement des frais à l'usager ayant contesté la procédure devant l'autorité judiciaire.

Le concessionnaire adressera le remboursement à l'usager dans les meilleurs délais et retournera une facture d'un montant équivalent à l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 42 – CALCUL ET PERCEPTION DES FRAIS DE FOURRIERE

Les frais d'enlèvement sont systématiquement dus par les propriétaires.

Les frais de garde sont dus au moins pour 1 jour.

La rémunération du concessionnaire est fonction des situations ci-après définies :

1. Véhicules récupérés par leurs propriétaires

Le concessionnaire perçoit auprès du propriétaire du véhicule mis en fourrière l'intégralité des frais dus. Toute remise de véhicule est subordonnée par les textes, au règlement des frais de fourrière. Si le concessionnaire acceptait de remettre un véhicule sans contrepartie immédiate, il le ferait à ses risques et périls.

2. Véhicules volés ou gagés :

Le concessionnaire perçoit auprès des porteurs des décisions de restitution, l'intégralité des frais dus que ces porteurs soient les propriétaires, les assureurs ou leurs mandataires.

3. Véhicules vendus par le service des Domaines de l'Etat :

Lors de la remise d'un véhicule au service des Domaines de l'Etat, le concessionnaire fait valoir auprès de l'autorité, le montant de sa créance. Le montant de la créance comprend uniquement :

- les frais d'enlèvement,
- les frais d'expertise,
- les frais de garde décomptés depuis le jour de mise en fourrière jusqu'au 45^{ème} jour suivant la notification de mise en fourrière au propriétaire.

Il sera procédé au reversement total ou partiel au concessionnaire des sommes lui revenant au titre des frais de fourrière, en fonction du montant du reliquat du prix de vente après déduction préalable des frais de vente.

4. Véhicules détruits :

Le concessionnaire est en droit d'obtenir du propriétaire le paiement des frais qui lui sont dus composés des frais d'enlèvement, d'expertise et de garde depuis le jour de mise en fourrière jusqu'au dixième jour suivant la notification de mise en fourrière au propriétaire.

Si la remise d'un véhicule en vue de sa destruction à l'entreprise de démolition ne permet pas de couvrir la totalité des frais, il appartient au concessionnaire de se retourner éventuellement contre le propriétaire concerné, s'il souhaite obtenir le paiement de la différence. Les recettes issues de la vente de la ferraille consécutive à la destruction du véhicule sont au bénéfice du concessionnaire.

Le concédant n'assume aucun frais notamment le coût de destruction ou de dépollution qui restent dans tous les cas à la charge du concessionnaire en cas de défaillance du propriétaire.

ARTICLE 43 – AUTRES TARIFS (ACTIVITES ANNEXES)

▪ Tarifs de déplacement TTC de véhicules demandés par l'Eurométropole de Strasbourg, non passibles de fourrière

l'unité (maximum)..... 50% du tarif enlèvement voiture particulière soit 59,60 € TTC à partir de la notification de la présente convention

▪ Tarifs des destructions des véhicules à l'initiative de leurs propriétaires

l'unité (par enlèvement)..... 50% du tarif enlèvement voiture particulière soit 59,60 € TTC à partir de la notification de la présente convention

ARTICLE 44 – REDEVANCE

En contrepartie partielle du coût des missions qu'elle supporte au titre de la présente convention et dont elle a la charge, l'Eurométropole de Strasbourg perçoit du concessionnaire une redevance annuelle.

L'assiette de la redevance est constituée de l'ensemble du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par le concessionnaire sur les opérations effectuées sur l'Eurométropole de Strasbourg au titre notamment :

- de l'enlèvement des véhicules mis en fourrière,
- du gardiennage des véhicules,
- de l'enlèvement et de la garde des véhicules placés sous-main de justice,
- de l'enlèvement et de la garde des véhicules signalés volés et/ou brûlés (identifiables ou non),
- de la destruction des véhicules par une entreprise habilitée,
- des véhicules déchets (épaves non identifiables),
- de ventes de ferraille,
- de la rémunération des véhicules déplacés,
- de la rémunération issue des destructions à l'initiative de leur propriétaire.

Cette redevance se décompose en deux parties, une partie fixe et une partie variable.

- le montant de la partie fixe s'élève à 14 000 € HT (quatorze mille euros hors taxe) pour une année entière d'exploitation. (Au prorata pour la 1^{ère} et la dernière année) Ce montant est révisé chaque année selon la formule prévue à l'article 45.

Les redevances fixes sont versées annuellement à terme échu au plus tard au 30 juin de l'année suivante.

- **la partie variable** est déclinée en seuils de chiffres d'affaires annuels hors taxes de l'équipement :

(Au prorata pour la 1^{ère} et la dernière année)

50% du chiffre d'affaires HT entre 1 210 000 et 1 390 000 € de chiffre d'affaires

70% du chiffre d'affaires HT au-delà de 1 390 000 € de chiffre d'affaires.

La redevance variable est versée chaque année par le concessionnaire au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice de référence, sans autre avis de la part de la recette de l'Eurométropole.

Ces seuils seront révisés chaque année selon la formule prévue à l'article 45.

ARTICLE 45 – EVOLUTION DES CONDITIONS ECONOMIQUES

45.1 Indexation

Les redevances fixes visées aux dispositions particulières sont indexées le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$I = I_0 \left(0,5 \frac{S_n}{S_0} + 0,5 \frac{R_n}{R_0} \right)$$

- S_n** indice des salaires mensuels de base - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles, (Identifiant 010562690 – indice du quatrième trimestre de l'exercice n-1 - base 100 pour le 2^{ème} trimestre 2017)
- S₀** dernier indice publié en date de notification de la présente convention
- R_n** indice mensuel des prix à la consommation (IPC) Entretien et réparations de véhicules particuliers, (Identifiant 1763660 – indice du mois de décembre de l'exercice n-1 – base 100 pour 2015)

Ro dernier indice publié en date de notification de la présente convention

Les indices de référence correspondent aux derniers indices connus lors de la notification de la convention.

45.2 Clauses de réexamens des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, les conditions financières du contrat seront soumises à réexamen, sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires et notamment des comptes d'exploitation, de l'inventaire des ouvrages, installations, équipements et matériels, dans les cas suivants :

- En cas de révision du périmètre de la concession ;
- En cas de modification de la politique de stationnement de l'Eurométropole à compter de la date de remise de l'offre finale du concessionnaire ayant un impact significatif sur l'activité du concessionnaire ;
- En cas de modification significative des conditions d'exploitation consécutive à un changement de législation, de réglementation, de jurisprudence ou à l'intervention d'une décision administrative, notamment en matière fiscale, sociale, environnementale ;
- En cas de variation annuelle de +/- 30% des impôts et taxes par rapport aux montants indiqués dans le compte d'exploitation prévisionnel ;
- En cas de non atteinte récurrente (soit concernant au moins deux années consécutives d'exécution du présent contrat) du seuil moyen de 7 700 prescriptions de mise en fourrière de véhicules par an (hors vélos).

L'initiative de la demande de révision appartient aux deux parties. La procédure de révision n'interrompt en aucun cas l'exploitation. Il est entendu que la clause de rencontre n'implique pas un droit à révision du contrat. Le Concessionnaire doit produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande de révision.

ARTICLE 46 – REGIME FISCAL

Les impôts ou taxes liés à l'exploitation et l'équipement du parc de stationnement (à l'exception de la taxe foncière), établis par l'État, le Département ou la Commune, sont à la charge du concessionnaire.

TITRE V : PRODUCTION DES COMPTES

La production des comptes rendus et comptes de l'exploitation (articles 47 à 49) devra permettre une lecture détaillée de la concession.

Ces documents devront être transmis à l'Eurométropole de Strasbourg sous format papier en trois exemplaires et sous format informatique. Le format informatique employé pour les tableaux numériques sera de type Microsoft Excel.

ARTICLE 47 – COMPTES RENDUS ANNUELS

Conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 du CGCT complété par le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, le concessionnaire produira chaque année à l'Eurométropole, un compte rendu annuel comportant les comptes et retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession et une analyse de la qualité du service, soit l'ensemble des documents prévus aux articles 47 et 48 Ce compte rendu devra parvenir à la collectivité avant le 1^{er} mai.

Ce rapport est présenté par le concessionnaire au concédant lors d'une réunion annuelle.

Il devra être assorti d'une annexe permettant à l'Eurométropole d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il est convenu que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

La non-production des documents dans les délais susvisés constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée dans les conditions définies à l'article 56 du présent contrat.

Le concessionnaire devra se conformer aux dispositions légales ou réglementaires en matière de comptes rendus des concessionnaires de services publics publiées au journal officiel, même si les textes ne devaient pas être applicables immédiatement.

ARTICLE 48 – COMPTE RENDU TECHNIQUE

48.1 Compte rendu annuel

Au titre du compte-rendu technique, le concessionnaire fournira pour l'année écoulée au moins les indications suivantes :

- ↳ les effectifs du service d'exploitation (répartition par type de fonction, équivalence ETP, rémunération brute),
- ↳ le nombre de véhicules entrés,
- ↳ le nombre de véhicules sortis,
- ↳ le nombre de véhicules en stock au 31/12,
- ↳ le nombre de véhicules restitués et payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits et payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits et non payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits avec compensation financière de la collectivité,
- ↳ le nombre total de véhicules restitués dans les trois jours,
- ↳ le nombre total de véhicules restitués au-delà de trois jours,
- ↳ le nombre de prescriptions des polices municipales,
- ↳ le nombre de prescriptions de la police nationale et gendarmerie nationale.

Il indiquera leur mode de calcul.

Dans le cadre du compte rendu technique annuel, il expliquera les variations des ratios réalisés ainsi que les écarts constatés par rapport aux estimations du prévisionnel ainsi que par rapport à l'exercice précédent.

Le rapport technique annuel comprendra **un état du patrimoine** comprenant :

- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité (objectifs, impact financier et technique...) ;
- un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;
- un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- un inventaire qualitatif et quantitatif des biens désignés au contrat comme biens de retour, biens de reprise et biens propres du service concédé (valeur brute, montant total des amortissements, valeur nette comptable).

Il comportera des informations sur :

- les contrôles, travaux et entretiens (état des interventions techniques, y compris des équipements de surveillance et de sécurité, date, montant, objectifs, résultats, incidents...) ;
- les cessions et autres mouvements ayant affecté le patrimoine (valeur d'origine, montant des amortissements, des provisions et valeur nette comptable).

48.2 Tableau de bord mensuel

Le concessionnaire devra mettre à la disposition de l'autorité concédante des données statistiques d'activité dans un délai de 15 jours après la fin de chaque mois par le biais d'une interface avec le système d'information du concessionnaire et/ou la communication d'un document de synthèse. Ce document sera fourni au concédant au format informatique (type tableur Excel) et/ou papier.

Ces données statistiques devront notamment comporter les indicateurs suivants :

- ↳ le nombre de véhicules entrés,
- ↳ le nombre de véhicules sortis,
- ↳ le nombre de véhicules en stock au dernier jour du mois,
- ↳ le nombre de véhicules restitués et payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits et payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits et non payés par l'utilisateur,
- ↳ le nombre de véhicules détruits avec compensation financière de la collectivité,
- ↳ le nombre total de véhicules restitués dans les trois jours,
- ↳ le nombre total de véhicules restitués au-delà de trois jours,
- ↳ le nombre de prescriptions des polices municipales,
- ↳ le nombre de prescriptions de la police nationale et gendarmerie nationale.

ARTICLE 49 – COMPTE-RENDU FINANCIER

49.1. Définition et comptes annuels

Ce document rappellera les conditions économiques générales de l'année d'exploitation.

Il précisera en outre,

1. en charges : le détail par nature de dépenses (personnel, fonctionnement, entretien et réparation, détail explicatif des frais de siège, etc.) et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur, ainsi que le montant des redevances versées à l'Eurométropole et les charges d'investissement ;
2. en produits : le détail des recettes de l'exploitation selon le type de tarification du parc de stationnement, ainsi que les recettes d'activités annexes, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

Le compte rendu financier comprendra en outre la production du bilan annuel ainsi que ses annexes. Il comportera un détail des comptes de TVA en application de l'article 46 ci-dessus. Il analysera et expliquera les écarts constatés avec le prévisionnel d'exploitation.

Le concessionnaire produira en outre ses comptes sociaux sous format « liasse fiscale CERFA ».

49.2. Comptes prévisionnels

Pour apprécier par anticipation l'évolution des conditions d'exploitation, le concessionnaire est tenu de produire chaque année, les comptes prévisionnels suivants :

- comptes de résultat analytiques prévisionnels des trois exercices suivants (N+1, N+2, N+3),

- un plan pluriannuel d'investissement pour l'exercice en cours et les trois exercices suivants (N actualisé, N+1, N+2, N+3).

TITRE VI – CONTROLE ET INFORMATION

ARTICLE 50 – CONTROLE PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg a le droit de contrôler les renseignements fournis par le concessionnaire de quelque nature qu'ils soient.

A cet effet, l'autorité concédante peut procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles pour s'assurer que la mission est accomplie conformément aux conditions du présent contrat. Elle peut prendre connaissance sur place de tout document technique, comptable ou autre.

ARTICLE 51 – INFORMATIONS RELEVANT DU CONCESSIONNAIRE

Ces informations ont pour objectif de suivre l'évolution de l'activité et permettre d'anticiper sur la fluctuation des entrées et sorties des véhicules.

Le concessionnaire remet aux services communautaires, entre autres, les états récapitulatifs suivants :

1. Journaliers : disponibles en temps réel à travers l'application informatique de la fourrière sous la forme de requêtes. Le concessionnaire n'est pas tenu d'éditer des états journaliers mais de mettre au plus vite les informations à disposition des autres partenaires afin de connaître l'état du parc et la situation des véhicules.
2. Hebdomadaires et mensuels : le fouriériste est tenu de procurer un rapport détaillé de son activité (entrées et sorties des véhicules, ventes, destructions, ...) durant la période concernée.

Le concessionnaire transmet également mensuellement les listes de véhicules détruits pour résiliation des certificats d'immatriculation auprès des services des préfectures concernées.

Il fournit de surcroît les états statistiques que l'Eurométropole de Strasbourg est susceptible de lui demander soit mensuellement, soit ponctuellement.

TITRE VII – RESPONSABILITE ET CONTENTIEUX

ARTICLE 52 – RESPONSABILITE

Le concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de l'exploitation du service et des biens utilisés. La responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion du concessionnaire.

Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout accident, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, causés par le matériel mis en place pour l'exploitation du service.

Les dommages corporels seront garantis à hauteur de 10 000 000 d'euros TTC, ce chiffre s'entend valeur 2018.

Les véhicules devront être garantis au titre de la responsabilité civile du concessionnaire contre les dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux dû à l'ouvrage, les explosions et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans l'immeuble, à charge éventuellement pour les compagnies d'assurances de se retourner contre les tiers qui seraient à l'origine du sinistre. Cette garantie doit s'étendre aux dommages pouvant résulter des équipements et des installations.

Les garanties individuelles devront, au minimum, être conformes aux stipulations de l'article R-211-7 du Code des assurances.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Il est précisé que les compagnies d'assurances du concessionnaire renoncent à tous recours contre l'Eurométropole de Strasbourg, le cas de malveillance excepté.

Les contrats d'assurance devront satisfaire les obligations suivantes :

- a. Les polices assurant, à concurrence de la valeur vénale, les immeubles et les équipements devront porter sur tous les risques : locatifs, de voisinage, eau, électricité, foudre, incendie et explosions et pertes d'exploitation.
- b. Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du concessionnaire que 45 jours après la notification à l'Eurométropole de ce défaut de paiement. l'Eurométropole aura la faculté de se substituer au concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.
- c. Les risques assurés seront réévalués au moins tous les trois ans.
- d. En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au concessionnaire, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans dépréciation de l'estimation de la valeur du parc avant le sinistre. Si la durée des travaux devait excéder l'échéance de la concession, la collectivité se réserve le droit d'assumer les travaux de remise en état. Dans ce cas, les indemnités lui seraient versées directement. Elle informera le concessionnaire de sa position dans les quinze jours après qu'elle ait eu connaissance du sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, après expertise et accord de la compagnie d'assurances, et au plus tard dans les six mois.

ARTICLE 53 – JUSTIFICATIONS DES ASSURANCES

Les attestations d'assurances devront être communiquées à l'Eurométropole de Strasbourg au plus tard quinze (15) jours après signature de la présente convention. Les avenants à ces polices seront à produire dans le même délai décompté à partir de leur souscription.

L'Eurométropole de Strasbourg pourra en outre à toute époque exiger du concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'Eurométropole pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds des garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

La non-production des attestations d'assurance, à la demande du concédant et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'article 56 du présent contrat.

L'ensemble des obligations prévues au présent article n'engagera d'aucune manière la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg si l'étendue ou le montant des garanties s'avéraient insuffisants à l'occasion d'un sinistre.

ARTICLE 54 – CONTENTIEUX AVEC LES TIERS

Le concessionnaire gère les contentieux liés à la concession.

Toute indemnité due à des tiers par le fait du concessionnaire et non imputable à l'administration dans l'exécution du présent contrat est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de la concession.

Toutefois, en cas de faute lourde du concessionnaire, les indemnités en cause restent à sa charge définitive, à titre de pénalités.

Toute indemnité versée par une assurance au concessionnaire, quelle qu'en soit l'origine, est créditée au compte de la concession.

TITRE VIII – GARANTIES, SANCTIONS ET CONTENTIEUX

ARTICLE 55 – CAUTIONNEMENT

Le concessionnaire est tenu de fournir pendant toute la durée de la convention une garantie de la maison-mère EFFIA SAS à première demande à hauteur de 50 000 euros.

Sur le cautionnement, seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restantes dues au concédant par le concessionnaire en vertu du présent contrat, notamment les redevances.

Seront également prélevées sur le cautionnement, les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du concessionnaire pour assurer la sécurité publique, la reprise de la concession en cas de régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat.

Une fois que la garantie aura été épuisée, le concessionnaire devra la reconstituer à nouveau dans un délai de un mois.

Cette reconstitution peut intervenir quatre (4) fois.

La non-reconstitution du cautionnement, après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit pour le concédant à procéder à une résiliation sans indemnité.

ARTICLE 56 – SANCTIONS

56.1. Sanctions pécuniaires

Dans les cas prévus ci-après, si le concessionnaire ne remplit pas l'une quelconque des obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités pourront lui être infligées sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts envers l'Eurométropole de Strasbourg et les tiers.

Le non-respect des délais d'exécution fixés à l'article 10 entraîne l'application d'une pénalité de quinze euros (15 €) par quart d'heure révolu et par véhicule de quelque nature qu'il soit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque le concessionnaire ne communique pas dans le délai imparti les documents dont la production est prévue par la présente convention, après mise en demeure restée infructueuse, il pourra se voir infliger une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard.

En cas de manquement à une obligation contractuelle entraînant une perturbation grave du service public confié par la présente convention, une pénalité de sept cent cinquante euros (750 €) par jour de retard est due par le concessionnaire à compter de l'expiration d'un délai imparti par une mise en demeure de

l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet. Le versement de cette pénalité devra être effectué dans le délai d'un mois.

56.2. Sanctions coercitives

En cas de faute grave de le concessionnaire ou si le service n'est exécuté que partiellement, sauf accord particulier de l'Eurométropole de Strasbourg, celle-ci pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et aux risques du concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement l'exploitation du service, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception non suivie d'effet dans un délai qui ne pourra être supérieur à 8 (huit) jours sauf circonstances exceptionnelles tenant notamment à l'hygiène et à la sécurité publique.

56.3 Sanctions résolutoires

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le concessionnaire n'assure plus le service dont il a la charge en vertu des dispositions du présent contrat, l'Eurométropole de Strasbourg pourra prononcer sa déchéance sans qu'il soit nécessaire de procéder à une quelconque formalité judiciaire, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception non suivie d'effet dans le délai imparti.

TITRE IX : FIN DE LA CONVENTION

ARTICLE 57 – MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT

Le contrat prend fin selon l'une des modalités suivantes :

- à l'échéance du terme fixé à l'article 3 du présent contrat,
- résiliation pour motif d'intérêt général, prononcée dans les conditions prévues à l'article 59 du présent contrat,
- résiliation sans indemnité prononcée dans les conditions prévues à l'article 60 du présent contrat.

ARTICLE 58 – EXPIRATION DE LA CONVENTION

Lorsque la convention expire par survenance du terme prévu :

- Les biens propriété de l'Autorité Concédante et affectés à l'exploitation sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
- L'Autorité Concédante est subrogée au concessionnaire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

ARTICLE 59 – RESILIATION UNILATERALE AVEC INDEMNITE

L'Autorité Concédante peut résilier unilatéralement pour motif d'intérêt général la présente convention à tout moment au cours de son exécution, sous condition d'observer un préavis de trois mois minimum avant la prise d'effet du rachat.

Dans ce cas, à la date d'effet de la résiliation :

- a) Les biens, propriété de l'Autorité Concédante et affectés à l'exploitation, sont restitués à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
- b) L'Autorité Concédante couvre le concessionnaire de l'ensemble des coûts qui pourraient être induits par la cessation anticipée de la convention.
- c) L'Autorité Concédante est subrogée au concessionnaire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

d) En outre, le concessionnaire aura droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. L'indemnité sera calculée en tenant compte :

- de la valeur non encore amortie des biens et équipements affectés à l'exploitation et qui devraient revenir à l'Eurométropole de Strasbourg, sauf substitution de l'Eurométropole dans les contrats de prêt (valeur nette comptable des immobilisations du concessionnaire sur la base des tableaux d'amortissement fournis et validés par l'Autorité Concédante) ;
- du montant des pénalités liées à la résiliation anticipée des contrats de prêt ou de crédit-bail, sauf substitution de l'Eurométropole dans ces contrats ;
- de la valeur de rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche du service ;
- perte de résultat calculée de la manière suivante : moyenne des derniers résultats nets comptables depuis le début d'exécution multipliée par le nombre d'années résiduelles du contrat. Si la moyenne des résultats est inférieure à zéro, aucune indemnité pour perte de résultat ne sera due.

Les indemnités sont fixées à l'amiable et, à défaut, à dire d'expert, de manière qu'aucun chef de préjudice ne fasse l'objet d'une double indemnisation.

Elles sont réglées dans un délai de 12 (douze) mois à partir de la prise d'effet du rachat. Tout retard dans le paiement entraîne de plein droit l'application d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France.

ARTICLE 60 – RESILIATION SANS INDEMNITE

L'Autorité Concédante se réserve le droit de résilier la présente convention, sans indemnité :

a) Sans mise en demeure préalable en cas :

- de dissolution volontaire de la société créée ad hoc par le concessionnaire,
- de mise en liquidation des biens du concessionnaire,
- de fraude ou de malversation de la part du concessionnaire.

b) Après mise en demeure préalable faite au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, fixant le délai de réparation et non suivie d'effet en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses de la présente convention ; Il en sera ainsi en particulier :

- si le concessionnaire ne met pas en service l'activité dans les trois (3) mois de l'entrée en vigueur de la présente convention,
- en cas de manquement à une obligation contractuelle d'une particulière gravité, notamment en cas d'interruption totale du service pendant une durée excédant trente (30) jours,
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le concessionnaire compromettrait l'intérêt général,
- dans le cas où le concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de l'Autorité Concédante prévue à l'article 62,
- dans le cas de la modification de la composition du capital de la société entraînant un changement de contrôle majoritaire sans accord préalable de l'Autorité Concédante.

La déchéance est prononcée sans préjudice des indemnités que l'Eurométropole de Strasbourg serait en droit de réclamer au concessionnaire.

La résiliation sans indemnité prend effet à compter du 8 (huitième) jour franc de sa notification au concessionnaire.

Elle entraîne les mêmes conséquences que la résiliation unilatérale, selon les dispositions de l'article 59, à l'exception de l'alinéa b) du préavis.

Toutefois, le concessionnaire ne pourra prétendre à l'indemnisation de la perte de résultat prévue au point d) de l'article 59.

Les sanctions fixées aux alinéas précédents ne s'appliquent pas :

- en cas de grève. Dans cette hypothèse, le concessionnaire est cependant tenu d'assurer un service minimum correspondant à l'exécution des réquisitions adressées par les autorités compétentes ;
- si l'inexécution de la convention est imputable à un événement de force majeure, c'est-à-dire imprévisible, irrésistible et extérieure à la volonté du concessionnaire.

ARTICLE 61 – CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT

Le concessionnaire devra prendre toute mesure nécessaire pour faciliter le passage progressif vers un nouveau régime d'exploitation.

A la fin du contrat, l'Eurométropole de Strasbourg sera subrogée dans les droits du concessionnaire.

ARTICLE 62 – CESSION ET SUB-CESSION DE LA CONVENTION

La cession de la présente concession de service public devra recueillir l'autorisation préalable et explicite du concédant. A défaut, la cession sera entachée de nullité absolue et ne sera pas opposable à l'administration.

La demande de cession devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

Le nouveau concessionnaire devra reprendre à son compte l'ensemble des droits et obligations de la présente convention et ce depuis l'origine.

La cession sera refusée s'il était porté atteinte à un élément essentiel.

La délivrance de l'autorisation est également subordonnée à la présentation par le cessionnaire de garanties professionnelles et financières justifiant de la bonne exécution du service public.

Les opérations non assimilables à une cession – tels que la modification statutaire, la filialisation, la prise de contrôle par une autre société, le changement de propriétaire du capital social – donnent lieu à une information préalable de la collectivité concédante. Si la modification venait à priver le concédant des garanties essentielles, la résiliation du contrat pourra être prononcée.

La sub-cession est soumise à autorisation préalable du concédant. Cette autorisation est subordonnée à la présentation par le sub-concessionnaire de garanties professionnelles et financières suffisantes et de l'absence de modifications des éléments du contrat. En cas de sub-cession le titulaire du contrat conserve la responsabilité intégrale de l'exploitation.

ARTICLE 63 – LIBERATION ET REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT

A la fin du contrat de concession, le concessionnaire doit évacuer les lieux.

15 mois avant l'expiration normale de la concession, les parties arrêteront et estimeront, après expertise, les travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien de l'ensemble des ouvrages délégués compte-tenu des états des lieux initiaux dressés conformément aux dispositions de l'article 5, et compte-tenu d'un état normal d'usure et de vétusté.

Le concédant peut exiger, le cas échéant, la remise en état initiale des biens affermés.

Le concessionnaire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la concession. Si la remise en état n'est pas terminée dans le délai fixé par le concédant, le concessionnaire entendu, le concédant peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement de frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès du concessionnaire défaillant.

Avant tout enlèvement de matériels ou marchandises, le concessionnaire doit justifier au concédant du paiement des impôts, des redevances restant éventuellement dues au concédant, des contributions et taxes dont il a la charge en raison de son activité dans le cadre du présent cahier des charges.

Ces enlèvements devront faire l'objet d'une autorisation expresse de l'autorité concédante.

ARTICLE 64 – SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

64.1 Biens de retour :

Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties arrêtent et estiment après expertise, les travaux d'entretien ou de remise en état des biens et ouvrages d'exploitation qui font partie intégrante du service que le concessionnaire est tenu d'exécuter avant l'expiration de la concession.

A défaut, les frais correspondant à ces travaux exécutés par le concédant seront à la charge du concessionnaire.

Le concédant n'est tenu de verser aucune indemnité d'aucune sorte au concessionnaire lors du retour des biens et équipements d'exploitation qui font partie intégrante du service.

64.2 Biens de reprise :

Le concédant pourra reprendre en fin de contrat les biens propres moyennant le versement d'une indemnité qui ne pourra être supérieure à la valeur nette comptable de ces biens. La valeur des biens ne faisant pas l'objet d'amortissement sera fixée à l'amiable.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant de cette indemnité, il sera recouru par la plus diligente des parties à un expert qui sera rémunéré pour moitié par le concédant et pour moitié par le concessionnaire.

Cette indemnité sera payée dans le délai de trois mois suivant la remise des biens. Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties se retrouveront pour en arrêter le montant définitif.

64.3 Biens propres :

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents, qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation, pourront être rachetés par le concédant après accord des parties.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut à dire d'expert, et payée dans les 60 jours calendaires suivant leur rachat par le concédant.

ARTICLE 65 – DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT

Sont annexés au présent contrat :

- Annexe 1 : procès-verbal de mise en fourrière
- Annexe 2 : compte d'exploitation prévisionnel
- Annexe 3 : procédures d'enlèvement
- Annexe 4 : mémoire technique et financier

Fait à Strasbourg, le

Pour le concessionnaire

Pour le concédant

Transmis au contrôle de légalité le

PROJET DE CONTRAT

**ANNEXE 4 : RENOUELEMENT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
FOURRIERE AUTOMOBILE DE L'EUROMETRPOLE DE STRASBOURG
PREVISIONNEL D'INVESTISSEMENT ET D'AMORTISSEMENT**

Désignation	Montant brut	Durée amorts
Agencements bureaux	10 000	10
Matériel de transport	478 000	5
Matériel de bureau	17 000	10
Matériel informatique	-	
Logiciel de base (avec traitements interactifs)	8 600	5
Travaux	34 500	15
TOTAL	548 100	

Nota

Les montants figurant dans ce tableau sont HT

Ces montants s'entendent en valeur à la date de remise de l'offre.

Les durées d'amortissement figurant dans ce tableau correspondent aux durées d'amortissement comptable

ANNEXE 4 : RENOUVELLEMENT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - FOURRIERE AUTOMOBILE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION - 7 ANS

Investissement à réaliser : 556 188 € courants
 taux d'inflation prévisionnel : s/o non utilisé
 Hypothèse nombre d'enlèvements : 8 250 cible
 Tarif de mise en fourrière moyen retenu : 86,33 HT année 1
 Tarif de déplacement : 48,96 HT année 1
 Tarif de destruction à l'initiative du propriétaire : 48,96 HT année 1

STATISTIQUES

Nombre d'enlèvements
 Nombre de véhicules restitués
 Nombre de véhicules détruits
 % de véhicules détruits
 Nombre de véhicules déplacés
 Nombre de véhicules détruits à l'initiative du propriétaire
 Tarif moyen de mise en fourrière
 Tarif de déplacements
 Tarifs de destruction à l'initiative du propriétaire

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL
4 148	8 250	8 250	8 250	8 250	8 250	8 250	4 080	
3 006	5 979	5 979	5 979	5 979	5 979	5 979	2 957	
1 071	2 131	2 131	2 131	2 131	2 131	2 131	1 054	
26%	26%	26%	26%	26%	26%	26%	26%	
23	45	45	45	45	45	45	22	
76	151	151	151	151	151	151	75	
86,33	86,64	86,95	87,27	87,58	87,90	88,22	88,54	
48,96	49,13	49,31	49,49	49,67	49,84	50,03	50,21	
48,96	49,13	49,31	49,49	49,67	49,84	50,03	50,21	

CHIFFRE D'AFFAIRES

Activités principales

Véhicules payés (restitués et détruits)
 Compensation Cus
 Ferrailage
 Domaines

Activités annexes

Destruction à l'initiative des propriétaires
 Déplacements
 Autres

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL
606 082	1 209 841	1 214 171	1 218 529	1 222 915	1 227 330	1 231 773	611 330	8 541 972
510 410	1 018 871	1 022 525	1 026 201	1 029 902	1 033 627	1 037 376	514 854	7 193 766
352 005	702 665	705 184	707 720	710 272	712 841	715 427	355 069	4 961 183
16 245	32 428	32 544	32 661	32 779	32 898	33 017	16 386	228 959
119 245	238 035	238 889	239 748	240 612	241 483	242 359	120 284	1 680 655
22 915	45 743	45 907	46 072	46 238	46 405	46 574	23 115	322 969
95 672	190 970	191 647	192 328	193 013	193 703	194 397	96 476	1 348 206
3 717	7 419	7 446	7 473	7 499	7 527	7 554	3 749	52 383
-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 955	183 551	184 201	184 855	185 514	186 176	186 844	92 727	1 295 823
-	-	-	-	-	-	-	-	-
606 082	1 209 841	1 214 171	1 218 529	1 222 915	1 227 330	1 231 773	611 330	8 541 972

AUTRES PRODUITS

PRODUITS D'EXPLOITATION

ACHATS

SERVICES EXTERIEURS :

AUTRES SERVICES EXTERIEURS

IMPOTS ET TAXES

CHARGES DE PERSONNEL

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

AUTRES CHARGES

redevance envers EMS partie fixe
 redevance envers EMS partie variable
 Intéressement complémentaire

CHARGES D'EXPLOITATION

RESULTAT D'EXPLOITATION

RESULTAT FINANCIER

intérêts sur caution 50 000 1%
 intérêts sur investissements

RESULTAT EXCEPTIONNEL

RESULTAT NET AVANT IS

RESULTAT CUMULE

2019 N	2020 N+1	2021 N+2	2022 N+3	2023 N+4	2024 N+5	2025 N+6	2026 N+7	TOTAL
41 573	84 003	85 337	86 692	88 070	89 839	91 644	46 229	613 386
75 625	152 679	154 970	157 294	159 653	162 847	166 103	83 782	1 112 953
100 908	183 768	180 302	185 801	186 050	188 330	192 252	100 890	1 318 302
7 456	15 111	15 178	15 111	15 121	15 083	15 020	7 348	105 429
324 825	581 745	590 195	598 770	607 474	619 223	631 205	318 178	4 271 615
13 796	79 491	84 931	84 931	96 284	117 550	54 617	24 588	556 188
7 058	14 423	14 639	14 859	15 082	15 384	15 691	7 915	105 051
7 058	14 423	14 639	14 859	15 082	15 384	15 691	7 915	105 051
-	-	-	-	-	-	-	-	-
571 240	1 111 221	1 125 553	1 143 459	1 167 735	1 208 255	1 166 533	588 930	8 082 924
34 842	98 621	88 618	75 070	55 181	19 075	65 240	22 401	459 048
-	4 540	-	11 134	-	12 213	-	11 703	-
250	500	500	500	500	500	500	250	67 804
4 290	10 634	11 713	11 728	11 203	8 124	4 946	1 666	
-	-	-	-	-	-	-	-	
30 303	87 487	76 405	62 842	43 477	10 451	59 795	20 485	391 244
30 303	117 789	194 194	257 036	300 513	310 964	370 759	391 244	

PROCÈS VERBAL DE MISE EN FOURRIÈRE

Nous,, Agent de Police Judiciaire Adjoint en résidence à Strasbourg constatons que le véhicule de marque genre type couleur immatriculé stationné kilométrage
☐ faisant l'objet d'un procès-verbal n° en date du à h établi par l'agent n° service pour l'infraction suivante :

..... sur réquisition expresse de :
☐ faisant suite à une mesure d'immobilisation après le délai de 48 h 00 prononcée le à h pour par l'agent n° et que l'infraction n'a pas cessé.

☐ étant non signalé volé au fichier des cartes grises

Vu les articles L325-1 et 2 - R325-11 à R325-46.

Vu l'urgence de faire cesser l'infraction et attendu que le propriétaire n'a pas été découvert.

Saisissons à h ☐ par radio ☐ par téléphone ☐ présent sur place, le Chef de la Police Municipale, en la personne de M. service

qui nous mandate spécialement aux fins de désigner la fourrière dans laquelle sera transféré le véhicule et dressera contradictoirement l'état sommaire extérieur et intérieur de celui-ci.

En application de l'article R325-28 du code de la Route, réquérons la Société faisant fourrière municipale, aux fins de procéder à l'enlèvement et à la mise en fourrière du véhicule sus cité.

ÉTAT CONTRADICTOIRE DU VÉHICULE (ARRÊTÉ DU 18 OCTOBRE 1996)

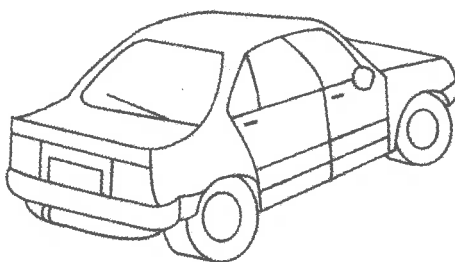
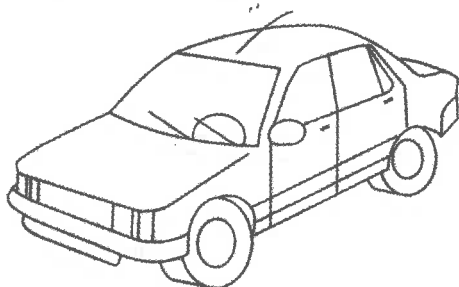
Il a été remarqué par les personnes soussignées les avaries et particularités apparentes indiquées ci-dessous le à h

Conditions atmosphériques : ☐ Jour ☐ Nuit ☐ Pluie ☐ Neige

Etat du véhicule : ☐ Bon ☐ Moyen ☐ Mauvais

Indiquez les dommages par les symboles : Rayures $\wedge \wedge \wedge \wedge$ Enfoncement \bigcirc Bris X

FERMETURES		Poste autoradio visible	Poste C.B. visible	Antenne Radio	Téléphone visible
Portes	Coffre				
O	N	O	N	O	N



Objets visibles

État des pneumatiques

Immatriculé Véhicule sans plaque N° de série :

VALIDITÉ : 1° Talon d'Assurance ☐ oui ☐ non 2° Contrôle technique ☐ oui ☐ non

Références : 3° Vignette fiscale ☐ oui ☐ non

Observations :

DESTINATION DU VÉHICULE :

Opération préalable à l'enlèvement ☐

R325-17 - R325-29

Nom et signature du Préposé de la Fourrière

Paiement sur place ☐

R325-12 - R325-29

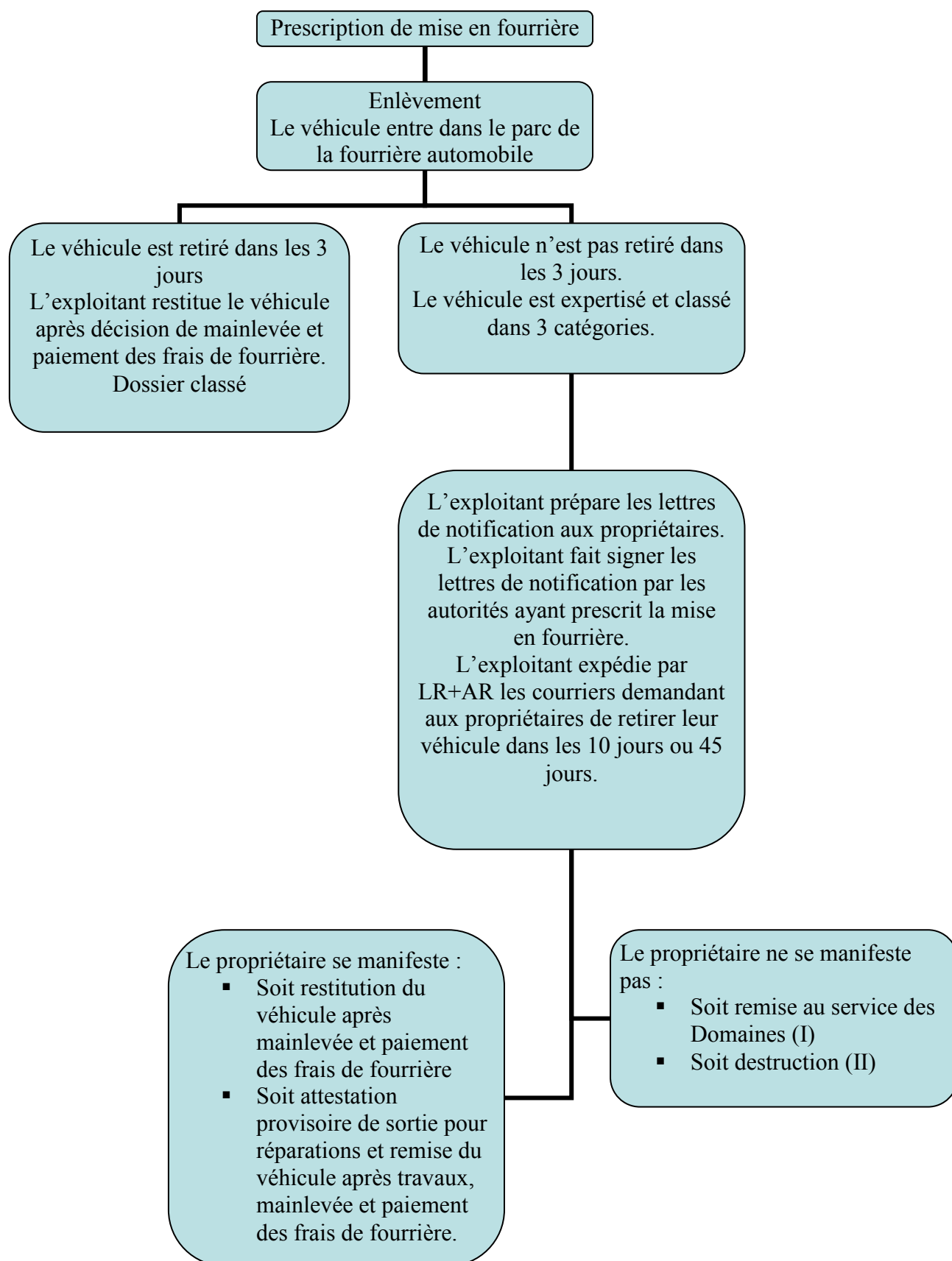
L'Agent de Police Judiciaire Adjoint

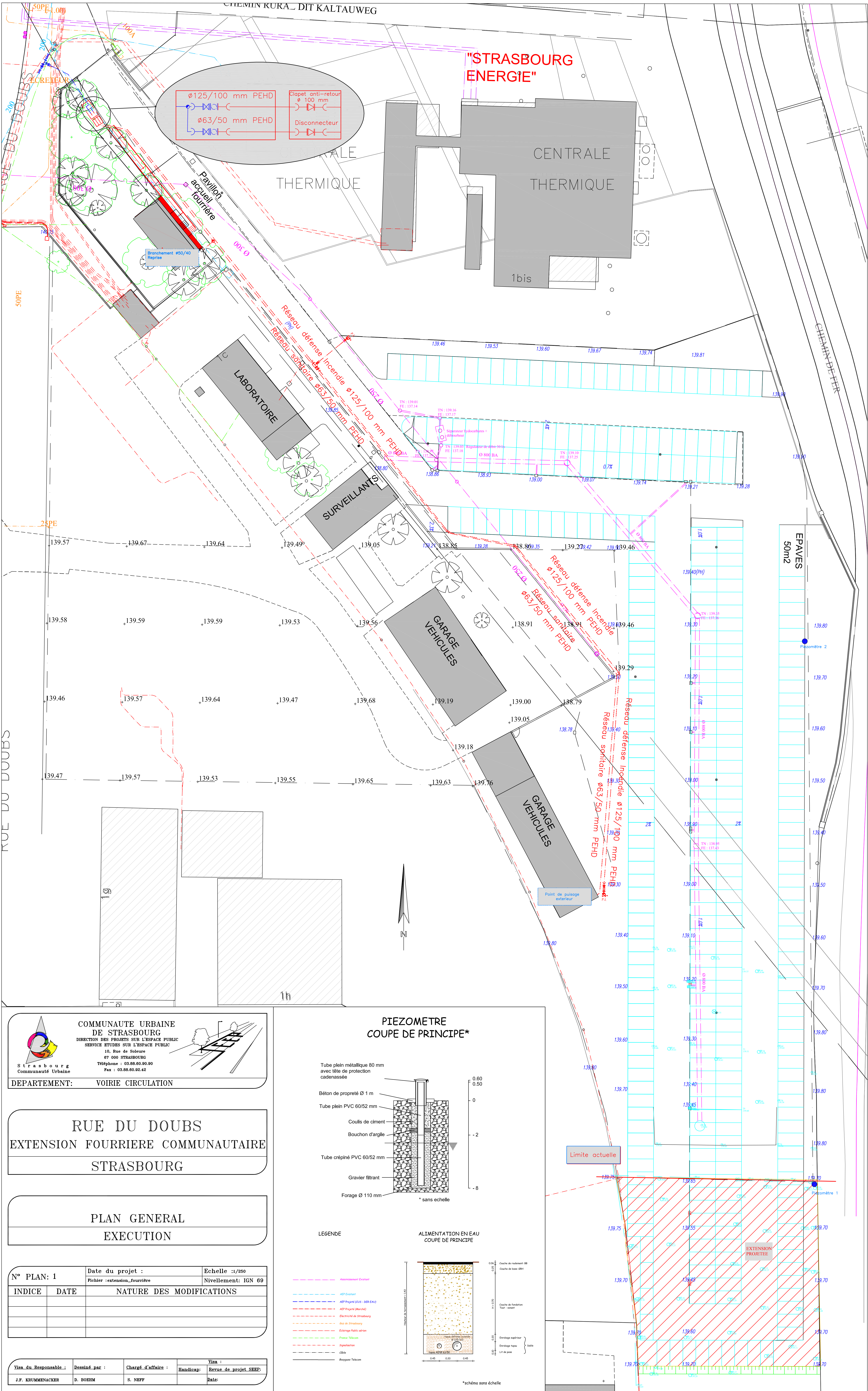
Fourrière ☐

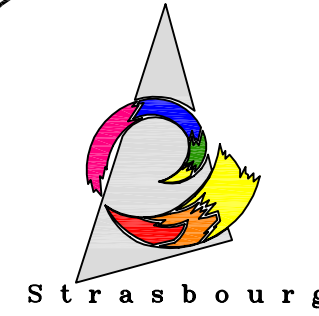
R325-12 - R325-29 - R325-30

Le Chef de la Police Municipale

Procédure d'enlèvement d'un véhicule







COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG
DIRECTION DES PROJETS SUR L'ESPACE PUBLIC
SERVICE ETUDES SUR L'ESPACE PUBLIC
10, Rue de Sôlre
67 000 STRASBOURG
Téléphone : 03.88.60.80.90
Fax : 03.88.60.92.42

DEPARTEMENT: VOIRIE CIRCULATION

RUE DU DOUBS
EXTENSION FOURRIERE COMMUNAUTAIRE
STRASBOURG

PLAN GENERAL
EXECUTION

N° PLAN: 1	Date du projet : Fichier : extension_fourriere	Echelle : 1/250
INDICE	DATE	Nature des modifications

Visa du Responsable :	Dessiné par :	Chargé d'affaires :	Handicap :	Visa :
J.F. KRUMENACKER	D. BOHM	S. NEFF		Revue de projet SERP :
				Date :

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Lancement d'une consultation par appel à projets pour la réalisation d'un pôle de loisirs urbains dans le secteur des Halles à Strasbourg.

1. CONTEXTE DE LA CONSULTATION

Le projet de requalification des Halles est une opération ambitieuse, qui comprend plusieurs axes de projets visant à faire évoluer positivement l'ensemble du secteur. Il comprend :

- le comblement de la trémie routière de la rue Sébastopol ;
- le déplacement de la gare routière ;
- le déclassement par anticipation de l'emprise foncière correspondante ;
- la réalisation d'un parc urbain d'au moins 3 000 m² en s'appuyant sur le square existant ;
- le réaménagement des voiries adjacentes (rue Sébastopol et rue des Halles) afin d'en fluidifier le fonctionnement et de rendre l'espace public plus agréable à vivre pour ses habitants ;
- la mutation d'une partie du foncier pour une construction neuve sur une partie de la place des Halles, à vocation de loisirs urbains, opération immobilière objet de la présente délibération.

Parallèlement, le centre commercial des Halles a lancé plusieurs travaux de réaménagement comprenant une restructuration intérieure du centre commercial (achevée en 2013), sa façade Sud et son parvis principal (actuellement en cours).

Le montage retenu pour la cession d'une partie du foncier pour une construction neuve à vocation de loisirs urbains sur une partie de la place des Halles destinée à être déclassée est une vente de foncier après mise en concurrence de plusieurs opérateurs, sous la forme d'un appel à projet. Cette cession foncière s'inscrit dans les orientations du livret blanc de ce secteur, adopté en 2013.

2. CADRE GENERAL DE LA CONSULTATION

2.1 Objet et organisation de l'appel à projet

Cet appel à projet a pour objet d'organiser les conditions et modalités de la cession d'un terrain situé sur la place des Halles à Strasbourg et destiné à l'implantation de programmes de construction.

La consultation est organisée en deux phases :

- Une première phase destinée à sélectionner les candidats qui seront admis à présenter une offre.
- Une seconde phase durant laquelle les candidats retenus constitueront leur offre.

L'opérateur ou le groupement d'opérateurs choisi à l'issue de la consultation s'engage à signer une promesse de vente.

2.2 Bien concerné par l'appel à projet

Le présent appel à projet porte sur un terrain à bâtir actuellement affecté au domaine public de l'Eurométropole, situé sur la place des Halles à Strasbourg (parcelle section 73 n° 182). Son déclassement est en cours et sera soumis à l'approbation du conseil lors de la séance du 28 juin 2019.

L'Eurométropole souhaite détacher une partie du terrain, sur une surface au sol d'environ 1 350 m², le long de la façade arrière du centre commercial « Place des Halles ».

La valeur vénale du foncier, basée sur le règlement d'urbanisme, de premiers scénarios hypothétiques de projet, et la présence d'un ancien hôpital militaire en sous-sol, a été évaluée par France Domaine à 2 millions d'€, montant sur lequel les candidats devront s'appuyer pour effectuer leur offre financière.

Les caractéristiques essentielles et conditions de cession du site des Halles sont détaillées dans le dossier de consultation.

2.3 Gouvernance de l'appel à projet

Le présent appel à projet est conduit par l'Eurométropole de Strasbourg, accompagnée par la Ville de Strasbourg. Les Partenaires sélectionneront dans le cadre d'un jury les candidats retenus lors de la première phase de l'appel à projet, puis le lauréat retenu au terme de la seconde phase.

Le choix du lauréat, sur proposition du jury sera soumis à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et préalablement au Conseil municipal de la Ville de Strasbourg pour avis.

3. ORGANISATION DE L'APPEL A PROJET

3.1 Etapes de la consultation

L'organisation de la consultation s'effectue en deux étapes (candidature et offres), permettant d'allier des critères d'efficacité de la consultation, d'atteinte des objectifs économiques, et de qualité urbaine, architecturale et paysagère du projet retenu, et d'insertion dans son environnement, notamment au regard de la programmation.

- *La phase de candidatures*

Cette première phase de sélection, consiste à prendre connaissance de l'ensemble des équipes candidates et à en sélectionner les meilleures pour poursuivre la consultation.

Les candidatures devront notamment comporter les éléments suivants : composition du groupement, intentions de projets urbains et programmatiques, références de projets antérieurs.

L'objectif sera d'identifier les opérateurs et les concepteurs capables de concevoir des réponses singulières, offrant les meilleures insertion urbaine et qualité architecturale. La phase de candidature doit également permettre de s'assurer de la solidité financière et de la recevabilité administrative et juridique des candidatures.

Les documents de la consultation, en phase candidature, doivent également permettre de s'approprier les enjeux généraux de la consultation. A ce stade, seront fournis :

- un règlement général de la consultation ;
- les conditions de cession du site ;
- un dossier d'informations sommaire sur le projet.

Il est proposé que quatre candidats au maximum soient retenus pour remettre une offre. Ce nombre permet d'assurer la diversité des solutions proposées et de garantir qu'un projet sera finalement retenu, en cas de défaillance de candidats dans le courant de la consultation.

- *La phase d'offres*

Cette seconde phase vise à identifier un groupement lauréat qui achètera le foncier et réalisera le projet retenu.

Seuls les candidats retenus à l'issue de la première phase seront admis à participer à la seconde phase de l'appel à projet. Les groupements resteront identiques, mais les équipes projet pourront être complétées de nouvelles compétences pour tenir compte des remarques du jury des candidats.

Les équipes sélectionnées pour remettre une offre recevront sur la plateforme d'échange un dossier d'information détaillé, comprenant notamment des études complémentaires. Les offres devront comprendre les éléments suivants : offre financière d'acquisition foncière, projet détaillé, équipe complétée le cas échéant.

Dans un premier temps, les équipes déposent une offre initiale. Puis, ces offres initiales donneront lieu à une étape de négociation avec les groupements, pour aboutir à un dépôt par les équipes d'une offre finale dans laquelle elles précisent les éléments ayant éventuellement évolué et s'engagent sur les aspects financiers et juridiques de leur offre. Le prix de l'offre finale sera ferme et définitif.

Enfin, il est proposé que les candidats s'engagent sur une durée de 18 mois à compter de la remise de leur offre finale. Cette durée est de nature à sécuriser la consultation, dans la mesure où elle laisse un temps suffisant pour les derniers échanges qui seront

nécessaire avant la formalisation de la vente, tout en donnant une échéance calendaire aux deux parties.

3.2 Critères de sélection des candidats et de jugement des offres

Les dossiers reçus seront analysés sur la base des critères suivants non hiérarchisés :

En phase candidature :

- les compétences et la cohérence de l'organisation de l'équipe projet proposée ;
- la capacité financière au regard du projet ;
- la capacité de la programmation à renforcer l'attractivité du centre-ville ;
- les principales ambitions urbaines et programmatiques poursuivies, au regard des problématiques du site ;
- les ambitions environnementales et en matière d'innovations.

En phase offre :

- le prix d'acquisition des emprises concernées, et les modalités de paiement de ce prix ;
- la solidité du montage juridique et financier ;
- la qualité urbaine et architecturale du projet ;
- l'adéquation de la programmation au site et la diversité des usages favorisés par le projet ;
- la performance environnementale, notamment au regard du plan climat ;
- le caractère innovant du projet notamment de dispositifs constructifs, numérique, social, et d'implication des acteurs de l'innovation dans le projet.

3.3 Calendrier prévisionnel de la consultation

Le calendrier prévisionnel de consultation est le suivant :

- mi-mai 2019 : lancement de la consultation ;
- mi-juin 2019 : dépôt des candidatures ;
- mi-juillet 2019 : jury de désignation des candidats autorisés à déposer une offre ;
- début octobre 2019 : dépôt des offres initiales ;
- mi-octobre à mi-novembre : phase de discussions et de travail technique avec les candidats ;
- fin novembre 2019 : dépôt des offres finales ;
- mi-décembre 2019 : jury de sélection du lauréat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-2

vu les orientations du livret blanc

vu l'avis de France domaine daté du 02 octobre 2018

vu l'avis du Conseil municipal en date du 29 avril 2019

*vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré*

autorise

le lancement d'un appel à projets, pour la réalisation d'un pôle de loisirs urbains dans le secteur des Halles à Strasbourg, tel que plus amplement présenté au rapport ;

décide

- *de valider l'emprise concernée par cet appel à projets et jointe en annexe, sous réserve de l'approbation du déclassement à venir du foncier ;*
- *de charger le Président ou son/sa représentant(e) d'élaborer les documents de la consultation et de conduire la procédure, y compris les négociations avec les candidats ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte en lien avec l'exécution de la présente délibération.

Les documents suivants sont annexés à la présente délibération :

- a) Plan de l'emprise foncière.*
- b) Schéma d'aménagement du secteur.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

DOCUMENT DE TRAVAIL

-  nouveau projet
-  nouveaux espaces verts
-  flux de circulation
-  réaménagement espace public voirie
-  réaménagement parvis centre commercial
-  arbres existants
-  extension Kleber en cours
-  galerie et tunnel en sous-sol
-  tracé voirie existante

parc et parvis
3 300 m²

Pôle de loisir
emprise 1350 m²

placette

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 5

Lancement d'une consultation par appel à projets pour la réalisation d'un pôle de loisirs urbains dans le secteur des Halles à Strasbourg.

Pour

54

AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLI-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie

Contre

0

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BERNHARDT-Michel, WERLEN-Jean, BALL-Christian, CALDEROLI-LOTZ-Martine,

Abstention

35

BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KELLER-Fabienne, KOHLER-BARBIER-Christel, HENRY-Martin, MAURER-Jean-Philippe, JAMPOC-BERTRAND-Nathalie, PHILIPPS-Thibaud, MACIEJEWSKI-Patrick, REICHHART-Ada, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SPLET-Antoine, SCHAETZEL-Françoise, SCHULER-Georges, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, TARALL-Bornia, SCHALCK-Elsa, VETTER-Jean-Philippe, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Capitalisation de prestation d'entretien du fossé de l'association foncière de Vendenheim.

Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg a réalisé en régie, courant 2018, la voie d'accès permettant la desserte de la zone d'activité du Sury à Vendenheim (les travaux de réalisation de cette zone d'activité viennent de s'achever).

Lors de la création de cet accès qui relie la route de Brumath à la rue de la forêt, il a été nécessaire de gérer les eaux de pluie selon les recommandations des services de l'Etat, en les rejetant à débit limité dans le milieu naturel. Ainsi, une déclaration au titre de la loi sur l'eau a été déposée au service départemental des territoires en ce sens.

Les eaux de pluie de cette nouvelle voirie sont ainsi collectées, traitées via les noues puis rejetées dans le fossé appartenant à l'Association foncière de Vendenheim.

Cependant, compte tenu des embâcles (branchages, boues, végétations spontanées etc.) présents dans ce fossé, l'eau récoltée ne s'écoulait pas correctement et engendrait une partielle inondation des terrains cultivés adjacents. L'Eurométropole de Strasbourg est alors intervenue en octobre 2018 pour effectuer un nettoyage de fond afin de favoriser l'écoulement de ces eaux de pluie.

Indemnisation

Afin d'assurer à plus long terme l'entretien de ce fossé, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg conventionne avec l'association foncière une prise en charge de cet entretien sur une période de 15 ans (du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2034), à raison d'un passage tous les 3 ans soit 5 passages au total (5 passages pour le débroussaillage et 2 passages pour un entretien de curage plus en profondeur).

Afin de dédommager l'Association foncière pour les frais qu'elle engagera pour entretenir ce fossé, une convention de capitalisation est établie sur la base du coût horaire issu du devis d'entreprise établi pour les premiers travaux d'entretien réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg. L'indemnité de 5 480 € HT est ainsi calculée :

1. Débroussaillage du fossé			
	Quantité	Prix unitaire	Total en € HT

Ouvrier spécialisé (main d'œuvre)	8 heures	24	192
Intervention engin pour fauchage	1 jour	400	400
TOTAL pour 1 passage			592
TOTAL pour 5 passages			2 960
2. Curage du fossé sur 20/30 cm			
Tracteur benne	10 heures	47	470
pelle	10 heures	55	550
Ouvrier spécialisé (main d'œuvre)	10 heures	24	240
TOTAL pour 1 curage			1 260
TOTAL pour 2 curages			2 520
TOTAL GLOBAL			5 480 € HT

L'indemnité sera versée en une fois sur le compte de l'association foncière. A chaque entretien, l'association est tenue de transmettre les preuves adéquates par tous moyens que ce soit auprès de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les parcelles concernées sont :

- section 55 n°214/014 pour partie.
- section 55 n°291/166 pour partie.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'ensemble des éléments récapitulatifs
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
constate*

le nécessaire entretien du fossé de l'Association foncière de Vendenheim suite aux travaux réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg ;

décide

- *sur avis de la chambre d'agriculture du Bas-Rhin, de capitaliser la prestation d'entretien du fossé sur la base des travaux effectués par la collectivité en octobre 2018 ;*
- *d'établir une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association foncière de Vendenheim ;*
- *d'imputer la dépense liée au versement de l'indemnité sur le budget ZAI de la zone d'activité Sury : AP 176 / Ad09/ programme 798, nature 3555 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la présente convention de capitalisation de prestation d'entretien du fossé de l'association foncière de Vendenheim, ainsi que tout document administratif nécessaire à la mise en œuvre de ladite convention.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

**CONVENTION DE CAPITALISATION DE
PRESTATION D'ENTRETIEN DU FOSSE DE
L'ASSOCIATION FONCIERE DE VENDENHEIM**

Entre

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, substituée de plein droit à la Communauté urbaine de Strasbourg selon décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Eurométropole de Strasbourg», avec siège à STRASBOURG CEDEX (67076), 1 parc de l'Etoile,
représentée par Monsieur Sébastien ZAEGEL, Vice-Président, agissant en sa qualité de représentant du Président Monsieur Robert HERRMANN, en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonctions et de signature en date du 9 janvier 2017,
Monsieur HERRMANN agissant lui-même en vertu de la délibération du Conseil de Communauté du 5 janvier 2017,

ci-après dénommée **1^{er} contractant**
d'une part,

et

L'ASSOCIATION FONCIÈRE DES PROPRIETAIRES DE VENDENHEIM
Mairie de Vendenheim
12 rue Jean Holweg
67550 VENDENHEIM

avec n° de SIRET 296 702 04600016, représentée par son Président, Monsieur Philippe HASSLER, habilité à signer les présentes en fonction des statuts.

ci-après dénommée **2^{ième} contractant**
d'autre part.

EXPOSE

Suite aux travaux de voirie réalisés courant 2018 par l'Eurométropole de Strasbourg (jonction entre la route de Brumath et l'allée du château Sury) à Vendenheim, les eaux de pluies collectées via des noues sont ensuite rejetées dans le fossé à débit limité.

Ce fossé nécessite un entretien afin de permettre un meilleur écoulement des eaux.

Ainsi, après une première intervention de fond par l'Eurométropole de Strasbourg en octobre 2018 et afin d'assurer l'entretien dans le temps, il est convenu que l'association foncière prenne le relais sur une période de 15 ans, à raison d'un passage tous les 3 ans soit 5 passages au total dans le cadre de ladite convention (5 passages pour le débroussaillage et 2 passages pour un entretien de curage plus en profondeur).

Le calcul de l'indemnité de capitalisation s'effectue sur la base du coût horaire issu du devis d'entreprise établi pour les premiers travaux d'entretien réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg.

Au Plan local d'Urbanisme, les terrains sont classés en zone A1.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 -OBJET

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage avec l'Association Foncière de Vendenheim qui l'accepte à entretenir suivant les modalités décrites plus après le fossé collecteur des eaux de pluies des noues à proximité tel qu'indiqué en rouge sur le plan en annexe.

Commune de Vendenheim (code 67-506)
parcelle section 55 n° 214/014 pour partie
n° 291/166 pour partie

ARTICLE 2 – DUREE DE L'OCCUPATION

La présente convention est accordée à titre précaire et révocable prenant effet à compter du **1^{er} janvier 2019 pour une durée de 15 ans soit jusqu'au 31 décembre 2034.**

ARTICLE 3 – REDEVANCE D'OCCUPATION ET CHARGES

Cette convention de capitalisation est consentie moyennant le versement par l'Eurométropole de Strasbourg à l'Association Foncière de Vendenheim d'une indemnité globale de capitalisation de **5 480 € HT** versée en une fois dès signature de la présente.

Le montant de cette capitalisation établi avec la chambre d'Agriculture se décompose comme suit :

1. Débroussaillage du fossé			
	Quantité	Prix unitaire	Total en € HT
Ouvrier spécialisé (main d'œuvre)	8 heures	24	192
Intervention engin pour fauchage	1 jour	400	400
TOTAL pour 1 passage			592
TOTAL pour 5 passages			2 960
2. Curage du fossé sur 20/30 cm			
Tracteur benne	10 heures	47	470
pelle	10 heures	55	550
Ouvrier spécialisé (main d'œuvre)	10 heures	24	240
TOTAL pour 1 curage			1 260
TOTAL pour 2 curages			2 520
TOTAL GLOBAL			5 480 € HT

ARTICLE 4 – ÉTAT DES LIEUX

Les contractants déclarent parfaitement connaître les terrains et renoncer de ce fait à l'établissement d'un état des lieux. Une première intervention de fond de l'Eurométropole a été effectuée en octobre 2018 en amont de la finalisation de la convention.

ARTICLE 5 – ACTIVITÉ AUTORISÉE

Le second contractant s'engage à entretenir le fossé par ses propres moyens techniques ou à mandater une entreprise pour le faire.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS

Le second contractant s'engage :

- à assurer l'entretien du fossé concerné sur une période de 15 ans à raison d'un passage tous les 3 ans soit 5 passages au total (5 passages pour le débroussaillage et 2 passages pour un curage plus en profondeur),
- à informer, par tout moyen que ce soit, le 1^{er} contractant de la réalisation des travaux prévus dans le cadre de cette convention. Des photos seront transmises afin d'attester de la réalisation de cet entretien.

ARTICLE 7 – AMÉLIORATIONS – TRAVAUX

Tous travaux ou améliorations, que le second contractant jugerait nécessaires à l'exécution de la présente convention sont à sa charge et ne pourront faire l'objet d'aucune indemnisation supplémentaire que celle prévue au contrat de la part du 1^{er} contractant.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ

Le second contractant est responsable de tout dommage qui pourrait survenir du fait de l'exécution de travaux et l'Eurométropole de Strasbourg ne saurait dans ce cadre être inquiétée ou avoir sa responsabilité engagée à quelque titre que ce soit.

Le second contractant devra s'assurer à cet effet.

En cas de non-exécution des travaux d'entretien par le 2^{ième} contractant, pour lesquels l'indemnité globale de capitalisation est versée, le 1^{er} contractant sera en droit de réclamer son remboursement intégral.

ARTICLE 11 – FIN D'OCCUPATION

La présente convention prend fin en 2034 après l'exécution des derniers travaux d'entretien effectué par le second contractant.

P. J. : 1 plan de situation

Fait en deux exemplaires
A Strasbourg, le

**Pour l'association foncière des
propriétaires de Vendenheim**

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

**Le Président
par délégation**

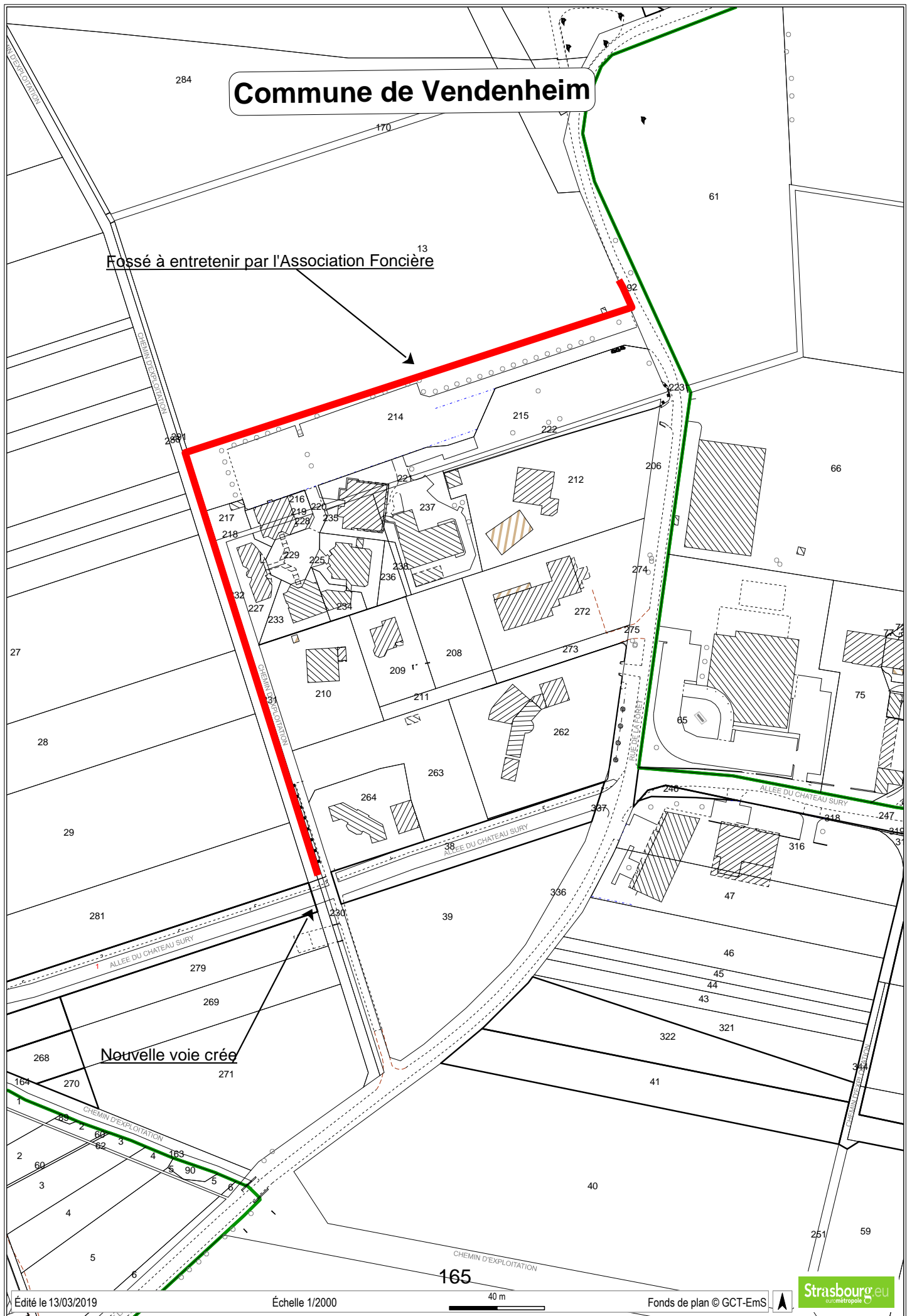
**Sébastien ZAEGEL
Vice-Président**

Commune de Vendenheim

Fossé à entretenir par l'Association Foncière

Nouvelle voie créée

165



Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Intégration des voies privées des opérations d'aménagement - Actualisation du cadre conventionnel proposé aux aménageurs et concessionnaires. Autorisation de signature.

Compte tenu de l'évolution des usages en terme d'aménagement, de la variété des projets urbains et aussi de la nécessité d'assurer, tant le respect de normes, des prescriptions techniques de l'Eurométropole de Strasbourg, que de garantir l'achèvement et la qualité des travaux réalisés sur les espaces destinés à incorporer à terme le domaine public, une réflexion visant à mettre en place une convention avec les aménageurs et constructeurs, en application des dispositions de l'article R. 442-8 du Code de l'urbanisme a été engagée par la collectivité.

Ces travaux ont conduit le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg, dans sa délibération du 21 février 2014, à approuver un cadre conventionnel visant à organiser les démarches de classement, et à l'actualiser le 30 septembre 2016 afin de prévoir le principe d'une contribution aux coûts des travaux mineurs de mise en conformité restant à effectuer, en lieu et place de leur réalisation matérielle par les aménageurs et le principe d'un classement systématique des gaines de communications électroniques au domaine public.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver une nouvelle modification de cette convention afin d'intégrer des précisions rédactionnelles (notion de tranche fonctionnelle), de prendre acte des modifications relatives aux compétences eau et assainissement, et de faciliter la transposition de la convention aux opérations en ZAC.

Ce cadre actualisé a été co-rédigé avec les services gestionnaires concernés de la collectivité. Il constituera la trame des engagements respectifs de la collectivité et des aménageurs, des constructeurs et, le cas échéant, des concessionnaires en ZAC, pour les espaces publics de voirie et leurs dépendances, y compris les réseaux, de compétence métropolitaine.

Le Conseil est ainsi invité à approuver l'actualisation du cadre conventionnel mis en place le 21 février 2014 et à autoriser le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions proposées selon ce cadre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu les délibérations du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg
en date du 21 février 2014
et du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 30 septembre 2016
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

- *l'actualisation de la convention cadre telle qu'approuvée les 21 février 2014 et 30 septembre 2016,*
- *les dispositions du cadre conventionnel actualisé tel que joint à la présente délibération ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions établies selon ce modèle en application des dispositions de la présente délibération.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CONVENTION

Conclue en application des articles

*R. 442-8 du Code de l'urbanisme pour les permis d'aménager
ou R. 431-24 pour les permis de construire valant division,
ou bénéficiant à un concessionnaire en ZAC*

Acte administratif minute

**Enregistré au registre des
conventions non soumises à
publicité foncière**

(DUT-MDP)

sous le numéro

DESIGNATION DES PARTIES

Entre les soussignés

1. L'EUROMETROPOLE de STRASBOURG

représentée par son Président ou son représentant, M.
agissant au nom de l'EUROMETROPOLE et en vertu d'une délibération du Conseil de
l'Eurométropole de Strasbourg du
complétée (si nécessaire, pour les représentants) par l'arrêté portant délégation partielle de
fonction du

Ci-après dénommée « l'EUROMETROPOLE »

2. La société (préciser la forme juridique) dénommée
dont le siège social est situé au
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
sous le n° SIRET
représentée par M.
ayant tous pouvoirs aux présentes en vertu du pouvoir qui lui a été donné
en date du par M.

ci-après dénommée « **L'AMENAGEUR** » ou le « **CONCESSIONNAIRE** »

PREAMBULE

ne opération de construction, d'aménagement ou de lotissement à usage de (*préciser industriel et commercial, mixte, artisanal, d'habitation....*) est projetée par « **L'AMENAGEUR** » ou le « **CONCESSIONNAIRE** ».

Cette opération prévoit l'aménagement du terrain cadastré ban communal de, en Section...n°, d'une superficie de

En vue de la réalisation de l'Opération, « **L'AMENAGEUR** » ou le « **CONCESSIONNAIRE** » a (*préciser au choix*)

1. déposé une demande de permis d'aménager (PA) le , numéro PA 67
2. déposé une demande de permis de construire (PC) le , numéro PC 67
3. conclu avec la collectivité, dans le cadre d'une procédure de ZAC, une (*préciser la nature de l'acte à viser, traité de concession, convention..... en date du*).

Le plan d'aménagement ainsi que la définition des travaux à réaliser dans le cadre de l'Opération sont détaillés dans le dossier de demande de permis d'aménager ou de permis de construire pour les titulaires de ces autorisations ou le cas échéant dans le dossier de réalisation de la ZAC.

Toute voirie, place, ou plus généralement tout espace ouvert à la circulation du public et tout équipement ou infrastructure qui en constitue un accessoire indispensable et dont la réalisation est projetée dans le cadre de l'Opération, contribue au fonctionnement du réseau viaire du quartier et a ainsi une vocation publique.

Dans la mesure où la voirie (incluant tout espace dédié à la circulation urbaine) est destinée à être ouverte à la circulation publique, que les réseaux sous voirie (assainissement, eau potable, électricité, communications électroniques, etc...), les ouvrages accessoires à la voirie (éclairage, signalisation, réseaux d'eaux pluviales, arbres d'alignement, etc...), ainsi que les poteaux ou puits d'incendie, ouvrages d'assainissement accessoires à la voirie, constituent des équipements à vocation publique, « **L'AMENAGEUR** » ou le « **CONCESSIONNAIRE** » a sollicité l'EUROMETROPOLE en vue d'organiser les modalités de leur incorporation au domaine public.

La voirie, les réseaux sous voirie, et les autres ouvrages constituant l'accessoire de la voirie à intégrer au domaine public de l'EUROMETROPOLE, seront ci-après désignés sous la mention « les Ouvrages ». Ces espaces sont identifiés au plan joint en annexe n° 4 à la présente convention.

Ceci étant précisé, il est convenu et arrêté ce qui suit,

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités du transfert, dans le domaine public de l'EUROMETROPOLE, de la voirie et des réseaux de l'Opération et de définir les conditions dans lesquelles ils seront réalisés et réceptionnés par les maîtres d'œuvre de « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE », puis classés ou remis à l'EUROMETROPOLE.

La présente convention est conclue en application des articles R. 431-24 et R. 442-8 du Code de l'urbanisme pour les opérations d'aménagement réalisées dans le cadre de permis de construire valant division ou de permis d'aménager.

A cet égard il est précisé que par permis de construire valant division, il convient d'entendre « division parcellaire », au sens de l'article R. 431-24 du code de l'urbanisme, à l'exclusion des démembrements sous forme de droits de superficie ou de mises en volumes, lesquelles ne seraient éligibles aux présentes qu'à titre exceptionnel après analyse détaillée des projets.

Article 2 - Ouvrages à intégrer au domaine public

Les Ouvrages destinés à être cédés à l'EUROMETROPOLE comprennent la voirie à vocation publique et les réseaux implantés dans leurs emprises ainsi que les équipements connexes qui en constituent l'accessoire, notamment les ouvrages d'assainissement, accessoires à la voirie, sous réserve des particularités ci-dessous :

2.1 Emprise à intégrer au domaine public

« L'AMENAGEUR » réalise son opération conformément à l'autorisation d'urbanisme susvisée sous préambule et plus spécifiquement conformément au plan d'aménagement joint au dossier de permis.

Le « CONCESSIONNAIRE » de ZAC réalise son opération conformément aux documents spécifiques aux dossiers de ZAC.

Un plan est joint en annexe n° 4 à la présente convention lequel identifie précisément les espaces devant intégrer le domaine public. Toute modification à cet égard donne lieu à avenant à la présente convention.

2.2 Réseaux concédés

Lorsque l'exploitation de certains réseaux a été concédée par une commune, membre de l'EUROMETROPOLE ou par l'EUROMETROPOLE elle-même, les concessionnaires doivent eux-mêmes s'occuper du transfert des ouvrages concernés à leur profit. Une fois transférés, ces réseaux s'analysent en biens de retour : ils reviennent en conséquence à la collectivité concédante, gratuitement, en fin de concession, sauf stipulation contractuelle contraire.

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » veille à soumettre les documents d'exécution des ouvrages concernés au concessionnaire, pour approbation préalable à tout début d'exécution des travaux.

2.3 Infrastructures de communications électroniques

Les infrastructures de gaines dédiées aux communications électroniques et les chambres de tirage ou de visites, ouvrages connexes qui y sont associées ou plus généralement tout ouvrage dédié à l'accueil de câbles de communications électroniques sont transférés à l'EUROMETROPOLE.

L'EUROMETROPOLE procède à l'intégration des infrastructures de communications électroniques réalisées par l'aménageur dans son domaine public.

A ce titre, l'EUROMETROPOLE, est, le cas échéant, destinataire d'une copie de toutes les autorisations d'occupation de gaines consenties aux opérateurs de communications électroniques en amont du classement des voies et de leurs accessoires dans le domaine public.

Si « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » met à disposition d'un ou plusieurs opérateur(s) une partie du réseau de gaines avant sa rétrocession à l'EUROMETROPOLE, « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » a l'obligation d'établir en annexe de chaque convention précaire formalisée avec le/les occupant(s) à ce titre, un document détaillant les cheminements, nombre de câbles, linéaires de gaines occupés et linéaires de câbles posés (linéaires développés) selon les modalités précisés en annexe aux présentes et permette à l'EUROMETROPOLE de liquider les redevances dès classement.

Les câbles optiques, câbles cuivre, boîtiers d'épissurage, prises destinés à la mise en place de services de communications électroniques seront posés aux frais des opérateurs de communications qui en formulent la demande dans le cadre de la mise en service de la desserte de la zone.

S'ils sont posés par « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » pour le compte et aux frais d'un opérateur de communications électroniques, l'opérateur doit être présent aux réunions de réception des ouvrages et les réceptionner sous sa responsabilité.

2.4 Parcelles de voirie

La propriété des terrains d'assiette des Ouvrages est transférée à l'EUROMETROPOLE, en même temps que celle des Ouvrages.

Il est rappelé que les emprises de la voie doivent être définies par des parcelles cadastrales distinctes du reste du foncier, non démembrées et dûment matérialisées sur le terrain par des bornes, boulons, ou clous, ou dûment identifiés sur les croquis d'arpentage en tant que « points non matérialisés » conformément au droit local.

Sauf exception dûment validée par elle et sous réserve des dispositions de l'article 4.2, ces parcelles seront transférées à l'EUROMETROPOLE, libres de toutes servitudes, charges et hypothèques.

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » veille à ce titre à ne consentir pour l'occupation éventuelle du domaine public projeté, par des totems, bornes, équipements de toute nature ou réseaux de gaines qui y sont déployées, que des conventions consenties à titre précaire et révocable

et à y préciser qu'à compter du classement des espaces dans le domaine public, l'occupant est soumis aux règles de gestion et de redevance spécifiques audit domaine conformément aux textes et arrêtés tarifaires en vigueur à la date du classement.

Pour délimiter le futur domaine public, « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » veille au respect, par le géomètre chargé des opérations de délimitation et d'arpentage, des dispositions détaillées en annexe aux présentes. Le projet de procès-verbal d'arpentage est soumis à l'EUROMETROPOLE (Mission Domanialité Publique) pour visa et validation préalable à son dépôt au service du cadastre territorialement compétent.

2.5 Réseaux humides

2.5.1 Réseau d'assainissement et gestion des eaux pluviales

Les Ouvrages à intégrer au domaine public comprennent les réseaux d'assainissement et leurs accessoires (conduites, regards de visite, branchements, ...) et les équipements électromécaniques qui y sont associés en cas de création de station de pompage, ainsi que les ouvrages destinés à la gestion des eaux pluviales (puisards de rue, noues, fossés, bassins à ciel ouvert, ...). La propriété des équipements électromécaniques des ouvrages d'assainissement qui le nécessitent est transférée à l'EUROMETROPOLE, une fois mis en service, avec le raccordement aux réseaux téléphonique et électrique opérationnel. Au préalable, « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » doit fixer une date de basculement de la maintenance et du suivi des ouvrages avec l'EUROMETROPOLE (département Exploitation du Réseau d'Assainissement du service de l'Eau et de l'Assainissement).

2.5.2 Réseau d'eau potable et points d'eau incendie

Les Ouvrages à intégrer au domaine public comprennent les réseaux d'eau potable et leurs accessoires (conduites, vannes, ventouses, vidanges...), notamment les branchements qui y sont associés, ainsi que les points d'eau incendies publics (PI, puits, réserves...) destinés à la défense extérieure contre l'incendie.

Dans tous les cas, une demande de raccordement est à instruire auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement de l'EUROMETROPOLE pour l'alimentation générale de l'ensemble de l'opération par l'intermédiaire d'un compteur général.

Cette demande doit être effectuée par l'aménageur du lotissement et un contrat d'abonnement est ouvert à son nom tant que l'ensemble du réseau d'eau potable n'est pas rétrocedé.

La propriété des ouvrages ne peut être transférée à l'EUROMETROPOLE qu'une fois réalisée la dépose du compteur général.

« *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » est garant durant toute la durée de la construction et jusqu'au transfert de propriété total de la qualité de l'eau distribuée à l'intérieur de l'opération après le compteur général et des moyens de lutte contre l'incendie à mettre à disposition du SDIS.

2.6 Réseau d'éclairage public

L'éclairage public constitue une compétence communale sur l'ensemble du territoire de l'EUROMETROPOLE. En conséquence, les réseaux d'éclairage public ne font pas partie des Ouvrages concernés par la présente convention. Leur propriété peut en revanche être transférée directement aux communes, sur la base d'un accord négocié entre « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » et la commune concernée. Si la commune le souhaite, elle peut être invitée

par « *L'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » aux réunions de chantier et de réception des travaux, préalablement au transfert des ouvrages à leur profit.

2.7 Espaces verts

Seuls les arbres d'alignement implantés sur les trottoirs ou le long des voies sont considérés comme un équipement accessoire faisant partie intégrante de la voirie et donc des Ouvrages.

Les espaces verts, les équipements du type square, aires de jeu, haies et ilots plantés qui ne peuvent être qualifiés de voirie, ne seront pas transférés à l'EUROMETROPOLE.

« *L'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » pourra, s'il le souhaite, prendre l'attache de la commune afin d'en assurer la reprise.

« *L'AMENAGEUR* », pourra, s'il le souhaite en confier la propriété à une association syndicale libre.

Article 3 - Qualité et réception des Ouvrages

3.1 Disposition générales

« *L'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » est seul maître d'ouvrage des travaux à réaliser. Ce faisant, la direction et la réception des travaux relève de sa responsabilité.

Le contrôle éventuellement exercé par l'EUROMETROPOLE, tel que décrit par la présente convention et en particulier au présent article, est ainsi réalisé en sa seule qualité de futur propriétaire des Ouvrages. L'EUROMETROPOLE ne se substitue ainsi ni à la fonction de maître d'ouvrage, ni à celle de maître d'œuvre, ni à celle d'aucun autre intervenant à l'acte de construire, lesquels restent en tout état de cause seuls maîtres et responsables des décisions finalement prises jusqu'au transfert effectif de la propriété des Ouvrages.

« *L'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » ne peut en conséquence se prévaloir d'aucune carence ou défaillance de l'EUROMETROPOLE dans l'exercice de son droit de contrôle, lequel (si l'EUROMETROPOLE choisit de l'exercer) n'est destiné qu'à préparer et faciliter le transfert des Ouvrages dans son patrimoine.

3.2 Conformité des ouvrages

Les Ouvrages doivent se conformer à la réglementation nationale et locale (POS / PLU, règlement de voirie, règlement d'assainissement, règlement de collecte des déchets ménagers, etc.), aux normes en vigueur et aux règles de l'art.

En cas de réalisation de l'opération par tranches successives, « *L'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » peut solliciter auprès de l'EUROMETROPOLE la communication des prescriptions techniques actualisées afin de pouvoir intégrer toute évolution des normes ou des usages en matière de suivi de travaux dans les travaux à engager sur les nouvelles tranches.

D'une façon générale, les ouvrages doivent être dimensionnés pour répondre aux fonctionnalités arrêtées dans le permis de construire ou le permis d'aménager, ou dans les dossiers de réalisation de la ZAC.

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » s'engage à communiquer à L'EUROMETROPOLE les avant-projets (AVP) et les projets ou dossiers de consultation des entreprises (DCE) en amont de la commande passée par l'aménageur auprès de ces derniers. L'Eurométropole peut solliciter tout autre document utile selon prescriptions techniques ci-annexées. « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » s'engage à donner suite à toute demande qui lui est proposée en ce sens par écrit, dans un délai de cinq jours calendaires.

L'EUROMETROPOLE peut, dans un délai de quinze jours ouvrables après communication desdits documents, formuler toute observation qu'elle jugera utile à faciliter le classement projeté des espaces dans le domaine public.

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » désigne au sein de sa maîtrise d'œuvre, un référent, contact privilégié de L'EUROMETROPOLE, chargé de centraliser et de communiquer à L'EUROMETROPOLE, toute pièce et document utile à la mise en œuvre des dispositions de la présente convention.

Ce référent est chargé de la transmission des AVP, des projets, des DCE, et des DOE en fin de travaux tels que listé en annexe n° 6.

Il veille à constituer les dossiers utiles à la formalisation de la demande de classement tout au long des opérations et travaux d'aménagement afin de garantir son issue.

3.3 Exécution et suivi des travaux

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » assure la direction, le contrôle et la réception des travaux. Il veille à procéder aux tests et contrôles sollicités par les services techniques de L'EUROMETROPOLE, tels que détaillés en annexe et transmet les résultats des tests et contrôles effectués à son référent en vue d'assurer le contrôle, la consignation et la transmission desdits résultats.

Les services de L'EUROMETROPOLE peuvent participer aux réunions de chantier et de réception de travaux, s'ils le jugent utile.

A cet égard, « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » s'engage à informer L'EUROMETROPOLE de la progression du chantier. Elle doit, notamment, être conviée à toutes les réunions de chantier organisées avec les différentes parties concernées, et peut ainsi, si elle le juge utile, participer aux réceptions de chaque phase de travaux. Un procès-verbal est établi contradictoirement à l'issue de chaque réunion de chantier. « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » s'engage à transmettre l'ensemble de ces procès-verbaux à L'EUROMETROPOLE après chaque réunion.

3.4 Réception des travaux

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » procède à la réception des travaux conformément aux usages professionnels. Il invitera L'EUROMETROPOLE à y assister.

Les travaux de mise en conformité à réaliser sont signalés par les services gestionnaires lors des opérations préalables à la réception.

Pour les permis, si à l'issue d'une réunion de réception, des travaux de reprise mineurs à engager restent relevés, et que leur valeur cumulée n'excède pas 20 000 € H.T, L'EUROMETROPOLE en dresse

la liste et invite l'aménageur à les financer. Les sommes ainsi liquidées seront majorées d'un forfait de 20 %, au titre du transfert de la maîtrise d'œuvre et du suivi des travaux de reprise, ce suivi étant transféré à l'EUROMETROPOLE.

Afin d'accélérer les démarches de classement, « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » accepte le principe de cette contribution aux coûts des travaux de reprise des travaux qu'il a réalisés et la mise en œuvre des travaux par les services de l'EUROMETROPOLE.

Cette contribution est formalisée dans la délibération et dans l'acte comportant transfert de la propriété des parcelles de voirie à la collectivité.

Si des travaux d'un montant supérieur à 20 000 euros H.T sont relevés, les parties se rencontrent afin d'opter, entre une réalisation des travaux par l'aménageur dans des délais compatibles avec l'intérêt général ou leur mise en œuvre par la collectivité sous réserve d'une contribution à leur coût par l'aménageur.

Pour les travaux de remises des ouvrages réalisés en ZAC, il convient de se référer aux dispositions spécifiques des conventions conclues avec le concessionnaire.

Article 4 - Modalités de transfert de la propriété des Ouvrages

4.1 Conditions préalables au transfert de propriété des Ouvrages

Le transfert de propriété des Ouvrages ne peut intervenir avant que les trois-quarts des lots ne soient bâtis, pour éviter la détérioration des voies et réseaux.

Si certains lots inclus dans le quart des lots restant à construire sont destinés recevoir des immeubles collectifs, L'EUROMETROPOLE peut inviter « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » à étudier un accès aux terrains à construire préservant la voirie et les réseaux de tout risque de détérioration.

Le transfert de propriété des Ouvrages ne peut en outre et en tout état de cause intervenir que lorsque les conditions suivantes sont toutes remplies :

- « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » a procédé à la réception des travaux, en ayant préalablement invité l'EUROMETROPOLE à y assister ;
- « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » a reçu l'accord des services concessionnaires mentionnés à l'article 2.2 pour la prise en charge de l'ensemble des réseaux ;
- « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » a déposé une déclaration attestant l'achèvement des travaux ;
- « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » a obtenu l'attestation prévue à l'article R. 462-10 du code de l'urbanisme, attestant de la conformité des travaux avec le permis ; à titre exceptionnel il peut être dérogé à cette exigence lorsque la non délivrance de ladite attestation ne concerne pas la voirie et les réseaux à classer et est dès lors sans effet sur les dispositions de la présente ;

- L'EUROMETROPOLE a reçu de « *l'AMENAGEUR* » ou du « *CONCESSIONNAIRE* » l'ensemble des documents techniques nécessaires à la définition et à l'exploitation des ouvrages, notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés ;
- L'EUROMETROPOLE a reçu de « *l'AMENAGEUR* » ou du « *CONCESSIONNAIRE* » l'ensemble des pièces juridiques nécessaires à la présentation du classement et transfert de propriété en Commission Permanente (Bureau) de l'EUROMETROPOLE ;
- L'EUROMETROPOLE a pris une décision explicite d'acceptation du transfert des Ouvrages, laquelle est formalisée dans un « PV d'acceptation des Ouvrages en vue de leur intégration au domaine public routier ». Ce Procès-verbal détaille les travaux dont la mise en œuvre est le cas échéant transférée à l'EUROMETROPOLE et dont la prise en charge financière est supportée par « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* ».

Les dispositions relatives à la mise en œuvre de cette clause, et notamment la composition des dossiers techniques et juridiques à communiquer à l'EUROMETROPOLE, sont plus amplement détaillées en annexes des présentes.

Dans le cas d'une opération par tranches de viabilisation, le transfert de propriété peut se faire par tranche.

Au cas d'espèce une tranche de viabilisation s'entend de l'achèvement d'un tronçon de voirie s'inscrivant en cohérence avec le réseau viaire public existant, et avec lequel il constitue une unité fonctionnelle cohérente.

4.2 Transfert de propriété

Le transfert de propriété des Ouvrages sera formalisé dans un acte de vente des Ouvrages au prix de l'euro symbolique, après approbation de l'acquisition et du classement dans le domaine public par la Commission Permanente (Bureau) de l'EUROMETROPOLE.

Si les parcelles destinées à intégrer le domaine public ne sont pas libres de toutes charges, servitudes ou hypothèques, « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* », s'engage à prendre en charge les frais d'acte notarié nécessaires à la régularisation de ces transferts de propriété ainsi que l'intégralité des frais liés au dit transfert et à faire communiquer un projet d'acte de vente à l'EUROMETROPOLE.

Si des travaux de reprise mineurs n'ont pas été réalisés par « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* », les sommes correspondant au transfert à la collectivité de ces travaux à réaliser sont détaillées dans les actes de transfert de propriété.

Les garanties sur les ouvrages rétrocédés et les documents relatifs à ces garanties sont transférées à l'EUROMETROPOLE avec le transfert de propriété.

Après transfert de propriété, « *l'AMENAGEUR* » ou le « *CONCESSIONNAIRE* » reste responsable de la levée des réserves et de la gestion des interventions effectuées en appel de garantie.

Article 5 (article spécifique au Permis d'aménager) - Création d'une association syndicale

« L'AMENAGEUR » s'engage à créer une association syndicale dans toutes les hypothèses où, au moment de la signature de la convention, certains espaces communs ne sont pas destinés à être intégrés dans le domaine public en application de la présente convention ou en application d'accords négociés avec les communes concernées.

Article 6 - Dispositions transitoires

Dans l'attente de l'intégration des ouvrages au domaine public métropolitain, « l'AMENAGEUR », ou le « CONCESSIONNAIRE » s'il est constructeur, s'oblige :

- à formuler une demande auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement en amont de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement ;
- à ne réaliser les travaux de raccordement qu'après autorisation du service de l'Eau et de l'Assainissement ;
- à ce qu'un contrat d'abonnement soit établi au nom de « l'AMENAGEUR » ou du « CONCESSIONNAIRE » et qu'un poste de comptage soit installé et maintenu jusqu'à rétrocession complète des voiries et ouvrages. Le raccordement au réseau d'Eau est effectué par le service de l'Eau et de l'Assainissement aux frais de « l'AMENAGEUR » ou du « CONCESSIONNAIRE ».

Dans les autres cas, « l'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » veille (clause à intégrer dans les actes de vente des terrains), à ce que les cessionnaires des terrains à bâtir :

- forment une demande auprès du service de l'Eau et de l'Assainissement en amont de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement ;
- ne réalisent les travaux de raccordement qu'après autorisation du service de l'Eau et de l'Assainissement.

Article 7 - Garanties

« L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » déclare s'engager à prendre toutes dispositions utiles pour garantir à l'EUROMETROPOLE la réalisation des travaux conformément aux dispositions des annexes aux présentes.

En outre, il s'engage à fournir à l'EUROMETROPOLE, au plus tard dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur des présentes :

- une attestation d'assurance couvrant ses risques professionnels et en particulier sa qualité de constructeur non réalisateur ;
- les attestations d'assurance de tous les intervenants à l'acte de construire ;
- la justification de la garantie financière d'achèvement des travaux.

Article 8 – Validité

8.1 Condition suspensive ou entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à l'approbation du permis de construire ou du permis d'aménager ou à la date de signature de la présente si cette date est postérieure à celle de l'autorisation de construire ou d'aménager ou de la convention d'aménagement.

Pour le concessionnaire de ZAC, la présente convention et ses prescriptions techniques entrent en vigueur à compter (date à convenir avec le concessionnaire : par exemple : à la signature de la concession ou à compter du caractère exécutoire du traité ou à compter de la signature de l'avenant....).

8.2 Durée de validité

La présente convention prend fin au jour du transfert de propriété dans le patrimoine de l'EUROMETROPOLE de la totalité des Ouvrages identifiés à l'annexe n° 4 comme destinés intégrer le domaine public.

8.3 Clause résolutoire

La présente convention est résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- annulation définitive ou retrait du permis de construire ou d'aménager ;
- renonciation expresse du « CONCESSIONNAIRE » ou de « L'AMENAGEUR » au projet ;
- caducité du permis ;
- caducité de la procédure de ZAC.

L'EUROMETROPOLE peut de même prononcer la résiliation de la présente convention en cas de non-respect, par « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE », de l'un des engagements contractuels souscrit au titre de la présente convention. Cette sanction ne peut toutefois être appliquée qu'après mise en demeure, adressée à « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE », d'avoir à satisfaire à ses obligations contractuelles dans un délai raisonnable compte tenu de la nature du manquement, délai qui ne saurait en tout état de cause être inférieur à quinze jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention, « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » doit : soit constituer une association syndicale formée des acquéreurs de lots, à laquelle seront dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des espaces et équipements commun (en application de l'article R. 442-7 du code de l'urbanisme) soit attribuer les espaces et équipements commun en propriété aux acquéreurs des lots (en application de l'article R. 442-8 du code de l'urbanisme).

Quelle que soit l'hypothèse ayant conduit à la résiliation de la présente convention, « L'AMENAGEUR » ou le « CONCESSIONNAIRE » ne peut exiger de l'EUROMETROPOLE le remboursement des frais qu'il aura engagés dans l'opération (tant pour la procédure administrative

que pour la réalisation des travaux) ni de façon générale, le paiement d'une quelconque indemnité, quelle qu'en soit la nature.

Article 9 - Transfert du permis

Dans le cas d'un transfert, à un tiers, du permis délivré à l'appui des présentes, « *l'AMENAGEUR* » invite le futur bénéficiaire du permis à solliciter un avenant à la présente convention et à en respecter les principes.

Article 10 - Documents contractuels

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux. Elle se compose du corps des présentes et des modalités pratiques d'application tels que détaillées dans ses annexes, à savoir :

- annexe n° 1 : Schématique procédurale;
- annexe n° 2 : Référentiel qualité (prescriptions techniques en vue de la réalisation des Ouvrages) ;
- annexe n° 3 : Prescriptions foncières ;
- annexe n° 4 : Plan détaillant les ouvrages destinés à intégrer le domaine public ;
- annexe n° 5 : « Programme des travaux – annexe 5 » de la convention VRD ;
- annexe n° 6 : Listes des pièces à remettre en fin de travaux ;
- annexe n° 7 : Liste des services référents et contacts utiles.

Acte établi à Strasbourg,

Le

Pour « <i>l'AMENAGEUR</i> » ou le « <i>CONCESSIONNAIRE</i> »,	Pour l'EUROMETROPOLE,
------------------------------------------------------------------	-----------------------

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Représentation de l'Eurométropole de Strasbourg aux instances de l'Etablissement Public Foncier Local d'Alsace.

Par délibération, en date du 28 septembre 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a acté sa demande d'adhésion à l'Etablissement Public Foncier Local d'Alsace (EPFL).

Par arrêté préfectoral du 27 décembre 2018, la Préfecture de la Région Grand Est a étendu le périmètre de l'EPFL, notamment, à l'Eurométropole de Strasbourg.

Dès lors, le Conseil est appelé à désigner 4 délégués et 4 suppléants aux fonctions de représentant de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale de l'EPFL.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

- *la désignation de Mme Catherine TRAUTMANN en tant que représentante déléguée de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentante Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;*
- *la désignation de M. Syamak AGHA BABAEI en tant que représentant délégué de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;*
- *la désignation de M. Sébastien ZAEGEL en tant que représentant délégué de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;*

- la désignation de M. Jean Luc HERZOG en tant que représentant délégué de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;
- la désignation de M. Alain JUND en tant que représentant suppléant de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;
- la désignation de M. Patrick DEPYL en tant que représentant suppléant de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;
- la désignation de Mme Christel KOHLER en tant que représentante suppléante de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentante Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL ;
- la désignation de M. Pierre PERRIN en tant que représentant suppléant de l'Eurométropole de Strasbourg aux fonctions de représentant Eurométropole de Strasbourg au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de l'EPFL.

Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GRAND EST

CS

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 2018/ 771

Portant extension du périmètre de l'Établissement Public Foncier d'Alsace

et modifiant l'arrêté du 28 décembre 2017

portant extension du périmètre de l'Établissement Public Foncier d'Alsace

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 221-1, L 221-2, L 300-1 et L 324-1 et suivants ;
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1617-4 ;
- VU le code général des impôts, notamment l'article 1607-bis ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L 302-7 ;
- VU la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, notamment son article 55 modifiant les articles L 324-2 et L 324-2-1 A du code de l'urbanisme ;
- VU le décret 2018-142 du 27 février 2018 portant diverses dispositions relatives aux volets fonciers des programmes locaux de l'habitat et aux comités régionaux et conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 portant création de l'Etablissement Public Foncier Local du Bas-Rhin ;
- VU les arrêtés des 26 août 2008, 12 mars 2010, 28 décembre 2010, 28 décembre 2012, 23 décembre 2013, 29 juillet 2014 (transformant l'Etablissement Public Foncier du Bas-Rhin en Etablissement Public Foncier d'Alsace), du 31 décembre 2014, du 27 janvier 2015 et du 30 décembre 2016 portant modification des statuts et liste des membres de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2017 portant extension de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU la délibération du 16 avril 2018 du conseil communautaire de la communauté de communes Pays Rhin-Brisach (68) demandant son adhésion à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;

- VU la délibération du 13 juin 2018 du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ratifiant la demande d'adhésion de la communauté de communes Pays Rhin-Brisach à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU la délibération du 28 septembre 2018 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuvant la demande d'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg (67) à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU la transmission du 3 décembre 2018 de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace au Préfet de Région des délibérations relatives à l'extension du périmètre l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU la délibération du 12 décembre 2018 du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ratifiant la demande d'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;
- VU l'avis favorable du 14 décembre 2018 du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) concernant les adhésions de la communauté de communes Pays Rhin-Brisach et de l'Eurométropole de Strasbourg à l'Etablissement Public Foncier d'Alsace ;

CONSIDERANT la présence d'une erreur matérielle dans la rédaction de l'arrêté du 28 décembre 2017, en ce qu'il mentionne, dans les visas et à l'article 1, la commune de « *Scharrachbergheim-Irsmett* » au lieu et place de la commune de « *Scharrachbergheim-Irmstett* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes ;

ARRETE

Article 1

Dans le huitième visa de l'arrêté du 28 décembre 2017, mentionné ci-dessus, la mention « *Scharrachbergheim-Irsmett* » est remplacée par « *Scharrachbergheim-Irmstett* ».

L'article 1 de l'arrêté du 28 décembre 2017, mentionné ci-dessus, est modifié comme suit :

« Article 1

Le périmètre de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace est étendu par :

- l'adhésion des communes de Balbronn, Bergbieten, Dangolsheim, Eichhoffen, Flexbourg, Scharrachbergheim-Irmstett, Westhoffen, Wangenbourg Engenthal, Wittersdorf et Wuenheim.

- l'adhésion de la communauté de communes de Saverne-Marmoutier-Sommerau, de la communauté de communes du canton d'Erstein, de la communauté de communes Alsace Bossue, de la communauté de communes Sud Alsace-Largue, de la communauté de communes du Pays de Niederbronn les Bains, de la communauté de communes du Ried de Marckolsheim.

- l'adhésion du conseil départemental du Haut-Rhin ».

Article 2

Le périmètre de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace est étendu par :

- l'adhésion de la communauté de communes Pays Rhin-Brisach

- l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3

La liste actualisée des membres, ainsi que la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,
Le Président de l'Établissement Public Foncier d'Alsace,
Le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,
Le Président du Conseil Départemental du Haut-Rhin,
Le Président de la Région Grand Est,
Les Présidents des communautés de communes concernées,
Les Maires des communes concernées,
La Directrice régionale des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques du département du Haut-Rhin,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Grand Est.

Strasbourg, le **27 DEC. 2018**

Le Préfet,



Jean-Luc MARX

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg. Ce recours peut être déposé **sur le site www.telerecours.fr**.

Liste des membres de l'EPF d'Alsace

593 communes couvertes

au 1er janvier 2019

► Région Grand Est

► Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin

► EPCI (22)

Communauté de communes d'ALSACE BOSSUE (67)
Communauté de communes du CANTON D'ERSTEIN (67)
Communauté de communes de l'OUTRE FORET (67)
Communauté de communes du PAYS DE HANAU - LA PETITE PIERRE (67)
Communauté de communes du PAYS DE NIEDERBRONN-LES-BAINS (67)
Communauté de communes du PAYS RHÉNAN (67)
Communauté de communes du PAYS RHIN - BRISACH (68)
Communauté de communes du PAYS DE ROUFFACH, VIGNOBLES ET CHÂTEAUX (68)
Communauté de communes du PAYS DE SAINTE ODILE (67)
Communauté de communes du PAYS DE SAVERNE (67)
Communauté de communes du PAYS DE WISSEMBOURG (67)
Communauté de communes du PAYS DE LA ZORN (67)
Communauté de communes du RIED DE MARCKOLSHEIM (67)
Communauté de communes de SAUER-PECHELBRONN (67)
Communauté de communes de SÉLESTAT (67)
Communauté de communes SUD ALSACE LARGUE (68)
Communauté de communes de la VALLÉE DE LA BRUCHE (67)
Communauté de communes de la VALLÉE DE LA DOLLER ET DU SOULTZBACH (68)
Communauté de communes de la VALLÉE DE KAYSERSBERG (68)
Communauté de communes de la VALLÉE DE MUNSTER (68)
Communauté de communes de la VALLÉE DE VILLÉ (67)
Eurométropole de STRASBOURG (67)

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le 27 DEC. 2018

LE PREFET



Jean-Luc MARX

► Communes (110)

ALTORF	GRIESHEIM-PRES-MOLSHEIM	ROMANSWILLER
ANDLAU	GRIESHEIM-SUR-SOUFFEL	ROSENWILLER
BALBRONN	GUEBWILLER (68)	ROSHEIM
BARR	HANDSCHUHEIM	ROTTELSHEIM
BATZENDORF	HOHENGOEFT	SAINT-NABOR
BEINHEIM	HURTIGHEIM	SAINT-PIERRE
BERGBIETEN	HUTTENDORF	SCHAFFHOUSE-PRES-SELTZ
BERNARDVILLE	ITTENHEIM	SCHARRACHBERGHEIM-IRMSTETT
BERNOLSHEIM	ITTERSWILLER	SCHEIBENHARD
BISCHOFFSHEIM	JETTERSWILLER	SCHIRRHOFEN
BISCHWILLER	KINDWILLER	SCHNERSHEIM
BITSCHHOFFEN	KIRCHHEIM	SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER
BOERSCH	KNOERSHEIM	SELTZ
BOURGHEIM	KRIEGSHEIM	SIEGEN
COSSWILLER	KUTTOLSHEIM	SOULTZ-HAUT-RHIN (68)
CRATATT	LAUTERBOURG	SOULTZ-LES-BAINS
CROETTWILLER	LINSdorf (68)	STOTZHEIM
DAHLENHEIM	MITTELBERGHEIM	STUTZHEIM-OFFENHEIM
DAMBACH-LA-VILLE	MOLLKIRCH	TRAENHEIM
DANGOLSHEIM	MOLSHEIM	TRIMBACH
DAUENDORF	MORSCHWILLER	UHLWILLER
DINSHEIM-SUR-BRUCHE	MOTHERN	UHRWILLER
DONNENHEIM	MUNCHHAUSEN	VAL DE MODER
DORLISHEIM		VALFF
DUPPIGHEIM		WAHLBACH (68)
	MUTZIG	WANGEN
DUTTLENHEIM	NIEDERLAUTERBACH	WANGENBOURG-ENGENTHAL
EBERBACH-SELTZ	NIEDERMODERN	WASSELONNE
EICHHOFFEN	NIEDERROEDERN	WEITBRUCH
ENGWILLER	NIEDERSCHAEFFOLSHEIM	WESTHOFFEN
EPFIG		WINTERSHOUSE
ERGERSHEIM	OBERHASLACH	WINTZENBACH
FERRETTE (68)	OBERHOFFEN-SUR-MODER	WINTZENHEIM-KOCHERSBERG
FLEXBOURG	OBERLAUTERBACH	WITTERSDORF (68)
GERTWILLER	ODRATZHEIM	WUENHEIM (68)
GEUDERTHEIM	OTTROTT	ZEHNACKER
GOXWILLER	QUATZENHEIM	ZEINHEIM
GRENDDELBRUCH	RANGEN	
	ROHRWILLER	

Liste des délégués de l'EPF d'Alsace au 1er décembre 2018

Membres de l'EPF		ASSEMBLEE GENERALE			
563 communes		67 délégués titulaires		59 délégués suppléants	
		Nom / Prénom		Nom / Prénom	
		Représentant collectivité / EPCI		Représentant collectivité / EPCI	
Communes	9 délégués	BECKER Gérard	BISCHWILLER	CORNEC Jacques	BOURGHEIM
		BURG André	KRIEGSHEIM	HAEGEL Marcel	COSSWILLER
		DIETRICH Anne	STOTZHEIM	LEMMEL-FIEDERER Marie-Claude	STUTZHEIM-OFFENHEIM
		FISCHER Marie-Reine	DINSHEIM-SUR-BRUCHE	MULLER Régis	SAINT-NABOR
		JEHL François	ODRATZHEIM	WINKEL Pierrot	HUTTENDORF
		LOTZ Suzanne	GOXWILLER		
		SUTTER Laurent	ROHRWILLER		
		VOLTZ Michèle	ROTTLSHEIM		
EPCI	46 délégués	SCHEUER Jean-Louis	CDC d'Alsace Bossue (26.129 hab)	WURSTEISEN Jean-Jacques	CDC d'Alsace Bossue
		STUTZMANN Gérard		MORITZ Armand	
		ADAM CHRISTIAN	CDC du Canton d'Erstein (48.275 hab)	HUCK CHRISTIAN	CDC du Canton d'Erstein
		ALIZON Colette		RUDLOFF Antoine	
		KOCHER Michel		SCHNEIDERLIN Bernard	
		ROHMER Jean-Claude		WISSENMEYER Claude	
		SCHALLER Marie-Josée	CDC de l'Outre Forêt (16.254 hab)	MUCKENSTURM Christiane	CDC de l'Outre Forêt
		SCHARRENBURGER Christophe		WURSTER Alain	
		ADAM Jean	CDC Pays de Hanau La Petite Pierre (27.619 hab)	JOST-LIENHARD Laurence	CDC Pays de Hanau La Petite Pierre (27.619 hab)
		BASTIAN Daniel		BERRON Jean-Claude	CDC Pays de Niederbronn-les-Bains
		OTT Jean-Marie	CDC Pays de Niederbronn-les-Bains (23.656 hab)	GUILLIER Anne	
		WALTER Hubert		HILT Patrice	
		HOMMEL Denis	CDC Pays Rhénan (36.556 hab)	Elisabeth RIEGER	CDC Pays Rhénan
		KELLER Jacky		LAAS Francis	
		METZ Robert		SCHEYDECKER Camille	
		ALVAREZ Richard	CDC Pays Rhin-Brisach (33.254 hab)	DURR Roland	CDC Pays Rhin-Brisach (33.254 hab)
		BERNARD Claude		HUG Gérard	
		GEHARD Claude		SAUTIVET Thierry	
		TOUCAS Jean-Pierre	CDC Pays de Rouffach (13.786 hab)	DI STEPHANO Pascal	CDC Pays de Rouffach
		KLEIN Raymond	CDC Pays de Ste Odile (18.452 hab)	HOELT René	CDC Pays de Ste Odile
		WEBER André		KOENIG Alphonse	
		LOM Michel	CDC Pays de Wissembourg (16.888 hab)	RICHERT René	CDC Pays de Wissembourg
		WAHL Bertrand		TETE Catherine	
		GOEHRY Mireille	CDC Pays de la Zorn (16.086 hab)	BECK Georges	CDC Pays de la Zorn
		LITT Claude		SCHAEFFER Eric	
		LOOS Jean-Blaise	CDC Ried de Marckolsheim (20.234 hab)	GREIGERT Catherine	CDC Ried de Marckolsheim
		SPIELMANN Jean-Claude		KUPFEL Martin	
		HAAS Jean-Marie	CDC Sauer-Pechelbronn (18.051 hab)	FUCHS Alain	CDC Sauer-Pechelbronn
		ISEL Roger		NICASTRO Gérard	
		CREMMEL Joseph	CDC Saverne Marmoutier Sommerau (37.241 hab)	HAETTEL Jean-Claude	CDC Saverne Marmoutier Sommerau
		JUNDT Jean-Jacques		KREMER Eliane	
		MULLER Dominique		GERARD Daniel	
		ADONETH Luc	CDC de Sélestat (37.452 hab)	DIGEL Denis	CDC de Sélestat (38.419 hab)
		MEYER Jacques		HILBERT Jean-Claude	
		SCHWANDER Willy		RISCH Claude	
		MUMBACH Paul	CDC Sud Alsace Largue (20.191 hab)	BOLORONUS Bernard	CDC Sud Alsace Largue
		NASS Denis		SCHNOEBEL Jean-Marie	
		DOUVIER Gérard	CDC Vallée de la Bruche (21.933 hab)	GRANDADAM Pierre	CDC Vallée de la Bruche
		PANNEKOECKE Jean-Bernard		SCHEER Marc	
		BELTZUNG Christophe	CDC Vallée de la Doller et du Soultzbach (16.704 hab)	BARBERON Jean-Luc	CDC Vallée de la Doller et du Soultzbach
		LERCH Laurent		SENGLER Véronique	
		MULLER Jean-Marie	CDC Vallée de Kaysersberg (17.309 hab)	BLANCK Michel	CDC Vallée de Kaysersberg
		RUFFIO Bernard		REINSTEITEL Patrick	
		DISCHINGER Pierre	CDC Vallée de Munster (16.772 hab)	BURGARD Gabriel	CDC Vallée de Munster
		GSELL Pierre		CIOFI Christian	
		FRANTZ André	CDC Vallée de Villé (11.194 hab)	ESCHRICH Emmanuel	CDC Vallée de Villé
Conseil Départemental du Bas-Rhin	4 délégués	BERTRAND Rémi	CD du Bas-Rhin	BAUER Marcel	CD du Bas-Rhin
		LEHMANN Marie-Paule		CARBIENNER Thierry	
		SENE Marc		WOLFHUGEL Christiane	
		WOLF Etienne			
Conseil Départemental du Haut-Rhin	4 délégués	HABIG Michel	CD du Haut-Rhin	DELMOND Max	CD du Haut-Rhin
		JANDER Nicolas		MULLER Lucien	
		KLINKERT Brigitte		PAGUARULO Karine	
		WITH Rémy		RAPP Catherine	
Conseil Régional du Grand Est	4 délégués	HOME Antoine	CR Grand Est	DEBEVE Christian	CR Grand Est
		OMEYER Jean-Paul		KLEITZ Francis	
		SPECHT Philippe		WENDLINGER Laurent	
		STICH Grégory		ZIMMERMANN Christian	

CONSEIL D'ADMINISTRATION					
39 délégués titulaires			33 délégués suppléants		
		Nom / Prénom		Représentant collectivité / EPCI	
		Représentant collectivité / EPCI		Nom / Prénom	
		Représentant collectivité / EPCI		Représentant collectivité / EPCI	
Communes	6 délégués	BECKER Gérard	BISCHWILLER	LEMMEL-FIEDERER Marie-Claude	STUTZHEIM-OFFENHEIM
		FISCHER Marie-Reine	DINSHEIM-SUR-BRUCHE	SUTTER Laurent	ROHRWILLER
		JEHL François	ODRATZHEIM		
		LOTZ Suzanne	GOXWILLER		
		CORNEC Jacques	BOURGHEIM		
EPCI	24 délégués	STUTZMANN Gérard	CDC d'Alsace Bossue	SCHEUER Jean-Louis	CDC d'Alsace Bossue
		KOCHER Michel	CDC du Canton d'Erstein	ADAM Christian	CDC du Canton d'Erstein
		SCHARRENBURGER Christophe	CDC de l'Outre Forêt	SCHALLER Marie-Josée	CDC de l'Outre Forêt
		ADAM Jean	CDC Pays de Hanau La Petite Pierre	BASTIAN Daniel	CDC Pays de Hanau La Petite Pierre
		WALTER Hubert	CDC Pays de Niederbronn-les-Bains	HILT Patrice	CDC Pays de Niederbronn-les-Bains
		KELLER Jacky	CDC Pays Rhénan	METZ Robert	CDC Pays Rhénan
		GEHARD Claude	CDC Pays Rhin-Brisach	DURR Roland	CDC Pays Rhin-Brisach
		TOUCAS Jean-Pierre	CDC Pays de Rouffach	DI STEPHANO Pascal	CDC Pays de Rouffach
		KLEIN Raymond	CDC Pays de Ste Odile	WEBER André	CDC Pays de Ste Odile
		WAHL Bertrand	CDC Pays de Wissembourg	LOM Michel	CDC Pays de Wissembourg
		LITT Claude	CDC Pays de la Zorn	GOEHRY Mireille	CDC Pays de la Zorn
		SPIELMANN Jean-Claude	CDC Ried de Marckolsheim	KUPFEL Martin	CDC Ried de Marckolsheim
		HAAS Jean-Marie	CDC Sauer-Pechelbronn	ISEL Roger	CDC Sauer-Pechelbronn
		MULLER Dominique	CDC Saverne Marmoutier Sommerau	CREMMEL Joseph	CDC Saverne Marmoutier Sommerau
		SCHWANDER Willy	CDC de Sélestat	HILBERT Jean-Claude	CDC de Sélestat
		NASS Denis	CDC Sud Alsace Largue	SCHNOEBEL Jean-Marie	CDC Sud Alsace Largue
		PANNEKOECKE Jean-Bernard	CDC Vallée de la Bruche	DOUVIER Gérard	CDC Vallée de la Bruche
		LERCH Laurent	CDC Vallée Doller & Soultzbach	BELTZUNG Christophe	CDC Vallée Doller & Soultzbach
		MULLER Jean-Marie	CDC Vallée de Kaysersberg	RUFFIO Bernard	CDC Vallée de Kaysersberg
		DISCHINGER Pierre	CDC Vallée de Munster	GSELL Pierre	CDC Vallée de Munster
		FRANTZ André	CDC Vallée de Villé	ESCHRICH Emmanuel	CDC Vallée de Villé
Conseil Départemental du Bas-Rhin	4 délégués	BERTRAND Rémi	CD du Bas-Rhin	BAUER Marcel	CD du Bas-Rhin
		LEHMANN Marie-Paule		CARBIENNER Thierry	
		SENE Marc		WOLFHUGEL Christiane	
		WOLF Etienne			
Conseil Départemental du Haut-Rhin	4 délégués	HABIG Michel	CD du Haut-Rhin	DELMOND Max	CD du Haut-Rhin
		JANDER Nicolas		MULLER Lucien	
		KLINKERT Brigitte		PAGLIARULO Karine	
		WITH Rémy		RAPP Catherine	
Conseil Régional du Grand Est	4 délégués	HOME Antoine	CR Grand Est	DEBEVE Christian	CR Grand Est
		OMEYER Jean-Paul		KLEITZ Francis	
		SPECHT Philippe		WENDLINGER Laurent	
		STICH Grégory		ZIMMERMANN Christian	

186

27 DEC. 2018

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Jean-Luc MARX Strasbourg le

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées : approbation de l'Accord Collectif Départemental 2019-2021.

L'accord collectif départemental (ACD) est destiné à faciliter l'accès au logement social pour les ménages confrontés à des difficultés économiques et sociales relevant du PDAHLPD.

Il s'agit d'un accord pluri-partenarial signé entre l'Etat, le Conseil Départemental, l'Eurométropole de Strasbourg, l'AREAL et les bailleurs sociaux basé sur une mutualisation de tout ou partie des contingents réservataires aux fins de reloger un public particulièrement défavorisé.

L'Eurométropole de Strasbourg en est co-signataire depuis 2010.

Le premier ACD 2010-2012 (prorogé en 2013) avait un objectif de 1 000 relogements par an.

Le second ACD 2014-2016 (prorogé en 2017 et 2018) un objectif de 1 250 attributions par an.

L'ACD 2019-2021, qui a été présenté pour avis au Comité Responsable du PDALHPD le 1er avril prochain,

- voit son objectif revu à la hausse soit 1 830 attributions par an au profit des publics labellisés par les réservataires et accompagnés par un travailleur social :
 - 1150 pour l'Etat (ACD DRP) (850 sur le précédent ACD),
 - 250 pour le Conseil Départemental (ACD RDLS) (200 sur le précédent ACD),
 - 200 pour le Conseil Départemental (ACD Handilogis/Séniorlogis),
 - 200 pour l'Eurométropole de Strasbourg (ACD EUROMETROPOLE) (200 sur le précédent ACD),
 - 30 pour Action Logement Services (ACD ALS) ;
- intègre deux nouveaux partenaires : Action logement services et Handilogis/Séniorlogis.

Les engagements de l'Eurométropole dans le présent ACD sont les suivants :

- Reprendre et décliner sur son territoire le cadre commun du présent ACD dans sa future Convention Intercommunale d'Attribution.
- Financer prioritairement la production et l'adaptation de logements sociaux nécessaires à la satisfaction des besoins de logement des ménages prioritaires.

- Favoriser la politique de l'ANRU en comptabilisant sur le contingent de l'Eurométropole de Strasbourg les attributions interbailleurs (refus et relogements).
- Soutenir les actions du PDALHPD au travers de ses divers outils mais surtout au travers du Fonds de Solidarité pour le Logement de l'Eurométropole de Strasbourg essentiel du plan. Ce dernier, par ses actions en matière d'accès au logement et du maintien dans les lieux des plus défavorisés, contribue largement aux objectifs du PDALHPD. De plus, le développement de l'accompagnement social lié au logement et l'adaptation de mesures spécifiques ou renforcées en fonction du public appuient les actions mises en place dans le cadre de l'ACD.
- Veiller à ce que l'accompagnement préconisé lors de la demande d'ACD, lorsqu'il est nécessaire, soit bien mis en place une fois le logement attribué par le bailleur sous réserve que le travailleur social soit informé de la proposition de logement en amont par le bailleur social.

Quelques chiffres

Bilan ACD global 2014-2018 (3 réservataires : Etat, Département et Eurométropole de Strasbourg)

	2014	2015	2016	2017	2018
Demandes validées	1262	1335	1645	1432	1344
Propositions de logement	1305	1213	1258	1206	1451
Taux de réalisation de l'objectif	104 %	97 %	100 %	96 %	116 %
Relogements effectifs	910	799	986	880	1057
Refus	395	417	272	326	394

Bilan ACD EUROMETROPOLE 2014-2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Demandes validées	227	317	302	257	256
Propositions de logement	292	259	286	213	242
Taux de réalisation de l'objectif	146 %	129,5 %	143 %	106,5 %	121 %
Relogements effectifs	190	134	197	151	165
Refus	102	104	89	62	77

Eu égard à l'ensemble de ces éléments et à la volonté partenariale qui est celle de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'actions en faveur du logement et des personnes défavorisées, il est proposé de répondre favorablement à la co-signature de l'Accord Collectif Départemental 2019-2021.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

*la co-signature par l'Eurométropole de Strasbourg de l'Accord collectif départemental
2019-2021 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer ledit document.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**



ACCORD COLLECTIF DEPARTEMENTAL 2019-2021

L'Etat, représenté par le Préfet de la Région Grand Est et du Bas-Rhin,

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental en vertu d'une délibération du 9 juillet 2018.

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, en vertu d'une délibération du 11 avril 2014

L'AREAL (Association Régionale des Organismes Hlm d'Alsace), représentée par son président, Monsieur Carlos SAHUN

Action Logement Services représenté par Mme Caroline MACE Directrice Régionale Grand Est

Et l'ensemble des bailleurs sociaux (organismes d'habitation à loyer modéré et sociétés d'économie mixte) ci-après dénommés et disposant d'un patrimoine locatif dans le département du Bas-Rhin :

BATIGERE NORD-EST
COLMAR HABITAT
CUS HABITAT
DOMIAL
LE FOYER DE LA BASSE BRUCHE
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM
HABITAT DE L'ILL
HABITATION MODERNE
ICF HABITAT NORD-EST
IMMOBILIERE 3F GRAND EST
NOUVEAU LOGIS DE L'EST
LOGIEST
NEOLIA
OBERNAI HABITAT
OPUS 67
SIBAR
SEDES
SOMCO
SNI
SIIHE
VILOGIA

Vu la loi n° 90-447 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement,

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le Droit au Logement Opposable,

Vu la loi « Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion » du 25 mars 2009,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les dispositions relevant des articles L 441-1, L 441-2 et L 441-2-5; R 441-1, R 441-2-1 et R 441-3,

Vu le décret du 22 septembre 1999 relatif au régime des attributions de logements sociaux,

Vu le décret du 28 novembre 2007 relatif à l'attribution des logements locatifs sociaux, au droit au logement opposable et modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le décret du 15 février 2011 relatif à la procédure d'attribution des logements sociaux et au droit au logement opposable,

Vu le décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

Vu la circulaire du 18 juin 2008 relative à un plan d'action pour favoriser l'égalité des chances dans l'accès au logement pour les populations, en particulier étrangères, cumulant difficultés économiques et sociales,

Vu le protocole d'accord du 17 décembre 1997 entre l'Etat et l'Union Nationale des Fédérations des Organismes HLM sur les attributions de logements sociaux,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2007 fixant le délai d'attente anormalement long d'un logement social dans le département du Bas-Rhin,

Vu le Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2015-2020,

Vu l'avis du comité responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées en date du 1^{er} avril 2019

Vu la convention de réservation cadre conclue entre l'Etat et l'AREAL en **date du mars 2019**

Vu les conventions de réservation conclues entre l'Etat et l'ensemble des bailleurs sociaux du département en **date du xx 2019**

Vu la convention départementale relative à la mobilisation des associés collecteurs de l'UESL en faveur du DALO signée en date du 30 décembre 2011

Entre les signataires du présent accord cadre portant sur l'engagement collectif mentionné à l'article L441-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), il est convenu ce qui suit:

PREAMBULE

La loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement inscrit dans son article 1^{er} :

« Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la Nation. Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir [...] ».

(art. L 301-1 du code de la construction et de l'habitation complété par loi SRU)

Ainsi, la mise en œuvre et l'exigence de résultats induites par les lois Engagement National pour le Logement (ENL), Droit au logement opposable (DALO) et Egalité Citoyenneté conduisent les services de l'Etat, les réservataires de logements sociaux (collectivités et Action Logement Services) et les organismes de logement social, à définir les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement des dispositifs de mobilisation du parc de logements sociaux, en actant l'élaboration d'un accord collectif départemental partenarial basé sur :

- une mutualisation de tout ou partie des contingents réservés entre l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg, le Conseil Départemental et Action Logement Services, doublée d'une fongibilité territoriale et triennale.
- une définition collective des publics prioritaires, relevant d'une labellisation par les réservataires
- une base de données partagée entre les acteurs,
- un comité de pilotage « accès au logement social » qui traite notamment de l'accord collectif départemental (ACD) et un comité technique ACD spécifique au suivi de ce dispositif.

L'ACD a été à ce titre, depuis 2010, un dispositif essentiel et innovant dans la facilitation de l'accès au logement de ménages en difficulté vis-à-vis de l'accès au logement et bénéficiant d'un accompagnement social.

L'objectif de l'ACD 2014-2016 était fixé à 1250 attributions par an, dont 30%, soit 375 attributions, à destination de ménages sortant de structure d'hébergement.

Grâce au partenariat entre l'Etat, l'Eurométropole de Strasbourg et le Conseil Départemental du Bas-Rhin en qualité de réservataires, les bailleurs sociaux, mais également les travailleurs sociaux en charge de l'accompagnement des familles, cet outil a constitué un levier puissant pour le relogement, en amont de la commission de médiation DALO qui, du fait de l'existence d'un accord collectif opérationnel, s'est vue renforcée dans son rôle de voie de dernier recours.

Un bilan quantitatif du précédent accord est joint en annexe n°1 du présent accord.

Une comptabilisation des refus (afin de valoriser le nombre d'attributions totales faites) a été mise en place.

Le taux de refus s'établissait en moyenne à 35% sur la période 2010-2012, il a diminué sur les années 2014-2017 pour atteindre 28%.

C'est donc au regard de l'expérience acquise qu'a été élaboré ce nouvel ACD 2019-2021 ; dont le but reste l'aide aux personnes défavorisées dans leur accès prioritaire au parc social, avec l'objectif de tendre vers un rapprochement optimal entre attributions et relogements effectifs.

Les récentes évolutions législatives (redéfinition des publics prioritaires et obligation pour l'ensemble des réservataires et des bailleurs sociaux de contribuer au relogement de ces publics) ont conduit à la validation des propositions suivantes par l'ensemble des partenaires :

- intégrer les ménages repérés par le dispositif Handilogis (incluant Seniorlogis) au public de l'ACD
- faire entrer le réservataire Action Logement Services dans les partenaires de l'ACD, avec un engagement annuel d'attributions au profit de ménages salariés du secteur privé et accompagnés

De plus, la réforme des attributions de logements sociaux (loi LAMY, ALUR et Egalité et Citoyenneté) s'impose, dans le Bas-Rhin aux territoires suivants :

- Eurométropole de Strasbourg
- CA d'Haguenau
- CC de Sélestat
- CC de Saverne, Marmoutier Sommerau
- CC du canton d'Erstein.

L'ACD 2019 - 2021 pose un cadre commun qui sera repris et décliné sur les territoires précédemment cités dans le cadre de leurs Conventions Intercommunales d'Attributions (CIA).

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD COLLECTIF DEPARTEMENTAL

1-1 Objectif général

Le présent accord collectif, mis en œuvre en cohérence avec le PDALHPD 2015-2020 qui prévoit la création d'une offre de logements adaptée, a pour objet :

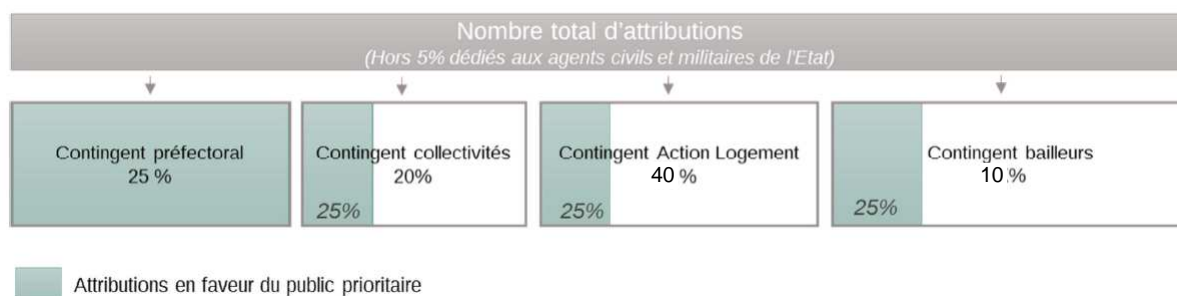
- de définir un engagement annuel quantifié d'attributions prononcées en faveur des ménages prioritaires à reloger au regard de l'article L441-1 du CCH et bénéficiant d'un accompagnement social ;
- de veiller à réduire l'écart entre le nombre d'attributions de logement prononcées et celui afférant aux relogements effectifs des ménages en s'appuyant notamment sur l'accompagnement social mis en place et sur un suivi précis des refus et de leurs motifs;
- de veiller à proposer une offre de logement à toute personne inscrite dans le dispositif dans un délai de moins de 6 mois ;
- de déterminer les modalités de suivi de l'accord collectif départemental.

Cet accord doit respecter la mixité sociale des villes et des quartiers et tenir compte, par secteur géographique, des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles constituant le patrimoine des différents organismes. Ses limites sont également celles issues des autres obligations incombant aux bailleurs au titre de l'évolution de la réglementation en vigueur.

1-2 – Objectifs quantitatifs

En 2016, les bailleurs sociaux du département ont procédé au relogement de 6214 ménages (respectivement 6519 en 2015 et 6730 en 2014).

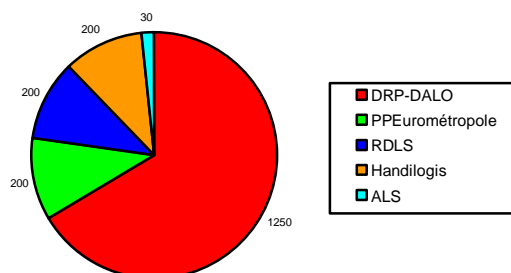
La loi Egalité et Citoyenneté impose un objectif de 42,5% de propositions au profit des ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation DALO ou, à défaut, des ménages relevant de l'article L441-1 du CCH.



L'objectif départemental d'attributions au profit des publics labellisés par les réservataires et accompagnés ou ayant fait l'objet d'un diagnostic social est fixé à 1830 attributions par an, dont :

- 1150 au profit de ménages labellisés par l'Etat au titre du droit de réservation préfectoral (ACD DRP), dont a minima 500 réservées aux ménages sortant de structure d'hébergement ;
- 250 au profit de ménages labellisés par le Conseil Départemental au titre du « Règlement Départemental du Logement Social » (ACD RDLS)
- 200 au profit de ménages labellisés ACD Handilogis par le Conseil Départemental en contrepartie de sa politique volontariste d'aide à l'adaptation des logements sociaux
- 200 au profit de ménages labellisés par l'Eurométropole de Strasbourg, ci-après nommé « Public Prioritaire Eurométropole » (ACD PP EUROMÉTROPOLE) ;
- 30 au profit de ménages labellisés par Action Logement Services, ci après nommé ACD ALS.

Répartition de l'objectif public accompagné par contingent de labellisation



Les propositions de logement effectuées dans le cadre de l'ACD peuvent intervenir sur tous les logements du parc social, indépendamment du contingent du logement, dans la mesure où le logement est adapté aux besoins et capacités du ménage. Le bilan de l'ACD portera pour chaque réservataire sur le nombre d'attributions effectuées aux ménages qu'il aura labellisés au regard de l'objectif précisé ci-dessus.

En tout état de cause, chaque attribution sera comptabilisée au titre du contingent de labellisation, c'est-à-dire du réservataire sollicité par le référent social. Cela signifie que chaque demandeur ne pourra disposer que d'une seule labellisation ACD à la fois. Les réservataires veilleront à ne pas faire de double labellisation en informant le référent social si le ménage est déjà inscrit dans l'ACD par un autre réservataire.

De ce fait, si le demandeur relève de plusieurs contingents, le travailleur social a le choix de saisir un des 4 réservataires (par exemple un jeune qui est demandeur depuis plus de 24 mois pourrait relever du RDLS ou du DRP).

Cas particulier d'Handilogis : Si le ménage a été labellisé ACD par un des réservataires puis sollicite une inscription dans le dispositif Handilogis car il nécessite un logement adapté, le gestionnaire d'Handilogis en informe le réservataire afin qu'il retire son label avant de l'inscrire dans l'ACD Handilogis. Au cours de l'année 2019, les labels ACD seront maintenus jusqu'à signature par les réservataires du présent document et supprimés ensuite. Dès signature de l'ACD, ces attributions seront comptabilisées sur le contingent Handilogis.

Cas particulier du DALO : Si le ménage est inscrit dans l'ACD et qu'il devient prioritaire DALO, le label ACD est retiré (sauf s'il s'agit d'un label Handilogis) et l'attribution d'un logement sera uniquement comptabilisée au titre du DALO.

Cas particuliers des sortants de structures : En tout état de cause, ce public sera toujours compté au titre des attributions effectuées sur le contingent de l'Etat.

Cas particulier des salariés relevant du contingent d'Action Logement Services (ALS) (salariés des entreprises du secteur privé de 10 salariés et plus) : Ces ménages disposent ou non d'un numéro de dossier ALS (s'ils ont ou non porté à la connaissance d'Action Logement Services leur demande de logement). Ils peuvent être labellisés par n'importe quel réservataire sur son contingent en fonction de leur situation.

L'annexe n°2 précise la répartition de l'objectif ACD par bailleur.

L'annexe n°3 met en concordance les publics relevant de l'ACD avec l'article L 441-1 du CCH.

Article 2 - LES ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

2-1 – Engagement des organismes bailleurs

Les bailleurs sociaux possédant ou gérant des logements locatifs sociaux dans le département du Bas-Rhin s'engagent collectivement sur trois ans à effectuer 1830 propositions de logements par an aux ménages accompagnés labellisés par les réservataires précédemment cités, tous droits de réservation confondus, ainsi qu'à se répartir la charge de cet objectif suivant le tableau de synthèse ci-joint (annexe n°1), dans la limite :

- Des variations de pression locative observées à l'échelle des différents territoires et secteurs géographiques du département
- Des impératifs réglementaires relatifs aux modalités d'enregistrement et d'instruction des demandes ;
- Des capacités d'accès de l'occupation sociale et du fonctionnement social de ce patrimoine, en lien avec les impératifs de mixité éponyme à préserver au sein des villes, quartiers et groupes immobiliers considérés ;
- Des décisions que les familles concernées se doivent de prendre à l'issue de l'offre adaptée (ou des offres) de relogement qui leur sont faites par les bailleurs sociaux, étant expressément rappelé et souligné que lesdits bailleurs sociaux ne sauraient être assujettis en la matière à une quelconque obligation de résultat mais à une simple obligation de moyen.

Les bailleurs sociaux s'engagent à effectuer des propositions adaptées à la demande de logement portée à leur connaissance :

- en termes financier, avec un taux d'effort et un reste à vivre permettant un accès pérenne au logement
- en termes de typologie
- en termes de localisation géographique en fonction des besoins exprimés dans le diagnostic social établi par le référent du ménage (emploi, cursus scolaire particulier, proximité de services hospitaliers, etc.)

Soucieux que la responsabilité des attributions à l'échelle des immeubles soit laissée à l'appréciation pleine et entière des bailleurs gestionnaires, les parties conviennent par ailleurs que ce droit s'exerce selon le mode de gestion retenu par chacun des bailleurs dans les conventions les liant avec chaque réservataire.

L'affectation de ce patrimoine se fera de préférence sous forme d'attribution directe au profit des personnes ou familles concernées, mais également et éventuellement par voie de bail glissant. Les bailleurs sociaux s'engagent à informer le travailleur social ayant instruit la demande d'ACD de la proposition faite au ménage. A défaut, en cas de refus, le réservataire a la possibilité de ne pas le comptabiliser au titre des attributions faites dans le cadre de l'ACD.

La comptabilisation de la proposition effectuée dans le cadre de l'ACD ne s'effectuera en tout état de cause qu'au moment du glissement du bail (lorsque le ménage devient titulaire en titre du bail), et ne devra pas dépasser 30 % des relogements réalisés par an et par bailleur.

La comptabilisation des relogements effectifs s'effectuera à la date d'entrée dans les lieux et les refus à la date du refus du logement (ou la date à laquelle le bailleur signale le refus en cas de non réponse).

2-2 – Engagement des réservataires

Les réservataires s'engagent à :

- apporter une attention particulière à l'exposé de la situation des ménages prioritaires, en vue de faciliter la pertinence des propositions de logement par les bailleurs sociaux ;
- saisir l'acronyme relevant de leur contingent (ACD-DRP, ACD-PP EUROMÉTROPOLE, ACD-RDLS, ACD-ALS et ACD-Handilogis) et annexer les formulaires ACD dans le Fichier Partagé de la demande de logement social, au plus tard dans les 10 jours suivant leur validation ;
- garantir la complétude de la demande au moment de la validation, l'actualisation du formulaire ACD et de sa validité dans le fichier partagé de la demande ; (annexe n°4 liste des pièces justificatives nécessaires à l'étude d'une demande de logement social)
- collaborer avec les bailleurs sociaux confrontés à des difficultés, voire des situations d'échec d'intégration, des personnes ou familles qu'ils ont ainsi pu reloger ;
- inciter les services sociaux instructeurs à prendre contact avec la famille pour échanger sur la proposition de logement faite et rendre la famille attentive aux conséquences, en cas de refus non justifié (sous réserve qu'ils soient informés de la proposition de logement faite en amont).

2-2-1. Engagements de l'Etat

Les services de l'Etat s'engagent à :

- favoriser, dans le cadre du suivi des actions du PDALHPD, la mise en œuvre des dispositifs contribuant à la réalisation des objectifs de la présente convention ;
- accorder la délégation des financements des aides à la pierre aux collectivités locales qui la sollicitent.
- considérer que les relogements des familles résidant au sein des immeubles appelés à être démolis dans le cadre de l'ANRU et du NPNRU constituent une priorité réduisant significativement la capacité des bailleurs à répondre à leurs engagements d'attribution au profit des différents publics relevant des contingents réservataires.

L'Etat et les bailleurs sociaux s'accordent à convenir que, à ce titre, les relogements intra bailleurs pourront être valorisés dans le bilan annuel si les objectifs fixés dans la présente convention ne sont pas atteints. Ainsi l'atteinte des objectifs DRP de chacun des bailleurs concernés par des démolitions ANRU sera appréciée en prenant en compte leur capacité réelle à faire au regard de leur efforts fournis pour les relogements de leurs locataires. Afin d'objectiver le volume de relogements à comptabiliser au titre de l'ANRU, les services de la DDDCS s'engagent à participer au groupe de travail relatif au relogement ANRU

2-2-2. Engagements du Conseil Départemental du Bas-Rhin

Le Conseil Départemental s'engage de par sa politique volontariste en matière d'habitat à :

- garantir et financer la production et l'adaptation des logements sociaux nécessaires à la satisfaction des besoins des logements prioritaires et, particulièrement des logements de type PLA-I, dans le cadre des conventions d'objectifs fixées avec les bailleurs,
- soutenir les actions du PDALHPD au travers de ses divers outils mais surtout au travers du Fonds de Solidarité pour le Logement du Bas-Rhin. Outil essentiel du plan, ce dernier, par ses actions en matière de prise en charge de l'accès au logement et du maintien dans les lieux des plus défavorisés, contribue largement aux objectifs du PDALHPD. De plus, le développement de l'accompagnement social lié au logement et l'adaptation de mesures spécifiques ou renforcées en fonction du public appuient les actions mises en place dans le cadre de l'ACD.
- Le Département s'attachera notamment à veiller à ce que l'accompagnement préconisé lors de la demande d'ACD, lorsqu'il est nécessaire, soit bien mis en place une fois le logement attribué par le bailleur, sous réserve que le travailleur social soit informé de la proposition de logement en amont par le bailleur social.

2-2-3. Engagements de l'Eurométropole

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :

- Reprendre et décliner sur son territoire le cadre commun du présent ACD dans sa future Convention Intercommunale d'Attribution
- Financer prioritairement la production et l'adaptation de logements sociaux nécessaires à la satisfaction des besoins de logement des ménages prioritaires.
- Favoriser la politique de l'ANRU en comptabilisant sur le contingent de l'EMS les attributions interbailleurs (refus et relogements)
- Soutenir les actions du PDALHPD au travers de ses divers outils mais surtout au travers du Fonds de Solidarité pour le Logement de l'Eurométropole de Strasbourg essentiel du plan. Ce dernier, par ses actions en matière d'accès au logement et du maintien dans les lieux des plus défavorisés, contribue largement aux objectifs du PDALHPD. De plus, le développement de l'accompagnement social lié au logement et l'adaptation de mesures spécifiques ou renforcées en fonction du public appuient les actions mises en place dans le cadre de l'ACD.
- Veiller à ce que l'accompagnement préconisé lors de la demande d'ACD, lorsqu'il est nécessaire, soit bien mis en place une fois le logement attribué par le bailleur sous réserve que le travailleur social soit informé de la proposition de logement en amont par le bailleur social.

2-2-4 Engagements d'Action Logement Services

Action Logement Services s'engage à :

- accompagner les ménages suivis par les partenaires de cet accord au moyen de ses aides et services, en particulier les aides LOCA PASS (la réglementation complète est disponible sur le site www.actionlogement.fr) ;
- mettre en place un suivi personnalisé des ménages rencontrant des difficultés conjoncturelles d'accès ou de maintien dans le logement dans le cadre du dispositif CIL-PASS assistance ;
- proposer des logements réservés en adéquation avec les capacités financières et les besoins exprimés par les ménages ;
- contribuer au financement des opérations de production ou de réhabilitation de logements sociaux.

2-3 Engagements communs

Les bailleurs et les réservataires s'engagent à participer aux groupes de travail qui seront constitués pour réfléchir et proposer des solutions concrètes sur :

- les situations dites « bloquées » dans le but de déterminer les règles et moyens à mettre en œuvre pour tenter de limiter à 6 mois le délai d'attente d'un maximum de ménages labellisés par un des réservataires de l'ACD (mise en place d'une commission des cas bloqués et d'un groupe de travail sur les outils / la procédure...)
- la question des refus de propositions de logement adaptées par les ménages
- les freins liés à l'accès au logement des ménages sortant de structures d'hébergement

Un groupe de travail relatif aux situations problématiques identifiées après relogement pourra se mettre en place.

ARTICLE 3 – MODALITES D'ENTREE DANS L'ACD

L'instruction de la demande ACD se fait exclusivement par un travailleur social pour tout ménage relevant du PDALHPD (critères cumulatifs) et :

- disposant d'une demande de logement social active et comportant a minima : un document d'identité ou un titre de séjour en cours de validité, des ressources mensuelles récentes et l'avis d'imposition de l'année N-2 ;
- apte à intégrer un logement autonome ;
- répondant à au moins un critère de l'ACD ;
- accompagné par un travailleur social habilité, en qualité de référent de la famille, dans la résolution d'une problématique logement ou ayant fait l'objet d'un diagnostic social.

L'accompagnement social mis en place peut prendre différentes formes de degrés et de temporalité.

La validation de la demande d'ACD se fait par l'un des 4 réservataires via le formulaire transmis par le travailleur social.

Dans le cadre de l'ACD Handilogis/Seniorlogis, l'instruction de la demande pourra se faire par le représentant d'une association œuvrant dans le domaine du handicap ou par un professionnel du champ médico-social.

Les ménages sont désignés comme suit :

☐ Public prioritaire DRP, PP EUROMÉTROPOLE, RDLS, Handilogis/Seniorlogis et ALS :

Les 4 réservataires identifient les ménages prioritaires pouvant être positionnés en validant le formulaire de demande et en le portant à connaissance des bailleurs via le fichier partagé.

☐ Public prioritaire DALO :

La liste des ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation (CDM) est transmise à l'ensemble des bailleurs dès le lendemain de la commission. Chaque bailleur peut se saisir d'un relogement, avant même d'être désigné par le Préfet.

Par la suite, le Préfet désigne chaque ménage à un bailleur, chargé de lui faire une offre adaptée dans le délai imparti par la loi (6 mois dans le Bas-Rhin, en application du système dérogatoire de l'article R441-16-1 du CCH modifié par décret n° 2016-1866 du 23 décembre 2016).

ARTICLE 4 – LES PUBLICS BENEFICIAIRES

4-1. Le public identifié par les services de l'Etat (DRP)

Le contingent préfectoral doit garder sa fonction de filière d'accès au parc social pour les publics les plus précaires. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que l'ACD leurs permettent d'accéder prioritairement au parc social et que la commission de médiation reste effectivement l'instance de dernier recours dans le département du Bas-Rhin.

Sont ainsi désignés comme publics prioritaires:

- 1- Les résidents de structures d'hébergement ou de logements temporaires aptes à occuper un logement autonome : sortants d'hébergement d'urgence, d'hébergement de stabilisation, de CHRS, de résidences sociales, de logements d'insertion avec ou sans bail glissant et le cas échéant les réfugiés statutaires sortant de CADA, de dispositifs d'insertion pour les ménages issus de la demande d'asile, etc.
- 2- Les ménages régulièrement accompagnés dans leur problématique logement et qui se trouvent, de bonne foi, dans l'une des situations suivantes:
 - Résidant hors Eurométropole de Strasbourg et menacés d'expulsion d'un logement du parc privé ou public hors champ d'intervention d'une aide financière du FSL (FSL maintien ou accès), quel que soit le stade de la procédure
 - Résidant hors Eurométropole de Strasbourg et ayant, dans le parc privé, un loyer et des charges locatives en inadéquation avec leurs ressources ;

- Résidant hors Eurométropole de Strasbourg et vivant en situation de sur-occupation manifeste (quel que soit le statut d'occupation du logement, hébergé ou logé) et si le demandeur :
 - a au moins un enfant mineur
 - ou présente un handicap au sens de l'article L 114 du code de l'action sociale et des familles
 - ou a au moins une personne à charge présentant un tel handicap ;
- Dont le relogement est rendu obligatoire au titre des polices de lutte contre l'habitat indigne (arrêté d'insalubrité ou de péril avec interdiction d'habiter) ;
- Victimes de violence au sein du couple ou aux abords du domicile ; sortant d'un réseau de prostitution ou victimes de traite des êtres humains ou de proxénétisme ;
- Demandant un logement et inscrits depuis plus de 24 mois en tant que demandeur de logement, sans proposition, non logés dans le parc social, et actuellement en logement inadapté (selon les critères DALO).
- Dépourvus de logement sollicitant un travailleur social dans ce cadre, en situation d'urgence au regard de l'habitat (sans-abris ou hébergés chez des tiers) ;

4-2. Le public défini comme prioritaire par la commission de médiation (DALO)

Les ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation pour un accès au logement feront l'objet d'une comptabilisation dans le cadre de l'ACD-DRP.

4-3. Le public identifié par le Conseil Départemental (RDLS et Handilogis/Seniorlogis)

Lors de la réunion du 13 décembre 1993, le Conseil Départemental a décidé de mettre en place un dispositif départemental de réservation de logements locatifs sociaux, appelé RDLS (règlement départemental du logement social).

Le RDLS, amendé, prévoit qu'en contrepartie des aides accordées par le Département au titre de sa politique d'intervention en faveur du logement locatif social sous la forme de subventions et/ou de garanties d'emprunt, les bailleurs sociaux doivent réserver dans les opérations concernées un certain nombre de logements sociaux. Les modalités de proposition des candidats et d'attribution du logement sont contractualisées avec l'organisme HLM bénéficiaire dans le cadre d'une convention de réservation. Ces logements sont versés dans l'ACD.

Par ailleurs, le Conseil Départemental finance l'adaptation de logements locatifs sociaux pour les personnes âgées en perte d'autonomie ou pour les personnes à mobilité réduite. Les logements ainsi financés font l'objet d'un droit de réservation et intègrent le dispositif Handilogis.

Les publics bénéficiaires dans le cadre de l'ACD-RDLS sont :

- parent isolé ou couple avec enfant(s) sortant d'un centre parental ;
- les ménages dont les enfants sont placés en établissement ou famille d'accueil en raison notamment de l'absence de logement ; ou lorsqu'il existe un risque de placement ou de rupture scolaire en raison d'un problème de logement ;
- les jeunes de 18 à 25 ans en difficulté sociale aptes à occuper un logement autonome ;
- les ménages relogés dans le cadre de la Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) départementale ;
- les accédants à la propriété qui sont obligés de vendre suite à une rupture professionnelle, familiale, ou suite à un problème de santé ;

- les ménages exposés à des situations d'habitat indigne ou de logement non décent (parc privé hors Eurométropole de Strasbourg) ayant fait l'objet d'un constat d'infraction au Règlement Sanitaire Départemental ou d'un diagnostic de non décence par le Dispositif Départemental d'Eradication du Logement Indigne ou Non Décent (DDELIND) ;
- les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap moteur bénéficiant d'une demande Handilogis ou Seniorlogis, ayant besoin d'un logement adapté ou accessible ;

4-4. Le public identifié par l'Eurométropole de Strasbourg (PP EUROMÉTROPOLE) résidant sur son territoire

- les ménages menacés d'expulsion dans le parc social ou privé, quel que soit le stade de la procédure ;
- les personnes hébergées en famille ou par des tiers avec notion de sur occupation (et disposant d'une demande de logement active depuis plus de 6 mois) ;
- les ménages locataires du parc privé, dont le loyer et les charges locatives sont en inadéquation avec les ressources et compromettent le maintien dans le logement ;
- les personnes pour lesquelles la cohabitation n'est plus possible en raison de tensions familiales ou de couple (et disposant d'une demande de logement active depuis plus de 6 mois) ;
- les personnes dont le logement est dangereux pour la santé des occupants du fait de son état ou de ses conditions d'occupation (et disposant d'une demande de logement active depuis plus de 6 mois).

4-5. Le public identifié par Action Logement Services (ACD ALS)

- Les salariés du secteur privé d'entreprises de 10 salariés et plus rencontrant des difficultés d'accès ou de maintien dans le logement suite à un événement imprévisible (licenciement, décès, sinistre, longue maladie, séparation, divorce, handicap, etc...) suivis dans le cadre du CIL-PASS assistance.

ARTICLE 5 – MODALITES DE SUIVI ET D'INFORMATION

5-1. Validité de l'inscription dans le dispositif public prioritaire accompagné (modalité de validation et de suivi des formulaires ACD)

5-1.1 Validation d'une demande initiale :

L'ACD est un outil à la disposition des travailleurs sociaux en charge de l'accompagnement social des ménages en difficulté. La demande d'ACD est soumise à la validation du réservataire concerné. Ce dernier annexe la demande validée dans le Fichier Partagé de la demande de logement social.

Seuls les travailleurs sociaux habilités peuvent solliciter l'inscription d'un ménage dans le dispositif, à l'aide du formulaire de saisine, qu'ils transmettent au réservataire compétent en fonction de la problématique sociale du ménage.

Une fois validée, l'inscription est valable un an (sauf pour l'ACD Handilogis qui n'a pas de limite dans le temps du fait de la spécificité des logements recherchés).

5-1.2 Actualisations :

Il est rappelé qu'il est demandé aux travailleurs sociaux qui instruisent un ACD de signaler tout changement de situation ou interruption de l'accompagnement. Ils doivent également accompagner les ménages dans la mesure du possible lors des visites des logements qui leur sont proposés ou en tout état de cause échanger avec le ménage sur la proposition faite et les conséquences d'un refus.

5-1.3 Renouvellement :

A l'échéance de la demande ACD, si elle est toujours d'actualité, le travailleur social a la possibilité de solliciter un renouvellement, lequel sera examiné par le réservataire au regard notamment des propositions de logement dont aurait bénéficié le ménage durant l'année écoulée et des motifs de refus qu'il aurait opposés. A défaut,

l'ACD est supprimé du Fichier Partagé de la demande de logement social par le réservataire dans le délai de deux mois suivant la date anniversaire.

Le réservataire qui valide un renouvellement d'ACD appose le label ACD-DRP/EMS/RDLS n°2 à la demande afin qu'elle soit bien identifiable par les bailleurs sociaux.

5-1.4 Radiation :

Les réservataires ont la possibilité de radier du dispositif un ménage ayant refusé deux propositions de logement adaptées à sa situation et effectuées conformément aux dispositions du présent accord.

Lorsqu'un ménage inscrit dans l'ACD est déclaré prioritaire par la commission de médiation, le secrétariat de la commission avertit le réservataire concerné qui est tenu de radier le ménage de l'ACD, pour éviter toute confusion, l'attribution prononcée par la suite le sera dans le cadre du DALO.

Lorsque la demande de logement est non renouvelée, annulée ou archivée les réservataires procèdent à une radiation de l'inscription dans l'ACD. Ils en informent le travailleur social instructeur.

5-2. Les prescripteurs

Les demandes d'ACD peuvent être instruites par l'ensemble des travailleurs sociaux. Il s'agit notamment des travailleurs sociaux du département, de la ville de Strasbourg, des CCAS, d'Action Logement Services et des associations agréées par l'Etat.

Dans le cadre de l'ACD Handilogis, l'instruction de la demande pourra se faire par une personne habilitée, par le représentant d'une association œuvrant dans le domaine du handicap ou par un professionnel du champ médico-social.

5-3. Modalités d'information des ménages

A l'issue de la commission d'attribution (CAL), le bailleur informe le ménage de l'attribution du logement :

S'agissant des demandes ACD (DRP, PP EUROMÉTROPOLE, RDLS, ALS), le bailleur envoie un courrier au ménage à l'adresse indiquée dans la demande de logement, et adresse une copie de ce courrier, de préférence par mail, au travailleur social à l'origine de la demande ACD, en mettant le réservataire en copie.

S'agissant des ménages reconnus prioritaires par la commission de médiation (DALO), le bailleur envoie l'information concernant l'attribution d'un logement au ménage en courrier avec accusé réception, complété éventuellement par une lettre simple, il en informera également la commission DALO par la transmission du procès verbal de la commission d'attribution de logements.

A défaut de pouvoir justifier de cette information apportée aux ménages et au référent, le cas échéant, l'attribution pourra ne pas être comptabilisée.

5.4. Modalités d'information du réservataire

En cas d'acceptation du logement, dès lors que le bail est signé, le bailleur radie le ménage du fichier partagé de la demande, conformément à l'article R.441-2-9 du CCH, et informe le réservataire par l'envoi mensuel d'un tableau à chaque réservataire conformément au modèle figurant en annexe n°5 aux fins de comptabilisation.

Le ménage devra au préalable avoir été identifié comme relevant de l'ACD ou du DALO sur le fichier partagé de la demande afin que les réservataires puissent suivre les attributions à l'aide de cet outil. L'AREAL devra paramétrer des statistiques hebdomadaires pour chaque réservataire et leur ouvrir un accès à l'outil statistique du fichier partagé afin qu'ils puissent effectuer leurs propres requêtes.

S'agissant des refus de proposition opposés par des ménages :

- reconnus prioritaires par la Commission de Médiation : ceux-ci devront être argumentés par les familles ou à défaut par les bailleurs sociaux au regard du décret n°2001-176 du 15 février 2011, le Préfet statuant sur le caractère adapté de la proposition, entraînant de ce fait la sortie ou non du ménage du dispositif DALO
- inscrits en ACD (DRP, PP EUROMÉTROPOLE, RDLS ou ALS) : ceux-ci devront être argumentés par les familles ou à défaut par les bailleurs sociaux et portés à connaissance de chaque réservataire, par l'envoi d'un tableau mensuel conformément au modèle figurant en annexe n°5, aux fins de comptabilisation, et le cas échéant, radiation de l'inscription dans le dispositif.

5.5. Tableau de suivi

Les échanges entre les acteurs de l'ACD s'effectuent de manière dématérialisée.

Les réservataires disposent d'une base de gestion commune.

Chaque travailleur social sera informé par le réservataire sollicité de la validation ou de la non validation provisoire ou définitive de l'ACD par un courriel.

Chaque réservataire effectuera également un bilan des attributions effectuées aux ménages qu'il a labellisé. Il fournira pour le comité technique les données quantitatives figurant à l'annexe n°6 et 7. (nombre d'ACD validés, par critère, etc...)

ARTICLE 6 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI

6-1. Accompagnement Vers le Logement (AVL)

Suite à la circulaire du 19 juillet 2010 relative à l'accompagnement vers et dans le logement, la DDDCS a mis en place le dispositif « AVL » depuis le 25 octobre 2011. Une association mandatée en assure la gestion.

L'AVL est destiné à faciliter l'accès au parc social des ménages prioritaires, faisant état de problématiques spécifiques pouvant constituer un frein vis à vis du relogement (difficultés financières et/ou difficultés d'insertion sociale).

Il permet un accompagnement social et administratif par l'association qui, suite aux décisions prises lors de la commission d'admission (DDD, CD, Eurométropole de Strasbourg), établit en premier lieu un bilan diagnostic avec le ménage (difficultés pour accéder à l'autonomie locative, moyens à mobiliser pour surmonter ces difficultés) dont le résultat est présenté à la commission d'admission suivante. Si la nécessité d'un accompagnement personnalisé est avérée, il est proposé au ménage une mesure d'AVL pour une durée de trois mois. Suite à un bilan d'étape, il peut être renouvelé une fois et, à titre très exceptionnel, une seconde fois.

L'information aux bailleurs sociaux de l'entrée dans la mesure AVL est faite par le contingentement de la mesure AVL dans le Fichier Partagé de la demande de logement social.

Le référent social est avisé des résultats de l'accompagnement lors du point d'étape et à la fin de la prise en charge, afin notamment de pouvoir faire le lien avec le FSL du Bas-Rhin ou de l'Eurométropole de Strasbourg si nécessaire.

L'AVL peut être mis en place pour les publics suivants :

- les ménages reconnus prioritaires DALO, sur décision de la commission (FNAVDL-DALO).
- les ménages labellisés par les réservataires, et à la demande du travailleur social, sans condition de délai :
 - en situation d'urgence (DRP) ;
 - en procédure d'expulsion locative (DRP et PP EUROMÉTROPOLE) ;
 - hébergés chez un tiers, en sur-occupation, avec enfant mineur ou personne handicapée à charge ;
 - Personnes dont le loyer et les charges sont en inadéquation avec les ressources ;
 - Personnes victimes de violences au sein du couple, sortant d'un réseau de prostitution ou victimes de traite des êtres humains ou de proxénétisme ;
 - Demandeurs inscrits depuis plus de 24 mois sans proposition de logement, non logés dans le parc social et actuellement en logement inadapté ;
 - les ménages dont les enfants sont placés en établissement ou famille d'accueil en raison notamment de l'absence de logement ; ou lorsqu'il existe un risque de placement ou de rupture scolaire en raison d'un problème de logement ;
 - les jeunes en difficultés sociales de 18 à 25 ans, aptes à occuper un logement autonome (hors Pass accompagnement) ;
 - les accédants à la propriété qui sont obligés de vendre suite à une rupture professionnelle, familiale, ou suite à un problème de santé ;
 - ménages relogés dans le cadre de la MOUS départementale

- les ménages exposés à des situations d’habitat indigne ou de logement non décent (parc privé hors EMS) ayant fait l’objet d’un constat d’infraction au règlement sanitaire départemental ou d’un diagnostic de non décence par le DDELIND ;
 - les personnes en perte d’autonomie ou situation de handicap moteur bénéficiant d’une demande Handilogis ayant besoin d’un logement adapté ou accessible.
- les ménages labellisés par les réservataires, et à la demande du travailleur social, sous condition de délai :
- sortants de structures aptes à intégrer un logement et pour lesquels aucune proposition n’a été faite dans un délai de 6 mois ;
 - Parent isolé ou couple avec enfant(s) sortant d’un centre parental ;

A titre dérogatoire, une mesure d’AVL pourra être sollicitée pour des situations exceptionnelles hors critères.

6-2. Accompagnement Social Lié au Logement

Afin de faciliter l’insertion des familles en situation de fragilité et de précarité sociale, économique et culturelle dans leur nouvel environnement, un accompagnement social lié au logement sera, si la situation le justifie, mis en place auprès des familles relogées. Sa durée et sa spécificité seront adaptées à la situation du ménage.

Il sera conforme aux dispositions de la charte d’accompagnement social liée au logement et aux règlements intérieurs des fonds de solidarité logement du Bas-Rhin et de l’Eurométropole de Strasbourg.

Si cet accompagnement social est délégué à un organisme habilité par les FSL, cette délégation se fera conformément à la procédure de saisine des FSL.

Saisine du FSL par les bailleurs sociaux :

- si l’ASLL est sollicité sur le formulaire de l’ACD mais non demandé au FSL : le bailleur transmettra l’ACD complet et le FSL déléguera un bilan diagnostic ;
- si l’ASLL n’est pas sollicité sur le formulaire de l’ACD : le bailleur pourra, si la situation le justifie, établir une demande d’ASLL pour demander un bilan diagnostic ;
- dans le cadre d’un relogement d’un ménage relevant du public prioritaire Dalo : le bailleur pourra, si la situation le justifie, établir une demande d’ASLL pour demander un bilan diagnostic.

La durée et la spécificité de l’accompagnement social seront adaptées à la situation du ménage. Lorsque c’est nécessaire, il pourrait être mis en oeuvre avant l’entrée dans les lieux, à condition que l’information soit communiquée par le bailleur concerné au FSL.

Les modalités d’intervention et de financement de tout accompagnement social sont précisées dans les règlements intérieurs des FSL.

6-3 Mesure d’Accompagnement à l’Entrée dans le Logement (MAEL)

Il s’agit d’une mesure particulière d’accompagnement prévue pour les ménages bénéficiant d’une protection internationale hébergés dans des dispositifs dédiés à la demande d’asile.

Cette mesure permettra dans un premier temps de faciliter l’accès au logement de ce public en les accompagnant lors de la visite du logement, à la signature du bail direct/sous-location, et lors de l’entrée dans les lieux.

Cette mesure visera dans un second temps à simplifier pour ces ménages l’entrée dans le logement en aidant au changement d’adresse, à l’ouverture des droits aux allocations de logement, en effectuant la demande FSL ; en appuyant la gestion budgétaire, le suivi des paiements de loyers et le démarrage des relations avec le bailleur ; et en aidant à la scolarisation des enfants et à l’orientation vers les services nécessaires à la bonne intégration des personnes afin de garantir la continuité des démarches initiées durant la période (pôle emploi, cours de langue, accès à la santé...).

La mesure est prévue pour une durée de six mois maximum à compter de la proposition de logement. Toutefois, en cas de nécessité, le bailleur pourra solliciter l'association durant la première année de l'accès au logement. Si la reprise d'un accompagnement s'avère nécessaire, une mesure d'accompagnement complémentaire pourra être validée.

L'association s'assurera de l'adhésion des ménages à la démarche par la signature d'un contrat d'engagement mutuel entre l'association et chaque ménage.

L'information aux bailleurs sociaux de l'entrée dans la mesure MAEL est faite par le contingentement de la mesure MAEL dans le Fichier Partagé de la demande de logement social.

La mise en œuvre de cette mesure peut être demandée par le travailleur social, les services de l'Etat ou le bailleur lors de l'attribution du logement.

ARTICLE 7. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

7-1. Comité de pilotage du PDALHPD

L'objectif quantitatif de l'ACD, ainsi que ses engagements qualitatifs feront l'objet d'un bilan annuel en comité de pilotage du PDALHPD.

7-2. Comité de pilotage de l'ACD

Le comité de pilotage de l'ACD, chargé de suivre les engagements pris par les partenaires du présent accord, se réunira une fois par an. Il sera présidé par la directrice départementale déléguée de la cohésion sociale du Bas-Rhin, dont le service assurera le secrétariat du comité.

Le comité sera composé de représentants :

- des services de l'Etat : la DDDCS en tant que gestionnaire du DRP et de la commission de médiation DALO,
- des services du Conseil Départemental et de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que gestionnaires de droits de réservation et délégataires des aides à la pierre,
- des services d'Action Logement Service en tant que gestionnaires de droits de réservation,
- de l'AREAL, avec au moins un bailleur social représentant le parc de logements de l'Eurométropole de Strasbourg et au moins un bailleur social représentant le parc social hors Eurométropole de Strasbourg,
- des représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées,
- des services sociaux de la Ville de Strasbourg et des Unités Territoriales d'Action Médico-Sociale (UTAMS) du Bas-Rhin.

Le comité de pilotage de l'ACD aura notamment pour mission de :

- dresser un bilan synthétique et évaluer la mise en œuvre de l'ACD,
- proposer de nouvelles orientations afin de contribuer à l'amélioration du dispositif.

7-3. Comité technique de l'ACD

Le comité technique de l'ACD se réunira 2 fois par an. Il regroupe les signataires de l'ACD et des représentants des organismes instructeurs.

Le comité technique aura notamment pour mission :

- de suivre l'objectif d'attribution au titre de l'ACD en particulier,
- de suivre et de coordonner la gestion des 4 contingents de logements sociaux réservés sur la base des tableaux de bord communiqués à la DDD par les 4 gestionnaires, 3 semaines avant chaque réunion semestrielle,

- de s'assurer que les tableaux de bord fassent apparaître *a minima* le nombre de demandeurs, le nombre de propositions, le nombre d'attributions prononcées, le nombre de refus, et le motif des refus,
- de contrôler le nombre de demandeurs par gestionnaire et procéder aux arbitrages adéquats en cas de double ou triple inscription constatée,
- de contrôler l'évolution du nombre d'attributions prononcées par bailleur et par gestionnaire compte tenu des objectifs annuels fixés à l'article 2 et de procéder aux arbitrages adéquats en cas de double ou triple attribution constatée,
- d'analyser la mise en œuvre des mesures d'AVL et d'ASLL en fonction de la problématique familiale,
- d'identifier les obstacles au bon fonctionnement de l'ACD (mode de gestion des contingents, problème de coordination ou de respect des engagements) et de proposer par voie d'avenant les adaptations nécessaires,
- de relever les difficultés constatées en terme d'accompagnement, de suivi, de disponibilité de l'offre mais également de problématique liée à la demande,
- d'analyser les résultats des groupes de travail de l'ACD.

7-4. Mise en place de groupes de travail :

Des groupes de travail seront constitués pour :

- les situations dites « bloquées » dans le but de déterminer les règles et moyens à mettre en œuvre pour tenter de limiter à 6 mois le délai d'attente d'un maximum de ménages labellisés par un des réservataires de l'ACD (mise en place d'une commission cas bloqués et groupe de travail sur les outils / la procédure...)
- la question des refus de propositions de logement adaptées par les ménages
- les freins liés à l'accès au logement des ménages sortant de structure d'hébergement

Un bilan annuel du travail effectué sera présenté au comité de pilotage de l'ACD

ARTICLE 8. DUREE DE L'ACCORD

Les engagements contenus dans la présente convention s'établissent pour la période 2019-2021, et pourront faire l'objet d'avenants, notamment au regard de l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 9. EVALUATION DE L'ACCORD

Les services de l'Etat établiront le bilan annuel du présent accord avec la contribution des autres partenaires, en particulier des autres réservataires (Cf Annexe n°6), puis ils le transmettront à l'AREAL ainsi qu'aux présidents respectifs du Conseil Départemental, de l'Eurométropole de Strasbourg, délégués des aides à la pierre et Action Logement Services.

Ce bilan portera, d'une part, sur l'objectif quantitatif fixé en termes de nombre d'attributions prononcées en CAL et, d'autre part, sur le nombre de relogements effectifs afin de valoriser le travail effectué par les parties dans le but de faire se rapprocher ces deux données.

L'évaluation de l'accord devra être réalisée sur la base de critères d'appréciation communément définis au sein du comité de pilotage, qui devront porter sur :

- le respect des objectifs fixés :
- le nombre d'attributions en CAL, dont 500 a minima en faveur des sortants de structures,
- le nombre de relogements effectifs,
- le nombre de refus et les principaux motifs,
- la mixité sociale,
- les délais de relogements, en particulier pour le DALO,
- le bilan intermédiaire et final des engagements,
- l'accompagnement vers le logement et l'accompagnement social lié au logement.

Cette évaluation sera organisée avec les différents acteurs associés au dispositif : bailleurs, collectivités, associations, travailleurs sociaux et visera :

- au développement du partenariat entre les acteurs (mise au point des articulations ou pratiques collectives nécessaires, échange et prise en compte des contraintes respectives...),
- à l'analyse des effets en termes de réponses aux besoins et de diversité sociale du parc.

Fait à STRASBOURG, le

Le PREFET DU BAS-RHIN

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Jean-Luc MARX

Frédéric BIERRY

Le PRESIDENT L'EUROMETROPOLE DE
STRASBOURG

Le PRESIDENT DE L'AREAL

Robert HERRMANN

Carlos SAHUN

La Directrice Régionale d'Action Logement Services

Caroline MACE

Les bailleurs sociaux :

Monsieur le Directeur Général de BATIGERE
NORD-EST

Monsieur le Directeur du FOYER de la BASSE
BRUCHE

Monsieur le Directeur de COLMAR HABITAT

Monsieur le Président du Directoire de DOMIAL

Monsieur le Directeur Général de CUS HABITAT

Monsieur le Directeur Général du FOYER
MODERNE de SCHILTIGHEIM

Monsieur le Directeur d'HABITAT DE L'ILL

Madame la Directrice Générale d'HABITATION
MODERNE

Monsieur le Directeur d'ICF HABITAT NORD-EST

Monsieur le Directeur Général d'IMMOBILIERE 3F
GRAND EST

Monsieur le Directeur Général d'OPUS 67

Monsieur le Directeur de NEOLIA

Monsieur le Directeur de la SOMCO

Madame la Directrice d'OBERNAI HABITAT

Monsieur le Directeur de VILOGIA

Madame la Directrice de la SEDES

Monsieur le Directeur de la SIIHE

Monsieur le Directeur Général de la SIBAR

Monsieur le Directeur de la CDC Habitat (SNI)

Glossaire

ACD : Accord Collectif Départemental

ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

AREAL : Association Régionale des Organismes HLM d'Alsace

ASLL : Accompagnement Social Lié au Logement

AVL : Accompagnement Vers le Logement

CAL : Commission d'Attribution des Logements

CDM : Commission de Médiation

CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale

CIA : Convention Intercommunale d'Attribution

DALO : Droit Au Logement Opposable

DDD à la DRDJSCS : Direction Départementale Déléguée à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

DRP : Droit de Réservation Préfectorale

ENL : Engagement National pour le Logement

FAS : Fédération des acteurs de la solidarité

FSL : Fonds de Solidarité pour le Logement

MOUS : Maitrise d'œuvre Urbaine et Sociale

PDALHPD : Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées

PLS, PC, PLI, PLA CFF, PLAI, PLUS : catégories de financement du logement locatif social

PP EUROMÉTROPOLE : Public Prioritaire de l'Eurométropole de Strasbourg

PEEC : Participation des Employeurs à l'Effort de Construction

PRU : Projet de Rénovation Urbaine

RDLS : Règlement Départemental du Logement Social

UTAMS : Unités Territoriales d'Action Médico-Sociale

UT : Unité Territoriale de la ville de Strasbourg

Liste des annexes

ANNEXE N°1 : Bilan ACD 2014-2017

ANNEXE N°2 : Répartition de l'objectif ACD par bailleur

ANNEXE N°3 : Tableau de concordances des publics prioritaires ACD et de l'article L441-1 du CCH

ANNEXE N°4 : Listes des pièces nécessaires à la complétude d'une demande de logement social

ANNEXE N°5 : Modèle de tableau permettant aux bailleurs sociaux de transmettre à chaque réservataire les relogements et refus d'attributions à comptabiliser sur son contingent

ANNEXE N°6 : Eléments de bilan annuel à fournir par les réservataires

ANNEXE N°7 et 8 : Trame des bilans semestriels et annuels effectués par les réservataires

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

**Association Arts et Industries - Droit commun 2018.
Strasbourg / Ilôt Landsberg-Kurvau - 48 avenue du Rhin- Opération de
construction de 45 logements étudiants par surélévation d'un bâtiment
existant financé en Prêt Locatif Social (PLS) et prêt complémentaire.
Garantie d'emprunts.**

Par délibération en date du 18 mars 2011, la Communauté urbaine de Strasbourg a validé la création d'une résidence étudiante (Maison de l'Ingénieur et de l'Architecte N° 2) pour 210 logements, sur un terrain acquis auprès de la ville de Strasbourg.

Cette résidence a été livrée à la fin de l'été 2012 et accueille les étudiants entrant en première année à l'INSA de Strasbourg et dont l'éloignement du domicile familial nécessite de leur offrir un logement sur place.

Pour répondre à l'augmentation des demandes, il a été prévu d'étendre le parc actuel de 210 logements à 255 logements par une surélévation de l'immeuble, dont la structure a été conçue à l'origine dans cette perspective d'agrandissement.

La composition architecturale initiale est caractérisée par un corps central de 5 niveaux s'ouvrant au rez-de-chaussée par un hall vitré sur la route du Rhin et flanqué de deux ailes de six niveaux chacune orientées perpendiculairement au corps central.

Il a donc été décidé de surélever les deux ailes, dont l'une située à l'Est (rue de Kurvau) sera surélevée de deux niveaux et l'autre située à l'Ouest (avenue du Rhin) sera surélevée d'un niveau.

Les 45 studios créés seront équipés de salles d'eau et de kitchenettes non accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR). Les besoins en accessibilité sont couverts dans le parc de studios existant.

L'arrêté portant permis de construire a été délivré le 25 octobre 2016.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n° 1).

Pour financer cette extension, l'association Arts et Industrie compte contracter 2 prêts : un prêt PLS auprès de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, d'un montant de 1,5 million d'euros et un prêt complémentaire auprès de la Caisse du Crédit Mutuel Strasbourg Esplanade, d'un montant de 1,3 million d'euros.

Dans ce cadre, l'association Arts et Industrie sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour l'octroi de sa garantie à 100 % à l'emprunt PLS (Prêt Locatif social) et à l'emprunt complémentaire.

En contrepartie de cette garantie d'emprunt, l'Eurométropole de Strasbourg a demandé à l'association Arts et Industries la mise en place d'une hypothèque de premier rang au bénéfice de la Collectivité. Cette hypothèque est une condition posée à la prise en garantie.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
modifiée le 19 décembre 2018 concernant l'extension des garanties d'emprunts
accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements social
vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier
vu l'article 2298 du Code civil
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
vu les articles L 5111-4 et L 5217-2 et suivants du Code général
des collectivités territoriales
vu la décision d'agrément de l'Etat du 31 décembre 2018
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération de construction et surélévation de 45 logements étudiants située à Strasbourg / Îlot Landsberg-Kurvau – 48 avenue du Rhin :

la garantie à 100 % du prêt locatif social (PLS) et à 100% du prêt complémentaire qui seront respectivement contractés par l'association Arts et Industries auprès de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et la Caisse de Crédit Mutuel de l'Esplanade et dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessous :

<i>PLS construction :</i>	
<i>Montant du prêt</i>	<i>1 500 000 €</i>
<i>Durée totale du prêt</i>	<i>25 ans</i>
<i>Taux d'intérêt</i>	<i>taux révisable = taux du livret A majoré de 0,75 %, soit</i> <i>1,86 % à ce jour</i>
<i>Indice de référence</i>	<i>taux du Livret A</i>

<i>Remboursement échéances</i>	<i>en 300 mensualités constantes comprenant capital et intérêts de 6 256 € (hors assurance)</i>
<i>Frais de dossier</i>	<i>5 000 €</i>

<i>Prêt complémentaire :</i>	
<i>Montant du prêt</i>	<i>1 300 000 €</i>
<i>Durée totale du prêt</i>	<i>25 ans</i>
<i>Taux d'intérêt fixe</i>	<i>2 % (validité 20/02/2019)</i>
<i>Frais de dossier</i>	<i>4 000 €</i>
<i>Remboursement échéances</i>	<i>299 mensualités constantes comprenant le capital et intérêts de 5 510,11 € (hors assurance) et une mensualité de 4 625,63 €</i>

Pour le PLS, le taux d'intérêt et de progressivité indiqué ci-dessus sont établis sur la base de l'indice de référence (Livret A) et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du livret A en vigueur à la date de la présente délibération.

Pour le prêt complémentaire, le taux sera celui du mois de l'acceptation de l'offre de prêt par l'Association Arts & Industries.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'association Arts et Industries dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

En contrepartie de cette garantie d'emprunt, l'association Arts et Industries consent à l'Eurométropole de Strasbourg une hypothèque de premier rang au bénéfice de la Collectivité ; les frais d'hypothèque qu'impose cet acte seront à la charge de l'association Arts et Industries.

Le projet d'acte d'hypothèque est joint en annexe de cette délibération.

Cette clause de contre garantie ne concerne pas la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et la Caisse de Crédit Mutuel de l'Esplanade.

Il est précisé que la garantie d'emprunt susvisée n'entrera en vigueur qu'après la mise en place effective de l'hypothèque de premier rang.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et de la Caisse de Crédit Mutuel de l'Esplanade, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'association Arts et Industries pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération. L'acte d'obligation hypothécaire pris en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et la Caisse de Crédit Mutuel de l'Esplanade en cas de mise en jeu de la garantie.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Bailleur : MAISON DE L'INGENIEUR

Numéro de référence

2018016

Contact:

Tél:

Opération:	
Identification	Sur-élévation du bâtiment et construction de 45 logements étudiants
Commune	Strasbourg
Quartier	Neudorf / Schluthfeld / Port du Rhin / Musau
Numéro	
Adresse	48 avenue du Rhin - Ilôt du Landsberg

Financement droit commun		
Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLS	45	- €
Total subventions Eurométropole		- €

Demande de subvention ☐Hypothèque 1er rang ☒

Organisme prêteur:

Crédit Mutuel

Description de l'opération

Performance énergétique:

Chauffage: Collectif

type:

Gaz

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)		Loyer mensuel prévisionnel PLS(SU)				
T1	45	18,70	18,70		246,09 €				
Total	45	841,50	841,50						

Nombre de logements adaptés au handicap:

0

Nombre de grands logements

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLS

13,16 €

Ratios

Cout des travaux	50 289,04 €	/ logement	prix au m² de SH	3 327,39 €
Prestations intellectuelles	6 350,73 €	/ logement	prix au m² de SU	3 327,39 €
Montant de la TVA	5 582,44 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement

(€ TTC)

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	2 263 007,00 €	81%	Subventions	- €	0%
Prestations intellectuelles	285 783,00 €	10%	ETAT	- €	
Montant de la TVA	251 210,00 €	9%	Eurométropole de Strasbourg	- €	
			Emprunts	2 800 000,00 €	100%
			Prêt PLS Construction	1 500 000,00 €	
			Prêt PLS Complémentaire	1 300 000,00 €	
			Fonds propres		0%
Total	2 800 000,00 €	100%	Total	2 800 000,00 €	100%

Observations:

ASSOCIATION ARTS ET INDUSTRIES
Maître d'ouvrage



Assistant du maître d'ouvrage

**CONSTRUCTION DE LA SECONDE
MAISON DE L'INGENIEUR ET DE
L'ARCHITECTE – MIA2**

Marché de conception - réalisation

Avenant n°6

Montant initial du marché :

HT : 7 897 921,89 €
TTC : 9 445 914,58 €

Montant des avenants antérieurs :

HT : 788 316,54 €
TTC : 942 826,58 €

Montant de l'avenant n°6 :

HT : 13 397,72 €
TTC : 16 023,67 €

Montant total du marché après l'avenant n° 6 :

HT : 8 699 921,89 €
TTC : 10 404 764,84 €

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'ajouter au marché de conception réalisation les prestations et travaux modificatifs et/ou supplémentaires ci-après :

- Mise en œuvre d'un revêtement de sol à base de résine polyuréthane sur le sol et les escaliers du hall de la résidence
- Mise en œuvre d'un revêtement de sol extérieur à base de résine polyuréthane étanche sur le sol de la coursière extérieure sud est

ARTICLE 2 – Modification de l'annexe n°2 à l'acte d'engagement

L'annexe n°2 à l'acte d'engagement est complétée par l'ajout des points suivants :

Chapitre 1 :

L'article 37. « Traitement du sol et des escaliers du hall par une résine polyuréthane » est ajouté.

« Le marché inclut la prestation complémentaire de revêtement de sol en résine polyuréthane mise en œuvre sur la surface du hall et des deux escaliers attenants pour un montant total de 11 446,40 €HT et selon les détails du devis n°25A du 22/10/12 annexé au présent avenant. »

L'article 38. « Traitement du sol de la coursière extérieure sud est par une résine polyuréthane étanche » est ajouté.


« Le marché inclut la prestation complémentaire de revêtement de sol en résine polyuréthane étanche mise en œuvre sur la surface de la coursière extérieure sud est pour un montant total de 1 951,32 €HT et selon les détails du devis n°27A du 22/10/12 annexé au présent avenant. »

ARTICLE 3 – Autres dispositions

Toutes les clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires au présent avenant.

Fait en un exemplaire original.

A DUPPIGHEIM, le 9 novembre 2012
Pour le Titulaire,

 **demathieu bard**
CONSTRUCTION
Z.I. Rue Claude Chappe
67120 DUPPIGHEIM
Tél 03.90.40.98.20
Fax 03.90.40.90.99

A Strasbourg, le 7 novembre 2012
Le Président national d'Arts et Industries
Personne responsable du marché



ARTS et INDUSTRIES
Maison de l'Ingénieur
56, Boulevard d'Anvers
67000 STRASBOURG

Date de notification de l'avenant : celle figurant sur l'accusé de réception postal

Etude 67010
190015101
K/P/V

ACTE D'OBLIGATION HYPOTHECAIRE

REPertoire :	Du :
--------------	------

**L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,
LE**

**Maître Raymond KREBS, notaire à STRASBOURG (67000), 7, Place de
Bordeaux, soussigné,**

A authentifié le présent acte, auquel sont parties :

1°) L'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES, Association de droit local, régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local applicable en Alsace-Moselle, maintenu en vigueur par la Loi du 1^{er} juin 1927. Ladite association inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous volume 13 Folio n° 21, Ayant son siège social à 67000 STRASBOURG, Maison de l'ingénieur et de l'architecte 56 Boulevard d'Anvers

Représentée par son Président, Monsieur Christophe BAILLY,
Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une résolution du

dont un extrait demeure ci-annexé après mention, ladite résolution prise sur la base de l'assemblée générale

Demeurent ci-joints et annexés après mention:

- . une copie certifiée conforme des statuts de ladite association,
- . une copie du certificat d'inscription au registre des Associations,
- . un extrait certifié conforme de la résolution du

sus-visées (**ANNEXE N° 1**)

2°) L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et son décret d'application n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Eurométropole de Strasbourg» située dans le département du Bas-Rhin, ayant son siège à STRASBOURG CEDEX (67076), 1 Parc de l'Etoile, identifiée au SIREN sous le numéro 246700488, et venant aux droits de la Communauté urbaine de Strasbourg à laquelle elle s'est substituée au 1^{er} janvier 2015 par l'effet de la loi du 27 janvier 2014 et du décret d'application précités

Représentée par son président M. Robert HERRMANN ou son représentant, M.Syamak AGHA BABAEI,

par délibération du Conseil de Communauté du 5 janvier 2017
dont copie demeure ci-annexée.

Le représentant de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG est dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil en date du 3 mai 2019 dont copie demeure ci-annexée après mention (**ANNEXE 2**)

LESQUELS, préalablement à l'acte objet des présentes ont exposé ce qui suit :

E X P O S E

Aux termes d'un acte reçu par Maître Claude RINGEISEN, notaire à OBERSCHAEFFOLSHEIM, en date du 02 février 2012, l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES a acquis un terrain situé à STRASBOURG 67000, Route du Rhin, tel qu'il sera plus amplement désigné ci-après.
Ledit terrain a été surbâti de la maison de l'ingénieur et de l'architecte – MIA2.

L'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES souhaite, compte-tenu de l'accroissement du nombre d'élèves de l'INSA de STRASBOURG, concrétiser l'extension de la résidence destinée à loger les élèves à l'INSA.

Il est précisé que pour répondre à l'augmentation des demandes, il a été prévu d'étendre le parc actuel de 210 logements à 255 logements par une surélévation de l'immeuble, dont la structure a été conçue à l'origine dans cette perspective d'agrandissement.

La composition architecturale initiale est caractérisée par un corps central de 5 niveaux s'ouvrant au rez-de-chaussée par un hall vitré sur la route du Rhin et flanqué de deux ailes de six niveaux chacune orientées perpendiculairement au corps central.

Il a donc été décidé de surélever les deux ailes, dont l'une située à l'Est (rue de Kurvau) qui sera surélevée de deux niveaux et l'autre située à l'Ouest (avenue du Rhin) qui sera surélevée d'un niveau.

L'arrêté portant permis de construire a été délivrée le 25 octobre 2016, dont une copie demeure ci-annexée après mention (**ANNEXE N° 3**).

A la demande de l'Eurométropole de Strasbourg, demeure également ci-annexé après mention (**ANNEXE ° 4**), un document intitulé « Construction de la seconde maison de l'ingénieur et de l'architecte – MIA2 – Marché de conception-réalisation »

Dans le cadre du financement de ce projet, l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES a sollicité la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL dont le siège est à STRASBOURG (67913), 4 rue Frédéric Guillaume Raiffeisen et la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE L'ESPLANADE dont le siège est à STRASBOURG (67000), 2 avenue du Général de Gaulle, qui ont consenti chacune un prêt, à savoir :

I. Un prêt dénommé « Prêt Locatif Social » d'un montant de UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS (1.500.000 euros) pour une durée de 25 ans au taux d'intérêt de 1,86 % variable, pour la **CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL**, ainsi qu'il résulte d'une lettre du 07 février 2019, dont une copie demeure ci-annexée après mention (**ANNEXE 5**).

II. Un prêt dénommé « Prêt Association Assim. Prof. » d'un montant de UN MILLION TROIS CENT MILLE EUROS (1.300.000 euros) pour une durée de 25 ans, au taux d'intérêt fixe de 2 % pour la **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE L'ESPLANADE** ainsi qu'il résulte d'une lettre du 20 février 2019, dont une copie demeure ci-annexée après mention (**ANNEXE 6**).

En garantie de ces deux prêts consentis, la **CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL** et la **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE L'ESPLANADE** ont souhaité la mise en place d'une caution solidaire de l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG à hauteur de 100 % sur le montant des deux prêts.

L'EUROMETROPOLE de STRASBOURG a accepté cette garantie vis-à-vis de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE L'ESPLANADE, selon délibération du Conseil du 3 mai 2019, et s'est engagée à se porter caution de l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES vis-à-vis de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE L'ESPLANADE, mais à condition d'obtenir en garantie de son engagement, une hypothèque conventionnelle de premier rang sur les biens sis à STRASBOURG 67000, Route du Rhin, tel qu'ils seront plus amplement désignés ci-après, propriété de l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES.

Le présent acte a pour objet de régulariser la constitution d'hypothèque conventionnelle à la charge des biens appartenant à l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES au profit de l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG, en contrepartie de la garantie d'emprunts confirmée par cette dernière.

CECI EXPOSE, il est passé au présent acte portant :

AFFECTATIONS HYPOTHECAIRES

Reconnaissance de prêt

L'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES, par son représentant es qualités, reconnaît devoir à :

. la **CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL** le remboursement de la somme de 1.500.000 € (UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS), au titre du prêt locatif social qui lui est consenti sur une durée de 25 ans, taux d'intérêt variable de 1,86 % (en

fonction du taux de rémunération du livret A) et TEG de 1,94 % (0,1616 % mensuel), comme l'indique le mail du 26 mars 2019 demeuré ci-annexé après mention **(ANNEXE N° 7)**, dans les conditions qui résultent du courrier du 7 février 2019 ayant les caractéristiques suivantes :

Objet du financement	: Crédit Immobilier Prof. Habitations
Montant du crédit	: 1.500.000 Euros
Nature du crédit	: PLS SECTEUR PRIVE
Durée du prêt	: 300 mois
Taux du cré »dit hors assurance	: 1,86 %
Type de taux	: Taux variable (pour information 0,75 % au 31/12/2018)
Frais de dossier	: 5.000 euros

. la **CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE** le remboursement de la somme de 1.300.000 € (UN MILLION TROIS CENT MILLE EUROS), au titre du prêt Associat. Assim. Prof. qui lui est consenti sur une durée de 25 ans, taux d'intérêt fixe de 2 % , dans les conditions qui résultent du courrier du 20 février 2019. TEG non communiqué par la BANQUE comme l'indique le mail du 28 mars 2019 demeuré ci-annexé après mention **(ANNEXE N° 8)**

Objet du financement	: Immeubles et travaux imm.
Montant du crédit	: 1.300.000 Euros
Nature du crédit	: P. ASSOCIAT. IMM. PROF
Durée du prêt	: 300 mois
Taux du crédit hors assurance	: 2 %
Type de taux	: taux fixe
Frais de dossier	: 4.000 euros

Engagement de caution personnelle et solidaire

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, par son représentant es qualités, s'engage à se porter caution personnelle et solidaire de l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES vis-à-vis de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE, pour le remboursement desdits prêts.

Affectation hypothécaire

A la garantie et à la sûreté du remboursement par l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES au profit de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et la CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE, de toutes les sommes que l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG pourrait être amenée à payer au titre de son engagement de caution des prêts sus-relatés, à savoir :

- pour le prêt consenti par la **CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL** : soit la somme en principal de **1.500.000 (UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS)**, les intérêts jusqu'au taux de 20 % l'an, majorés de trois points en cas de retard, et les frais et accessoires évalués sous toutes réserves à **TROIS CENT MILLE EUROS (300.000 euros)**,
- pour le prêt consenti par la **CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE** : soit la somme en principal de **1.300.000 (UN MILLION TROIS CENT MILLE EUROS)**, les intérêts au taux de 2 % l'an, majorés de trois points en cas de

retard, et les frais et accessoires évalués sous toutes réserves à **DEUX CENT SOIXANTE MILLE EUROS (260.000 euros)**,

L'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES par son représentant affecte et hypothèque au profit de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, qui accepte par son représentant, le bien ci-après désigné avec tous immeubles par destination et les constructions et surélévations en cours d'édification.

Désignation

A STRASBOURG (67000), Route du Rhin, un immeuble bâti figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
DS	479/13	Route du Rhin	00 ha 19 a 67 ca

Tel que ledit BIEN se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Un plan cadastral demeure ci-annexé après mention (**ANNEXE N°9**)

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens donnés en garantie sont inscrits au Livre Foncier de STRASBOURG au nom de ARTS ET INDUSTRIES.

Elle est devenue propriétaire des biens ci-dessus désignés aux termes d'un acte de vente reçu par Maître Claude RINGEISEN, notaire à OBERSCHAEFFOLSHEIM, en date du 02 février 2012.

Pour une origine de propriété plus détaillée, l'on se réfère aux annexes du Livre Foncier.

SITUATION HYPOTHECAIRE - CHARGES

Les biens immobiliers objets des présentes sont libres du chef de ARTS ET INDUSTRIES de toutes inscriptions, charges ou restrictions quelconques, à l'exception de :

Numéro AMALFI : C2013STR031616

Type : Autre charge

Libellé/Cause : Convention d'aide au logement

Nature d'inscription : Définitive

Motif de modification : Pas de motif

Bénéficiaire : ETAT par délégation la COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Date de fin : 30/06/2041

Complément d'information :

Conventions APL n° 672032011/02-846/1067/357C et 358C du 04/04/2011, authentifiées par acte administratif du 15.04.2011.

RANG DE L'INSCRIPTION

En conséquence de ce qui précède, les inscriptions hypothécaires à prendre en vertu des présentes auront le PREMIER RANG, à égalité de rang et sans concurrence, du chef de l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES.

LIVRE FONCIER

Les parties requièrent l'inscription au Livre Foncier à charge des biens sus-désignés :

- d'une hypothèque pour sûreté du remboursement de la somme principale de 1.300.000 €, montant du prêt, des intérêts au taux de 2 % l'an, des intérêts de retard au taux de 5 %, ainsi que des frais et accessoires évalués à 260.000 €, avec effet jusqu'au 20 mars 2045,

- d'une hypothèque pour sûreté du remboursement de la somme principale de 1.500.000 €, montant du prêt, des intérêts jusqu'au taux de 20 % l'an, des intérêts de retard au taux de 23 %, ainsi que des frais et accessoires évalués à 300.000 €, avec effet jusqu'à 30 avril 2045

A EGALITE DE RANG ENTRE ELLES

au profit de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG,
dont le siège est à STRASBOURG (67000), 1 Parc de l'Etoile

DATE DE L'EFFET DES INSCRIPTIONS

La durée des inscriptions est à prendre avec effet correspondant à la durée de l'engagement de caution garanti par la présente affectation hypothécaire majoré d'un an, lequel engagement de caution sera pris pour la durée du prêt consenti à l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES par la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et la CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE.

REITERATION DE L'ENGAGEMENT DE CAUTION

A la suite de la présente inscription d'hypothèques, l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG s'engage à souscrire l'engagement de caution au profit de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL et de la CAISSE DE CREDIT MUTUEL STRASBOURG ESPLANADE sans délai.

SOUSSION A L'EXECUTION FORCEEE

Conformément à l'article 2284 du Code civil, il est rappelé à l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES et, le cas échéant, à la caution que « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». En application des dispositions de l'article L.115-5, 1° du Code des procédures civiles d'exécution, le débiteur et, le cas échéant, la caution, se soumettent à l'exécution forcée immédiate, sur tous les biens, présents et à venir.

A cet effet, l'emprunteur et, le cas échéant, la caution, donnent mandat irrévocable à tout représentant habilité du prêteur, à l'effet de reconnaître, en leur nom et pour le compte, le solde de leur dette aux termes d'un acte authentique à recevoir par le notaire soussigné, l'un de ses associés ou successeurs, et de les obliger au remboursement de celle-ci en principal et intérêts, frais et accessoires, en les soumettant à l'exécution forcée immédiate sur l'ensemble de leurs biens, présents et à venir.

L'emprunteur et, le cas échéant, la caution, autorisent la régularisation de l'acte authentique ci-dessus visé par le mandataire qu'ils ont désigné, nonobstant l'existence d'une éventuelle opposition d'intérêts, situation qu'ils déclarent accepter en pleine connaissance de cause, en se consentant mutuellement toute autorisation nécessaire, le tout conformément à l'article 1161 alinéa 2 du Code civil.

Le présent mandat est expressément stipulé irrévocable ; il est par ailleurs donné dans l'intérêt commun des parties.

Il ne pourra en conséquence être révoqué que par le consentement mutuel des parties.

Par ailleurs, par dérogation aux dispositions de l'article 2003 du Code civil, ce mandat ne prendra pas fin par le décès ou l'incapacité du ou des mandataires ou encore du ou des mandants, ni par une procédure collective d'apurement du passif, civile ou commerciale, ouverte à leur encontre.

La délivrance d'une copie authentique des présentes est requise par chacune des parties. Il est d'ores et déjà convenu que la ou les copies exécutoires seront délivrées immédiatement à la partie créancière sur sa demande, après l'établissement de l'acte complémentaire pour l'arrêté de compte et de soumission à l'exécution forcée.

FRAIS

Tous les frais des présentes et ceux qui en seront à la suite et la conséquence, ainsi que les frais de l'acte complémentaire pour l'arrêté de compte et de soumission à l'exécution forcée, sont à la charge de l'Association dénommée ARTS ET

INDUSTRIES qui s'y oblige dès à présent.

ASSURANCE INCENDIE

L'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES s'engage à assurer et à maintenir assurés contre les risques d'incendie pour leur exacte valeur et jusqu'au remboursement intégral du prêt, les biens affectés en garantie, et ce, compte tenu de toutes constructions nouvelles, améliorations et additions de toute nature.

DECLARATIONS DE ARTS ET INDUSTRIES

Le représentant de l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES déclare ce qui suit :

- l'Association dénommée ARTS ET INDUSTRIES n'a jamais été en état de règlement judiciaire, liquidation des biens,
- elle n'est pas en état de cessation de paiement,
- elle n'a pas demandé à bénéficier d'une suspension provisoire de poursuite,
- elle n'est pas en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire.

DELIVRANCE D'UNE COPIE EXECUTOIRE

Les parties requièrent la délivrance d'une copie exécutoire nominative du présent acte.

POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

Pour l'accomplissement des formalités d'inscription hypothécaire, les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout Clerc habilité du Notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et avec ceux d'état civil.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, domicile est élu au siège respectif des parties.

Et spécialement pour la validité de l'inscription à prendre en vertu des présentes en l'Etude de Me KREBS, notaire soussigné.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

RECAPITULATIF DES ANNEXES

TYPE D'ANNEXES	référence (Page -titre)
. Pouvoirs et statuts ARTS ET INDUSTRIES	1
. Délibérations EUROMETROPLE	2
. Copie arrêté permis de construire	3
. Document construction	4
. Courrier CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL	5
. Courrier CAISSE DE CREDIT MUTUEL ESPLANADE	6
. TEG CAISSE FEDERALE	7
. Mail CAISSE CREDIT MUTUEL ESPLANADE	8
. Plan cadastral	9

AUTHENTICITE - CLOTURE

DONT ACTE établi sur NEUF pages

APPROUVE PAR LES SIGNATAIRES DES PRESENTES QUI ONT:

1°/ pris connaissance des termes de l'acte, par leur lecture ou par celle qui leur en a été donnée par la personne qui a recueilli leur signature,

2°/ signé le présent acte,

3°/ approuvé:

mots rayés nuls.....:

renvois.....:

blancs barrés.....:

lignes rayées nulles

nombres rayés nuls.....:

Personne ayant recueilli la signature: Monsieur Pierre-Joseph KREBS, notaire-assistant en l'étude du notaire soussigné, habilité et assermenté à cet effet aux termes d'un acte déposé au rang des minutes du notaire soussigné le 08 juillet 2014, qui a également signé,

Dates et lieux de signature :

. En l'office notarial pour l'affectant le 04/04/2019

. Au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile à STRASBOURG pour l'Eurométropole de Strasbourg le

Signature par le notaire : L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
Le

Comparants – Signataires

Pour l'Association ARTS ET INDUSTRIE Monsieur Christophe BAILLY	
Pour l' EUROMETROPOLE de STRASBOURG	
Monsieur Pierre-Joseph KREBS	
Maître Raymond KREBS	

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Revalorisation des tarifs du réseau urbain de transport en commun de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de la mobilité, est compétente en matière de politique tarifaire ; dans ce cadre, le conseil eurométropolitain est donc appelé à arrêter ces évolutions.

L'évolution tarifaire proposée pour 2019 poursuit les actions mises en œuvre depuis plusieurs années telles que la tarification solidaire en place depuis 2010. Elle s'inscrit dans le contexte d'une amélioration continue des réseaux TC et contribue à répondre aux objectifs suivants :

- attirer et fidéliser les usagers,
- maintenir l'équilibre entre les apports des usagers et des contribuables,
- participer au bon financement du réseau par un taux de couverture des dépenses par les recettes en croissance.

Cette évolution tarifaire s'inscrit dans un contexte de forte évolution du réseau en 2018 et 2019 avec :

- la mise en place du Billet sans Contact à l'été 2018,
- la restructuration du quadrant Nord en août 2018 avec des ajustements effectués tout au long de l'année permettant une augmentation de l'offre kilométrique annuelle de près de 470 000 km,
- l'extension de la ligne D du tramway vers la Mairie de Kehl en novembre 2018,
- l'extension de la ligne E du tramway à la Roberstau en juin 2019,
- le renforcement de l'offre sur le quadrant Ouest à compter de septembre 2019,
- la création d'une ligne BHNS électrique entre la Gare Centrale et le Parlement à la fin de l'année 2019 ainsi que le passage de la ligne 10 du gasoil en électrique,
- l'accélération de dispositifs innovants (Transport à la Demande, développement de l'interopérabilité via la contremarque dématérialisée, etc).

La revalorisation tarifaire proposée maintient l'équilibre actuel entre les apports des usagers et des contribuables et tient compte de la logique de la tarification solidaire sur la base de la capacité contributive des différents abonnés.

Consciente des enjeux sociaux et environnementaux liés à une juste tarification solidaire, l'Eurométropole de Strasbourg s'est emparée avec prudence et pragmatisme de cette notion en créant un groupe de travail participatif dans lequel le Conseil de Développement

et des élus de tous les groupes politiques sont impliqués. Les travaux de ce groupe portent notamment sur la faisabilité d'une gratuité totale des transports en commun mais également sur une possible refonte ou ajustement de la politique tarifaire.

Toutefois, dans l'attente des conclusions de ce groupe de travail attendues à l'été 2019, il est proposé une augmentation des seuils des quotients familiaux tenant compte de l'inflation de 2018 (+1,8 %).

Afin de tenir compte de cette augmentation du coût de la vie, l'Eurométropole ajustera ces seuils régulièrement lors des évolutions tarifaires à venir.

L'application de l'inflation 2018 amène les seuils des quotients familiaux aux niveaux suivants :

Quotient Familial (QF)	Quotient Familial avant prise en compte de l'inflation (€)	Quotient Familial après prise en compte de l'inflation (€)
QF1	< à 350	< à 356
QF2	351 à 550	357 à 560
QF3	551 à 750	561 à 764
Tarif Plein	> à 751	> à 765

Si le seuil du QF1 (356 €) reste l'un des plus faibles en France par rapport à Grenoble (374 €) ou Lille (420 €), il n'en demeure pas moins que la tarification solidaire de l'Eurométropole s'applique à un niveau de revenus plus élevé que celle des autres réseaux comparables.

En effet, le QF maximum (764 €) permet à une part plus importante de la population de bénéficier de la tarification solidaire que dans d'autres agglomérations (716 € pour Lille, 661 € pour Grenoble et 600 € pour Nantes).

Cette évolution entraîne naturellement des glissements des usagers d'un seuil vers l'autre et donc des pertes potentielles de recettes pour la CTS, compensées par la hausse des tarifs des abonnements (1,48 % d'augmentation moyenne sur l'ensemble des abonnements contre une inflation 2019 prévisionnelle de 1,7 %).

Ainsi au regard de ces éléments, il est proposé pour l'évolution tarifaire 2019 :

- la stabilité de la gamme occasionnelle, avec le maintien des tarifs du titre unitaire au niveau arrêté depuis 2018 (maintien des tarifs du titre unitaire de 2018, à savoir 1,70 € pour le titre « Aller simple » sur le billet sans contact).
- l'évolution des tarifs des abonnements de façon modulée selon les barèmes sociaux :
 - la hausse de 1 € sur tous les abonnements à tarifs pleins, qui passeront de 50,80 € à 51,80 € pour la catégorie 26-64 ans et de 26,60 € à 27,60 € pour les moins 25 ans et plus 65 ans,

- les usagers sous le seuil de quotient familial 3 verront leur tarif augmenter de 0,30 €, soit un passage de 25,40 € à 25,70 € pour les 26-64 ans et un passage de 13,30 € à 13,60 € pour les moins de 25 ans et plus de 65 ans,
- les usagers sous le seuil de quotient familial 2 verront également leur tarif augmenter de 0,30 €, soit un passage de 13,10 € à 13,40 € pour les 26-64 ans et un passage de 7 € à 7,30 € pour les moins de 25 ans et plus de 65 ans,
- les tarifs pour les usagers sous le seuil de quotient familial 1 sont inchangés.

L'ensemble de future gamme tarifaire est présenté en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la commission mixte d'orientation Eurométropole / CTS
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
arrête*

la revalorisation des tarifs urbains et combinés de la CTS tels qu'ils ressortent de la grille tarifaire ci-jointe avec effet au 1^{er} juillet 2019 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

EVOLUTION DES TARIFS DU RESEAU URBAIN

Type de titre	Catégorie de titre	détails Titre	2016	2017	2018	2019
Tickets	Tickets	2 aller simples 1er achat	3,30 €	3,30 €	3,50 €	3,50 €
		2 aller simples recharge sans contact		3,30 €	3,40 €	3,40 €
		Aller simple	1,70 €	1,70 €	1,80 €	1,80 €
		Aller simple recharge et sans contact	1,60 €	1,60 €	1,70 €	1,70 €
		Titre secours	2,00 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €
	Carnets	Carnet de 10 tickets	14,00 €	14,00 €	14,10 €	14,10 €
		Carnet de 10 tickets réduits	10,20 €	10,20 €	10,30 €	10,30 €
		Carnet de 10 tickets réduits sans contact	9,60 €	9,60 €	9,60 €	9,60 €
		Carnet de 10 tickets sans contact	13,20 €	13,20 €	13,20 €	13,20 €
		Carnet de 30 tickets	40,50 €	40,50 €	43,50 €	43,50 €
		Carnet de 30 tickets sans contact	38,00 €	38,00 €	38,00 €	38,00 €
	Forfaits jour	Douzepass	6,10 €	6,10 €	6,10 €	6,10 €
		Multi groupes	82,00 €	82,00 €	92,00 €	92,00 €
		MultiGroupes BSC 1er achat		82,00 €	82,00 €	82,00 €
		Sympopass	3,10 €	3,10 €	9,30 €	9,30 €
		Trio	6,80 €	6,80 €	6,90 €	6,90 €
		Trio sans contact		6,80 €	6,80 €	6,80 €
	Tickets spéciaux	Euro Tournoi	2,10 €	2,10 €	2,20 €	2,20 €
		Journée Transport Public	1,70 €	1,70 €	1,80 €	1,80 €
		NL Contest	3,30 €	3,30 €	3,40 €	3,40 €
		Special Racing	2,00 €	2,00 €	2,10 €	2,10 €
		Special SIG	2,00 €	2,00 €	2,10 €	2,10 €
		Ticket ozone	1,70 €	1,70 €	1,80 €	1,80 €
Abonnements	4-18	4-18 QF1	3,10 €	3,40 €	3,40 €	3,40 €
		4-18 QF2	6,70 €	7,00 €	7,00 €	7,30 €
		4-18 QF3	12,80 €	13,30 €	13,30 €	13,60 €
		4-18 TP	25,60 €	26,60 €	26,60 €	27,60 €
		Annuel 4-18	256,00 €	266,00 €	266,00 €	276,00 €
	19-25	19-25 QF1	3,10 €	3,40 €	3,40 €	3,40 €
		19-25 QF2	6,70 €	7,00 €	7,00 €	7,30 €
		19-25 QF3	12,80 €	13,30 €	13,30 €	13,60 €
		19-25 TP	25,60 €	26,60 €	26,60 €	27,60 €
		19-25 Annuel	256,00 €	266,00 €	266,00 €	276,00 €
	26-64	26-64 QF1	5,50 €	5,80 €	5,80 €	5,80 €
		26-64 QF2	12,80 €	13,10 €	13,10 €	13,40 €
		26-64 QF3	24,90 €	25,40 €	25,40 €	25,70 €
		26-64 TP	49,80 €	50,80 €	50,80 €	51,80 €
		26-64 Annuel	498,00 €	508,00 €	508,00 €	518,00 €
	>65	+65 QF1	3,10 €	3,40 €	3,40 €	3,40 €
		+65 QF2	6,70 €	7,00 €	7,00 €	7,30 €
		+65 QF3	12,80 €	13,30 €	13,30 €	13,60 €
		+65 TP	25,60 €	26,60 €	26,60 €	27,60 €
		+65 Annuel	230,40 €	239,40 €	239,40 €	248,40 €
	PMR	PMR QF1	3,10 €	3,40 €	3,40 €	3,40 €
		PMR QF2	6,70 €	7,00 €	7,00 €	7,30 €
		PMR QF3	12,80 €	13,30 €	13,30 €	13,60 €
		PMR TP	25,60 €	26,60 €	26,60 €	27,60 €
		Annuel PMR	256,00 €	266,00 €	266,00 €	276,00 €
	Entreprise	mensuel	59,80 €	60,80 €	60,80 €	61,80 €
		Annuel	598,00 €	608,00 €	608,00 €	618,00 €

EVOLUTION DES TARIFS DU RESEAU URBAIN

Type de titre	Catégorie de titre	détails Titre	2016	2017	2018	2019
P+R	Abonnements P+R	Mensuel P+R ROTONDE	59,80 €	60,80 €	60,80 €	61,80 €
		P+R Annuel ROTONDE	598,00 €	608,00 €	608,00 €	618,00 €
	Tickets P+R	P+R Rotonde	4,60 €	4,60 €	4,60 €	4,70 €
		Autres P+R	4,10 €	4,10 €	4,10 €	4,20 €
		P+R Camping car	6,00 €	6,00 €	6,10 €	6,10 €
		P+R Car	28,00 €	28,00 €	34,00 €	34,00 €
		P+R Car TR	18,50 €	18,50 €	18,60 €	18,60 €
Titre Intermodaux	Aéroport	Ticket Aéroport Prix Public	4,30 €	4,30 €	4,40 €	4,50 €
	Alsa Plus	Presto Annuel Prix Public	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER
		Presto Hebdo Prix Public	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER
		Presto Mensuel Prix Public	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER
		Primo Hebdo Prix Public	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER
		Primo Mensuel Prix Public	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER	selon trajet TER
	Alsa+24h et Grpe J	Alsa+24h Bas-Rhin Prix Public	22,00 €	22,20 €	22,50 €	23,10 €
		Alsa+24h Ems Prix Public	4,30 €	4,30 €	4,50 €	4,60 €
		Alsa+24h Ems titre secours			5,00 €	5,00 €
		Alsa+24h Région Prix Public	36,20 €	36,50 €	36,90 €	37,40 €
		Alsa+GrpeJ Bas-Rhin Prix Public	23,10 €	23,30 €	23,60 €	24,20 €
		Alsa+GrpeJ Ems Prix Public	6,70 €	6,80 €	7,00 €	7,20 €
		Alsa+GrpeJ Région Prix Public	37,30 €	37,60 €	38,10 €	39,10 €
	Europass	Europass 24h Mini Prix Public	6,60 €	6,60 €	6,80 €	6,80 €
		Europass 24h Prix Public	9,30 €	9,30 €	9,60 €	9,60 €
		Europass Family Mini Prix Public	10,90 €	10,90 €	11,20 €	11,20 €
		Europass Family Prix Public	14,00 €	14,00 €	14,50 €	14,50 €
		Europass Mensuel Mini Prix Public	60,00 €	60,00 €	61,50 €	61,50 €
		Europass Mensuel Prix Public	76,00 €	76,00 €	78,00 €	78,00 €
	Pass Mobilité	Liberté +65 Prix Public	282,00 €	295,20 €	295,20 €	304,80 €
		Liberté 19-25 Prix Public	306,00 €	319,20 €	319,20 €	330,00 €
		Liberté 26-64 Prix Public	534,00 €	547,20 €	547,20 €	558,00 €
		Premium +65 Prix Public	378,00 €	391,20 €	391,20 €	400,80 €
		Premium 19-25 Prix Public	402,00 €	415,20 €	415,20 €	426,00 €
		Premium 26-64 Prix Public	618,00 €	631,20 €	631,20 €	642,00 €
		PassMob Entreprise Prix Public	858,00 €	872,00 €	872,00 €	882,00 €

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 11

Revalorisation des tarifs du réseau urbain de transport en commun de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour

67

AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BALL-Christian, BUFFET-Françoise, BULOUE-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DEPYL-Patrick, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FLORENT-Martine, FONTANEL-Alain, FROEHLI-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GERNET-Jean-Baptiste, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KOHLER-BARBIER-Christel, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MEYER-Paul, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REICHHART-Ada, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

5

MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, SPLET-Antoine, SCHALCK-Elsa, ZUBER-Catherine

Abstention

15

BARSEGHIAN-Jeanne, WERLEN-Jean, CALDEROLI-LOTZ-Martine, BUCHMANN-Andrée, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, JUND-Alain, KELLER-Fabienne, HENRY-Martin, MACIEJEWSKI-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TARALL-Borni VETTER-Jean-Philippe

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Attribution du contrat de concession relatif à l'exploitation des parkings Wodli et Gare.

I. PREAMBULE

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement (transports en commun, vélos, autopartage), ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des Strasbourgeois.

Inauguré en 2007, le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos. Parallèlement, le parking Gare courte durée, quant à lui, a été reconstruit pour disposer d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol ; destiné au stationnement de courte durée, il offre également 818 places vélos payantes. Ils proposent aujourd'hui avec le parking Sainte-Aurélie une offre performante aux usagers du train, intégrant une première demi-heure de stationnement gratuit.

Les deux ouvrages sont ouverts 24 heures sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

L'Eurométropole a confié l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée à la société SNC Parc autos de Strasbourg (Indigo), dans le cadre d'un contrat de délégation de service public, signé le 12 mars 2007, d'une durée de 12 ans. Le contrat arrive ainsi à échéance le 9 juin 2019.

Le 22 décembre 2017, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé du lancement d'une nouvelle procédure de concession (délégation de service public) pour l'exploitation de ces parkings, en application des articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Les attentes de la collectivité, exprimées à travers le cahier des charges, ont porté en particulier sur la capacité du délégataire à être un acteur de la politique de mobilité et du respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois :

- en ayant le souci de l'amélioration constante du confort, de l'accueil, de la sécurité et de l'accessibilité des usagers, et en particulier celle des personnes à mobilité réduite,
- en favorisant le développement de l'intermodalité dans le parking qui lui sera confié (auto partage, vélos, vélos électriques),
- en maîtrisant l'offre de stationnement proposée dans le parking, en particulier concernant les différents usagers (horaires, abonnés, résidents, etc.),

A l'issue de la procédure et des négociations qui ont eu lieu avec les candidats, il est proposé au Conseil d'approuver la proposition du Président quant au choix du nouveau délégataire, ainsi que les termes du contrat.

II. RAPPEL DE LA PROCÉDURE

§ Le Conseil de l'Eurométropole a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe du renouvellement de la gestion déléguée pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare Courte Durée, en application de l'articles L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, et au vu de l'avis favorable émis par la commission consultative des services publics locaux du 7 juin 2018 (L 1413- 1 CGCT). Le Conseil municipal, au titre de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, s'est également prononcé favorablement sur le lancement de la procédure le 25 juin 2018.

§ Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

- le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP),
- le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE),
- le site internet de la Ville « alsace marchés »,
- le magazine « Ville, rail et transports ».

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018.

§ Le 6 septembre 2018 la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des quatre candidatures réceptionnées :

- La société **Effia stationnement**, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris
- La société **Indigo Infra**, société anonyme dont le siège social se situe à Puteaux La Défense
- La société **Parcus**, société anonyme d'économie mixte locale dont le siège social se situe à Strasbourg
- La société **Q Park**, société par actions simplifiées dont le siège social se situe à Issy-les-Moulineaux

§ Le 2 octobre 2018 un dossier de consultation des entreprises a été adressé aux quatre candidats admis à présenter une offre.

§ Le 20 décembre 2018, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des trois plis réceptionnés le 18 décembre 2018, les offres de Parcus, Indigo Infra et Effia Stationnement.

Au vu de l'avis de la commission de délégation de service public du 17 janvier 2019, le Président, autorité habilitée à signer la convention, a décidé d'engager des négociations avec les trois candidats.

Les négociations, menées par l'élu désigné par le Président, Monsieur Jean-Marie BEUTEL par lettre de mission en date du 4 octobre 2018, qui se sont déroulées de janvier à avril, ont permis aux candidats de préciser un certain nombre d'éléments techniques, juridiques et financiers de leurs offres.

A l'issue des négociations, il a été demandé aux deux candidats de remettre leur offre finale intégrant leurs éventuels compléments et améliorations pour le 1 avril 2019.

III. LES ÉLÉMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE À DÉLÉGUER

Le nouveau contrat aura une durée de 7 ans à compter du 10 juin 2019.

Le futur délégataire aura à sa charge l'exploitation des ouvrages Wodli (955 places) et Gare Courte Durée (208 places). Les parkings resteront ouverts tous les jours 24h sur 24.

Le délégataire devra en particulier :

- assurer à ses frais et à ses risques et périls, l'exploitation, le bon fonctionnement et l'entretien/maintenance des parkings en ouvrage, y compris les espaces vélos des parkings (parc à vélos Gare Courte Durée de 818 places et un espace vélo séparé physiquement situé au rez-de-chaussée du parking Wodli avec 126 places et 2 emplacements vélos-cargo),
- assurer, notamment, le renouvellement de l'ascenseur panoramique dans le parc Wodli, et d'autres services et aménagements pour les usagers (places réservées aux véhicules électriques et à l'auto partage par exemple) dans les deux parcs.

Il devra respecter les objectifs et orientations définies par la collectivité tout au long du contrat.

La rémunération de la Collectivité sera composée d'une part fixe, d'une ou plusieurs parts variables, voire d'un intéressement.

IV. CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen comparatif détaillé des offres initiales figure dans le rapport d'analyse de la Commission de délégation de service public, joint à la présente délibération.

L'examen comparatif détaillé de leurs offres finales figure dans le rapport du Président, également joint à la présente délibération.

Les offres ont été jugées sur la base des critères suivants, par ordre décroissant. Conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, relatif aux contrats de concessions. Les offres seront jugées sur la base des critères suivants (par ordre décroissant d'importance, du plus important au moins important) :

1. Valeur technique modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés pour 60%

2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité pour 40%

1. **Les modalités d'exploitation de l'ouvrage : synthèse de l'analyse technique des offres finales**

L'offre de Parcus :

L'offre de Parcus est satisfaisante sur le volet technique, mais son projet, très ambitieux en matière de rénovation sur certains points est donc, de fait, plus coûteux. Par ailleurs, l'intérêt de ces améliorations pour les ouvrages n'est pas suffisamment établi.

Les modalités proposées pour l'exploitation et l'entretien/maintenance des ouvrages sont globalement satisfaisantes.

L'offre d'Effia :

L'offre d'Effia est également globalement satisfaisante d'un point de vue technique, mais certains points sont moins bien traités que par les autres candidats, notamment ses engagements concernant l'entretien/maintenance des ouvrages. De plus, l'édicule avec nouvel ascenseur, proposé en variante pour transformer l'issue de secours sur le parvis de la Gare peut-être une alternative intéressante, mais le projet qui a été présenté à l'ABF est susceptible de faire l'objet de modifications sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur exacte à ce stade.

L'offre d'Indigo :

L'offre d'Indigo est la plus satisfaisante d'un point de vue technique, son projet de rénovation est intéressant, il présente des garanties en matière d'investissement et d'entretien sur le patrimoine, les modalités d'exploitation et services proposés sont satisfaisants.

En conclusion, sur la base du critère « modalités d'exploitation du service », la proposition du candidat Indigo est techniquement supérieure à celle de Parcus et d'Effia.

2. **Les conditions financières du contrat : synthèse de l'analyse financière des offres finales :**

L'offre de PARCUS

L'offre financière de PARCUS est transparente et cohérente mais est financièrement moins intéressante que celle d'INDIGO car le montant de redevance est beaucoup moins important (-36%) et moins sécurisé.

L'offre d'EFFIA

L'offre financière d'EFFIA est cohérente mais est financièrement moins intéressante que celle d'INDIGO car le montant de redevance, bien qu'équivalent, est moins sécurisé.

L'offre d'INDIGO

L'offre financière d'INDIGO est la plus intéressante d'un point de vue financier pour la collectivité car les hypothèses financières prises en compte sont cohérentes et elle propose le montant de redevances le plus élevé et le plus sécurisé.

Il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole **de retenir l'offre d'Indigo** qui se classe en première position sur les critères techniques et financiers et qui répond pleinement à ses attentes en matière de qualité du service pour les usagers ainsi qu'en matière financière, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,

*vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L1411-1 et suivants,
vu l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 relative
aux contrats de concession et son décret d'application,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 29 juin 2018
approuvant le lancement de la procédure de concession (délégation de service
public) relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare Courte Durée,
vu la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2018 donnant un avis favorable au
lancement par l'Eurométropole de Strasbourg, de la procédure de concession relative à
l'exploitation des parkings Wodli et Gare Courte Durée (article L5211-57 du CGCT),*

*vu le rapport de la commission de délégation de service public du 27
septembre 2018 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre,*

*vu l'avis de la commission de délégation de service
public du 17 janvier 2019 sur les offres des candidats,*

*vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg annexé à la
présente délibération sur le choix de l'exploitant et les termes de la convention,
vu le projet de contrat de concession ainsi que ses principales annexes,
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré*

approuve

- *le choix de la société Indigo pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare Courte Durée pour une durée de 7 ans à compter du 10 juin 2019,*
- *le contrat de concession de service public, ci-annexé, à conclure avec la société Indigo Infra ;*

autorise

le Président à signer le contrat de concession ainsi approuvé avec la société Indigo Infra et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Concession de service public pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Commission de délégation de service public de
l'Eurométropole de Strasbourg
du 27 septembre 2018

COMPTE RENDU

Partenariats

Le 27 septembre 2018 s'est réunie la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg sous la présidence de M. Jean-Marie BEUTEL, Vice-Président, assisté de M. Céleste KREYER, Conseiller eurométropolitain, de Mme CUTAJAR, Conseillère eurométropolitaine, et de Mme Françoise BEY, Vice-Présidente.

Étaient également présents M. Philippe ZAHN, représentant de la DIRECCTE, M. LANOTTE (recettes des finances) ainsi que les experts suivants, désignés par M. le Président de la Commission :

M. Renaud GEISSMANN et Mme Lucie CREVEL-SANDER (Service Partenariats).

Objet :

concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Avis de la Commission

et établissement d'un rapport présentant la liste des organismes admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 7 juin 2018 (L 1411- 4 CGCT) et par le Conseil municipal du 25 juin 2018 conformément à l'article L5211-57 du CGCT.

Les caractéristiques principales de la concessions sont les suivantes :

- Les ouvrages fonctionneront toujours 24h sur 24, tous les jours y compris les dimanches et jours fériés,
- Le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos.
- Le parking Gare courte durée dispose d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol destiné au stationnement de courte durée, il offre également environ 800 places vélos payantes.
- Dans le cadre de la reconstruction du parking Gare courte durée et de la construction du parking Wodli, ces parkings ont été mis aux normes durant le précédent contrat, il n'est pas envisagé de travaux lourds, mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et la remise en peinture seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir; ces investissements justifient la durée de la délégation fixée à 7 ans.
- Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence.
- Le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition.
- Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation,
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état,
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

La convention prendra effet le 10 juin 2019 (date prévisionnelle) pour une durée de 7 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

Commission de délégation de service public du 27 Septembre 2018 – Concession Parkings Wodli et Gare courte durée

- le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) – envoyé le 3 juillet 2018,
- le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) – envoyé le 3 juillet 2018
- la plate-forme de dématérialisation de l'Eurométropole « Alsace Marchés Publics » - en ligne le 9 juillet 2018
- le magazine Ville, rail et transports – numéro paru le 13 juillet 2018

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 10h.

- Le 6 septembre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 4 candidatures réceptionnées :
 - la société Effia stationnement, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris (75009).
 - la société anonyme Indigo Infra dont le siège social se situe à Puteaux La Défense (92800).
 - la société anonyme d'économie mixte locale Parcus dont le siège social se situe à Strasbourg (67000).
 - la société par actions simplifiée Q Park, dont le siège social se situe à Issy- les- Moulineaux (92130).

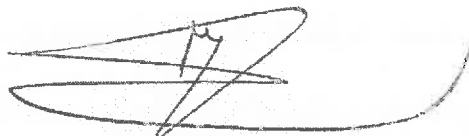
La commission a constaté que les quatre plis comportaient les pièces administratives demandées.

- Dans sa séance du 27 septembre 2018, la commission est amenée à dresser « la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public », conformément à la procédure prévue à l'article L1411-1 du Code général des collectivités territoriales.

Après avoir examiné les garanties professionnelles et financières des candidats et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission de délégation de service public décide de **retenir les sociétés *Indigo Infra, Effia stationnement, Q Park* et *Parcus* sur la liste des candidats admis à présenter une offre.**

A Strasbourg, le 21 NOV. 2018

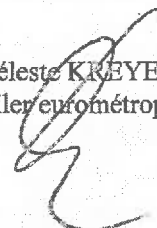
Le Président
de la commission de délégation de service
public :



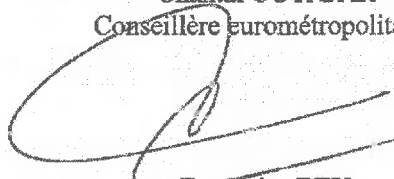
Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président

Les membres
de la commission de délégation de service
public :

Céleste KREYER
Conseiller eurométropolitain



Chantal CUTAJAR
Conseillère eurométropolitaine



Françoise BEY
Vice-Présidente



Annexes :

- rapport de la commission de délégation de service public du 27 septembre 2018
- annexes financières

Rapport de la Commission de délégation de service public du 27 septembre 2018

Eurométropole de Strasbourg

Objet : procédure de concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

I. Avancement du projet

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 7 juin 2018 (L 1411- 4 CGCT) et par le Conseil municipal du 25 juin 2018 conformément à l'article L5211-57 du CGCT.

Les caractéristiques principales de la concession sont les suivantes :

- les ouvrages fonctionneront toujours 24h sur 24, tous les jours y compris les dimanches et jours fériés ;
- le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos ;
- le parking Gare courte durée dispose d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol destiné au stationnement de courte durée, il offre également environ 800 places vélos payantes ;
- dans le cadre de la reconstruction du parking Gare courte durée et de la construction du parking Wodli, ces parkings ont été mis aux normes durant le précédent contrat, il n'est pas envisagé de travaux lourds, mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et la remise en peinture seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir; ces investissements justifient la durée de la délégation fixée à 7 ans ;
- le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence ;
- le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition ;
- Il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation ;
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état ;
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

La convention prendra effet le 10 juin 2019 (date prévisionnelle) pour une durée de 7 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

- le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) – envoyé le 3 juillet 2018 ;
- le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) – envoyé le 3 juillet 2018 ;
- la plate-forme de dématérialisation de l'Eurométropole « Alsace Marchés Publics » - en ligne le 9 juillet 2018 ;
- le magazine Ville, rail et transports -- numéro paru le 13 juillet 2018.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 10h.

- Le 6 septembre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 4 candidatures réceptionnées :
- la société Effia stationnement, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris (75009).
 - la société anonyme Indigo Infra dont le siège social se situe à Puteaux La Défense (92800).
 - la société anonyme d'économie mixte locale Parcus dont le siège social se situe à Strasbourg (67000).
 - la société par actions simplifiée Q Park, dont le siège social se situe à Issy-les-Moulineaux (92130).

Dans sa séance du 27 septembre 2018, la commission est amenée à dresser « la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public », conformément à la procédure prévue à l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales.

II. Examen de la régularité formelle des candidatures

Pièce demandée dans l'AAPC	Indigo	Q Park	Effia	Parcus
Habilitation à exercer l'activité professionnelle				
Lettre de candidature datée et signée par une personne habilitée à engager le candidat (pouvoir et habilitation du mandataire en cas de groupement) ainsi que les délégations de signature éventuellement accordées.	X	X	X	X
Un justificatif de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis) ou de l'inscription au registre du tribunal d'instance. Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins de 1 an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.	X	X	X	X
Copie du jugement prononcé si le	X	X	X	X

Pièce demandée dans l'AAPC	Indigo	O Park	Effia	Parcus
candidat est en redressement judiciaire.				
Déclaration sur l'honneur datée, paraphée et signée attestant que: > le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance du 29.1.2016. Il produira conformément à l'article 19-2 du même décret tout document et certificat délivré par les autorités compétentes justifiant qu'il ne fait pas l'objet des exclusions précitées, les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance du 29.1.2016, sont exacts, le candidat respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L.5212-4 du code du travail ou équivalent pour les candidats étrangers non établis en France.	X	X	X	X
Capacité économique et financière				
Chiffre d'affaires global et concernant des prestations similaires à celles objet de la délégation de service public au cours des 3 derniers exercices clos disponibles ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans.	X	X	X	X
Bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices (comptes certifiés) ou des seuls exercices clos si la date de création est inférieure à 3 ans, et concernant des prestations similaires au domaine d'activité objet de la délégation de service public.	X	X	X	X
Capacité technique et professionnelle				
Un mémoire présentant ses capacités techniques, incluant ses références acquises au cours des 3 dernières années, dans le domaine objet du contrat ou dans un domaine comparable et/ou toutes	X	X	X	X

Pièce demandée dans l'AAPC	Indigo	Q Park	Effia	Parcus
autres références ou éléments susceptibles de démontrer son aptitude à exercer les missions objet du présent avis et à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.				
Présentation générale du candidat: actionnariat, nature de l'activité, qualifications professionnelles, moyens techniques et humains (déclaration sur l'honneur concernant ses effectifs et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années, par catégorie de personnels et qualification) étant précisé que les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront les éléments dont elles disposent.	X	X	X	X

Conclusion : L'ensemble des pièces demandées dans l'AAPC a bien été fourni pour chacun des candidats.

III. Examen des garanties professionnelles et financières, du respect de l'obligation de travailleurs handicapés et de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers

Expérience en matière de stationnement et de délégation de service public

Sur les quatre candidats qui ont présenté un dossier, tous détiennent une expérience avérée en matière de parkings en ouvrage.

- ☛ **La société Indigo Infra** (anciennement Vinci Park) gère sur l'ensemble du territoire français de nombreux parkings en ouvrage et en surface ainsi que du stationnement payant sur voirie (elle gère depuis le 1^{er} janvier 2018, le périmètre payant sur voirie de Strasbourg). Ces services sont gérés via des délégations de service public, des marchés publics, ou en propre.

Présente dans 178 villes en France, gérant 764 sites de stationnement en ouvrage et en voirie, elle présente donc des capacités techniques suffisantes pour effectuer la mission.

- ☛ **La société Q park** est présente sur l'ensemble du territoire français avec la gestion d'environ 190 parkings et voiries. Elle gère des contrats, sous forme de marchés publics ou délégations de service public, dans 56 villes de toutes tailles et est présente dans plusieurs grandes villes dont Marseille, Lyon, Bordeaux et Paris.

Elle présente donc des capacités techniques suffisantes pour effectuer la mission.

- ☛ **La société Effia stationnement** exploite 191 000 places de stationnement sur 380 parcs et voiries. Elle gère des délégations de service public (concession ou affermage), des autorisations d'occupation temporaire, des marchés de service et des baux emphytéotiques.

Elle présente donc des capacités techniques suffisantes pour effectuer la mission.

- ☛ **La société Parcus** gère 16 parkings dont 14 en ouvrage et 2 en enclos pour un nombre de 7 440 places par le biais de délégations de service public principalement.

Elle présente donc des capacités techniques suffisantes pour effectuer la mission.

Tableau comparatif des expériences :

	Gestion d'équipements liés au stationnement ou activités connexes	expérience des différents modes de gestion
Indigo Infra	Parc autos Strasbourg, filiale d'Indigo gère actuellement 2 100 places en ouvrage sur le territoire de la ville de Strasbourg (elle gère depuis le 1 ^{er} janvier 2018, le périmètre payant sur voirie de Strasbourg) Indigo est présente dans plus de 170 villes françaises et gère plus de 500 000 places de stationnement au total	- DSP (concession, affermage et régie intéressée) - Marché public - Contrats de gérance - Baux emphytéotiques - Pleine propriété etc.
Parcus	14 parcs en ouvrage et 2 parcs en enclos sur Strasbourg soit 7400 places environ	- Dsp (concession, affermage et régie intéressée) - Marché public - Contrat de gérance etc.
Q park	Exploitation de 173 parcs en ouvrage et 21 exploitation en voirie totalisant 92 397 places	- Délégation de service public (Affermage et concession) - Prestation de service - Régie intéressée - Bail commercial - Pleine propriété - Location gérance
Effia stationnement	Exploitation de 380 parcs et voiries totalisant 191 000 places	- Délégation de service public - Autorisation d'occupation temporaire - Marchés de service - Baux emphytéotiques

Moyens techniques et humains

- **La société Indigo infra** s'appuie notamment sur la société Indigo Park. Cette société est composée de 1619 personnes dont 548 cadres en 2017. Elle comprend notamment un bureau d'études intégré composé d'ingénieurs, de techniciens et de commerciaux se proposant comme guide des collectivités dans le cadre de leur politique globale de stationnement.
- **La société Effia stationnement** emploie 860 salariés en 2017 dont 98 cadres et 128 agents de maîtrise. Une direction technique expérimentée avec une équipe pluridisciplinaire de 12 ingénieurs/architectes spécialisés dans le stationnement.
- **La société Q PARK** est composée de 421 salariés en 2017 dont 88 cadres et 78 agents de maîtrise.

- **La société Parcus** emploie 82 salariés dont 9 cadres et 11 agents de maîtrise en 2017.

Conclusion : Les quatre candidats présentent les garanties professionnelles et les capacités techniques suffisantes pour assurer l'exploitation du service objet de la consultation. Ils ont par ailleurs présenté des dossiers techniques complets présentant leur matériel, équipements et certifications.

IV. Examen des garanties financières

L'analyse ci-dessous présente un comparatif synthétique des garanties financières de l'ensemble des candidats. L'analyse détaillée est présentée dans l'annexe ci-jointe.

• Tableau synthétique

	année	capitaux propres	capitaux propres / total bilan	chiffre d'affaires	résultat net
EFFIA	2015	6 541 k€	18%	53 463 k€	3 020 k€
	2016	9 370 k€	21%	56 296 k€	2 836 k€
	2017	13 440 k€	20%	67 886 k€	3 905 k€
INDIGO INFRA	2015	593 837 k€	42%	65 168 k€	148 063 k€
	2016	586 826 k€	41%	60 441 k€	53 157 k€
	2017	613 485 k€	42%	58 030 k€	83 800 k€
PARCUS	2015	16 416 k€	34%	10 360 k€	805 k€
	2016	17 553 k€	34%	11 153 k€	1 532 k€
	2017	18 698 k€	34%	11 505 k€	1 540 k€
Q Park	2015	141 454 k€	36%	84 845 k€	-4 477 k€
	2016	146 195 k€	41%	88 622 k€	-1 449 k€
	2017	158 733 k€	41%	94 837 k€	14 078 k€

• Commentaires

- **la société EFFIA Stationnement**, est une société par actions simplifiée (SAS) au capital de 2 M€, filiale de la société KEOLIS (elle-même détenue à 70 % par la SNCF). Elle présente un chiffre d'affaires de 68 M€ en constante progression sur la période considérée, génère des résultats réguliers et conséquents et possède une structure bilancielle satisfaisante.
- **la société Indigo Infra** (ex Vinci Park) est une société anonyme au capital de 193 M€, filiale du groupe Indigo. Le chiffre d'affaires annuel se situe autour de 60 M€ et le résultat est très variable sur la période, du fait de l'évolution annuelle des revenus tirés des participations dans les filiales d'exploitation. Sa structure bilancielle est satisfaisante, les fonds propres représentent environ 40 % du total bilan.
- **La société Parcus** est une société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) au capital de 2,8 M€, détenue à 50 % par l'EMS et à 10 % par la Ville de Strasbourg. Son chiffre d'affaires à 11,5 M€ progresse de 11 % sur la période observée et ses résultats nets sont positifs et conséquents. Par ailleurs sa structure bilancielle est très saine.
- **La société Q Park**, est une société par actions simplifiée (SAS) au capital de 7 M€ (groupe hollandais Q Park), qui génère un chiffre d'affaires en progression sur la période observée (+ 12 %) pour atteindre 95 M€ en 2017. La structure du bilan évolue fortement en 2015 et 2016 du fait de la fusion absorption par la SAS des sociétés Q Park Invest en 2015 et Massilia Park en 2016. Si les résultats d'exploitation restent positifs sur la période, les résultats nets se sont dégradés en 2015-

2016 du fait notamment de l'absorption de la dette supplémentaire absorbée lors des opérations de restructuration (+ 80 M€).

Conclusion : Les candidats *Effia stationnement*, *Indigo Infra*, *Parcus*, et *Q Park* présentent des garanties financières suffisantes.

V. Conclusion

Après avoir examiné les garanties professionnelles et financières des candidats et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission de délégation de service public décide de **retenir les sociétés *Indigo Infra*, *Effia stationnement*, *Q Park* et *Parcus* sur la liste des candidats admis à présenter une offre.**

A Strasbourg, le

21 NOV. 2018

Le Président
de la commission de délégation de service
public :



Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président


Les membres
de la commission de délégation de service
public :



Célestine KREYER
Conseiller eurométropolitain



Chantal CUFFAJAR
Conseillère eurométropolitaine



Françoise BEY
Vice-Présidente

ANNEXE FINANCIERE

SOCIETE	FORME JURIDIQUE	STRUCTURE DU CAPITAL	CLÔTURE DES COMPTES	CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)	SIG	STRUCTURE BILANIELLE			RATIOS FINANCIERS				
						CAPITAUX PROPRES	FONDS DE ROULEMENT (FDR)	BESOIN EN ROULEMENT	TRESORERIE	ENDETTEMENT	LIQUIDITE GENERALE	INDEPENDANCE FINANCIERE	RENTABILITE FINANCIERE
EFFIA	Société par actions simplifiée au capital de 2 000 000 €	détenue par la SAS EFFIA Concessions, elle-même détenue par EFFIA SA filiale de KEOLIS	31/12/2017	67 986 k€		13 440 k€	-12 445 k€	-12 539 k€	94 k€	52,73%	85,35%	20,38%	29,05%
Indigo Infra	Société anonyme au capital de 192 533 360 €	Filiale du groupe Indigo	31/12/2017	58 030 k€		613 485 k€	-20 106 k€	-21 063 k€	957 k€	50,58%	88,58%	42,05%	13,65%
Parcus	SAEML au capital de 2 800 000 €	détenue à 50% par l'Eurométropole de Strasbourg par la caisse des dépôts et consignations et 10% par la Ville de Strasbourg	31/12/2017	11 505 k€		18 698 k€	12 250 k€	11 437 k€	812 k€	3,08%	253,94%	36,88%	9,24%
Q park	S.A.S au capital de 7 M€		31/12/2017	94 837 k€		158 733 k€	11 291 k€	10 264 k€	1 027 k€	55,97%	1114,83%	41,17%	8,87%

Délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Commission Sapin de l'Eurométropole de Strasbourg
du 17 janvier 2019

COMPTE RENDU

Le 17 janvier 2019 s'est réunie la commission de délégation de service public (dite « commission Sapin ») de l'Eurométropole de Strasbourg sous la présidence de Monsieur Jean-Marie BEUTEL, Vice-Président, assisté de Madame Françoise BEY, Vice-Présidente, de Monsieur Patrick KOCH, Conseiller métropolitain et de Monsieur Céleste KREYER, Conseiller métropolitain.

Etaient également présents : les experts suivants, désignés par Monsieur le Président de la Commission :

- Monsieur Grégory PRINCE et Madame Marielle WARTER (Service Stratégie et gestion du stationnement) ;
- Monsieur Renaud GEISSMANN et Madame Lucie CREVEL-SANDER (Service Partenariats).

Objet :

délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Avis de la Commission

sur les offres des candidats Indigo, Parcus et Effia et établissement d'un rapport présentant l'analyse de leur proposition

- Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré, le 29 juin 2018, sur le principe d'une gestion déléguée pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 7 juin 2018 (L 1411- 4 CGCT) et par le Conseil municipal du 25 juin 2018 conformément à l'article L5211-57 du CGCT.

Les caractéristiques principales de la concessions sont les suivantes :

- les ouvrages fonctionneront toujours 24h sur 24, tous les jours y compris les dimanches et jours fériés ;
- le parking Wodli dispose de 955 places, sur 11 niveaux et 24 places motos destiné au stationnement de longue durée, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos ;
- le parking Gare courte durée dispose d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol destiné au stationnement de courte durée, il offre également environ 800 places vélos payantes ;
- dans le cadre de la reconstruction du parking Gare courte durée et de la construction du parking Wodli, ces parkings ont été mis aux normes durant le précédent contrat, il n'est pas envisagé de travaux lourds, mais, par exemple, le remplacement du matériel péager intégrant la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules, le système de guidage à la place et la remise en peinture seront à prévoir par le concessionnaire dans le cadre du contrat à venir; ces investissements justifient la durée de la délégation fixée à 7 ans ;
- le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service et l'exploitera à ses risques et périls : il sera tenu à des objectifs d'efficacité, de qualité et de transparence ;
- le concessionnaire devra s'équiper du matériel nécessaire à la réalisation de ce service et assurer l'entretien et la maintenance des équipements mis à sa disposition ;
- il devra souscrire toutes les assurances pour couvrir les risques liés à sa mission.

Au final, le concessionnaire supportera :

- l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation ;
- l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état ;
- la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

La convention prendra effet le 10 juin 2019 (date prévisionnelle) pour une durée de 7 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues suivantes :

- le Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) – envoyé le 3 juillet 2018,
- le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) – envoyé le 3 juillet 2018
- la plate-forme de dématérialisation de l'Eurométropole « Alsace Marchés Publics » - en ligne le 9 juillet 2018
- le magazine Ville, rail et transports – numéro paru le 13 juillet 2018

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 4 septembre 2018, à 10h.

- Le 6 septembre 2018, la commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg a ouvert les plis des 4 candidatures réceptionnées :
 - la société Effia stationnement, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris (75009).
 - la société anonyme Indigo Infra dont le siège social se situe à Puteaux La Défense (92800).
 - la société anonyme d'économie mixte locale Parcus dont le siège social se situe à Strasbourg (67000).
 - la société par actions simplifiée Q Park, dont le siège social se situe à Issy- les-Moulineaux (92130).

La commission a constaté que les quatre plis comportaient les pièces administratives demandées.

- Le 2 octobre 2018 un dossier de consultation des entreprises a été adressé aux quatre candidats admis à présenter une offre.
Par un courrier en date du 13 décembre 2018, la société Q Park a fait savoir qu'elle renonçait à la procédure.
- Le 18 décembre 2018, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des trois plis réceptionnés, les offres d'Indigo, Parcus et Effia. Les trois offres ont été déclarées administrativement conformes par ladite Commission.
- Le 17 décembre 2019, la Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse détaillée des offres des deux candidats, dans le rapport ci-joint.

La Commission considère que les offres des candidats sont globalement conformes aux attentes de la collectivité.

- ➔ La Commission invite donc Monsieur le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, à engager des négociations avec les candidats Indigo, Parcus et Effia.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a désigné Monsieur Jean-Marie BEUTEL comme élu chargé du suivi des négociations ; il rendra compte régulièrement au Président de l'avancée des discussions.

A Strasbourg, le 17 JAN. 2019

Le Président
de la commission « Sapin » :

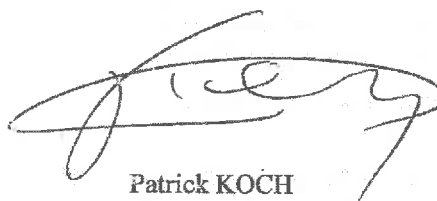


Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président

Les membres
de la commission « Sapin » :



Françoise BEY
Vice-Présidente



Patrick KOCH
Conseiller métropolitain



Céleste KREBER
Conseiller métropolitain

Annexes :

- rapport de la commission de délégation de service public du 17 janvier 2019
- annexes financières

**Rapport de la Commission de délégation de service public
du 17 janvier 2019**

Eurométropole de Strasbourg

Objet : procédure de concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée – analyse et avis sur les offres remises

La Commission de délégation de service public est amenée ce jour à donner un avis sur les offres remises par les candidats.

Le présent document a pour objet de comparer les offres remises à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée.

Ces offres émanent de trois sociétés :

- Indigo,
- Parcus.
- Effia.

I. TABLEAU RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE

réunions des organes consultatifs et délibérants		
7 juin 2018	Avis de la CCSP	Avis favorable sur le principe de la gestion déléguée des parkings Wodli et Gare durée, au titre de l'article L1411- 4 du CGCT.
25 juin 2018	Avis du Conseil municipal	Avis favorable au lancement par l'Eurométropole d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée
29 juin 2018	délibération du Conseil de l'Eurométropole	Choix d'une gestion déléguée des parkings Wodli et Gare courte durée.
formalités de publicité		
3 juillet 2018	formalités de publicité	Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence au Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE), au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), dans la revue spécialisée Ville, rail et transports et sur la plateforme internet mutualisée de marchés publics : https://alsacemarchespublics.eu .
4 septembre 2018	date limite de remise des candidatures	
réunions de la commission de délégation de service public		
6 septembre 2018	ouverture par la Commission de délégation de service public de	Quatre candidatures ont été réceptionnées :

l'Eurométropole de Strasbourg des candidatures réceptionnées

- La société anonyme Indigo Infra dont le siège social se situe à Puteaux La Défense (92800).
- La société anonyme d'économie mixte locale Parcus dont le siège social se situe à Strasbourg (67000).
- La société Effia stationnement, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris (75009).
- La société par actions simplifiée Q Park, dont le siège social se situe à Boulogne – Billancourt (92650).

27 septembre 2018	établissement par la Commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg de la liste des candidats admis à présenter une offre	<p>Les quatre plis ont été déclarés administrativement conformes par ladite commission.</p> <p>Après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public retient l'ensemble des organismes candidats sur la liste des candidats admis à présenter une offre.</p>
2 octobre 2018	envoi du dossier de consultation des entreprises aux quatre candidats admis à présenter une offre	
18 décembre 2018	date limite de remise des offres	
20 décembre 2018	ouverture par la Commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg des offres réceptionnées	<p>La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des trois plis réceptionnés : Parcus, Effia et Indigo Infra.</p> <p>Les propositions répondent aux stipulations du règlement de la consultation et comportent acte d'engagement, cahier des charges, mémoire technique et prévisionnels d'exploitation dûment complétés ; elles ont été déclarées administrativement conformes.</p> <p>Par un courrier en date du 13 décembre 2018 la société Q-Park a fait connaître son désistement de la procédure.</p>
17 janvier 2018	↗ La Commission de délégation de service public est amenée ce jour à donner un avis sur les trois offres réceptionnées.	

II. ATTENTES DE LA COLLECTIVITE

Les attentes de la collectivité dans le cadre du présent projet de contrat sont les suivantes :

La collectivité attend du concessionnaire qu'il soit acteur de la politique de mobilité et du respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois :

- en ayant le souci de l'amélioration constante du confort, de l'accueil, de la sécurité et de l'accessibilité des usagers, et en particulier celle des personnes à mobilité réduite,
- en favorisant le développement de l'intermodalité dans les parkings qui lui seront confiés (autopartage, vélos...),
- en maîtrisant l'offre de stationnement proposée dans les parkings, en particulier concernant les différents usagers (horaires, abonnés, résidents, etc.),
- en proposant des améliorations du bilan énergétique des parkings.

En outre, la collectivité attend que le candidat propose dans son offre, des sources d'optimisation et de mutualisation des ouvrages dans le cadre d'une exploitation unique.

III. CONTENU ET CONFORMITE DES OFFRES

Trois des quatre candidats destinataires du dossier de consultation ont déposé une offre. Le règlement de la consultation prévoit la transmission d'un certain nombre de pièces.

PIECES DU MEMOIRE JURIDIQUE :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Règlement de la consultation	signé	daté et signé	daté et signé
Articles du projet de contrat à compléter par le candidat			
Article 1 - Identification du candidat	complété	complété	complété
Article 9 - Financement des travaux et équipements d'exploitation	renvoi au mémoire financier	complété	complété
Article 15 - Principes généraux	renvoi au mémoire technique	complété	complété
Article 17 - Surveillance du parc	renvoi au mémoire technique	complété	complété
Article 38 - Politique sociale	complété	complété	complété
Article 40 - Redevance et frais de suivi	renvoi au mémoire financier	complété	complété
Article 48 - Responsabilité	renvoi aux attestations d'assurance jointes	complété	complété
Projet de contrat	signé	daté et signé	daté et signé

INDIGO souhaite apporter plusieurs précisions ou propositions de modification au projet de contrat de la collectivité ; elles concernent les articles 14, 15, 26, 29 et 62, 33, 41, 43, 52, 56, 60, 61, 64 et les en-têtes des chapitres 4 et 7.

Certaines sont de nature à réduire le risque confié au délégataire via le cahier des charges. En ce sens, **INDIGO** souhaite notamment introduire :

- une application de la clause de révision en cas d'évolution de la réglementation,
- une indemnisation en cas de fermeture inférieure à 50 jours,
- de nouvelles conditions de révision du contrat en cas de mesures en matière de politique de stationnement ou de déplacement urbain, impactant de manière significative l'économie du contrat, ou en cas d'évolution de la réglementation impliquant d'importants travaux de mise en conformité, même sans modification significative des conditions d'exploitation.

Par ailleurs, et de façon non exhaustive, le candidat :

- souhaite revoir le mécanisme d'agrément des sous-traitants,
- souhaite un mécanisme de mise en demeure plus formel pour l'application des sanctions,
- souhaite modifier le mécanisme d'indemnisation pour résiliation unilatérale,
- précise qu'il ne constituera pas de provisions pour le GER mais tiendra un compte extra-comptable,
- considère que l'exploitant des parkings sera responsable de traitement de données personnelles et non pas sous-traitant.

PARCUS ne souhaite pas apporter de modification au projet de contrat de la collectivité.

EFFIA souhaite apporter plusieurs précisions ou propositions de modification au projet de contrat de la collectivité ; elles concernent les articles 7,15, 24.1, 40.1, 41, 42, 57, 59, 61, 64.1, 64.2.

Certaines sont de nature à réduire fortement le risque confié au délégataire via le cahier des charges. En ce sens, **EFFIA** souhaite notamment introduire :

- une indemnisation au-delà de 25 jours de fermeture des parkings et une prise en charge des charges au-delà de 10 jours,
- un mécanisme d'indemnisation via une réduction de la redevance en cas de non augmentation des tarifs en 2022 d'un montant égal à la différence entre les recettes prévisionnelles et les recettes réelles,
- une application de la clause de révision :
 - o dès 10 % de hausse du poste impôt et taxes,
 - o en cas de modification de la politique de stationnement ou de circulation avec un fort impact sur la fréquentation,
 - o en cas de modification de la réglementation,
 - o en cas de variation de plus de 15% des recettes annuelles réelles par rapport aux recettes prévisionnelles

Par ailleurs, le candidat précise qu'il ne prévoit pas de prendre en charge la TEOM.

Il précise enfin qu'il fournira une garantie maison-mère et limite à deux fois la reconstitution de la garantie pendant le contrat.

PIECES DU MEMOIRE FINANCIER

	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Note sur les prévisions de recettes et dépenses	Oui	Oui	Oui
Recettes	Oui	Oui	Oui
Dépenses d'exploitation	Oui	Oui	Oui
Redevance et frais de suivi de la concession	Oui	Oui	Oui
Règles comptables	Oui	Oui	Oui
Comptes d'exploitation prévisionnels	Oui	Oui	Oui

Appréciation des offres

↳ Les trois candidats ont présenté les pièces nécessaires et suffisantes à l'appréciation générale de leur offre.

↳ Certaines propositions d'**EFFIA** sur la modification du projet de contrat sont de nature à réduire de façon importante le risque confié au délégataire : sur l'évolution des tarifs, l'évolution de la politique de mobilité (qui relèvent de l'EMS) et sur son risque d'exploitation notamment; ces modifications modifient la portée et l'appréciation de l'offre et devront être discutées avec le candidat lors des négociations.

Certaines propositions d'**INDIGO** sont également de nature à réduire le risque porté par le délégataire, mais de façon plus mesurée, et devront faire l'objet de discussions.

PARCUS ne propose aucune modification au projet de cahier des charges de la collectivité.

IV. ANALYSE DES OFFRES

Compte tenu de la possible évolution des offres au cours des discussions qui pourront avoir lieu avec les candidats qui seront invités à négocier par le Président, la présente analyse des offres par la Commission de délégation de service public ne comportera pas de notation des critères. Celle-ci sera mise en œuvre par rapport aux offres finales des candidats, au stade du rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la convention.

Chaque item fera néanmoins l'objet d'une appréciation comparative après commentaire, afin d'attirer l'attention des membres de la commission sur les points forts, voies d'amélioration et points bloquants des offres, comme suit :

Candidat 1	Point fort		
Candidat 2		Voie d'amélioration	
Candidat 3			Insuffisant

Pour mémoire et conformément au règlement de consultation, les offres seront jugées sur la base des critères suivants, par ordre décroissant :

1. Valeur technique : modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés	60%
2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières proposées et montant de la redevance due à la collectivité	40%

Les candidats INDIGO et PARCUS n'ont pas proposé de variante. En revanche, le candidat EFFIA a proposé deux variantes.

La variante numéro 1 consiste principalement en une modification à la baisse du programme des travaux sur les parcs de la concession. Elle est assortie de deux options : remise en peinture intégrale et suppression de l'édicule piéton. Cette variante fera l'objet d'une analyse s'agissant des points de l'offre impactés.

La variante numéro 2 repose sur le même programme technique que le scénario de base, à la différence qu'elle intègre des valeurs nettes comptables (VNC) à hauteur de 633,5 K€, versées par la collectivité en fin de contrat pour le rachat des biens non amortis.

En contrepartie de la VNC, EFFIA propose de verser sur la durée du contrat une redevance plus élevée à hauteur 655 K€, dont 258 K€ sur la base fixe et 397 K€ sur la base variable.

Le versement d'indemnités au délégataire en fin de contrat n'apparaît pas souhaitable considérant :

- que cette possibilité de rachat de VNC en fin de contrat n'était pas prévue au cahier des charges initial,
- que l'économie générale du contrat permet aisément d'amortir l'ensemble des équipements financés sur la durée du contrat (amortissements de caducité), tout en permettant une juste rémunération de l'exploitant,
- que la contrepartie proposée par le candidat (une augmentation de la redevance fixe et variable) intègre une part de risque puisque basée à hauteur de 60 % sur la redevance variable.

Aussi nous vous proposons de ne pas retenir cette variante qui ne sera pas intégrée dans l'analyse.

A. ANALYSE TECHNIQUE

Cette partie a pour objet d'analyser les aspects techniques des offres en termes de modalités d'exploitation de l'ouvrage et d'entretien maintenance, afin de s'assurer que les attentes et objectifs décrits dans le cahier des charges ont été pris en compte par les candidats.

1. Les investissements proposés

Inauguré en 2007, le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos, destinées au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos. Parallèlement, le parking Gare courte durée a été, quant à lui, reconstruit pour disposer d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol. Il est destiné au stationnement de courte durée (usagers de la gare) ; il comprend également un parc à vélos dédié de 800 places payantes.

Le délégataire, dans le cadre de la concession devra, notamment, procéder au renouvellement du système de guidage à la place à Wodli, à la remise en peinture des parkings au cours de la délégation, à la réorganisation des espaces vélos ou d'autres aménagements à réaliser ou à proposer par le candidat.

Sur Wodli, le remplacement ou a minima la remise en état de l'ascenseur panoramique est demandée.

Récapitulatif du montant des investissements proposés par les candidats :

EFFIA	EFFIA		INDIGO	PARCUS
	Offre de Base	Variante 1		
Wodli	1 331 K€	766 K€	1 290 K€	1 851 K€
Gare Courte Durée	407 K€	781 K€	369 K€	1 353 K€
TOTAL	1 738 K€	1 547 K€	1 659 K€	3 209 K€

- ↳ Le candidat Parcus se démarque par le montant des investissements proposés dans son offre, largement supérieur aux montants prévus par les deux autres candidats.

1/ Equipements péagers, de contrôle d'accès (caisses, barrières et bornes) et Gestion Technique Centralisée (GTC)

Le matériel péager a été remplacé en 2017 dans les deux parcs et sont conformes aux dernières normes.

Wodli et Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Parcus propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017 mais son amélioration par l'intégration d'un système utilisant la technologie du code barre 2D. Cette technologie apporte une meilleure efficacité lors du paiement aux caisses automatiques et en bornes de sortie du fait de la suppression des lecteurs de tickets motorisés. Ce procédé permet, selon

le candidat, de fiabiliser la lecture des tickets quel que soit l'état de ces derniers (ex : tickets mouillés ou froissés).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	59.14 <i>y compris le contrôle d'accès piéton</i>	08/11/19
Gare Courte Durée	44.31	08/11/19

→ Le candidat devra séparer le coût relatif au contrôle piéton du coût global de l'investissement ci-dessus.

En complément de cette amélioration, un remplacement des balises Liber-t est prévu afin de pallier la vétusté actuelle. Le candidat propose de ne pas modifier le nombre et l'emplacement des équipements actuels.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	15.71	08/11/2019
Gare Courte Durée	15.71	08/11/2019

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges. Le candidat propose également la mise en place d'un système de dématérialisation complet pour les usagers qui se seront enregistrés sur l'application de paiement en cours de développement. Le candidat précise qu'il effectuera les études de faisabilité et la mise en place d'un protocole pour faciliter et développer l'utilisation de cartes de paiement déployées pour le commerce à Strasbourg.

Parcus préconise le remplacement complet de la GTC, même si le matériel en place est compatible avec son système de supervision. Celui-ci permet d'avoir une vue sur l'ensemble des matériels d'exploitation, la réception des appels de phonie, l'affichage d'images de caméras de vidéo-surveillance, le report d'alarmes des matériels et le pilotage à distance d'un certain nombre de fonctions (éclairage, barrières, grilles, porte automatique, interphonie). Il permettra également le transfert du contrôle du parc vers un autre en cas de besoin.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	25.09	06/12/19
Gare Courte Durée	22.91	06/12/19

Cependant, Parcus ouvre l'hypothèse de profiter de l'intégralité des installations actuelles dans le cas où la GTC serait considérée comme un bien de retour. Cela représenterait une économie de 32 K€ HT.

Proposition d'Indigo

Le candidat propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017. Or dans son mémoire financier, apparaissent des montants d'investissements pour le péage (169,85 K€ HT pour Wodli et 43,70 K€ HT pour Gare courte durée).

→ Le candidat devra donc éclaircir ce point.

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges, il comprend le paiement par Liber't. Il propose de mettre en place une carte de paiement du stationnement « Bonjour Strasbourg » développée par la société Mobiwoom.

Le candidat conserve par ailleurs le système de GTC actuel, aucun investissement n'est donc nécessaire.

Indigo prévoit en complément sur le parking Gare Courte Durée la mise en place de 6 caméras IP supplémentaires, la modernisation du système de vidéosurveillance ainsi que l'utilisation d'un outil « d'intelligence artificielle » de vidéo protection.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Gare Courte Durée	7.03	?

- Le candidat devra préciser la date de réalisation prévisionnelle.
- Le système proposé devra faire l'objet de précisions par le candidat au regard de la réglementation RGPD.
- Le candidat devra par ailleurs apporter des précisions sur le poste « services / équipements d'exploitation ».

Proposition d'Effia

Effia propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017 mais propose une mise à niveau PMR et monétique du matériel péager. Les travaux prévus comprennent la mise en place de la visiophonie sur les bornes, caisses et lecteurs piétons, la mise à niveau bancaire et l'installation de clavier pour un service de réservation (Résaplace).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	30	01/09/19
Gare Courte Durée	25	01/09/19

- Le candidat devra préciser le contenu des travaux pour la mise à niveau PMR, les deux parcs ayant été mis aux normes handicapées récemment.

En complément de cette amélioration, un remplacement des balises Liber't est prévu dans les parkings. L'investissement se chiffre à 33 K€ pour les deux parcs.

Le candidat propose de ne pas modifier le nombre et l'emplacement des équipements actuels.

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Effia procèdera au remplacement complet de la GTC et le raccordera à son centre national de pilotage à distance. Le nouveau système de GTC permettra d'avoir une vue sur l'ensemble des matériels d'exploitation, la réception des appels de phonie, l'affichage d'images de caméras de vidéosurveillance, le report d'alarmes des matériels et le pilotage à distance d'un certain nombre de fonctions (éclairage, barrières, grilles, porte automatique, interphonie).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	39	01/11/19
Gare Courte Durée	40	01/11/19

Effia prévoit le remplacement de 5 enregistreurs vidéo sur les 2 sites.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	6	01/08/19
Gare Courte Durée	6	01/08/19

Appréciation des offres

- ↳ L'offre de Parcus est satisfaisante. Cependant des précisions devront être apportées concernant le montant des investissements.
- ↳ Indigo devra apporter des informations supplémentaires concernant les investissements et les délais pour les réaliser.
- ↳ L'offre d'Effia est satisfaisante. Toutefois un complément d'information devra être apporté sur la mise en conformité PMR du matériel péager.
- ↳ La proposition d'Indigo sur ce point, au vu des écarts ressortant de son offre, par rapport aux autres candidats, devra faire l'objet de précisions.

2/ Système d'indication du nombre de places libres et de guidage à la place avec affichage en temps réel

Le remplacement du système d'indication du nombre de places libres avec affichage en temps réel et du système de guidage à la place est demandé dans le cahier des charges pour le parc Wodli.

Il est demandé d'installer un « totem » aux entrées du parking et par étage, permettant d'afficher en temps réel, le nombre de places disponibles dans le parking, ainsi que le nombre d'emplacements disponibles réservés aux personnes handicapées.

Proposition de Parcus

Concernant l'indication du nombre de places disponibles, Parcus prévoit :

- Pour Wodli : un totem en entrée du parc qui indiquera le nombre de places par étage ainsi que le nombre de places pour PMR disponibles. Un panneau à chaque entrée de niveau rappellera le nombre de places disponibles à chaque étage.
- Pour Gare Courte Durée : Un panneau à chaque intersection rappellera le nombre de places disponibles.

Parcus propose d'installer un système de guidage à la place dans les 2 parcs. Des capteurs seront installés au milieu des voies de circulation (1 capteur pour 4 places). Le système sera composé d'unités avec deux caméras et d'un indicateur qui sera placé au milieu des voies de circulation. L'indicateur lumineux passera au rouge lorsque la totalité des 4 places sera occupée.

Le système, basé sur la détection par caméras, permettra également de savoir précisément où chaque véhicule est stationné (image de la voiture et plan de localisation de l'emplacement disponible sur une borne au niveau R+2 pour Wodli et au sein de l'espace dédié aux piétons pour Gare Courte Durée).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	262.94	28/02/20
Gare Courte Durée	92.40	28/08/20

Conformément aux prescriptions du cahier des charges, les données s'interfaceront avec le système de supervision du SIRAC.

Proposition d'Indigo

Concernant l'indication du nombre de places disponibles, Indigo prévoit :

- **Pour Wodli :** en entrée de parc, des panneaux indiquent l'ensemble des places disponibles à chaque niveau.
 - **Pour Gare Courte Durée :** le candidat prévoit un renforcement de la signalétique extérieure, avec l'indication du nombre de places disponibles en distinguant les places PMR et par des pictogrammes indiquant que le parc est accessible aux PMR et aux vélos.
- *Le candidat devra préciser pour le parc Wodli si le système d'indication du nombre de places libres indiquera également le nombre de places disponibles PMR.*
- *Le candidat devra également tenir compte des autorisations à obtenir afin d'implanter un tel totem sur la place de la Gare.*

Indigo propose d'installer un système de guidage à la place dans les 2 parcs.

- **Pour Gare Courte Durée :** Le système proposé correspond au matériel QFREE de dernière génération. Chaque place de stationnement sera équipée d'un dispositif de détection de véhicules. Chaque détecteur sera muni de deux ultrasons émetteurs récepteurs permettant de couvrir un maximum de surface et ainsi détecter tout véhicule d'une manière fiable selon le candidat (petite voiture, cabriolets...). La LED pourra désigner une place libre (vert), occupée (rouge), libre PMR (bleu) et un stationnement de longue durée (>15 jours) (ocre). Dès que l'usager se trouve confronté à un choix de direction, une enseigne lui désigne, à l'aide de panneaux dynamiques, les voies à emprunter ou éviter.
- **Pour Wodli :** les afficheurs à diodes électroluminescentes sont installés en début d'emplacement, le long de l'allée de circulation et indiquent par un éclairage de couleur l'état d'occupation de l'emplacement : place libre (vert), libre PMR (bleu), occupée (rouge), et place réservée (orange).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	42.65	31/12/19
Gare Courte Durée	23.20	19/11/19

- *Indigo devra détailler les montants pour séparer le système de guidage à la place et la signalétique.*
- *Le candidat devra préciser si ce système est interfacé avec les systèmes de supervision du SIRAC.*

Proposition d'Effia

Concernant l'indication du nombre de places disponibles, Effia prévoit :

- **Pour Wodli :** un totem sera placé à chaque entrée du parking (2 totems) ;
- *Le candidat devra confirmer pour le parc Wodli si le système d'indication du nombre de places libres indiquera également le nombre de places disponibles PMR.*

Effia propose de remplacer le système de guidage à la place du seul parking Wodli dans son offre de base. Le système proposé correspond au matériel QFREE de dernière génération. Chaque place de stationnement sera équipée d'un dispositif de détection de véhicules. La LED pourra désigner une place libre (vert), occupée (rouge), libre PMR (bleu) et places services « électriques » (orange). Dès

que l'utilisateur se trouve confronté à un choix de direction, une enseigne lui désigne à l'aide de panneaux dynamiques les voies à emprunter ou éviter.

→ *Effia devra préciser ce qu'il entend par « service électrique » dans le cadre du guidage à la place pour Wodli.*

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	245	01/05/20

Concernant le système de supervision du SIRAC : les données d'Effia disposent d'une interface avec le système du SIRAC.

Appréciation des offres

- ↳ Parcus répond aux attentes du cahier des charges.
- ↳ Indigo devra apporter des précisions sur son offre notamment, l'indication du nombre de places PMR sur le totem d'entrée pour le parking Wodli, détailler le coût des investissements et préciser l'interface avec le SIRAC.
- ↳ Effia devra apporter des précisions sur son offre notamment l'indication du nombre de place PMR sur le totem d'entrée pour le parking Wodli, et préciser la notion de « service électrique ».
- ↳ Les candidats Effia et Indigo proposent a priori le même matériel concernant le guidage à la place mais des coûts sensiblement différents, ce point sera à éclaircir.

3/ Remise en peinture complète du parking (sols, murs, plafonds) durant le contrat

Outre les reprises de peintures relevant de l'entretien courant, le délégataire devra prévoir, au cours du contrat, une remise en peinture complète (sols, murs, plafonds) pour les deux parcs (y compris les espaces vélos).

Wodli

Proposition de Parcus

Parcus prévoit pour l'année 2020 une remise en peinture des éléments peints des plateaux (murs et plafonds) afin d'effacer les dégradations et salissures diverses ainsi qu'une remise en peinture des 3 cages d'escaliers (sauf sols et éléments métalliques). La durée des travaux est estimée à 6 semaines avec le blocage des places situées le long des murs pour quelques jours.

En 2023, une remise en peinture de l'ensemble de la signalétique au sol sera réalisée, mais pas des sols complets a priori, or il s'agissait d'une demande de la collectivité.

La durée des travaux est estimée à 6 semaines avec des blocages de niveaux à prévoir.

→ *Dans le cahier des charges une remise en peinture de tout le parc était demandée. Le candidat devra donc justifier sa proposition.*

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	124.63	17/07/20

- De plus, dans son offre, le candidat propose un déplacement des emplacements PMR, il devra le justifier, au vu des récents travaux de mise en conformité aux normes handicapées.

Dans le cadre de la personnalisation du parking souhaitée par Parcus, celui-ci propose l'installation d'œuvres d'art sur le thème Let's dance, au niveau de la passerelle (déclinaison chromatique, mise en lumière verte), de l'atrium (suspension de 63 néons leds), du mur latéral (phrases lumineuses) et de la rampe hélicoïdale (néons leds multicolores).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Œuvres d'art	107.79	17/07/20

Proposition d'Indigo

Dans sa proposition, le candidat prévoit, en début de contrat, une remise en peinture de certains sols et plafonds abimés, des murs, ainsi que du marquage au sol (cheminements, fléchage).

- Nous ne savons donc pas si la remise en peinture sera complète, comme demandée par la collectivité.
- De plus, dans son offre, le candidat propose un déplacement des emplacements PMR, il devra le justifier, au vu des récents travaux de mise en conformité aux normes handicapées.
- Le candidat devra apporter des précisions sur le périmètre des travaux (remise en peinture complète ou non, emplacements PMR) et justifier son choix, ainsi que préciser leur organisation A priori, pas de fermeture, même partielle, du parking durant le chantier.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	349.68	31/12/19

Dans le cadre de la personnalisation une œuvre Street-Art sera installée sur le mur situé à l'entrée du parc côté rue Georges Wodli.

- Cette œuvre est-elle présente dans l'investissement peinture (349.68 K€) ?

Proposition Effia

Conformément au cahier des charges, le parking fera l'objet d'une remise en peinture complète (sol, mur et plafond). Le parc Wodli sera repeint conformément à la charte d'Effia, ou selon la demande de l'Eurométropole. Un phasage et une période d'intervention limitant les impacts seront proposés.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	596	01/10/20

Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Une remise en peinture y compris de l'espace vélo (plafonds, murs, ponçage des sols - places et circulation-marquage au sol) sera effectuée en 2020 pour une durée de travaux de 8 semaines, avec en moyenne 40 places indisponibles.

Parcus propose en plus un réaménagement significatif des espaces du parking dans le but de fluidifier les circulations avec notamment la création de plusieurs espaces « dépose-minute », l'installation de places en épi, une mise en valeur des circulations et des espaces dédiés aux piétons... Ce nouvel aménagement comportera 191 places, contre 188 actuellement mais entraînera une diminution du nombre de places motos à 6.

En option est proposée de créer un nouvel espace motos plus grand (23 places) pour 53 K€.

En outre, Parcus propose d'insérer des œuvres d'art sur le thème « Checkpoint » dans les zones dépose-minute et dans le parking vélo. Une mise en valeur des poteaux par un jeu de lumière est également prévue.

Une remise en peinture des trémies est proposée afin de les personnaliser aux couleurs de Parcus.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	719,60	17/07/20
Œuvre d'art	120,12	17/07/20

Proposition d'Indigo

Dans sa proposition, le candidat prévoit, en début de contrat, une remise en peinture de certains sols, plafonds et murs abîmés, ainsi que du marquage au sol (cheminements, fléchage). Nous ne savons donc pas si la remise en peinture sera complète, comme demandée par la collectivité.

- *De plus, dans son offre, le candidat propose une modification du plan de circulation et un déplacement des emplacements PMR, il devra le justifier, au vu des récents travaux de mise en conformité aux normes handicapées.*

Des travaux de peintures sont également prévus dans le local vélo.

Le candidat mentionne une fermeture partielle de l'ouvrage durant les travaux.

- *Le candidat devra apporter des précisions sur le périmètre des travaux (remise en peinture complète ou non, emplacements PMR), justifier son choix, ainsi que préciser leur organisation.*

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	92.45	19/11/19

Proposition Effia

La peinture du parc Gare Courte Durée sera reprise conformément à la charte Effia, avec un complément de reprise sur les cheminements piétons. Les sols seront repeints après un grenailage des sols et un lavage haute pression des murs et plafonds. Pour les murs et plafonds, des reprises avec enduits ciments seront réalisés si nécessaire, suivi d'une remise en peinture. Les revêtements de sols seront réalisés en peinture époxy (3 couches pour les allées de circulation, 2 couches pour les zones de stationnement). Un phasage et une période d'intervention limitant les impacts seront proposés. Des travaux de peintures sont également prévus dans le local vélo.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	213	01/09/20 et 01/11/20 (vélo)

Appréciation des offres

- ↳ La proposition de Parcus est très ambitieuse concernant le parking Gare courte durée et donc son coût est très important. Certains points seront à préciser.
- ↳ La proposition d'Indigo n'est pas pleinement satisfaisante. Le candidat devra préciser les travaux prévus et les modalités d'organisation de ceux-ci, en particulier les contraintes liées aux périodes de travaux. Il précisera également si l'œuvre d'art proposée est présente dans l'investissement présenté.
- ↳ La proposition d'Effia est satisfaisante.
- ↳ Les propositions des trois candidats sont très différentes les unes des autres : 443 K€ HT pour Indigo, 809 K€ HT pour Effia et 1 073 K€ HT ; elles devront donc faire l'objet de précisions.

4/ Espaces de stationnement vélos

Dans le parc Wodli : Un réaménagement de l'espace vélo est demandé : afin d'éviter les conflits entre les flux vélos et voitures, le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélo situé au rez-de-chaussée du parking, tout en tenant compte de la problématique du stationnement sauvage. L'aménagement devra être sécurisé (caméras), être équipé de 2 emplacements vélos cargos et comprendre l'installation d'un ou plusieurs casiers permettant la charge des batteries de VAE. A la demande de la collectivité, un contrôle d'accès pourra être mis en place afin de rendre le service payant. Il devra être également mis à disposition des cyclistes contre paiement, des kits de réparations et autres matériels.

Dans le parc Gare Courte Durée : aucun réaménagement de l'espace n'est demandé. Le parc à cycles devra être accessible via un contrôle d'accès 24h/24 tous les jours. Les places disponibles seront payantes. Il devra être également mis à disposition des cyclistes contre paiement, des kits de réparations et autres matériels.



Proposition de Parcus

Conformément aux souhaits de la collectivité, le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélo par un bardage opaque en bois sur toute la longueur. Une porte automatique coulissante facilitera l'usage de ce local.

Deux emplacements pour vélos-cargos sont proposés à l'entrée du local. L'espace vélo sera équipé de distributeur de consommables, d'une armoire consigne permettant le dépôt de matériel et la recharge de batteries de vélo-électriques en toute sécurité.

Il propose d'ajouter une colonne supplémentaire permettant la recharge de téléphone portable.

Il détail également la gestion des épaves avec l'association Cadr'67.

A la demande de la collectivité un contrôle d'accès sera possible (8 295€ HT).

- *Le candidat devra indiquer les coûts et les modalités de fonctionnement du stationnement payant pour les vélos.*
- *Le candidat devra indiquer si des caméras sont prévues.*

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	31.90	17/07/20

Proposition d'Indigo

Conformément aux souhaits de la collectivité, le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélo par un bardage en bois. Le local sera accessible par une porte d'accès simple. Pour sécuriser le local, il sera équipé d'une caméra.

Un espace d'atelier est intégré dans l'offre, il sera équipé d'une boîte à outils murale, d'un distributeur de kits de dépannage, d'une pompe à vélo. L'espace sera également équipé de 4 caissons de rechargement pour les VAE.

Le candidat ne précise pas le nombre d'emplacement vélos-cargos, dans le cahier des charges 2 emplacements étaient demandés. Il précise qu'un contrôle d'accès est possible mais ne donne pas de détails.

- *Le candidat devra préciser son offre sur le nombre d'emplacement vélos-cargos.*
- *Le candidat devra indiquer les coûts et les modalités de fonctionnement d'un service payant pour les vélos.*

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	?	17/12/19

- *Le candidat devra préciser le montant de l'investissement.*

Proposition Effia

Conformément aux souhaits de la collectivité, le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélo par une paroi métal finement perforée. L'objectif est de freiner le stationnement sauvage. Pour sécuriser le local, il sera équipé de 2 caméras. Dans l'optique du mise en paiement de l'espace vélo, une porte automatique asservie à un lecteur sera mise en place à la demande de la collectivité.

Effia a prévu d'installer un espace de services muni d'une station de gonflage, d'un bras d'entretien, de casiers pour recharger les VAE et d'un distributeur de chambre à air.

- *Effia devra préciser le nombre de casiers pour recharge des VAE car des données contradictoires sont présentes dans l'offre.*

Deux emplacements pour vélos-cargos sont proposés. A la demande de la collectivité un contrôle d'accès sera possible (16 725 € HT).

Effia propose les tarifs suivants :

- 24h à 2 € TTC ;

- Semaine 5 € TTC ;
- Mois 10 € TTC.

Pour accéder au parking à vélo, l'utilisateur achètera un titre de stationnement au niveau des caisses automatiques du parking, et il insérera son titre au sein du dispositif de contrôle d'accès.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	44	01/08/20

Gare Courte Durée

Proposition de Parc

Parc confiera l'exploitation commerciale et administrative à Strasbourg Mobilité et en conservera la gestion technique en matière de sécurité. Le parc sera accessible 24h/24, 7 j/7 avec des tarifs des abonnements compris entre 34 et 40 € TTC par an. L'accès se fera par le biais d'un badge.

L'espace vélo sera équipé de distributeur de consommables, d'une armoire consigne permettant le dépôt de matériel et la recharge de batteries de vélo-électriques en toute sécurité.

Il propose d'ajouter une colonne supplémentaire permettant la recharge de téléphone portable.

Il détaille également la gestion des épaves avec l'association Cadr'67.

Il est précisé dans l'offre que le parc disposera de 4 places dédiées aux vélos cargos.

Il propose en complément un réaménagement de l'espace et des accès en réalignant la porte d'accès vers la gare et la travée de circulation centrale. Ajout d'un contrôleur d'accès afin que les piétons venant de la gare puissent accéder au local. Des travaux ponctuels de modification et de réparation des résines de sol seront réalisés.

Parc réalisera également une remise en peinture des murs et plafonds. L'espace sera également remis en valeur grâce à des œuvres artistiques et des mises en lumières.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	142.85	19/07/19

Proposition d'Indigo

L'espace de stationnement vélo fera l'objet d'une rénovation et d'une mise en valeur :

- renforcement de la signalétique de repérage avec sa couleur rouge aussi bien pour les panneaux que pour les marquages au sol des emplacements ;
- reprise de la peinture des circulations, des accès ;
- intégration d'un atelier de réparation.

Un espace de réparation nommé « l'atelier » permettant d'entretenir ou de réparer son vélo sera mis à la disposition en libre-service pour les utilisateurs de ce parking. Un distributeur automatique, des outils, une station de réparation seront proposés. Le plan comporte une station de gonflage. Le parc sera équipé de 3 colonnes de 4 casiers permettant la recharge des batteries pour vélos-électriques.

De plus, il y aura un service de réparation à la demande payant avec une entreprise spécialisée. Un partenariat avec les associations Bretzel ou Cadr67 est proposé par ailleurs avec l'objectif de proposer des animations.

→ **Indigo devra indiquer le montant et la date de réalisation de l'investissement.**

Proposition Effia

Une signalétique dédiée sera réalisée au niveau de la trémie d'accès du parc à vélo. L'accès se fera par le biais d'un badge.

Effia a prévu d'installer 2 espaces de services munis d'une station de gonflage, d'un bras d'entretien, de 8 casiers pour recharger les VAE et d'un distributeur de chambre à air.

Il est précisé dans l'offre que le parc disposera de 2 places dédiées aux vélos cargos.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	71	01/11/20

Appréciation des offres

- ↳ L'offre de Parcus est satisfaisante, mais certains points seront à préciser.
- ↳ L'offre d'Indigo est satisfaisante, mais certains points sont à étayer.
- ↳ L'offre d'Effia est satisfaisante.

5/ Places réservées aux véhicules électriques pour le parc Wodli

La collectivité souhaite le remplacement de la borne de recharge électrique du parking Wodli, avec augmentation à 5 emplacements pour véhicules électriques. A minima l'un de ces emplacements devra être accessible PMR. Ces emplacements devront permettre un accès universel à tous les usagers sans conditions préalables d'abonnement. En outre, le chiffrage d'une place supplémentaire est demandé.

Proposition de Parcus

Parcus propose de procéder en début de contrat à l'installation de 3 bornes de recharges seulement, puis, si les places sont très usitées, de procéder à l'extension avec 3 places supplémentaires (coût de 16 K€). Une prise de recharge à proximité des emplacements PMR est prévue.

→ **Parcus devra préciser l'emplacement des places de recharge y compris celle PMR.**

Les bornes envisagées peuvent être des bornes simples ou doubles, permettant alors la recharge de deux véhicules simultanément, dans ce cas elles sont équipées de deux prises types T2S (le standard européen depuis 2015) pour des charges « rapide à la puissance de 22kVA, et de deux prises domestiques TE pour des charges lentes à la puissance de 3kVA.

Le candidat propose un partenariat avec la société Freshmile ou équivalent pour la gestion du service et permettant, comme le demande la collectivité, à tous les usagers, horaires ou abonnés, d'accéder au service.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	17.19	17/07/20

Le candidat n'identifie pas clairement les coûts d'amortissement, de fonctionnement et de maintenance.

→ Il devra préciser le point ci-dessus et apporter des précisions sur le chiffrage d'une place supplémentaire.

Proposition d'Indigo

Le candidat répond aux attentes par une installation de 2 bornes doubles supplémentaires en complément des 2 points de charge existants ; portant le nombre de places électrique à 6 sur ce parc. Une des places sera réservée aux usagers PMR. Les bornes de recharge seront équipées de prises type T2 et d'une prise domestique de 7kVa, permettant une recharge du véhicule en 4 heures.

Indigo prévoit un partenariat avec Sodetrel (filiale à 100% d'EDF). Pour bénéficier du service l'utilisateur devra s'inscrire en ligne et commander un Pass Sodetrel, ce dernier se recharge par une borne spéciale. Il pourra également acheter un badge prépayé directement à l'accueil. La maintenance est effectuée par Sodetrel.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	?	03/12/19

→ Le candidat devra indiquer le coût de l'investissement et apporter des précisions sur le chiffrage d'une place supplémentaire.

Le candidat n'identifie pas clairement les coûts d'amortissement, de fonctionnement et de maintenance.

→ Le candidat devra préciser ce point.

Proposition d'Effia

Il propose l'implantation de 5 points de charge d'une puissance de 7 kW maximum (3.7 kW minimum). Les bornes de recharge seront équipées de prises type T2S et d'une prise classique.

Les bornes seront communicantes, interopérables et reliées au logiciel de supervision Effia. A travers cette interface, via internet, le client peut commander une carte d'accès, payer en ligne, géolocaliser les bornes et voir leurs états, réserver une borne via le site Résaplace.

L'intégralité des bornes mises en place par Effia seront compatibles avec les opérateurs de rechargement.

La société partenaire est E-Totem.

Un emplacement équipé sera dédié à une place PMR.

Conformément à la réglementation ERP, les bornes seront implantées en station, avec les équipements requis, la localisation sera prévue en niveau 0.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	22	01/06/20

Le coût d'une place supplémentaire est de 4 460€ HT.

Le candidat n'identifie pas clairement les coûts d'amortissement, de fonctionnement et de maintenance.

→ *Le candidat devra préciser ce point.*

Appréciation des offres

- ↳ **Parcus** ne répond pas pleinement aux attentes du cahier des charges concernant l'installation de 5 bornes de recharge électrique au démarrage du contrat. Il devra, de plus, détailler certains points.
- ↳ **Indigo** répond aux attentes mais il devra préciser le montant de l'investissement et le chiffrage d'une place supplémentaire, et détailler les coûts de fonctionnement.
- ↳ **Effia** répond aux attentes de la collectivité, il devra détailler les coûts de fonctionnement.

S/ Amélioration du bilan énergétique du parking

Le candidat pouvait également proposer des travaux et équipements permettant d'améliorer le bilan énergétique du parking et ainsi diminuer son empreinte carbone.

Wodli et Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Parcus prévoit de procéder au remplacement complet des luminaires par des LED (présence et luminosité). Il présente les avantages de cette solution : durée de vie, simplification de la maintenance des luminaires, réduction de l'empreinte CO2, confort de lumière, etc. Les fabricants garantissent une durée de vie de 7 ans sur les luminaires LED, soit sur toute la durée du contrat.

→ *Parcus devra indiquer si l'éclairage du parking à vélo de Gare Courte Durée sera remplacé.*

Les sources lumineuses présentes dans le garde-corps de la terrasse pour Wodli et de l'ensemble des caissons de signalétiques seront également changées au profit de LED.

Parcus propose d'utiliser de l'électricité « verte » produite en Alsace avec l'Electricité de Strasbourg.

Grâce à ces mesures, le candidat prévoit une baisse de la consommation électrique de l'éclairage (env. 40%) et des émissions en CO2.

Le candidat s'engagera dans une démarche de tri des déchets via un partenariat avec Clikeco.

L'installation d'un dispositif de suivi en temps réel permettra de suivre les consommations électriques et d'eau.

Proposition d'Indigo

Pour améliorer le bilan énergétique et l'accessibilité au parking, Indigo prévoit de remplacer les luminaires existants par des LED (Wodli, Gare Courte Durée y compris le parc vélo) avec un système de détecteurs de présence ciblés par zone. Cette mesure permettra des économies d'énergie évaluées à 40% de la consommation actuelle.

Indigo prévoit d'utiliser des peintures sans solvants. Les produits de nettoyage utilisés dans le parc seront éco labélisés dans la mesure du possible. Autres éléments : reçus de carte bancaire sans bisphénol A, impression des tickets de parking par des imprimeurs du réseau Imprim Vert.

Le candidat s'engage dans une démarche de recyclage des déchets par la mise en place de poubelles à double compartiment.

Le suivi des consommations et des dépenses sera réalisé par le personnel d'exploitation.

Proposition Effia

Pour améliorer le bilan énergétique et l'accessibilité au parking, Effia prévoit de remplacer les luminaires existants par des LED avec un système de détecteurs de présence ciblés par zone. Le système de gestion de contrôle de l'éclairage sera également installé pour optimiser les besoins d'éclairage sur les niveaux, via une détection de présence avec une répartition 1 pour 6 permanents et 5 pour 6 pour détection.

➔ *Effia devra indiquer si l'éclairage du parking à vélo de Gare Courte Durée sera remplacé.*

Les niveaux d'éclairage moyens seront conformes à l'article 14 de l'arrêté du 1/08/06.

Cette mesure permettra les économies de charges générées sont de l'ordre de 20% par rapport à l'existant avec une nette amélioration de la luminosité dans l'ouvrage.

Gestion des déchets : mise en place d'un tri des déchets grâce à des poubelles adaptées. Elimination ou valorisation des déchets dangereux ou non dangereux dans les filières identifiées et conformes. Une traçabilité et un suivi des déchets, même dangereux avec un reporting. Effia ouvre la porte à un partenariat avec un prestataire qui pourra réaliser ces opérations en son nom.

Réduction des gaz à effet de serre : Effia s'engage à un contrôle et un entretien régulier des équipements pouvant générer des émissions polluantes, réduire sa consommation des ressources naturelles et énergétiques. Mais aussi à réaliser un suivi minimum (au moins 2 fois par an) du bilan de ses consommations énergétiques et à mettre en place des actions permettant de réduire les consommations.

Il s'engage à n'utiliser que des produits éco-labellisés, à optimiser et limiter l'utilisation de produits dangereux.

Effia est dans une démarche environnementale Ecosite et il est membre de la Charte Global Compact des Nations Unies.

Effia proposera un audit énergétique des parkings, il sera réalisé par une équipe d'auditeur interne. Le but est d'élaborer des fiches actions opérationnelles indiquant le constat qui a amené à cette action, l'ensemble des tâches détaillées à réaliser et une estimation des impacts énergétiques, environnementaux et financiers.

Appréciation des offres

- ➔ La proposition de Parcus est satisfaisante.
- ➔ La proposition d'Indigo est satisfaisante.
- ➔ La proposition d'Effia est satisfaisante et plus détaillée que les autres candidats.

7/ Ascenseurs du parking Wodli

Le parc Wodli comporte 3 ascenseurs, dans le cadre du cahier des charges la remise en état ou le remplacement de l'ascenseur panoramique est demandé.

Proposition de Parcus

Parcus propose le remplacement des 3 ascenseurs avec du matériel dimensionné aux fréquentations du parking. Ce travail inclut aussi l'installation de pompes de relevage en fond de fosse. Parcus prévoit également de mettre en œuvre des lecteurs piétons venant limiter l'usage des appareils aux clients du parc. Un agent pourra au besoin débloquer l'ascenseur pour une personne à mobilité réduite.

→ *Cette proposition pose des questions pour l'accès des personnes handicapées.*

Pour pallier l'écoulement d'eau dans la cage de l'ascenseur panoramique, il procédera à des travaux d'étanchéité avec la surélévation de quelques centimètres de la porte d'ascenseur de la toiture terrasse et la création d'une toiture photovoltaïque au-dessus de la rampe d'accès.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Ascenseur Panoramique	82.95	11/09/20
Autres Ascenseurs	142.20	27/03/20
TOTAL	225.15	

Concernant la création d'une toiture photovoltaïque celle-ci doit permettre la récupération des eaux de pluie dans les rampes, diminuer l'entretien en période hivernale et produire de l'électricité.

Cette toiture photovoltaïque s'étendra une surface de 300m² capable de générer une puissance en crête de 54,0 KWc, soit une production d'environ 45 000 KWH/an. Au prix actuel de rachat obligatoire par l'Electricité de Strasbourg, cela représente par an, environ 5 000 € HT. Le surcoût lié à l'installation de cette toiture photovoltaïque est estimé à 80 000 € HT, soit 16 ans pour rentabiliser cet investissement.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Toiture photovoltaïque	247.78	17/07/20

→ *Parcus devra apporter des précisions sur cette proposition afin que la collectivité puisse réellement juger de son opportunité, vu le coût estimé de cet investissement.*

Proposition d'Indigo

L'offre d'Indigo préconise un changement des 3 ascenseurs, expliquant que le matériel actuel n'est pas prévu pour une utilisation intensive sur 10 niveaux, ayant pour conséquence un taux de disponibilité et des coûts de maintenance non satisfaisants.

Il détaille les caractéristiques des différents ascenseurs et apporte des précisions sur l'ascenseur panoramique prévu qui permettra le transport de 12 personnes.

Le déploiement du nouveau matériel Kone permettra de raccorder les appareils au système de maintenance prédictive d'Indigo basée sur une technologie d'analyse des données.

Le coût d'investissement s'élève à 242, 27 K€ HT pour le remplacement des 3 ascenseurs (remplacement prévu début décembre 2019).

→ *Indigo devra donner la répartition du coût d'investissement pour chaque ascenseur ainsi que la date de réalisation prévisionnelle si l'installation n'est pas simultanée.*

Proposition Effia

Effia a prévu dans son offre le remplacement de l'ascenseur panoramique du parking. La cabine sera de marque Kone, gamme ecospace flex en paroi vitrée. Il indique également les caractéristiques de cet ascenseur.

En complément, Effia a prévu de réaliser la mise en norme PMR des ascenseurs duplex.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Ascenseur Panoramique	89	01/06/20
Remise norme Ascenseurs Duplex	11	01/06/20
TOTAL	100	03/12/19

→ Effia devra expliquer les travaux qui seront réalisés dans le cadre de la remise en norme PMR des ascenseurs duplex.

Appréciation des offres

- ↳ La proposition de Parcus dépasse les attentes du cahier des charges par le remplacement des 3 ascenseurs. Cependant des explications sont attendues sur l'accès des ascenseurs et sur la couverture photovoltaïque.
- ↳ La proposition d'Indigo dépasse les attentes du cahier des charges par le remplacement des 3 ascenseurs. Cependant il devra détailler les coûts par ascenseur.
- ↳ La proposition d'Effia répond au cahier des charges mais il devra préciser sur les travaux qui seront réalisés dans le cadre de la remise aux normes PMR.

8/ Végétalisation du parking Wodli

Le candidat proposera des solutions pour améliorer et entretenir de façon optimale la végétalisation du parking en ayant une attention particulière sur l'atrium.

Proposition de Parcus

Parcus explique dans son offre qu'il souhaite supprimer la végétation existante, car les plantes sont situées en rez-de-chaussée et elles ne bénéficient pas d'un ensoleillement suffisant pour vivre durablement. Il propose donc d'habiller l'espace grâce à des jeux de lumières. Il n'y a donc pas de poste d'investissement lié à la végétalisation, l'embellissement du patio est compris dans le poste d'installation artistique.

Proposition d'Indigo

La zone végétalisée au centre de la tour sera remplacée par des végétaux plus adaptés provenant de pépinières de préférences régionales.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Végétalisation	?	?

→ Le candidat devra indiquer le montant de l'investissement et la date de mise en place.

Proposition d'Effia

Effia constate un manque de luminosité. Il propose de remédier à cette situation en positionnant 4 arbres à tige dans des pots de 1.20m de diamètre.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Végétalisation	7	01/07/20

Appréciation des offres

- ↳ La proposition de Parcus ne répond pas au cahier des charges, néanmoins il justifie son choix de ne pas végétaliser le parking et propose une alternative.
- ↳ La proposition d'Indigo est satisfaisante, mais ne présente pas son coût, ni la date de réalisation. Il devra donc préciser son offre sur ces points.
- ↳ La proposition d'Effia est satisfaisante.
- ↳ Indigo et Effia devront apporter des précisions sur les modalités d'entretien des espaces verts.

9/ Aménagements complémentaires proposés

Proposition de Parcus

Parcus propose une rénovation du local d'accueil Gare Courte Durée, la création d'un bureau chef de parc (24 m²) supplémentaire et d'un local archives.

Parcus propose également la rénovation du local d'accueil Wodli.

Il propose en outre, un changement de concept lumineux moins onéreux pour les luminaires de la terrasse du parking Wodli.

Il propose également divers travaux de serrurerie et le remplacement des extincteurs âgés de plus de 10 ans.

Sur Wodli un remplacement du système d'interphonie.

Proposition d'Indigo

Indigo propose la reprise des fissures sur le parking Gare Courte Durée :

- la reprise de l'imperméabilité au droit des tuyauteries pour le parc à vélo ;
- ainsi que la réparation des bétons aux entrées et sorties du local ;
- la rénovation de l'espace d'accueil (éclairage, mobilier, revêtement...).

Pour Wodli, il propose :

- un réaménagement du local d'accueil avec une partie dédiée à l'exploitation et l'autre à l'accueil des usagers,
- ainsi que divers travaux de serrurerie.

Proposition Effia

Effia propose une variante qui est une modification du programme de travaux :

Parking Gare Courte Durée :

- Création d'une entrée piétonne avec ascenseur (318K€) au droit de l'escalier de secours actuel. L'édicule pourra être en verre ou en métal laqué au choix de l'Eurométropole.
- Installation d'un système de guidage à la place (49 K€) ;

- Mise en place de porte à relevage rapide (123 K€) ;
- Remise en peinture des voies de circulation (93 K€) **uniquement**, plus un nettoyage profond des autres parties, y compris parc vélos.

➔ Ainsi, à part le programme de peinture qui est largement réduit dans sa proposition de variante, les autres travaux s'ajoutent au programme de base, mais ce point sera à confirmer.

➔ La proposition de création de l'édicule avec ascenseur, non envisagée par la collectivité, pose des questions à ce stade : s'agissant d'un ouvrage créé sur l'espace public, place de la Gare, quelles autorisations d'urbanisme et quels délais ? Question également au regard de la suppression d'une issue de secours du parking.

Pour le parking Wodli :

- Pas de remise en peinture du parking mais un nettoyage haute pression du parking à la place (23 K€) ;
- Installation d'une clôture pour sécuriser le parking côté gare (4 K€);
- Bornes électriques pour véhicule 2 roues (8 K€).

➔ Ainsi, à part le programme de peinture qui est supprimé dans sa proposition de variante, les autres travaux s'ajoutent au programme de base, mais ce point sera à confirmer.

	Investissements (K€)		Variation
	Offre de Base	Variante 1	%
Wodli	1 331	766	-58%
Gare Courte Durée	407	781	+92%
TOTAL	1 738	1 547	-11%

Appréciation des offres

- ↳ Parcus et Indigo proposent des aménagements complémentaires intéressants. Toutefois elles ne sont pas prises en compte dans les CEP présentés. Les impacts sur les redevances ne sont donc pas précisés à ce stade.
- ↳ Effia se démarque par la proposition de création d'un édicule permettant de traiter le problème de nuisance lié à l'issue de secours existante, et d'ouvrir le parking vers une clientèle extérieure. Ces propositions ont un impact sur la redevance qui a été précisé par le candidat (cf. analyse financière). Il devra apporter globalement des précisions sur sa proposition de variante.

■ **Modalités d'exploitation des ouvrages**

1/ Conditions d'exploitation

Le délégataire sera responsable du bon fonctionnement du service, il assurera l'accueil et les relations avec les usagers. Il est également chargé de veiller à la sécurité des personnes et des biens.

Proposition de Parcus

Parcus propose une organisation qui existe déjà sur ses autres parkings. Ils s'appuient sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Concernant la présence humaine Parcus confirme la reprise du personnel existant. Il détaille le plan de formation à destination des salariés (incendie, accueil...). En matière de politique sociale il favorise l'emploi des jeunes (en lien avec la mission locale), il porte une attention particulière aux candidatures

des séniors et il prévoit de mettre en œuvre sur son marché un volume d'heures d'insertion pour ses prestations (nettoyage, travaux...) équivalent à 1 500h.

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs selon les horaires indiqués précédemment, chaque agent est doté d'une tenue Parcus.

Permanence téléphonique : entre 8h – 18h tous les jours ouvrables avec un répondeur en dehors de ses heures. Pour le service abonnement de 9h – 11h30 et 14h – 17h.

Il est également possible de contacter Parcus via son site internet.

Dans chaque parking, mise à disposition d'une fiche de retour client (FRC) pour qu'il puisse faire remonter une information au siège. Il s'engage à lui répondre sous 15 jours par écrit uniquement pour les réclamations.

Tarifs : des contrats de longue durée de 15 ans sont proposés, soit 22 275€ TTC (1 485 €TTC/an).

Proposition d'Indigo

Indigo propose une organisation qui existe déjà sur ses autres parkings. Il s'appuie sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Concernant la présence humaine Indigo confirme la reprise du personnel existant. Il détaille le plan de formation à destination des salariés (incendie, accueil...). En matière de politique sociale il favorise l'emploi des jeunes (alternance, stage), pour les salariés séniors amélioration des conditions de travail, de la prévention et aménagement de fin de carrière. Il favorise également le recrutement interne.

➔ *Indigo devra indiquer le nombre d'heures d'insertion professionnelle prévu.*

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs pour le fonctionnement de l'ouvrage. Mais c'est la boutique Kléber qui sera dédiée à l'activité commerciale et à la relation clientèle (souscription d'abonnements) et qui est ouverte du mardi au samedi de 10h à 18h.

Permanence téléphonique : 8h30 – 19h les jours ouvrés.

Il est également possible de contacter Indigo via son site internet, par courrier et par l'application OpnGo.

Il s'engage à répondre aux clients dans un délai maximum de 72h si la demande est normale, (24h si la demande est urgente)

Des abonnements hôtellerie pourront être développés dans les 2 parcs et un abonnement de nuit sur le parc Gare Courte Durée avec l'accord de la collectivité. Il propose également une suppression des 30 minutes gratuites dans le parking Wodli afin de marquer davantage la spécialisation des parkings.

Tarifs : des contrats de longue durée de 15 ans sont proposés, soit 21 533€ TTC (1 422 € TTC/an).

Proposition d'Effia

Effia s'appuie sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Concernant la présence humaine il maintient le personnel existant. Il détaille le plan de formation à destination des salariés. En matière de politique sociale il a une politique de diversité (nationalité, mixité homme femme, intégration et emploi des jeunes), pour les personnes en situation d'handicap, et une

politique de tutorat. En cas de remplacement des agents, Effia favorisera le recours à du personnel d'insertion (500 h).

Effia précise qu'il réalisera des rondes de surveillance sur les parcs à une fréquence de 6 par jour dans la Gare Courte Durée et 4 dans Wodli.

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs. Les horaires ont été indiqués dans les points précédents.

Permanence téléphonique : 8h30 – 18h du lundi au vendredi.

Il est également possible de contacter Effia via son site internet, par courrier mail via twitter et application.

Il s'engage à répondre aux clients sous 2 jours ouvrés.

Tarifs : des contrats de longue durée sont proposés à 1 300 € TTC/an.

Appréciation des offres

- ↳ La proposition de Parcus est satisfaisante.
- ↳ La proposition d'Indigo est également satisfaisante mais le candidat devra apporter des compléments sur certains points
- ↳ La proposition d'Effia est satisfaisante. Elle semble présenter le plus de réactivité pour les réponses aux clients.

2/ Présence humaine et ouverture des parcs

La collectivité souhaite une présence humaine minimale dans chacun des parcs qui sont accessibles 24h/24 tous les jours.

De plus, les toilettes, du parking Gare Courte Durée seront accessibles à tout public 24h/24 et 7 j/7. Celles du parking Wodli doivent être accessibles a minima aux usagers du parking 24h/24 et 7 j/7. En outre, des modalités d'accès aux autres usagers pouvaient être proposées.

Proposition de Parcus

Ouverture des parcs : Les parkings seront ouverts et accessibles pour les usagers 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Mer	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	5h-9h	5h-9h et 17h-24h	5h-9h et 12h-19h	10h-17h				55 h
Gare Courte Durée	Agent d'accueil : 24h/24 et 7 j/7 Agent polyvalent : 9h-12h et 12h-19h							168 h 70 h

Nombre d'ETP :

- **Wodli :** 1.5 agents polyvalent. Parcus se réserve la possibilité de moduler les plages de présence en fonction de la vie des parcs.
- **Gare Courte Durée :** 5 agents d'accueil, 0.5 agents polyvalents et 1 agent d'entretien pour les toilettes. Soit 6.5 ETP.
- Un chef de parc pour Wodli et Gare Courte Durée sera disponible du lundi au vendredi de 9h à 17h.
- **Soit 9 ETP en tout pour la gestion des deux parcs.**

→ *Parcus devra mettre en cohérence ce nombre d'ETP avec le décompte des charges Ressources Humaines.*

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 10 minutes sur site en cas d'incident. Ce délai a été validé par la Commission de Sécurité.

En cas d'absence de personnel sur site (en dehors des heures de présence à Wodli et d'une intervention déjà en cours au parc Gare par exemple), la gestion des parcs sera déportée vers un autre parking géré par Parcus (Halles P2, Ste Aurélie par exemple), qui prendra le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

Accès aux toilettes :

- **Wodli :** accès au public du lundi au dimanche de 7h à 21h, en dehors accès uniquement pour les clients du parking.
- **Gare Courte Durée :** accès au public du lundi au dimanche de 7h à 21h, et uniquement aux usagers du parking en dehors de ces horaires (par l'installation de lecteur de badge et QR code).

→ *La gestion des toilettes du parking Gare Courte Durée ne répond pas au cahier des charges (accessible à tout public 24h/24 et 7j/7).*

Proposition d'Indigo

Ouverture des parcs :

- **Gare Courte Durée :** ouvert et accessible pour les usagers 24h/24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.
- **Wodli :** afin de sécuriser au mieux l'ouvrage, il sera rendu « hermétique » (fermeture de tous les accès véhicules par des rideaux rapides et installations de contrôles d'accès piétons) en dehors des heures de présence du personnel. Un agent de sécurité sera déployé la nuit (horaires de fermeture de la gare).

→ *Indigo devra préciser cette proposition : quels coûts, comment se font les accès pour les piétons, quel rôle de cet agent de sécurité (personnel en interne ou société surveillance) ?*

Le souhait d'Indigo est d'être présent dès l'ouverture de la gare et de réaliser le nettoyage en interne.

Nombre d'ETP :

Le candidat envisage une équipe composée de 9 ETP : 1 responsable BLI, 1 technicien de maintenance et 7 agents d'exploitation. Pour un temps de présence a priori de 115h/semaine par parc.

Le planning détaillé présenté par le candidat contient des informations contradictoires.

→ *Indigo devra préciser le temps de présence effectif par semaine, la prise en compte du personnel de la BLI (le responsable BLI à 100% sur les deux parcs ?), et la répartition par parking.*

Accès aux toilettes : Le candidat ne mentionne pas les horaires d'accès aux toilettes dans les 2 ouvrages. Indigo prévoit par ailleurs d'installer un complément de contrôle d'accès piétons pour les sanitaires des 2 parcs. Ainsi nous ne savons pas si l'accès des sanitaires du parc Wodli sera possible pour tout public.

→ *Le candidat devra apporter des précisions sur ce point pour les 2 parkings.*

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 15 minutes en cas de personnel présent sur le site et en 25 minutes si aucun personnel n'est présent. Dans ce cas, la gestion des parcs est déportée, soit vers un autre parc géré par le candidat à Strasbourg, soit vers le centre national de télé-opération situé à Paris, qui prend le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

→ *le candidat devra nous assurer que ces délais seront acceptés par la Commission de sécurité et qu'ils permettront dans tous les cas une intervention suffisamment rapide auprès des usagers.*

Proposition Effia

Ouverture des parcs : Les parkings seront accessibles aux usagers 24h/24 et 7j/7.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Merc	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	6h-10h et 17h-21h			6h-10h et 15h-21h				42 h
Gare Courte Durée				24h/24 et 7j/7				168 h

Nombre d'ETP : Le candidat envisage une équipe composée de 7 ETP avec 6 agents et 1 responsable de site.

Effia devra préciser la répartition du personnel par parking.

Accès aux toilettes :

- Pour Wodli : Afin de préserver un état de sécurité et de propreté, Effia prévoit d'installer un système de contrôle d'accès par l'intermédiaire d'un lecteur piéton. L'ouverture se fera par appel interphonie ou via un ticket de stationnement. Il devra préciser s'il prévoit l'accès des sanitaires à tout public.
- Pour Gare Courte Durée : Effia prévoit de séparer les toilettes du parking par la pose d'une paroi en métal finement perforée.

Le candidat devra préciser les modalités d'accès pour tout public aux sanitaires.

Le candidat devra indiquer les horaires d'accès aux toilettes des 2 parcs.

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 10 minutes.

En cas d'absence de personnel sur site (en dehors des heures de présence à Wodli et d'une intervention déjà en cours sur le parc Gare par exemple), la gestion des parcs sera déportée vers le centre de pilotage à distance situé à Paris, qui prend le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

→ *le candidat devra nous assurer que ce délai sera accepté par la Commission de sécurité.*

Appréciation des offres

- ↳ La proposition de Parcus prévoit une présence humaine dans les parcs plus importante que les autres candidats. En revanche, il ne répond pas aux attentes concernant les toilettes du parking Gare Courte Durée qui doivent être accessibles à tous public (24h/24, 7j/7).
- ↳ Indigo est le seul candidat ne proposant pas de présence humaine 24h/24 au parking Gare. Il devra apporter des compléments d'information notamment le temps présentiel et concernant l'accès des sanitaires au public.
- ↳ La proposition d'Effia est satisfaisante, mais il devra préciser les éléments concernant la Commission de Sécurité, la présence humaine et les horaires d'accès des toilettes.

3/ Services complémentaires

Dans le cadre de son offre, le candidat pouvait faire des propositions concernant les services offerts, les aménagements, modernisation...

Wodli et Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Services :

Parcus propose d'installer une borne tactile d'informations touristiques (niveau 2 à Wodli et espace piéton pour Gare Courte Durée). Sur cette borne, l'utilisateur pourra trouver de nombreuses informations pratiques : lieux à visiter, restaurants... Pour Wodli ajout d'information sur les principales villes desservies par le TGV.

En complément de la borne tactile, le candidat propose la mise en place d'un écran d'informations. Des informations diverses seraient diffusées en permanence ; disponibilité dans les parcs, circulation automobile, vidéo de communication pour la Ville et l'Eurométropole ou Parcus, plan de quartier...

La radio Parcus diffusera une ambiance sonore par contre elle sera éteinte durant la nuit dans le parking Wodli.

Afin de satisfaire l'utilisateur, la société prévoit la mise en œuvre de services propres tels que le prêt d'un kit de dépannage, d'un parapluie, d'une poussette ou d'un cabas à roulettes.

Proposition d'Indigo

Services :

Indigo prévoit la mise en place de plans pour se diriger dans le quartier, des écrans avec les horaires des trains, des box sécurisés accessibles 24h/24 pour mettre en consigne les casques de moto, une ambiance sonore et olfactive.

Indigo prévoit de mettre en place des actions à destination des personnes sans-abris.

Une communication autour des vélos sera également mise en œuvre avec un affichage spécifique et la création d'un site internet dédié.

De plus, des trottinettes électriques en partenariat avec la société Knot seront proposées aux clients.

La radio Indigo permettra aux collectivités et aux commerces de proximité de Strasbourg de diffuser en plus de l'ambiance sonore, des messages informatifs et promotionnels.

Une borne d'information client sera installée sur la passerelle SNCF du parc Wodli, et dans le SAS de la gare pour le parc Gare Courte Durée, il diffusera des informations sur les spectacles, les événements de la ville mais également les horaires des trams et les informations sur le trafic.

Un démarreur de batterie sera mis à disposition des clients à l'accueil des parcs.

Proposition Effia

Services :

Effia met l'accent sur l'accueil client en proposant un point « information, accueil et mobilité » dans le bureau d'accueil de Gare Courte Durée (24h/24) et à Wodli selon la fréquentation attendue. L'objectif de ce point est de renseigner les clients sur le covoiturage, le réseau Vélo, les transports SNCF, CTS...

La mise en place de plans pour se diriger dans le quartier et du parking seront installés. Des informations seront également présentes sur les manifestations organisées dans l'agglomération.

Les parcs seront référenciés sur le site internet d'Effia, permettant de trouver le parking facilement, calculer un itinéraire pour s'y rendre, consulter les informations des parcs. Mais aussi la possibilité de réserver une place, souscrire un abonnement et accéder à son compte client. Une application avec des services comparables est également proposée.

Effia propose des services de prêt pour entretenir la voiture : un aspirateur, un gonfleur de pneu et un démarreur de batterie. Des services pour améliorer le confort des clients : une cireuse de chaussure, des parapluies, des chargeurs universels de batterie (téléphone, tablette), sacs shopping, chariot de course, des consignes pour la garde des équipements des 2 roues et une boîte à lire.

➔ *Le candidat devra quel parking pour quels services proposés dans son tableau récapitulatif.*

Wodli

Proposition de Parcus :

Autres services mis à disposition :

- Des trottinettes pour favoriser l'intermodalité, partenariat avec la société Knot ;
- Une boîte à lire dans la passerelle qui mène à la gare ;
- Service de retrait colis/consigne pick up de la poste ;
- Une machine à cirer les pompes ;
- Services SNCF : horloge synchronisée en façade de l'ouvrage, un espace billetterie avec un écran indiquant le numéro de quai, borne d'achat/retrait/d'échange, et un composteur de billets.

Propositions optionnelles : Parcus fait la proposition de 8 investissements optionnels chiffrés dont il donne le détail. On retrouve notamment un investissement innovant : la création d'une zone aérodrôme sur le parking Wodli sur 4 places existantes afin d'accueillir les voitures du futur...

N° option	Description investissement optionnel	Montant total € HT :
1	Remise en peinture des garde-corps rouillés en façade	13 045,00
2	Remise en état de 150 m des joints de dilatation les plus fuyards ou les plus abîmés	26 662,50
3	Révision des fixations des panneaux en verre façade Nord	115 537,50
4	Fermeture des pieds d'escalier	4 550,40
5	Installation de 3 bornes de recharge 22 KVA supplémentaires	26 297,01
7	Mise en place d'un contrôle d'accès sur l'espace vélo	8 295,00
8	Création zone aérodrôme	11 850,00

Proposition d'Indigo

Indigo propose des services complémentaires d'autopartage, covoiturage, station de lavage, abris colis. Possibilité de bornes OpnGo pour régler son parking.

Indigo propose également une station de gonflage pour les 2 roues et les véhicules

Un service de nettoyage intérieur et extérieur pour les véhicules sera proposé aux clients via un partenariat avec la société Total Wash.

Proposition Effia

Effia propose le service Résaplace permettant de réserver sa place de stationnement en quelques clics via le site Effia. Ce service propose la réservation d'une place attitrée idéalement située dans le parc avec une option pour la recharge électrique.

➔ *Effia devra préciser le fonctionnement de la réservation et la façon de conserver la place pour les clients.*

Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Il propose une transformation de l'accès piéton de la gare en sortie de secours par un édicule grillagé. Parcus a pris en compte les délais et autorisations d'urbanisme qui seront nécessaires à sa réalisation.

Propositions optionnelles :

- Le remplacement de matériel hors service à savoir la porte coupe-feu pour 9 480€ et la remise en service de la sono sécurité pour 5 925€ ;
- Création d'un local moto supplémentaire soit un espace de 155 m² pour 23 places dans un local actuellement inutilisé, coût de l'option : 53 325€.

Proposition d'Indigo

Le SAS de la Gare sera réaménagé avec un point retrait de colis, une borne d'information, une borne satisfaction client. Au niveau artistique des éléments scénographiques autour du mot gare et des photos de la ville seront disposées.

Un service voiturier sera proposé afin d'évacuer les voitures souhaitant se garer pour une longue durée dans d'autres parkings autour du périmètre. Il détaille dans son mémoire technique le fonctionnement du dispositif mais omet de préciser si ce service sera facturé ou proposé gratuitement aux clients du parc, ni comment sera comptabilisé le stationnement, quels parkings seront concernés par le report, etc.

➔ *Indigo devra apporter des précisions sur la mise en place de ce service.*

Concernant le co-voiturage un référencement sur les plateformes de co-voiturage sera mis en œuvre afin de faire connaître le parking pour ce service.

Appréciation des offres

- ➔ Parcus propose un certain nombre d'améliorations ou services supplémentaires intéressants.
- ➔ Indigo propose un certain nombre d'améliorations et services supplémentaires intéressants, dont certains à préciser.
- ➔ Effia propose un certain nombre d'améliorations et services supplémentaires, en mettant l'accent sur l'accueil et l'information du client.

4/ Outils et actions de communication

Le candidat détaillera dans son offre, les outils et actions de communication proposées, ainsi que leurs coûts et modalités de mise en œuvre et de fonctionnement. Il sera par ailleurs chargé de communiquer lors de la mise en place des nouvelles places réservées aux véhicules électriques.

Proposition de Parcus

Le candidat propose différentes campagnes et actions de communication : campagne générale, spécifiques, récurrente, avec ses partenaires (ex : Citiz, Office du tourisme...) et d'accompagnement de chantier.

Il envisage également la mise en place d'actions de communications exceptionnelles cherchant à créer un lien entre le parking et le quartier dans lequel il se situe. La démarche consistant à introduire l'Art dans les parcs en collaborant avec les acteurs culturels du quartier.

Parcus prévoit d'utiliser un certain nombre d'outils de communication offrant différents services tels qu'une solution d'aide au stationnement (APILA). Les outils seront les suivants : le site internet compatible mobile, les réseaux sociaux, les médias, les réseaux professionnels et les partenaires, la radio Parcus, ainsi que la mise en œuvre des principes de la charte Parcus (tenues de travail, flotte véhicules, les concepts Parcus).

Montant des investissements pour les actions et outils de communication :

	Investissement en K€ HT <i>(sur toute la durée de la DSP)</i>
Wodli	12.2
Gare Courte Durée	12.2

Enfin, le candidat présente ses certifications ISO 9001 (ISO 14001 prévu en septembre 2019).

L'ensemble du système de management qualité ISO 9001 stationnement est fondé sur l'amélioration continue de la qualité du service visant à la satisfaction du client.

Proposition d'Indigo

Le candidat propose succinctement son plan de communication avec une diffusion sur divers supports canaux : site, Radio Indigo, flyers, pour faire vivre les offres tarifaires et accroître la notoriété et l'utilisation de l'offre de services. Une stratégie digitale de référencement est développée afin d'améliorer le positionnement et la visibilité des parcs de stationnement sur internet.

	Investissement en K€ HT <i>(sur toute la durée de la DSP)</i>
Wodli	18.4
Gare Courte Durée	49.4

➔ **Indigo devra confirmer ces montants car il y a des contradictions entre le mémoire communication et le CEP.**

Il propose de mettre en place des chèques parkings pour les commerçants, la réservation en ligne et via son application OPnGO.

Enfin, le candidat n'indique pas de certification ISO.

Pour mesurer la propreté des ouvrages, ainsi que la qualité du service proposé, des enquêtes mystères seront réalisées plusieurs fois par an par un cabinet externe. Des contrôles périodiques viendront compléter ces contrôles inopinés. Une borne permettant de mesurer la satisfaction client sera installée dans les 2 parcs.

Proposition Effia

Le candidat propose différentes campagnes marketing et actions de communication :

- offres abonnés (VL, 2 roues, électrique), clientèle horaire (vacances, week-end, CE)...
- campagnes avec des partenaires locaux (association de commerçants, office de tourisme, hôtels)

La société Effia est certifiée totalement pour son activité ISO 9001.

Des supports de communications seront déployés : presse, réseaux sociaux, site Effia. Une stratégie digitale de référencement est développée afin d'améliorer le positionnement et la visibilité des parcs de stationnement sur internet. Effia propose la location d'espace publicitaire dans les différents parkings. Des animations et communications spécifiques pourront être mises en œuvre.

Appréciation des offres

↳ Les propositions de Parcus, Indigo et Effia sont satisfaisantes.

5/ Rapports annuels et suivi de l'exploitation :

Le candidat proposera dans le cadre de son offre un modèle de rapports annuel et mensuel. En détaillant notamment les indicateurs proposés.

Proposition de Parcus

Parcus via l'observatoire du stationnement, le matériel de péage, le service abonnement et le service comptabilité sera en capacité de générer mensuellement des rapports tels que demandés par la collectivité. Le candidat fait le listing des différentes données disponibles (taux d'occupation, de rotation, fréquentations, durée de stationnement, etc.). Parcus présente en annexe les modèles des rapports mensuels et annuels.

Le candidat propose par ailleurs à la collectivité la mise à disposition, via son observatoire du stationnement, et grâce à une simple connexion internet, d'un ensemble de données récupérées par les matériels péagers du parking (export des données sous format Excel). La collectivité pourra ainsi avoir accès à des représentations cartographiques et à des tableaux de bord et à des rapports trimestriels, annuels, mensuels ou à la demande.

Proposition d'Indigo

Indigo propose dans son offre un exemple de rapport d'activité, celui-ci expose de manière détaillée les analyses financières de l'activité, les conditions d'exploitation, les engagements qualité et les services proposés durant la période de référence.

La collectivité aura accès, via un site web, à un outil de reporting, permettant de générer des rapports et tableaux de bord personnalisés et dynamiques. Le candidat présente des visuels de l'outil.

Indigo propose des réunions régulières dans le but d'assurer un copilotage avec l'Eurométropole :

- Mensuel : Comité Technique avec le responsable de district et le chef de maintenance

- ⇒ But : discussion autour des points de maintenance, des remontés des inspections de l'EMS ou des clients, présentation du tableau de bord...
- **Trimestrielle** : Comité de Pilotage avec le directeur de secteur
 - ⇒ But : analyse périodique ciblée
- **Semestrielle** : Comité Stratégique avec le directeur régional
 - ⇒ But : présentation des rapports annuels, actualités, possibilité des modifications contractuelles...

En complément, des échanges des retours journaliers alimentés par les différents outils de suivi seront adressés à l'Eurométropole.

→ *Le candidat devra spécifier le contenu des échanges journaliers.*

Proposition Effia

Effia sera en capacité de générer mensuellement des rapports (avant le 10 du mois suivant) tels que demandés par la collectivité. Le candidat fait le listing des différentes données disponibles (taux d'occupation, de rotation, fréquentations, durée de stationnement...).

Il propose un exemple de rapport annuel d'activité. Celui-ci expose de manière détaillée les analyses financières de l'activité, les conditions d'exploitation, les engagements qualité et les services proposés durant la période de référence.

Il propose également des rencontres semestrielles pour le suivi et le pilotage de l'activité des parcs.

Appréciation des offres

↳ **Parcus, Indigo et Effia répondent aux attentes du cahier des charges.**

2. Entretien et maintenance des ouvrages

Le délégataire devra prendre en charge l'ensemble des travaux d'entretien, maintenance et réparation de l'ouvrage, des équipements et des matériels du parking. Il prendra également en charge l'ensemble des travaux de grosses réparations et les dépenses de renouvellement des équipements et installations.

Proposition de Parcus

Nettoyage : Parcus détaille de façon précise le nettoyage des différentes zones :

- **Toilettes** :
 - ✕ Wodli : effectué par un prestataire externe 3 fois par jour du lundi au samedi ;
 - ✕ Gare Courte Durée : plusieurs fois par jour du lundi au dimanche (de 7h à 21h) par un agent d'entretien. Le lundi et le matin le nettoyage sera effectué par un prestataire extérieur.
 - **Véloparc** : des rondes quotidiennes sont effectuées.
- Parcus devra préciser la fréquence de nettoyage normale ou approfondie du véloparc du fait d'informations contradictoires dans l'offre.*
- **Parking** :
 - ✕ Wodli : effectué par un agent polyvalent en fonction d'un planning prédéterminé (entre 4 et 11 h/j du lundi au samedi) et lors des rondes quotidiennes.

- ✕ **Gare Courte Durée** : agent accueil pour les tâches d'entretien pendant les faibles périodes de fréquentation et la nuit. En complément une aide d'un agent polyvalent partagé du lundi au vendredi

Matériel spécifique : une auto laveuse est prévue pour Wodli et Gare Courte Durée ; une balayeuse sur Wodli.

Un contrôle du nettoyage sera réalisé par le chef de parc.

Maintenance : effectuée par Parcus et mise en place d'un système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) : l'outil intégrera l'ensemble des équipements, matériels, locaux ainsi que leur état de fonctionnement, les travaux à effectuer, les actions de prévention, ainsi que les coûts. Il détaille la liste des équipements qui seront vérifiés tous les jours et suivis dans le système de GMAO.

Le candidat précise ses engagements en matière de maintenance : élaboration de procédures de contrôle des équipements, respect de la réglementation en matière de sécurité et de fonctionnement des équipements et mise en place de contrats-cadre.

Le compte GER présenté comprend des travaux sur l'éclairage, le courant faible, le courant fort, les menuiseries et serrureries, Récupération EP/EU, les peintures intérieures (sols, murs, plafond, marquages) et l'entretien des joints de dilatation.

COMPTE GER :

	GER en K€ HT (par an)
Wodli	20
Gare Courte Durée	20

➔ Les différents postes des comptes GER figurent dans l'offre du candidat.

Proposition d'Indigo

Nettoyage : Indigo instaure une Charte Propreté Eco-durable. Le nettoyage est réalisé par l'équipe d'exploitation en fonction de la fréquentation. Il est spécifié qu'une liste de vérifications de la propreté sera effectuée quotidiennement. Par contre, dans la grille des fréquences aucune action journalière n'est prévue.

➔ *Le candidat devra détailler si un nettoyage quotidien des parkings sera effectué, ainsi que les modalités de nettoyage des toilettes.*

Maintenance : Le candidat indique dans son offre, ses engagements en matière d'entretien/maintenance, selon qu'il s'agit de maintenance préventive, ou curative (selon 3 niveaux).

Il fait un point précis dans son mémoire concernant la maintenance des matériels péagers : il bénéficiera d'une garantie constructeur de 3 ans. Après ces périodes, un contrat de maintenance avec le fournisseur sera conclu.

Il décrit également ce que recouvrira la maintenance des équipements liés à la sécurité.

Concernant les ascenseurs : un professionnel qualifié de la société Kone sera chargé d'effectuer une visite toutes les 6 semaines.

Pour les 2 parcs : un chef d'équipe maintenance (responsable BLI) et 1 technicien dédié à la maintenance et à l'entretien. Le parc Wodli sera mis en liaison avec la Base Local d'Intervention (BLI) et le Centre National de TéléOpération (CNTO).

Le compte GER présenté comprend des travaux sur la peinture, le gros entretien des accès et des cages d'escalier, la rénovation locaux exploitation, les équipements sonorisation et vidéo, la détection incendie et la menuiserie, serrurerie.

COMPTE GER :

	GER en K€ HT (par an)
Wodli	34
Gare Courte Durée	18

→ Le candidat devra détailler les lignes de ses comptes GER et mettre en cohérence le montant de la dotation annuelle entre le compte GER et le CEP.

Proposition Effia

Nettoyage : il s'effectue sur 2 niveaux :

- Niveau 1 : réalisé quotidiennement (balayage, vidage des corbeilles, nettoyage des cages d'escalier et ascenseurs) par les agents d'exploitation.
- Niveau 2 : nettoyage approfondi des sols (y compris Véloparc) effectués par les agents d'Effia avec une autolaveuse (1 par parc).

Le candidat devra indiquer les modalités de nettoyage des toilettes sur les 2 sites.

Maintenance : Mise en place d'un système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) : l'outil intégrera l'ensemble des équipements, matériels, locaux ainsi que leur état de fonctionnement, les travaux à effectuer, les actions de prévention, ainsi que les coûts. Il détaille la liste des équipements qui seront vérifiés tous les jours et suivis dans le système de GMAO.

Les équipes d'exploitation d'Effia assurent le suivi des prestations de maintenance et réalisent elle-même la maintenance de 1^{er} niveau. Pour les autres niveaux, Effia met en place des contrats avec des entreprises spécialisées.

Lorsque les agents d'exploitation effectuent des opérations d'entretien et de nettoyage, il met en place un reporting vers le centre de pilotage à distance (CPAD).

Il présente de façon détaillée dans son offre, les 5 niveaux de maintenance, sur lesquels il s'engage.

Le candidat indique dans son offre, ses engagements en matière d'entretien/maintenance, selon qu'il s'agit de maintenance préventive (indication précise de la fréquence), ou curative.

Concernant le matériel de péage, Effia précise que le contrat prévoit une intervention sous 4h du lundi au samedi de 9h à 18h. Pour les équipements indispensables au fonctionnement du parc, il s'engage à un délai de réparation de 24h ouvré sauf délai spécifique imposé par le fournisseur.

Le compte GER présenté comprend des travaux sur le matériel de péage, l'électricité et les ascenseurs.

COMPTE GER :

	GER en K€ HT (par an)
Wodli	13
Gare Courte Durée	10

- ➔ *Le candidat devra préciser le contenu de son compte GER car il ne mentionne que trois postes (matériel de péage, électricité et ascenseurs) et semble redondant avec les investissements prévus en début de contrat.*
- Dans sa proposition de variante, aucun travaux de reprise de peinture ne sont prévus.*
- ➔ *Effia indique des limites de prestations (le remplacement des appareils d'éclairage de secours, le déploiement d'équipement de continuité des ondes radioélectriques...) il devra expliquer le cadre de ces limitations.*

Appréciation des offres

- ↳ **Parcus, Indigo et Effia devront apporter différents compléments.**

En conclusion de l'analyse technique :

Les offres sont globalement satisfaisantes et répondent globalement aux objectifs de la collectivité.

Sur le critère « Analyse technique », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

INDIGO		Voie d'amélioration	
PARCUS		Voie d'amélioration	
EFFIA		Voie d'amélioration	
EFFIA Variante		Voie d'amélioration	

B. ANALYSE FINANCIERE

Cette partie a pour objet d'analyser les intérêts présentés par les aspects financiers des offres des candidats et notamment à travers la clarté des hypothèses financières présentées et le montant de la redevance due à la collectivité.

La convention prendra effet le 10 juin 2019 pour une durée de 7 ans. Conformément à l'article 6 du décret « concessions » du 1^{er} février 2016, la durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service y compris le retour des capitaux investis.

Dans le cadre du contrat de concession (article 5 de l'ordonnance concession du 29 janvier 2016), le risque d'exploitation est supporté par le délégataire. **Sauf modification substantielle des conditions d'exploitation, il supportera le risque lié à la mauvaise appréciation de ses recettes et de ses charges.**

Pour les deux parcs, les candidats devaient proposer un pourcentage du chiffre d'affaires annuel HT dans le cadre de la redevance variable à verser à la collectivité, en sus de la redevance fixe annuelle prévue à l'article 40 du projet de contrat. En complément de cette redevance variable sur le chiffre d'affaires, les candidats étaient libres de proposer d'autres modalités d'intéressement pour la collectivité.

Conformément au règlement de la consultation, les candidats devaient fournir un compte d'exploitation spécifique pour chaque parking, Wodli et Gare courte durée, ainsi qu'un compte d'exploitation consolidé. Les montants sont exprimés en euros courants, soit avec prise en compte de l'inflation, hors taxes.

INDIGO devra corriger un certain nombre d'incohérences et notamment mettre en cohérence le compte d'exploitation prévisionnel et les tableaux figurant dans son mémoire technique. Cela concerne en particulier le montant des recettes du parc Wodli. Dans ce tableau en effet le nombre d'abonnés n'est pas cohérent avec le nombre d'abonnés figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel. Par ailleurs, dans son offre, le tableau de synthèse omet les recettes du parking gare-vélos. INDIGO a également comptabilisé deux fois les frais de télécommunications (10 581 € en moyenne sur la durée du contrat), dans le poste « Autres services extérieurs » de son compte d'exploitation prévisionnel consolidé, et ce pour chaque année.

EFFIA devra préciser ses hypothèses sur la construction des recettes et notamment préciser les durées de stationnement et taux de rotation. Le candidat devra également apporter des précisions sur l'évaluation de l'impôt sur les sociétés.

Dans l'attente des négociations, les montants retenus pour la présente analyse des offres sont ceux affichés par les candidats dans leurs comptes consolidés à l'exception des montants moyens annuels qui ont été corrigés chez les trois candidats lorsqu'ils faisaient apparaître des erreurs de formule de calcul (omission de l'année 2026 pour certains postes).

Remarque : Afin de faciliter la comparaison des offres, les montants présentés dans l'analyse correspondent à des moyennes annuelles sur la durée du contrat. La comparaison s'effectuera entre les offres de base des candidats. Il sera fait référence à la variante du candidat Effia dans les commentaires uniquement lorsqu'elle entraîne des modifications dans les montants présentés.

EN SYNTHESE

Compte de résultat consolidé sur les deux parkings en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyennes annuelle en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Total des produits	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €
Total des charges hors IS	3 702 216 €	4 061 844 €	4 066 562 €	4 065 755 €
Total des charges hors IS hors redevance	1 652 469 €	2 047 759 €	1 244 621 €	1 214 908 €
Résultat net	322 711 €	237 183 €	300 362 €	312 317 €
Redevance (fixe et variable) versée à la collectivité y compris intéressement	2 049 747 €	2 014 085 €	2 821 941 €	2 850 846 €

Les produits d'exploitation proposés par les 3 candidats sont proches et cohérents, tant sur Wodli que sur Gare courte durée, sur les recettes horaires que sur les recettes abonnements.

Il y a toutefois de grandes disparités sur les charges proposées par les candidats, liées notamment aux frais de personnel, au niveau du poste impôt, au montant des redevances versées à la collectivité, au montant et à la composition des frais de structure, ainsi qu'au financement et à l'amortissement des investissements proposés.

PARCUS et EFFIA sont les candidats qui proposent le montant de produits d'exploitation le plus élevé (respectivement 6 et 5% de plus que la proposition d'INDIGO).

Cependant les charges d'INDIGO (hors redevance et hors IS) sont plus faibles que PARCUS ce qui lui permet de dégager une redevance équivalente à ce dernier.

EFFIA pour sa part présente des charges encore moins élevées et propose en conséquence la redevance la plus élevée (+ 40 % par rapport à PARCUS et + 38% par rapport à Indigo en offre de base).

La rémunération des candidats (avant IS) est élevée, elle tourne autour de 7-8 % des produits pour INDIGO et EFFIA, 5,5 % pour PARCUS. A noter qu'elle ne représente pour l'ensemble des candidats que 10 à 15 % des produits dégagés par l'activité, le reste étant versé à la Collectivité sous forme de redevance et venant participer à l'amortissement des 2 parkings, qu'elle a construits ou fortement rénovés.

La pertinence de ces hypothèses est analysée ci-après :

3. Clarté des hypothèses financières présentées

1.1 Les produits : des offres proches

Les produits des parkings Wodli et Gare courte durée sont principalement constitués des titres de stationnement horaires et des abonnements. De même que le coût des abonnements, les tarifs horaires sont fixés par la collectivité et sont en 2018 :

- pour le parking Wodli dit « longue durée » : de 1 € le ¼ d'heure jusqu'à 4 heures de stationnement, puis un tarif dégressif à compter de la 5ème heure de stationnement,
- pour le parking Gare, destiné au stationnement de courte durée : de 0,80 € le ¼ d'heure jusqu'à 1 heures de stationnement puis 1€ par ¼ d'heure à compter de la deuxième heure. Ce parking est réservé à un usage horaire et ne propose donc que très peu d'abonnements.

Le tableau suivant présente la décomposition des produits estimés par les deux candidats en moyenne annuelle dans leur compte d'exploitation prévisionnel consolidé sur les deux parkings :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €
Recettes horaires	3 992 252 €	4 258 802 €	4 242 977 €	4 254 124 €
Abonnements	156 227 €	119 901 €	121 749 €	121 749 €
Autres	-	8 000 €	2 199 €	2 199 €
TOTAL DES PRODUITS	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €

** A noter que le compte d'exploitation prévisionnel d'INDIGO pour le parc WODLI fait apparaître un montant de produits moyens pour le parc Wodli de 3 024 K € alors que dans son mémoire technique le tableau fourni fait apparaître un montant de produits moyens de 2 816 K€. Le même problème existe dans le tableau de consolidation (4 149 K€ contre 3 874K€). Une partie de ces deux incohérences semble venir du fait que les tableaux du mémoire technique omettent l'année 2026 et que le tableau de consolidation omet le parc Gare vélo. Mais des incohérences existent également pour les autres années en raison d'un nombre d'abonnements différent dans le compte d'exploitation prévisionnel et dans le tableau du mémoire technique pour Wodli..*

Par ailleurs, le candidat a comptabilisé deux fois les frais de télécommunications (10 581 € en moyenne sur la durée du contrat), dans le poste « Autres services extérieurs » de son compte d'exploitation prévisionnel consolidé, et ce chaque année.

Le candidat devra confirmer le montant total de ses produits.

La présente analyse comparative prend en compte les tableaux d'exploitation prévisionnels sous forme XL fournis par INDIGO dans le cadre de son offre.

Les produits envisagés par PARCUS sont supérieurs de 6% à ceux prévus par INDIGO et sont légèrement supérieurs à ceux prévus par EFFIA. La différence s'explique par les hypothèses de

recettes horaires. Sur le chiffre d'affaires abonnements, les prévisions les plus optimistes sont faites par INDIGO.

Par ailleurs, aucun des deux candidats ne prévoit dans son offre de produits de gestion courante ou des transferts de charges ou reprises de provisions. Ainsi pour les deux candidats, le total des produits est égal au chiffre d'affaires.

L'analyse des prévisions de recettes est détaillée ci-après.

a. Les recettes horaires

Le tableau suivant présente les recettes horaires estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat pour chaque parking :

Moyennes annuelle en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Recettes horaires totales	3 992 252 €	4 258 802 €	4 242 977 €	4 254 124 €
Parking Wodli	2 919 019 €	3 139 861 €	3 135 156 €	3 144 750 €
Parking Gare courte durée	1 073 234 €	1 118 941 €	1 107 821 €	1 109 375 €

Les recettes horaires totales en moyenne annuelle estimées par INDIGO, à hauteur de 3 992 252 €, sont inférieures de 6% à celles prévues par PARCUS ou EFFIA qui ont des prévisions très proches. L'écart entre les candidats est peu important sur le parking Gare courte durée. Les recettes horaires du parking Wodli représentent 73 % des recettes pour INDIGO et 74% pour les deux autres candidats.

Ces recettes dépendent des hypothèses retenues par les candidats en termes de fréquentation, de taux de rotation, de durée moyenne de stationnement mais aussi de la progression du ticket moyen.

Il était demandé aux candidats de tenir compte dans l'élaboration de leurs comptes prévisionnels d'exploitation d'une augmentation des tarifs horaires au 1er janvier 2022, permettant une hausse des recettes horaires de 10%.

Pour le parking Wodli (955 places de stationnement):

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Nombre de places du parc	955	956	955	955
CA total	3 024 504 €	3 253 711 €	3 244 491 €	3 253 758 €
CA total par place par an	3 167 €	3 403 €	3 397 €	3 407 €
CA total usagers horaires	2 919 019 €	3 139 861 €	3 135 156 €	3 144 750 €
CA usagers horaires par place par an	3 057 €	3 284 €	3 283 €	3 293 €
Nombre total de tickets horaires	258 528	182 791	189 378	189 995
Ticket moyen horaire (CA/NB tickets)	11 €	17 €	17 €	17 €
Nombre total d'heures de stationnement	2 556 931	2 407 364	-	-
Durée moyenne de stationnement par véhicule (en heure)	9,9	13,17	-	-

**Remarque : PARCUS retient un nombre de places différent avec 956 places au lieu de 955 (en raison des travaux)*

INDIGO est le candidat qui prévoit le plus grand nombre de tickets horaires en moyenne par an (41% de plus qu'EFFIA et 36% de plus que PARCUS) avec 258 528 tickets prévus. Rappelons qu'actuellement en 2017 ce nombre s'élevait à 229 106. Le candidat prévoit une légère hausse

de fréquentation sur les quatre premières années du contrat (+2% puis +1% par an) puis une stabilisation à 261 000 tickets environ.

Le ticket moyen envisagé est néanmoins nettement plus bas que chez les deux autres candidats (11€ contre 17€). Le candidat pointe en effet dans son offre le développement d'une fonction de type « dépose-minute » dans ce parc et une diminution de la part des très longs tickets (plus de 4 jours). La progression du ticket moyen est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole. Le candidat souhaite étudier la possibilité d'arrondir à la dizaine de centime les différents pas cumulés composant la grille (hypothèse retenue dans ses prévisions). Il souhaite également supprimer la demi-heure gratuite dans ce parc.

En conséquence, la progression des recettes horaires a lieu jusqu'en 2022 puis celles-ci restent stables.

PARCUS prévoit en moyenne 182 791 tickets horaires. Le candidat explique cette hypothèse pessimiste par la saturation de ce parking. L'amélioration de la rotation dans le parking est envisageable à la marge selon le candidat qui prévoit une légère hausse du nombre de tickets horaires sur les deux dernières années pleines du contrat (+2% par an).

Le ticket moyen envisagé est de 17€ et sa progression est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole.

Le chiffre d'affaires horaire augmente donc proportionnellement à la révision tarifaire en 2022 puis lors des deux dernières années pleines d'exploitation à la faveur de la hausse de fréquentation. Le montant moyen du chiffre d'affaires horaire est très proche de celui prévu par EFFIA (autour de 3,3 M€ HT). A noter que ce montant était en 2017 de 2,9 M€ HT.

EFFIA prévoit en moyenne 189 378 tickets horaires dans son offre de base et 189 955 dans son offre variante. Le candidat explique avoir tenu compte de l'impact travaux en 2020 avec une neutralisation de deux étages pendant 6 mois soit environ 173 places de stationnement. Le candidat prévoit ensuite une hausse de 0,5% suite à la fin de la rénovation en 2021 annulée l'année suivante par un impact négatif lié à la hausse tarifaire. Puis une nouvelle hausse de 0,5% et un maintien au niveau de 2021 jusqu'à la fin du contrat.

Le ticket moyen envisagé est de 17€ et sa progression est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole.

A noter que le candidat n'a pas fourni le détail demandé sur la durée totale et moyenne de stationnement ni sur le taux de rotation.

Les recettes horaires d'EFFIA augmentent donc jusqu'en 2023 à la faveur de la hausse de fréquentation et de la révision tarifaire puis restent stables. A noter que dans sa variante, le candidat prévoit des recettes horaires légèrement plus importantes : cela s'explique par l'absence d'impact négatif des travaux sur l'année 2020.

Pour le parking Gare courte durée (188 places de stationnement):

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Nombre de places du parc	188	191	188	188
CA total	1 123 876 €	1 132 992 €	1 122 733 €	1 124 257 €
CA total par place par an	5 979 €	5 932 €	5 972 €	5 980 €
CA total usagers horaires	1 073 234 €	1 118 941 €	1 107 831 €	1 109 375 €
CA usagers horaires par place par an	5 709 €	5 858 €	5 983 €	5 901 €
Nombre total de tickets horaires	595 198	199 980	198 050	198 345
Ticket moyen horaire (CA/NS tickets)	1,80	5,60	5,59	5,59
Nombre total d'heures de stationnement	-	435 912	-	-
Durée moyenne de stationnement par véhicule (en heure)	-	2,18	-	-

**Remarque : PARCUS retient un nombre de places différent avec 191 places au lieu de 188*

Les chiffres d'affaires horaires prévisionnels moyens des trois candidats sont très proches autour de 1,1M€. Ils sont cohérents avec le chiffre d'affaires horaire moyen de 2017 qui s'établissait à 1,02 M€. Les prévisions de fréquentation sont également cohérentes entre les trois candidats.

INDIGO a des prévisions de fréquentation relativement optimistes (+3% et +4% en 2020 et 2021 puis +1% par an). A noter que le nombre total de tickets horaires semble inclure les usagers gratuits chez ce candidat (dont la part était de 66% en 2017) ce qui permet d'estimer la fréquentation horaire payante d'INDIGO sur le parking gare à 196 337 tickets. Ce chiffre devra être précisé par le candidat.

Le ticket moyen horaire retenu intègre de même les entrées gratuites, il fluctue légèrement à la hausse et à la baisse au cours du contrat sans que le candidat n'apporte d'explications (autre que la hausse tarifaire de 2022).

PARCUS ne prend en compte dans ces estimations que les entrées payantes ; le candidat met en avant la saturation de ce parking et la nécessité d'en améliorer le taux de rotation. Cela n'aura néanmoins pas d'impact avant 2024 puisque le candidat n'envisage une hausse du nombre de tickets horaires que sur les 2,5 dernières années du contrat (+2% par an).

Le ticket moyen horaire (5,26 € puis 5,79 €) augmente à la faveur de l'augmentation tarifaire de 2022 et reste stable par ailleurs.

EFFIA ne prend en compte dans ces estimations que les entrées payantes ; le candidat prévoit une perte de clientèle en 2020 en raison de l'impact des travaux puis une hausse de 0,5%, neutralisée l'année suivante par l'impact de la hausse des tarifs et un retour à la fréquentation de 2021 à partir de 2023.

Le ticket moyen horaire (5,26 € puis 5,78 €) augmente à la faveur de l'augmentation tarifaire de 2022 et reste stable par ailleurs.

Appréciation des offres

- ↳ Les hypothèses de recettes horaires des trois candidats apparaissent proches les unes des autres pour les deux parkings et sont cohérentes ; toutefois INDIGO fait le pari, sur la base de l'exploitation actuelle, d'une augmentation de la fréquentation mais d'une diminution du ticket horaire moyen, EFFIA et PARCUS sont plus prudents sur l'évolution de la fréquentation mais proposent des tickets moyens supérieurs.
- ↳ De manière générale les candidats devront justifier et confirmer leurs hypothèses de fréquentation des parcs et d'évolution des durées de stationnement.

b. Le chiffre d'affaires abonnements

Les candidats ont pris pour base une augmentation annuelle du prix des abonnements de 3 % pour INDIGO et PARCUS et 2,5 % pour EFFIA.

Il est précisé que la part abonnements sur ces deux parkings est marginale, ceux-ci étant principalement destinés aux usagers de la Gare SNCF (courte durée/dépose d'une part, longue durée d'autre part).

Moyennes annuelles en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Chiffre d'affaires abonnement	156 227 €	119 901 €	121 749 €	121 749 €
Parking Wodli	105 585 €	106 993 €	106 837 €	106 837 €
Parking Gare courte durée	50 642 €	12 908 €	14 912 €	14 912 €

Si les projections des candidats sont très proches sur les recettes abonnements du parking WODLI, INDIGO propose des recettes trois fois supérieures aux deux autres candidats sur Gare courte durée, grâce à la création d'abonnements nuit, de la mise en place d'un service voiturier et d'un important développement (+5%/an) des abonnements vélo lié à la saturation des places en voirie :

Pour le parking Wodli :

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CA total abonnements	105 585 €	106 993 €	106 837 €	106 837 €
CA abonnements 24h/24	105 585 €	106 002 €	87 431 €	87 431 €
Nombre abonnements 24/24	64	83	65	65
CA abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	-	1 991 €	19 406 €	19 406 €
Nombre abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	-	4	19	19
Taux d'abonnement	-	9,1%	-	-

Pour le parking Gare courte durée

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CA total abonnements	50 642 €	12 908 €	14 912 €	14 912 €
CA abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	9 436 €	-	-	-
Nombre abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	15	-	-	-
CA abonnements autres : véhicules électriques, autopartage, etc.	9 572 €	12 908 €	14 912 €	14 912 €
CA parcs vélos le cas échéant	31 635 €	-	-	-

Appréciation des offres

- ↳ Les hypothèses de recettes abonnements des trois candidats apparaissent proches les unes des autres pour le parking WODLI et sont cohérentes.
- ↳ Toutefois INDIGO attend un développement important de l'activité sur Gare courte durée liée à la création de nouveaux types d'abonnements et services et au développement de l'abonnement sur le parking vélos.
- ↳ De manière générale les candidats devront justifier et confirmer leurs hypothèses d'évolution du nombre des abonnements sur les deux parcs et de progression des tarifs abonnés.
- ↳ INDIGO devra mettre en cohérence le nombre d'abonnés WODLI entre son compte d'exploitation prévisionnel et le tableau présenté dans son mémoire technique.

c. Les autres recettes

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires des autres recettes estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat pour chaque parking :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Autres recettes	-	3 500	2 199	2 199
Wodli	-	6 857	2 199	2 199
Gare	-	1 143	-	-

Ces recettes sont marginales et n'impactent guère l'économie de la délégation :

INDIGO ne prévoit aucune recette dans ces deux parkings.

PARCUS prévoit des recettes de 6 K€/an sur WODLI (photovoltaïque et services divers – trotinettes) et 1 K€ sur Gare (toilettes publiques hors usagers).

EFFIA prévoit 2,2 K€/an sur WODLI liées à des recettes de régie publicitaires.

Appréciation des offres

- Les autres recettes proposées par les candidats sont plutôt marginales et impactent peu l'économie de la délégation.
- INDIGO ne propose aucune recette annexe.
- EFFIA (régie publicitaire) et PARCUS (photovoltaïque – toilettes) devront préciser les services qui génèrent ces recettes annexes.

1.2 Les charges d'exploitation: des différences significatives entre les offres

Les candidats devaient présenter leurs charges d'exploitation en euros courants HT. Les hypothèses d'inflation globales retenues sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Evolution annuelle des produits et coûts	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Inflation	1,75 à 1,87%	2%	1,3 puis 2% à compter de 2020
Personnel	1,8 puis 1,9 %	2%	1,3 puis 2%

Les hypothèses d'inflation retenues nous semblent cohérentes par rapport à nos estimations et proches entre les trois candidats ; celle de PARCUS est la plus prudentielle.

Le tableau suivant présente la décomposition des charges prévues par les deux candidats en moyenne annuelle dans leur compte d'exploitation prévisionnel consolidé sur les deux parkings :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
60 - Achats	65 392 €	90 747 €	89 058 €	89 056 €
61 - Services extérieurs	156 936 €	247 210 €	145 461 €	150 192 €
62 - Autres services extérieurs	64 573 €	68 722 €	62 222 €	62 249 €
63 - Impôts et taxes	410 122 €	108 497 €	48 554 €	47 822 €
64 - Personnel	354 861 €	433 493 €	307 721 €	307 721 €
65 - Autres charges de gestion courante (hors redevance et intéressement)	288 932 €	587 818 €	294 884 €	294 884 €
68 - Dotations aux amortissements et provisions	293 800 €	498 460 €	271 280 €	244 788 €
66 - Charges financières	17 852 €	12 812 €	25 443 €	18 197 €
67 - Charges exceptionnelles	-	-	-	-
TOTAL DES CHARGES (hors redevance, intéressement et IS)	1 652 469 €	2 047 759 €	1 244 521 €	1 214 908 €
Redevances et intéressement	2 049 747 €	2 014 085 €	2 821 941 €	2 850 846 €
TOTAL DES CHARGES	3 702 216 €	4 061 844 €	4 066 562 €	4 065 755 €

Au global, EFFIA présente les charges d'exploitation totales les plus élevées (10% de plus qu'INDIGO). Les charges présentées par PARCUS sont sensiblement égales à celles d'EFFIA.

Néanmoins, si l'on considère les charges hors redevances et intéressement, celles présentées par EFFIA sont bien inférieures aux deux autres candidats (-25% par rapport aux charges de INDIGO et -39% par rapport à celles de PARCUS).

Les différences entre les candidats sont également très marquées en fonction des postes de charges. L'écart le plus notable porte sur le poste « autres charges de gestion courante » qui comprennent outre les frais de siège des candidats, les redevances et intéressements reversés à la collectivité. Deux autres postes appellent des commentaires : les charges de personnel et le poste impôts.

A noter que la ventilation des charges entre les trois candidats se fait de façon cohérente puisque le parc Wodli représente 70% des charges totales chez INDIGO, 73% chez PARCUS, 71% chez EFFIA (69% dans l'offre variante).

Il faut noter que PARCUS propose dans son prévisionnel un décompte très détaillé de l'ensemble des charges d'exploitation.

a. Achats

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
60 - Achats	65 392 €	90 747 €	89 056 €	89 056 €
Achats stockés - MP	-	7 601 €	-	-
Achats stockés - autres approvisionnements	-	53 968 €	7 522 €	7 522 €
Variation de stock (approvisionnements et marchandises)	-	-	-	-
Achats d'études, prestations de services	-	-	-	-
Achats de matériel, équipements et travaux	-	-	-	-
Achats non stockés de matière et fournitures	65 392 €	29 178 €	81 534 €	81 534 €
dont 60622 - Carburants/consommables d'exploitation/fluides)	61 795 €	2 105 €	13 185 €	13 185 €
dont 60636 - Vêtements de travail	-	4 714 €	1 173 €	1 173 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	1 481 €	6 139 €	-	-
dont 6064 - Fournitures administratives	2 116 €	9 203 €	3 735 €	3 735 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (électricité, fluides)	-	7 016 €	63 442 €	63 442 €

Le montant des achats est sensiblement similaire entre PARCUS et EFFIA. Il est nettement inférieur chez INDIGO (- 28% par rapport à PARCUS et -27% par rapport à EFFIA).

La différence semble principalement s'expliquer par le fait qu'INDIGO ne prévoit pas d'achats stockés. PARCUS à l'inverse prévoit un montant élevé d'achats stockés.

INDIGO et EFFIA ont retenu une hypothèse de hausse de 2% par an. PARCUS fait évoluer ce poste de 7% puis diminuer de 3% en alternant ainsi chaque année.

Appréciation des offres

- ↳ INDIGO et EFFIA devront détailler le poste des charges d'achat.
- ↳ INDIGO devra justifier l'absence d'achats stockés et autres approvisionnements.
- ↳ PARCUS devra justifier le montant et la composition de ses achats stockés et autres approvisionnements et expliquer les variations annuelles du poste.

b. Services extérieurs

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
61 - Services extérieurs	156 936 €	247 210 €	145 461 €	150 192 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	51 778 €	111 961 €	9 601 €	9 601 €
Redevances de crédit-bail	-	-	-	-
Locations	0 €	22 219 €	2 668 €	2 668 €
Entretien et réparations sur bâtiments	76 185 €	8 771 €	80 815 €	85 546 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant	0 €	526 €	4 185 €	4 185 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres	0 €	81 985 €	34 380 €	34 380 €
Primes d'assurances	28 072 €	21 746 €	13 811 €	13 811 €
Etudes et recherches	-	-	-	-
Divers (charges liées aux services proposés)	-	-	-	-

INDIGO et PARCUS prévoient une évolution des charges de services extérieurs de 2% par an. EFFIA prévoit une hausse de 1% au début du contrat puis 2% à partir de 2022.

Le montant des services extérieurs est cohérent entre INDIGO et EFFIA. Il est largement supérieur chez PARCUS (1,6 fois le montant prévu par INDIGO et 1,7 fois le montant prévu par PARCUS).

La différence se fait sur les coûts d'entretien et de réparation sur biens mobiliers autres (espaces verts) notamment. PARCUS présente un montant élevé de contrats de prestations de services avec des entreprises (dont il fournit le détail). PARCUS prévoit de sous-traiter la partie Vélhop (28 548€ en 2019).

A noter que l'offre variante d'EFFIA est plus onéreuse sur ce poste que l'offre de base en raison d'un surcoût sur le poste « entretien et réparations sur bâtiment ».

Appréciation des offres

- ↳ INDIGO et EFFIA devront détailler les principaux contrats de prestations et les montants associés
- ↳ INDIGO et EFFIA devront détailler les postes « entretien-réparation ».
- ↳ EFFIA devra expliciter la différence de coût sur ce poste entre son offre de base et sa variante.

c. Autres services extérieurs

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
62 - Autres services extérieurs	64 573 €	68 722 €	62 222 €	62 249 €
Autre personnel extérieur	-	26 230 €	24 594 €	24 594 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	8 345 €	7 471 €	7 471 €
Publicité, publications, relations publiques	9 876 €	6 432 €	4 927 €	4 927 €
Transports de biens et transports collectifs	-	-	4 483 €	4 483 €
Déplacements, missions et réceptions	-	488 €	2 668 €	2 668 €
Frais postaux et frais de télécommunications	10 581 €	2 924 €	7 471 €	7 471 €
dont 626-1 Frais d'affranchissement	-	-	358 €	358 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	10 581 €	2 924 €	7 113 €	7 113 €
Services bancaires et Transport de fonds	33 535 €	24 324 €	10 608 €	10 636 €
Divers (à préciser)	-	-	-	-

Le poste « autres services extérieurs » augmente de 2% par an chez INDIGO (inflation) sauf les frais et services bancaires qui varient de 1% en début de contrat puis de 11% entre 2021 et 2022 et restent stables ensuite.

Ce poste augmente aussi de 2% par an dans l'offre de PARCUS excepté les rémunérations intermédiaires et honoraires qui fluctuent en fonction des besoins de la société.

Dans l'offre d'EFFIA, ce poste augmente de 1% par an la première moitié du contrat puis de 2% par an sur le reste de sa durée, à l'exception du poste services bancaires qui augmentent au début du contrat plus fortement (+5% puis +9% en 2021 et 2022) avant de se stabiliser.

Les autres services extérieurs sont proches entre EFFIA et INDIGO. PARCUS affiche un montant 6% plus élevé que INDIGO et 7% plus élevé qu'EFFIA. Néanmoins, il faut considérer le fait que le montant total affiché par INDIGO comptabilise deux fois les frais postaux et de télécommunications. Ce montant semble par ailleurs élevé par rapport aux autres candidats.

En regardant dans le détail on note des différences de ventilation au sein du poste des services extérieurs. Ainsi, INDIGO ne recourt pas à d'autres personnels extérieurs et n'a pas de rémunération d'intermédiaires ou d'honoraires.

Le montant des services bancaires et transport de fonds est élevé chez INDIGO par rapport aux autres candidats.

Appréciation des offres

- ↳ INDIGO devra corriger la double prise en compte des frais de télécommunication et donc vraisemblablement le montant global du poste « autres services extérieurs » et en justifier le montant.
- ↳ Les trois candidats devront justifier le montant des frais pour services bancaires (notamment le traitement des commissions CB) et transports de fonds.

d. Impôts et taxes

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
63 - Impôts et taxes	410 122 €	108 497 €	48 554 €	47 822 €
Versement de transport	-	5 674 €	-	-
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	-	4 539 €	-	-
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations	-	2 525 €	-	-
Impôts directs	-	95 384 €	48 554 €	47 822 €
Taxes et impôts sur les véhicules	-	375 €	-	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-	-

Le poste impôts et taxes fait apparaître de grandes disparités entre les candidats. Ceux-ci ont fourni peu de détails sur la ventilation du poste.

Le montant d'impôts et taxes prévu par INDIGO est sensiblement plus élevé que celui prévu par les autres candidats (près de 4 fois plus important que PARCUS et plus de 8 fois plus important qu'EFFIA). Le candidat explique avoir intégré la CET ainsi que la TEOM et en fournit le calcul. Les éléments d'explication sont insuffisants et devront être précisés en négociations.

EFFIA précise avoir inclus la CET et la contribution sociale de solidarité des sociétés. En revanche EFFIA a compris du cahier des charges que ce n'est pas au délégataire de s'acquitter de la TEOM alors que seule la taxe foncière en est exclue. Le montant de la TEOM peut être estimé à 85 K€ par an. EFFIA ne précise pas le montant de l'impôt sur les sociétés dans son prévisionnel, ce dernier étant versé par la société mère. Les mécanismes de calcul de la charge d'impôt devront être précisés.

PARCUS pour sa part a intégré la CET dans les frais de siège. Il prévoit en outre d'intégrer dans ce poste, le versement transport et la participation des employeurs à la formation professionnelle continue. Ces montants figurent toutefois dans le compte d'exploitation sous le poste 63 ; ce point devra être

explicité. Cette méthode particulière de comptabilisation explique en partie le montant élevé des frais de siège.

Appréciation des offres

- ↳ L'ensemble des candidats devra détailler le poste impôts et taxes pour en justifier le montant.
- ↳ INDIGO et EFFIA devront préciser s'ils ont bien intégré le versement transports et la participation à la formation professionnelle dans leurs charges.
- ↳ EFFIA devra prévoir d'intégrer la TEOM dans ses charges et préciser les mécanismes de paiement par la société mère et de compensation par la filiale de l'IS.
- ↳ PARCUS devra clarifier dans quel poste sont comptabilisés le versement transports T et la participation à la formation.

a. Charges de personnel

Les charges de personnel résultent des hypothèses retenues par les candidats en termes de présence physique dans les parcs (nombre d'agents d'accueil), du nombre d'agents affectés à l'entretien/maintenance et des mutualisations de personnel envisagées entre les deux parkings.

En 2018, 9,5 équivalents-temps plein (ETP) sont affectées aux deux parcs par l'actuel exploitant. Conformément à l'article L.1224-1 du code du travail, les candidats devaient détailler leur proposition de reprise de ces personnels.

Le tableau suivant présente les hypothèses d'affectation de personnel envisagée par les candidats :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Personnel dédié au parking	A terme 1 responsable BLI, 1 technicien de maintenance et 7 agents d'exploitation.	1 chef de parcs partagé sur les deux parcs, 3 agents polyvalents, 6 agents d'accueil	Cible : 1 responsable de site et 6 agents (+1 technicien et 0,57 agent d'exploitation jusqu'au 1er avril 2020)
Nombre d'ETP affectés au contrat	9,00 ETP	10,4 ETP	7,00 ETP
Charges de personnel en moyenne annuelle (€ HT) sur la durée du contrat	354 861 €	433 493 €	307 721 €
Coût moyen d'un ETP	39 429 €	41 682 €	43 960 €
Observations			Le candidat considère que les effectifs issus de la reprise sont supérieurs au besoin d'organisation cible et réaffectera une partie au sein du groupe.

INDIGO considère que les améliorations technologiques apportées à la gestion des équipements permettent d'envisager une équipe légèrement plus restreinte. Le candidat ne précise pas la ventilation des affectations entre les deux parcs.

PARCUS prévoit une équipe plus large avec 10,4 ETP et fournit le détail de son organisation. Néanmoins, seuls 9 ETP semblent directement affectés aux deux parcs alors que 1,4 ETP relèvent en fait de personnel du siège.

EFFIA prévoit d'affecter seulement 7 ETP au contrat. Le candidat ne précise pas la ventilation des affectations entre les deux parcs. EFFIA précise que la reprise des effectifs lui paraît supérieure au besoin d'organisation cible et qu'il réaffectera une partie des effectifs au sein du groupe. Le candidat

explique avoir intégré à sa proposition une charge correspondant aux frais de reclassement ou de départ en retraite (39 K€).

Le tableau suivant présente les charges de personnel estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
64 - Personnel	364 861 €	433 493 €	307 721 €	307 721 €
Rémunération du personnel	-	283 688 €	213 977 €	213 977 €
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	-	129 078 €	46 158 €	46 158 €
Autres charges sociales	-	-	47 585 €	47 585 €
Autres charges de personnel	-	20 726 €	-	-

Au global, les candidats présentent des charges de personnels sensiblement différentes, qui sont liées au nombre d'ETP puisque le coût par ETP est relativement proche entre les candidats.

INDIGO ne fournit aucun détail sur ce poste.

Appréciation des offres

- ↳ INDIGO et EFFIA devront détailler la ventilation des ETP par parc.
- ↳ INDIGO devra fournir le détail de la ventilation des charges au sein de ce poste.
- ↳ PARCUS devra confirmer que le nombre d'ETP affectés à l'exploitation est de 9 ETP.

f. Autres charges de gestion courante

Ce poste de charges comprend les frais de siège des candidats et surtout les redevances et intéressements reversés à la collectivité prévus par l'article 40 du projet de contrat.

Le tableau suivant présente les autres charges de gestion courante estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
65 - Autres charges de gestion courante	2 338 679 €	2 601 903 €	3 118 825 €	3 145 731 €
Frais de siège	288 932	587 818	294 884	294 884
Redevance fixe	1 919 818	515 370	1 817 549	1 843 890
Redevance variable	129 929	1 322 845	1 004 393	1 006 957
Intéressement 1 - Redevance fixe complémentaire	-	175 870	-	-
Intéressement 2 - Redevance variable complémentaire	-	-	-	-

Les frais de siège

Les frais de siège représentent 7,6% des charges totales chez INDIGO, 14,2% chez PARCUS et 7,3% chez EFFIA.

INDIGO calcule ses frais de siège en appliquant un taux de 7% du chiffre d'affaires. Il inclut dans les frais de siège les bureaux, la communication et le marketing, le support administratif technique et juridique, finance et audit ainsi que le support logistique et administration de la région, la gestion et l'encadrement au niveau régional. Le détail de la ventilation entre ces postes n'est toutefois pas précisé. Le mécanisme proposé semble courant dans ce genre d'opération, il pourrait toutefois être négocié à la baisse.

PARCUS calcule ses frais de siège en ventilant ses coûts de siège réels au prorata du chiffre d'affaires généré par chacun des équipements gérés (soit sur l'opération un taux de 13,4% du chiffre d'affaires). Il inclut dans ses frais de siège les impôts indirects, la rémunération des personnels d'encadrement et de direction, les services administratifs comptables et de collecte des fonds, les frais d'études de recherches, de maintenance informatique, les locations immobilières et les charges locatives, les charges et produits financiers. L'intégration du versement transport et de la participation à la formation professionnelle doit être vérifiée. Le détail de la ventilation entre ces postes n'est pas

précisé. Le montant plus important présenté par PARCUS s'explique d'une part par le fait que ce candidat a intégré dans ce poste la CET et d'autre part par le fait que la taille limitée de la SEM et donc de son volume d'affaires a un effet défavorable sur l'amortissement de ses frais.

EFFIA propose de forfaitiser les charges de structure à un montant de 295 K€ par an HT, soit environ 6,7% du chiffre d'affaires. Le candidat détaille le rôle de chaque direction et du centre de pilotage à distance sans que cela ne donne d'information sur la composition plus précise des charges de structure. Il nous précise dans son mémoire que si le mécanisme de forfaitisation n'était pas appliqué, le montant des charges réelles de structure représenterait 10,5% du chiffre d'affaires. Le taux proposé semble courant dans ce genre d'opération, il pourrait toutefois être négocié à la baisse.

Les redevances et intéressements reversés à la collectivité

Ce point constitue un critère à part entière de jugement des offres et sera analysé plus spécifiquement dans la partie 2.

Appréciation des offres

- ↳ Les candidats devront fournir la composition exacte de leurs frais de siège et les montants associés afin d'analyser la pertinence des écarts constatés sur ce poste.
- ↳ PARCUS devra confirmer que le versement transport et la contribution à la formation professionnelle ne sont pas inclus dans les frais de siège. Pour la comparabilité des offres, il sera demandé au candidat d'individualiser la part impôt dans les frais de siège.
- ↳ EFFIA devra préciser si l'impôt sur les sociétés est inclus dans les frais de siège et en préciser le montant.

g. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions des candidats sont présentées ci-dessous :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
68 - Dotations aux amortissements et provisions	293 800 €	498 460 €	271 280 €	244 788 €
Dotations aux amortissements	237 049 €	458 460 €	248 303 €	220 951 €
Dotations aux provisions (GER)	56 751 €	40 000 €	22 978 €	23 837 €

Ce poste comprend les dotations aux amortissements qui résultent des programmes d'investissement prévus par les candidats, et les dotations aux provisions de gros entretien et renouvellement fonction des hypothèses des candidats pour maintenir en bon état d'entretien les deux parcs.

INDIGO n'intègre pas de provisions pour renouvellement mais le renouvellement est comptabilisé en investissement et amorti sur les dernières années du contrat (amortissements de caducité).

Dotations aux amortissements

Le tableau suivant présente les dépenses d'investissements envisagés par les deux candidats sur la durée du contrat :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	Effia Variante
Financement	Hypothèse de financement à 70% en dettes et 30% en fonds propres	5 emprunts prévus qui couvriront 90% du montant des Investissements, 10% financé par les fonds propres	emprunt auprès de la maison mère Keolis pour 100% du montant des travaux de premier établissement	emprunt auprès de la maison mère Keolis pour 100% du montant des travaux de premier établissement
Investissement Wodli	1 290 455 €	1 851 299 €	1 331 161 €	765 522 €
Investissement Gare	368 891 €	1 357 921 €	406 957 €	781 135 €
Total des investissements	1 659 346 €	3 209 221 €	1 738 118 €	1 546 657 €
Valeur nette comptable en fin de contrat	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotations aux amortissements en moyenne annuelle sur la durée du contrat	237 049 €	458 460 €	248 303 €	220 951 €

Concession de service public pour l'exploitation des parcs Wodli et Gare à durée limitée

L'écart entre les candidats est très significatif sur ce poste. Le montant d'amortissement moyen prévu par PARCUS est supérieur de 70% à celui prévu par INDIGO et de 84% à celui prévu par EFFIA voire même 104% si l'on considère l'offre variante d'EFFIA.

Ces écarts révèlent la divergence importante des approches en matière d'investissement : PARCUS prévoit en effet de réaliser au global sur les deux parcs 3,2 M€ d'investissement quand INDIGO n'en prévoit que 1,7 M€ et EFFIA 1,7 M€ dans son offre de base et 1,5 M€ dans son offre variante.

Les trois candidats prévoient une valeur nette comptable nulle en fin de contrat, comme cela était demandé dans le cahier des charges (sauf EFFIA dans sa variante 2 qui a été écartée cf. supra).

Sur le parking Wodli :

INDIGO prévoit de réaliser l'ensemble des investissements en 2019 et de les amortir sur 7 ans. Le candidat a fourni le détail de son plan d'investissement. Les principaux postes sont la remise en peinture (350 K€), la rénovation des ascenseurs (242K€), les travaux d'électricité (197K€), les installations de péage (170 K€).

PARCUS a présenté un plan d'amortissement plus détaillé. Les amortissements se réalisent en 2019 et 2020 (et 2023 pour la réfection des marquages usés) et sont effectués sur la durée résiduelle de la délégation (6 ou 7 ans). Les principaux postes d'investissement sont le relamping (458 K€), le guidage à la place et jalonnement dynamique (251 K€), l'installation d'une couverture photovoltaïque au-dessus de la rampe (248 K€), le remplacement des deux ascenseurs ouest et l'installation d'une pompe de relevage (142 K€).

EFFIA a prévu de réaliser ses investissements en 2019 et 2020 avec des durées d'amortissement variables selon les cas entre 3,5 et 7 ans. Les principaux investissements sont la remise en peinture (596 K€), les travaux d'électricité et de renouvellement de guidage à la place (245 K€), les travaux de remplacement de l'éclairage (101 K€), le remplacement de l'ascenseur panoramique (89 K€).

La variante proposée par EFFIA n'intègre pas la remise en peinture (remplacée par un nettoyage haute pression) et le montant des investissements pour le parc WODLI est minoré en conséquence de 565 K€.

Sur le parking Gare

INDIGO prévoit de réaliser l'ensemble des investissements en 2019 et de les amortir sur 7 ans. Le candidat a fourni le détail de son plan d'investissement. Les principaux postes sont les travaux d'électricité (64K€), la remise en peinture (92 K€), les services/équipements d'exploitation (47 K€), le matériel de péage (44 K€).

PARCUS prévoit de réaliser les investissements sur le parking Gare en 2019 et 2020 avec un amortissement sur la durée résiduelle de la délégation soit 6 ou 7 ans. Les principaux investissements sont la remise en peinture (314 K€), le ponçage des résines des circulations (141 K€), l'intégration d'installations artistiques et la mise en valeur architecturale (120 K€), le réaménagement de l'ensemble des places du parking (117 K€), le guidage à la place (92 K€).

EFFIA a prévu de réaliser ses investissements en 2019 et 2020 avec des durées d'amortissement variables selon les cas entre 3,5 et 7 ans. Les principaux postes d'investissement sont la remise en peinture (142 K€), la remise en peinture de l'espace vélo (71 K€), les travaux d'électricité (40 K€).

La variante proposée par EFFIA ne comprend pas les postes liés à la remise en peinture mais comprend des postes liés à la construction d'un édicule piéton. Le montant d'investissement s'élève à 374 K€ de plus dans l'offre variante.

Dotations aux provisions pour gros entretien et renouvellement

La réalisation des travaux de gros entretien et renouvellement est encadrée par l'article 26 du projet de contrat. Il prévoit notamment la création d'un compte de GER crédité annuellement des montants prévus dans le plan prévisionnel de renouvellement et débité annuellement des sommes correspondant aux dépenses réellement engagées par lui au titre du gros entretien/renouvellement.

Les trois candidats ont communiqué un plan prévisionnel de renouvellement pour chacun des parkings. Le tableau suivant résume les dotations prévues par les candidats :

Dotations sur la durée du contrat (€ HT)	INDIGO	PARCUS	EFFIA	Effia Variante
Parking Wodli	261 102 €	140 000 €	93 045 €	93 045 €
Parking Gare	136 152 €	140 000 €	67 800 €	73 812 €
Total GER sur la durée du contrat	397 254 €	280 000 €	160 845 €	166 857 €
soit une dotation annuelle moyenne de	56 751 €	40 000 €	22 978 €	23 837 €

Les candidats proposent sur ce poste des montants très disparates. Cet écart interpelle, notamment entre PARCUS et EFFIA dans la mesure où le premier prévoit un montant d'investissement deux fois plus élevé, ce qui devrait entraîner une dépense de GER moindre par rapport au second.

Par ailleurs INDIGO précise qu'il ne constituera pas de provisions pour le GER mais tiendra un compte extra-comptable. Il y a une incohérence entre le compte d'exploitation prévisionnel et le plan prévisionnel de renouvellement des investissements de ce candidat : le premier prévoit 397 K€ de renouvellement sur la durée du contrat contre 366 K€ pour le second.

Par ailleurs, les plans prévisionnels de renouvellement communiqués par le candidat sont peu précis (postes très génériques) et le montant de GER annuel n'est pas ventilé par poste.

PARCUS prévoit d'affecter un montant équivalent en GER pour chaque parc soit 140 K€ sur la durée du contrat. Le candidat prévoit de lisser la dépense via des dotations annuelles identiques tous les ans.

EFFIA propose un montant de GER limité à 160 K€ en offre de base et 167 K€ en offre variante. Le plan prévisionnel de renouvellement présenté par le candidat est très peu détaillé et ne comprend que trois postes liés au matériel de péage, aux ascenseurs et à l'électricité. Par ailleurs, dans son plan prévisionnel de GER le candidat ne prévoit de dotations qu'à partir de 2024 alors que dans son compte d'exploitation prévisionnel ce montant est identique chaque année dès la première année du contrat.

Dans la variante 1, pour le parc Gare, le montant de GER est supérieur : EFFIA devra justifier cet écart.

Appréciation des offres

- ↳ De manière générale, la pertinence technique des plans d'investissement et de renouvellement des candidats devra être discutée au regard des différences très importantes entre les montants proposés.
- ↳ INDIGO et EFFIA devront préciser le libellé de leurs opérations de renouvellement et préciser pour chaque opération la part qu'elle représente dans le montant annuel de dotation.
- ↳ INDIGO devra mettre en cohérence le montant du renouvellement des investissements et son compte d'exploitation prévisionnel pour les deux parcs.
- ↳ EFFIA devra mettre en cohérence la répartition des dotations de GER selon les années du contrat entre son plan prévisionnel de GER et son compte d'exploitation prévisionnel.
- ↳ EFFIA devra justifier l'écart de GER entre son offre de base et sa variante pour la gare.

h. Charges financières

Les charges financières découlent des montants d'investissement prévus par les candidats et de leurs hypothèses de financement. Elles sont constituées des intérêts d'emprunt.

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Montant à financer	2 056 800	3 209 221	1 738 118	1 546 657
Part d'emprunt (gearing)	70%	90%	100%	100%
Taux d'intérêt	NC	entre 0,6 et 1,1%	2,50%	2,50%
Charges financières moyennes annuelles	17 852	12 812	25 443	18 197

INDIGO prévoit des frais financiers d'un niveau intermédiaire entre les deux autres candidats. Ce candidat prévoit un financement à 70% par l'emprunt (investissements de premier établissement + investissements de renouvellement) sur une maturité correspondant à la valeur résiduelle de la délégation (cf. échéancier des investissements) et 30% en fonds propres. Le taux d'emprunt n'est pas précisé mais on peut l'estimer autour de 1.5%. Il sera demandé un détail des décaissements, durées et taux des différents emprunts.

PARCUS propose des charges financières peu importantes eu égard au montant des investissements. L'emprunt finance 90% de l'investissement de premier établissement à des taux compris entre 0,6% et 1,1%. PARCUS devra justifier de l'engagement de ses banquiers sur ses taux peu élevés.

EFFIA est le candidat qui prévoit le plus grand montant de frais financiers. Ce candidat a recours à un emprunt auprès de sa maison mère KEOLIS pour 100% du montant des investissements à un taux important de 2,5%.

Appréciation des offres

- ↳ EFFIA devra produire la convention financière intra-groupe et justifier du montant élevé des taux proposés.
- ↳ INDIGO devra fournir un détail des décaissements, durées et taux des différents emprunts.
- ↳ PARCUS devra justifier de l'engagement de ses banquiers sur ses taux peu élevés

i. Charges exceptionnelles

Aucun candidat ne présente de charges exceptionnelles.

j. Résultat net

Au global les résultats nets en moyenne annuelle sur la durée du contrat sont les suivants :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Résultat avant impôt sur les sociétés	446 263 €	324 859 €	300 362 €	312 317 €
Résultat cumulé avant impôt	3 123 844 €	2 274 014 €	2 102 536 €	2 186 222 €
Résultat avant impôt sur les sociétés/CA	10,8%	7,4%	6,9%	7,1%

INDIGO affiche un résultat avant impôts moyen confortable de 446 K€ par an, représentant 10,8% de son chiffre d'affaires, ce qui correspond à une rentabilité élevée.

PARCUS se montre plus prudent avec un résultat avant impôt de 325 K€ en moyenne par an soit 7,4% de son chiffre d'affaires, ce qui correspond à une rentabilité moyenne pour ce genre d'équipement.

EFFIA prévoit une rémunération de 300 K€ en moyenne par an sur son offre de base (6,9% du chiffre d'affaires), un peu plus importante dans son offre variante, qui correspond au niveau de rentabilité le moins élevé parmi les trois candidats.

Appréciation des offres

- ↳ Les niveaux de rentabilité affichés par les trois candidats sont cohérents par rapport aux équipements de ce type. Toutefois, INDIGO affiche des taux de rentabilité supérieurs aux deux autres candidats.
- ↳ Les offres sont globalement cohérentes financièrement et répondent aux objectifs de la collectivité, bien que des ajustements soient nécessaires.

4. Montant de la redevance due à la collectivité

L'article 40 du projet de contrat prévoit qu'une redevance annuelle pour mise à disposition des parcs de stationnement et participation aux frais de la délégation soit versée par le délégataire à la collectivité.

Aussi, le délégataire doit reverser chaque année à la collectivité des redevances fixes par parc qui sont actualisées chaque année selon une formule d'indexation fixée par le projet de contrat.

Pour information, la collectivité a perçu en 2017 1,8 M€ de redevance pour les deux parcs.

Par ailleurs, les candidats devaient prévoir le reversement à la collectivité d'une partie variable exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel HT.

Enfin, en complément de cette redevance variable sur le chiffre d'affaires, les candidats étaient libres de proposer d'autres modalités d'intéressement pour la collectivité.

Pour la part fixe :

INDIGO propose une redevance annuelle fixe de 1,8 M€ HT par an indexée.

PARCUS prévoit une redevance annuelle fixe de 0,4 M€ HT annuels indexés.

EFFIA propose une redevance fixe de 1,7 M€ HT au début du contrat, indexée par la suite.

Pour la part variable :

INDIGO propose une redevance variable comprenant deux seuils :

- 30% de la part du chiffre d'affaires comprise entre 3,5 M€ à 4M€ HT
- 75% de la part du chiffre d'affaires au-delà de 4 M€

PARCUS prévoit une redevance variable comprenant plusieurs seuils avec un déclenchement à 500 K€ de chiffres d'affaires pour le parc Wodli et dès le premier euro pour le parc Gare. Le détail des paliers et des pourcentages figure dans le tableau ci-dessous.

EFFIA ne prévoit pas de seuils mais une redevance variable de 23% du chiffre d'affaires.

Intéressement :

PARCUS prévoit un intéressement variable assis sur l'excédent brut d'exploitation selon deux paliers progressifs dont le détail figure dans le tableau ci-dessous.

EFFIA propose un intéressement de 50% du chiffre d'affaires dès le premier euro au-delà des recettes prévisionnelles et 70% du chiffre d'affaires dès que le chiffre d'affaires dépasse 110% des recettes prévisionnelles.

Au final, les montants de redevances et d'intéressement envisagés par les candidats pour la collectivité sont les suivants :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	Effia Variante
Moyenne annuelle en €HT				
partie fixe annuelle	1 919 818 €	515 370 €	1 817 549 €	1 843 890 €
part de la redevance fixe dans la redevance totale	13%	4%	9%	9%
partie variable	129 929 €	1 322 845 €	1 004 393 €	1 006 957 €
seuil 1	3,5 M€ - 4 M€ de CA (30% CA)	Wodli : 0,5-1,5 M€ de CA (35% CA) Gare : 0-1,1 M€ de CA (10% CA)	23% du CA	23% du CA
seuil 2	plus de 4 M€ de CA (75% CA)	Wodli : 1,5 M€ - 2,6 M€ de CA (45% CA) Gare : 1,1 M€ - 1,2 M€ de CA (20% CA)		
seuil 3		Wodli : 2,6 M€ - 3,5 M€ de CA (55% CA) Gare : 1,2 M€ - 1,5 M€ de CA (30% CA)		
Intéressement		175 870 €	50 % du CA au premier euro de dépassement des recettes prévisionnelles - 70% du CA dès 110% de dépassement	50 % du CA au premier euro de dépassement des recettes prévisionnelles - 70% du CA dès 110% de dépassement
seuil 1		Wodli : 1 M€ - 2,7 M€ (d'EBE) : 100 000 € Gare : 0,4 M€ - 0,6 M€ (d'EBE) : 20 000 €		
seuil 2		Wodli : 2,7 M€ - 3,5 M€ d'EBE : 170 000 € Gare : 0,6 M€ - 0,7 M€ : 40 000 €		
Redevances totales en moyenne annuelle	2 049 747 €	2 014 085 €	2 821 941 €	2 850 846 €
Redevances totales versées à la collectivité	14 348 231 €	14 098 597 €	19 753 589 €	19 955 925 €
	Seuils indexés	Seuils non indexés	Seuils indexés	Seuils indexés

L'offre d'EFFIA paraît plus intéressante en termes de rémunération pour la collectivité puisque le montant total de redevances est plus élevé que chez les autres candidats (+38% sur l'offre de base par rapport à INDIGO et +40% par rapport à PARCUS). Le montant total n'inclut pas par ailleurs l'éventuel intéressement en cas de dépassement des prévisions de recettes.

Par ailleurs, la part de rémunération fixe est plus importante chez INDIGO et chez EFFIA (respectivement 13% et 9%) que chez PARCUS (4%).

Ces différences résultent de l'ensemble des hypothèses retenues par les candidats et traduit surtout la différence de leurs approches :

- INDIGO prévoit une rémunération de la collectivité de 2,05 M€ par an en moyenne (dont 13% fixe). Il s'agit de la proposition la plus sécurisée pour la collectivité car la part fixe est la plus importante.
- PARCUS est prudent dans ses prévisions de rémunération de la collectivité malgré des hypothèses de recettes optimistes (2,01 M€ par an en moyenne dont seulement 4% fixe). Ce montant est le moins sécurisé pour la collectivité, la part fixe étant limitée.
- EFFIA prévoit la rémunération la plus intéressante avec 2,8 M€ en moyenne par an (dont 9% fixe) et un intéressement complémentaire. Toutefois, contrairement aux deux autres candidats, le candidat propose un mécanisme d'indemnisation automatique à l'euro-l'euro via une réduction de la redevance en cas de non augmentation des tarifs en 2022, d'un montant égal à la différence entre les recettes prévisionnelles et les

recettes réelles. Ce mécanisme n'est pas acceptable par la collectivité en l'état, et devra faire l'objet de négociations.

Les candidats n'ont pas proposé de modification à la formule d'indexation prévue par le projet de contrat.

Appréciation des offres

- ↳ La rémunération pour la collectivité proposée par EFFIA semble de prime abord plus intéressante pour la collectivité.
- ↳ La proposition d'INDIGO est proche de celle de PARCUS avec un taux fixe plus intéressant.
- ↳ La rémunération proposée par PARCUS présente l'inconvénient d'une part fixe trop faible. Les négociations devront amener le candidat à augmenter cette part.
- ↳ Au final, le total des redevances versées à la collectivité correspond pour les trois candidats à environ 85% des gains tirés de l'exploitation.

CONCLUSION

Après avoir effectué l'analyse détaillée des offres remises par les trois candidats dans le cadre de la consultation relative au choix du futur délégataire pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée, la **Commission de délégation de service public décide** :

- d'inviter Monsieur le Président à engager des négociations avec l'ensemble des candidats, les sociétés Indigo, Parcus et Effia, dont les offres sont globalement conformes aux exigences de la collectivité.

Les négociations avec les candidats retenus porteront notamment sur :

- Aspects techniques :
 - Le programme de travaux prévus par chaque candidat et le montant des investissements proposés,
 - Certaines modalités d'exploitation
 - les propositions d'amélioration et d'optimisation (services, travaux)
 - les modalités d'entretien maintenance des parcs.
- Aspects juridiques : propositions de modification du contrat.
- Aspects financiers :
 - les prévisions de recettes et leur évolution,
 - les propositions d'évolution de la grille tarifaire,
 - l'évolution des charges et la composition des postes,
 - le niveau des frais de personnel,
 - les propositions de redevance et d'intéressement,
 - les coûts d'investissement et de renouvellement,
 - les conditions de financement,
 - la rémunération de la collectivité.

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a désigné un élu chargé des négociations, M.BEUTEL, qui rendra compte régulièrement au Président de l'avancée des discussions.

A Strasbourg, le 17 JAN. 2019

Le Président
de la commission « Sapin » :

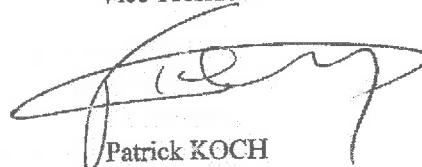


Jean-Marie BEUTEL
Vice-Président

Les membres
de la commission « Sapin » :



Françoise BEY
Vice-Présidente



Patrick KOCH
Conseiller métropolitain



Céleste KREYER
Conseiller métropolitain

Annexes :
- annexes financières

PRODUITS				
Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €
Recettes horaires	3 992 252 €	4 258 802 €	4 242 977 €	4 254 124 €
Abonnements	156 227 €	119 901 €	121 749 €	121 749 €
Autres	-	8 000 €	2 199 €	2 199 €
PDTS EXCEPT+GESTION COURANTE	-	-	-	-
TRANSFERT DE CHARGES / REPRISES SUR PROVISIONS	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €
CHARGES				
Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
60 - Achats	65 392 €	90 747 €	89 056 €	89 056 €
Achats stockés - MP	-	7 601 €	-	-
Achats stockés - autres approvisionnements	-	53 968 €	7 522 €	7 522 €
Variation de stock (approvisionnements et marchandises)	-	-	-	-
Achats d'études, prestations de services	-	-	-	-
Achats de matériel, équipements et travaux	-	-	-	-
Achats non stockés de matière et fournitures	65 392 €	29 178 €	81 534 €	81 534 €
dont 60622 - Carburants/consommables d'exploitation/fluides	61 795 €	2 105 €	13 185 €	13 185 €
dont 60636 - Vêtements de travail	-	4 714 €	1 173 €	1 173 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	1 481 €	6 139 €	-	-
dont 6064 - Fournitures administratives	2 116 €	9 203 €	3 735 €	3 735 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (électricité, fluides)	-	7 016 €	63 442 €	63 442 €
61 - Services extérieurs	156 936 €	247 210 €	145 461 €	150 192 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	51 778 €	111 961 €	9 601 €	9 601 €
Redevances de crédit-bail	-	-	-	-
Locations	0 €	22 219 €	2 668 €	2 668 €
Entretien et réparations sur bâtiments	76 185 €	8 771 €	80 815 €	85 546 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant	0 €	526 €	4 185 €	4 185 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres	0 €	81 985 €	34 380 €	34 380 €
Primes d'assurances	28 972 €	21 748 €	13 811 €	13 811 €
Etudes et recherches	-	-	-	-
Divers (charges liées aux services proposés)	-	-	-	-
62 - Autres services extérieurs	64 573 €	68 722 €	62 222 €	62 249 €
Autre personnel extérieur	-	26 230 €	24 594 €	24 594 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	8 345 €	7 471 €	7 471 €
Publicité, publications, relations publiques	9 876 €	6 432 €	4 927 €	4 927 €
Transports de biens et transports collectifs	-	-	4 483 €	4 483 €
Déplacements, missions et réceptions	-	468 €	2 668 €	2 668 €
Frais postaux et frais de télécommunications	10 581 €	2 924 €	7 471 €	7 471 €
dont 626-1 Frais d'affranchissement	-	-	358 €	358 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	10 581 €	2 924 €	7 113 €	7 113 €
Services bancaires et Transport de fonds	33 535 €	24 324 €	10 608 €	10 636 €
Divers (à préciser)	-	-	-	-
63 - Impôts et taxes	410 122 €	108 497 €	48 554 €	47 822 €
Versement de transport	-	5 674 €	-	-
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	-	4 539 €	-	-
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations	-	2 525 €	-	-
Impôts directs	-	95 384 €	48 554 €	47 822 €
Taxes et impôts sur les véhicules	-	375 €	-	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-	-
64 - Personnel	354 861 €	433 493 €	307 721 €	307 721 €
Rémunération du personnel	-	283 688 €	213 977 €	213 977 €
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	-	129 078 €	46 158 €	46 158 €
Autres charges sociales	-	-	47 585 €	47 585 €
Autres charges de personnel	-	20 726 €	-	-
65 - Autres charges de gestion courante	2 338 679 €	2 601 903 €	3 116 825 €	3 145 731 €
Frais de siège	288 932	587 818	294 884	294 884
Redevance fixe	1 919 818	515 370	1 817 549	1 843 890
Redevance variable	129 929	1 322 845	1 004 393	1 006 957
Intéressement 1 - Redevance fixe complémentaire	-	175 870	-	-
Intéressement 2 - Redevance variable complémentaire	-	-	-	-
68 - Dotations aux amortissements et provisions	293 800 €	498 460 €	271 280 €	244 788 €
Dotations aux amortissements	237 049 €	458 460 €	248 303 €	220 951 €
Dotations aux provisions (GER)	56 751 €	40 000 €	22 978 €	23 837 €
66 - Charges financières	17 852 €	12 812 €	25 443 €	18 197 €
67 - Charges exceptionnelles	-	-	-	-
TOTAL DES CHARGES	3 702 216 €	4 061 844 €	4 066 562 €	4 065 755 €
IS	123 552 €	87 676 €	-	-
TOTAL DES CHARGES avec IS	3 825 768 €	4 149 520 €	4 066 562 €	4 065 755 €

AUTORITE DELEGANTE :

Eurométropole de Strasbourg

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES
PARKINGS WODLI ET GARE COURTE DUREE**

**Rapport du Président de l'Eurométropole de
Strasbourg annexé à la délibération du Conseil de
l'Eurométropole du 3 mai 2019 sur le choix de
l'exploitant et les termes de la convention**

I. LES ATTENTES DE LA COLLECTIVITE

1. Objet de la consultation

Les attentes de la collectivité dans le cadre du présent projet de contrat sont les suivantes :

La collectivité attend du concessionnaire qu'il soit acteur de la politique de mobilité et du respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois :

- en ayant le souci de l'amélioration constante du confort, de l'accueil, de la sécurité et de l'accessibilité des usagers, et en particulier celle des personnes à mobilité réduite,
- en favorisant le développement de l'intermodalité dans les parkings qui lui seront confiés (autopartage, vélos...),
- en maîtrisant l'offre de stationnement proposée dans les parkings, en particulier concernant les différents usagers (horaires, abonnés, résidents, etc.),
- en proposant des améliorations du bilan énergétique des parkings.

En outre, la collectivité attend que le candidat propose dans son offre, des sources d'optimisation et de mutualisation des ouvrages dans le cadre d'une exploitation unique.

Le présent rapport a pour objet de **présenter l'analyse comparative des offres finales après négociations et leur notation, au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation, et rappelés ci-après.**

2. Rappel des critères de notation

L'analyse des offres porte sur les offres finales remises par les candidats.

Conformément au règlement de consultation, les offres sont jugées sur la base des critères suivants :

1	<u>Valeur technique : modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés.</u>	60%
2	<u>Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité</u>	40%

II. TABLEAU RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE

réunions des organes consultatifs et délibérants		
7 juin 2018	Avis de la CCSPL	Avis favorable sur le principe de la gestion déléguée des parkings Wodli et Gare durée, au titre de l'article L1411- 4 du CGCT.
25 juin 2018	Avis du Conseil municipal	Avis favorable au lancement par l'Eurométropole d'une procédure de délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée
29 juin 2018	délibération du Conseil de l'Eurométropole	Choix d'une gestion déléguée des parkings Wodli et Gare courte durée.
formalités de publicité		
3 juillet 2018	formalités de publicité	Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence au Journal officiel de l'Union Européenne (JOUE), au Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP), dans la revue spécialisée Ville, rail et transports et sur la plateforme internet mutualisée de marchés publics : https://alsacemarchespublics.eu .
4 septembre 2018	date limite de remise des candidatures	
réunions de la commission de délégation de service public		
6 septembre 2018	ouverture par la Commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg des candidatures réceptionnées	<p>Quatre candidatures ont été réceptionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La société anonyme Indigo Infra dont le siège social se situe à Puteaux La Défense (92800). ▪ La société anonyme d'économie mixte locale Parcus dont le siège social se situe à Strasbourg (67000). ▪ La société Effia stationnement, société par actions simplifiée dont le siège social se situe à Paris (75009) ▪ La société par actions simplifiée Q Park, dont le siège social se situe à Issy-les-Moulineaux (97132).
27 septembre 2018	établissement par la Commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg de la liste des candidats admis à présenter une offre	<p>Les quatre plis ont été déclarés administrativement conformes par ladite commission.</p> <p>Après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la Commission de délégation de service public retient l'ensemble des organismes candidats sur la liste des candidats admis à présenter une offre.</p>
2 octobre 2018	envoi du dossier de consultation des entreprises aux quatre candidats admis à présenter une offre	
18 décembre 2018	date limite de remise des offres	

20 décembre 2018	ouverture par la Commission de délégation de service public de l'Eurométropole de Strasbourg des offres réceptionnées	<p>La Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des trois plis réceptionnés : Parcus, Effia et Indigo Infra.</p> <p>Les propositions répondent aux stipulations du règlement de la consultation et comportent acte d'engagement, cahier des charges, mémoire technique et prévisionnels d'exploitation dûment complétés ; elles ont été déclarées administrativement conformes.</p> <p>Par un courrier en date du 13 décembre 2018 la société Q-Park a fait connaître son désistement de la procédure.</p>
17 janvier 2019	Avis de la commission de délégation de service public sur les offres remises par les candidats	<p>La Commission invite le Président de l'Eurométropole de Strasbourg à engager des négociations avec les sociétés PARCUS, INDIGO et EFFIA, les offres des trois candidats étant conformes aux exigences de la collectivité exprimées au travers du cahier des charges.</p>

Négociations

29 et 31 janvier 2019	👉 1^{er} tour de négociations : audition des sociétés Parcus, Indigo et Effia
26 février 2019	Remise de compléments aux offres initiales par les trois candidats
8 mars 2019	👉 2^{ème} tour de négociations : audition des sociétés Parcus, Indigo et Effia
1 ^{er} avril 2019	Remise des offres finales
5 avril 2019	Clôture des négociations

III. LE DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

1. Rappel succinct des offres initiales

Les offres initiales remises par les candidats ont fait l'objet d'un avis de la commission de délégation de service public du 17 janvier 2019. Les caractéristiques essentielles des offres initiales remises par les candidats sont rappelées ci-dessous :

INDIGO

L'offre initiale du candidat répondait de manière satisfaisante au besoin exprimé par l'Eurométropole, avec un programme de travaux de rénovation et d'embellissement conforme au cahier des charges. La présence de personnel dans l'ouvrage est de 9 ETP, correspondant à l'organisation actuelle.

Enfin, Indigo a proposé dans son offre initiale 15 propositions de modification au projet de contrat de la collectivité, dont certaines étaient de nature à réduire le risque confié au délégataire via le cahier des charges et à le transférer sur la collectivité.

Ces modifications concernaient notamment : une indemnisation en cas de fermeture du parking inférieure à 50 jours, l'agrément du sous-traitant, des compléments sur les clauses de révision des conditions financières du contrat, et l'indemnisation due en cas de résiliation unilatérale.

PARCUS

L'offre initiale du candidat répondait de manière satisfaisante au besoin exprimé par l'Eurométropole, avec un programme de rénovation et d'embellissement de l'ouvrage correspondant aux attentes de la collectivité, et un certain nombre de services et aménagements supplémentaires. Il proposait par ailleurs une présence de personnel dans l'ouvrage de 9 ETP.

PARCUS n'a par ailleurs formulé aucun souhait de modification du projet de contrat de la collectivité.

EFFIA

L'offre initiale du candidat répondait de manière satisfaisante au besoin exprimé par l'Eurométropole, avec un programme de travaux de rénovation et d'embellissement conforme au cahier des charges. La présence de personnel dans l'ouvrage est de 7 ETP.

EFFIA a proposé dans son offre initiale 11 propositions de modification au projet de contrat de la collectivité dont certaines de nature à réduire fortement le risque confié au délégataire.

Ces modifications concernaient notamment une indemnisation en cas de fermeture du parking au-delà de 25 jours, un mécanisme d'indemnisation via une réduction de la redevance en cas de non augmentation des tarifs, des compléments sur les clauses de révision des conditions financières du contrat, une limitation du nombre de reconstitutions de la garantie à première demande.

Le tableau suivant présente le compte de résultat des offres initiales des candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyennes annuelle en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Total des produits	4 148 480 €	4 386 703 €	4 366 925 €	4 378 072 €
Total des charges hors IS	3 702 216 €	4 061 844 €	4 066 562 €	4 065 755 €
Total des charges hors IS hors redevance	1 652 469 €	2 047 759 €	1 244 621 €	1 214 908 €
Résultat net	322 711 €	237 183 €	300 362 €	312 317 €
Redevance (fixe et variable) versée à la collectivité y compris intéressement	2 049 747 €	2 014 085 €	2 821 941 €	2 850 846 €

Les produits d'exploitation proposés par les 3 candidats étaient proches et cohérents, tant sur Wodli que sur Gare courte durée, sur les recettes horaires que sur les recettes abonnements.

Il y avait toutefois de grandes disparités sur les charges proposées par les candidats, liées notamment aux frais de personnel, au niveau du poste impôt, au montant des redevances versées à la collectivité, au montant et à la composition des frais de structure, ainsi qu'au financement et à l'amortissement des investissements proposés.

PARCUS et EFFIA sont les candidats qui proposaient le montant de produits d'exploitation le plus élevé (respectivement 6 et 5% de plus que la proposition d'INDIGO).

Cependant les charges d'INDIGO (hors redevance et hors IS) étaient plus faibles que PARCUS ce qui lui permettait de dégager une redevance équivalente à ce dernier.

EFFIA pour sa part présentait des charges encore moins élevées et proposait en conséquence la redevance la plus élevée (+ 40 % par rapport à PARCUS et + 38% par rapport à Indigo en offre de base).

Le ratio de rémunération des candidats (Résultat courant avant IS/CA HT) était confortable, il tournait autour de 7-8 % des produits pour INDIGO et EFFIA, 5,5 % pour PARCUS.

A noter que cette rémunération ne représentait pour l'ensemble des candidats que 10 à 15 % des produits dégagés par l'activité (résultat + redevance), le reste étant versé à la Collectivité sous forme de redevance et venant participer à l'amortissement des 2 parkings, qu'elle a construits ou fortement rénovés.

2. Déroulement et résultat des négociations

Après l'analyse des offres initiales et au regard de l'avis rendu par la commission de délégation de service public du 17 janvier 2019, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a invité le 23 janvier 2019 les trois candidats à participer aux négociations.

Les négociations étaient présidées par Monsieur Jean Marie BEUTEL, désigné par lettre de mission du 04 octobre 2018.

Dans la perspective de celles-ci, une première série de questions a été adressée aux candidats le même jour afin d'éclaircir certains points de leurs offres.

Une première réunion de négociations s'est tenue le 29 janvier avec INDIGO et PARCUS et le 31 janvier avec EFFIA.

Au cours de ce 1^{er} tour, les candidats ont dû apporter des précisions sur :

Les aspects techniques :

- certains points des programmes d'investissements,
- le remplacement des ascenseurs sur le parking Wodli,
- le programme de remise en peinture des parcs,
- le montant des comptes GER proposés,
- le fonctionnement du stationnement payant des vélos sur Wodli,
- l'organisation et le nombre des places PMR,
- le fonctionnement et le nombre de places de recharge pour les véhicules électriques,
- la composition des équipes, le sort des équipes en place et les reconversions proposées le cas échéant, les modalités d'intervention et temps de présence,
- le fonctionnement des toilettes dans les parcs, le nettoyage des parkings et notamment des toilettes,
- la végétalisation sur le parking Wodli,
- les services et investissements complémentaires ou optionnels.

Les aspects financiers :

- les prévisions de recettes et leurs évolutions,
- l'évolution des charges et la composition des postes,
- les propositions de redevance et d'intéressement,
- les coûts d'investissement et de renouvellement,
- le niveau des frais de siège,
- les conditions de financement,
- les propositions d'activités accessoires,
- les propositions de modification au projet de contrat pour INDIGO et EFFIA.

A l'issue de ce premier tour, les candidats ont été invités à fournir une offre complémentaire à leur projet initial pour le 26 février 2019 sur la base de nouvelles questions posées par la collectivité.

Dans cette nouvelle offre, et par rapport à son offre initiale, PARCUS a notamment :

- concernant le parc à vélos Wodli, proposé une tarification à la journée, détaillé les modalités d'accès au local par l'utilisateur, précisé qu'il envisage un contrat de sous-traitance avec Strasbourg Mobilités,
- apporté les précisions sur le nombre de lecteurs piétons ainsi que leur coût,
- précisé le coût de déploiement d'une place électrique supplémentaire (estimé à 8K€ HT par emplacement),
- précisé les modalités de maintenance et de nettoyage des panneaux photovoltaïques. concernant le financement, il suggère deux options, non encore abouties (financement par un tiers investisseur ou en propre par Parcus),
- concernant les toilettes de Gare Courte Durée, pour un accès 24h/24 il propose deux solutions, avec des surcoûts importants en matière de personnel,
- précisé sa proposition d'insertion d'une grille sur Gare Courte Durée, sous réserve de la validation de l'ABF,
- présenté les plans mis à jour pour les emplacements PMR sur les deux parcs,
- indiqué le fonctionnement et le montant du contrôle d'accès aux ascenseurs,
- les modalités de contrôle des publicités affichées dans les parkings,
- augmenté la part de la redevance fixe dans la redevance totale (de 26% à 31%),
- intégré les montants de TEOM tels que communiqués par la collectivité.

Par rapport à son offre initiale, INDIGO a notamment :

- indiqué le coût de déploiement d'une place électrique supplémentaire (5 000€ HT)
- concernant le parc à vélos Wodli : il a proposé une tarification à la journée, détaillé les modalités d'accès au local par l'utilisateur, a précisé qu'il envisage un contrat de sous-traitance avec Strasbourg Mobilités,
- indiqué le planning de présence et détaillé par poste, pour l'affectation des 9 ETP,
- précisé la présence du rondier aux horaires de fermetures de la gare (1h à 5h),
- confirmé le maintien du nombre de places réglementaires sur Wodli en cas de déplacement des places actuelles,
- précisé le fonctionnement du service voiturier,
- précisé les modalités de contrôle des publicités affichées dans les parkings,
- augmenté la redevance proposée (+ 3,5 M€ sur la durée du contrat) et augmenté la part de redevance fixe dans la redevance totale (de 94% à 96%),
- diminué le montant des investissements prévus (-220 K€ et augmenté le GER sur la durée du contrat (+164 K€),
- corrigé le montant des impôts de taxes qui avait été surévalué,
- ajusté à la marge le montant de certaines recettes et charges d'exploitation,
- abandonné certaines propositions non acceptables pour la collectivité (durée maximale de fermeture sans indemnité) et apporté des précisions sur d'autres demandes de modifications contractuelles.

Dans sa nouvelle offre, EFFIA a notamment :

- proposé un aménagement complémentaire dans le Hall Wodli,
- précisé les travaux relatifs à l'étanchéité de l'ascenseur panoramique,
- transmis en annexe le dossier transmis à l'ABF pour l'édicule sur la place de la Gare,
- précisé la fréquence du nettoyage (quotidienne) des toilettes des deux parkings et le fonctionnement des accès aux toilettes,
- précisé le système de guidage à la place proposé pour Wodli,
- précisé la teneur des travaux de peinture,
- majoré sa provision pour le GER en y incluant des réfections de peinture,
- précisé la mise aux normes des matériels péagers,
- précisé les modalités de contrôle des publicités affichées dans les parkings,
- diminué la redevance proposée (+ 219 K€ sur la durée du contrat dans l'offre de base) mais augmenté la part de la redevance fixe dans la redevance totale (de 64% à 75%) et proposé un mécanisme d'intéressement plus avantageux pour la collectivité,
- diminué le montant des investissements (-404 K€ en offre de base et -109 K€ en variante) et augmenté le GER sur la durée du contrat (+17 K€ en offre de base et en variante),
- corrigé à la hausse le montant des impôts et taxes dans lequel n'avait pas été intégrée la TEOM,
- ajusté à la marge le montant de certaines recettes et charges d'exploitation,
- modifié et précisé certaines demandes de modifications contractuelles (notamment, proposé une redevance alternative en cas de non augmentation des tarifs par la Collectivité).

L'analyse de ces offres a conduit à la convocation d'un deuxième tour de négociations qui s'est déroulé le 8 mars 2019 avec les trois candidats.

Les candidats ont été invités à fournir des éléments sur la base de nouvelles questions posées par la collectivité.

Pour les aspects techniques :

Pour PARCUS :

- précisions concrètes sur les modalités juridiques et financières de l'intervention en cours de contrat d'un tiers investisseur, dans le financement de la toiture photovoltaïque,
- expliciter les modalités de paiement des usagers du parc vélos à Wodli,
- indiquer le nombre de contrôleurs piéton sur Wodli et le surcoût,
- apporter des précisions sur la grille de Gare Courte Durée en matière de sécurité d'accès et du stationnement sauvage,

Pour INDIGO :

- expliciter les modalités de paiement des usagers du parc vélos à Wodli,
- préciser les travaux d'étanchéité de l'ascenseur panoramique.

Pour EFFIA :

- confirmer le retour favorable de l'ABF au sujet de l'édicule,
- confirmer la faisabilité d'arbres « momifiés » dans l'atrium.

Par ailleurs, les propositions de modifications contractuelles des candidats (Effia et Indigo) ont été discutées et négociées à cette occasion.

A la suite de cette deuxième réunion de négociations, il a été demandé aux candidats de remettre leur dernière meilleure offre au plus tard le 1^{er} avril 2019.

L'analyse de ces offres a montré que les éléments fournis étaient suffisants pour permettre la comparaison des offres finales.

Dans sa dernière offre, INDIGO a notamment :

- Affiné sa partie technique notamment en précisant les modalités d'accès au parking vélo de Wodli et du traitement de l'étanchéité de l'ascenseur panoramique
- Augmenté la redevance proposée (+2,4 M€ sur la durée du contrat), et fait passer la part fixe de 94% à 96%
- Diminué le montant des investissements prévus de 66 K€
- Apporté des précisions sur les demandes de modifications contractuelles sur la base des discussions lors des négociations.

Dans sa dernière offre PARCUS a notamment :

- Apporté des éléments sur le montage économique de sa proposition de toiture photovoltaïque, des précisions sur les modalités d'accès au parking vélos et aux ascenseurs de Wodli, sur la fermeture de l'issue de secours et les modalités d'entretien des toilettes sur le parking Gare Courte Durée
- Augmenté le montant de la redevance (+ 710 K€ sur la durée du contrat) et fait passer la part fixe de 31% à 83%
- Diminué le montant des investissements de 323 K€ sur la durée du contrat ;

Dans sa dernière offre EFFIA a notamment :

- Apporté des précisions sur la végétalisation de l'atrium, sur son projet de création d'un édicule sur la place de la Gare et sur les provisions en GER prévues pour les réfections de peinture
- Augmenté le montant de la redevance (+ 669 K€ sur la durée du contrat en offre de base)
- Augmenté le montant des investissements de 46 K€ sur la durée du contrat et de sa provision GER.

Les offres finales des candidats après négociations sont analysées ci-après et au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation.

IV. ANALYSE DES OFFRES FINALES

A. ANALYSE TECHNIQUE

Cette partie a pour objet d'analyser les aspects techniques des offres finales, concernant les investissements proposés, les modalités d'exploitation ainsi que les modalités d'entretien maintenance des ouvrages. Sur le critère « Valeur technique », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

1. Les investissements proposés

Inauguré en 2007, le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos, destinées au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos. Parallèlement, le parking Gare courte durée a été, quant à lui, reconstruit pour disposer d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol. Il est destiné au stationnement de courte durée (usagers de la gare) ; il comprend également un parc à vélos dédié de 800 places payantes.

Le délégataire, dans le cadre de la concession devra, notamment, procéder au renouvellement du système de guidage à la place à Wodli, à la remise en peinture des parkings au cours de la délégation, à la réorganisation des espaces vélos ou d'autres aménagements à réaliser ou à proposer par le candidat.

Sur Wodli, le remplacement ou a minima la remise en état de l'ascenseur panoramique est demandée.

Récapitulatif du montant des investissements proposés par les candidats :

	PARCUS	INDIGO	EFFIA Base	EFFIA Variante
Wodli	1 745 K€	1 032 K€	1 035 K€	658 K€
Gare Courte Durée	1 142 K€	341 K€	345 K€	795 K€
TOTAL	2 887 K€	1 373 K€	1 453 K€	1 453 K€

✎ Le candidat Parcus propose un montant d'investissements largement supérieur aux montants prévus par les deux autres candidats.

1/ Equipements péagers, de contrôle d'accès (caisses, barrières et bornes) et Gestion Technique Centralisée (GTC)

Le matériel péager a été remplacé en 2017 dans les deux parcs.

Proposition de Parcus

Parcus propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017 mais il propose son amélioration par l'intégration d'un système utilisant la technologie du code barre 2D. Celle-ci apporte une meilleure efficacité lors du paiement aux caisses automatiques et en bornes de sortie du fait de la suppression des lecteurs de tickets motorisés. Ce procédé permet, selon

le candidat, de fiabiliser la lecture des tickets quel que soit l'état de ces derniers (ex : tickets mouillés ou froissés).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	58.64	08/11/19
Gare Courte Durée	43.56	08/11/19

En complément de cette amélioration, un remplacement des balises Liber-t est prévu afin de pallier la vétusté actuelle. Le candidat propose de ne pas modifier le nombre et l'emplacement des équipements actuels.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	15.44	08/11/2019
Gare Courte Durée	15.44	08/11/2019

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges. Le candidat propose également la mise en place d'un système de dématérialisation complet pour les usagers qui se seront enregistrés sur l'application de paiement en cours de développement. Le candidat précise qu'il effectuera les études de faisabilité et la mise en place d'un protocole pour faciliter et développer l'utilisation de cartes de paiement déployées pour le commerce à Strasbourg.

Parcus préconise le remplacement complet de la GTC, même si le matériel en place est compatible avec son système de supervision. Celui-ci permet d'avoir une vue sur l'ensemble des matériels d'exploitation, la réception des appels de phonie, l'affichage d'images de caméras de vidéo-surveillance, le report d'alarmes des matériels et le pilotage à distance d'un certain nombre de fonctions (éclairage, barrières, grilles, porte automatique, interphonie). Il permettra également le transfert du contrôle du parc vers un autre en cas de besoin.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	24.88	06/12/19
Gare Courte Durée	22.52	06/12/19

Parcus prévoit un renforcement du contrôle d'accès et de la vidéosurveillance.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	49.35	09/20
Gare Courte Durée	17.48	08/20

Proposition d'Indigo

Le candidat propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017.

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges, il comprend le paiement par Liber't. Il propose de mettre en place une carte de paiement du stationnement « Bonjour Strasbourg » développée par la société Mobiwoom.

Le candidat conserve par ailleurs le système de GTC actuel, aucun investissement n'est donc nécessaire.

Indigo prévoit en complément sur le parking Gare Courte Durée, la mise en place de 6 caméras IP supplémentaires, la modernisation du système de vidéosurveillance ainsi que l'utilisation d'un outil « d'intelligence artificielle » de vidéo protection.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Gare Courte Durée	7.03	09/19

Proposition d'Effia

Effia propose de ne pas remplacer le matériel péager durant le contrat, puisqu'il a été renouvelé en 2017 mais propose une mise à niveau monétique du matériel péager. Les travaux prévus comprennent la mise en place de la visiophonie sur les bornes, caisses et lecteurs piétons, la mise à niveau bancaire et l'installation de clavier pour un service de réservation (Résaplace).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	63	01/09/19
Gare Courte Durée	32	01/09/19

Cette amélioration comprend le remplacement des balises Liber't dans les parkings, pour un montant de 33 K€.

Le candidat propose de ne pas modifier le nombre et l'emplacement des équipements actuels.

Les types de paiement proposés sont conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Effia procèdera au remplacement complet de la GTC et le raccordera à son centre national de pilotage à distance. Le nouveau système de GTC permettra d'avoir une vue sur l'ensemble des matériels d'exploitation, la réception des appels de phonie, l'affichage d'images de caméras de vidéosurveillance, le report d'alarmes des matériels et le pilotage à distance d'un certain nombre de fonctions (éclairage, barrières, grilles, porte automatique, interphonie).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	44	01/11/19
Gare Courte Durée	45	01/11/19

Effia prévoit le remplacement de 5 enregistreurs vidéo sur les 2 sites, ainsi que l'amélioration des contrôles d'accès

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	21	01/08/19
Gare Courte Durée	11	01/08/19

Appréciation des offres

↳ L'offre des trois candidats est satisfaisante sur ce point.

2/ Système d'indication du nombre de places libres et de guidage à la place avec affichage en temps réel

*Le remplacement du système d'indication du nombre de places libres avec affichage en temps réel et du système de guidage à la place, est demandé dans le cahier des charges **pour le parc Wodli**. Dans ce dernier, il est demandé d'installer un « totem » aux entrées du parking et par étage, permettant d'afficher en temps réel, le nombre de places disponibles dans le parking, ainsi que le nombre d'emplacements disponibles réservés aux personnes handicapées.*

Proposition de Parcus

Concernant l'indication du nombre de places disponibles, Parcus prévoit :

- **Pour Wodli** : un totem en entrée du parc qui indiquera le nombre de places par étage ainsi que le nombre de places pour PMR disponibles. Un panneau à chaque entrée de niveau rappellera le nombre de places disponibles à chaque étage.
- **Pour Gare Courte Durée** : Un panneau à chaque intersection rappellera le nombre de places disponibles.

Parcus propose d'installer un système de guidage à la place **dans les 2 parcs**. Des capteurs seront installés au milieu des voies de circulation (1 capteur pour 4 places). Le système sera composé d'unités avec deux caméras et d'un indicateur qui sera placé au milieu des voies de circulation. L'indicateur lumineux passera au rouge lorsque la totalité des 4 places sera occupée.

Le système, basé sur la détection par caméras, permettra également de savoir précisément où chaque véhicule est stationné (image de la voiture et plan de localisation de l'emplacement disponible sur une borne au niveau R+2 pour Wodli et au sein de l'espace dédié aux piétons pour Gare Courte Durée).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	248.97	28/02/20
Gare Courte Durée	90.84	28/08/20

Conformément aux prescriptions du cahier des charges, les données s'interfaceront avec le système de supervision du SIRAC.

Proposition d'Indigo

Concernant l'indication du nombre de places disponibles, Indigo prévoit :

- **Pour Wodli** : en entrée de parc, un totem et des panneaux indiquent l'ensemble des places disponibles à chaque niveau.
- **Pour Gare Courte Durée** : le candidat prévoit un renforcement de la signalétique extérieure, avec un totem indiquant le nombre de places disponibles en distinguant les places PMR et par des pictogrammes indiquant que le parc est accessible aux PMR et aux vélos.

Indigo propose d'installer un système de guidage à la place **dans les 2 parcs** : les afficheurs à diodes électroluminescentes sont installés en début d'emplacement et indiquent par un éclairage de couleur l'état d'occupation de l'emplacement. Dès que l'utilisateur se trouve confronté à un choix de direction, une enseigne lui désigne, à l'aide de panneaux dynamiques, les voies à emprunter ou éviter.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	169.9	31/12/19
Gare Courte Durée	43.67	19/11/19

Conformément aux prescriptions du cahier des charges, les données s'interfaceront avec le système de supervision du SIRAC.

Proposition d'Effia

Concernant l'indication du nombre de places disponibles (y compris PMR), Effia prévoit :

- **Pour Wodli** : un totem sera placé à chaque entrée du parking (2 totems).

Effia propose de remplacer le système de guidage à la place **dans le parking Wodli**. Chaque place de stationnement sera équipée d'un dispositif de détection de véhicules. Dès que l'utilisateur se trouve confronté à un choix de direction, une enseigne lui désigne à l'aide de panneaux dynamiques les voies à emprunter ou éviter.

Dans le parking Gare Courte Durée, Effia propose de mettre en place un système de guidage à la place dans son offre variante avec le même système proposé sur Wodli.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Wodli	245	01/05/20
Gare Courte Durée (variante)	49	01/07/20

Sur Gare Courte Durée des travaux de signalétique sont prévus à hauteur de 15 K€.

Concernant le système de supervision du SIRAC : les données d'Effia disposent d'une interface avec le système du SIRAC.

Appréciation des offres

- ✍ L'offre de Parcus est très satisfaisante puisqu'il intègre un système de guidage à la place sur le parking Gare Courte Durée.
- ✍ L'offre d'Indigo est très satisfaisante puisqu'il intègre un système de guidage à la place sur le parking Gare Courte Durée, complétée en entrée par un totem d'indication du nombre de places disponibles.
- ✍ L'offre d'Effia est satisfaisante, l'offre répond au cahier des charges. En choisissant la variante, l'offre se situe au même niveau que l'offre de base des deux autres candidats.

3/ Remise en peinture des parkings (sols, murs, plafonds) durant le contrat

Au cours des négociations, la collectivité a précisé aux candidats qu'elle n'imposait pas une remise en peinture complète des sols des deux parkings au démarrage du contrat, et que les candidats étaient donc libres de proposer un programme de remise en peinture devant assurer le maintien des ouvrages en bon état tout au long du contrat.

Proposition de Parcus

Parcus prévoit, en 2020, une remise en peinture des éléments peints des plateaux (murs et plafonds) afin d'effacer les dégradations et salissures diverses ainsi qu'une remise en peinture des 3 cages d'escaliers (sauf sols et éléments métalliques). La durée des travaux est estimée à 6 semaines avec le blocage des places situées le long des murs pour quelques jours.

Parcus ne prévoit pas une remise en peinture des sols durant la délégation, mais uniquement des reprises ponctuelles des zones dégradées. Il motive son choix par une baisse de l'impact environnemental ainsi qu'en terme de fermeture (donc sur le chiffre d'affaires). En 2023, une remise en peinture de l'ensemble de la signalétique au sol (marquage des places) sera toutefois réalisée.

La durée des travaux est estimée à 6 semaines avec des blocages de niveaux à prévoir.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	123.58	17/07/20

De plus, dans le cadre de la personnalisation du parking souhaitée par Parcus et afin « d'asseoir son identité propre », celui-ci propose l'installation d'œuvres d'art, au niveau de la passerelle, de l'atrium et de la rampe hélicoïdale, sur la base de mises en lumière, d'installation de LED multicolores, et de photographies sur les murs).

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Œuvres d'art	106.88	17/07/20

Proposition d'Indigo

Dans sa proposition, le candidat prévoit, en début de contrat, une reprise complète (murs, sols, plafonds) du rez-de-chaussée et des niveaux 1 et 2, ainsi qu'une mise en valeur du parcours client par la mise en peinture d'une signalétique spécifique à chaque niveau.

Au cours du contrat, une reprise complète (murs, sols, plafonds) des autres niveaux sera réalisée (en année 3-4), pour un montant de 265 K€. Le candidat estime en effet nécessaire que la peinture de l'ouvrage soit intégralement reprise au cours du contrat, compte tenu de sa fréquentation et de l'intérêt de protéger par ce biais les sols en béton de l'ouvrage.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	124.2	31/12/19

Proposition Effia

Dans son offre de base, Effia prévoit une remise en peinture des murs et plafonds, mais pas des sols. Le candidat estime en effet que les sols ne nécessiteront pas de remise en peinture sur la durée de la délégation mais uniquement des réfections ponctuelles. Un phasage et une période d'intervention limitant les impacts sur la fréquentation, sont proposés.

Base	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	271	01/10/20

Dans son offre variante, Effia prévoit uniquement un nettoyage haute-pression du parking en début de délégation. Aucuns travaux de peinture n'est prévu.

Variante	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Nettoyage haute-pression	18	01/08/19

Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Une remise en peinture quasi complète de l'ouvrage, y compris de l'espace vélos (plafonds, murs, sols partiellement) sera effectuée en 2020 pour une durée de travaux de 8 semaines, avec, en moyenne, 40 places indisponibles.

Le candidat ne prévoit ainsi pas la remise en peinture de l'axe entrée-sortie du parking courte durée, ni des emplacements eux-mêmes.

Parcus propose en plus, un réaménagement significatif des espaces du parking dans le but de fluidifier les circulations avec notamment la création de plusieurs espaces « dépose-minute », l'installation de places en épi, une mise en valeur des circulations et des espaces dédiés aux piétons, etc. Ce nouvel aménagement entrainera en revanche une diminution du nombre de places motos à 6.

En outre, Parcus propose d'insérer des œuvres d'art (photographies) dans la rampe d'accès, les zones dépose-minute et dans le parking vélos. Une mise en valeur des poteaux par un jeu de lumière est également prévue. L'espace sera également remis en valeur grâce à des œuvres artistiques et des mises en lumières.

Une remise en peinture des trémies est proposée afin de les personnaliser aux couleurs de Parcus.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	513,71	17/07/20
Œuvre d'art	118.1	17/07/20

Proposition d'Indigo

Dans sa proposition, le candidat prévoit, en début de contrat, une remise en peinture complète (sols, plafonds et murs) du parking, et quasi complète du parc à vélos (plafonds, murs, sols hors marquage des places).

Le candidat mentionne une fermeture partielle de l'ouvrage durant les travaux : Indigo organise les travaux en trois phases, avec neutralisation d'un tiers du parking à chaque phase. Les travaux se déroulant sur 2 mois.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	98.17	19/11/19

Proposition Effia

Dans son offre de base, Effia prévoit une remise en peinture des murs, des plafonds et des voies de circulations, mais non des places. Les murs et plafonds du parc à vélos seront repeints, mais pas le sol.

Base	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Budget peinture	152	01/10/20

Dans son offre variante, Effia prévoit uniquement un nettoyage haute-pression du parking (y compris le parc à vélos) en début de délégation, ainsi qu'une remise en peinture des voies de circulation du parking.

Variante	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Nettoyage haute-pression	3	01/08/19
Peinture voies de circulation	90	01/09/20
TOTAL	93	

Appréciation des offres

- ↪ La proposition de Parcus n'intègre pas d'intervention sur les sols du parking Wodli, ce qui pose la question sur la protection sur le long terme des dalles béton.

Le coût de la remise en peinture dans la proposition de Parcus sur Gare Courte Durée, est élevé comparativement aux autres candidats. Par ailleurs, le candidat se démarque des autres candidats sur la mise en valeur esthétique des ouvrages, avec l'intégration d'installations artistiques pour un montant également élevé, au regard de l'intérêt de ces améliorations pour les ouvrages.

- ↪ Indigo fait une proposition intéressante en assurant de façon échelonnée, une remise en peinture complète des deux parcs sur la durée de la DSP.

- ↪ Effia ne traite pas l'ensemble des surfaces des parkings, en particulier pas les sols du parking Wodli, ce qui pose également la question sur la protection sur le long terme des dalles béton. Dans la variante, seul un nettoyage haute pression est prévu, la remise en peinture ne concernant que les voies de circulation de Gare Courte Durée.

4/ Espaces de stationnement vélos

Dans le parc Wodli : Un réaménagement de l'espace vélo est demandé : afin d'éviter les conflits entre les flux vélos et voitures, le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélo situé au rez-de-chaussée du parking, ainsi que l'installation d'un contrôle d'accès afin de rendre le service payant le cas échéant. L'aménagement devra être sécurisé (caméras), être équipé de 2 emplacements vélos cargos et comprendre l'installation d'un ou plusieurs casiers permettant la charge des batteries de VAE.

Dans le parc Gare Courte Durée : aucun réaménagement de l'espace n'est demandé. Le parc à cycles devra être accessible via un contrôle d'accès 24h/24 tous les jours. Les places disponibles seront payantes comme actuellement.

Wodli

Proposition de Parcus

Le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélos par un bardage opaque en bois sur toute la longueur. Une porte automatique coulissante facilitera l'usage de ce local. En revanche, dans son offre finale, il n'installe pas de véritable contrôle d'accès pour les usagers, qui devront s'identifier à distance auprès d'un agent d'exploitation qui s'assurera qu'il a bien réglé son stationnement sur la caisse de paiement automatique et récupéré son ticket. Ce système paraît peu simple et fonctionnel.

Deux emplacements pour vélos-cargos sont proposés à l'entrée du local. L'espace vélos sera équipé de distributeur de consommables, d'une armoire consigne permettant le dépôt de matériel et la recharge de batteries de vélo-électriques en toute sécurité. Il propose d'ajouter une colonne supplémentaire permettant la recharge de téléphone portable.

Il détaille également la gestion des épaves avec l'association Cadr'67.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	31.63	17/07/20

Proposition d'Indigo

Le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélos par un bardage en bois. Pour sécuriser le local, il sera équipé d'une caméra.

Un espace atelier est intégré dans l'offre, il sera équipé d'une boîte à outils murale, d'un distributeur de kits de dépannage, d'une pompe à vélos. L'espace sera également équipé de 4 caissons de rechargement pour les VAE.

Le candidat précise la présence de 2 emplacements vélos-cargos.

Le candidat propose de mettre en place un contrôle d'accès, avec lecteur de ticket (obtenu sur la caisse de paiement automatique), badge sans contact (abonnés) et Bluetooth.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	30	17/12/19

Proposition Effia

Le candidat réalisera une séparation physique de l'espace vélos par une paroi métal finement perforée. L'objectif est de freiner le stationnement sauvage. Pour sécuriser le local, il sera équipé de 2 caméras. Dans l'optique du mise en paiement de l'espace vélo, une porte automatique asservie à un lecteur de ticket (obtenu sur la caisse de paiement automatique), sera mise en place.

Effia a prévu d'installer un espace de services muni d'une station de gonflage, d'un bras d'entretien, de 8 casiers pour recharger les VAE et d'un distributeur de chambre à air.

Deux emplacements pour vélos-cargos sont proposés.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	44	01/08/20

Gare Courte Durée

Proposition de Parcus

Parcus confiera l'exploitation commerciale et administrative à Strasbourg Mobilités et en conservera la gestion technique en matière de sécurité.

L'espace vélos sera équipé de distributeur de consommables, d'une armoire consigne permettant le dépôt de matériel et la recharge de batteries de vélo-électriques en toute sécurité.

Il propose d'ajouter une colonne supplémentaire permettant la recharge de téléphone portable.

Il détaille également la gestion des épaves avec l'association Cadr'67.

Il est précisé dans l'offre que le parc disposera de 4 places dédiées aux vélos cargos.

Il propose en complément un réaménagement de l'espace et des accès en réalignant la porte d'accès vers la gare et la travée de circulation centrale. Ajout d'un contrôleur d'accès afin que les piétons venant de la gare puissent accéder au local. Des travaux ponctuels de modification et de réparation des résines de sol seront réalisés.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	44,13	19/07/19

Proposition d'Indigo

L'espace de stationnement vélos fera l'objet d'une rénovation et d'une mise en valeur, en plus de la remise en peinture :

- renforcement de la signalétique de repérage avec sa couleur rouge aussi bien pour les panneaux que pour les marquages au sol des emplacements ;
- intégration d'un atelier de réparation.

Un espace de réparation nommé « l'atelier » permettant d'entretenir ou de réparer son vélo sera mis à la disposition en libre-service pour les utilisateurs de ce parking. Un distributeur automatique, des outils, une station de réparation, une station de gonflage seront proposés. Le parc sera équipé de 3 colonnes de 4 casiers permettant la recharge des batteries pour vélos-électriques.

De plus, il y aura un service payant de réparation à la demande avec une entreprise spécialisée. Un partenariat avec les associations Bretz'selle ou Cadr67 est proposé par ailleurs avec l'objectif de proposer des animations.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	58	19/11/19

Proposition Effia

Effia a prévu d'installer 2 espaces de services munis d'une station de gonflage, d'un bras d'entretien, de 8 casiers pour recharger les VAE et d'un distributeur de chambre à air.

Il est précisé dans l'offre que le parc disposera de 2 places dédiées aux vélos cargos.

Base	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Espace vélos	13	01/11/20

Dans la variante : une signalétique dédiée sera réalisée au niveau de la trémie d'accès du parc à vélos.

Variante	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Signalétique extérieure	4	01/09/20

Appréciation des offres

- ↪ L'offre de Parcus est satisfaisante, mais le système de contrôle d'accès du parc à vélos Wodli paraît complexe d'utilisation pour l'utilisateur.
 - ↪ L'offre d'Indigo est satisfaisante et complète. Les modalités d'accès au parc à vélos Wodli sont simples.
 - ↪ L'offre d'Effia est moins satisfaisante que les autres en termes de rénovation et de mise en valeur dans son offre de base. Les modalités d'accès au parc à vélos Wodli sont simples.
- Dans son offre variante, il ajoute une mise en valeur visuelle de la rampe d'accès au parc.

5/ Places réservées aux véhicules électriques pour le parc Wodli

La collectivité souhaite le remplacement de la borne de recharge électrique du parking Wodli, avec augmentation à 5 emplacements pour véhicules électriques. A minima l'un de ces emplacements devra être accessible PMR. Ces emplacements devront permettre un accès universel à tous les usagers sans conditions préalables d'abonnement. En outre, le chiffrage d'une place supplémentaire est demandé.

Proposition de Parcus

Parcus propose de procéder en début de contrat à l'installation de 5 places pour la recharge électrique. Une prise de recharge à proximité des emplacements PMR est prévue.

Les bornes envisagées peuvent être des bornes simples ou doubles, permettant alors la recharge de deux véhicules simultanément, dans ce cas elles sont équipées de deux prises types T2S (le standard européen depuis 2015) pour des charges rapide à la puissance de 22kVA, et de deux prises domestiques TE pour des charges lentes à la puissance de 3kVA.

Le candidat propose un partenariat avec la société Freshmile ou équivalent pour la gestion du service et permettant, comme le demande la collectivité, à tous les usagers, horaires ou abonnés, d'accéder au service.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	17.04	17/07/20
Place supplémentaire	8	

Proposition d'Indigo

Le candidat répond aux attentes par une installation de 2 bornes doubles supplémentaires en complément des 2 points de charge existants ; portant le nombre de places électrique à 6 sur ce parc.

Une des places sera réservée aux usagers PMR. Les bornes de recharge seront équipées de prises type T2S et d'une prise domestique de 7kVa, permettant une recharge du véhicule en 4 heures.

Indigo prévoit un partenariat avec Sodetrel (filiale à 100% d'EDF). Pour bénéficier du service l'utilisateur devra s'inscrire en ligne et commander un Pass Sodetrel, ce dernier se recharge par une borne spéciale. Il pourra également acheter un badge prépayé directement à l'accueil. La maintenance est effectuée par Sodetrel.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	15	03/12/19
Place supplémentaire	5	

Proposition d'Effia

Il propose l'implantation de 5 points de charge d'une puissance de 7 kW maximum (3.7 kW minimum). Les bornes de recharge seront équipées de prises type T2S et d'une prise classique.

Les bornes seront communicantes, interopérables et reliées au logiciel de supervision Effia. A travers cette interface, via internet, le client peut commander une carte d'accès, payer en ligne, géolocaliser les bornes et voir leurs états, réserver une borne via le site Résaplace.

L'intégralité des bornes mises en place par Effia seront compatibles avec les opérateurs de rechargement.

La société partenaire est E-Totem. La recharge sera gratuite pour l'utilisateur.

Un emplacement équipé sera dédié à une place PMR.

Conformément à la réglementation ERP, les bornes seront implantées en station, avec les équipements requis, la localisation sera prévue en niveau 0.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Véhicule électrique	26	01/06/20
Place supplémentaire	4	

Dans sa variante, le candidat rajoute une borne de recharge pour les deux-roues motorisés au même coût que dans l'offre de base.

Appréciation des offres

- ✍ L'offre de Parcus est satisfaisante, il est à noter qu'il propose l'installation de bornes à charge rapide.
- ✍ L'offre d'Indigo est satisfaisante.
- ✍ L'offre d'Effia est satisfaisante, il est à noter que la recharge est proposée à titre gratuit.

6/ Amélioration du bilan énergétique du parking

Le candidat pouvait également proposer des travaux et équipements permettant d'améliorer le bilan énergétique du parking et ainsi diminuer son empreinte carbone.

Proposition de Parcus

Parcus prévoit de procéder au remplacement complet des luminaires par des LED (présence et luminosité). Il présente les avantages de cette solution : durée de vie, simplification de la maintenance des luminaires, réduction de l'empreinte CO2, confort de lumière, etc. Les fabricants garantissent une durée de vie de 7 ans sur les luminaires LED, soit sur toute la durée du contrat.

Les sources lumineuses présentes dans le garde-corps de la terrasse pour Wodli et de l'ensemble des caissons de signalétiques seront également changées au profit de LED.

Parcus propose d'utiliser de l'électricité « verte » produite en Alsace avec l'Electricité de Strasbourg.

Grâce à ces mesures, le candidat prévoit une baisse de la consommation électrique de l'éclairage (env. 40%) et des émissions en CO2.

Le candidat s'engagera dans une démarche de tri des déchets via un partenariat avec Clikeco.

L'installation d'un dispositif de suivi en temps réel permettra de suivre les consommations électriques et d'eau.

Proposition d'Indigo

Pour améliorer le bilan énergétique et l'accessibilité au parking, Indigo prévoit de remplacer les luminaires existants par des LED (Wodli, Gare Courte Durée y compris le parc vélo) avec un système de détecteurs de présence ciblés par zone. Cette mesure permettra des économies d'énergie évaluées à 40% de la consommation actuelle.

Indigo prévoit d'utiliser des peintures sans solvants. Les produits de nettoyage utilisés dans le parc seront éco labélisés dans la mesure du possible. Autres éléments : reçus de carte bancaire sans bisphénol A, impression des tickets de parking par des imprimeurs du réseau Imprim Vert.

Le candidat s'engage dans une démarche de recyclage des déchets par la mise en place de poubelles à double compartiments.

Le suivi des consommations et des dépenses sera réalisé par le personnel d'exploitation.

Proposition Effia

Pour améliorer le bilan énergétique et l'accessibilité au parking, Effia prévoit de remplacer les luminaires existants par des LED (y compris dans le parking vélo de Gare Courte Durée) avec un système de détecteurs de présence ciblés par zone. Le système de gestion de contrôle de l'éclairage sera également installé pour optimiser les besoins d'éclairement sur les niveaux, via une détection de présence avec une répartition 1 pour 6 permanents et 5 pour 6 pour détection.

Les niveaux d'éclairement moyens seront conformes à l'article 14 de l'arrêté du 1/08/06.

Cette mesure permettra les économies de charges générées de l'ordre de 20% par rapport à l'existant avec une nette amélioration de la luminosité dans l'ouvrage.

Gestion des déchets : mise en place d'un tri des déchets grâce à des poubelles adaptées. Elimination ou valorisation des déchets dangereux ou non dangereux dans les filières identifiées et conformes. Une traçabilité et un suivi des déchets, même dangereux avec un reporting. Effia ouvre la porte à un partenariat avec un prestataire qui pourra réaliser ces opérations en son nom.

Réduction des gaz à effet de serre : Effia s'engage à un contrôle et un entretien régulier des équipements pouvant générer des émissions polluantes, réduire sa consommation des ressources naturelles et énergétiques. Mais aussi à réaliser un suivi minimum (au moins 2 fois par an) du bilan de ses consommations énergétiques et à mettre en place des actions permettant de réduire les consommations.

Il s'engage à n'utiliser que des produits éco-labellisés, à optimiser et limiter l'utilisation de produits dangereux.

Effia est dans une démarche environnementale Ecosite et il est membre de la Charte Global Compact des Nations Unies.

Effia proposera un audit énergétique des parkings, il sera réalisé par une équipe d'auditeur interne. Le but est d'élaborer des fiches actions opérationnelles indiquant le constat qui a amené à cette action, l'ensemble des tâches détaillées à réaliser et une estimation des impacts énergétiques, environnementaux et financiers.

Appréciation des offres

- ✍ **La proposition de Parcus est satisfaisante.**
- ✍ **La proposition d'Indigo est satisfaisante.**
- ✍ **La proposition d'Effia est satisfaisante et plus détaillée que les autres candidats.**

7/ Ascenseurs du parking Wodli

Le parc Wodli comporte 3 ascenseurs, dans le cadre du cahier des charges la remise en état ou le remplacement de l'ascenseur panoramique est demandé.

Proposition de Parcus

Parcus propose le remplacement des 3 ascenseurs avec du matériel dimensionné aux fréquentations du parking. Ce travail inclut aussi l'installation de pompes de relevage en fond de fosse.

Parcus prévoit également de mettre en œuvre 4 lecteurs piétons venant limiter l'usage des appareils aux seuls clients du parc. Un agent pourra au besoin ouvrir l'ascenseur pour une personne à mobilité réduite.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Ascenseur Panoramique	82.25	11/09/20
Autres Ascenseurs	141	27/03/20
TOTAL	223.25	
4 Lecteurs piétons	13.4	

Pour pallier l'écoulement d'eau dans la cage de l'ascenseur panoramique, il procédera à des travaux d'étanchéité avec la surélévation de quelques centimètres de la porte de l'ascenseur de la toiture terrasse et la création d'une toiture photovoltaïque au-dessus de la rampe d'accès.

La création d'une toiture photovoltaïque participera à limiter les eaux de pluie dans les rampes, et ainsi diminuer l'entretien en période hivernale.

Cette toiture photovoltaïque s'étendra une surface de 300m² capable de produire environ 45 000 KWH/an, représentant environ 5 000 € HT par an d'électricité. Le coût de l'installation (toit + panneaux photovoltaïques) est estimé à 247 K € HT, dont 155 K € HT dédiés à la structure métallique support et 92 K € HT pour le système de panneaux photovoltaïques.

Le candidat, dans son offre finale, propose de financer en propre l'installation des panneaux.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Structure de la toiture	153.69	17/07/20

Proposition d'Indigo

Indigo préconise également un changement des 3 ascenseurs.

Il détaille les caractéristiques des différents ascenseurs et apporte des précisions sur l'ascenseur panoramique prévu qui permettra le transport de 12 personnes.

Le déploiement du nouveau matériel permettra de raccorder les appareils au système de maintenance prédictive d'Indigo basée sur une technologie d'analyse des données.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Ascenseur Panoramique	134.8	Automne 2019
Autres Ascenseurs	140	Automne 2019
TOTAL	274.8	

Indigo propose également de traiter les soucis d'infiltration concernant l'ascenseur panoramique en mettant en place une casquette permettant d'éviter que la pluie ne pénètre directement dans la gaine d'ascenseur. De plus, à chaque niveau, des ressauts seront mise en place pour éviter les écoulements d'eau et protéger la gaine d'ascenseur.

Proposition Effia

Effia a prévu dans son offre le remplacement de l'ascenseur panoramique du parking.

Concernant l'étanchéité, il propose la mise en place d'un caniveau extra-plat avec raccordement aux descentes d'eaux pluviales ainsi qu'un traitement d'étanchéité au droit des seuils des ascenseurs sur l'ensemble des niveaux.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Ascenseur Panoramique	99	01/06/20
TOTAL	99	03/12/19

Appréciation des offres

- ↪ **La proposition de Parcus est très satisfaisante puisqu'il propose le remplacement des 3 ascenseurs. Le candidat prévoit de traiter les problèmes d'étanchéité, mais via une installation coûteuse. De plus, les modalités juridiques de l'intégration de la toiture photovoltaïque ne sont pas clairement établies dans l'offre finale (toiture conditionnée par l'installation de panneaux photovoltaïques).**

Par ailleurs, le contrôle d'accès mis en place pour l'utilisation des ascenseurs rend l'accès plus compliqué pour les personnes à mobilité réduite, non clientes du parking, qui souhaiteraient utiliser les ascenseurs.

- ✎ La proposition d'Indigo est très satisfaisante également puisqu'il propose le remplacement des 3 ascenseurs. Sur ce point sa proposition est donc la meilleure.
- ✎ La proposition d'Effia se contente de répondre strictement au cahier des charges et ne remplace qu'un seul ascenseur sur les trois.

8/ Végétalisation du parking Wodli

Le candidat proposera des solutions pour améliorer et entretenir de façon optimale la végétalisation du parking en ayant une attention particulière sur l'atrium.

Proposition de Parcus

Parcus explique dans son offre qu'il souhaite supprimer la végétation existante, car les plantes sont situées en rez-de-chaussée et elles ne bénéficient pas d'un ensoleillement suffisant pour vivre durablement. Il propose donc d'habiller l'espace grâce à des jeux de lumières. Il n'y a donc pas de poste d'investissement lié à la végétalisation, l'embellissement du patio est compris dans le poste d'installation artistique.

Proposition d'Indigo

La zone végétalisée au centre de la tour sera remplacée par des végétaux plus adaptés provenant de pépinières de préférence régionales.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Végétalisation	5	Phase de travaux initiaux

Proposition d'Effia

Effia constate un manque de luminosité. Il propose la plantation de 4 arbousiers en pot et précise les caractéristiques et l'entretien de la végétation choisie.

	Investissement en K€ HT	Date de réalisation prévisionnelle
Végétalisation	7	01/07/20

Appréciation des offres

- ✎ La proposition de Parcus ne répond pas au cahier des charges, néanmoins il justifie son choix de ne pas végétaliser le parking et propose une alternative.
- ✎ La proposition d'Indigo est satisfaisante.
- ✎ La proposition d'Effia est la plus satisfaisante en apportant des précisions sur son choix et sur l'entretien.

9/ Aménagements complémentaires proposés

Proposition de Parcus

Gare Courte Durée :

- une rénovation du local d'accueil;
- la création d'un bureau chef de parc (24 m²) supplémentaire ;
- d'un local archives ;
- l'installation d'un portail en haut de l'escalier de l'issue de secours, afin d'éviter les intrusions. Mais le système ne sera probablement pas suffisamment dissuasif.

Wodli :

- la rénovation du local d'accueil Wodli ;
- un changement de concept lumineux moins onéreux pour les luminaires de la terrasse ;
- divers travaux de serrurerie ;
- un remplacement du système d'interphonie.

Proposition d'Indigo

Gare Courte Durée :

- la reprise des fissures ;
- la reprise de l'imperméabilité au droit des tuyauteries pour le parc à vélo ;
- ainsi que la réparation des bétons aux entrées et sorties du local ;
- la rénovation de l'espace d'accueil (éclairage, mobilier, revêtement...).

Wodli :

- un réaménagement du local d'accueil avec une partie dédiée à l'exploitation et l'autre à l'accueil des usagers ;
- divers travaux de serrurerie.

Proposition Effia

Effia propose une variante qui est une modification du programme de travaux :

Gare Courte Durée :

- Création d'une entrée piétonne avec ascenseur (318K€) au droit de l'escalier de secours actuel. L'édicule sera en verre.
- Installation d'un système de guidage à la place (49 K€) ;
- Mise en place de porte à relevage rapide (123 K€).

	Investissements (K€)		Variation
	Offre de Base	Variante 1	%
Wodli	1 035	658	-64%
Gare Courte Durée	345	795	+130%
TOTAL	1 380	1 453	++5%

Appréciation des offres

- ↗ **La proposition de portail faite par Parcus pose question sur le bon fonctionnement de l'issue de secours en cas de stationnement sauvage de vélos.**
- ↗ **Indigo propose des aménagements complémentaires intéressants.**
- ↗ **Effia se démarque par sa proposition de création d'un édicule avec ascenseur permettant de traiter le problème de nuisance liée à l'issue de secours existante, et d'ouvrir le parking vers une clientèle extérieure. Cet édicule semble être une alternative intéressante, mais le projet qui a été présenté à l'ABF est susceptible de faire l'objet de modifications sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur exacte à ce stade.**

■ Modalités d'exploitation des ouvrages

1/ Conditions d'exploitation

Le délégataire sera responsable du bon fonctionnement du service, il assurera l'accueil et les relations avec les usagers. Il est également chargé de veiller à la sécurité des personnes et des biens.

Proposition de Parcus

Parcus propose une organisation qui existe déjà sur ses autres parkings. Ils s'appuient sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs.

Permanence téléphonique : entre 8h – 18h tous les jours ouvrables avec un répondeur en dehors de ses heures. Pour le service abonnement de 9h – 11h30 et 14h – 17h.

Il est également possible de contacter Parcus via son site internet.

Dans chaque parking, mise à disposition d'une fiche de retour client (FRC) pour qu'il puisse faire remonter une information au siège. Il s'engage à lui répondre sous 15 jours par écrit uniquement pour les réclamations.

Proposition d'Indigo

Indigo propose une organisation qui existe déjà sur ses autres parkings. Il s'appuie sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Concernant la présence humaine, Indigo confirme la reprise du personnel existant. Il détaille le plan de formation à destination des salariés (incendie, accueil...).

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs pour le fonctionnement de l'ouvrage.

Permanence téléphonique : 8h30 – 19h les jours ouvrés.

Il est également possible de contacter Indigo via son site internet, par courrier et par l'application OpnGo.

Il s'engage à répondre aux clients dans un délai maximum de 72h si la demande est normale (24h si la demande est urgente).

Proposition d'Effia

Effia s'appuie sur un système de supervision permettant de traiter les remontées d'alarmes et les appels sur interphonie.

Effia précise qu'il réalisera des rondes de surveillance sur les parcs à une fréquence de 6 par jour dans la Gare Courte Durée et 4 dans Wodli.

Un accueil physique est proposé sur les 2 parcs.

Permanence téléphonique : 8h30 – 18h du lundi au vendredi.

Il est également possible de contacter Effia via son site internet, par courrier mail via twitter et application.

Il s'engage à répondre aux clients sous 2 jours ouvrés.

Appréciation des offres

✍ **La proposition des trois candidats est satisfaisante.**

2/ Présence humaine et ouverture des parcs

La collectivité souhaite une présence humaine minimale dans chacun des parcs, qui sont accessibles 24h/24 tous les jours.

De plus, les toilettes du parking Gare Courte Durée seront accessibles à tout public 24h/24 et 7 j/7. Celles du parking Wodli doivent être accessibles a minima aux usagers du parking 24h/24 et 7 j/7. En outre, des modalités d'accès aux autres usagers pouvaient être proposées.

Proposition de Parcus

Ouverture des parcs : Les parkings seront ouverts et accessibles pour les usagers 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Merc	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	5h-9h	5h-9h et 17h-24h			5h-9h et 12h-19h	10h-17h		55 h
Gare Courte Durée	Agent d'accueil : 24h/24 et 7 j/7 Agent polyvalent : 9h-12h et 12h-19h							168 h
	TOTAL							70 h
								238 h

Nombre d'ETP :

- **Wodli :** 1.5 agents polyvalents et 0.5 ETP pour les services supports (direction, abonnement, maintenance) Parcus se réserve la possibilité de moduler les plages de présence en fonction de la vie des parcs. Soit 2 ETP.
- **Gare Courte Durée :** 5 agents d'accueil, 0.5 agents polyvalents et 0.5 ETP pour les services supports (direction, abonnement, maintenance) Soit 6 ETP.
- Un chef de parc pour Wodli et Gare Courte Durée sera disponible du lundi au vendredi de 9h à 17h.
- **Soit 8 ETP en tout pour la gestion des deux parcs.**

Parcus maintient donc une partie du personnel existant, une solution de reclassement au sein de la société Parcus sera proposée à la personne sortant des effectifs

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 10 minutes sur site en cas d'incident. Ce délai a été validé par la Commission de Sécurité.

En cas d'absence de personnel sur site (en dehors des heures de présence à Wodli et d'une intervention déjà en cours au parc Gare par exemple), la gestion des parcs sera déportée vers un autre parking géré par Parcus (Halles P2, Ste Aurélie par exemple), qui prendra le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

Accès aux toilettes :

- **Wodli** : accès au public du lundi au dimanche de 7h à 21h, en dehors accès uniquement pour les clients du parking.
 - **Gare Courte Durée** : un accès aux toilettes publiques 24h / 24h.
 - une présence physique de 6h à 12h et de 13h à 20h (accueil + nettoyage), à l'aide d'un prestataire extérieur.
 - de 12h à 13h et de 20h à 6h : une ouverture sur gâche par l'agent d'accueil du parc en poste.

Proposition d'Indigo

Ouverture des parcs :

- **Gare Courte Durée** : ouvert et accessible pour les usagers 24h/24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.
- **Wodli** : afin de sécuriser au mieux l'ouvrage, il sera rendu « hermétique » (fermeture de tous les accès véhicules par des rideaux rapides et installations de contrôles d'accès piétons) en dehors des heures de présence du personnel.

Le souhait d'Indigo est d'être présent dès l'ouverture de la gare et de réaliser le nettoyage en interne.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Merc	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	5h-12h et 15h-22h					9h-23h		98 h
Gare Courte Durée	5h-22h				5h-23h	5h-21h	5h-22h	119 h

Nombre d'ETP :

Le candidat envisage une **équipe composée de 9 ETP** : 0.5 responsable BLI, 1 technicien de maintenance et 7 agents d'exploitation, complétés par 0.5 pour des services supports (référents, directeur...).

De plus, un agent de sécurité sera déployé la nuit (tous les jours de 1h à 5h sur les deux parcs) représentant 1.3 ETP.

Accès aux toilettes :

- **Wodli** : accès 24h/24 et 7j/7, pour tout public sauf entre 1h et 4h45 où l'accès sera réservé aux usagers.
- **Gare Courte Durée** : accès 24h/24 et 7j/7, pour tout public. L'accès des toilettes se fait via un contrôle d'accès pour les usagers des parkings ou par interphone pour les non-usagers.

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 15 minutes en cas de personnel présent sur le site et en 25 minutes si aucun personnel n'est présent. Dans ce cas, la gestion des parcs est déportée, soit vers un autre parc géré par le candidat à Strasbourg, soit vers le centre national de télé-opération situé à Paris, qui prend le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

Proposition Effia

Ouverture des parcs : Les parkings seront accessibles aux usagers 24h/24 et 7j/7.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Merc	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	6h-10h et 17h-21h			6h-10h et 16h-21h				42 h
Gare Courte Durée	24h/24 et 7i/7							168 h

Nombre d'ETP : Le candidat envisage **une équipe composée de 7 ETP** avec 6 agents et 1 responsable de site.

Il maintient donc une partie du personnel existant, avec une solution de reclassement pour les deux agents sortant de l'effectif.

Accès aux toilettes :

- **Pour Wodli :** Accessibles 24h/24 aux clients du parking uniquement. Effia prévoit d'installer un système de contrôle d'accès par l'intermédiaire d'un lecteur piéton. L'ouverture se fera par appel interphonie ou via un ticket de stationnement ou via la carte d'abonnement.
- **Pour Gare Courte Durée :** Accessibles 24h/24 à l'ensemble des usagers (clients du parking ou non).

Intervention physique/gestion à distance des ouvrages : Le candidat s'engage sur une intervention physique en 10 minutes.

En cas d'absence de personnel sur site (en dehors des heures de présence à Wodli et d'une intervention déjà en cours sur le parc Gare par exemple), la gestion des parcs sera déportée vers le centre de pilotage à distance situé à Paris, qui prend le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

Appréciation des offres

- ✍ **La proposition de Parcus est satisfaisante et prévoit une présence humaine dans les parcs plus importante que les autres candidats.**
- ✍ **Indigo est le seul candidat ne proposant pas de présence humaine 24h/24 au parking Gare mais sa proposition est cohérente et satisfaisante. Dans le parking Wodli, le temps de présence du personnel est le plus important.**
- ✍ **La proposition d'Effia est satisfaisante.**

3/ Services complémentaires

Dans le cadre de son offre, le candidat pouvait faire des propositions concernant les services offerts, les aménagements, modernisation...

Proposition de Parcus

Wodli et Gare Courte Durée :

- installation de deux bornes tactiles d'informations touristiques (niveau 2 à Wodli et espace piéton pour Gare Courte Durée). Pour Wodli ajout d'information sur les principales villes desservies par le TGV.

- mise en place d'un écran d'informations (disponibilité dans les parcs, circulation automobile, vidéo de communication pour la Ville et l'Eurométropole ou Parcus, plan de quartier, etc.) ;
- radio Parcus, services propres tels que le prêt d'un kit de dépannage, d'un parapluie, d'une poussette ou d'un cabas à roulettes.

Wodli :

Autres services mis à disposition :

- des trottinettes pour favoriser l'intermodalité, partenariat avec la société Knot ;
- une boîte à lire dans la passerelle qui mène à la gare ;
- service de retrait colis/consigne pick up de la poste ;
- une machine à cirer les chaussures ;
- services SNCF : horloge synchronisée en façade de l'ouvrage, un espace billetterie avec un écran indiquant le numéro de quai, borne d'achat/retrait/d'échange, et un composteur de billets.

Proposition d'Indigo

Wodli et Gare Courte Durée :

Indigo prévoit la mise en place :

- de plans pour se diriger dans le quartier ;
- des écrans avec les horaires des trains ;
- des box sécurisés accessibles 24h/24 pour mettre en consigne les casques de moto,
- une ambiance sonore (radio indigo) et olfactive ;
- des actions à destination des personnes sans-abris ;
- une communication autour des vélos sera également mise en œuvre avec un affichage spécifique et la création d'un site internet dédié ;
- des trottinettes électriques en partenariat avec la société Knot seront proposées aux clients ;
- une borne d'informations client sera installée sur la passerelle SNCF du parc Wodli, et dans le sas de la gare pour le parc Gare Courte Durée, il diffusera des informations sur les spectacles, les événements de la ville mais également les horaires des trams et les informations sur le trafic ;
- un démarreur de batterie sera mis à disposition des clients à l'accueil des parcs.

Wodli :

Indigo propose des services complémentaires d'autopartage, covoiturage, station de lavage, abris colis. Possibilité de bornes OpnGo pour régler son parking.

Indigo propose également une station de gonflage pour les 2 roues et les véhicules

Un service de nettoyage intérieur et extérieur pour les véhicules sera proposé aux clients via un partenariat avec la société Total Wash.

Gare Courte Durée :

Le sas de la Gare sera réaménagé avec un point retrait de colis, une borne d'information, une borne satisfaction client. Au niveau artistique des éléments scénographiques autour du mot gare et des photos de la ville seront disposées.

Un service voiturier sera proposé afin d'évacuer les voitures souhaitant se garer pour une longue durée dans d'autres parkings autour du périmètre.

Concernant le co-voiturage un référencement sur les plateformes de co-voiturage sera mis en œuvre afin de faire connaître le parking pour ce service.

Proposition Effia

Wodli et Gare Courte Durée :

Effia met l'accent sur l'accueil client en proposant un point « information, accueil et mobilité » dans le bureau d'accueil de Gare Courte Durée (24h/24) et à Wodli selon la fréquentation attendue. L'objectif de ce point est de renseigner les clients sur le covoiturage, le réseau Vélhop, les transports SNCF, CTS...

La mise en place de plans pour se diriger dans le quartier et du parking seront installés. Des informations seront également présentes sur les manifestations organisées dans l'agglomération.

Les parcs seront référencés sur le site internet d'Effia, permettant de trouver le parking facilement, calculer un itinéraire pour s'y rendre, consulter les informations des parcs. Mais aussi la possibilité de réserver une place, souscrire un abonnement et accéder à son compte client. Une application avec des services comparables est également proposée.

Effia propose des services de prêt pour entretenir la voiture : un aspirateur, un gonfleur de pneu et un démarreur de batterie. Des services pour améliorer le confort des clients : une cireuse de chaussure, des parapluies, des chargeurs universels de batterie (téléphone, tablette), sacs shopping, chariot de course, des consignes pour la garde des équipements des 2 roues et une boîte à lire.

Wodli :

Effia propose le service Résaplace permettant de réserver sa place de stationnement en quelques clics via le site Effia. Ce service propose la réservation d'une place attitrée idéalement située dans le parc avec une option pour la recharge électrique.

Appréciation des offres

- ↳ **Parcus propose un certain nombre d'améliorations ou services supplémentaires intéressants.**
- ↳ **Indigo propose un certain nombre d'améliorations et services supplémentaires intéressants, il se démarque par son service de voiturier, qui permettra d'améliorer la rotation du parking courte durée.**
- ↳ **Effia propose un certain nombre d'améliorations et services supplémentaires, en mettant l'accent sur l'accueil et l'information du client et son système de réservation des places de stationnement.**

4/ Outils et actions de communication

Proposition de Parcus

Le candidat propose différentes campagnes et actions de communication : campagne générale, spécifiques, récurrente, avec ses partenaires (ex : Citiz, Office du tourisme...) et d'accompagnement de chantier.

Il envisage également la mise en place d'actions de communications exceptionnelles cherchant à créer un lien entre le parking et le quartier dans lequel il se situe. La démarche consistant à introduire l'Art dans les parcs en collaborant avec les acteurs culturels du quartier.

Parcus prévoit d'utiliser un certain nombre d'outils de communication offrant différents services tels qu'une solution d'aide au stationnement (APILA). Les outils seront les suivants : le site internet compatible mobile, les réseaux sociaux, les médias, les réseaux professionnels et les partenaires, la radio Parcus, ainsi que la mise en œuvre des principes de la charte Parcus (tenues de travail, flotte véhicules, les concepts Parcus).

Montant des investissements pour les actions et outils de communication :

	Investissement en K€ HT <i>(sur toute la durée de la DSP)</i>
Wodli	12
Gare Courte Durée	12

Enfin, le candidat présente ses certifications ISO 9001 (ISO 14001 prévu en septembre 2019). Il est fondé sur l'amélioration continue de la qualité du service visant à la satisfaction du client.

Proposition d'Indigo

Le candidat propose succinctement son plan de communication avec une diffusion sur divers supports canaux : site, Radio Indigo, flyers, pour faire vivre les offres tarifaires et accroître la notoriété et l'utilisation de l'offre de services. Une stratégie digitale de référencement est développée afin d'améliorer le positionnement et la visibilité des parcs de stationnement sur internet.

	Investissement en K€ HT <i>(sur toute la durée de la DSP)</i>
Wodli	18
Gare Courte Durée	49

Il propose de mettre en place des chèques parkings pour les commerçants, la réservation en ligne et via son application OPnGO.

Le candidat n'indique pas de certification ISO.

Pour mesurer la propreté des ouvrages, ainsi que la qualité du service proposé, des enquêtes mystères seront réalisées plusieurs fois par an par un cabinet externe. Des contrôles périodiques viendront compléter ces contrôles inopinés. Une borne permettant de mesurer la satisfaction client sera installée dans les 2 parcs.

Proposition Effia

Le candidat propose différentes campagnes marketing et actions de communication :

- offres abonnés (VL, 2 roues, électrique), clientèle horaire (vacances, week-end, CE)...
- campagnes avec des partenaires locaux (association de commerçants, office de tourisme, hôtels)

	Investissement en K€ HT <i>(sur toute la durée de la DSP)</i>
Wodli	20.7
Gare Courte Durée	9.6

La société Effia est certifiée ISO 9001.

Des supports de communications seront déployés : presse, réseaux sociaux, site Effia. Une stratégie digitale de référencement est développée afin d'améliorer le positionnement et la visibilité des parcs de stationnement sur internet. Effia propose la location d'espace publicitaire dans les différents parkings. Des animations et communications spécifiques pourront être mises en œuvre.

Appréciation des offres

- ↪ **La proposition de Parcus est satisfaisante**
- ↪ **La proposition d'Indigo est satisfaisante, il est à noter que l'investissement dédié à la communication est le plus élevé, principalement sur Gare Courte Durée.**
- ↪ **La proposition d'Effia est satisfaisante, il est à noter que l'accent est principalement mis sur Wodli en termes de coûts de communication.**

5/ Rapports annuels et suivi de l'exploitation :

Le candidat proposera dans le cadre de son offre un modèle de rapports annuel et mensuel. En détaillant notamment les indicateurs proposés.

Proposition de Parcus

Parcus via l'observatoire du stationnement, le matériel de péage, le service abonnement et le service comptabilité seront en capacité de générer mensuellement des rapports tels que demandés par la collectivité. Le candidat fait le listing des différentes données disponibles (taux d'occupation, de rotation, fréquentations, durée de stationnement, etc.). Parcus présente en annexe des modèles de rapports mensuels et annuels.

Le candidat propose par ailleurs à la collectivité la mise à disposition, via son observatoire du stationnement, et grâce à une simple connexion internet, d'un ensemble de données récupérées par les matériels péagers du parking (export des données sous format Excel). La collectivité pourra ainsi avoir accès à des représentations cartographiques et à des tableaux de bord et à des rapports trimestriels, annuels, mensuels ou à la demande.

Proposition d'Indigo

Indigo propose dans son offre un exemple de rapport d'activité, celui-ci expose de manière détaillée les analyses financières de l'activité, les conditions d'exploitation, les engagements qualité et les services proposés durant la période de référence.

La collectivité aura accès, via un site web, à un outil de reporting, permettant de générer des rapports et tableaux de bord personnalisés et dynamiques. Le candidat présente des visuels de l'outil.

Indigo propose des réunions régulières dans le but d'assurer un copilotage avec l'Eurométropole.

Proposition Effia

Effia sera en capacité de générer mensuellement des rapports (avant le 10 du mois suivant) tels que demandés par la collectivité. Le candidat fait le listing des différentes données disponibles (taux d'occupation, de rotation, fréquentations, durée de stationnement...).

Il propose un exemple de rapport annuel d'activité. Celui-ci expose de manière détaillée les analyses financières de l'activité, les conditions d'exploitation, les engagements qualité et les services proposés durant la période de référence.

Il propose également des rencontres semestrielles pour le suivi et le pilotage de l'activité des parcs.

Appréciation des offres

↳ **Parcus, Indigo et Effia répondent aux attentes du cahier des charges.**

2. Entretien et maintenance des ouvrages

Le délégataire devra prendre en charge l'ensemble des travaux d'entretien, maintenance et réparation de l'ouvrage, des équipements et des matériels du parking. Il prendra également en charge l'ensemble des travaux de grosses réparations et les dépenses de renouvellement des équipements et installations.

Proposition de Parcus

Nettoyage : Parcus détaille de façon précise le nettoyage des différentes zones : toilettes (nettoyage effectué par un prestataire plusieurs fois par jour), Véloparc (rondes quotidiennes), parking (effectué par des agents polyvalents ou agent d'accueil pour les tâches d'entretien).

Maintenance : effectuée par Parcus et mise en place d'un système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) : l'outil intégrera l'ensemble des équipements, matériels, locaux ainsi que leur état de fonctionnement, les travaux à effectuer, les actions de prévention, ainsi que les coûts. Il détaille la liste des équipements qui seront vérifiés tous les jours et suivis dans le système de GMAO.

Le candidat précise ses engagements en matière de maintenance : élaboration de procédures de contrôle des équipements, respect de la réglementation en matière de sécurité et de fonctionnement des équipements et mise en place de contrats-cadre.

Compte GER :

Le compte GER présenté comprend des travaux sur l'éclairage, le courant faible, le courant fort, les menuiseries et serrureries, Récupération EP/EU, les peintures intérieures (sols, murs, plafonds, marquages pour 4 K€ annuels sur Wodli et 8 K€ annuels sur Gare) et l'entretien des joints de dilatation.

Compte tenu des travaux initiaux de peinture prévus, le montant semble sous-évalué, en particulier pour le parking Wodli.

	GER en K€ HT (par an)
Wodli	20
Gare Courte Durée	20
TOTAL	40

Proposition d'Indigo

Nettoyage : Indigo instaure une Charte Propreté Eco-durable. Le nettoyage est réalisé par l'équipe d'exploitation en fonction de la fréquentation. Le candidat précise la liste exhaustive des zones et des éléments vérifiés et nettoyés, ainsi que les fréquences de nettoyage. Il est spécifié qu'une liste de vérification de la propreté sera effectuée quotidiennement. Un nettoyage plusieurs fois par jour des toilettes est prévu.

Maintenance : Le candidat indique dans son offre, ses engagements en matière d'entretien/maintenance, selon qu'il s'agit de maintenance préventive, ou curative (selon 3 niveaux).

Il fait un point précis dans son mémoire concernant la maintenance des matériels péagers : il bénéficiera d'une garantie constructeur de 3 ans. Après ces périodes, un contrat de maintenance avec le fournisseur sera conclu.

Il décrit également ce que recouvrira la maintenance des équipements liés à la sécurité.

Concernant les ascenseurs : un professionnel qualifié sera chargé d'effectuer une visite toutes les 6 semaines.

Pour les 2 parcs : un chef d'équipe maintenance (responsable BLI) et 1 technicien dédié à la maintenance et à l'entretien. Le parc Wodli sera mis en liaison avec la Base Local d'Intervention (BLI) et le Centre National de Télé Opération (CNTO).

Compte GER :

Le compte GER présenté comprend des travaux sur la peinture, le gros entretien des accès et des cages d'escalier, la rénovation locaux exploitation, les équipements sonorisation et vidéo, la détection incendie et la menuiserie, serrurerie. Le GER intègre l'opération de remise en peinture des niveaux 3 et plus en années 3-4 sur le parking Wodli, pour un montant total de 265 K€. De plus, le candidat prévoit des réfections de peinture pour 3,7 K€ annuels sur Wodli et 5,3K€ annuels sur Gare.

	GER en K€ HT (<i>par an</i>)
Wodli	65
Gare Courte Durée	16
TOTAL	72

Proposition Effia

Nettoyage : il s'effectue sur 2 niveaux, quotidiennement et de manière approfondie, le nettoyage des toilettes sera quotidien et effectué du lundi au samedi.

Maintenance : Mise en place d'un système de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) : l'outil intégrera l'ensemble des équipements, matériels, locaux ainsi que leur état de fonctionnement, les travaux à effectuer, les actions de prévention, ainsi que les coûts. Il détaille la liste des équipements qui seront vérifiés tous les jours et suivis dans le système de GMAO.

Il présente de façon détaillée dans son offre, les 5 niveaux de maintenance, sur lesquels il s'engage.

Les équipes d'exploitation d'Effia assurent le suivi des prestations de maintenance et réalisent elle-même la maintenance de 1^{er} niveau. Pour les autres niveaux, Effia met en place des contrats avec des entreprises spécialisées.

Lorsque les agents d'exploitation effectuent des opérations d'entretien et de nettoyage, ils mettent en place un reporting vers le centre de pilotage à distance (CPAD).

Le candidat indique dans son offre, ses engagements en matière d'entretien/maintenance, selon qu'il s'agit de maintenance préventive (indication précise de la fréquence), ou curative.

Concernant le matériel de péage, Effia précise que le contrat prévoit une intervention sous 4h du lundi au samedi de 9h à 18h. Pour les équipements indispensables au fonctionnement du parc, il s'engage à un délai de réparation de 24h ouvré sauf délai spécifique imposé par le fournisseur.

Compte GER :

Le compte GER présenté comprend des travaux de réfections ponctuelles des peintures au sol dans le parking Wodli uniquement, mais aussi sur le matériel de péage, l'électricité et les ascenseurs.

Les travaux de réfections ponctuelles des peintures au sol du parking Wodli représentent un montant de 7,45 K € annuels. Compte tenu des travaux initiaux prévus, ce montant semble sous-évalué en particulier pour le parking courte durée.

	GER en K€ HT (<i>par an</i>)
Wodli	20.7
Gare Courte Durée	9.6
TOTAL	30.3

Appréciation des offres

- ↳ L'offre de Parcus est globalement satisfaisante, mais sa prévision de GER concernant le poste peinture semble sous-évaluée sur Wodli.
- ↳ L'offre d'Indigo est meilleure et plus sécurisante pour la collectivité sur l'aspect entretien et renouvellement (GER)
- ↳ Effia propose les comptes GER les moins élevés, et sa proposition concernant le poste peinture semble sous-évaluée, sur Gare en particulier.

En conclusion de l'analyse technique :

Les offres sont globalement satisfaisantes et répondent globalement aux objectifs de la collectivité.

Sur le critère « Analyse technique », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir la notation suivante :

PARCUS	42/60
INDIGO	51/60
EFFIA	39/60

B. ANALYSE FINANCIERE DES OFFRES FINALES

Cette partie a pour objet d'analyser les intérêts présentés par les aspects financiers des offres des candidats et notamment à travers la clarté des hypothèses financières présentées et le montant de la redevance due à la collectivité.

La convention prendra effet le 10 juin 2019 pour une durée de 7 ans. Conformément à l'article 6 du décret « concessions » du 1^{er} février 2016, la durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service y compris le retour des capitaux investis.

Dans le cadre du contrat de concession (article 5 de l'ordonnance concession du 29 janvier 2016), le risque d'exploitation est supporté par le délégataire. **Sauf modification substantielle des conditions d'exploitation, il supportera le risque lié à la mauvaise appréciation de ses recettes et de ses charges.**

Pour les deux parcs, les candidats devaient proposer un pourcentage du chiffre d'affaires annuel HT dans le cadre de la redevance variable à verser à la collectivité, en sus de la redevance fixe annuelle prévue à l'article 40 du projet de contrat. En complément de cette redevance variable sur le chiffre d'affaires, les candidats étaient libres de proposer d'autres modalités d'intéressement pour la collectivité.

Conformément au règlement de la consultation, les candidats devaient fournir un compte d'exploitation spécifique pour chaque parking, Wodli et Gare courte durée, ainsi qu'un compte d'exploitation consolidé. Les montants sont exprimés en euros courants, soit avec prise en compte de l'inflation, hors taxes.

Remarque : Afin de faciliter la comparaison des offres, les montants présentés dans l'analyse correspondent à des moyennes annuelles sur la durée du contrat. La comparaison s'effectuera entre les offres de base des candidats.

Il sera fait référence à la variante du candidat Effia dans les commentaires uniquement lorsqu'elle entraîne des modifications dans les montants présentés.

EN SYNTHESE

Compte de résultat consolidé sur les deux parkings en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyennes annuelle en €HT	INDIGO (offre initiale)	INDIGO	PARCUS (offre initiale)	PARCUS	EFFIA (offre initiale)	EFFIA	EFFIA Variante (offre initiale)	EFFIA Variante
Total des produits	4 148 480 €	4 179 719 €	4 386 703 €	4 380 989 €	4 366 925 €	4 370 123 €	4 378 072 €	4 378 072 €
Total des charges hors IS	3 702 216 €	4 054 540 €	4 061 844 €	4 176 143 €	4 066 562 €	4 062 538 €	4 065 755 €	4 071 739 €
Total des charges hors IS hors redevance	1 652 469 €	1 162 419 €	2 047 759 €	2 056 551 €	1 244 621 €	1 176 214 €	1 214 908 €	1 194 640 €
Résultat (avant IS)	446 263 €	125 179 €	324 859 €	204 846 €	300 362 €	307 585 €	312 317 €	306 333 €
Redevance (fixe et variable) versée à la collectivité y compris	2 049 747 €	2 892 121 €	2 014 085 €	2 119 593 €	2 821 941 €	2 886 324 €	2 850 846 €	2 877 099 €

Les produits d'exploitation proposés par les 3 candidats sont proches et cohérents, tant sur Wodli que sur Gare courte durée, sur les recettes horaires que sur les recettes abonnements.

Il y a toutefois d'importantes disparités sur les charges proposées par les candidats, liées notamment aux frais de personnel, au montant des redevances versées à la collectivité, au montant et à la composition des frais de structure, ainsi qu'au financement et à l'amortissement des investissements proposés.

PARCUS et EFFIA sont les candidats qui proposent le montant de produits d'exploitation le plus élevé (autour de 4,4 M€ par an en moyenne) alors qu'INDIGO a des prévisions légèrement plus prudentes avec 4,2 M€ par an en moyenne.

Cependant les charges d'INDIGO (hors redevance et hors IS) et le résultat sont plus faibles que les deux autres candidats ce qui lui permet de dégager une redevance plus importante.

La rémunération des candidats (avant IS) tourne autour de 7 % des produits pour EFFIA, 4,7% pour PARCUS et 3% pour INDIGO, le reste étant versé à la Collectivité sous forme de redevance et venant participer à l'amortissement des 2 parkings, qu'elle a construits ou fortement rénovés.

La pertinence de ces hypothèses est analysée ci-après :

3. Clarté des hypothèses financières présentées

1.1 Les produits : des offres proches

Les produits des parkings Wodli et Gare courte durée sont principalement constitués des titres de stationnement horaires et des abonnements. De même que le coût des abonnements, les tarifs horaires sont fixés par la collectivité et sont en 2018 :

- pour le parking Wodli dit « longue durée »: de 1 € le ¼ d'heure jusqu'à 4 heures de stationnement, puis un tarif dégressif à compter de la 5ème heure de stationnement,
- pour le parking Gare, destiné au stationnement de courte durée : de 0,80 € le ¼ d'heure jusqu'à 1 heure de stationnement puis 1€ par ¼ d'heure à compter de la deuxième heure. Ce parking est réservé à un usage horaire et ne propose donc que très peu d'abonnements.

Le tableau suivant présente la décomposition des produits estimés par les deux candidats en moyenne annuelle dans leur compte d'exploitation prévisionnel consolidé sur les deux parkings :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 179 719 €	4 380 989 €	4 370 123 €	4 378 072 €
Recettes horaires	4 017 145 €	4 258 802 €	4 246 175 €	4 254 124 €
Abonnements	162 574 €	119 901 €	121 749 €	121 749 €
Autres	-	2 286 €	2 199 €	2 199 €
TOTAL DES PRODUITS	4 179 719 €	4 380 989 €	4 370 123 €	4 378 072 €

Les produits envisagés par PARCUS sont supérieurs de 5% à ceux prévus par INDIGO et sont très légèrement supérieurs à ceux prévus par EFFIA. La différence s'explique par les hypothèses de recettes horaires. Sur le chiffre d'affaires abonnements, les prévisions les plus optimistes sont faites par INDIGO, notamment grâce au service « voiturier » sur le parking Gare courte durée.

L'analyse des prévisions de recettes est détaillée ci-après.

a. Les recettes horaires

Le tableau suivant présente les recettes horaires estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat pour chaque parking :

Moyennes annuelle en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Recettes horaires totales	4 017 145 €	4 258 802 €	4 246 175 €	4 254 124 €
Parking Wodli	2 926 782 €	3 139 861 €	3 138 354 €	3 144 750 €
Parking Gare courte durée	1 090 364 €	1 118 941 €	1 107 821 €	1 109 375 €

Les recettes horaires totales en moyenne annuelle estimées par INDIGO, à hauteur de 4 M€ sont inférieures de 6% à celles prévues par PARCUS ou EFFIA qui ont des prévisions très proches. L'écart entre les candidats est peu important sur le parking Gare courte durée. Les recettes horaires du parking Wodli représentent 70 % des recettes pour INDIGO et 72% pour les deux autres candidats.

Ces recettes dépendent des hypothèses retenues par les candidats en termes de fréquentation, de taux de rotation, de durée moyenne de stationnement mais aussi de la progression du ticket moyen.

Il était demandé aux candidats de tenir compte dans l'élaboration de leurs comptes prévisionnels d'exploitation d'une augmentation des tarifs horaires au 1er janvier 2022, permettant une hausse des recettes horaires de 10%.

Pour le parking Wodli (955 places de stationnement):

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Nombre de places du parc	955	956	955	955
CA total	3 029 188 €	3 247 997 €	3 247 390 €	3 253 786 €
CA total par place par an	3 172 €	3 397 €	3 400 €	3 407 €
CA total usagers horaires :	2 926 782 €	3 139 861 €	3 138 354 €	3 144 750 €
CA usagers horaires par place par an	3 065 €	3 284 €	3 286 €	3 293 €
Nombre total de tickets horaires	259 170	182 791	189 584	189 995
Ticket moyen horaire (CA/NB tickets)	11 €	17 €	17 €	17 €
Nombre total d'heures de stationnement	2 563 284	2 407 364	-	-
Durée moyenne de stationnement par véhicule (en heure)	9,9	13,17	-	-

**Remarque : PARCUS retient un nombre de places différent avec 956 places au lieu de 955 (en raison des travaux)*

INDIGO est le candidat qui prévoit le plus grand nombre de tickets horaires en moyenne par an (37% de plus qu'EFFIA et 29% de plus que PARCUS) avec 259 170 tickets prévus. Rappelons qu'actuellement en 2017 ce nombre s'élevait à 229 106. Le candidat prévoit une légère hausse de fréquentation sur les quatre premières années du contrat (+2% puis +1% par an) puis une stabilisation.

Le ticket moyen envisagé est néanmoins nettement plus bas que chez les deux autres candidats (11€ contre 17€). Le candidat pointe en effet dans son offre le développement d'une fonction de type « dépose-minute » dans ce parc et une diminution de la part des très longs tickets (plus de 4 jours). La progression du ticket moyen est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole.

En conséquence, la progression des recettes horaires a lieu jusqu'en 2022 puis celles-ci restent stables.

PARCUS prévoit en moyenne 182 791 tickets horaires. Le candidat explique cette hypothèse pessimiste par la saturation de ce parking. L'amélioration de la rotation dans le parking est envisageable à la marge selon le candidat qui prévoit une légère hausse du nombre de tickets horaires sur les deux dernières années pleines du contrat (+2% par an).

Le ticket moyen envisagé est de 17€ et sa progression est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole.

Le chiffre d'affaires horaire augmente donc proportionnellement à la révision tarifaire en 2022 puis lors des deux dernières années pleines d'exploitation à la faveur de la hausse de fréquentation. Le montant moyen du chiffre d'affaires horaire est très proche de celui prévu par EFFIA (autour de 3,3 M€ HT). A noter que ce montant était en 2017 de 2,9 M€ HT.

EFFIA prévoit en moyenne 189 584 tickets horaires dans son offre de base et 189 995 dans son offre variante. Le candidat explique avoir tenu compte de l'impact travaux en 2020 avec une neutralisation de deux étages pendant 5 mois soit environ 173 places de stationnement. Le candidat prévoit ensuite une hausse de 0,5% suite à la fin de la rénovation en 2021 annulée l'année suivante par un impact négatif lié à la hausse tarifaire. Puis une nouvelle hausse de 0,5% et un maintien au niveau de 2021 jusqu'à la fin du contrat.

Le ticket moyen envisagé est de 17€ et sa progression est stable hormis en 2022 où le candidat a introduit une hausse de 10% conformément à la révision tarifaire envisagée par l'Eurométropole.

A noter que le candidat n'a pas fourni le détail demandé sur la durée totale et moyenne de stationnement ni sur le taux de rotation.

Les recettes horaires d'EFFIA augmentent donc jusqu'en 2023 à la faveur de la hausse de fréquentation et de la révision tarifaire puis restent stables. A noter que dans sa variante, le candidat prévoit des recettes horaires légèrement plus importantes : cela s'explique par l'absence d'impact négatif des travaux sur l'année 2020.

Pour le parking Gare courte durée (188 places de stationnement):

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Nombre de places du parc	188	191	188	188
CA total	1 150 531 €	1 132 992 €	1 122 733 €	1 124 287 €
CA total par place par an	6 120 €	5 932 €	5 972 €	5 980 €

CA total usagers horaires :	1 090 364 €	1 118 941 €	1 107 821 €	1 109 375 €
CA usagers horaires par place par an	5 800 €	5 858 €	5 893 €	5 901 €
Nombre total de tickets horaires	595 838	199 960	198 050	198 345
Ticket moyen horaire (CA/NB tickets)	1,83	5,60	5,59	5,59
Nombre total d'heures de stationnement	-	435 912	-	-
Durée moyenne de stationnement par véhicule (en heure)	-	2,18	-	-

**Remarque : PARCUS retient un nombre de places différent avec 191 places au lieu de 188*

Les chiffres d'affaires horaires prévisionnels moyens des trois candidats sont très proches autour de 1,1M€. Ils sont cohérents avec le chiffre d'affaires horaire moyen de 2017 qui s'établissait à 1,02 M€. Les prévisions de fréquentation sont également cohérentes entre les trois candidats.

INDIGO a des prévisions de fréquentation relativement optimistes (+3% et +4% en 2020 et 2021 puis +1% par an). A noter que le nombre total de tickets horaires inclut les usagers gratuits

chez ce candidat (dont la part était de 66% en 2017) ce qui permet d'estimer la fréquentation horaire payante d'INDIGO sur le parking gare à 202 584 tickets.

Le ticket moyen horaire retenu intègre de même les entrées gratuites, il fluctue très légèrement à la hausse et à la baisse au cours du contrat.

PARCUS ne prend en compte dans ces estimations que les entrées payantes ; le candidat met en avant la saturation de ce parking et la nécessité d'en améliorer le taux de rotation. Cela n'aura néanmoins pas d'impact avant 2024 puisque le candidat n'envisage une hausse du nombre de tickets horaires que sur les 2,5 dernières années du contrat (+2% par an).

Le ticket moyen horaire (5,26 € puis 5,79 €) augmente à la faveur de l'hypothèse augmentation tarifaire de 2022 et reste stable par ailleurs.

EFFIA ne prend en compte dans ses estimations que les entrées payantes ; le candidat prévoit une perte de clientèle en 2020 en raison de l'impact des travaux puis une hausse de 0,5%, neutralisée l'année suivante par l'impact de la hausse des tarifs et un retour à la fréquentation de 2021 à partir de 2023.

Le ticket moyen horaire (5,26 € puis 5,78 €) augmente à la faveur de l'augmentation tarifaire de 2022 et reste stable par ailleurs.

Appréciation des offres

- **Les hypothèses de recettes horaires des trois candidats apparaissent proches les unes des autres pour les deux parkings et sont cohérentes ; toutefois INDIGO fait le pari, sur la base de l'exploitation actuelle, d'une augmentation de la fréquentation mais d'une diminution du ticket horaire moyen, EFFIA et PARCUS sont plus prudents sur l'évolution de la fréquentation mais proposent des tickets moyens supérieurs.**
- **Au final les hypothèses de chiffre d'affaires horaire sont toutefois légèrement plus prudentes chez INDIGO que chez les deux autres candidats.**

b. Le chiffre d'affaires abonnements

Les candidats ont pris pour base une augmentation annuelle du prix des abonnements de 3 % pour INDIGO et PARCUS et 2,5 % pour EFFIA.

Il est précisé que la part abonnements sur ces deux parkings est marginale, ceux-ci étant principalement destinés aux usagers de la Gare SNCF (courte durée/dépose d'une part, longue durée d'autre part).

Moyennes annuelles en €HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Chiffre d'affaires abonnement	162 574 €	119 901 €	121 749 €	121 749 €
Parking Wodli	102 407 €	106 993 €	106 837 €	106 837 €
Parking Gare courte durée	60 167 €	12 908 €	14 912 €	14 912 €

Si les projections des candidats sont très proches sur les recettes abonnements du parking WODLI, INDIGO propose des recettes quatre fois supérieures aux deux autres candidats sur Gare courte durée, grâce à la création de quelques abonnements nuit, de la mise en place d'un service voiturier et d'un important développement (+5% / an) des abonnements vélos lié à la saturation des places en voirie :

Pour le parking Wodli :

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CA total abonnements :	102 407 €	106 993 €	106 837 €	106 837 €
CA abonnements 24h/24	102 407 €	106 993 €	87 431 €	87 431 €
Nombre abonnements 24/24	59	83	65	65
CA abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	-	1 991 €	19 406 €	19 406 €

Pour le parking Gare courte durée

Moyenne annuelle sur la durée du contrat	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
CA total abonnements :	60 167 €	12 908 €	14 912 €	14 912 €
CA abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	18 960 €	-	-	-
Nombre abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)	15	-	-	-
CA abonnements autres : véhicules électriques, autopartage, etc.	9 572 €	-	-	-
CA parcs vélos le cas échéant	31 635 €	-	-	-

Appréciation des offres

- ↳ Les hypothèses de recettes abonnements des trois candidats apparaissent proches les unes des autres pour le parking WODLI et sont cohérentes.
- ↳ Toutefois INDIGO attend un développement important de l'activité sur Gare courte durée liée à la création de nouveaux types d'abonnements et services et au développement de l'abonnement sur le parking vélos.

c. Les autres recettes

Ces recettes sont marginales et n'impactent guère l'économie de la délégation :

INDIGO ne prévoit aucune autre recette dans ces deux parkings.

PARCUS prévoit des recettes de 1 K€/an sur WODLI (mise à disposition de trottinettes) et 1 K€ sur Gare (toilettes publiques hors usagers).

EFFIA prévoit 2,2 K€/an sur WODLI liées à des recettes de régie publicitaires.

Appréciation des offres

- ↳ Les autres recettes proposées par les candidats sont plutôt marginales et impactent peu l'économie de la délégation.

1.2 Les charges d'exploitation: des différences significatives entre les offres

Les candidats devaient présenter leurs charges d'exploitation en euros courants HT. Les hypothèses d'inflation globales retenues sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Evolution annuelle des produits et coûts	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Inflation	1,75 à 1,87%	2%	1,3 puis 2% à compter de 2020
Personnel	1,8 puis 1,9 %	2%	1,3 puis 2%

Les hypothèses d'inflation retenues nous semblent cohérentes par rapport à nos estimations et proches entre les trois candidats ; celle de PARCUS est la plus prudentielle.

Le tableau suivant présente la décomposition des charges prévues par les deux candidats en moyenne annuelle dans leur compte d'exploitation prévisionnel consolidé sur les deux parkings :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
60 - Achats	50 302 €	89 072 €	89 056 €	89 056 €
61 - Services extérieurs	105 537 €	341 535 €	142 260 €	148 655 €
62 - Autres services extérieurs	37 359 €	67 954 €	62 327 €	62 347 €
63 - Impôts et taxes	113 416 €	111 036 €	133 508 €	133 879 €
64 - Personnel	363 121 €	396 021 €	291 298 €	291 298 €
65 - Autres charges de gestion courante (hors redevance et intéressement)	208 986 €	587 052 €	209 918 €	209 918 €
68 - Dotations aux amortissements et provisions	276 289 €	452 334 €	227 563 €	238 778 €
66 - Charges financières	7 410 €	11 545 €	20 285 €	20 710 €
TOTAL DES CHARGES (hors redevance, intéressement et IS)	1 162 419 €	2 056 551 €	1 176 214 €	1 194 640 €
Redevances et intéressement	2 892 121 €	2 119 593 €	2 886 324 €	2 877 099 €
TOTAL DES CHARGES	4 054 540 €	4 176 143 €	4 062 538 €	4 071 739 €

Au global, PARCUS présente les charges d'exploitation totales les plus élevées (3% de plus qu'INDIGO et EFFIA). Les charges présentées par PARCUS sont sensiblement égales à celles d'EFFIA.

Néanmoins, si l'on considère les charges hors redevances et intéressement, celles présentées par INDIGO sont inférieures aux deux autres candidats (-43% par rapport aux charges de PARCUS et légèrement inférieures à celles d'EFFIA).

Les différences entre les candidats sont également très marquées en fonction des postes de charges. L'écart le plus notable porte sur le poste « autres charges de gestion courante » qui comprennent outre les frais de siège des candidats, les redevances et intéressements reversés à la collectivité.

A noter que la ventilation des charges entre les trois candidats se fait de façon cohérente puisque le parc Wodli représente 70% des charges totales chez INDIGO, 73% chez PARCUS, 71% chez EFFIA (69% dans l'offre variante).

Il faut noter que PARCUS propose dans son prévisionnel un décompte très détaillé de l'ensemble des charges d'exploitation.

a. Achats

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
60 - Achats	50 302 €	89 072 €	89 056 €	89 056 €
Achats stockés - MP	-	7 459 €	-	-
Achats stockés - autres approvisionnements	-	52 959 €	7 522 €	7 522 €
Variation de stock (approvisionnements et marchandises)	-	-	-	-
Achats d'études, prestations de services	-	-	-	-
Achats de matériel, équipements et travaux	-	-	-	-
Achats non stockés de matière et fournitures	50 302 €	28 654 €	81 534 €	81 534 €
dont 60622 - Carburants/consommables d'exploitation/fluides)	47 534 €	2 066 €	13 185 €	13 185 €
dont 60636 - Vêtements de travail	-	4 647 €	1 173 €	1 173 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	1 140 €	6 025 €	-	-
dont 6064 - Fournitures administratives	1 628 €	9 031 €	3 735 €	3 735 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (électricité, fluides)	-	6 885 €	63 442 €	63 442 €

Le montant des achats est sensiblement similaire entre PARCUS et EFFIA. Il est nettement inférieur chez INDIGO (- 44% par rapport à PARCUS et à EFFIA).

INDIGO et EFFIA ont retenu une hypothèse de hausse de 2% par an. PARCUS fait évoluer ce poste de 7% puis diminuer de 3% en alternant ainsi chaque année (ce qui est lié au renouvellement de la tenue des agents tous les deux ans).

Appréciation des offres

- ↳ **La ventilation entre les différents postes d'achat diffère entre les candidats. INDIGO présente au global des charges d'achats inférieures aux deux autres candidats.**

b. Services extérieurs

Moyenne annuelle en € HT

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
61 - Services extérieurs	105 537 €	341 535 €	142 260 €	148 655 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	34 490 €	208 815 €	9 601 €	9 601 €
Redevances de crédit-bail	-	-	-	-
Locations	0 €	21 803 €	2 668 €	2 668 €
Entretien et réparations sur bâtiments	47 914 €	8 607 €	77 614 €	84 010 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant	0 €	516 €	4 185 €	4 185 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres	0 €	80 452 €	34 380 €	34 380 €
Primes d'assurances	23 133 €	21 342 €	13 811 €	13 811 €
Etudes et recherches	-	-	-	-
Divers (charges liées aux services proposés)	-	-	-	-

INDIGO et PARCUS prévoient une évolution des charges de services extérieurs de 2% par an. EFFIA prévoit une hausse de 1% au début du contrat puis 2% à partir de 2022.

Le montant des services extérieurs est cohérent entre INDIGO et EFFIA. Il est largement supérieur chez PARCUS (3,2 fois le montant prévu par INDIGO et 2,4 fois le montant prévu par EFFIA).

La différence se fait sur les coûts d'entretien et de réparation sur biens mobiliers autres (espaces verts) notamment. PARCUS présente un montant élevé de contrats de prestations de services avec des entreprises (dont il fournit le détail).

A noter que l'offre variante d'EFFIA est plus onéreuse sur ce poste que l'offre de base en raison d'un surcoût sur le poste « entretien et réparations sur bâtiment ».

Appréciation des offres

- ↳ **La ventilation entre les différents postes services extérieurs diffère entre les candidats. PARCUS présente au global des charges de services extérieurs sensiblement plus élevées que les deux autres candidats.**

c. Autres services extérieurs

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
62 - Autres services extérieurs	37 359 €	67 954 €	62 327 €	62 347 €
Autre personnel extérieur	-	26 230 €	24 279 €	24 279 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	8 216 €	7 471 €	7 471 €
Publicité, publications, relations publiques	6 512 €	6 312 €	5 340 €	5 340 €
Transports de biens et transports collectifs	-	-	4 483 €	4 483 €
Déplacements, missions et réceptions	-	459 €	2 668 €	2 668 €
Frais postaux et frais de télécommunications	7 054 €	2 869 €	7 471 €	7 471 €
dont 626-1 Frais d'affranchissement	-	-	358 €	358 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	7 054 €	2 869 €	7 113 €	7 113 €
Services bancaires et Transport de fonds	23 793 €	23 869 €	10 616 €	10 636 €
Divers (à préciser)	-	-	-	-

Le poste « autres services extérieurs » augmente de 2% par an chez INDIGO (inflation) sauf les frais et services bancaires qui varient de 1% en début de contrat puis de 11% entre 2021 et 2022 et restent stables ensuite.

Ce poste augmente aussi de 2% par an dans l'offre de PARCUS excepté les rémunérations intermédiaires et honoraires qui fluctuent en fonction des besoins de la société.

Dans l'offre d'EFFIA, ce poste augmente de 1% par an la première moitié du contrat puis de 2% par an sur le reste de sa durée, à l'exception du poste services bancaires qui augmente au début du contrat plus fortement (+5% puis +9% en 2021 et 2022) avant de se stabiliser.

Les autres services extérieurs sont proches entre EFFIA et INDIGO. PARCUS affiche un montant 82% plus élevé qu'INDIGO et 9% plus élevé qu'EFFIA.

En regardant dans le détail on note des différences de ventilation au sein du poste des services extérieurs. Ainsi, INDIGO ne recourt pas à d'autres personnels extérieurs et n'a pas de rémunération d'intermédiaires ou d'honoraires.

Appréciation des offres

↳ **INDIGO présente des charges d'autres services extérieurs plus faibles qu'EFFIA et PARCUS.**

d. Impôts et taxes

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
63 - Impôts et taxes	113 416 €	111 036 €	133 508 €	133 879 €
Versement de transport	-	5 187 €	-	-
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	-	4 149 €	-	-
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations	-	2 308 €	-	-
Impôts directs	-	99 017 €	133 508 €	133 879 €
Taxes et impôts sur les véhicules	-	375 €	-	-
Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-	-

Le poste impôts et taxes fait apparaître de légères disparités entre les candidats. Ceux-ci ont fourni peu de détails sur la ventilation du poste.

Le montant d'impôts et taxes prévu par EFFIA est légèrement plus élevé que celui prévu par les autres candidats (18% de plus qu'INDIGO et 20% de plus qu'EFFIA).

PARCUS pour sa part a intégré la CET dans les frais de siège. Il prévoit en outre d'intégrer dans ce poste, le versement transport et la participation des employeurs à la formation professionnelle continue en tant qu'ils concernent le personnel non directement affecté à l'exploitation. Cette méthode particulière de comptabilisation explique en partie le montant élevé des frais de siège.

Appréciation des offres

- ↪ **La ventilation du poste impôt diffère selon les candidats. PARCUS affiche un montant global d'impôts et taxes légèrement inférieur mais a imputé une part de ces charges dans ses frais de siège.**

e. Charges de personnel

Les charges de personnel résultent des hypothèses retenues par les candidats en termes de présence physique dans les parcs (nombre d'agents d'accueil), du nombre d'agents affectés à l'entretien/maintenance et des mutualisations de personnel envisagées entre les deux parkings.

En 2018, 9,5 équivalents-temps plein (ETP) sont affectées aux deux parcs par l'actuel exploitant. Conformément à l'article L.1224-1 du code du travail, les candidats devaient détailler leur proposition de reprise de ces personnels.

Le tableau suivant présente les hypothèses d'affectation de personnel envisagée par les candidats :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA
Personnel dédié au parking	A terme 1 responsable BLI, 1 technicien de maintenance et 7 agents d'exploitation.	1 chef de parcs partagé sur les deux parcs, 2 agents polyvalents, 5 agents d'accueil	Cible : 1 responsable de site et 6 agents (+1 technicien et 0,57 agent d'exploitation jusqu'au 1er avril 2020)
Nombre d'ETP affectés au contrat	9,00 ETP	8,0 ETP	7,00 ETP
Charges de personnel en moyenne annuelle (€ HT) sur la durée du contrat	363 121 €	396 021 €	291 298 €
Coût moyen d'un ETP	40 347 €	49 503 €	41 614 €

INDIGO considère que les améliorations technologiques apportées à la gestion des équipements permettent d'envisager une équipe légèrement plus restreinte qu'aujourd'hui mais maintient néanmoins dans son offre 9 ETP. Le candidat ne précise pas la ventilation des affectations entre les deux parcs.

PARCUS prévoit une équipe plus restreinte avec 8 ETP et fournit le détail de son organisation.

EFFIA prévoit d'affecter seulement 7 ETP au contrat. Le candidat ne précise pas la ventilation des affectations entre les deux parcs. EFFIA précise que la reprise des effectifs lui paraît supérieure au besoin d'organisation cible et qu'il réaffectera une partie des effectifs au sein du groupe.

Le tableau suivant présente les charges de personnel estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
64 - Personnel	363 121 €	396 021 €	291 298 €	291 298 €
Rémunération du personnel	191 361 €	259 328 €	202 557 €	202 557 €
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	133 656 €	117 994 €	43 695 €	43 695 €
Autres charges sociales	38 104 €	-	45 046 €	45 046 €
Autres charges de personnel	0 €	18 700 €	-	-

Au global, les candidats présentent des charges de personnels sensiblement différentes, qui sont liées au nombre d'ETP puisque le coût par ETP est relativement proche entre les candidats.

Appréciation des offres

- ↳ **EFFIA prévoit une présence humaine sensiblement réduite comparée à aujourd'hui et aux deux autres candidats. Il a de fait des charges de personnel bien inférieures (-26 % par rapport à PARCUS et -20% par rapport à INDIGO).**
- ↳ **PARCUS prévoit un nombre d'ETP inférieur à INDIGO et présente pourtant des charges de personnel 9% plus élevées.**

f. Autres charges de gestion courante

Ce poste de charges comprend les frais de siège des candidats et surtout les redevances et intéressements reversés à la collectivité prévus par l'article 40 du projet de contrat.

Le tableau suivant présente les autres charges de gestion courante estimées par les candidats en moyenne annuelle sur la durée du contrat :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
65 - Autres charges de gestion courante	3 101 107 €	2 706 645 €	3 096 241 €	3 087 017 €
Frais de siège	208 986	587 052	209 918	209 918
Redevance fixe	2 773 070	1 762 799	2 165 254	2 154 717
Redevance variable	119 051	241 398	721 070	722 382
Intéressement	-	115 395	-	-
Autre	-	-	-	-

Les frais de siège

Les frais de siège représentent 5% des charges totales hors IS chez INDIGO et EFFIA et 14% chez PARCUS.

Les frais de siège d'INDIGO représentent 5% du chiffre d'affaires soit 209 K€. Sont inclus dans les frais de siège les bureaux, la communication et le marketing, le support administratif technique et juridique, finance et audit ainsi que le support logistique et administration de la région, la gestion et l'encadrement au niveau régional.

PARCUS calcule ses frais de siège en ventilant ses coûts de siège réels au prorata du chiffre d'affaires généré par chacun des équipements gérés (soit sur l'opération 587 K€ et un taux de 13 % du chiffre d'affaires). Il inclut dans ses frais de siège les impôts indirects, la rémunération des personnels d'encadrement et de direction, les services administratifs comptables et de collecte des fonds, les frais d'études de recherches, de maintenance informatique, les locations immobilières et les charges locatives, les charges et produits financiers. Il intègre également la quote-part du versement transport et de la participation à la formation professionnelle du personnel non directement affecté à l'exploitation. Le détail de la ventilation entre ces postes n'est pas précisé. Le montant plus important présenté par PARCUS s'explique d'une part par le fait que ce candidat a intégré dans ce poste la CET et d'autre part par le fait que la taille limitée de la SEM et donc de son volume d'affaires a un effet défavorable sur l'amortissement de ses frais.

EFFIA propose de forfaitiser les charges de structure à un montant de 210 K€ par an HT, soit environ 5% du chiffre d'affaires. Le candidat détaille le rôle de chaque direction et du centre de pilotage à distance sans que cela ne donne d'information sur la composition plus précise des charges de structure. Il nous précise dans son mémoire que si le mécanisme de forfaitisation n'était pas appliqué, le montant des charges réelles de structure représenterait 10,5% du chiffre d'affaires.

Les redevances et intéressements reversés à la collectivité

Ce point constitue un critère à part entière de jugement des offres et sera analysé plus spécifiquement dans la partie 2.

Appréciation des offres

- ✎ **PARCUS présente des frais de siège nettement supérieurs à ceux des autres candidats ce qui s'explique par l'intégration d'une partie des impôts dans ce poste et par la taille limitée de la SEM qui nuit à la mutualisation des services.**
- ✎ **Les frais de sièges proposés par EFFIA et INDIGO sont d'un montant proche et sont cohérents pour ce type d'opérations et le service rendu par la structure.**

g. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions des candidats sont présentées ci-dessous :

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
68 - Dotations aux amortissements et provisions	276 289 €	452 334 €	227 563 €	238 778 €
Dotations aux amortissements	196 182 €	412 334 €	197 192 €	207 551 €
Dotations aux provisions (GER)	80 107 €	40 000 €	30 370 €	31 226 €

Ce poste comprend les dotations aux amortissements qui résultent des programmes d'investissement prévus par les candidats, et les dotations aux provisions de gros entretien et renouvellement fonction des hypothèses des candidats pour maintenir en bon état d'entretien les deux parcs.

INDIGO n'intègre pas de provisions pour renouvellement mais le renouvellement est comptabilisé en investissement et amorti sur les dernières années du contrat (amortissements de caducité).

Dotations aux amortissements

Le tableau suivant présente les dépenses d'investissements envisagés par les deux candidats sur la durée du contrat :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Investissement Wodli	1 032 063 €	1 744 816 €	1 035 296 €	794 752 €
Investissement Gare	341 211 €	1 141 521 €	345 050 €	658 106 €
Total des investissements	1 373 274 €	2 886 337 €	1 380 346 €	1 452 858 €
Valeur nette comptable en fin de contrat	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation aux amortissements en moyenne annuelle sur la durée du contrat	196 182 €	412 334 €	197 192 €	207 551 €

L'écart entre les candidats est très significatif sur ce poste. Le montant d'amortissement moyen prévu par PARCUS est plus de deux fois supérieur à ceux prévus par INDIGO et EFFIA.

Ces écarts révèlent la divergence importante des approches en matière d'investissement : PARCUS prévoit en effet de réaliser au global sur les deux parcs 2,89 M€ d'investissement quand INDIGO n'en prévoit que 1,37 M€ et EFFIA 1,38 M€ dans son offre de base et 1,45 M€ dans son offre variante.

Les trois candidats prévoient une valeur nette comptable nulle en fin de contrat, comme cela était demandé dans le cahier des charges.

Sur le parking Wodli :

INDIGO prévoit de réaliser l'ensemble des investissements en 2019 (sauf la reprise des niveaux 3 à 6 en cours de contrat) et de les amortir sur 7 ans. Le candidat a fourni le détail de son plan d'investissement. Les principaux postes sont la remise en peinture (124 K€), la rénovation des ascenseurs (275K€), les travaux d'électricité (175 K€), les installations de péage (170 K€).

PARCUS a présenté un plan d'amortissement plus détaillé. Les investissements se réalisent en 2019 et 2020 (et 2023 pour la réfection des marquages usés) et sont effectués sur la durée résiduelle de la délégation (6 ou 7 ans). Les principaux postes d'investissement sont le relamping (455 K€), le guidage à la place et jalonnement dynamique (249 K€), le remplacement des deux ascenseurs ouest et l'installation d'une pompe de relevage (141 K€).

EFFIA a prévu de réaliser ses investissements en 2019 et 2020 avec des durées d'amortissement variables selon les cas entre 5 et 7 ans. Les principaux investissements sont la remise en peinture (266 K€), les travaux d'électricité et de renouvellement de guidage à la place (245 K€), les travaux de remplacement de l'éclairage (101 K€), le remplacement de l'ascenseur panoramique (89 K€).

La variante proposée par EFFIA n'intègre pas la remise en peinture (remplacée par un nettoyage haute pression) et le montant des investissements pour le parc WODLI est minoré en conséquence de 240 K€.

Sur le parking Gare

INDIGO prévoit de réaliser l'ensemble des investissements en 2019 et de les amortir sur 7 ans. Le candidat a fourni le détail de son plan d'investissement. Les principaux postes sont les travaux d'électricité (72 K€), la remise en peinture (98 K€), les services/équipements d'exploitation (51 K€), le matériel de péage (44 K€).

PARCUS prévoit de réaliser les investissements sur le parking Gare en 2019 et 2020 avec un amortissement sur la durée résiduelle de la délégation soit 6 ou 7 ans. Les principaux investissements sont la remise en peinture (155 K€ + 41 K€ dans le parc vélos), le ponçage des résines des circulations (139 K€), l'intégration d'installations artistiques et la mise en valeur architecturale (118 K€), le réaménagement de l'ensemble des places du parking (115 K€), le guidage à la place (91 K€).

EFFIA a prévu de réaliser ses investissements en 2019 et 2020 avec des durées d'amortissement variables selon les cas entre 3,5 et 7 ans. Les principaux postes d'investissement sont la remise en peinture (112 K€), la remise en peinture de l'espace vélo (murs et plafonds) (39 K€), les travaux d'électricité (40 K€).

La variante proposée par EFFIA ne comprend pas les postes liés à la remise en peinture mais comprend des postes liés à la construction d'un édicule piéton. Le montant d'investissement s'élève à 313 K€ de plus dans l'offre variante.

Dotations aux provisions pour gros entretien et renouvellement

La réalisation des travaux de gros entretien et renouvellement est encadrée par l'article 26 du projet de contrat. Il prévoit notamment la création d'un compte de GER crédité annuellement des montants prévus dans le plan prévisionnel de renouvellement et débité annuellement des sommes correspondant aux dépenses réellement engagées par lui au titre du gros entretien/renouvellement.

Les trois candidats ont communiqué un plan prévisionnel de renouvellement pour chacun des parkings. Le tableau suivant résume les dotations prévues par les candidats :

Dotation sur la durée du contrat (€ HT)	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Parking Wodli	451 459 €	140 000 €	144 965 €	144 961 €
Parking Gare	109 286 €	140 000 €	67 628 €	73 623 €
Total GER sur la durée du contrat	560 746 €	280 000 €	212 593 €	218 585 €

Les candidats proposent sur ce poste des montants très disparates. Cet écart interpelle, notamment entre PARCUS et EFFIA dans la mesure où le premier prévoit un montant d'investissement deux fois plus élevé, ce qui devrait entraîner une dépense de GER moindre par rapport au second.

Par ailleurs INDIGO précise qu'il ne constituera pas de provisions pour le GER mais effectuera un suivi extra-comptable. Le plan prévisionnel de renouvellement présenté par le candidat est peu détaillé.

PARCUS prévoit d'affecter un montant équivalent en GER pour chaque parc soit 140 K€ chacun sur la durée du contrat. Le candidat prévoit de lisser la dépense via des dotations annuelles identiques tous les ans.

EFFIA propose un montant de GER limité à 212 K€ en offre de base et 219 K€ en offre variante. Le plan prévisionnel de renouvellement présenté par le candidat est peu détaillé.

Appréciation des offres

- ✎ **L'offre de PARCUS propose un montant d'investissements 2,1 fois plus élevé que INDIGO et qu'EFFIA tout en prévoyant un montant de GER conséquent.**
- ✎ **Le montant d'investissements proposé par INDIGO est cohérent et à peu près identique avec celui d'EFFIA dans sa version de base, mais avec un GER 2,5 fois plus élevé.**

h. Charges financières

Les charges financières découlent des montants d'investissement prévus par les candidats et de leurs hypothèses de financement. Elles sont constituées des intérêts d'emprunt.

Moyenne annuelle en € HT	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
66 - Charges financières	7 410 €	11 545 €	20 285 €	20 710 €

INDIGO prévoit des frais financiers plus faibles que les deux autres candidats. Ce candidat prévoit un financement à 70% par l'emprunt (investissements de premier établissement + investissements de renouvellement) sur une maturité correspondant à la valeur résiduelle de la délégation (cf. échéancier des investissements) et 30% en fonds propres. Le taux d'emprunt n'est pas précisé mais on peut l'estimer autour de 1.5%.

PARCUS propose des charges financières peu importantes eu égard au montant des investissements. L'emprunt finance 90% de l'investissement de premier établissement à des taux compris entre 0,6% et 1,1%. PARCUS a justifié lors des négociations le montant de ces taux peu élevés.

EFFIA est le candidat qui prévoit le plus grand montant de frais financiers. Ce candidat a recours à un emprunt auprès de sa maison mère KEOLIS pour 100% du montant des investissements à un taux important de 2,5%.

Appréciation des offres

- ↳ Les frais financiers présentés par les candidats découlent des niveaux d'investissement retenus, de la part d'autofinancement et du taux d'intérêt de l'emprunt.
- ↳ Les frais financiers les plus bas sont ceux proposés par INDIGO.

i. Charges exceptionnelles

Aucun candidat ne présente de charges exceptionnelles.

j. Résultat net

Au global les résultats nets en moyenne annuelle sur la durée du contrat sont les suivants :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	EFFIA Variante
Résultat avant impôt sur les sociétés	125 179 €	204 846 €	307 585 €	306 333 €
Résultat cumulé avant impôt	876 250 €	1 433 920 €	2 153 096 €	2 144 332 €
Résultat avant impôt sur les sociétés/CA	3,0%	4,7%	7,0%	7,0%

INDIGO a revu son résultat avant impôts moyen considérablement à la baisse au cours des négociations, passant de 446 K€ à 125 K€ par an, ce qui représente 3% de son chiffre d'affaires, et une rentabilité basse.

PARCUS prévoit un résultat plus confortable de 205 K€ en moyenne par an soit 4,7 % de son chiffre d'affaires, ce qui correspond à une rentabilité en moyenne basse pour ce genre d'équipement.

EFFIA prévoit une rémunération de 307 K€ en moyenne par an sur son offre de base (7% du chiffre d'affaires), un peu plus importante dans son offre variante, qui correspond à niveau de rentabilité le classique pour ce type d'équipement.

Appréciation des offres

- ↳ Les niveaux de rentabilité affichés par EFFIA sont cohérents par rapport aux équipements de ce type. Toutefois, INDIGO affiche un taux de rentabilité inférieur aux deux autres candidats.

4. Montant de la redevance due à la collectivité

L'article 40 du projet de contrat prévoit qu'une redevance annuelle pour mise à disposition des parcs de stationnement et participation aux frais de la délégation soit versée par le délégataire à la collectivité.

Aussi, le délégataire doit reverser chaque année à la collectivité des redevances fixes par parc qui sont actualisées chaque année selon une formule d'indexation fixée par le projet de contrat.

Pour information, la collectivité a perçu en 2017 1,8 M€ de redevance pour les deux parcs.

Par ailleurs, les candidats devaient prévoir le reversement à la collectivité d'une partie variable exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel HT.

Enfin, en complément de cette redevance variable sur le chiffre d'affaires, les candidats étaient libres de proposer d'autres modalités d'intéressement pour la collectivité.

Pour la part fixe :

INDIGO propose une redevance annuelle fixe moyenne de 2,8 M€ HT par an pour les deux parkings.

PARCUS prévoit une redevance annuelle fixe moyenne de 1,8 M€ HT annuels pour les deux parkings.

EFFIA propose une redevance annuelle fixe moyenne de 2,2 M€ HT pour les deux parkings.

Pour la part variable :

INDIGO propose une redevance variable comprenant un seul seuil : 80% de la part du chiffre d'affaires au-delà de 3,775 M€ HT.

PARCUS prévoit une redevance variable comprenant deux seuils avec un déclenchement à 500 K€ de chiffres d'affaires pour le parc Wodli et dès le premier euro pour le parc Gare. Le détail des paliers et des pourcentages figure dans le tableau ci-dessous.

EFFIA ne prévoit pas de seuils mais une redevance variable de 16,5% du chiffre d'affaires.

Intéressement :

PARCUS prévoit un intéressement variable assis sur l'excédent brut d'exploitation selon deux paliers progressifs dont le détail figure dans le tableau ci-dessous.

EFFIA propose un intéressement de 60% du chiffre d'affaires dès le premier euro au-delà des recettes prévisionnelles et 75% du chiffre d'affaires dès que le chiffre d'affaires dépasse 110% des recettes prévisionnelles.

Au final, les montants de redevances et d'intéressement envisagés par les candidats pour la collectivité sont les suivants :

	INDIGO	PARCUS	EFFIA	Effia Variante
Moyenne annuelle en €HT				
partie fixe annuelle	2 773 070 €	1 762 799 €	2 165 254 €	2 154 717 €
part de la redevance fixe dans la redevance totale	96%	83%	75%	75%
partie variable	119 051 €	241 398 €	721 070 €	722 382 €
seuil 1	3,775 M€ de CA (80% CA)	Wodli : 1 - 2 M€ de CA (5% CA) Gare : 0,6-1 M€ de CA (10% CA)	16,5% du CA	16,5% du CA
seuil 2		Wodli : 2 M€ - 4 M€ de CA (10% CA) Gare : 1 M€ - 2 M€ de CA (20% CA)		
intéressement		115 395 €	60 % du CA au premier euro de dépassement des recettes prévisionnelles - 75 % du CA dès 110 % de dépassement	60 % du CA au premier euro de dépassement des recettes prévisionnelles - 75 % du CA dès 110 % de dépassement
Redevances totales en moyenne annuelle	2 892 121 €	2 119 593 €	2 886 324 €	2 877 099 €
Redevances totales versées à la collectivité	20 244 848 €	14 837 148 €	20 204 266 €	20 139 692 €
	Seuils indexés	Seuils non indexés	Seuils indexés	Seuils indexés

L'offre d'INDIGO est la plus intéressante financièrement pour la collectivité car elle présente le montant de redevances totales versées sur la durée du contrat le plus élevé soit 20,24 M€ sur la durée du contrat (36% de plus que l'offre de PARCUS).

Par ailleurs, bien que la redevance proposée par EFFIA soit sensiblement comparable en montant (20,2 M€ sur la durée de la délégation), la part de rémunération fixe est bien plus importante chez INDIGO (96% contre 75%).

Les candidats n'ont pas proposé de modification à la formule d'indexation prévue par le projet de contrat.

Appréciation des offres

- ↪ **La rémunération pour la collectivité proposée par INDIGO est la plus intéressante pour la collectivité en valeur absolue mais aussi la plus sécurisée.**
- ↪ **La proposition d'EFFIA est proche de celle d'INDIGO mais est moins sécurisée.**
- ↪ **La rémunération proposée par PARCUS est plus faible que celle proposée par les deux autres candidats (environ 5,5 M€ d'écart sur la durée du contrat et 772 K€ en moyenne annuelle).**

EVALUATION DES OFFRES SUR LE CRITERE « CONDITIONS FINANCIERES DU CONTRAT »

Sur le critère « conditions financières du contrat », il est proposé au vu des éléments exposés ci-dessus, d'établir l'évaluation suivante :

PARCUS	20
INDIGO	35
EFFIA	30

V. EVALUATION GLOBALE DES OFFRES ET PROPOSITION DE CHOIX DU DELEGATAIRE

Conformément au règlement de consultation, les offres sont jugées sur la base des critères suivants :

1	<u>Valeur technique : modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés,</u>	<u>60%</u>
2	<u>Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité</u>	<u>40%</u>

Le tableau ci-après présente l'évaluation globale des offres finales des trois candidats au regard des critères de jugements exposés :

CRITERES	PARCUS	INDIGO	EFFIA
1. Valeur technique : modalités d'exploitation des ouvrages, entretien et maintenance des parkings, investissements proposés	42	51	39
2. Conditions financières du contrat : clarté des hypothèses financières présentées et montant de la redevance due à la collectivité	20	35	30
EVALUATION GLOBALE DES OFFRES	62	86	69

En synthèse l'offre d'**INDIGO** est la plus satisfaisante d'un point de vue technique, son projet de rénovation est intéressant, il présente des garanties en matière d'investissement et d'entretien sur le patrimoine, les modalités d'exploitation et services proposés sont satisfaisants.

Son offre est également la plus intéressante d'un point de vue financier pour la collectivité car les hypothèses financières prises en compte sont cohérentes et elle propose le montant de redevances le plus élevé et le plus sécurisé.

En synthèse, l'offre de **PARCUS** est satisfaisante sur le volet technique, mais son projet, très ambitieux en matière de rénovation sur certains points est donc, de fait, plus coûteux en matière d'investissements, ceux-ci n'étant de surcroît pas nécessairement utiles au regard de l'intérêt de ces améliorations pour les ouvrages.

Les modalités proposées pour l'exploitation et l'entretien/maintenance des ouvrages sont globalement satisfaisantes.

Enfin son offre est transparente et cohérente mais est financièrement moins intéressante que celle d'**INDIGO** car le montant de redevance est beaucoup moins important (-36%) et moins sécurisé.

En synthèse, l'offre d'EFFIA est également globalement satisfaisante d'un point de vue technique, mais certains points sont moins bien traités que par les autres candidats, notamment ses engagements concernant l'entretien/maintenance des ouvrages. De plus, l'édicule avec nouvel ascenseur, proposé en variante pour transformer l'issue de secours sur le parvis de la Gare, semble être une bonne idée mais nous savons d'ores et déjà que le projet qui a été présenté à l'ABF est susceptible de faire l'objet de modifications sans qu'il soit possible d'en mesurer l'ampleur exacte à ce stade.

Son offre est cohérente mais est financièrement moins intéressante que celle d'**INDIGO** car le montant de redevance, bien qu'équivalent, est moins sécurisé.

Aussi, après avoir effectué l'analyse détaillée des offres finales remises par les trois candidats dans le cadre de la consultation relative au choix du futur délégataire pour l'exploitation des parkings Gare et Wodli courte durée, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir l'offre d'**INDIGO**, qui s'avère plus intéressante pour la Collectivité et répond le mieux à ses attentes, selon les termes et conditions du contrat ci-annexé.

Le début effectif de l'exploitation est prévu au 10 juin 2019.

**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DES PARKINGS WODLI ET GARE
COURTE DUREE**

PROJET DE CONTRAT

PROJET

TABLE DES MATIERES

Contrat de concession de service public pour l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée	1
TABLE DES MATIERES.....	3
PREAMBULE.....	7
Chapitre 1 DISPOSITIONS GENERALES	8
<i>Article 1 - Formation du contrat</i>	<i>8</i>
<i>Article 2 - Objet du contrat</i>	<i>8</i>
<i>Article 3 - definition de la concession</i>	<i>9</i>
<i>Article 4 – Description technique</i>	<i>9</i>
Article 4.1. Dispositions particulières aux parcs « Wodli » et « Gare courte durée »	9
Article 4.2. Dispositions communes aux deux parcs	10
<i>Article 5 - Durée de la concession</i>	<i>10</i>
<i>Article 6 – Prise de possession des parkings.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 7 - RECEPTION DES OUVRAGES ET ETAT DES LIEUX/INVENTAIRE</i>	<i>11</i>
Chapitre 2 - CONDITIONS DE FINANCEMENT ET DE REALISATION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A EFFECTUER DANS LES PARCS.....	12
<i>Article 8 - RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX TRAVAUX</i>	<i>12</i>
Article 8.1. Description des travaux et équipements à réaliser dans le parc « Wodli »	12
Article 8.2. Description des travaux et équipements à réaliser dans le parc « Gare courte durée »	15
Article 8.3. Amélioration du bilan énergétique	16
Article 8.4. Dispositions communes aux deux parkings :	17
<i>Article 9 FINANCEMENT DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION A REALISER DANS LES PARCS</i>	<i>18</i>
<i>Article 10 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX.....</i>	<i>18</i>
<i>Article 11 APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX DANS LES PARCS</i>	<i>18</i>
Article 11.1. Avant-projet détaillé	18
Article 11.2. Plans guide	19
Article 11.3. Programme d'exécution des travaux	19
Article 11.4. Responsabilités	19
<i>Article 12 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A REALISER PAR LE CONCESSIONNAIRE DANS LES PARCS</i>	<i>19</i>
<i>Article 13 RECEPTION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A REALISER PAR LE CONCESSIONNAIRE DANS LES PARCS</i>	<i>20</i>
<i>Article 14 TEXTES EN VIGUEUR.....</i>	<i>20</i>

Chapitre 3 CONDITIONS D'EXPLOITATION DES PARCS « WODLI » ET « GARE COURTE DUREE »	22
<i>Article 15 PRINCIPES GENERAUX DANS CHACUN DES PARCS.....</i>	<i>22</i>
<i>Article 16 FONCTIONNEMENT DES PARCS</i>	<i>23</i>
<i>Article 17 SURVEILLANCE DES PARCS.....</i>	<i>23</i>
Article 17.1. Généralités	23
Article 17.2. Surveillance et continuité du service	23
<i>Article 18 REGIME DES PLACES DE STATIONNEMENT ET TARIFS</i>	<i>23</i>
Article 18.1. Tarifs	23
Article 18.2. Parking Wodli	24
Article 18.3. Parking Gare courte durée	24
<i>Article 19 AUTORISATION DE CONCLURE DES CONTRATS DE LONGUE DUREE DANS LE PARC WODLI 24</i>	
<i>Article 20 Régime des places vélos.....</i>	<i>25</i>
Article 20.1. Parking Wodli	25
Article 20.2. Parking Gare Courte Durée	25
<i>Article 21 REGIME DES EMPLACEMENTS COMMERCIAUX DANS LES PARCS</i>	<i>25</i>
<i>Article 22 RESPECT DE L'USAGE DES EMPLACEMENTS RESERVES AUX PERSONNES HANDICAPEES</i>	<i>26</i>
<i>Article 23 - DÉFINITION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT.....</i>	<i>26</i>
<i>Article 24 TRAVAUX D'ENTRETIEN DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES PARCS</i>	<i>27</i>
Article 24.1. Généralités	27
Article 24.2. Descriptif des travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des parcs	27
<i>Article 25 EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES PARCS</i>	<i>29</i>
<i>Article 26 GROSSES REPARATIONS ET DEPENSES DE RENOUVELLEMENT DES PARCS</i>	<i>29</i>
<i>Article 27 ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION</i>	<i>30</i>
<i>Article 28 REGLEMENTS ET AFFICHAGE DANS LES PARCS.....</i>	<i>30</i>
<i>Article 29 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES</i>	<i>31</i>
<i>Article 30 DEMARCHE QUALITE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET ACCESSIBILITE</i>	<i>31</i>
<i>Article 31 MESURE DE LA QUALITE DU SERVICE</i>	<i>31</i>
<i>Article 32 CONTRATS DE PRESTATIONS EN COURS.....</i>	<i>31</i>
<i>Article 33 SOUS-TRAITANCE DE LA MISSION</i>	<i>32</i>
Chapitre 4 REGIME DU PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE.....	33
<i>Article 34 STATUT DU PERSONNEL</i>	<i>33</i>
<i>Article 35 REPRISE DU PERSONNEL A L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION</i>	<i>33</i>
<i>Article 36 SITUATION DU PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE A L'EXPIRATION DU CONTRAT</i>	<i>33</i>
<i>Article 37 FORMATION DU PERSONNEL.....</i>	<i>34</i>
<i>Article 38 POLITIQUE SOCIALE</i>	<i>34</i>

Article 38.1. Convention collective.....	34
Article 38.2. Clause d'insertion sociale.....	34
Chapitre 5 CONDITIONS FINANCIERES	36
Article 39 REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE	36
Article 40 REDEVANCES ET FRAIS DE SUIVI DE LA CONCESSION	36
Article 40.1. Fixation du montant des redevances	36
Article 40.2. Modalités de versement	37
Article 40.3. Indexation :.....	37
Article 41 REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES	37
Article 42 REGIME FISCAL.....	38
Chapitre 6 EVALUATION ET SUIVI DE LA CONVENTION.....	39
Article 43 COMPTES RENDUS ANNUELS.....	39
Article 43.1. Rapport d'exploitation.....	39
Article 43.2. Rapport financier	40
Article 44 TABLEAU DE BORD MENSUEL.....	42
Article 45 EXPORT MENSUEL DE DONNEES.....	42
Article 46 COMPTES RENDUS A LA DEMANDE	42
Article 47 CONTROLE DU DELEGANT.....	43
Chapitre 7 RESPONSABILITES – ASSURANCES	44
Article 48 RESPONSABILITE	44
Article 49 JUSTIFICATION DES ASSURANCES	45
Article 50 CONTENTIEUX AVEC LES TIERS.....	46
Chapitre 8 GARANTIES - SANCTIONS, CONTENTIEUX	47
Article 51 GARANTIES.....	47
Article 52 SANCTIONS	47
Article 52.1. SANCTIONS PECUNIAIRES.....	47
Article 53 SANCTIONS COERCITIVES.....	48
Chapitre 9 FIN DE LA CONVENTION	49
Article 54 MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT.....	49
Article 55 EXPIRATION DE LA CONVENTION	49
Article 56 RESILIATION UNILATERALE AVEC INDEMNITE.....	49
Article 57 RESILIATION SANS INDEMNITE	50
Article 58 DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DU CONCESSIONNAIRE .	51
Article 59 CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC EN FIN DE CONTRAT	51
Article 60 CESSIION ET SUBCONCESSION partielle DE LA CONVENTION	52
Article 61 REPRISE DES CONTRATS ET ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE	52
Article 62 Sort des données PERSONNELLES	53

Article 63 LIBERATION ET REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT.....	53
Article 64 SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT	54
Article 64.1. BIENS DE RETOUR	54
Article 64.2. BIENS DE REPRISE.....	54
Article 65 BIENS PROPRES.....	55
Article 66 REPRISE DES STOCKS.....	55
Article 67 NULLITE PARTIELLE.....	55
Article 68 PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	55
Article 69 JURIDICTION COMPETENTE	56
Article 70 DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT.....	56

PREAMBULE

Les parkings jouent un rôle important dans les politiques de mobilité. Ils permettent notamment un stationnement organisé à proximité immédiate des activités économiques et culturelles de la ville. Articulés avec le stationnement sur voirie et le développement des modes alternatifs de déplacement (transports en commun, vélos, autopartage), ils participent à l'accessibilité et à l'attractivité de la ville, dans le respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois.

Inauguré en 2007, le parking Wodli dispose de 955 places sur 11 niveaux et 24 places motos, destinées au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare, ainsi que 126 places dédiées au stationnement des vélos. Parallèlement, le parking Gare courte durée a été, quant à lui, reconstruit pour disposer d'une capacité de 208 places dont 20 places motos en sous-sol. Destiné au stationnement de courte durée, le parking Gare courte durée offre environ 800 places de vélo payantes.

Ils proposent aujourd'hui avec le parking Sainte-Aurélien une offre performante aux usagers du train, intégrant une première demi-heure de stationnement gratuit.

Les deux ouvrages sont ouverts 24 heures sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

Le 29 juin 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a ainsi décidé de retenir le principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings « Wodli » et « Gare courte durée », dans le cadre d'une gestion commune.

Les attentes de la Collectivité dans le cadre du présent projet de contrat sont les suivantes :

- La Collectivité attend du Concessionnaire qu'il soit acteur de la politique de mobilité et du respect de l'environnement et du cadre de vie des strasbourgeois,
- en ayant le souci de l'amélioration constante du confort, de l'accueil, de la sécurité et de l'accessibilité des usagers, et en particulier celle des personnes à mobilité réduite,
- en favorisant le développement de l'intermodalité dans les parkings qui lui seront confiés (autopartage, vélos...),
- en maîtrisant l'offre de stationnement proposée dans les parkings, en particulier concernant les différents usagers (horaires, abonnés, résidents, etc.),
- en proposant des améliorations du bilan énergétique des parkings.

En outre, la Collectivité attend que le Concessionnaire propose dans son offre, des sources d'optimisation et de mutualisation des ouvrages dans le cadre d'une exploitation unique.

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - FORMATION DU CONTRAT

Le présent contrat de concession de service public, est conclu entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son président en exercice dûment habilité par la délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 3 mai 2019

ci-après dénommée la Collectivité d'une part,

ET

INDIGO INFRA Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 192 533 335 € dont le siège social est à Tour Voltaire, 1 place des Degrés - 92800 Puteaux La Défense, enregistré au RCS de Nanterre sous le numéro de 642 020 887, représentée par agissant en qualité de et en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, agissant en qualité de Directeur régional Nord-Est ;

ci-après dénommée le Concessionnaire, d'autre part,

Article 2 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de confier au Concessionnaire une mission de service public consistant en l'exploitation et la gestion des parcs de stationnement Wodli et Gare courte durée, au nom et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, propriétaire des ouvrages et des équipements.

La concession comprend :

1. L'exploitation et la gestion des parcs « Wodli » et « Gare courte durée », aux frais du Concessionnaire et à ses risques et périls, qui comprennent notamment :

- a. la location horaire des places automobiles (955 places dans le parking Wodli et 188 places dans le parking Gare courte durée),
- b. la gestion et l'attribution des abonnements,
- c. la location d'emplacements à caractère commercial,
- d. la location de places de stationnement pour motocycles (24 places dans le parking Wodli et 20 places dans le parking Gare courte durée),
- e. la location ou mise à disposition de places de stationnement pour les vélos (126 places dans le parking Wodli et d'environ 800 places dans le parking Gare courte durée),
- f. l'entretien courant, les réparations et la maintenance des ouvrages, de leurs dépendances et de leurs abords, en ce compris les espaces,
- g. les travaux de gros entretien et de renouvellement des ouvrages et équipements,
- h. l'optimisation du bilan énergétique des parkings,
- i. l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à l'exploitation des parkings,

j. toute activité annexe, améliorant la qualité du service, sous réserve de l'accord exprès préalable de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Les travaux et équipements à réaliser conformément au chapitre II ci-dessous.

Les ouvrages fonctionneront 24 heures sur 24 tous les jours y compris les dimanches et jours fériés.

Article 3 - DEFINITION DE LA CONCESSION

L'Eurométropole de Strasbourg met à la disposition du Concessionnaire les parcs de stationnement « Wodli » et « Gare courte durée ».

La Collectivité conserve le contrôle du service exercé dans les deux parcs et doit obtenir du Concessionnaire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Concessionnaire gère les parcs de stationnement conformément aux dispositions du présent contrat. Il est autorisé à percevoir, auprès des usagers, un prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge. Il exploite le service à ses risques et périls.

Le Concessionnaire se conformera à toutes les obligations que ces activités entraîneront, notamment en matière fiscale, ainsi qu'en ce qui concerne la réglementation de la sécurité sociale, du registre du commerce, etc., de telle sorte que le délégant ne puisse être engagé en aucune façon par les activités du Concessionnaire.

Article 4 – DESCRIPTION TECHNIQUE

Article 4.1. Dispositions particulières aux parcs « Wodli » et « Gare courte durée »

Article 4.1.1. Parc « Wodli »

Le parc « Wodli », situé à l'angle de la rue Wodli et du Boulevard Wilson, a été inauguré en 2007.

Il comporte 955 places en élévation, sur 11 niveaux desservis par une rampe d'entrée et de sortie distincte.

L'accès des véhicules se faisant au niveau du boulevard Wilson et de la rue Wodli. L'accès boulevard Wilson comporte, d'une part, un chenal d'entrée, un chenal de sortie et un chenal réversible. L'accès rue Wodli comporte, d'autre part, deux chenaux d'entrée et deux chenaux de sortie distincts.

L'ouvrage comporte en particulier :

- 7 chenaux, 4 bornes d'entrée, 4 bornes de sortie
- 2 ascenseurs desservant les 11 niveaux et 1 ascenseur desservant 10 niveaux
- 3 caisses automatiques de péage
- 2 « Totem » aux entrées du parking permettant d'afficher en temps réel « libre/complet ».
- 1 panneau d'affichage par étage (exception faite de la terrasse soit 11 panneaux) permettant d'afficher en temps réel, le nombre de places disponibles dans le parking, ainsi que le nombre d'emplacements disponibles réservés aux personnes handicapées. Ces données s'interfacent avec le système de supervision du SIRAC (norme DIASER IP Réf : NF P 99-071), qui les diffuse sur les panneaux de jalonnement dynamique de la Ville et qui les met en ligne sur un site internet.

Par ailleurs, sur les 955 places que comprend le parking :

- 11 emplacements sont réservés aux personnes handicapées
- 3 emplacements sont réservés à de l'autopartage
- 2 emplacements sont réservés aux véhicules électriques (une borne de recharge)
- 6 emplacements sont des emplacements dits « courtoisie »

Le parking comporte également 24 emplacements réservés aux motos.

AUTRES EMPLACEMENTS :

Le parking « Wodli » comprend également, en rez-de-chaussée 126 places vélos environ.

Article 4.1.2. Parc « Gare courte durée »

Le parc «Gare courte durée», situé place de la Gare, a fait l'objet d'importants travaux de rénovation et de réaménagement à la charge de la Collectivité entre juin 2005 et juin 2007.

Il comporte 208 places, dont 20 places motos sur 1 niveau en sous-sol, desservis par deux rampes d'entrées et deux rampes de sorties distinctes comportant chacune 1 chenal. L'accès et la sortie des véhicules se faisant autour de la place de la Gare.

L'ouvrage comporte en particulier :

- 4 bornes d'entrée, 4 bornes de sortie, 8 barrières
 - 2 caisses automatiques de péage
 - 2 « Totem » aux entrées du parking permettant d'afficher en temps réel « libre (24/24) /complet ».
- Ces données s'interfacent avec le système de supervision du SIRAC (norme DIASER IP Réf : NF P 99-071), qui les diffuse sur les panneaux de jalonnement dynamique de la Ville et qui les met en ligne sur un site internet.

Par ailleurs, sur les 208 places que comprend le parking, dont :

- 7 emplacements sont réservés aux personnes handicapées
- 20 emplacements sont réservés aux motos

Le parking propose environ 800 places payantes pour les vélos.

Article 4.2. Dispositions communes aux deux parcs

Toute modification des prescriptions des dossiers techniques annexés à la présente entraînant un changement notable dans la distribution des places ou des surfaces définies par les dossiers, devra être préalablement acceptée par l'Eurométropole, par voie d'avenant au présent contrat.

Article 5 - DUREE DE LA CONCESSION

La présente convention prend effet à la date de sa notification au Concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée du contrat de concession de service public est de 7 ans à compter de la date de début d'exploitation, prévue le 10 juin 2019.

Article 6 – PRISE DE POSSESSION DES PARKINGS

L'Eurométropole de Strasbourg mettra à disposition du Concessionnaire en vue de leur exploitation et de leur gestion, les parcs de stationnement « Wodli » et « Gare courte durée » à la date prévisionnelle mentionnée à l'article 5 précité et dans les conditions précisées dans le projet de contrat.

Immédiatement après l'achèvement des travaux et aménagements, il est procédé, contradictoirement avec le Concessionnaire, à leur réception.

En vertu de la présente convention, le Concessionnaire bénéficie des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à l'exécution des travaux et à l'exploitation des parkings. Il est investi de tous les droits qui en découlent.

Article 7 - RECEPTION DES OUVRAGES ET ETAT DES LIEUX/INVENTAIRE

Au jour de la signature de la présente convention, le Concessionnaire est réputé avoir accepté les équipements meubles et immeubles en l'état, sous la seule réserve de la conformité des inventaires et de l'état des lieux.

Le Concessionnaire sera réputé bien connaître l'état de l'ensemble des biens, immobiliers et mobiliers, au moment de leur mise à disposition. Il ne pourra alléguer une quelconque défectuosité ou non-conformité de ces biens pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou en renégocier les termes.

Lors de la prise d'effet du contrat, un inventaire quantitatif et qualitatif (état des lieux) des équipements nécessaires à l'exploitation et à la gestion de chaque parc de stationnement est dressé contradictoirement entre le délégant et le Concessionnaire. Ces inventaires seront réalisés au plus tard 30 jours après la prise d'effet du contrat par le Concessionnaire, et figureront en annexes au présent contrat (annexes n°1 et n°3). Un procès-verbal de réception sera établi en ce sens et annexé également au contrat.

Les inventaires qualitatifs et quantitatifs comprennent les biens identifiés comme biens de retour, biens de reprise ou biens propres relatifs au service délégué.

Ces inventaires/états de lieux seront remis à jour annuellement, selon une procédure qui sera définie entre le délégant et le Concessionnaire.

Les mêmes opérations seront effectuées en fin d'occupation des lieux. La comparaison des inventaires sert le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer les indemnités correspondantes qui sont calculées à la charge du Concessionnaire (Article 63 infra).

En cas de modification dans la consistance du matériel, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes, d'équipements, de matériels ou de mobiliers effectuées par le délégant ou le Concessionnaire, des inventaires complémentaires sont établis autant que cela est nécessaire.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE FINANCEMENT ET DE REALISATION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A EFFECTUER DANS LES PARCS

Le parking Gare courte durée a été mis aux normes (sécurité et handicapés) lors de sa reconstruction en 2007. Le parking Wodli, construit en 2007, est également aux normes. Il n'est ainsi pas envisagé de travaux lourds, mais, par exemple, le système de guidage à la place et de la remise en peinture seront à prévoir par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire prend en charge d'autres travaux d'aménagement ou améliorant le confort et la sécurité des usagers (personnes à mobilité réduite en particulier), conformément aux annexes n°5, 6 et 15.

Article 8 - RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AUX TRAVAUX

Le Concessionnaire et la Collectivité appliquent les règles suivantes pour la réalisation des travaux entrant dans le cadre du présent contrat :

- les travaux et installations réalisés par le Concessionnaire sont exécutés dans les règles de l'art et respectent, lorsqu'elles existent, les normes et prescriptions techniques d'origine réglementaire ou spécifiées par les constructeurs et fournisseurs. Le Concessionnaire applique, s'il y a lieu, les règles relatives à la coordination en matière d'hygiène et de sécurité sur les chantiers ;
- lorsque les travaux sont sous-traités à des tiers, les conditions d'attribution et de paiement doivent garantir la transparence des opérations et être conformes aux règles en vigueur. Si ces travaux ne font pas l'objet d'une mise en concurrence, les justifications du prix fixé sont tenues à la disposition de la Collectivité.

L'ensemble du projet définitif détaillé des travaux ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation figureront en Annexe 5 et en Annexe 6.

Le plan pluriannuel de financement figurera en annexe 9.

Article 8.1. Description des travaux et équipements à réaliser dans le parc « Wodli »

Le Concessionnaire réalisera et financera les travaux et équipements suivants, sans que cette énumération soit limitative :

Article 8.1.1. Mise à jour des équipements de péage et de contrôle d'accès (caisses, barrières et bornes) :

Les équipements péagers ont été remplacés en 2017. Le Concessionnaire devra veiller à ce que les matériels péagers soient performants et fiables, permettant à la fois de simplifier le suivi de l'exploitation et d'augmenter l'attractivité et le confort d'usage du parking. En tout état de cause :

- Le matériel proposé devra permettre la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules.

- Les caisses devront accepter tous les types de paiement : espèces (pièces et billets), carte bancaire, à contact et sans contact, téléphone NFC (Near Field Communication, signifiant la communication de données sans contact).
- La borne de sortie devra également accepter le paiement par carte bancaire (à contact et sans contact) ainsi que par téléphone NFC.

L'ensemble du matériel devra être conforme à la réglementation en vigueur concernant les personnes handicapées.

Article 8.1.2. *Remplacement du système d'indication du nombre de places libres avec affichage en temps réel et guidage à la place*

Le Concessionnaire installera un « totem » aux entrées du parking et par étage, permettant d'afficher en temps réel, le nombre de places disponibles, ainsi que le nombre d'emplacements disponibles réservés aux personnes handicapées. Il remplacera également intégralement le système de guidage à la place.

Un totem, déjà en place sur la rue, ne précisant pas le nombre de places mais uniquement un affichage complet/ouvert, sera conservé.

Ses données s'interfaceront avec le système de supervision du SIRAC (norme DIASER IP Réf : NF P 99-071), qui les diffuse sur les panneaux de jalonnement dynamique de la Ville et qui les met en ligne sur un site internet.

Article 8.1.3. *Remise en peinture*

Une remise en peinture complète du parking (sols, murs, plafonds) est prévue durant le contrat par le Concessionnaire.

Une première phase, en début de contrat, concerne une reprise complète (sols, murs et plafonds) du rez-de-chaussée et des niveaux 1 et 2, ainsi qu'à chaque niveau du parking, la mise en peinture d'une signalétique murale spécifique.

Dans une seconde phase (2021-2022), les autres niveaux seront repris complètement (sols, murs et plafonds).

Article 8.1.4. *Réaménagement de l'espace de stationnement vélos*

Afin d'éviter les conflits entre les différents flux vélos et voitures, le Concessionnaire devra séparer physiquement l'espace vélos situé au rez-de-chaussée du parking par un bardage en bois. Le Concessionnaire sera vigilant à ce que cette séparation ne puisse servir de moyen pour y attacher les vélos (stationnement sauvage) : l'espace de stationnement vélos sera sécurisé grâce à l'installation d'une caméra. Dans la même idée, le Concessionnaire devra apporter des solutions afin d'éviter le stationnement gênant des vélos dans le reste de l'ouvrage.

L'aménagement devra comprendre 2 emplacements vélos cargo et l'installation de 4 casiers permettant la charge des batteries de VAE. Le parc à vélos sera équipé d'une boîte à outils murale, d'un distributeur de kit de dépannage et d'une pompe à vélos.

Le Concessionnaire mettra en place, un contrôle d'accès, avec lecteur de ticket, badge sans contact et Bluetooth.

Celui-ci sera activé à la demande de la Collectivité, si elle fait le choix de rendre payant l'accès au parking à vélos.

Le Concessionnaire pourrait, le cas échéant, en sous-traiter l'exploitation (cf. article 20 décrivant les conditions de fonctionnement des espaces vélos).

Article 8.1.5. **Places réservées aux véhicules électriques**

Le Concessionnaire installera 2 bornes doubles supplémentaires en complément des 2 points de charges existants, portant le nombre de places électriques à 6 sur ce parc. Une de ces places sera réservée aux usagers PMR. Les bornes de recharge seront équipées de prises T2S et de prises domestiques de 7 kVa.

Au vu de l'utilisation de ces places, la Collectivité pourra demander au Concessionnaire d'augmenter l'offre de recharge électrique au cours de la concession.

Le mode de calcul suivant sera alors retenu pour le déploiement de bornes de recharge supplémentaire :

Le cout unitaire de déploiement de BRVE est actuellement de 5 K€ par point de charge de 7KVA, pour des bornes isolées ou en faible nombre. Ce chiffre inclut la fourniture de la borne, câblage et adaptation du TGBT, mise en service, peinture et signalétique spécifique, mur coupe-feu d'isolation par rapport aux autres places et les procédures administratives.

Ce coût d'investissement indiqué constitue un plafond et sera pris en charge par le Concessionnaire, il a été déterminé sur la base de 85 points de charge maximum. Au-delà, les parties conviennent de se rencontrer pour définir les modalités financières de l'investissement.

Dans la limite des 85 points de charge supplémentaires, la redevance fixe sera réduite d'un montant forfaitaire selon la formule proposée ci-après :

$$R_{fn+1} = R_{fn} - (I_n / D_n) - (B_n \times OBRVE)$$

Où :

- R_{fn} et R_{fn+1} désigne respectivement la Redevance fixe telle que convenue par les Parties pour les périodes n et $n+1$
- I_n désigne l'investissement réel porté par Indigo au titre du déploiement des BRVE demandées par l'Eurométropole et mise en service pour la période $n+1$, étant entendu que ce montant ne pourra excéder 5 K€ HT / point, valeur 2019.
- D_n désigne la durée résiduelle du contrat en année n
- B_n désigne le nombre de points de charge demandé par l'Eurométropole pour déploiement en année n et mise en service en $n+1$
- OBRVE désigne un coût forfaitaire d'exploitation, d'entretien et de maintenance pour une borne, à savoir 289 €HT /point de charge/an, valeur 2019.

Le montant de la redevance ainsi déterminé fera l'objet d'un échange de courrier entre les parties.

L'équipement de recharge sera conforme aux normes en vigueur (et maintenu aux normes en vigueur pendant la durée du contrat).

De plus, conformément à l'article 4 du Décret du 31 octobre 2014 et à l'article 4.9 de la Directive européenne 2014/94/UE, le système de gestion de ces emplacements, qui sera proposé par le Concessionnaire devra permettre un accès universel à tous les usagers du parking, c'est-à-dire sans conditions préalables d'abonnement afin d'assurer une charge occasionnelle.

Article 8.1.6. **Ascenseurs**

Le Concessionnaire remplacera les 3 ascenseurs du parc. Il opte pour des appareils permettant le transport de 900 kg ou 12 personnes. Il s'assurera également que l'étanchéité sera suffisante, notamment par la mise en place d'une casquette sur l'ascenseur panoramique permettant d'éviter que la pluie ne pénètre

directement dans la gaine d'ascenseur. De plus, à chaque niveau, des ressauts seront mis en place pour éviter les écoulements d'eau et protéger la gaine d'ascenseur.

Article 8.1.7. **Végétalisation**

La zone végétalisée au centre de la tour sera remplacée par des végétaux plus adaptés et provenant de pépinières régionales de préférence.

Article 8.1.8. **Aménagements complémentaires**

Le local d'accueil comprendra une partie dédiée à l'accueil des usagers et une autre dédiée à l'exploitation.

Le sas de la gare (niveau 2) intégrera un service abris colis, voire un service de conciergerie automatisé. Un nouveau traitement esthétique sera appliqué sur cet espace.

Le Concessionnaire ajoutera des casiers au droit des emplacements motos.

Afin d'améliorer la sécurité, le Concessionnaire équipera le parking de rideaux rapides et installera des contrôle d'accès piétons qui seront actifs durant les horaires de fermeture de la gare.

Le Concessionnaire renforcera la vidéosurveillance par l'ajout d'un système permettant un déclenchement d'alerte de sécurité par la voie de l'analyse vidéo par intelligence artificielle.

Article 8.2. Description des travaux et équipements à réaliser dans le parc « Gare courte durée »

Le Concessionnaire réalisera et financera les travaux et équipements suivants, sans que cette énumération soit limitative :

Article 8.2.1. **Mise à jour des équipements de péage et de contrôle d'accès (caisses, barrières et bornes) :**

Les équipements péagers ont été remplacés en 2017. Le Concessionnaire devra veiller à ce que les matériels péagers soient performants et fiables, permettant à la fois de simplifier le suivi de l'exploitation et d'augmenter l'attractivité et le confort d'usage du parking.

En tout état de cause :

- Le matériel proposé devra permettre la lecture des plaques d'immatriculation des véhicules.
- Les caisses devront accepter tous les types de paiement : espèces (pièces et billets), carte bancaire, à contact et sans contact, téléphone NFC (Near Field Communication, signifiant la communication de données sans contact).
- La borne de sortie devra également accepter le paiement par carte bancaire (à contact et sans contact) ainsi que par téléphone NFC.
- L'ensemble du matériel proposé sera conforme à la réglementation en vigueur concernant les personnes handicapées.

Article 8.2.2. **Guidage à la place**

Le Concessionnaire implantera un nouveau totem en entrée indiquant le nombre de places disponibles, y compris celles pour les PMR.

Il installera également un système de guidage à la place.

Ses données s'interfaceront avec le système de supervision du SIRAC (norme DIASER IP Réf : NF P 99-071), qui les diffuse sur les panneaux de jalonnement dynamique de la Ville et qui les met en ligne sur un site internet.

Article 8.2.3. **Remise en peinture**

Une remise en peinture complète (sols, murs, plafonds) est prévue en début de contrat, y compris pour le parking à vélos (hors marquage des places vélos).

Article 8.2.4. **Espace de stationnement vélos**

Le Concessionnaire renforcera la signalétique de repérage, aussi bien les panneaux que le marquage au sol. Il procédera à une reprise des peintures des circulations et des accès.

Un espace atelier sera également intégré, équipé d'une boîte à outils murale, d'un distributeur de kit de dépannage et d'une pompe à vélos.

L'aménagement devra comprendre l'installation de 12 casiers permettant la charge des batteries de VAE.

Article 8.2.5. **Aménagements complémentaires**

Le Concessionnaire procédera à la rénovation de l'espace accueil, à la réparation de béton, à la reprise des fissures et de l'imperméabilité au droit des tuyauteries pour le parc à vélos.

Le Concessionnaire renforcera la vidéosurveillance par l'installation de 6 caméras IP et l'ajout d'un système permettant un déclenchement d'alerte de sécurité par la voie de l'analyse vidéo par intelligence artificielle.

Enfin, suite à une information récente de la part de la préfecture, une mise en conformité de la couverture INPT des radiocommunications des services de secours sera à intégrer dans les investissements du parking Gare courte durée en 2019. En effet, malgré le fait que le parking ne soit pas soumis réglementairement à cette obligation (parc avec un seul niveau) la préfecture a informé la Collectivité qu'elle souhaite que le parking Gare courte durée soit couvert car il fait partie de l'ensemble Gare de Strasbourg, considéré comme sensible tant au regard du risque incendie que du risque terroriste.

Dans ce cadre, la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) autorise le délégataire à utiliser son réseau contre la prise en charge d'un investissement à hauteur de 10 000€ environ.

Ce montant est intégré dans l'économie générale du contrat telle que décrite dans le compte prévisionnel d'exploitation joint en annexe.

Article 8.3. Amélioration du bilan énergétique

Le Concessionnaire remplacera les lumières existantes par des LED avec un système de détection de présence ciblé par zones.

Il s'engage à utiliser des peintures sans solvants, ainsi que des produits de nettoyage éco-labélisés dans la mesure du possible.

D'autre part les reçus de carte bancaire seront sans bisphénol A et l'impression des tickets de parking sera réalisée par le réseau Imprim Vert.

Concernant le recyclage des déchets le Concessionnaire mettra des poubelles à doubles compartiments.

Article 8.4. Dispositions communes aux deux parkings :

Afin d'optimiser les coûts de fonctionnement des parkings, le Concessionnaire prévoira un système de gestion centralisée et à distance des deux ouvrages (systèmes de surveillance vidéo, reports d'alarme, interphonie, matériels péagers et de gardiennage).

Le système de gestion proposé devra s'accompagner d'engagements pour assurer la sécurité des usagers des parkings, leur confort, mais aussi pour assurer la sécurité des accès, ainsi qu'un service public de qualité (cf. également Chapitre 3 infra).

Article 8.4.1. Présence humaine

Les deux parkings seront ouverts et accessibles pour les usagers 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés. Les espaces vélos seront également accessibles par contrôle d'accès 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés (cf. Article 20 infra).

Au démarrage du contrat, le Concessionnaire organisera la présence humaine avec une équipe composée de 9 ETP (dont 7 agents d'exploitation, 1 technicien de maintenance et 0.5 responsable BLI présents sur les parcs). Il s'organisera afin de répondre au planning de présence ci-après en affectant au minimum un agent sur chaque plage de présence et pour chaque parking.

Planning de présence :

	Lun	Mar	Merc	Jeu	Vend	Sam	Dim	TOTAL
Wodli	5h-12h et 15h-22h					9h-23h		98 h
Gare Courte Durée	5h-22h				5h-23h	5h-21h	5h-22h	119 h

Le Concessionnaire aura recours à un contrat de prestation de service aux termes duquel un agent de sécurité sera déployé en plus la nuit (tous les jours de 1h à 5h sur les deux parcs, représentant, à titre indicatif, 1.3 ETP).

Le Concessionnaire s'engage sur une intervention physique en 15 minutes en cas de personnel présent sur le site et en 25 minutes si aucun personnel n'est prévu. Dans ce cas, la gestion des parcs est déportée, soit vers un autre parc géré par le Concessionnaire à Strasbourg, soit vers le centre national de télé-opération, qui prend le relais et le contrôle du ou des parcs (organes techniques et de sécurité, alarmes, matériel péager, caisses, interphonie, vidéosurveillance, etc.).

Toute modification de cette organisation ayant un impact sur le planning de présence, devra faire l'objet d'un accord préalable écrit de la part de la Collectivité.

Article 8.4.2. Toilettes

Les toilettes du Parking Gare courte durée seront accessibles à tous publics (usagers ou non du parking) 24h sur 24 et 7j sur 7. L'accès de ces dernières, se fait via un contrôle d'accès pour les usagers du parking ou par interphone pour les non usagers.

Les toilettes du Parking Wodli, seront accessibles pour tout public sauf entre 1h et 4h45 où l'accès sera réservé aux usagers via un contrôle d'accès.

Article 9 FINANCEMENT DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS D'EXPLOITATION A REALISER DANS LES PARCS

Le coût global des travaux et équipements de premier établissement que le Concessionnaire propose de réaliser sur les parcs, toutes dépenses confondues, est évalué à :

Parc de stationnement « Wodli » : 1 032 063 € HT

Parc de stationnement « Gare courte durée » : 341 211 € HT

Cette estimation s'entend en valeur à la date de remise des offres et doit notamment intégrer et détailler par poste :

- Des révisions de prix prévisionnelles limitées à 3% par an,
- Des honoraires de bureau d'études et de bureau de contrôle,
- Des primes d'assurance,
- La rémunération de la maîtrise d'ouvrage, le cas échéant,
- Des frais financiers et les amortissements des emprunts, le cas échéant.

Ce coût total s'entend, y compris les imprévus techniques évalués à 10 % maximum sur travaux.

Le Concessionnaire détaillera le bilan financier définitif des travaux d'aménagement et équipements d'exploitation dans le rapport d'activité du Concessionnaire qui suivra la date de fin des dits travaux. Il fournira au délégant le décompte définitif détaillé des travaux réalisés (Annexe 10).

S'il s'avère que le coût global définitif des travaux, intégrant les imprévus techniques à hauteur de 10% maximum, est supérieur aux montants estimés ci-dessus par le Concessionnaire, il devra en supporter intégralement la charge.

Article 10 DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX

Le Concessionnaire respectera le planning prévisionnel pour l'ensemble des travaux, par parcs (annexes 5, 6 et 17).

En cas de non-respect des délais de réalisation sur lesquels le Concessionnaire s'engagera, il sera fait application de l'Article 52 infra. Dans ce cas, passé un retard de six mois, le Concessionnaire pourra, à la demande du délégant, être déchu de tous ses droits résultant de la présente convention, conformément à l'Article 57 infra. Ces pénalités ne seront pas dues en cas de retard dans les travaux relevant de la responsabilité de la Collectivité.

Article 11 APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX DANS LES PARCS

Article 11.1. Avant-projet détaillé

Le Concessionnaire communique à la Collectivité un avant-projet détaillé des parkings et des installations annexes (déplacements de réseaux, génie-civil, aménagements et équipements) dans un délai de deux mois à compter de la date d'effet du présent contrat.

Il devra être conforme aux dispositions prévues dans le mémoire technique (Annexes 5 et 6 et 15) et devra être présenté à la Collectivité pour en vérifier la conformité vis-à-vis du contrat et de la réglementation.

Article 11.2. Plans guide

Le Concessionnaire communique, sur demande de la Collectivité, les plans guide définissant les interfaces génie-civil, aménagements et équipements, dans un délai de quatre mois à compter de la date d'effet du présent contrat.

La Collectivité les examinera dans un délai n'excédant pas un mois.

Article 11.3. Programme d'exécution des travaux

Le Concessionnaire communique, sur demande de la Collectivité, le programme d'exécution des travaux dans un délai de quatre mois à compter de la date d'effet du présent contrat.

Ce programme devra préciser :

- Les méthodes et matériels utilisés ;
- Le projet des installations de chantier ;
- Le plan de sécurité et d'hygiène ;
- Le calendrier d'exécution des travaux (établi à partir d'une des méthodes du chemin critique) indiquant les cadences, les temps unitaires, et les contraintes externes.

La Collectivité l'examinera dans un délai n'excédant pas un mois.

Article 11.4. Responsabilités

Ces présentations et vérifications n'auront pour effet ni d'engager la responsabilité de la Collectivité, ni de dégager celle du Concessionnaire en ce qui concerne les conséquences que pourront avoir l'exécution des travaux, l'imperfection des dispositions prévues, ou le fonctionnement des ouvrages. Le Concessionnaire demeure responsable de la conformité du projet avec la réglementation applicable et de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires.

Toute modification substantielle ne pourra être apportée au projet qu'à la condition de recueillir l'accord préalable de la Collectivité.

La non-production de ces documents dans les délais peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 52 du présent contrat.

Article 12 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A REALISER PAR LE CONCESSIONNAIRE DANS LES PARCS

Le Concessionnaire assure la maîtrise d'ouvrage des travaux.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers équipements et ouvrages, de s'assurer que ce calendrier est respecté.

Le Concessionnaire pourra être amené à recourir à des tiers pour la réalisation des travaux et équipements. Il devra dans ce cas s'engager à prévoir l'application de pénalités à ses fournisseurs, en cas de retard dans l'exécution de leurs prestations. Si nécessaire, des solutions alternatives pourront être imposées par la Collectivité, aux frais du Concessionnaire, afin de garantir le bon fonctionnement de l'exploitation.

L'Eurométropole et ses services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils sont autorisés à suivre les chantiers et peuvent y accéder à tout moment en présence du Concessionnaire. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'au Concessionnaire et non directement aux entrepreneurs.

Le Concessionnaire assume seul la responsabilité, tant envers la Collectivité qu'envers les tiers, de tous les dommages qui peuvent être causés par l'exécution des travaux, objet du contrat, qu'il réalise sous sa responsabilité.

Le cas échéant, le Concessionnaire prendra toutes les mesures pratiques pour assurer la sécurité du chantier (palissade, cheminement des piétons, aménagements temporaires, ...). Les services de la Collectivité en charge de la sécurité pourront demander un renforcement de ces mesures en cas de besoin. Le coût en sera supporté par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire transmettra obligatoirement les comptes rendus de travaux, sans demande expresse du délégant. Il est également tenu de convier le service pilote de la Collectivité toutes les fois où des options techniques ou fonctionnelles impactantes sont à prendre (validation d'étape, évolution des matériaux, ...).

Article 13 RECEPTION DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS A REALISER PAR LE CONCESSIONNAIRE DANS LES PARCS

Immédiatement après l'achèvement des travaux et aménagements, il est demandé au Concessionnaire de transmettre les plans de l'ouvrage tels qu'il a été rénové.

La Collectivité procédera, contradictoirement avec le Concessionnaire, à la réception des travaux et aménagements. Un procès-verbal de réception sera établi en ce sens et annexé au contrat (Annexe 14).

Le concédant (ou son représentant) sera appelé à formuler au Concessionnaire, s'il y a lieu, ses réserves ou observations sur les travaux exécutés. Le Concessionnaire doit immédiatement mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour lever toutes ces réserves, et respecter les dispositions du dossier technique approuvé par le délégant (cf. Annexe 5 et Annexe 6).

Le Concessionnaire devra fournir dans un délai de trois mois suivant la réception définitive, au délégant, l'ensemble des documents de récolement nécessaires (DOE, PV de réception, commission de sécurité, etc., sous format papier et numérique) à la bonne connaissance de l'objet réalisé (plan de détail de l'ensemble des aménagements réalisés, descriptif des installations annexes...).

Une mise à jour de l'inventaire quantitatif et qualitatif des équipements et aménagements réalisés par le Concessionnaire sera rédigée par ce dernier, approuvée par le délégant puis annexée au contrat (Annexe 1 et 3).

Il est également demandé au Concessionnaire de transmettre un bilan financier des travaux et aménagement, dès le décompte définitif de l'opération ou au plus tard lors de la transmission du rapport annuel de l'année de la réalisation de ces travaux.

Article 14 TEXTES EN VIGUEUR

L'exploitation et l'entretien du parc, ainsi que les différents travaux qui y seront réalisés, doivent respecter les dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activité. En particulier, toutes les exigences en matière d'hygiène et de sécurité devront être prises en compte par le Concessionnaire de la manière la plus stricte.

La Collectivité est par ailleurs particulièrement attentive au respect de la réglementation concernant les personnes handicapées (normes, accessibilité, signalétique). Le Concessionnaire se conformera ainsi a minima à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances (Loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées) complétée par l'Ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports ainsi qu'à la Circulaire interministérielle N°DGUHC 2007-53 du 30/11/07- Annexe 8, l'arrêté du 8 décembre 2014 et l'arrêté du 15 décembre 2014.

Pour les dispositions techniques, le Concessionnaire se référera en particulier :

- à l'instruction interministérielle de l'équipement et des transports en date du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts et à l'arrêté type 2935 modifié relatif aux installations classées,
- aux prescriptions du décret n° 54-856 du 13 août 1954, complété par le décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973, et à celles de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié le 5 mars 2009, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) (ERP type PS).

De manière plus générale, les ouvrages constitutifs de l'aménagement devront satisfaire aux règles administratives et techniques en vigueur. En cas d'évolution de la réglementation, il sera fait application de l'article 41.

CHAPITRE 3 CONDITIONS D'EXPLOITATION DES PARCS « WODLI » ET « GARE COURTE DUREE »

Article 15 PRINCIPES GENERAUX DANS CHACUN DES PARCS

Le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service et l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat.

Il assure l'accueil du public, l'entretien et la surveillance des ouvrages et des équipements.

Il sera le seul responsable de la gestion des relations avec les usagers des parcs, dans le cadre de son exploitation.

En complément :

- Le Concessionnaire s'engage à répondre aux usagers, dans un délai maximum de 72h si la demande est normale ou 24h si la demande est urgente. Les questions relatives à la politique de la Collectivité lui seront transmises afin qu'elle puisse y répondre.
- Outre les renseignements qui seront fournis par le personnel du Concessionnaire présent dans les parcs, un « numéro client » (abonnement, renseignements), visible dans le local d'accueil et sur les documents afférents aux parcs sera mis en place. Les appels seront pris en charge selon une permanence téléphonique entre 8 h 30 et 19 h tous les jours ouvrés.

Un répondeur, avec procédure de traitement des messages, permettra d'enregistrer les appels en dehors de ces plages.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer la continuité du service public de stationnement qui lui est confié.

Tout arrêt technique pour quelque cause que ce soit devra être prévu en accord avec le délégant, excepté en cas d'interruption du service pour des raisons d'hygiène et de sécurité pour lesquelles le Concessionnaire a toute latitude pour agir, à charge pour lui de motiver sa décision d'interrompre le service dans les quinze jours suivant l'interruption. Il en informera cependant immédiatement la Collectivité sous une forme à définir conjointement avec le délégant.

En cas d'arrêt du service, le Concessionnaire pourra voir sa responsabilité recherchée dans les conditions prévues à l'Article 52 et à l'Article 57 de la présente convention, sauf en cas d'événement extérieur, irrésistible, imprévisible et qui rend impossible la poursuite de l'exécution du contrat.

Par ailleurs, le Concessionnaire tiendra à la disposition de la Collectivité et de la commission de sécurité, les rapports des bureaux de contrôle et les registres de sécurité.

En cas de fermeture de l'un ou des parkings, pour une durée inférieure ou égale à 50 jours, qui serait rendue nécessaire pour des motifs d'intérêt général et en particulier pour des raisons de sécurité publique (Etat d'urgence par exemple), le Concessionnaire supportera seul le manque à gagner liée à l'interruption du service. Si cette fermeture venait à se prolonger au-delà de 50 jours, les parties se rapprocheront pour examiner les modalités d'indemnisation du Concessionnaire. Le délégant signifiera en ce cas cette demande de fermeture du ou des parkings au Concessionnaire, par courrier écrit. Afin de limiter l'impact de la fermeture du ou des parcs sur l'équilibre économique du Contrat, le Concessionnaire pourra présenter à la Collectivité toutes mesures utiles ou nécessaires de révision temporaire de ses obligations en termes de charges et dans ce cadre, adapter temporairement les conditions d'exploitation, en particulier en matière de surveillance et d'entretien.

Article 16 FONCTIONNEMENT DES PARCS

Les parcs de stationnement seront ouverts et accessibles 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

Article 17 SURVEILLANCE DES PARCS

Article 17.1. Généralités

Le Concessionnaire est chargé de veiller à la sécurité des personnes et des biens au sein du parc de stationnement dans les limites de l'ouvrage délégué, en termes de sécurité notamment routière.

Pour ce qui concerne la sécurité publique, il peut avoir recours, à chaque fois qu'il en jugera nécessaire, aux forces de police.

Pour ce qui concerne la sécurité routière, le gestionnaire devra impérativement veiller au respect de la réglementation en matière de circulation et de stationnement.

Article 17.2. Surveillance et continuité du service

Le Concessionnaire est tenu de garantir la continuité du service, sauf en cas de force majeure ou pour une opération particulière autorisée par la Collectivité.

L'activité de surveillance (rondes, contrôles par installation vidéo...) s'exercera dans tous les locaux et fera l'objet d'une gestion centralisée sur les deux parcs ; elle devra être exécutée soit par les agents du Concessionnaire, soit par une entreprise spécialisée choisie et rémunérée par le Concessionnaire. La surveillance devra comprendre un système de téléphonie mobile en port permanent, couplée sur les interphones (y compris ceux des ascenseurs) et sur le téléphone du ou des gardiens.

Le numéro de téléphone ainsi que les coordonnées de la personne à contacter en cas de nécessité, qui devra être joignable 24h sur 24, devront être communiqués au service de la Collectivité gestionnaire du stationnement et faire l'objet d'une large information auprès des usagers du parking (panneau d'affichage, signalétique, sono, dépliants,...).

En cas d'incident, le service d'intervention devra intervenir dans un laps de temps maximum de 25 minutes.

Article 18 REGIME DES PLACES DE STATIONNEMENT ET TARIFS

Article 18.1. Tarifs

Le parking Wodli est destiné au stationnement de longue durée pour les usagers de la Gare.

Les grilles tarifaires sont fixées par la Collectivité. Les tarifs évolueront dans le cadre de la politique globale du stationnement, en harmonie avec ceux du stationnement sur voirie et dans les autres parkings publics (y compris les parkings relais-tram).

Les nouveaux tarifs sont communiqués au Concessionnaire dans les meilleurs délais, après validation de l'Assemblée Délibérante.

Les tarifs applicables figurent en Annexe 8. Le compte d'exploitation prévisionnel annexé au présent contrat (Annexe 9) a été établi dans les conditions économiques du mois de remise des offres sur la base de ces tarifs et de leurs évolutions prévisionnelles.

La Collectivité se réserve la faculté de modifier les grilles tarifaires, de créer de nouveaux titres, ou de nouvelles conditions d'accès aux titres existants. Elle en informe le Concessionnaire avant leur mise en application.

Au cours du contrat, le Concessionnaire pourra proposer d'autres formules, abonnements ou tickets spécifiques (congrès, séminaires, manifestations diverses...), mais leur mise en œuvre ne pourra se faire qu'après approbation préalable par délibération de la Collectivité.

Article 18.2. Parking Wodli

Article 18.2.1. *Evolution du nombre d'abonnements au cours du contrat*

Les parties cocontractantes se retrouveront tous les ans pour étudier les objectifs en matière d'abonnements en fonction des évolutions constatées (notamment la fréquentation sur la voirie payante et la demande réelle d'abonnements).

Si les décisions prises venaient à modifier de façon significative les conditions financières du contrat, il serait fait application de l'Article 41.

Article 18.2.2. *Système de cartes fidélités avec les commerçants*

Une démarche pourra être engagée entre la Collectivité et le Concessionnaire, au cours du contrat, afin de mettre en place un système unique de « cartes de fidélité » type « cashback » avec les commerçants du centre-ville.

Article 18.3. Parking Gare courte durée

Le parking Gare courte durée est un parking de dépose-minute permettant un accès direct à la gare pour les usagers.

Article 19 AUTORISATION DE CONCLURE DES CONTRATS DE LONGUE DUREE DANS LE PARC WODLI

Dans l'éventualité où il apparaîtrait nécessaire de commercialiser des abonnements longue durée (15 ans pour répondre à des besoins réglementaires de construction), la Collectivité et le Concessionnaire conviendront de se rapprocher pour déterminer la quantité de places susceptibles d'être louées. Le délégant devra alors donner au Concessionnaire son accord préalable écrit sur le projet de contrat proposé.

Les contrats pourront excéder la durée du présent contrat. Dans ce cas, à l'expiration de ce dernier, le délégant sera substitué au Concessionnaire dans ses droits et obligations au titre de ces contrats.

Dans le cas d'un paiement annuel, la quote-part des recettes correspondant à la période allant de la date de la fin du contrat de concession jusqu'à la fin de l'exercice concerné, sera versée intégralement au délégant à l'issue du contrat de concession, dans un délai de 3 mois sur présentation des contrats concernés.

Dans l'hypothèse d'un paiement en une seule fois, la quote-part des recettes correspondant à la période dépassant la durée du contrat de concession sera versée intégralement au délégant dans un délai de 3 mois à compter de la conclusion du contrat de location.

Le Concessionnaire s'engage à faire figurer dans son rapport annuel le nombre et la date d'échéance des contrats excédant la durée du contrat de concession. Il fera également apparaître dans son compte de résultat annuel la part des recettes correspondant à la période dépassant la durée du contrat de délégation de service public.

Article 20 REGIME DES PLACES VELOS

Article 20.1. Parking Wodli

Les emplacements pour cycles visés au présent contrat sont destinés au public et particulièrement aux usagers du train.

Au démarrage du contrat les places disponibles seront gratuites, Le parc à cycles devra être accessible 24h sur 24, tous les jours.

Si la Collectivité décide de rendre payant l'accès au parking vélos, les tarifs qui seront proposés aux usagers, sont ceux définis à l'annexe 8.

La société tiendra à la disposition des cyclistes, contre paiement, des kits de réparation et autres petits matériels (ampoules...), le cas échéant, au moyen d'un distributeur automatique. Il proposera également la mise à disposition gratuite d'un pistolet de gonflage. Le Concessionnaire fera son affaire des épaves. Il affichera le règlement intérieur de manière bien visible, celui-ci figure en Annexe 13.

Article 20.2. Parking Gare Courte Durée

Les emplacements pour cycles visés au présent contrat sont destinés au public.

Le Concessionnaire pourra sous-traiter l'exploitation du parc à vélos, après accord de la Collectivité dans les conditions prévues à l'Article 33.

Les places disponibles seront payantes, le Concessionnaire appliquera les formules et tarifs d'abonnements définis par la Collectivité.

Le parc à cycles devra être accessible via un contrôle d'accès 24h sur 24, tous les jours

Le Concessionnaire assurera la sécurisation du parc au moyen d'une vidéosurveillance adaptée.

Le Concessionnaire tiendra à la disposition des cyclistes, contre paiement, des kits de réparation et autres petits matériels (ampoules...), le cas échéant, au moyen d'un distributeur automatique. Il proposera également la mise à disposition gratuite d'un pistolet de gonflage.

Le Concessionnaire fera son affaire des épaves. Il affichera le règlement intérieur de manière bien visible.

Article 21 REGIME DES EMPLACEMENTS COMMERCIAUX DANS LES PARCS

Le Concessionnaire devra obtenir l'autorisation préalable de la Collectivité quant à l'exploitation de tout emplacement publicitaire dans les parcs autre que ceux nécessaires pour les besoins de l'exploitation des parcs. De même, il s'interdit toute publicité visible depuis la voie publique autre que celle nécessitée pour les besoins de l'exploitation des parcs.

Le Concessionnaire pourra exploiter ou faire exploiter des services commerciaux connexes aux parcs, dont il percevra l'intégralité des recettes, sous réserve de l'autorisation préalable du délégant.

Leurs produits seront inscrits au compte d'exploitation de la concession de service public.

Le Concessionnaire pourra sous-traiter l'exploitation des services commerciaux à condition que le sous-traitant ait recueilli l'agrément de l'Autorité Délégante et que l'échéance du contrat d'exploitation ne soit pas postérieure à celle de la convention de concession de service public (cf. Article 32 infra).

L'usage des services à caractère commercial ne devra en aucun cas apporter une gêne quelconque au bon fonctionnement des parcs de stationnement. A cet égard, le Concessionnaire soumettra pour accord au délégant le nombre et le choix des emplacements commerciaux.

Il sera conforme aux lois et règlements en vigueur.

Dans ce cadre, le Concessionnaire a proposé, dans son offre, un nouveau service aux usagers : le service voiturier. Le Concessionnaire est autorisé par l'Eurométropole de Strasbourg à mettre en place ce service voiturier, étant précisé qu'il ne fait pas partie de la mission de service public confiée. Il s'agit d'un service accessoire qui est géré sous la seule responsabilité du Concessionnaire. Cette activité accessoire n'entre pas dans le champ de la reprise de personnel prévue à l'article L1224-1 du code de travail.

Dans le hall d'accueil des parcs, un panneau d'affichage gratuit sera réservé à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'annonce de manifestations artistiques, culturelles ou touristiques de Strasbourg et de sa région.

Article 22 RESPECT DE L'USAGE DES EMPLACEMENTS RESERVES AUX PERSONNES HANDICAPEES

Le Concessionnaire se conformera aux normes prévues par le code de la route en matière de matérialisation des emplacements réservés aux usagers titulaires de la carte européenne de stationnement (signalisation verticale et horizontale).

Il veillera tout particulièrement à assurer un bon accès et un bon cheminement dans les parkings.

En outre, la Collectivité sera particulièrement attentive au respect de l'usage des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées. Aussi, le Concessionnaire devra procéder à des contrôles réguliers de cet usage et sera amené le cas échéant à demander l'intervention des services de la police (pour verbalisation, voire mise en fourrière).

Article 23 - DÉFINITION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT

Les travaux sont exécutés dans les conditions suivantes : les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation sont exécutés par le Concessionnaire, à ses frais, conformément à Article 24 ci-après,

Le Concessionnaire s'engage, eu égard à leur destination, âge, état à la date d'entrée en vigueur de la présente convention ou d'acquisition et/ou de mise à disposition en cours de convention, à assurer le bon entretien des biens nécessaires à l'exploitation, pendant toute la durée du contrat.

Le Concessionnaire supporte toutes les charges générées par leur usage ou par leur garde, y compris les impôts et taxes et les polices d'assurance. Le Concessionnaire est tenu de faire procéder, à ses frais, à tous les contrôles prévus par la réglementation concernant les biens mis à disposition par la Collectivité.

Le Concessionnaire s'engage à entretenir et à maintenir les biens qu'il a acquis et financés ainsi que les biens mis à disposition par la Collectivité, selon les dispositions décrites aux niveaux 1, 2, 3 de la norme AFNOR FD X 60-000, conformément aux dispositions de l'Article 24. Les travaux d'entretien et de maintenance entrant dans le cadre du présent contrat portent notamment sur :

- toutes les opérations normales permettant d'assurer le maintien en état et la bonne hygiène des installations du service ;
- toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène, la propreté et l'esthétique des installations et leur intégration dans l'environnement ;
- la remise en état de fonctionnement du matériel à la suite d'incidents ou d'actes de vandalisme.

Les travaux de grosses réparations et de renouvellement sont exécutés conformément à l'Article 26 ci-après.

Le Concessionnaire est chargé de l'exécution de travaux de renouvellement sur les systèmes, les équipements et les installations du service.

Les travaux de renouvellement comprennent toutes les opérations, qui consistent à remplacer ou à réhabiliter les systèmes, les équipements et les installations du service en cas d'usure ou de défaillance.

Article 24 TRAVAUX D'ENTRETIEN DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES PARCS

Article 24.1. Généralités

Tous les ouvrages, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du Concessionnaire et à ses frais.

Le remplacement des équipements détériorés ou disparus est exécuté à ses frais dès que le défaut en est constaté. Le Concessionnaire s'oblige notamment à faire réparer immédiatement, sauf recours ultérieur contre les auteurs de dégâts et sous réserve des textes en vigueur, toutes détériorations qui peuvent être commises dans les parcs.

Article 24.2. Descriptif des travaux d'entretien, de maintenance et de réparation des parcs

Les travaux entrant dans cette catégorie portent notamment sur les obligations suivantes, sans que cette liste soit limitative :

- a. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement des équipements d'exploitation et notamment du réseau d'éclairage normal et de sécurité, des ascenseurs, des pompes de relevage, des grilles ou portails d'accès, des portes d'accès sécurisées, et des façades vitrées, y compris leurs joints de fixation,
- b. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement des matériels de péage, de la vidéo surveillance, de l'interphonie, de la sonorisation, du matériel informatique, de la GTC,
- c. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement du ou des systèmes de guidage à la place,
- d. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement des systèmes d'indication du nombre de places libres, y compris les « totems »,
- e. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement de tous les équipements d'incendie et de sécurité : groupes électrogènes et/ou alimentation électrique de secours, installations de ventilation et de surveillance de la qualité de l'air, détection incendie, CO, SSI, etc.,
- f. la réfection périodique et autant que nécessaire des peintures des murs, sols et plafonds, y compris le traitement préalable des supports,

- g. le marquage au sol des emplacements,
- i. l'entretien et le remplacement ponctuel des joints de dilatation des parkings, la correction des défauts d'étanchéité et le maintien de la bonne étanchéité au droit des ascenseurs,
- j. l'entretien et le nettoyage régulier des sanitaires,
- k. l'évacuation des eaux d'infiltration, des matières usées et l'enlèvement des ordures,
- l. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement de la signalétique statique et dynamique dans les parkings (panneaux et flèches de jalonnement etc.),
- m. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement du dispositif « jalonnement dynamique » à l'exception des panneaux implantés sur la voirie,
- n. le balayage et le nettoyage de l'ouvrage et des équipements donnant sur la voie publique qui doivent être maintenus en bon état de propreté,
- o. l'entretien des locaux d'exploitation et leur nettoyage, et en particulier des espaces d'accueil,
- p. l'entretien des issues de secours,
- q. l'entretien et la maintenance des divers équipements de réseaux (électricité, eau, télécommunication, etc.),
- r. l'entretien des abords et plantations : entretien et remplacement des plantations, du système d'arrosage.
- s. l'entretien des voies d'accès,
- t. l'entretien des parcs à cycles (notamment peinture, arceaux vélos, marquage, grilles et contrôles d'accès),
- u. l'entretien permanent en bon état de fonctionnement et la maintenance ou le remplacement des bornes de rechargement pour véhicules électriques,
- v. la suppression, dans les plus brefs délais, des affiches et graffitis ainsi que le nettoyage des façades des parcs y compris les ascenseurs et les escaliers.

En outre, le Concessionnaire aura l'obligation d'informer la Collectivité dès la survenance d'un incident important (en cas de dysfonctionnement important ou mettant en cause un usager, en cas d'impact sur la sécurité publique, etc.). Cela doit permettre à la Collectivité d'être en mesure de compléter, le cas échéant, l'intervention du Concessionnaire, sans pour autant l'exonérer de sa responsabilité première. En cas de nécessité ou de dysfonctionnement grave, le Concessionnaire préviendra directement et sans délai les services compétents, et en informera en parallèle la Collectivité.

Chaque année et selon la procédure qui aura été établie, l'état des lieux de chaque parking sera mis à jour (contradictoirement) avec le délégant, (cf. supra). Dans ce cadre, l'état général des parkings, le bon état de fonctionnement des divers équipements nécessaires à l'exploitation et la propreté des parkings seront vérifiés. Si des défauts d'entretien sont constatés par le délégant, le Concessionnaire devra dans les plus brefs délais, procéder, à ses frais, aux travaux ou entretiens/réparations nécessaires afin d'y remédier. Dans le cas contraire, les dispositions de l'Article 52 s'appliqueront.

Il fera, par ailleurs, une analyse et un bilan du suivi des travaux d'entretien, de maintenance et de réparation dans le cadre de son rapport annuel d'exploitation (cf. Article 43 infra).

Article 25 EXECUTION D'OFFICE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES PARCS

Faute par le Concessionnaire de pourvoir à l'entretien, à la maintenance et/ou à la réparation des ouvrages et installations du service, le délégant peut faire procéder, aux frais du Concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 15 jours.

Article 26 GROSSES REPARATIONS ET DEPENSES DE RENOUVELLEMENT DES PARCS

Les grosses réparations et les dépenses de renouvellement des équipements et des installations sont à la charge du Concessionnaire. En particulier, le Concessionnaire s'engage à suivre l'évolution technologique et fonctionnelle des matériels de contrôle et de péage.

Ces travaux devront être réalisés, dans la mesure du possible, sans interrompre le fonctionnement du parc de stationnement.

Chaque année et selon la procédure qui aura été établie, l'état des lieux de chaque parking sera mis à jour (contradictoirement) avec le délégant, (cf. Article 6 supra) :

- Sur la base du plan prévisionnel pluriannuel de renouvellement des informations et suggestions émises par le Concessionnaire, relatives à l'état qualitatif et quantitatif des divers équipements et en fonction des demandes du délégant, une liste des travaux, du gros entretien et des renouvellements est établie.
- Un chiffrage précis est établi par le Concessionnaire après consultation des prestataires et fournisseurs. Après accord du délégant, l'ensemble des travaux est ensuite exécuté au cours de l'année et selon le planning proposé par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire mettra en place un suivi extra-comptable de GER (gros entretien/renouvellement) des ouvrages et équipements.

Ce suivi présentera les montants prévus dans le plan prévisionnel pluriannuel de renouvellement (Annexe 7) mis à jour suite à l'état des lieux annuel les sommes correspondant aux dépenses réellement engagées par lui au titre du gros entretien/renouvellement.

Si des travaux prévus ne pouvaient être réalisés ou étaient différés, le Concessionnaire en informerait le délégant et en expliquerait les motifs.

Lors de l'état des lieux de l'année suivante, le délégant vérifie que les travaux ont bien été exécutés et délivre un quitus au Concessionnaire sur l'état des lieux considéré.

Le Concessionnaire ne pourra en aucun cas se soustraire à son obligation de réaliser et de prendre en charge les travaux de réparation et de renouvellement nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement et de maintenance, même si, le cas échéant, la mise à jour des états des lieux n'était pas réalisée par les parties.

Si à l'occasion des travaux de gros entretien, le Concessionnaire est amené à remplacer dans son ensemble un matériel ou un équipement important, il demandera à l'Autorité Délégante son accord préalable. Celle-ci pourra ainsi examiner l'intérêt qu'il pourrait y avoir, compte tenu de l'évolution des matériels et des techniques, à substituer aux appareils à remplacer, des matériels de principe ou de dimension mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation.

En fin de concession, le solde positif éventuel du compte GER est affecté selon les dispositions de l'Article 63 du contrat.

Si le solde du compte GER est négatif en fin de concession, celui-ci sera entièrement pris en charge par le Concessionnaire.

Article 27 ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION

Le Concessionnaire mettra en place, en lien avec la Collectivité, un certain nombre d'outils et d'actions de communication en faveur des usagers, devant permettre une information pertinente et fiable, et ce, sur des supports modernes.

Le Concessionnaire créera un site internet, il pourra proposer des applications pour téléphones mobiles et alimentera le site de l'Eurométropole (strasbourg.eu et strasmap.eu) ou les différents supports de communication mis en place par elle.

Les informations pourront porter sur le fonctionnement du service (tarifs, horaires, fonctionnement du parc), voire sur la disponibilité des places en voirie (en lien avec l'exploitant du service du stationnement payant sur voirie), sur la localisation des places réservées pour personnes handicapées ou véhicules électriques, etc.

Le délégant et le Concessionnaire se rapprocheront pour décider de la présence ou non de la Collectivité sur les supports de communication et de l'intégration de certaines informations relevant du plan de communication de la Collectivité.

Le Concessionnaire sera par ailleurs chargé de communiquer lors de la mise en place des nouvelles places réservées aux véhicules électriques, afin de faire connaître le service proposé auprès des usagers.

Article 28 REGLEMENTS ET AFFICHAGE DANS LES PARCS

Le règlement intérieur de chaque parc, fixe les principales dispositions relatives au fonctionnement des ouvrages. Il figure en Annexe 13 au contrat.

Un affichage des tarifs en vigueur est effectué de manière à être clairement lisible par les usagers, à l'entrée des parcs et près des péages. Le Concessionnaire mettra en outre à la disposition des usagers un dépliant récapitulant l'ensemble des formules tarifaires en vigueur.

Les plans de cheminement des véhicules et des piétons à l'intérieur des parcs sont à la charge du Concessionnaire. Ils devront être clairement affichés dans les parcs.

La signalétique extérieure devra être soumise pour approbation au délégant.

Le plan qualité devra être affiché.

Un plan du quartier ainsi que la localisation des parkings sera affiché.

Le Concessionnaire sera tenu d'aviser le public sur les coordonnées de la personne à contacter en cas de nécessité pendant et en dehors des heures d'ouverture des parcs au public. Le Concessionnaire avisera le public par voie d'affichage qu'un registre des réclamations sera tenu à sa disposition dans les parcs.

Le Concessionnaire réservera un espace pour afficher des informations utiles au public (recommandations sur les horaires de stationnement, bons plans stationnement et plan des parkings de la Ville, pollution, entretien des toilettes et autres équipements, etc.). Il mettra également à disposition, en quantité suffisante, des exemplaires de la documentation de la Collectivité sur le stationnement.

Article 29 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le délégant et le Concessionnaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Dans ce contrat, le Concessionnaire aura la qualité de « Responsable de Traitement » au sens du Règlement n°2016-679.

Le Concessionnaire accomplit en particulier toutes les formalités administratives lui permettant de détenir le fichier des abonnés et des résidents, de l'utiliser et de le communiquer à la Collectivité. Un volet sera présenté dans le rapport annuel du Concessionnaire sur les modalités de traitement des données personnelles.

Article 30 DEMARCHE QUALITE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET ACCESSIBILITE

Le Concessionnaire est tenu d'assurer le service en respectant une Politique qualité, environnementale et accessibilité, particulièrement sur les points cités ci-après.

Le Concessionnaire s'engagera dans une démarche qualité et environnementale.

Pour mémoire, le Concessionnaire aura le souci de prendre en compte l'accessibilité du service aux personnes en situation de handicap en se conformant à minima à la réglementation en vigueur et en répondant au mieux aux attentes de ces usagers.

Article 31 MESURE DE LA QUALITE DU SERVICE

Afin de lui donner des éléments de pilotage et d'évaluation de sa politique du stationnement, en termes de qualité du service rendu et de profils des usagers des parkings, la Collectivité souhaite que des enquêtes de satisfaction (au minimum une par an) soient menées auprès des usagers par le Concessionnaire.

A cet effet, le délégant se réserve le droit de recourir à des audits, des enquêtes de satisfaction ou tout autre moyen susceptible d'en mesurer leur respect, et de demander au Concessionnaire d'adapter son niveau de service aux conclusions qui s'en dégageraient.

Article 32 CONTRATS DE PRESTATIONS EN COURS

L'actuel Concessionnaire a recours à plusieurs prestataires, en particulier pour la maintenance des bornes d'entrée et de sortie, de l'interphonie, de la vidéosurveillance et de la GTC. Le nom de ces prestataires figure dans les documents de service annexés au règlement de consultation.

Le cas échéant, le Concessionnaire fera son affaire de la poursuite ou de la résiliation à ses frais des contrats en cours à la date d'effet de la concession et concernant l'exploitation du service.

Dans le cas où il apparaîtrait que des contrats en cours et régulièrement conclus ne figureraient pas sur la liste transmise, le Concessionnaire et le délégant se rapprocheront pour examiner quelle suite leur donner. En cas de désaccord, il sera fait application de la procédure décrite à l'Article 68.

Article 33 SOUS-TRAITANCE DE LA MISSION

Le Concessionnaire pourra sous-traiter à des tiers les missions ou une partie des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent contrat. Pour tout contrat de sous-traitance défini comme la réalisation par un tiers de prestations que le Concessionnaire est en capacité de réaliser lui-même, le Concessionnaire devra solliciter l'accord préalable et exprès du délégant. La demande d'accord adressée au Président de l'Eurométropole ou à son représentant, doit prendre la forme d'une lettre avec accusé de réception. Celui-ci se réserve le droit d'écarter le cocontractant proposé après avis motivé et d'imposer dans le contrat proposé, telle clause qu'il jugerait indispensable.

L'accord ou le désaccord est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au Concessionnaire dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Passé ce délai, le silence du délégant vaut agrément de l'entreprise proposée.

A ce titre, le Concessionnaire doit préalablement informer le délégant sur les caractéristiques principales du sous-traitant, sur les stipulations du contrat passé, en particulier sur les conditions de rémunérations, et ce, afin que toute transparence soit assurée.

Les contrats de sous-traitance, quels que soient leurs montants, ne pourront être conclus pour une durée supérieure à celle de la présente convention, sauf accord exprès préalable de la Collectivité.

Les contrats de sous-traitance qui sont nécessaires à la continuité du service doivent comporter une clause réservant expressément à la Collectivité la faculté de se substituer au Concessionnaire dans le cas où il serait mis fin à la convention de concession et, le cas échéant, d'y mettre fin, à l'exception des accords-cadres dont est titulaire le Concessionnaire (cf. article 61).

Le Concessionnaire aura obligation de délivrer copie de ces documents au délégant dès signature des contrats.

Le sous-traitant ne peut lui-même sous-traiter, sauf si cette sous-traitance est prévue dans le cadre du contrat primaire de sous-traitance.

Lorsque des prestations sont sous-traitées à des tiers, les conditions d'attribution et de paiement doivent garantir la transparence des opérations. Les éléments concernant la procédure de choix du sous-traitant et les justifications du prix fixé sont tenus à la disposition de la Collectivité. Le Concessionnaire fait son affaire des paiements liés aux contrats de sous-traitance.

Le Concessionnaire fera son affaire de tout différend trouvant son origine dans l'exécution des contrats de sous-traitance et restera responsable vis-à-vis du délégant de la bonne exécution de ces services et activités confiés à des tiers en exécution du présent contrat. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité civile, les clauses découlant de l'application du présent contrat, et la conformité des prestations sous-traitées à la législation en vigueur. Les cas de grève subis par le sous-traitant n'exonèrent pas le Concessionnaire de ses obligations contractuelles. Il est de la responsabilité du Concessionnaire de contrôler la réalité et la qualité des services sous-traités et le respect des obligations contractuelles par les sous-traitants. Les sous-traitants exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre la Collectivité pour quelque motif que ce soit. Lors de la conclusion de contrats avec des tiers, le Concessionnaire est tenu de les informer des dispositions du présent contrat qui leur sont applicables.

Les mouvements financiers générés par les activités sous-traitées et la liste des sous-traitants doivent obligatoirement figurer dans les comptes rendus financiers annuels fournis par le Concessionnaire au délégant tel qu'il est prévu au présent contrat (cf. Article 43).

CHAPITRE 4 REGIME DU PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

Conformément aux règles d'organisation et de fonctionnement du groupe, la société Indigo Infra fera appel aux sociétés compétentes du groupe et notamment à la société Indigo Park, dont le personnel sera affecté à l'exécution du contrat.

Article 34 STATUT DU PERSONNEL

Le Concessionnaire fera son affaire de l'embauche, du licenciement, de la mise à disposition et du règlement du personnel salarié affecté à l'exploitation du service.

Le Concessionnaire prévoira les personnels en nombre et en qualification suffisante nécessaires au fonctionnement du service.

Par ailleurs, toute embauche ou mise à disposition de personnel affecté à l'exploitation des parkings, dans l'année précédant l'expiration du contrat et dont le terme va au-delà de la durée de la convention, est soumise à l'autorisation du délégant ou de son représentant.

Le Concessionnaire se chargera de rémunérer ou faire rémunérer le personnel, charges sociales, fiscales, et patronales comprises.

Article 35 REPRISE DU PERSONNEL A L'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

Les parkings Wodli et Gare courte durée sont gérés actuellement par la société SNC Parc Autos de Strasbourg (Indigo) dans le cadre de conventions d'affermage.

Si l'actuel Concessionnaire n'était pas retenu à l'issue de la présente procédure, le nouveau Concessionnaire s'engage à faire une proposition de poursuite d'activité à tous les personnels actuellement affectés par cette société à la gestion de ce service et qui le souhaitent, conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail concernant les transferts de contrat de travail.

Les fonctions, dates d'entrée, types de contrat et principales conditions de rémunération du personnel actuellement affecté au service figurent en Annexe 11.

Article 36 SITUATION DU PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE A L'EXPIRATION DU CONTRAT

A l'expiration du contrat, le Concessionnaire fera son affaire personnelle de la situation des salariés affectés au service.

Toutefois, dans le cas d'une poursuite de l'exploitation par un nouvel exploitant, il est expressément convenu que les dispositions de l'article L1224-1 du Code du travail en matière de reprise du personnel s'appliquent.

Article 37 FORMATION DU PERSONNEL

Le plan de formation à destination des personnels est communiqué annuellement par le Concessionnaire à l'autorité délégante. Une attention particulière devra être portée par le Concessionnaire à la formation continue de son personnel. Une remise à niveau annuelle devra permettre la prise en compte des normes de sécurité, d'accessibilité ou de protection de l'environnement et faire évoluer les pratiques (notamment en termes d'accueil) en fonction de l'organisation et des caractéristiques du service.

Article 38 POLITIQUE SOCIALE

Article 38.1. Convention collective

Le Concessionnaire se conformera à la convention collective applicable au secteur d'activité.

La convention collective applicable est Convention Collective Nationale des Services Automobiles.

Article 38.2. Clause d'insertion sociale

Le Délégant, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure au présent contrat une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'entreprise qui se verra attribuer le présent contrat devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières. Le Délégataire s'engage à réaliser un objectif d'insertion tel que défini dans son offre. Cette clause s'applique tant s'agissant de l'aspect technique (phase travaux) que de l'aspect exploitation. A l'issue de chaque année d'exécution du contrat, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes affectées sur le contrat et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent contrat.

Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'identification des publics visés est de la responsabilité de la Maison de l'Emploi ou tout autre dispositif désigné par le Délégant.

Les modalités de mise en œuvre

Les heures d'insertion seront réservées aux personnes suivies par la Maison de l'Emploi ; le délégataire aura l'obligation de communiquer tout élément relatif à la durée d'éligibilité pour la comptabilisation des heures.

Les actions d'insertion devront intégrer des modules de formation, permettant ainsi aux personnes concernées et qui ne sont pas pérennisées sur le poste de monter en compétence, ainsi qu'un tutorat en interne.

L'obligation d'insertion du délégataire est indépendante de toute action menée sur le champ de l'insertion sur le territoire à l'initiative du délégant.

Dans l'hypothèse où le délégataire a recours à un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail), cette action est à valoriser en complément des actions d'insertion.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses

La mise en œuvre des opérations d'insertion est à effectuer en lien étroit et continu avec la Maison de l'Emploi; le référent du Délégrant sera associé au dispositif de suivi.

Contact : les coordonnées du chargé de mission sont confirmées par le Délégrant au Délégataire à la signature du contrat.

Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens jugés appropriés par le Délégrant, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le délégataire s'est engagé.

CHAPITRE 5 CONDITIONS FINANCIERES

Le Concessionnaire a établi pour la durée de la concession un compte d'exploitation prévisionnel joint en Annexe 9. Celui-ci détaille les charges et produits relatifs à chaque ouvrage délégué ainsi que les charges et produits consolidés pour l'ensemble des parkings.

Le compte d'exploitation prévisionnel constitue la base sur laquelle est défini l'équilibre financier du contrat et sur laquelle le Concessionnaire s'engagera, à ses risques et périls, pour toute la durée de la concession. Cet équilibre financier est basé sur le caractère indissociable de l'exploitation des deux parcs.

L'équilibre financier des parcs prend comme hypothèse le respect de la réglementation relative au stationnement dans le secteur.

Article 39 REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

La rémunération du Concessionnaire est assurée :

- par la perception des recettes versées par les usagers des parcs de stationnement (horaires et abonnés),
- par la perception des recettes issues des services commerciaux connexes aux parcs.

La rémunération du Concessionnaire est réputée comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement le service et doit permettre d'assurer l'équilibre financier de la concession dans des conditions normales de fréquentation.

Article 40 REDEVANCES ET FRAIS DE SUIVI DE LA CONCESSION

Article 40.1. Fixation du montant des redevances

Une redevance annuelle pour mise à disposition des parcs de stationnement et participation aux frais de la concession, sera versée par le Concessionnaire au délégant, déterminée en application des éléments figurant au compte d'exploitation prévisionnel (Annexe 89), au titre de chaque exercice et au cours de toute la durée de la concession, et composée comme suit :

➤ Redevance annuelle au titre des parkings Wodli et Gare courte durée :

- Une partie fixe annuelle s'élevant à : 2 600 000€ HT, indexés selon les modalités définies par l'article 40.3 du présent contrat ;
- Une partie variable annuelle exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel hors taxe de l'équipement (le montant du chiffre d'affaires au compte de résultat est égal au montant du compte 70 « ventes hors taxes ») : 80% de la part du chiffre d'affaires HT des parkings Wodli et Gare courte durée, au-delà de 3 775 000 € HT (seuil indexé).

Ces redevances sont ensuite affectées dans les comptes de chaque parc au prorata de leurs chiffres d'affaires respectifs.

Article 40.2. Modalités de versement

Pour la première et dernière année civile, la redevance fixe ainsi que le seuil de la part variable seront calculés au prorata temporis de la durée d'exploitation par le Concessionnaire sur l'exercice considéré.

Article 40.2.1. *Redevance fixe* :

La redevance est versée à l'Eurométropole chaque année par le Concessionnaire au plus tard le 30 juin de l'année en cours en une fois, sur présentation d'un titre de recettes.

Article 40.2.2. *Redevances variables* :

La redevance variable est versée, à l'Eurométropole chaque année par le Concessionnaire au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice de référence, sur présentation d'un titre de recettes.

Article 40.3. Indexation :

Les redevances fixes et le seuil de la redevance variable visées à l'Article 40.1. sont indexés le 1er janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$I = I_0 \times Fsd1_n / Fsd1_0$$

I = valeur de la redevance après indexation

I₀ = valeur de la redevance établie à la date de prise d'effet du service

Fsd1_n indice mensuel des Frais et services divers (Fsd1 - base 100 pour juillet 2004) publié dans le bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE – la dernière valeur connue lors de l'indexation

Fsd1₀ valeur du dernier indice Fsd1 connu au 10 juin 2019 (date de prise d'effet du service)

La première indexation interviendra le 1er janvier 2020.

Si la définition ou la contexture de l'indice entrant dans la formule d'indexation vient à être modifiée ou si l'indice cesse d'être publié, un ou des nouveaux paramètres, préconisés par l'Insee, seront introduits d'un commun accord entre le délégant et le Concessionnaire par échange de lettres avec accusé de réception, afin de maintenir la formule conforme aux intentions des parties.

Article 41 REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques, fiscales, réglementaires et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation prévue au contrat est bien représentative des coûts réels, les conditions économiques de la convention sont soumises à réexamen, sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires, notamment dans les cas suivants :

- en cas de modification importante des conditions d'exploitation du service et/ou de fréquentation des parkings, liée à une décision du délégant modifiant les conditions d'exploitation fixées par les Parties à la présente convention,
- si les conditions financières de la concession de service public venaient à varier de façon significative, à la hausse ou la baisse,

- en cas d'évolution de la réglementation, notamment en matière d'environnement et de sécurité qui entraînerait la nécessité de procéder à d'importants travaux de mise en conformité ou une modification significative des conditions d'exploitation,
- en cas de variation de plus de 30% du montant réel du poste impôts et taxes, par rapport au montant inscrit dans le compte prévisionnel d'exploitation annexé au présent contrat,
- en cas de résiliation partielle de la présente convention,
- si des mesures en matière de politique de stationnement ou de déplacement urbain impactent de manière significative l'économie générale du contrat.

Ce réexamen pourra intervenir à l'initiative du Concessionnaire ou du délégant sur production des justificatifs nécessaires.

Le réexamen des conditions financières ne suspend pas leur application normale.

La révision fera l'objet d'un avenant.

Article 42 REGIME FISCAL

Les impôts ou taxes liés à l'exploitation du service établis par l'État, le Département ou la Commune, sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire devra payer les contributions personnelles, les taxes locatives, et autres de toute nature ainsi que toute nouvelle taxe municipale ou autres et augmentations d'impôts pouvant être décidées, de quelle que nature et sous quelle que dénomination que ce puisse être, et rembourser le cas échéant à la Collectivité les sommes avancées par elle à ce sujet.

Les taxes foncières ne sont pas prises en charge par le Concessionnaire.

CHAPITRE 6 EVALUATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

Les documents suivants devront être transmis au délégant sous format papier en trois exemplaires et sous format informatique. Le format informatique employé pour les tableaux numériques sera de type Microsoft Excel ou équivalent.

Article 43 COMPTES RENDUS ANNUELS

Conformément aux dispositions de l'article 52 de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et à l'article L 1411-3 du CGCT, le Concessionnaire produira chaque année à la Collectivité, un compte rendu annuel comportant les comptes et retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la concession et une analyse de la qualité du service, soit l'ensemble des documents prévus à l'Article 43.1. et à l'Article 43.2.

Ce compte rendu devra parvenir à la Collectivité avant le 1^{er} juin.

Ce rapport est présenté par le Concessionnaire au délégant lors d'une réunion annuelle.

Le délégant pourra si nécessaire organiser des réunions supplémentaires à la réunion annuelle.

Ce rapport comprendra à minima les mentions obligatoires précisées par l'article 33 du Décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession.

Il devra être assorti des annexes permettant au délégant d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il est convenu que l'exercice est l'année civile et que le dernier jour de l'exercice est fixé au 31 décembre.

La non-production des documents dans les délais susvisés constitue une faute contractuelle qui sera sanctionnée dans les conditions définies à l'Article 52 de la présente convention.

Le Concessionnaire devra se conformer aux dispositions légales ou réglementaires en matière de comptes rendus des Concessionnaires de services publics publiées au journal officiel, même si les textes ne devaient pas être applicables immédiatement à condition toutefois que cela soit compatible avec les textes encore en vigueur.

Le Concessionnaire s'engage à participer à toute rencontre, concertation ou groupe de travail avec les différents partenaires de la mobilité et des transports, sur demande du délégant.

Ce rapport annuel se composera d'un rapport d'exploitation et d'un rapport financier :

Article 43.1. Rapport d'exploitation

Pour chacun des parkings, un rapport qualitatif et quantitatif sera fourni par le Concessionnaire afin d'apprécier la qualité et la bonne gestion du service rendu.

Ce rapport présentera les informations concernant le Concessionnaire, son organisation, les moyens mis en œuvre et les résultats de l'année écoulée.

Il recensera l'ensemble des données, indicateurs et tableaux de bord permettant d'apprécier la qualité du service.

Il en fera l'analyse et proposera des pistes d'améliorations le cas échéant.

En particulier, le Concessionnaire précisera les paramètres et les modalités de calcul des données et indicateurs produits.

Ces informations ainsi que les indicateurs d'activité de l'année écoulée sont précisés ci-dessous ainsi que dans Article 44.

Le rapport comprendra notamment :

- Les effectifs du service par parc (répartition par type de fonction, équivalence ETP, nombre d'incidents et d'accidents du travail).
- Les données de fréquentation : horaire, nombre d'abonnements par catégorie, nombre d'entrées et de sorties, taux d'occupation, durées d'occupation, taux de rotation, etc.).
- Les éléments concernant les recettes : prix du ticket moyen, recette totale par place, recette horaire, recette abonnés, etc.).
- Le bilan des actions commerciales et des opérations spécifiques ou ponctuelles réalisées et envisagées.
- Le nombre et les surfaces d'emplacements commerciaux.
- l'inventaire qualitatif et quantitatif par parking, mis à jour, des biens désignés au contrat comme biens de retour, biens de reprise et bien propres du service délégué (valeur brute, montant total des amortissements, valeur nette comptable).
- Il fera une analyse et un bilan du suivi des travaux d'entretien, de réparation et de maintenance (cf. Article 24 à Article 26 supra) : contrôles, suivi des pannes/incidents et des interventions techniques (en particulier sur les équipements de surveillance et de sécurité), état des garanties, date, montants, objectifs, résultats, etc.
- Des informations sur les cessions et autres mouvements ayant affecté le patrimoine (valeur d'origine, montant des amortissements, des provisions, et valeur nette comptable).
- L'état des sinistres et contentieux survenus pendant l'exercice et leurs conséquences financières.
- D'une façon générale, le rapport comportera toutes les informations permettant de mesurer la qualité du service rendu et l'atteinte des objectifs fixés, les améliorations à envisager.

Le Concessionnaire pourra proposer des indicateurs supplémentaires eu égard à ses objectifs prioritaires. Auquel cas il indiquera leur mode de calcul.

Dans le cadre du rapport d'activité, il expliquera les variations des ratios réalisées ainsi que les écarts constatés par rapport aux estimations du prévisionnel ainsi que par rapport à l'exercice précédent.

Enfin, tous les ans, le Concessionnaire réalisera à ses frais, sur les deux parcs, une enquête « qualité et satisfaction des usagers » dont il présentera les résultats à l'occasion du compte rendu d'activité. Il proposera à cette occasion un plan d'actions tenant compte des conclusions de cette enquête.

Cette enquête comportera notamment les items suivants : motifs du déplacement, origine, fréquence, durée du stationnement, profil socioprofessionnel de l'utilisateur, etc.

Article 43.2. Rapport financier

Pour chacun des parkings, ce document rappellera les conditions économiques générales de l'année d'exploitation. Il doit être enrichi des informations contextuelles permettant de justifier l'évolution des éléments financiers. Ce rapport devra faire apparaître le rapport coût/efficacité du service.

Un compte de résultat consolidé sur les deux parkings sera également présenté.

Ces comptes préciseront en outre :

- en charges : le détail par nature de dépenses (personnel, fonctionnement, frais de communication, entretien et réparation - compte GER, détail explicatif des frais de siège etc.) et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur et les charges d'investissement,
- en produits : le détail des recettes de l'exploitation (par tarif et type), ainsi que les recettes d'activités annexes, les produits financiers et leurs évolutions par rapport à l'exercice antérieur.

Le montant des produits et des charges directes, sous - traitées, calculées ou des charges réparties sera clairement indiqué. Le Concessionnaire présentera les méthodes et éléments de calcul économique annuel ou pluriannuel retenus pour la détermination des dits produits et charges.

Seront joints des états descriptifs complémentaires précisant les clés de répartition utilisées (nature et valeur) pour la détermination de la quote-part des charges communes à plusieurs services imputée sur l'exploitation du service concédé.

Le Concessionnaire mentionnera les méthodes de calcul des dotations (amortissements et renouvellements).

En outre, il sera fourni de façon séparée les comptes annuels (bilan, comptes des résultats et annexes) et le cas échéant le rapport annuel et le rapport spécial du (des) commissaire(s) aux comptes.

Tout changement dans la présentation du compte sera motivé et explicité en annexe à la production dudit compte dans une note qui devra faire apparaître les améliorations opérées. Le Concessionnaire sera également tenu de produire son compte dans la version antérieure.

Le niveau de détail de chaque rubrique pourra être développé chaque fois que les spécificités du contrat le justifieront.

Le rapport financier comprendra en outre :

- le programme prévisionnel d'investissement,
- un état financier historique des travaux de renouvellement mentionnant le détail des opérations et les montants en euros courants, depuis le début de la concession,
- les travaux de renouvellement incluront les opérations réalisées dans l'année, ayant entraîné une modification physique et/ou comptable du patrimoine de la Collectivité ou du patrimoine pouvant revenir à la Collectivité à la fin de la concession,
- les sinistres enregistrés : coût des réparations ; remboursement des assurances,
- la liste des contrats fournisseurs et sous-traitants,
- le Concessionnaire indiquera par ailleurs les engagements à incidence financière qu'il aura pu prendre, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public,
- le détail des frais généraux et commentaires,
- la présentation analytique des charges et présentations analytiques des charges par services,
- les principaux ratios financiers d'exploitation en fonction des types de services et l'évolution annuelle de chaque ratio.

Pour apprécier par anticipation l'évolution des conditions d'exploitation, le Concessionnaire est tenu de produire chaque année, les comptes prévisionnels suivants :

- compte de résultat analytique prévisionnel actualisé de l'exercice en cours (N) comparé au compte de résultat analytique prévisionnel initial,

- compte de résultat analytique prévisionnel de l'exercice suivant (N+1).

Il analysera et expliquera les écarts constatés avec le budget prévisionnel contractuel et l'année N-1.

Article 44 TABLEAU DE BORD MENSUEL

Le Concessionnaire produira mensuellement un rapport sous format Excel ou équivalent comprenant les données telles que décrites à Annexe 12.

Ce tableau de bord devra parvenir à la Collectivité avant le 10 du mois suivant.

Le Concessionnaire pourra proposer des améliorations de forme (représentations graphiques) et de contenu (indicateurs complémentaires).

L'objectif est de permettre au délégant d'évaluer sa politique de stationnement sur la base des principaux indicateurs et données, comme :

- Le nombre de places par parc
- La fréquentation par heure, par jour, par mois, par an, et par type d'utilisateur (horaires, abonnés (visiteurs/résidents), vélos, motos, professionnels, etc.)
- Le nombre d'abonnements par catégorie
- Le taux d'occupation par heure, pour tous les types d'utilisateur
- Le taux de rotation par place par jour, par mois
- Le nombre d'heures de stationnement par type d'utilisateur, ainsi que la distribution des durées
- La durée moyenne de stationnement
- Le chiffre d'affaires réalisé par jour, par mois, par an et par type de paiement/utilisateur
- Le prix du ticket moyen horaire, la recette par place
- La comparaison avec le mois précédent et le mois de l'année précédente pour chaque indicateur
- Le cumul annuel pour chaque indicateur
- D'autres statistiques, qui pourront aider le délégant à mesurer/évaluer la performance du service public.

Article 45 EXPORT MENSUEL DE DONNEES

Mensuellement, le Concessionnaire procédera à l'export de données vers la Collectivité, par exemple via des fichiers au format xls ou csv ; cette action a pour objectif de permettre, à terme et hors contrat DSP, d'alimenter une base décisionnelle et prévisionnelle de mobilité à partir des différentes sources de données existantes (GTC horodateurs, parkings, VAO, transport, etc.).

Article 46 COMPTES RENDUS A LA DEMANDE

Le Concessionnaire devra être en mesure de produire, sous délai à convenir avec le délégant, à la demande de la Collectivité, des extraits statistiques ou des comptes rendus à la demande concernant des postes (recettes) ou des données spécifiques. Le système de gestion informatique et les équipements péagers devront être choisis et/adaptés en conséquence.

Article 47 CONTROLE DU DELEGANT

Le délégant a le droit de contrôler les renseignements fournis par l'exploitant de quelque nature qu'ils soient.

A cet effet, le délégant peut procéder sur place et sur pièces à toutes vérifications utiles pour s'assurer que la mission est accomplie conformément aux conditions du présent contrat. Il peut prendre connaissance sur place de tout document technique, comptable ou autre.

Pendant toute la durée de la convention, le Concessionnaire devra laisser les représentants du délégant contrôler les équipements et matériels pour s'assurer de leur état et de la bonne gestion du service, notamment à l'occasion de la mise jour des inventaires/états des lieux.

CHAPITRE 7 RESPONSABILITES – ASSURANCES

Article 48 RESPONSABILITE

Le Concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de la gestion du service et des biens utilisés. La responsabilité du délégant ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion du Concessionnaire.

Le Concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout accident, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, causés par le matériel mis en place pour l'exploitation du service.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront la totalité des biens confiés au fermier, dans le cadre de l'affermage, ainsi que tous risques qui correspondent aux risques de ce type d'exploitation.

Le Concessionnaire fera assurer auprès des compagnies notoirement solvables pour des sommes suffisantes l'ouvrage et les équipements mis à disposition, les agencements et embellissements, même immeubles par destination, son matériel, au minimum contre les événements suivants : incendie, explosions, foudre, fumées, chutes d'appareils de navigation aérienne ou d'engins spatiaux, franchissement du mur du son, tempêtes, action du vent, grêle, glace, choc de véhicule terrestre identifié ou non, acte de vandalisme,, attentats, dommages provenant de tout liquide, effondrement de bâtiment, bris de machines, dommages électriques, pertes de recettes ou d'exploitation, frais supplémentaires, catastrophes naturelles, etc....

Le montant minimum garanti ne pourra être inférieur à 30 000 000 € par **dommage sous réserve des limites mentionnées dans l'attestation d'assurance**

Le Concessionnaire souscrira une police d'assurances "responsabilité civile" le couvrant des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

Le montant minimum garanti ne pourra être inférieur à 10 000 000 € par dommage

Les garanties individuelles devront, au minimum, être conformes aux stipulations à la réglementation en vigueur.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties, si cela est nécessaire.

Il est précisé que les compagnies d'assurances du Concessionnaire renoncent à tout recours contre le délégant, le cas de malveillance excepté.

Les contrats d'assurance devront satisfaire les obligations suivantes :

- Les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du Concessionnaire que 45 jours après la notification au délégant de ce défaut de paiement. Le délégant aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant, et à la condition que l'assureur accepte la substitution.
- En cas de sinistre, l'indemnité versée par les compagnies sera intégralement affectée à la remise en état des équipements. A ce titre, les indemnités seront réglées au Concessionnaire, qui devra se charger des travaux de remise en état, sans dépréciation de l'estimation de la valeur des équipements

avant le sinistre. Si la durée des travaux et réparations devait excéder l'échéance de la concession, la Collectivité se réserve le droit d'assumer les travaux de remise en état. Dans ce cas, les indemnités lui seraient versées directement. Elle informera le Concessionnaire de sa position dans les quinze jours après qu'elle ait eu connaissance du sinistre.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre, après expertise et accord de la compagnie d'assurances.

Le Concessionnaire doit prendre toutes dispositions pour qu'il y ait le moins d'interruption possible dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

Toute indemnité versée par une assurance au Concessionnaire, quelle qu'en soit l'origine, est créditée au compte de la concession.

Article 49 JUSTIFICATION DES ASSURANCES

Les attestations d'assurances devront être communiquées au délégant au plus tard quinze (15) jours après signature de la présente convention.

Le délégant pourra en outre, à toute époque, exiger du Concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engagera en rien la responsabilité du délégant pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les montants des franchises et des plafonds des garanties,
- les principales exclusions,
- la période de validité.

La non-production des attestations d'assurance, à la demande du délégant et dans le délai fixé par lui-même, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'Article 52 de la présente convention.

L'ensemble des obligations prévues au présent article n'engagera d'aucune manière la responsabilité du délégant si l'étendue ou le montant des garanties s'avéraient insuffisants à l'occasion d'un sinistre.

Article 50 CONTENTIEUX AVEC LES TIERS

Le Concessionnaire gère les contentieux liés à la concession.

Toute indemnité due à des tiers par le fait du Concessionnaire est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de la concession.

Toutefois, en cas de faute lourde du Concessionnaire, les indemnités en cause restent à sa charge définitive, à titre de pénalité et ne sont pas intégrées au compte de la concession.

Toute indemnité versée par une assurance au Concessionnaire, quelle qu'en soit l'origine, est créditée au compte de la concession.

CHAPITRE 8 GARANTIES - SANCTIONS, CONTENTIEUX

Article 51 GARANTIES

Le Concessionnaire est tenu de fournir pendant toute la durée de la convention une garantie bancaire à première demande à hauteur de 100 000 €. Sur cette garantie, seront prélevés le montant des pénalités et les sommes restantes dues au délégant par le Concessionnaire en vertu du présent contrat.

Seront également prélevées sur la garantie, les dépenses faites en raison des mesures prises, aux frais du Concessionnaire pour assurer la sécurité publique, la reprise de la concession en cas de régie provisoire, ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat.

Toutes les fois qu'une somme quelconque aura été prélevée sur la garantie à première demande, le Concessionnaire devra la compléter à nouveau dans un délai d'un mois.

La non-reconstitution de la garantie à première demande, après une mise en demeure restée sans effet pendant un mois, ouvrira droit pour le délégant à procéder à une résiliation sans indemnité.

Les frais bancaires afférents à la constitution de cette garantie à première demande auprès d'un établissement bancaire ne pourront en aucun cas être affectés aux charges de la concession.

Article 52 SANCTIONS

Article 52.1. SANCTIONS PECUNIAIRES

Dans les cas prévus ci-après, si le Concessionnaire ne remplit pas l'une des obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités pourront lui être infligées sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts envers le délégant et les tiers.

Sauf cas de force majeure, ou fait du délégant impactant directement l'exécution des travaux et/ou des prestations, les sanctions pécuniaires et les pénalités seront prononcées au profit du délégant dans les cas suivants :

- Lorsque les délais de réalisation des travaux sur lesquels le Concessionnaire s'engage ne seront pas respectés, les sanctions prononcées seront d'un montant égal à 500 € pour chaque jour de retard, après une mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant 15 jours. (cf. Article 10 de la présente convention).
- Lorsqu'il sera constaté que les dispositions visées à l'Article 24 relatives à l'entretien ne sont pas respectées, la Collectivité, après mise en demeure non suivie d'effet, se substituera au Concessionnaire défaillant pour assurer les fonctions d'entretien, dans les conditions précisées à l'Article 25. Les dépenses imputables au Concessionnaire seront alors majorées :
 - de 20 % du montant des travaux s'il n'y a pas eu obligation de fermeture du ou des parcs de stationnement,
 - de la totalité du montant des travaux dans le cas où le défaut d'entretien aura entraîné la fermeture du ou des parcs de stationnement.
- Lorsqu'il sera constaté que les dispositions visées à l'Article 26 relatives au plan de gros entretien renouvellement ne sont pas respectées, la Collectivité, après mise en demeure non suivie d'effet,

pourra décider de se substituer au Concessionnaire défaillant pour assurer les travaux indispensables. Les dépenses imputables au Concessionnaire seront alors majorées :

- de 20 % du montant des travaux s'il n'y a pas eu obligation de fermeture du ou des parcs de stationnement,
- de la totalité du montant des travaux dans le cas où le défaut de réalisation des travaux aura eu comme incidence la fermeture du ou des parcs de stationnement.
- Lorsque les délais de remise des documents prévus à la présente convention ne seront pas respectés, notamment ceux prévus au Chapitre 6 de la présente convention, et après mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant 15 jours, une pénalité forfaitaire égale à 500€ par jour de retard sera appliquée.
- En cas de manquement à une obligation contractuelle entraînant une perturbation du service public confié par la présente convention, et après mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant 15 jours, une pénalité de 750 € par jour de retard sera appliquée.
- En cas de non-respect des horaires de présence dans les parcs, sauf justification particulière (absence non prévisible tel arrêt-maladie sans avis de la hiérarchie, non présentation ou abandon de poste), et après mise en demeure de la Collectivité restée sans réponse pendant 15 jours: 750€ par constat d'absence après appel interphonie.

Le versement de ces pénalités devra être effectué dans le délai d'un mois à compter de sa notification par le délégant.

La mise en demeure précisera les motifs de la sanction et le Concessionnaire pourra faire part de ses observations dans le délai fixé. Au terme du délai, le Délégant apprécie la pertinence des arguments présentés par le Concessionnaire et décide de l'application des sanctions. Le Concessionnaire devra mettre en évidence si le ou les motifs ne lui seraient pas imputables tel qu'un changement de réglementation, les délais liés à l'obtention d'éventuelles autorisations administratives nécessaires pour la réalisation de travaux ou l'exercice des missions du Concessionnaire, le fait du tiers (tel Concessionnaire de réseaux).

Le montant des sanctions pécuniaires ne peut être porté au compte-rendu financier de l'exploitation.

Article 53 SANCTIONS COERCITIVES

En cas de faute grave du Concessionnaire ou si le service n'est exécuté que partiellement, celui-ci pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et aux risques du Concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement l'exploitation du service, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception non suivie d'effet dans un délai qui ne pourra être supérieur à 8 (huit) jours sauf circonstances exceptionnelles tenant notamment à l'hygiène et à la sécurité publique.

Les conséquences financières de ces décisions sont à la charge du Concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages, retard imputable au délégant ou circonstances indépendantes de la volonté du Concessionnaire.

CHAPITRE 9 FIN DE LA CONVENTION

Article 54 MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT

Le contrat prend fin selon l'une des modalités suivantes :

- à l'échéance du terme fixé à l'Article 5 du présent contrat ;
- résiliation pour motif d'intérêt général, prononcée dans les conditions prévues à l'Article 56 du présent contrat ;
- résiliation sans indemnité prononcée dans les conditions prévues à l'Article 57 du présent contrat.

Article 55 EXPIRATION DE LA CONVENTION

Lorsque la convention expire par survenance du terme prévu :

- les biens propriété du délégant sont restitués à ce dernier en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage,
- le délégant est subrogé au Concessionnaire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.

Article 56 RESILIATION UNILATERALE AVEC INDEMNITE

Le délégant peut résilier unilatéralement pour motif d'intérêt général la présente convention à tout moment au cours de son exécution. Il en informera le Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, à la date d'effet de la résiliation :

1. Les biens, propriété du délégant sont remis à ce dernier en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage.
2. Le délégant est subrogé au Concessionnaire dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exécution du service.
3. En outre, le Concessionnaire aura droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. L'indemnité sera calculée en tenant compte :
 - de la valeur majorée, le cas échéant du montant de la régularisation de la TVA reversée au Trésor Public, non encore amortie des biens de retour et équipements affectés à l'exploitation et qui reviendront au délégant ;
 - du montant des pénalités ou indemnités liées à la résiliation anticipée des contrats conclus par le Concessionnaire pour assurer la continuité du service public, et notamment les contrats de prêt ou de crédit-bail, sauf substitution du délégant dans ces contrats ;
 - de la valeur de rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche du service (la méthode de valorisation des stocks retenue est le PUMP) ;

- de la perte de résultat calculée de la manière suivante : moyenne des résultats nets perçus depuis le début d'exécution de la convention, multipliée par le nombre d'années résiduelles du contrat.
- les frais, charges et indemnités de toute nature liée à la rupture des contrats de travail, sauf en cas de reprise par le nouvel exploitant public ou privé.

Elles sont réglées dans un délai de 3 (trois) mois à partir de la prise d'effet du rachat. Tout retard dans le paiement entraîne de plein droit l'application d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France.

En cas de désaccord, il sera fait application de la procédure décrite à l'article 68 du présent contrat.

Article 57 RESILIATION SANS INDEMNITE

Le délégant se réserve le droit de résilier la présente convention, sans indemnité :

1. Sans mise en demeure préalable en cas :

- de dissolution volontaire de la société gestionnaire du service ;
- de mise en liquidation des biens du Concessionnaire ;
- de fraude ou de malversation de la part du Concessionnaire.

2. Après mise en demeure préalable faite au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception, fixant le délai de réparation et non suivie d'effet en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses de la présente convention ; il en sera ainsi en particulier :

- si le gestionnaire ne met pas en service l'activité dans les trois (3) mois de l'entrée en vigueur de la présente convention ;
- en cas de manquement à une obligation contractuelle d'une particulière gravité, notamment en cas d'interruption totale du service pendant une durée excédant trente (30) jours ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait l'intérêt général ;
- dans le cas où le Concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de l'autorité délégante prévue à Article 60;
- dans le cas de la modification significative et irrémédiable de l'activité du Concessionnaire sans l'autorisation préalable de l'autorité délégante.

Sous réserve du remboursement de la valeur nette comptable des investissements financés par le Concessionnaire, la déchéance prononcée à l'encontre du Concessionnaire n'ouvre droit à aucune indemnité pour ce dernier. Cependant, le délégant se réserve le droit de réclamer des dommages intérêts en réparation de son préjudice.

La résiliation sans indemnité prend effet à compter du 8ème (huitième) jour franc de sa notification au Concessionnaire.

Elle entraîne les mêmes conséquences que la résiliation unilatérale, selon les dispositions de l'article 56, à l'exception de l'alinéa concernant le préavis.

Les sanctions fixées aux alinéas précédents ne s'appliquent pas : si l'inexécution de la convention est imputable à un événement de force majeure, c'est-à-dire imprévisible, irrésistible et extérieure à la volonté des parties et qui ne pourra être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles. Les conséquences attachées à une résiliation dans le cas où un événement de force majeur

rendrait impossible l'exécution du contrat pour une période d'au moins 12 mois ou qui dépassera nécessairement 12 mois seront réglées dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 56 des présentes.

Article 58 DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DU CONCESSIONNAIRE

En cas de dissolution de l'organisme exploitant, le délégant pourra prononcer la déchéance sans attendre que les procédures engagées aient abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au registre du commerce et sans que le Concessionnaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire de l'organisme, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la convention dans le mois suivant la date du jugement.

Article 59 CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC EN FIN DE CONTRAT

Le Concessionnaire prêtera son concours au nouvel exploitant, le cas échéant, pour faciliter sa prise en main progressive du service, jusqu'au transfert total à l'échéance du contrat de concession, et assurer la parfaite continuité du service.

Le Concessionnaire permettra notamment un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service.

Le Concessionnaire prêtera un concours renforcé pour assurer une parfaite transmission de l'exploitation au nouvel exploitant le dernier jour de la concession.

Au cas où des circonstances imprévues apparaîtraient dans les heures précédant l'échéance du contrat, qui pourraient affecter la continuité du service, le délégant pourra demander au Concessionnaire de poursuivre momentanément quelques-unes des activités du service nécessaires pour assurer la continuité du service. Le Concessionnaire ne pourra se soustraire à cette demande. Le délégant rembourserait ensuite le Concessionnaire des frais complémentaires engagés au-delà de la date et de l'heure d'échéance du contrat.

A la fin du contrat, le délégant sera subrogé dans les droits de l'exploitant.

Le délégant a la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les deux dernières années de la convention ou à tout moment en cas de fin anticipée, toutes mesures propres à assurer la continuité du service et permettre le cas échéant un changement de mode de gestion et/ou d'exploitant.

Le Concessionnaire maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à la fin de la présente convention.

En outre, le Concessionnaire s'engage à ne pas prendre, l'année précédant l'expiration de la présente convention ou le cas échéant dès notification de la fin anticipée du contrat, de décision ou ensemble de décisions qui soient de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, ainsi que le personnel affecté à la concession, sans l'accord préalable formalisé du délégant.

Article 60 CESSION ET SUBCONCESSION PARTIELLE DE LA CONVENTION

La cession de la présente concession de service public devra être justifiée et recueillir l'autorisation préalable et explicite du Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou de son représentant. A défaut, la cession sera entachée de nullité absolue et ne sera pas opposable à l'administration.

La demande d'autorisation de cession devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

Le nouveau Concessionnaire devra reprendre à son compte l'ensemble des droits et obligations de la présente convention et ce depuis l'origine.

La cession sera refusée s'il était porté atteinte à un élément essentiel.

La délivrance de l'autorisation est également subordonnée à la présentation par le cessionnaire de garanties professionnelles et financière justifiant de la bonne exécution du service public.

Le changement d'actionnariat majoritaire du Concessionnaire sera soumis à l'agrément préalable du délégant. Si la modification venait à priver le délégant des garanties essentielles, la résiliation du contrat pourra être prononcée.

La subconcession partielle est soumise à autorisation préalable du Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou de son représentant. Cette autorisation est subordonnée à la présentation par le subConcessionnaire de garanties professionnelles et financières suffisantes et de l'absence de modifications des éléments du contrat. En cas de subconcession, le titulaire du contrat conserve la responsabilité intégrale de l'exploitation.

Les conditions d'autorisation de subconcession sont identiques à celles prévues dans le cas d'une cession de la concession.

Article 61 REPRISE DES CONTRATS ET ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE

Au terme normal du présent contrat, le délégant se réserve le droit de poursuivre ou de faire poursuivre par un tiers de son choix, les contrats et engagements que le Concessionnaire aura passés, pour son compte, avec des tiers pour l'exécution du présent contrat.

Le délégant notifiera sa décision au Concessionnaire et à son cocontractant dans un délai de deux mois courant à compter de la date de notification de la résiliation, ou de l'échéance du contrat.

En cas de poursuite de l'un des contrats susvisés, le délégant se substituera, ou se fera substituer, dans les droits et obligations du Concessionnaire, sans que celle-ci ou son contractant ne puisse en aucune manière s'y opposer. En cas d'accord-cadre dont serait titulaire le Concessionnaire, le Délégant pourra obtenir la poursuite de la prestation auprès du tiers dans le cadre d'un nouveau contrat, étant précisé que les tiers ne sont pas liés par un engagement d'exclusivité. Le Concessionnaire devra prêter son concours dans les conditions prévues à l'article 59 afin d'assurer la continuité du service public.

En cas de non poursuite, le délégant ne pourra en aucune façon voir sa responsabilité recherchée, ni être tenue au versement d'une quelconque indemnité au bénéfice du Concessionnaire ou de son cocontractant.

Le Concessionnaire devra veiller à ce que soient insérées dans les contrats qu'il passe avec des tiers, les stipulations propres à permettre l'application du présent article.

En cas de méconnaissance par le Concessionnaire d'une des stipulations du présent article, qui rendrait notamment impossible la poursuite par le délégant (ou tout tiers désigné par lui) de l'un des contrats ou

engagements visé au présent article, le délégant pourra (sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent) obtenir la poursuite de la prestation, objet du contrat en cause, ou la réalisation d'une prestation de même nature, aux frais et risques du Concessionnaire.

En cas d'expiration anticipée du présent contrat, et quelle qu'en soit la cause, le délégant pourra être substitué au Concessionnaire dans le cadre des contrats que celui-ci aura passés, pour son compte, avec des tiers, ou pourra procéder à leur résiliation à ses frais et risques.

Le Concessionnaire, dès lors, ne saurait supporter les conséquences de ces éventuelles résiliations, modifications ou adaptations des contrats décidées par le délégant.

Article 62 SORT DES DONNEES PERSONNELLES

Au terme de la prestation, et pour l'application de l'article 29 du présent contrat, il est d'ores et déjà convenu que le Concessionnaire s'engage à remettre à titre gratuit toutes les données à caractère personnel à la Collectivité.

La remise doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Concessionnaire. Une fois détruites, le Concessionnaire doit justifier par écrit de la destruction.

Article 63 LIBERATION ET REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN DE CONTRAT

A la fin du contrat de concession, le Concessionnaire doit évacuer les lieux. Il est tenu de remettre à la Collectivité, en état normal d'entretien et de fonctionnement, tous les biens et équipements qui font partie intégrante du contrat, tels qu'ils figurent à l'inventaire. A cette occasion un nouvel inventaire sera réalisé.

18 mois avant l'expiration normale de la concession, les parties arrêteront et estimeront, après expertise, les travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien et de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages délégués compte-tenu des états des lieux initiaux dressés conformément aux dispositions de l'Article 7 et de l'Article 13, et compte-tenu d'un état normal d'usure et de vétusté.

Le Concessionnaire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la concession. Si la remise en état n'est pas terminée dans le délai fixé par le délégant, le Concessionnaire entendu, le délégant peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement de frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès du Concessionnaire défaillant.

Avant tout enlèvement de matériels ou marchandises, le Concessionnaire doit justifier au délégant du paiement des impôts, des redevances restant éventuellement dues au délégant, des contributions et taxes dont il a la charge en raison de son activité dans le cadre du présent cahier des charges.

Ces enlèvements devront faire l'objet d'une autorisation expresse de l'autorité délégante.

A la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des équipements et installations du service délégué ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables.

En fin de concession, le solde éventuel des provisions du compte GER pourra :

- financer les travaux mentionnés ci-dessus,
- ou venir en déduction de l'indemnité de rachat versée par la Collectivité pour les biens mentionnés à l'Article 64.2. ou à l'Article 65,
- ou être reversé à la Collectivité.

Article 64 SORT DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

Article 64.1. BIENS DE RETOUR

Les biens de retour sont l'ensemble des biens financés ou créés par le Concessionnaire au cours de la concession et qui sont nécessaires ou indispensables au fonctionnement du service délégué. Ces biens sont la propriété du délégant *ab initio* et reviennent obligatoirement à celui-ci à la fin de la gestion déléguée. Ces biens ne peuvent faire l'objet d'aucune cession, aliénation, location ou sûreté quelconque par le Concessionnaire pendant toute la durée de la gestion déléguée, sauf demande et accord préalable du délégant.

Les biens de retour ainsi que les biens mis à disposition par le délégant, inscrits à l'inventaire y compris leurs accessoires, sont remis au délégant en fin de contrat dans les conditions suivantes :

Ces biens doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement, dans les conditions définies à l'Article 24. A défaut, il pourra se voir appliquer une pénalité égale aux dépenses que le délégant supportera pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du Concessionnaire, sans préjudice du droit pour le délégant d'exécuter à ses frais les opérations de maintenance nécessaires.

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire n'a pas exécuté tout ou partie des travaux dont il a la charge en vertu notamment de l'Article 24 et à l'Article 26, de la présente convention, il verse au délégant une somme correspondant au montant des travaux non exécutés, augmentée des intérêts calculés aux taux décrits ci-après, en vigueur à la date prévue pour leur exécution et courant depuis cette date jusqu'à la date de remboursement.

Il est fait application du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

La remise des biens de retour, financés par le Concessionnaire est en principe gratuite. Toutefois, elle pourra s'effectuer à la valeur nette comptable des biens considérés dans la mesure où ces biens ne pourraient être amortis sur la durée résiduelle de la concession. Le remboursement de la valeur nette comptable, déduction faite des éventuels frais de remise en état, nécessite l'accord préalable du délégant.

Le cas échéant, le paiement de cette « indemnité » sera effectué dans le délai maximum de six mois à compter de la date où son montant sera acté.

Article 64.2. BIENS DE REPRISE

Les biens dits de reprise sont des biens utiles au service ; ils peuvent être repris par le délégant à la condition que ce dernier exerce cette prérogative moyennant un prix à déterminer, sans que le Concessionnaire puisse s'opposer à cette reprise. Le Concessionnaire est propriétaire de ces biens pendant toute la durée de la concession.

Le délégant pourra reprendre en fin de contrat les biens de reprise moyennant le versement d'une indemnité qui sera égale à la valeur nette comptable de ces biens.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant de cette indemnité, il sera recouru à la procédure décrite à l'Article 68 du présent contrat.

Cette indemnité sera payée dans le délai de trois mois suivant la remise des biens. Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties se retrouveront pour en arrêter le montant définitif.

Article 65 BIENS PROPRES

Tous les autres biens, non visés aux articles précédents, qui ne sont pas strictement nécessaires ou utiles à l'exploitation, pourront être rachetés par le délégant après accord des parties.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable ou, à défaut à dire d'expert, et payée dans les 60 jours calendaires suivant leur rachat par le délégant.

Article 66 REPRISE DES STOCKS

Le délégant reprendra ou fera son affaire du rachat par le futur Concessionnaire, contre indemnité, les stocks nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le Concessionnaire pour l'exploitation du service.

La valeur de ces stocks repris est fixée à l'amiable sur la base de sa valeur vénale ou à dire d'expert en cas de désaccord, les frais d'expertise étant à la charge du Concessionnaire, et payée au Concessionnaire dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par le délégant.

Dans les douze (12) mois précédent le terme du contrat, le Concessionnaire communique au délégant la liste des stocks et le montant de l'indemnité prévisionnelle. Le Concessionnaire communiquera au délégant, dans le mois qui précède la fin du contrat, la liste actualisée desdits stocks et le montant de l'indemnité proposée. L'indemnité définitive proposée sera fixée sur la base de la valeur nette comptable du stock au dernier jour de la concession.

Article 67 NULLITE PARTIELLE

La nullité d'une ou plusieurs clauses du contrat n'entraîne pas la nullité de l'ensemble de celui-ci. Tout article ou disposition du contrat qui sera, totalement ou en partie seulement, tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable sous l'empire des lois et règlements en vigueur, en tout lieu où ce contrat sera ou pourra être applicable, sera modifié dans la moindre mesure possible, permettant de rendre ledit contrat valide et applicable étant entendu que les parties négocieront de bonne foi, en tenant compte de l'esprit du contrat et de la commune intentions des parties, d'une disposition alternative à substituer à l'article ou la disposition tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable. Toutes les autres dispositions resteront applicables et produiront leurs effets.

Article 68 PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Si un différend survient entre le Concessionnaire et le délégant, le Concessionnaire expose dans un mémoire les motifs du différend et toutes les conséquences de nature administrative, technique et/ou financière qui en résultent selon lui. Ce mémoire est transmis par lettre recommandée avec accusé de réception au délégant. Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, le Concessionnaire doit exécuter fidèlement les directives émanant du délégant ou relevant de la présente convention.

Le délégant notifie au Concessionnaire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de réception du mémoire.

L'absence de proposition du délégant dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Concessionnaire.

Dans le cas où le Concessionnaire ne s'estimerait pas satisfait de la décision du délégant, il doit dans un délai de 30 jours calendaires à compter de cette décision, qu'elle soit implicite ou explicite, saisir une commission de conciliation composée de trois personnes.

A cet effet, le Concessionnaire et le délégant disposent d'un délai de 30 jours calendaires pour nommer chacun un conciliateur. Les deux conciliateurs ainsi nommés désignent d'un commun accord dans un délai de huit (8) jours calendaires le président de la commission de conciliation.

A défaut de nomination de tout ou partie des conciliateurs dans les délais précités, le Président du tribunal administratif de Strasbourg est saisi à la requête de la partie la plus diligente afin soit de désigner le(s) conciliateur(s) manquant(s), soit afin que le tribunal administratif exerce lui-même cette mission de conciliation.

La commission une fois constituée dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour entendre les parties, requérir auprès d'elles toutes informations pertinentes et leur proposer une solution de règlement amiable de leur différend.

Dans le cas où, dans un délai de 30 jours calendaires, cette proposition ne rencontrerait pas l'assentiment des parties ou dans le cas où, dans ce même délai, la commission de conciliation ne ferait pas de proposition, le différend serait alors soumis au tribunal administratif de Strasbourg à la requête de la partie la plus diligente.

Article 69 JURIDICTION COMPETENTE

Tous les litiges relatifs à la présente convention qui naîtront entre le délégant et le Concessionnaire ressortiront à la compétence de la juridiction administrative et du Tribunal Administratif de Strasbourg en premier ressort.

Article 70 DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT

Sont annexés au présent contrat :

Annexe 1 : inventaire parking Wodli

Annexe 2: plans parking Wodli

Annexe 3: inventaire parking Gare

Annexe 4: plans parking Gare

Annexe 5: programme détaillé des travaux Wodli

Annexe 6: programme détaillé des travaux Gare

Annexe 7 : plans pluriannuels de gros entretien renouvellement

Annexe 8 : tarifs

Annexe 9 : comptes d'exploitation prévisionnels

Annexe 10 : décompte définitif des travaux (à fournir ultérieurement)

Annexe 11: liste du personnel transféré

Annexe 12 : tableaux de bord mensuel et indicateurs

Annexe 13 : règlement intérieur (à fournir ultérieurement)

Annexe 14 : une copie du procès-verbal de réception des travaux (à fournir ultérieurement)

Annexe 15 : mémoire technique

Eurométropole de Strasbourg

Fait à Strasbourg, le

Pour la
société

Le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le Président

Robert HERRMANN

Concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

ANNEXE n° 9

CONSOLIDATION : Wodli + Gare

en € courants HT

PRODUITS	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 105 514,68 €	3 857 072,10 €	3 920 687,84 €	4 330 588,82 €	4 348 596,19 €	4 364 363,99 €	4 380 873,70 €	1 950 335,26 €	29 258 032,59 €	4 179 718,94 €
Recettes horaires	2 024 990 €	3 709 815 €	3 768 243 €	4 172 137 €	4 183 398 €	4 192 488 €	4 201 579 €	1 867 368 €	28 120 018 €	4 017 145 €
Abonnements	80 525 €	147 257 €	152 445 €	158 452 €	165 199 €	171 876 €	179 295 €	82 967 €	1 138 015 €	162 574 €
Autres									0 €	0 €
PDTS EXCEPT+GESTION COURANTE									0 €	0 €
TRANSFERT DE CHARGES / REPRISES SUR PROVISIONS									0 €	0 €
TOTAL DES PRODUITS	2 105 514,68 €	3 857 072,10 €	3 920 687,84 €	4 330 588,82 €	4 348 596,19 €	4 364 363,99 €	4 380 873,70 €	1 950 335,26 €	29 258 032,59 €	4 179 718,94 €
CHARGES	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
60 - Achats	-26 332 €	-48 020 €	-48 915 €	-49 831 €	-50 764 €	-51 715 €	-52 683 €	-23 853 €	-352 113 €	-50 302 €
Achats stockés - MP									0 €	0 €
Achats stockés - autres approvisionnements									0 €	0 €
Variation de stock (approvisionnements et marchandises)									0 €	0 €
Achats d'études, prestations de services									0 €	0 €
Achats de matériel, équipements et travaux									0 €	0 €
Achats non stockés de matière et fournitures	-26 332 €	-48 020 €	-48 915 €	-49 831 €	-50 764 €	-51 715 €	-52 683 €	-23 853 €	-352 113 €	-50 302 €
Fluides	-24 884 €	-45 378 €	-46 223 €	-47 089 €	-47 971 €	-48 870 €	-49 785 €	-22 541 €	-332 741 €	-47 534 €
Vêtements de travail - intégré à la masse salariale pour chiffrage									0 €	0 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	-597 €	-1 088 €	-1 108 €	-1 129 €	-1 150 €	-1 172 €	-1 193 €	-540 €	-7 977 €	-1 140 €
dont 6064 - Fournitures administratives	-852 €	-1 554 €	-1 583 €	-1 613 €	-1 643 €	-1 674 €	-1 705 €	-772 €	-11 395 €	-1 628 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (à préciser)									0 €	0 €
61 - Services extérieurs	-54 819 €	-100 036 €	-101 832 €	-105 587 €	-107 200 €	-108 860 €	-110 551 €	-49 871 €	-738 756 €	-105 537 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	-18 055 €	-32 925 €	-33 538 €	-34 167 €	-34 806 €	-35 458 €	-36 123 €	-16 355 €	-241 427 €	-34 490 €
Redevances de crédit-bail									0 €	0 €
Locations									0 €	0 €
Entretien et réparations sur bâtiments	-25 083 €	-45 741 €	-46 593 €	-47 465 €	-48 355 €	-49 260 €	-50 183 €	-22 721 €	-335 400 €	-47 914 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant									0 €	0 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres (à préciser)									0 €	0 €
Primes d'assurances	-11 682 €	-21 371 €	-21 701 €	-23 955 €	-24 039 €	-24 141 €	-24 245 €	-10 795 €	-161 929 €	-23 133 €
Etudes et recherches									0 €	0 €
Divers (à préciser)									0 €	0 €
62 - Autres services extérieurs	-19 155 €	-34 970 €	-35 519 €	-38 122 €	-38 417 €	-38 750 €	-39 087 €	-17 490 €	-261 511 €	-37 359 €
Autre personnel extérieur									0 €	0 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires									0 €	0 €
Publicité, publications, relations publiques	-3 409 €	-6 216 €	-6 332 €	-6 451 €	-6 571 €	-6 694 €	-6 820 €	-3 088 €	-45 581 €	-6 512 €
Transports de biens et transports collectifs									0 €	0 €
Déplacements, missions et réceptions									0 €	0 €
Frais postaux et frais de télécommunications	-3 693 €	-6 734 €	-6 860 €	-6 988 €	-7 119 €	-7 252 €	-7 388 €	-3 345 €	-49 379 €	-7 054 €
dont 626-1 Frais d'affranchissement									0 €	0 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	-3 693 €	-6 734 €	-6 860 €	-6 988 €	-7 119 €	-7 252 €	-7 388 €	-3 345 €	-49 379 €	-7 054 €
Services bancaires - commissions CB	-12 054 €	-22 020 €	-22 328 €	-24 684 €	-24 726 €	-24 803 €	-24 879 €	-11 057 €	-166 551 €	-23 793 €
Divers (à préciser)									0 €	0 €
63 - Impôts et taxes	-50 637 €	-110 621 €	-111 705 €	-114 267 €	-115 176 €	-116 085 €	-117 001 €	-58 422 €	-793 914 €	-113 416 €
versement de transport									0 €	0 €
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue									0 €	0 €
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations									0 €	0 €
Impôts directs (à préciser)									0 €	0 €
Taxes et impôts sur les véhicules									0 €	0 €
Autres impôts, taxes et versements assimilés									0 €	0 €
64 - Personnel	-190 089 €	-346 648 €	-353 106 €	-359 719 €	-366 457 €	-373 321 €	-380 313 €	-172 194 €	-2 541 846 €	-363 121 €
Personnel d'exploitation (1) salaires bruts	-100 175 €	-182 680 €	-186 083 €	-189 568 €	-193 119 €	-196 736 €	-200 421 €	-90 744 €	-1 339 526 €	-191 361 €
dont transport, formation, prime, intéressement, participation etc.	-69 967 €	-127 593 €	-129 970 €	-132 404 €	-134 884 €	-137 411 €	-139 984 €	-63 381 €	-935 595 €	-133 656 €
Sous-traitance sécurité	-19 947 €	-36 375 €	-37 053 €	-37 747 €	-38 454 €	-39 174 €	-39 908 €	-18 069 €	-266 725 €	-38 104 €
Autres charges de personnel									0 €	0 €
65 - Autres charges de gestion courante	-1 556 942 €	-2 846 803 €	-2 892 834 €	-3 233 013 €	-3 239 928 €	-3 244 783 €	-3 250 108 €	-1 443 338 €	-21 707 750 €	-3 101 107 €
Frais de siège	-105 276 €	-192 854 €	-196 034 €	-216 529 €	-217 430 €	-218 218 €	-219 044 €	-97 517 €	-1 462 902 €	-208 986 €
Redevance fixe	-1 451 667 €	-2 647 268 €	-2 696 587 €	-2 747 094 €	-2 798 547 €	-2 850 964 €	-2 904 362 €	-1 315 005 €	-19 411 492 €	-2 773 070 €
Redevance variable	0 €	-6 681 €	-213 €	-269 390 €	-223 952 €	-175 601 €	-126 702 €	-30 816 €	-833 356 €	-119 051 €
Intéressement									0 €	0 €
Autres									0 €	0 €
68 - Dotations aux amortissements et provisions	-109 492 €	-196 104 €	-241 865 €	-241 865 €	-269 619 €	-318 406 €	-332 808 €	-223 861 €	-1 934 020 €	-276 289 €
Dotations aux amortissements des investissements initiaux	-109 492 €	-196 104 €	-196 104 €	-196 104 €	-196 104 €	-196 104 €	-196 104 €	-87 157 €	-1 373 274 €	-196 182 €
Dotations aux amortissements des renouvellements	0 €	0 €	-45 761 €	-45 761 €	-73 515 €	-122 302 €	-136 704 €	-136 704 €	-560 746 €	-80 107 €
66 - Charges financières (financement global / disponible sur	-10 300 €	-10 300 €	-8 882 €	-7 443 €	-5 983 €	-4 500 €	-2 996 €	-1 468 €	-51 871 €	-7 410 €
67 - Charges exceptionnelles									0 €	0 €
TOTAL DES CHARGES	-2 017 767 €	-3 693 502 €	-3 794 657 €	-4 149 847 €	-4 193 544 €	-4 256 419 €	-4 285 547 €	-1 990 499 €	-28 381 782 €	-4 054 540 €
RESULTAT BRUT AVANT IMPOTS	87 748 €	163 571 €	126 031 €	180 742 €	155 052 €	107 945 €	95 327 €	-40 163 €	876 250 €	125 179 €
IS	-24 725 €	-42 907 €	-33 121 €	-47 157 €	-40 428 €	-28 167 €	-24 811 €	10 277 €	-231 040 €	-33 006 €
Resultat net	63 022 €	120 663 €	92 910 €	133 585 €	114 623 €	79 777 €	70 515 €	-29 886 €	645 210 €	92 173 €

PARKING Wodli
en € courants HT

HYPOTHESES								
	à compléter par le candidat							
Hypothèses inflation (%)	1,75%	1,82%	1,86%	1,87%	1,87%	1,87%	1,87%	1,87%
Hypothèses augmentation abonnement (%)	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Hypothèse progression masse salariale (%)	1,8%	1,8%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Frais de siège (% des charges totales)	global sur le contrat							
Investissements à réaliser (€ HT)	1 032 063 €							
Durée du contrat	7 ans							

	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
Nombre de places du parc	955	955	955	955	955	955	955	955		
CA total	1 513 205 €	2 786 586 €	2 840 428 €	3 147 237 €	3 165 458 €	3 168 561 €	3 171 727 €	1 411 117 €		
CA total par place par an	1584,507411	2917,891072	2974,270237	3295,536155	3314,616089	3317,865217	3321,179614	1477,608973		
CA total usagers horaires :	1 457 664 €	2 689 063 €	2 742 845 €	3 047 717 €	3 062 956 €	3 062 956 €	3 062 956 €	1 361 314 €		
CA usagers horaires par place par an	1 526	2 816	2 872	3 191	3 207	3 207	3 207	1 425		
Nombre total de tickets horaires	137 378	253 432	258 501	261 086	262 391	262 391	262 391	116 618		
Ticket moyen horaire (CA/NB tickets)	11	11	11	12	12	12	12	12		
Taux de rotation par place et par jour	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8		
Nombre total d'heures de stationnement	1 358 721	2 506 536	2 556 667	2 582 233	2 595 145	2 595 145	2 595 145	1 153 398		
Durée moyenne de stationnement par véhicule par an	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9		
CA total abonnements :	55 541 €	97 523 €	97 583 €	99 520 €	102 502 €	105 605 €	108 771 €	49 803 €		
CA abonnements moyen	55 541	97 523	97 583	99 520	102 502	105 605	108 771	49 803		
Nombre abonnements moyen	64	60	59	58	58	58	58	58		
CA abonnements jour										
Nombre abonnements jour										
CA abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)										
Nombre abonnements nuit (nuit WE et/ou nuit/dimanche)										
CA abonnements autres : véhicules électriques, autopartage, etc.										
Taux d'abonnement										
CA parcs vélos le cas échéant gratuit										
nombre d'entrées usagers vélos										

PRODUITS Wodli	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 513 205 €	2 786 586 €	2 840 428 €	3 147 237 €	3 165 458 €	3 168 561 €	3 171 727 €	1 411 117 €	21 204 318 €	3 029 188 €
Recettes horaires	1 457 664 €	2 689 063 €	2 742 845 €	3 047 717 €	3 062 956 €	3 062 956 €	3 062 956 €	1 361 314 €	20 487 471 €	2 926 782 €
Abonnements	55 541 €	97 523 €	97 583 €	99 520 €	102 502 €	105 605 €	108 771 €	49 803 €	716 847 €	102 407 €
Autres (recettes annexes_ à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
PDTs EXCEPT+GESTION COURANTE									0 €	0 €
TRANSFERT DE CHARGES / REPRISES SUR PROVISIONS									0 €	0 €
TOTAL DES PRODUITS	1 513 204,58 €	2 786 585,97 €	2 840 428,08 €	3 147 237,03 €	3 165 458,37 €	3 168 561,28 €	3 171 726,53 €	1 411 116,57 €	21 204 318,40 €	3 029 188,34 €

CHARGES Wodli	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
60 - Achats	-15 652 €	-28 543 €	-29 074 €	-29 619 €	-30 174 €	-30 739 €	-31 315 €	-14 178 €	-209 293 €	-29 899 €
Achats stockés - MP									0 €	0 €
Achats stockés - autres approvisionnements									0 €	0 €
Variation de stock (approvisionnements et marchandises)									0 €	0 €
Achats d'études, prestations de services									0 €	0 €
Achats de matériel, équipements et travaux									0 €	0 €
Achats non stockés de matière et fournitures	-15 652 €	-28 543 €	-29 074 €	-29 619 €	-30 174 €	-30 739 €	-31 315 €	-14 178 €	-209 293 €	-29 899 €
Fluides	-15 169 €	-27 662 €	-28 177 €	-28 705 €	-29 243 €	-29 790 €	-30 348 €	-13 741 €	-202 836 €	-28 977 €
66 - Vêtements de travail - Intégré à la masse salariale pour chiffrage									0 €	0 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	-199 €	-363 €	-369 €	-376 €	-383 €	-391 €	-398 €	-180 €	-2 659 €	-380 €
dont 6064 - Fournitures administratives	-284 €	-518 €	-528 €	-538 €	-548 €	-558 €	-568 €	-257 €	-3 798 €	-543 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (à préciser)									0 €	0 €
61 - Services extérieurs	-32 881 €	-60 098 €	-61 228 €	-63 642 €	-64 631 €	-65 560 €	-66 508 €	-29 988 €	-444 537 €	-63 505 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	-11 181 €	-20 389 €	-20 769 €	-21 158 €	-21 554 €	-21 958 €	-22 369 €	-10 128 €	-149 506 €	-21 358 €
Redevances de crédit-bail									0 €	0 €
Locations									0 €	0 €
Entretien et réparations sur bâtiments	-14 135 €	-25 776 €	-26 257 €	-26 748 €	-27 249 €	-27 760 €	-28 280 €	-12 804 €	-189 009 €	-27 001 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant									0 €	0 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres (à préciser)									0 €	0 €
Primes d'assurances	-7 566 €	-13 933 €	-14 202 €	-15 736 €	-15 827 €	-15 843 €	-15 859 €	-7 056 €	-106 022 €	-15 146 €
Etudes et recherches									0 €	0 €
Divers (à préciser)									0 €	0 €
62 - Autres services extérieurs	-11 833 €	-21 734 €	-22 157 €	-23 839 €	-24 077 €	-24 241 €	-24 408 €	-10 924 €	-163 212 €	-23 316 €
Autre personnel extérieur									0 €	0 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires									0 €	0 €
Publicité, publications, relations publiques	-568 €	-1 036 €	-1 055 €	-1 075 €	-1 095 €	-1 116 €	-1 137 €	-515 €	-7 597 €	-1 085 €
Transports de biens et transports collectifs									0 €	0 €
Déplacements, missions et réceptions									0 €	0 €
Frais postaux et frais de télécommunications	-1 988 €	-3 626 €	-3 694 €	-3 763 €	-3 833 €	-3 905 €	-3 978 €	-1 801 €	-26 589 €	-3 798 €
dont 626-1 Frais d'affranchissement									0 €	0 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	-1 988 €	-3 626 €	-3 694 €	-3 763 €	-3 833 €	-3 905 €	-3 978 €	-1 801 €	-26 589 €	-3 798 €
Services bancaires - commissions CB	-7 288 €	-13 445 €	-13 714 €	-15 239 €	-15 315 €	-15 315 €	-15 315 €	-6 807 €	-102 437 €	-14 634 €
Divers (à préciser)									0 €	0 €
63 - Impôts et taxes	-40 824 €	-88 889 €	-89 861 €	-91 924 €	-92 750 €	-93 476 €	-94 208 €	-46 513 €	-638 446 €	-91 207 €
Versement de transport									0 €	0 €
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue									0 €	0 €
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations									0 €	0 €
Impôts directs (à préciser)									0 €	0 €
Taxes et impôts sur les véhicules									0 €	0 €
Autres impôts, taxes et versements assimilés									0 €	0 €
64 - Personnel	-80 714 €	-147 191 €	-149 934 €	-152 742 €	-155 603 €	-158 517 €	-161 486 €	-73 116 €	-1 079 303 €	-154 186 €
Rémunération du personnel									0 €	0 €
Charges de sécurité sociale et de prévoyance									0 €	0 €
Autres charges sociales									0 €	0 €
Autres charges de personnel									0 €	0 €
65 - Autres charges de gestion courante	-1 118 953 €	-2 056 705 €	-2 095 777 €	-2 349 578 €	-2 358 430 €	-2 355 737 €	-2 353 059 €	-1 044 291 €	-15 732 531 €	-2 247 504 €
Frais de siège	-75 660 €	-139 329 €	-142 021 €	-157 362 €	-158 273 €	-158 428 €	-158 586 €	-70 556 €	-1 060 216 €	-151 459 €
Redevance (détail fixe/variable sur consolidé)	-1 043 293 €	-1 917 376 €	-1 953 755 €	-2 192 217 €	-2 200 157 €	-2 197 309 €	-2 194 473 €	-973 736 €	-14 672 315 €	-2 096 045 €
Redevance variable									0 €	0 €
Intéressement									0 €	0 €
Autres									0 €	0 €
68 - Dotations aux amortissements et provisions	-82 287 €	-147 379 €	-193 140 €	-193 140 €	-204 812 €	-238 613 €	-253 015 €	-171 137 €	-1 483 523 €	-211 932 €
Dotations aux amortissements des investissements initiaux	-82 287 €	-147 379 €	-147 379 €	-147 379 €	-147 379 €	-147 379 €	-147 379 €	-65 502 €	-1 032 063 €	-147 438 €
Dotations aux amortissements des renouvellements	0 €	0 €	-45 761 €	-45 761 €	-57 433 €	-91 234 €	-105 636 €	-105 636 €	-451 459 €	-64 494 €
66 - Charges financières (financement global / disponible sur le consolidé)									0 €	0 €
67 - Charges exceptionnelles									0 €	0 €
TOTAL DES CHARGES	-1 383 145 €	-2 550 540 €	-2 641 170 €	-2 904 485 €	-2 930 475 €	-2 966 883 €	-2 983 998 €	-1 390 148 €	-19 750 844 €	-2 821 549 €
RESULTAT BRUT HORS CHARGES GLOBALES	130 059 €	236 046 €	199 258 €	242 752 €	234 983 €	201 678 €	187 729 €	20 969 €	1 453 474 €	207 639 €

PARKING Gare courte durée
en € courants HT

HYPOTHESES

	à compléter par le candidat							
Hypothèses inflation (%)	1,75%	1,82%	1,86%	1,87%	1,87%	1,87%	1,87%	1,87%
Hypothèses augmentation abonnement (%)	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Hypothèse progression masse salariale (%)	1,8%	1,8%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Frais de siège (% du chiffre d'affaires)	au global sur le contrat							
Investissements à réaliser (€/HT)								
Durée du contrat								
	341 211 €							
	7 ans							

	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	MOYENNE
Nombre de places du parc	188	188	188	188	188	188	188	188	188
CA total	592 310 €	1 070 486 €	1 080 260 €	1 183 352 €	1 183 138 €	1 195 803 €	1 209 147 €	539 219 €	8 053 714 €
CA total par place par an	3150,585672	5694,07512	5746,062573	6294,424437	6293,286321	6360,652693	6431,633874	2868,184536	42838,90523
CA total usagers horaires :	567 326 €	1 020 752 €	1 025 398 €	1 124 420 €	1 120 441 €	1 129 532 €	1 138 623 €	506 055 €	
CA usagers horaires par place par an	3 018	5 430	5 454	5 981	5 960	6 008	6 057	2 692	
Nombre total de tickets horaires	309 503	565 528	580 541	601 314	606 806	612 507	618 208	276 457	
Ticket moyen horaire (CANB tickets)	1,83 €	1,80 €	1,77 €	1,87 €	1,85 €	1,84 €	1,84 €	1,83 €	
Taux de rotation par place et par jour	8,08	8,24	8,46	8,76	8,84	8,93	9,01	9,06	
Nombre total d'heures de stationnement									
Durée moyenne de stationnement par véhicule par an									
CA total abonnements :	24 984 €	49 734 €	54 862 €	58 932 €	62 696 €	66 271 €	70 524 €	33 164 €	
CA abonnements vélo	13 291	25 770	27 885	30 143	32 597	35 282	38 137	18 338	
Nombre abonnements vélo	799	839	881	925	972	1 021	1 072	1 125	
CA abonnements voitureur	4 313	7 956	9 015	9 285	9 999	10 298	11 069	5 067	
Nombre abonnements voitureur	15	15	17	17	17	17	18	18	
CA abonnements nuit uniquement	7 380	16 008	17 962	19 504	20 101	20 690	21 319	9 758	
Nombre abonnements nuit uniquement	8	11	14	15	15	15	15	15	
CA abonnements autres : véhicules électriques, autopartage, etc.									
Taux d'abonnement									

nuits + vélos + voitureur

PRODUITS Gare	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
CHIFFRE D'AFFAIRES	592 310,11 €	1 070 486,12 €	1 080 259,76 €	1 183 351,79 €	1 183 137,83 €	1 195 802,71 €	1 209 147,17 €	539 218,69 €	8 053 714,18 €	1 150 530,60 €
Recettes horaires	567 326 €	1 020 752 €	1 025 398 €	1 124 420 €	1 120 441 €	1 129 532 €	1 138 623 €	506 055 €	7 632 546 €	1 090 364 €
Abonnements	24 984 €	49 734 €	54 862 €	58 932 €	62 696 €	66 271 €	70 524 €	33 164 €	421 168 €	60 167 €
Autres									0 €	0 €
PDTS EXCEPT+GESTION COURANTE									0 €	0 €
TRANSFERT DE CHARGES / REPRISES SUR PROVISIONS									0 €	0 €
TOTAL DES PRODUITS	592 310,11 €	1 070 486,12 €	1 080 259,76 €	1 183 351,79 €	1 183 137,83 €	1 195 802,71 €	1 209 147,17 €	539 218,69 €	8 053 714,18 €	1 150 530,60 €

CHARGES Gare	2019 10/06 au 31/12	2020 12 mois	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois	2026 01/01 au 09/06	TOTAL	MOYENNE
60 - Achats	-10 681 €	-19 477 €	-19 840 €	-20 212 €	-20 590 €	-20 976 €	-21 369 €	-9 675 €	-142 821 €	-20 403 €
Achats stockés - MP	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats stockés - autres approvisionnements	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Variation de stock (approvisionnement et marchandises)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats d'études, prestations de services	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats de matériel, équipements et travaux	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats non stockés de matière et fournitures	-10 681 €	-19 477 €	-19 840 €	-20 212 €	-20 590 €	-20 976 €	-21 369 €	-9 675 €	-142 821 €	-20 403 €
Fluides	-9 715 €	-17 716 €	-18 046 €	-18 384 €	-18 728 €	-19 079 €	-19 437 €	-8 800 €	-129 906 €	-18 558 €
Vêtements de travail - intégré à la masse salariale pour chiffrage	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont 60632 - Fournitures petit équipement	-398 €	-725 €	-739 €	-753 €	-767 €	-781 €	-796 €	-360 €	-5 318 €	-760 €
dont 6064 - Fournitures administratives	-568 €	-1 036 €	-1 055 €	-1 075 €	-1 095 €	-1 116 €	-1 137 €	-515 €	-7 597 €	-1 085 €
dont 6068 - Autres matières et fournitures (à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
61 - Services extérieurs	-21 938 €	-39 938 €	-40 604 €	-41 944 €	-42 569 €	-43 299 €	-44 043 €	-19 883 €	-294 220 €	-42 031 €
Contrats de prestations de services avec des entreprises (distinguer les prestataires les plus importants)	-6 874 €	-12 536 €	-12 769 €	-13 009 €	-13 252 €	-13 501 €	-13 753 €	-6 227 €	-91 922 €	-13 132 €
Redevances de crédit-bail	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Locations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Entretien et réparations sur bâtiments	-10 948 €	-19 964 €	-20 336 €	-20 717 €	-21 105 €	-21 500 €	-21 903 €	-9 917 €	-146 391 €	-20 913 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : matériel roulant	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Entretien et réparations sur biens mobiliers : autres (à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Primes d'assurances	-4 116 €	-7 438 €	-7 499 €	-8 218 €	-8 212 €	-8 299 €	-8 387 €	-3 739 €	-55 907 €	-7 987 €
Etudes et recherches	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Divers (à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
62 - Autres services extérieurs	-7 322 €	-13 236 €	-13 362 €	-14 283 €	-14 340 €	-14 509 €	-14 679 €	-6 567 €	-98 299 €	-14 043 €
Autre personnel extérieur	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Publicité, publications, relations publiques	-2 841 €	-5 180 €	-5 277 €	-5 375 €	-5 476 €	-5 579 €	-5 683 €	-2 573 €	-37 984 €	-5 426 €
Transports de biens et transports collectifs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Déplacements - missions et réceptions	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Frais postaux et frais de télécommunications	-1 704 €	-3 108 €	-3 166 €	-3 225 €	-3 286 €	-3 347 €	-3 410 €	-1 544 €	-22 791 €	-3 256 €
dont 606 - Frais d'affranchissement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont 626-2 Frais de télécommunications	-1 704 €	-3 108 €	-3 166 €	-3 225 €	-3 286 €	-3 347 €	-3 410 €	-1 544 €	-22 791 €	-3 256 €
Services bancaires - commissions CB	-4 766 €	-8 574 €	-8 613 €	-9 445 €	-9 412 €	-9 488 €	-9 564 €	-4 251 €	-64 113 €	-9 159 €
Divers (à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
63 - Impôts et taxes	-9 813 €	-21 732 €	-21 844 €	-22 343 €	-22 426 €	-22 609 €	-22 793 €	-11 909 €	-155 468 €	-22 210 €
Versement de transport	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Impôts directs (à préciser)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Taxes et impôts sur les véhicules	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
64 - Personnel	-109 375 €	-199 456 €	-203 172 €	-206 978 €	-210 854 €	-214 804 €	-218 827 €	-99 078 €	-1 462 544 €	-208 935 €
Rémunération du personnel	-110 175 €	-198 580 €	-198 083 €	-198 568 €	-198 119 €	-198 736 €	-198 321 €	-98 744 €	-1 338 626 €	-191 381 €
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	-69 967 €	-127 593 €	-128 970 €	-138 404 €	-134 684 €	-137 411 €	-139 384 €	-68 381 €	-935 545 €	-133 665 €
Autres charges sociales	-19 947 €	-68 375 €	-67 053 €	-67 747 €	-68 454 €	-68 174 €	-69 308 €	-48 069 €	-260 725 €	-38 494 €
Autres charges de personnel	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
65 - Autres charges de gestion courante	-437 989 €	-790 098 €	-797 057 €	-883 435 €	-881 499 €	-889 046 €	-897 049 €	-399 047 €	-5 975 219 €	-853 603 €
Frais de siège	-29 616 €	-53 524 €	-54 013 €	-59 168 €	-59 157 €	-59 790 €	-60 457 €	-26 961 €	-402 686 €	-57 527 €
Redevance (détail fixe/variable sur consolidé)	-408 374 €	-736 573 €	-743 044 €	-824 267 €	-822 342 €	-829 256 €	-836 592 €	-372 086 €	-5 572 533 €	-796 076 €
Redevance variable	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Intéressement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
66 - Dotations aux amortissements et provisions	-27 205 €	-48 725 €	-48 725 €	-48 725 €	-64 807 €	-79 793 €	-79 793 €	-52 724 €	-450 497 €	-64 357 €
Dotations aux amortissements des investissements initiaux	-27 205 €	-48 725 €	-48 725 €	-48 725 €	-48 725 €	-48 725 €	-48 725 €	-21 656 €	-341 211 €	-48 744 €
Dotations aux amortissements des renouvellements	0 €	0 €	0 €	0 €	-16 082 €	-31 068 €	-31 068 €	-109 286 €	-109 286 €	-15 612 €
66 - Charges financières (financement global / disponible sur	-10 980 €	-10 980 €	-8 982 €	-7 443 €	-5 983 €	-4 580 €	-2 996 €	-1 488 €	-51 871 €	-7 410 €
67 - Charges exceptionnelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL DES CHARGES	-634 622 €	-1 142 962 €	-1 153 487 €	-1 245 362 €	-1 263 069 €	-1 289 536 €	-1 301 549 €	-600 351 €	-8 630 938 €	-1 232 991 €
RESULTAT BRUT HORS CHARGES GLOBALES	-42 312 €	-72 476 €	-73 227 €	-62 010 €	-79 931 €	-93 733 €	-92 402 €	-61 132 €	-577 224 €	-82 461 €

Délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Plan d'amortissement Parking Gare Courte Durée

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous seront exprimés en milliers d'euros hors taxe, en euros courants

Plan d'amortissement	Date de mise en service	Durée de l'amortissement	Montant de l'investissement
Investissements			
Gros œuvre / VRD	2019	7 ans	15.80
Ventilation / Plomberie	2019	7 ans	3.57
Electricité - CFO/cfa	2019	7 ans	71.81
GTC	2019	7 ans	-
Vidéosurveillance	2019	7 ans	6.32
Equipements de lutte incendie	2019	7 ans	-
Aménagements intérieurs	2019	7 ans	9.17
Peinture	2019	7 ans	98.17
Ascenseurs	2019	7 ans	-
Signalétique	2019	7 ans	20.87
Guidage à la place	2019	7 ans	43.67
Services / équipements d'exploitation	2019	7 ans	51.36
Facades	2019	7 ans	-
Honoraires	2019	7 ans	13.97
Aleas, taxes et assurances	2019	7 ans	6.49
Total			341 k€

Délégation de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée
ANNEXE n° 9

Plan prévisionnel de renouvellement - Parking Gare courte durée & Gare vélo

Ensemble fonctionnel Postes prévisionnels	Equipement	Description	Coût indicatif du poste neuf [k€ HT]	Durée de vie prévisionnelle [ans]	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL	MOYENNE
					10/06 au 31/12	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	01/01 au 09/06		
Reprises de peinture, gros entretien ac			37 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	37 440 €	- €	- €	- €	37 440 €	5 349 €
Rénovation locaux exploitation			10 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	- €	10 000 €	- €	- €	10 000 €	1 429 €
Sono/video			12 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	12 325 €	- €	- €	- €	12 325 €	1 761 €
Détection incendie			31 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	- €	31 000 €	- €	- €	31 000 €	4 429 €
Menuiserie / serrurerie			10 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	10 000 €	- €	- €	- €	10 000 €	1 429 €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
				10 ans									- €	- €
TOTAL en euros constant					0	0	0	0	59 765	41 000	0	0		
TOTAL en euros courant					0	0	0	0	64 329	44 958	0	0		

Coût global du renouvellement 100 765 € HT

Equivalent de dotation annuelle en renouvellement 14 395 € HT / an

Concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée

Plan d'amortissement Parking Wodli

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous seront exprimés en milliers d'euros hors taxe, en euros courants

Plan d'amortissement	Date de mise en service	Durée de l'amortissement	Montant de l'investissement
Investissements			
Gros œuvre / VRD	2019	7 ans	19.2
Ventilation / Plomberie	2019	7 ans	-
Electricité - CFO/cfa	2019	7 ans	175.3
GTC	2019	7 ans	-
Vidéosurveillance	2019	7 ans	-
Equipements de lutte incendie	2019	7 ans	-
Aménagements intérieurs	2019	7 ans	115.0
Peinture	2019	7 ans	124.2
Ascenseurs	2019	7 ans	274.8
Signalétique	2019	7 ans	38.4
Guidage à la place	2019	7 ans	169.9
Services / équipements d'exploitation	2019	7 ans	46.6
Facades	2019	7 ans	-
Honoraires	2019	7 ans	48.4
Aleas, taxes et assurances	2019	7 ans	20.2
Total			1 032 k€

Concession de service public relative à l'exploitation des parkings Wodli et Gare courte durée
ANNEXE n°9

Plan prévisionnel renouvellement - Parking Wodli

Ensemble fonctionnel Postes prévisionnels	Equipement	Description	Coût indicatif du poste neuf [k€ HT]	Durée de vie prévisionnelle [ans]	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL	MOYENNE
					10/06 au 31/12	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	01/01 au 09/06		
Reprises de peinture, gros entretien accès, cages d'escalier			291 k€	10 ans	- €	- €	264 731 €	- €	- €	- €	25 785 €	- €	290 516 €	41 502 €
Rénovation locaux exploitation			10 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	- €	10 000 €	- €	- €	10 000 €	1 429 €
Sono/video			23 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	23 375 €	- €	- €	- €	23 375 €	3 339 €
Détection incendie			82 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	- €	82 477 €	- €	- €	82 477 €	11 782 €
Menuiserie / serrurerie			20 k€	10 ans	- €	- €	- €	- €	20 000 €	- €	- €	- €	20 000 €	2 857 €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
													- €	- €
TOTAL en euros constant					0	0	264 731	0	43 375	92 477	25 785	0		
TOTAL en euros courant					0	0	274 565	0	46 687	101 404	28 803	0		

Coût global du renouvellement

426 368 € HT

Equivalent de dotation annuelle en renouvellement

60 910 € HT / an

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F
1	Notification de la DSP	0 jr	Sam 01/06/19	Sam 01/06/19			01/06								
2	Demarrage de l'exploitation	0 jr	Sam 01/06/19	Sam 01/06/19	1		01/06								
3	Parking GARE COURTE DUREE	153 jrs	Sam 01/06/19	Mar 31/12/19											
4	Projet et concertation	2 mé	Sam 01/06/19	Mer 31/07/19	1										
5	preparation de chantier	2 sem.	Mer 31/07/19	Mar 13/08/19	4										
6	Mise a niveau péage - téléopération	20 jrs	Mer 14/08/19	Mar 10/09/19											
7	Mise a niveau des équipement de péage et de contrôle d'accès et GTC	1 m	Mer 14/08/19	Mar 10/09/19	5										
8	Etudes parkings en ouvrage	80 jrs	Mer 31/07/19	Mar 19/11/19											
9	instruction AT (services et places PMR)	4 m	Mer 31/07/19	Mar 19/11/19	4										
10	Travaux Corps d'états techniques	100 jrs	Mer 14/08/19	Mar 31/12/19	5										
11	Électricité CFO & CFA	2 m	Mer 14/08/19	Mar 08/10/19											
12	Aménagement local d'accueil et halls piétons	2 m	Mer 09/10/19	Mar 03/12/19	11										
13	Serrurerie - Zone vélo	1 m	Mer 04/12/19	Mar 31/12/19	12										
14	Peinture et signalétique	70 jrs	Mer 14/08/19	Mar 19/11/19	5										
15	Reparations diverses	3 sem.	Mer 14/08/19	Mar 03/09/19											
16	Peinture niveau 1	2 m	Mer 04/09/19	Mar 29/10/19	15										
17	Peinture zone vélos	10 jrs	Mer 30/10/19	Mar 12/11/19	16										
18	Fourniture équipements	8 sem.	Mer 14/08/19	Mar 08/10/19	4										
19	Signalétique et guidage a la place	1,5 m	Mer 09/10/19	Mar 19/11/19	18										
20	Parking WODLI	153 jrs	Sam 01/06/19	Mar 31/12/19											
21	Projet et concertation	2 mé	Sam 01/06/19	Mer 31/07/19	1										
22	preparation de chantier	2 sem.	Mer 31/07/19	Mar 13/08/19	21										
23	Mise a niveau péage - téléopération	20 jrs	Mer 14/08/19	Mar 10/09/19											
24	Mise a niveau des équipement de péage et de contrôle d'accès et GTC	1 m	Mer 14/08/19	Mar 10/09/19	22										
25	Etudes parkings en ouvrage	80 jrs	Mer 31/07/19	Mar 19/11/19											
26	instruction AT (pour BRVE, services et places PMR)	4 m	Mer 31/07/19	Mar 19/11/19	21										
27	Travaux Corps d'états techniques	100 jrs	Mer 14/08/19	Mar 31/12/19	22										
28	Électricité CFO & CFA	2 m	Mer 14/08/19	Mar 08/10/19											
29	Électricité Bornes de rechargement	2 sem.	Mer 20/11/19	Mar 03/12/19	26;28										
30	Renouvellement ascenseurs	2 m	Mer 09/10/19	Mar 03/12/19	28										
31	Aménagement local d'accueil et halls piétons	2 m	Mer 09/10/19	Mar 03/12/19	28										
32	Serrurerie - Zone vélo / rideaux	2 sem.	Mer 04/12/19	Mar 17/12/19	29;30										
33	Peinture et signalétique phase 1	100 jrs	Mer 14/08/19	Mar 31/12/19	22										
34	Peinture niveau 2	10 jrs	Mer 13/11/19	Mar 26/11/19	37;17										
35	Peinture niveau 1	10 jrs	Mer 27/11/19	Mar 10/12/19	34										
36	Peinture rez-de-chaussée	10 jrs	Mer 11/12/19	Mar 24/12/19	35										
37	Reprises peinture autres niveaux (signalétique murale)	20 jrs	Mer 09/10/19	Mar 05/11/19	38										
38	Fourniture équipements	8 sem.	Mer 14/08/19	Mar 08/10/19	21										
39	Signalétique et guidage a la place	3 m	Mer 09/10/19	Mar 31/12/19	38										
40	Reception des travaux et mise en service	0 jr	Mar 31/12/19	Mar 31/12/19	3;20										

PARKING WODLI

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE

	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Visiteurs jour / nuit (24h/24)	405,00 €	1 512,00 €
Visiteurs jour / nuit (24h/24) prélèvement automatique		1 359,00 €
Résidents jour / nuit (24h/24)	273,00 €	
Résidents Nuit et WE (18h-9h du lundi au vendredi + sa, di et JF)	120,00 €	
Résidents Nuit et dimanche (18h-9h du lundi au samedi, di et JF)	75,00 €	
Abonnement CITIZ (24h/24)	40,50 €	151,20 €
Tarif Motos	50% de l'abonnement voiture équivalent	50% de l'abonnement voiture équivalent

Tarif des abonnements spéciaux :

- **Forfait hôtelier (24h) :** 11,00 €.
- **Forfait tout public pré-vendus :** 56,00 € pour 6 jours consécutifs et forfait week-end 18,00 €.
- **Abonnement pour les établissements publics d'intérêt général :** 10% de l'abonnement visiteurs jour / nuit (24h/24). La liste des établissements publics concernés sera déterminée par courrier entre la collectivité et les exploitants.
- **Location de place pour occupation par le service lavage de voitures :** 1 669 €/an/place

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
De la 2 ^{ème} h et jusqu'à 2 h de stationnement	0,50 € par ¼ d'heure
De la 3 ^{ème} h et jusqu'à 4 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 5 ^{ème} h et jusqu'à 6 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 7 ^{ème} h et jusqu'à 14 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 15 ^{ème} h et jusqu'à 24h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Demi-journée supplémentaire (12h)	8 €
Forfait pour 24 heures de stationnement	20 €
Ticket perdu	40 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PARKING VELOS WODLI

Description	Tarifs
Forfait jour	2 €
Abonnement semaine	5 €

TARIFS DU STATIONNEMENT EN OUVRAGE A PARTIR DU 1ER JANVIER 2019

PARKING GARE COURTE DUREE

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE

Tarif des abonnements spéciaux :

- Forfait hôtelier nuit (19h-9h) : 5,50 €
- Location de place pour occupation par le service voiturier : 2 503 €/an/place
- Abonnement nuit (19h-8h, 7jours/7) : 60 €/mois

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 30 minutes de stationnement	GRATUIT
De 30 minutes à 1 h de stationnement	0,80 € par ¼ d'heure
A partir de la 2 ^{ème} heure de stationnement	1,00 € par ¼ d'heure
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	54 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

PARKING VELOS GARE COURTE DUREE

Description	Tarifs
Plein tarif	40 €/an
Réduit (abonné transports collectifs : TER Alsace, CTS)	34 €/an

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 12

Attribution du contrat de concession relatif à l'exploitation des parkings Wodli et Gare.

Pour

37

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BALL-Christian, BUFFET-Françoise, BULOUE-Béatrice, BUR-Yves, CASTELLON-Martine, DEBES-Vincent, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, FROEHL-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, PERRIN-Pierre, RIES-Roland, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, TRAUTMANN-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

20

BARSEGHIAN-Jeanne, WERLEN-Jean, CALDEROLI-LOTZ-Martine, BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, GERNET-Jean-Baptiste, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KOHLER-BARBIER-Christel, HENRY-Martin, MEYER-Paul, MACIEJEWSKI-Patrick, REICHHART-Ada, ROGER-Patrick, SPLET-Antoine, SCHAETZEL-Françoise, VETTER-Jean-Philippe

Abstention

28

BERNHARDT-Michel, BIES-Philippe, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FONTANEL-Alain, HERZOG-Jean Luc, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, KARCHER-Dany, KOHLER-Christel, MAGDELAINE-Séverine, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, JAMPOC-BERTRAND-Nathalie, OEHLER-Serge, PHILIPPS-Thibaud, RAFIK-ELMRINI-Nawel, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, SCHALCK-Elsa, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Zone Commerciale Sud - Bilan de la concertation préalable avec le public sur l'amélioration de la desserte de la zone commerciale Sud "La Vigie".

I. Rappel du contexte et présentation de l'opération

Fin 2015, l'Eurométropole de Strasbourg décide de mettre en place une stratégie d'urbanisme commercial à l'échelle de l'agglomération afin de promouvoir un développement commercial équilibré et de préserver les centres villes du phénomène de dévitalisation. Cette stratégie conjugue ainsi maîtrise de la croissance des grandes zones commerciales et modernisation des structures existantes.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a délibéré le 28 septembre 2018 quant aux objectifs poursuivis dans l'opération d'aménagement de la zone commerciale Sud et quant au principe de réaménagement des infrastructures de transports et de l'accessibilité du secteur de la Vigie.

Le secteur Vigie-Fort-Forlen connaît ces dernières années un certain dynamisme avec l'implantation de nouveaux commerces et la restructuration d'enseignes existantes. Cette évolution augmente la congestion des infrastructures routières existantes et dégrade les conditions d'accessibilité. Parallèlement, les projets à vocation d'habitat se développent et viennent créer du trafic sur un axe déjà saturé.

Les études déjà menées font état à l'heure actuelle d'une saturation régulière du trafic aux heures de pointe dans le secteur (vendredi soir et samedi), entraînant notamment des remontées de files sur la RN 83, voire ponctuellement sur l'autoroute A35. En outre, les projections de trafic à moyen terme prévoient une aggravation constante de la situation.

Des pistes de solution existent. Ainsi, outre le recalibrage de la capacité des axes existants, le projet d'aménagement multimodal de la Zone Commerciale Sud visera à améliorer la lisibilité des différents carrefours et facilitera la circulation des transports en commun, en diminuant les temps de parcours. En effet, à l'approche de certains carrefours, des voies bus pourront être créées. Pour le reste du linéaire, la fluidification globale du trafic devrait être favorable aux transports en commun.

Le nouveau projet permettra également d'aménager des pistes cyclables et des trottoirs dans la zone commerciale. En effet, différents cheminements existent aujourd'hui, sans être interconnectés entre eux et la gare de Graffenstaden n'est aujourd'hui pas équipée pour ces modes de déplacement.

Trois points durs ont été identifiés : le giratoire en sortie de l'A35, le giratoire de la rue du 23 novembre, dit « Vigie » et le giratoire de la rue du Fort, dit « Décathlon ».

Les études menées ces deux dernières années s'accordent autour de la transformation des trois giratoires identifiés ci-dessus (A35, Vigie, Décathlon) en carrefours à feux, accompagnée du recalibrage et du déplacement de certains profils de voiries.

La sortie 6 de l'autoroute A35 devrait également faire l'objet d'une modification, afin d'éviter toute remontée de file. Une partie de ces travaux prévus sur le domaine de l'Etat nécessitera des procédures spécifiques d'autorisation, notamment une décision d'opportunité délivrée par le ministère concerné ou la DIR Est et éventuellement des acquisitions foncières qui resteront à préciser avec les services de l'Etat le moment venu. L'Etat souhaite également que ce projet soit établi en cohérence avec l'évolution du statut de la RN83 actuelle et demande que celle-ci soit déclassée et reclassée dans le domaine public routier de l'Eurométropole à la mise en service de la rocade Sud prévue en 2020. Plus globalement, cette demande s'inscrit logiquement dans la perspective des enjeux de requalification de l'A35 liés à l'ouverture du Contournement Ouest de Strasbourg (A355).

Compte tenu de la nature de cette opération, une concertation préalable au titre des articles L 103-2 et R 103-1 du Code de l'urbanisme a été décidée par une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 septembre 2018.

La concertation a eu lieu du 5 novembre au 7 décembre 2018.

Son objectif était de recueillir l'avis et les observations de la population afin d'établir le programme de cette opération.

L'objet de la présente délibération est de présenter et d'approuver le bilan de la concertation préalable avec le public.

II. Objectifs du projet

Les objectifs qui ont été retenus et soumis à la réflexion du public sont les suivants :

- améliorer l'attractivité de la zone par un renforcement de l'accessibilité pour l'ensemble des modes de déplacement et fluidifier la circulation globale,
- adapter le réseau viaire sur les axes existants,
- renforcer la lisibilité des carrefours (recalibrage et régulation par feux),
- améliorer l'insertion des transports en commun et des modes actifs de déplacement (trottoirs, pistes cyclables) par un nouveau partage de la voirie.

Pour répondre à ces objectifs, les travaux envisagés porteront sur les ouvrages principaux suivants :

- modification de la rue du 23 novembre et du carrefour avec la rue Alfred Kastler,

- réaménagement du rond-point d'accès à l'autoroute,
- modification du carrefour d'accès à Décathlon sur la rue du Fort.

Cette transformation sera accompagnée d'une nouvelle distribution de l'espace pour une meilleure intégration de l'ensemble des modes de déplacement (transports en commun, vélo et marche). Grâce à cet aménagement, l'Eurométropole aura ainsi l'occasion de :

- créer des espaces publics de qualité favorisant les déplacements à pied et à vélo,
- repenser le lien avec la gare de Graffenstaden,
- veiller à l'intégration de ce projet dans l'environnement et le paysage.

Le budget prévisionnel est estimé à 15 M€ TTC décomposés comme suit :

- 2,5 M€ TTC pour les études,
- 12,5 M€ TTC pour les travaux.

III. Déroulement et résultats de la concertation

La concertation s'est déroulée du 5 novembre au 7 décembre 2018 et s'est appuyée sur les modalités définies par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018 :

- l'information a été diffusée dans la presse locale, à savoir, les Dernières Nouvelles d'Alsace, sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg et sur le site internet des communes d'Ostwald, de Geispolsheim et d'Illkirch-Graffenstaden,
- trois permanences ont été assurées par un représentant de la direction opérationnelle au Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg, le lundi 5 novembre 2018 de 14h à 16h, le mercredi 28 novembre 2018 de 15h à 17h et le vendredi 7 décembre 2018 de 14 h à 16 h,
- Une exposition accompagnée d'un dossier et d'un registre d'expression du public ont été mis en place, au Centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que dans les mairies des trois communes citées ci-dessus.

Les interventions et les observations du public dans le registre de concertation :

Une dizaine de personnes se sont présentées lors des permanences, pour se renseigner sur le projet et exprimer leur avis dans le registre prévu à cet effet.

Au total, 44 contributions écrites ont été recueillies sur la durée de la concertation :

- 22 avis ont été recensés par le biais du registre d'expression du public,
- 21 observations ont été reçues par le biais de la boîte mail « acceszcs@strasbourg.eu » (à noter que 2 interventions par mail figuraient déjà dans le registre d'expression du public et ne sont donc pas comptabilisées ici),
- 1 courrier a été reçu par la poste.

Ces observations portent principalement sur les impacts de la transformation des giratoires en carrefours à feux et l'accessibilité multimodale de la zone. L'analyse de ces différentes interventions est développée ci-dessous, dans le bilan de la concertation.

IV. Synthèse des observations et propositions du public sur le projet issues de la concertation

A l'issue de la concertation préalable, il incombe au Président de l'Eurométropole de Strasbourg d'en présenter le bilan devant le Conseil qui en délibère.

A titre liminaire, il a été relevé que plusieurs personnes se sont exprimées sur l'évolution générale de ce secteur de Strasbourg (souhait d'une liaison entre Ostwald et Illkirch-Baggerssee, réalisation d'une halte ferroviaire au niveau des rives du Bohrie) et non spécifiquement sur le projet d'amélioration de la desserte de la zone commerciale Sud « La Vigie ». Le bilan concernera la synthèse des observations en tant qu'elles portent sur le projet routier objet de cette concertation préalable.

Concernant l'organisation de la concertation, plusieurs personnes auraient souhaité que des permanences soient organisées en fin d'après-midi, en-dehors des horaires de travail. Une boîte mail ainsi qu'un site internet a été mis en place afin de répondre à ces difficultés.

Les avis exprimés et consignés dans le registre relèvent de trois thématiques principales :

1. Les caractéristiques du projet :

- (a) L'association Opale et certains usagers s'interrogent sur la pertinence de transformer des giratoires en carrefours à feux pour limiter la congestion routière, améliorer la sécurité des déplacements ou réduire l'impact sur la pollution. Au contraire, une amplification de la congestion dans la zone et des remontées de file, notamment sur l'A35, sont redoutées, à l'instar par exemple de celles constatées à la sortie Baggerssee aux heures de pointe.

Réponse du maître d'ouvrage :

L'étude de circulation démontre que les carrefours à feux permettent de mieux réguler et donc d'écouler le trafic en heures de pointes contrairement aux giratoires, en prenant en compte le trafic des projets d'urbanisation et le développement de la zone.

Les carrefours à feux ont également d'autres avantages :

- Permettre des traversées piétonnes sécurisées.
- Prendre en compte les transports en commun (le feu passe au vert après détection du bus).
- Eviter les remontées de files sur l'autoroute en déterminant les axes prioritaires.

- (b) La transformation du giratoire récemment réalisé au droit de la rue du Fort en carrefour à feux pose question, ce dernier ne semblant pas générer de congestion actuellement.

Réponse du maître d'ouvrage :

Les études de trafic menées sur ce carrefour démontrent qu'à l'horizon 2022 du fait des projets sur le secteur et de l'augmentation globale du trafic dans la zone, il semblerait plus pertinent de modifier le giratoire en carrefour à feux, avec les avantages décrits ci-dessus. Néanmoins, ce carrefour semblant ne pas poser de problème à ce jour, un phasage de l'opération est proposé. Dans un premier temps, le carrefour rue du Fort sera maintenu en giratoire pour vérifier le fonctionnement circulaire de l'ensemble du secteur suite aux modifications des deux autres carrefours. En fonction de la situation qui sera alors tout particulièrement analysée aux différentes heures de pointes, le carrefour sera soit maintenu

en l'état, soit transformé à son tour en carrefour à feux pour répondre aux besoins de gestion du trafic.

- (c) Des habitants de Geispolsheim-Village et de Geispolsheim-Gare s'inquiètent du rallongement du temps de parcours pour accéder à l'A35, du fait de la traversée de deux carrefours à feux et de la congestion qui en serait induite. Ils alertent également sur le risque d'un report de trafic dans Geispolsheim-Gare et vers la rue de Verdun et sur la nécessité en termes de congestion de modifier le carrefour entre la RD222 et la route de Lingolsheim.

Réponse du maître d'ouvrage :

A l'horizon du projet, l'ouverture de la Rcade Sud (d'ici septembre 2020) permettra aux habitants de Geispolsheim et de Geispolsheim-Gare d'accéder plus rapidement à l'A35 et à la RN353 sans avoir à traverser la zone de la Vigie.

Par conséquent, il n'est pas nécessaire de modifier le giratoire entre la route de Lingolsheim et la RD222 du fait d'une réduction du trafic en provenance de Geispolsheim.

- (d) Plusieurs propositions sont suggérées pour améliorer les conditions de circulation dans la traversée de la zone :
- pour réduire le risque de remontés de file sur l'A35 ou sur la RN83, il est proposé de doubler le nombre de voies d'accès au carrefour à feux pour les deux axes et de maintenir la voie de shunt permettant l'accès direct depuis l'A35 vers la zone commerciale de la Vigie ;
 - pour les usagers venant de Geispolsheim-Gare et de Lingolsheim via la RD222, il est proposé de créer un shunt dans le sens Geispolsheim / Lingolsheim vers le carrefour d'accès à l'A35 afin de réduire le temps d'attente des usagers aux feux et de se rapprocher des temps de parcours actuels ;
 - entre le giratoire d'accès à l'A35 et le giratoire rue du 23 novembre, il est proposé de doubler les voies de circulation et de prévoir une entrée directe vers le centre commercial de la Vigie au niveau de l'hôtel B&B ;
 - au niveau du carrefour entre la rue de Geispolsheim et la rue du 23 novembre, il est proposé de mettre en place soit un feu tricolore soit un giratoire pour faciliter les croisements de flux et ainsi créer une nouvelle entrée/sortie au centre commercial de la Vigie.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le projet prévoit de dimensionner les infrastructures en vue de réduire les remontés de file et améliorer les conditions de circulation. Ces propositions et leurs impacts seront ainsi tous analysés dans le cadre des études de ce projet.

- (e) Une question relative aux études de trafics et aux hypothèses prises en compte est posée. Les nouveaux projets (GCO ou A355, Rcade Sud, création ou extension de commerces) ont-ils été pris en compte ou ne risquent-ils pas, le cas échéant, de contraindre les études de trafic déjà menées ?

Réponse du maître d'ouvrage :

Les études de trafic prennent en compte l'ensemble des principaux projets connus d'ici 2022 dans une zone d'incidence qui n'est pas limitée au seul projet de restructuration de

la Zone commerciale Sud. Le fonctionnement du projet a ainsi été vérifié avec la prise en compte des projets d'urbanisation et commerciaux connus et des projets de voirie (GCO et rocade Sud) permettant de garantir un fonctionnement tout en anticipant les impacts des différents projets dans ce secteur.

- (f) L'élargissement du périmètre du projet est proposé pour améliorer la gestion des flux au niveau de différents carrefours, comme à l'entrée/sortie du magasin Leroy-Merlin, l'entrée/sortie de la zone Leclerc Drive/Burger King/Kiabi, ou le carrefour entre les rues Ettore Bugatti, Alfred Kastler et Michael Faraday (accès déchetterie).

Réponse du maître d'ouvrage :

Le projet soumis à la concertation du public concerne l'amélioration de l'ensemble des déplacements dans la Zone commerciale Sud sur le secteur de la Vigie afin d'apporter une fonctionnalité globale. Le fonctionnement des carrefours cités a été intégré à l'étude de trafic menée sur ce secteur et quelques aménagements ponctuels pourront-être étudiés dans le cadre de ce projet, s'ils permettent effectivement de répondre aux objectifs généraux de l'opération et améliorer la situation.

- (g) La conservation des giratoires en mettant en place des feux régulant la circulation aux heures de pointe est évoquée.

Réponse du maître d'ouvrage :

La mise en place de feux en conservant les giratoires ne permet pas de réguler les flux de circulation efficacement. Le flux présent dans le giratoire mettra davantage de temps à s'évacuer ce qui augmentera les temps de sécurité à chaque passage des feux au « rouge » et contraindra donc encore d'avantage le fonctionnement actuel.

On notera également que cette proposition ne permet ni d'améliorer, ni de sécuriser les déplacements des modes doux ou des transports en commun.

Il est donc proposé de ne pas suivre cette préconisation.

- (h) La qualité paysagère de l'aménagement a plusieurs fois été évoquée. Certaines personnes souhaitent par exemple conserver le Bunker présent sur le giratoire d'accès à l'A35 et de le mettre en valeur.

Réponse du maître d'ouvrage :

L'intégration paysagère de ce projet constitue également un objectif prioritaire pour la collectivité et sera donc pris en considération tout au long de ce projet. Le marché de maîtrise d'œuvre qui sera contractualisé pour ce projet intégrera une analyse et une valorisation paysagères.

Une analyse paysagère et historique sera intégrée dans les études, pour préciser l'intérêt du bunker et, dans la mesure du possible, d'en valoriser une partie ou d'en rappeler la présence dans le cadre de l'aménagement.

2. L'amélioration de l'accessibilité multimodale de la zone :

- (a) L'aménagement d'une continuité piétonne de qualité est attendu sur l'ensemble du projet.

Réponse du maître d'ouvrage :

Aujourd'hui, la circulation piétonne entre les commerces est difficile et les déplacements se font surtout en voiture. Un des objectifs principaux du projet est de réduire ces déplacements au sein de la zone. Afin d'y parvenir, l'aménagement de cheminements piétons de qualité, répondant aux normes et adaptés aux déplacements des personnes à mobilité réduite, est prévu.

- (b) De même, la création d'une continuité cyclable est majoritairement approuvée. Un souhait d'éclairer la future liaison cyclable est évoqué. De plus les usagers de la RD222 s'interrogent sur le devenir de la piste sur le pont passant au-dessus de la voie ferrée et si un élargissement de celui-ci est prévu.

Réponse du maître d'ouvrage :

L'aménagement et le développement des cheminements cyclables existants sont prévus pour permettre une alternative à la voiture pour les personnes se rendant dans la zone notamment aux salariés. Le projet conservera un accès piétonnier et cyclable de liaison entre les communes. L'élargissement du pont n'est pas prévu mais une attention sera apportée dans la gestion de ce point particulier.

L'éclairage des espaces publics relève d'une compétence communale. Les communes traversées seront ainsi sollicitées pour déterminer si elles souhaitent accompagner l'aménagement de l'Eurométropole de Strasbourg avec un projet d'éclairage des voiries en général et des cheminements pour modes doux en particulier.

- (c) Certains usagers s'interrogent sur la pertinence d'aménager des voies dédiées aux transports en commun au niveau des carrefours au vu du trafic des lignes actuellement en circulation et sur la nécessité d'avoir des arrêts de bus avec 200 m d'inter-distance.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le projet prévoit d'augmenter la fréquence des lignes de bus traversant la zone à l'horizon du projet. L'objectif est aussi de desservir l'urbanisation prévue plus au Nord de la zone commerciale Sud et de permettre aux salariés travaillant dans la zone de venir en transports en commun. Les voies dédiées permettront aux heures de pointes que les bus ne soient pas autant tributaires de la circulation automobile et de rendre le bus plus attractif.

- (d) Des usagers alertent sur la nécessité d'accéder à la zone en automobile principalement afin de réaliser les achats généralement imposants qu'il serait impossible à effectuer en transports en commun ou en mode doux.

Réponse du maître d'ouvrage :

L'amélioration de l'attractivité de la zone par un renforcement de l'accessibilité pour l'ensemble des modes de déplacement et d'usage ainsi que la fluidification de la circulation automobile constitue un objectif de ce projet.

Le développement des modes alternatifs de déplacement ne doit néanmoins pas être occulté, ceux-ci pouvant être envisagés et retenus pour de nombreux déplacements vers ou à travers la zone.

3. L'opportunité de réaliser un pôle d'échange multimodal à la gare de Graffenstaden :

- (a) De nombreuses sollicitations concernent une amélioration des services de la gare de Graffenstaden en termes de desserte TER (augmentation des fréquences), d'accessibilité (rampe souterraine ou ascenseurs), de la sécurisation des quais et d'information aux usagers. Une amélioration de la qualité des espaces et une meilleure visibilité de la gare sont souhaitées.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le réaménagement du carrefour depuis l'A35 prévoit un meilleur accès à la gare pour offrir de nouvelles alternatives aux déplacements en voiture. Plus globalement, le développement des pôles d'échanges multimodaux au droit des gares constitue un objectif aujourd'hui partagé entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Région Grand Est et la SNCF. Cela fait partie du projet de Réseau Express Métropolitain. L'aménagement prévu dans ce projet permettra d'améliorer globalement l'accessibilité à la gare en lien avec un aménagement du pôle d'échange multimodal.

- (b) Plusieurs personnes souhaiteraient la réalisation d'un parking-relais à la Vigie afin de prendre en compte la volonté de la collectivité de transformer l'A35 en boulevard urbain suite à l'ouverture de l'A355 et la réalisation éventuelle de voies de transports en commun entre la Vigie et la porte de Schirmeck. D'autres proposent l'aménagement d'un tel parking suite à la réalisation d'une liaison du type « RER eurométropolitain » entre la gare de Graffenstaden et Strasbourg-Centre.

Réponse du maître d'ouvrage :

Un travail d'étude global sur l'attractivité des gares est prévu dans le cadre du projet de Réseau Express Métropolitain avec la Région Grand Est et la SNCF. Les réflexions se font sur l'ensemble du réseau des 13 gares de l'agglomération et elles incluent l'implantation ou non de nouveaux parkings-relais au sein de ces pôles d'échange multimodaux en lien avec les réseaux de transports en commun urbains et interurbains. Un aménagement de la gare de Graffenstaden se fera suite aux résultats de ces études partenariales.

V. Conclusions

Sur le fonctionnement général de l'aménagement proposé

Le bilan de la concertation fait ressortir les inquiétudes du public sur l'aménagement de carrefours à feux en lieu et place des giratoires et sur son fonctionnement général à terme.

Il convient de préciser que les réflexions et les études sur l'organisation viaire ont été menées sur un périmètre plus large que celui de l'opération soumise à concertation.

Ainsi, les études menées ces deux dernières années prennent en compte les projets commerciaux sur la zone, les projets immobiliers locaux et les infrastructures futures impactant l'organisation circulaire de l'Eurométropole (A355, Rocade Sud). Leurs conclusions s'accordent autour de la transformation des trois giratoires A35, rue du 23 novembre et rue du Fort en carrefour à feux accompagnée d'une prise en compte des différents modes de déplacements dans l'organisation de la voirie de la zone.

Ainsi les différents carrefours présents dans le cadre du projet seront optimisés pour améliorer la gestion du trafic dans la zone. Il est proposé de réaliser l'aménagement du giratoire de la rue du Fort dans un second temps après vérification du fonctionnement circulaire de l'ensemble du secteur suite aux modifications des deux autres carrefours.

Sur l'accessibilité multimodale de la zone

Un des objectifs de ce projet est bien de compléter le maillage des cheminements pour les modes actifs (piétons et cycles) entre la rue du Fort, la gare de Graffenstaden et la rue du 23 novembre.

Outre le développement des modes actifs, il est également prévu par l'Eurométropole d'augmenter la fréquence des lignes de bus traversant la zone à l'horizon du projet et d'engager, en partenariat avec la Région Grand Est et la SNCF, dans le cadre du projet plus global de Réseau Express Métropolitain, une réflexion sur les perspectives d'évolution à long terme du pôle multimodal de Graffenstaden.

Poursuite de l'opération :

Une consultation de maîtrise d'œuvre sera engagée pour ce projet soumise aux dispositions du nouveau code de la commande publique qui se substituera à compter du 1^{er} avril 2019 à l'ordonnance du 23 juillet 2015 et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est proposé de poursuivre cette opération en prenant en compte les préoccupations exprimées par le public selon les orientations décrites ci-dessus, dans le cadre de l'élaboration d'un cahier des charges qui servira de document-programme. Ces préoccupations concernent principalement l'aménagement du giratoire rue du Fort.

Le projet impactant l'échangeur n°6 de l'A35 desservant la Vigie, il sera nécessaire d'engager une procédure d'approbation des travaux sur cet ouvrage par l'Etat. L'Eurométropole bénéficiera le cas échéant d'une délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux, dont le coût est inclus dans l'estimation budgétaire prévisionnelle du projet

A ce stade de l'opération, le montant des travaux est estimé à 12,5 M€ TTC, pour l'aménagement des trois giratoires, l'adaptation du profil routier de la rue du 23 Novembre, la déviation de la RD222 et les raccordements au réseau viaire existant (A35, RN83, RD222, rue du Fort et rue Alfred Kastler). C'est sur cette base que le futur maître d'œuvre établira son avant-projet d'aménagement.

L'avant-projet de cette opération sera soumis à l'approbation du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, avec son coût prévisionnel, l'engagement des procédures et des démarches afférentes à l'environnement (examen cas par cas) et, le cas échéant, une nouvelle consultation du public dans le cadre des procédures d'enquêtes publiques.

Le planning prévisionnel de réalisation prévoit, quant à lui, un démarrage des travaux en 2021.

A titre indicatif, le calendrier envisagé pour l'opération est le suivant :

- 2019 : Validation du bilan de la concertation préalable et engagement des procédures avec l'Etat pour la sortie A35,
- 2019-2020 : Désignation d'un maître d'œuvre et poursuite des études,
- 2020 : saisine pour « Examen cas par cas » de l'autorité environnementale et le cas échéant soumission à évaluation environnementale et ouverture d'une enquête publique,
- A partir de 2021 : Travaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 103-2 et R 103-1
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

le bilan de la concertation préalable sur le projet d'amélioration de la desserte de la zone commerciale Sud – La Vigie tel qu'il est plus amplement exposé au rapport de la présente délibération. Les observations et propositions émis par le public en termes, d'aménagement, de déplacements, et d'accessibilité multimodale alimenteront les éléments de programme du cahier de charges en vue de la désignation du maître d'œuvre ;

décide

*d'imputer les dépenses relatives à la concertation sur l'AP0193 – Programme 1055 :
Projet Vigie Forlen ;*

autorise

le Président et ou son-sa représentant-e :

- 1. à mettre en concurrence les prestations intellectuelles et les investigations préliminaires, conformément aux textes en vigueur et notamment à compter du 1^{er} avril 2019 le code de la commande publique,*
- 2. à négocier et signer tout document ou convention nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment une éventuelle désignation par l'Etat de l'Eurométropole en tant que maître d'ouvrage désigné concernant les travaux de l'échangeur n° 6,*

3. *à engager, en tant que de besoin, les procédures environnementales et d'étude d'impact de cette opération et à solliciter les avis de l'autorité environnementale en vue de l'instruction et de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet, nécessitant le cas échéant organisation d'une enquête publique préalable,*
4. *à engager les démarches avec les services de l'Etat qui permettront d'examiner le cas échéant les conditions de reclassement dans le domaine public routier de l'Eurométropole de la RN83 suite à la mise en service de la rocade Sud.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CONCERTATION PRÉALABLE

DU 5 NOVEMBRE AU 7 DÉCEMBRE 2018

AMÉLIORATION DE LA DESSERTE MULTIMODALE DE LA ZONE COMMERCIALE SUD LA VIGIE



* EN APPLICATION DES ARTICLES L 103-2 ET R 103-1 DU CODE DE L'URBANISME, LA CONCERTATION A POUR OBJET D'INFORMER ET DE RECUEILLIR LES AVIS ET LES OBSERVATIONS DU PUBLIC SUR LES GRANDES ORIENTATIONS PROPOSÉES. LES AVIS ÉMIS SERVIRONT À L'ÉTABLISSEMENT DU CAHIER DES CHARGES, DOCUMENT SUPPORT POUR LA CONDUITE DES ÉTUDES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE.



CONTEXTE

Le secteur Vigie connaît ces dernières années un certain dynamisme avec l'implantation de nouveaux commerces ou la restructuration d'enseignes existantes. Ce nœud routier, permettant à la fois l'accès aux communes et la desserte de la zone commerciale, connaît des problèmes d'accessibilité, en particulier le soir en heure de pointe.

Les études déjà menées font

état à l'heure actuelle d'une saturation du trafic dans le secteur, pouvant notamment entraîner des remontées de files sur l'autoroute A35. Les projections de trafic à moyen terme prévoient une aggravation constante de la situation.

Aussi, l'Eurométropole souhaite un projet global sur le secteur répondant aux besoins des habitants des communes et des

usagers de la zone. Le principe retenu est l'amélioration de la circulation routière, la prise en compte des piétons, des cyclistes, des transports en communs tout en veillant à une bonne insertion paysagère du projet. Une phase de concertation préalable est proposée au public pour recueillir avis et observations sur les orientations envisagées.

OBJECTIFS

- Améliorer l'attractivité de la zone par un renforcement de l'accessibilité pour l'ensemble des modes de déplacement et fluidifier la circulation globale.
- Adapter le réseau viaire sur les axes existants.
- Renforcer la lisibilité des carrefours (recalibrage et régulation par feux).
- Améliorer l'insertion des transports en commun et des modes actifs de déplacement (trottoirs, pistes cyclables) par un nouveau partage de la voirie.
- Créer des espaces publics de qualité favorisant les déplacements à pied et à vélo.
- Repenser le lien avec la gare de Graffenstaden.
- Veiller à l'intégration de ce projet dans l'environnement et le paysage.



OBJET DE LA CONCERTATION

Le projet soumis à la concertation concerne la transformation en carrefours à feux des trois giratoires suivants identifiés comme la principale cause des problèmes de trafic :

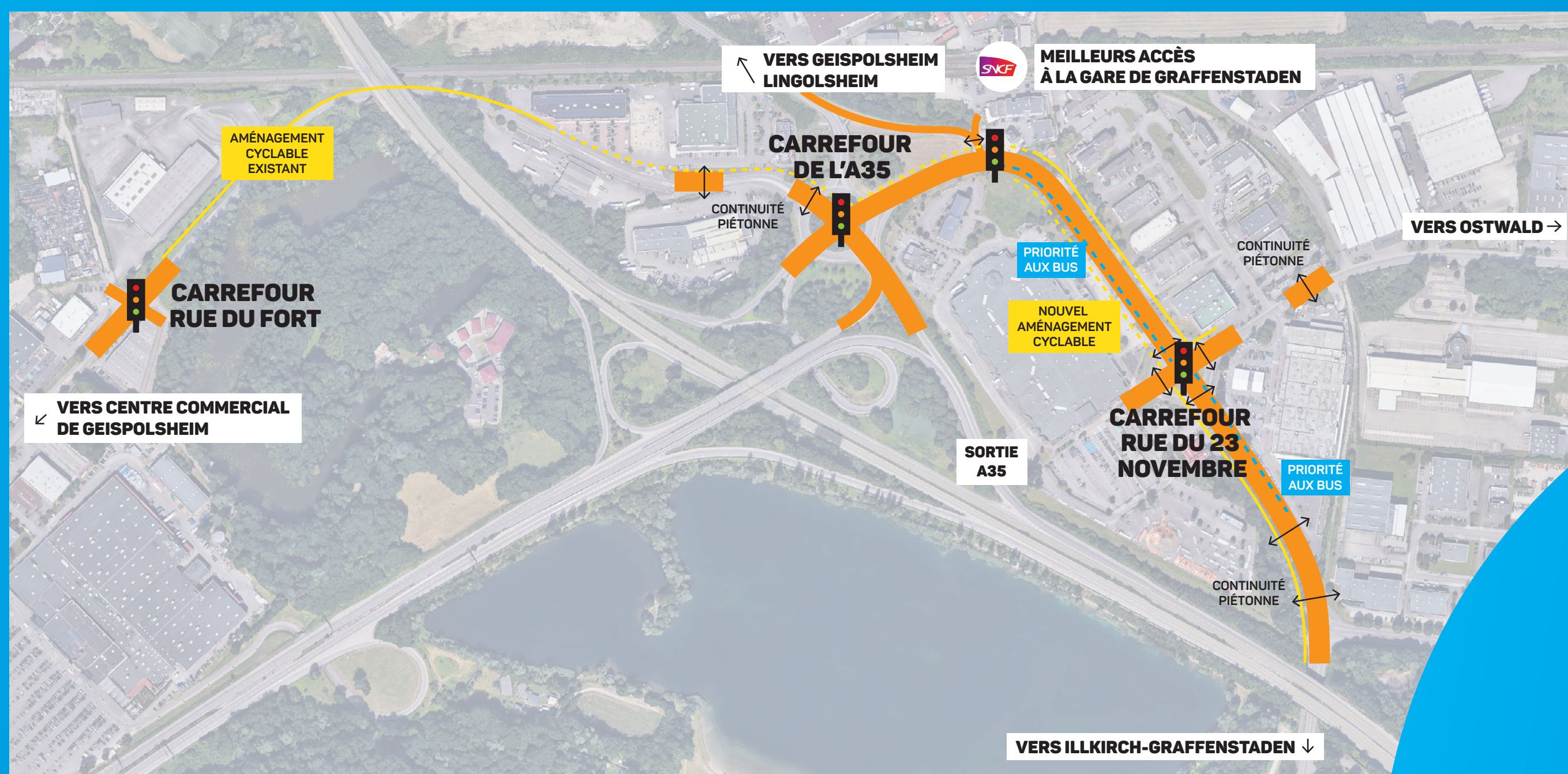
- le giratoire en sortie de l'A35.
- le giratoire de la rue du 23 novembre.
- le giratoire de la rue du Fort.

Cette transformation serait accompagnée d'une nouvelle distribution de l'espace pour une meilleure intégration de l'ensemble des modes de déplacement : transports en commun, vélo et marche.





LES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET



LE GIRATOIRE DE LA RUE DU FORT :

- Ce dernier n'est pas adapté pour offrir un accès de qualité aux enseignes.
- Sa transformation en carrefour à feux permettrait d'améliorer la gestion des flux de circulation.

LE GIRATOIRE EN SORTIE DE L'A35 :

- Ce giratoire constitue un des principaux nœuds de distribution entre les différents secteurs de la zone commerciale et de desserte depuis les autoroutes.
- Il serait remplacé par deux carrefours à feux permettant à la fois d'améliorer la lisibilité pour les automobilistes et de fluidifier le trafic.
- Le réaménagement permettrait d'améliorer l'accès, tous modes, à la gare de Graffenstaden.

LE GIRATOIRE DE LA RUE DU 23 NOVEMBRE :

- Le développement des enseignes de part et d'autre du giratoire génère une augmentation significative de la circulation.
- Sa transformation en carrefour à feux permettrait d'améliorer la desserte en transports en commun grâce à une priorité pour les bus aux feux.
- Cet aménagement consisterait également à élargir la voirie.
- L'intégration des piétons et cyclistes serait mieux prise en compte avec l'aménagement de trottoirs et d'une piste cyclable bidirectionnelle.



BUDGET PRÉVISIONNEL

15 M€ TTC

- 2,5 M€ TTC pour les études
- 12,5 M€ TTC pour les travaux

PROCHAINES ÉTAPES 2018 - 2021

- Bilan de la concertation et établissement du programme d'études
- Etudes de projet et environnementales
- Travaux à partir de 2021

COMMENT VOUS INFORMER ? COMMENT PARTICIPER ?

VISITEZ L'EXPOSITION AUX HORAIRES D'OUVERTURE

- Centre Administratif
1 parc de l'Etoile à Strasbourg
- Mairie de Geispolsheim
6 rue du Maire François Nuss
- Mairie d'Illkirch-Graffenstaden
181 route de Lyon
- Mairie d'Ostwald
3 Rue Albert Gerig
- Sur le site internet strasbourg.eu

FAITES PART DE VOS OBSERVATIONS

- Dans les registres mis à votre disposition dans les lieux accueillant l'exposition
- Auprès de l'équipe projet pendant ses permanences au Centre Administratif - salle 144 (niveau 0)
 - Lundi 5 novembre de 14h à 16h
 - Mercredi 28 novembre de 15h à 17h
 - Vendredi 7 décembre de 14h à 16h
- Par courriel : acceszcs@strasbourg.eu
- Par courrier :
Eurométropole de Strasbourg
Concertation préalable pour Amélioration de la desserte multimodale de la zone commerciale Sud La Vigie
Département Grands Projets à la Direction de la Mobilité des Espaces publics et Naturels - 1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex

Plus d'informations sur ce projet :
03 68 98 80 70 — www.strasbourg.eu

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 13

Zone Commerciale Sud - Bilan de la concertation préalable avec le public sur l'amélioration de la desserte de la zone commerciale Sud "La Vigie".

Pour

55

AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BALL-Christian, BULOUE-Béatrice, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, FROEHLI-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KOHLER-BARBIER-Christel, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, NEFF-Annick, JAMPOC-BERTRAND-Nathalie, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, RIES-Roland, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULER-Georges, SCHWARTZ-Pierre, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, VETTER-Jean-Philippe, WEBER-Anne-Catherine, ZAEGEL-Sébastien

Contre

15

BARSEGHIAN-Jeanne, WERLEN-Jean, BUCHMANN-Andrée, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GERNET-Jean-Baptiste, JUND-Alain, HENRY-Martin, LOOS-François, MEYER-Paul, MACIEJEWSKI-Patrick, REICHHART-Ada, SPLET-Antoine, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric

Abstention

16

BERNHARDT-Michel, BUFFET-Françoise, BUR-Yves, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, GRAEF-ECKERT-Catherine, HETZEL-André, IMBS-Pia, KARCHER-Dany, KOHLER-Christel, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHALCK-Elsa, ZUBER-Catherine



CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 13

Zone Commerciale Sud - Bilan de la concertation préalable avec le public sur l'amélioration de la desserte de la zone commerciale Sud "La Vigie".

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 55

Contre : 15 (**)

Abstention : 16 (*)

SERVICE DES ASSEMBLÉES

Observation :

(*) Mme Danielle DAMBACH a fait une erreur de vote : elle souhaitait voter « Contre ».

(**) M. François LOOS a fait une erreur de vote : il souhaitait voter « Abstention ».

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Un Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) : Schéma directeur autour de l'A35 et l'axe RN4/A351.

Dans une volonté d'encourager les projets d'aménagement sur des secteurs complexes qui nécessitent une programmation d'ensemble ambitieuse et diversifiée, la loi n°2018-772 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) propose un outil partenarial pour mobiliser l'engagement de toutes les parties prenantes au bénéfice d'une concrétisation rapide des opérations : le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (CPPA).

Créé par les nouveaux articles L.312-1 et L.312-2 du code de l'urbanisme, cet outil partenarial est un contrat qui associe l'État, et potentiellement toutes autres parties prenantes publiques. Il traduit la volonté d'une démarche partenariale pour porter un projet de territoire dans la durée.

En matière de gouvernance locale, l'Eurométropole de Strasbourg, le Conseil Départemental du Bas-Rhin -puis la future collectivité européenne Alsace qui sera créée en janvier 2021-, le Conseil de la région Grand-Est, la ville de Strasbourg et les communes concernées qui le souhaitent seront signataires du Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement et pleinement intégrées au projet, afin de développer les synergies et de faire fructifier les visions novatrices.

Le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement a pour objet d'étudier et proposer de nouveaux aménagements sur le territoire autour des axes actuels et couvrant la totalité des emprises de l'A35 et de la RN4/A351 sur l'Eurométropole de Strasbourg.

Les partenaires souhaitent associer au projet d'aménagement du territoire, de nouvelles orientations politiques environnementales climatique et énergétique notamment en matière de pollutions atmosphériques, de nouvelles politiques en matière de mobilités, de réponses en matière de qualité de vie pour les citoyens et des enjeux économiques pour l'aire métropolitaine élargie.

Objectifs poursuivis par le Contrat de projet Partenarial d'Aménagement

Cette réflexion partenariale ouvre de nouvelles perspectives sur le rôle à jouer par la requalification des infrastructures de l'A35 et l'axe RN4/A351, et sur les enjeux d'aménagement et de politique de transport à traiter conjointement autour de ces voies.

Le présent contrat répond notamment à deux objectifs principaux :

- Pérenniser et démultiplier le partenariat actuel autour de la requalification de l'A35 et de l'axe RN4/A351, du « Grenelle des Mobilités », à travers une mobilisation des partenaires institutionnels et d'un élargissement à d'autres co-signataires dans un second temps, pour mettre en synergie toutes les parties prenantes des territoires concernés et des problématiques croisées d'aménagement et de transport.
- Assurer une bonne articulation entre les projets d'aménagement des territoires aux différentes échelles et les évolutions en matière de mobilité.

Les actions prévues dans le cadre du présent CPPA se déclinent en deux principaux temps, « l'atelier des territoires » et les « études pré-opérationnelles ».

- « L'atelier des territoires ».

Initié par le Ministère en charge de l'aménagement du territoire, explore depuis 2006, avec les collectivités locales, de nouvelles approches de projet et de partenariat sur des territoires à enjeux complexes ou en manque d'ingénierie. Dans le cadre du présent CPPA, cette démarche sera déployée, avec le concours financier du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, sur le sujet du devenir des espaces aux abords de l'A35 et de la RN4/A351. Elle sera mise en œuvre de manière adaptée et concertée pour prendre en compte les spécificités du contexte et les attentes des partenaires.

Une équipe rassemblant des compétences pluridisciplinaires, en termes d'analyse territoriale et de conception urbaine notamment, sera mobilisée. Elle aura vocation à capitaliser et à interroger les travaux et ressources d'ores et déjà mobilisables (expertises développées par l'ADEUS, scénarios d'évolution des infrastructures et mobilités développés dans les comités dédiés) pour structurer des débats et faire émerger des visions communes sur l'avenir du territoire et sur les chemins à suivre pour conduire ces transformations.

- « Les études pré opérationnelles ».

Les secteurs opérationnels retenus à l'issue de l'atelier des territoires, feront l'objet d'études pré opérationnelles, échelonnées dans le temps, permettant de concevoir des futures interventions sur l'aménagement ou le paysagement des espaces attenants, et d'articuler les projets déjà engagés sur des secteurs connexes avec les enjeux d'ensemble.

La mise en place de ce premier Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement devra,

- s'enrichir de la diversité des territoires,
- apporter des solutions d'attentes visibles et crédibles dans des délais rapprochés à titre d'exemple, des actions de pré-verdissement de certaines zones sans mettre en cause la cohérence du projet d'ensemble.

A travers l'ambition d'une métropole durable, il s'agira aussi, de maîtriser l'étalement urbain et la consommation foncière, en donnant toute leur place aux espaces naturels, en renforçant par exemple les ilots de verdure en cœur d'agglomération pour permettre le développement d'ilots de fraîcheur.

Du fait du rôle des voies rapides métropolitaines dans l'accessibilité au cœur d'agglomération, et des coupures qu'elles représentent aujourd'hui dans les territoires qu'elles traversent, ces ambitions devront être inscrites au fondement de tout projet de transformation des espaces. Elles impliquent de viser un développement équilibré des territoires tant à l'échelle de proximité des quartiers autour des infrastructures qu'à l'échelle de l'aire métropolitaine.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

la stratégie du Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement, le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer le Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement ci-joint en annexe entre l'Etat, la Région Grand-Est, le Conseil départemental, l'Eurométropole de Strasbourg et les communes concernées qui le souhaitent,*
- *à mettre en place les mesures préparatoires pour la mise en place de « l'atelier des territoires » et les « études pré opérationnelles »,*
- *à passer des marchés si nécessaires conformément au code de la commande publique pour l'exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

**Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement
« Réinventer les paysages autour des voies rapides
métropolitaines strasbourgeoises »**

Table des matières

1. Le projet	4
1.1 Périmètre du projet.....	5
1.2 Ambition générale et principaux objectifs.....	6
2. Objet et parties au contrat.....	9
2.1 Dénomination et localisation du projet	9
2.2 Signataires du contrat	10
3. Actions prévues au contrat	10
3.1 L'atelier des territoires	10
3.2 Études pré-opérationnelles.....	11
3.3 Articulation du PPA avec les réflexions sur le volet routier en cours dans le cadre de l'opération de requalification de l'infrastructure A35 (volet Mobilité du CPER)	11
3.4 Articulation du PPA avec Le projet de Transports en Commun en Site Propre (TSPO).....	12
3.5 Articulation du PPA avec le projet de Réseau Express Métropolitain.....	13
4. Modalités financières.....	14
4.1 Financement de l'Atelier des Territoires	14
4.2 Financement des études pré-opérationnelles	14
4.3 Financement du CPER - volet Mobilité	14
5. Gouvernance, pilotage et principes de conduite du projet	15
5.1 Gouvernance	15
5.2 Pilotage et conduite du projet	15
6. Mise en œuvre du PPA – calendrier opérationnel	16
6.1 Calendrier prévisionnel	16
6.2 Communication autour du projet	16
6.3 Durée et actualisation du contrat	16
7. Engagements des parties	17

Préambule

Un nouvel outil partenarial

Dans une volonté d'encourager les projets d'aménagement sur des secteurs complexes qui nécessitent une programmation d'ensemble ambitieuse et diversifiée, la loi n°2018-772 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) propose un outil partenarial pour mobiliser toutes les parties prenantes au bénéfice d'une concrétisation rapide des opérations : le Contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA).

Créé par les nouveaux articles L.312-1 et L.312-2 du code de l'urbanisme, cet outil partenarial est un contrat proposé à l'initiative du niveau intercommunal, qui associe l'État, et potentiellement tout autre acteur public tel que la commune, la région, le département, etc. ou des acteurs privés.

L'article L.312-2 du code de l'urbanisme, prévoit que les communes seront associées à l'élaboration du contrat de projet partenarial. Dans cette perspective, les communes seront consultées sur le projet. Leur participation au sein « de l'atelier des territoires », qui se tiendra sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg, permettra de prendre en compte leurs observations et propositions.

Le contexte particulier de l'Eurométropole de Strasbourg

Pour faire face aux défis à concilier en termes de développement économique, d'attractivité des territoires, de qualité environnementale et de bien-vivre, l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) développe depuis plusieurs années des stratégies et des opérations d'envergure.

Parmi celles-ci, le présent Contrat de projet partenarial d'aménagement a pour objectif de rassembler l'ensemble des partenaires autour de la définition et de la réalisation d'un projet d'aménagement et d'embellissement sur les espaces attenants aux Voies Rapides Urbaines (VRU) de Strasbourg – A35, RN4/A351. Le projet allie des objectifs partagés en matière de développement durable, et combine harmonieusement préservation et amélioration de l'environnement, cohésion sociale et développement économique. Il s'articule autour d'une grande ambition de mobilité, dont la finalité est bien de « remettre les usages et les services pour tous les publics au cœur des politiques de mobilité ». Il se propose d'appréhender l'aménagement des territoires au-delà de l'emprise proprement dite de l'A35.

Aujourd'hui, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de certaines de ses communes dont Strasbourg est scindé en deux parties Ouest / Est par une autoroute urbaine associant les fonctions de transit, d'échanges et de desserte, l'A35. Il est également coupé dans le sens nord / sud par l'A351. L'accessibilité à l'agglomération strasbourgeoise est difficile compte tenu des niveaux de trafics relevés sur l'A35 avec pas moins de 100 000 véhicules par jour sur chacune des pénétrantes et plus de 160 000 véhicules par jour au droit de Strasbourg. Malgré une desserte TER et un réseau de transports urbains de très haute qualité, couplé à un réseau cyclable le plus développé de France, le territoire subit encore, en rive de ces infrastructures, des taux de pollution de l'air supérieurs aux valeurs seuils définies par l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Union Européenne.

Le rayonnement de l'Eurométropole est important, bien au-delà de ses limites administratives et à différentes échelles géographiques : à l'échelle du Rhin Supérieur compte tenu de sa proximité immédiate avec l'Allemagne et des liens à développer avec les autres métropoles rhénanes ; à l'échelle du département dont une très large partie correspond à l'aire d'influence de la région urbaine strasbourgeoise, et à l'échelle régionale du fait du rôle majeur de l'Eurométropole dans l'armature urbaine. Les enjeux de renforcement des fonctions métropolitaines de l'EMS, identifiés notamment dans le SRADDET du Grand Est, se combinent ainsi

Contrat de projet partenarial d'aménagement

avec la nécessité de veiller aux équilibres entre les territoires à ces différentes échelles.

Les enjeux de développement économique, de lutte contre l'exclusion et le chômage, la nécessité de réduire l'impact environnemental des actions humaines dans le cadre des transitions climatiques, énergétiques et écologiques, l'émergence de nouveaux services en matière de mobilité, le besoin sociétal de vivre dans un environnement plus sain, mieux articulé entre ruralité et urbanité, constituent des opportunités pour repenser en profondeur les autoroutes urbaines de l'A35 et de l'axe RN4/A351.

Un partenariat local à démultiplier

En matière de gouvernance locale, l'Eurométropole de Strasbourg, le Conseil départemental du Bas-Rhin puis la future collectivité européenne Alsace qui sera créée en janvier 2021, le Conseil de la région Grand-Est, chef de file aménagement et économie, la ville de Strasbourg et les communes concernées seront pleinement intégrées au projet afin de développer les synergies et de faire fructifier les visions novatrices.

Les Voies Rapides Urbaines et plus particulièrement de l'actuelle A35 une fois déclassées seront transférées à l'Eurométropole de Strasbourg.

En application des préconisations du rapport d'expertise du CGEDD de septembre 2013 portant sur les déplacements dans la périphérie de l'agglomération strasbourgeoise, l'État, actuel gestionnaire de l'A35, de l'A351 et de la RN4, en lien étroit avec l'EMS, le Conseil départemental du Bas-Rhin, la région Grand-Est et d'autres partenaires (SNCF, etc.) pilote actuellement les études d'opportunité visant à requalifier l'infrastructure A35 pour que cette infrastructure participe pleinement à l'évolution du système global de mobilité et pour favoriser sa progressive réinsertion dans son environnement.

Ces éléments et ceux à venir suite au « Grenelle des mobilités » ouvrent de nouveaux espoirs en matière d'aménagement des territoires autour des VRU de Strasbourg, afin de résorber progressivement la coupure urbaine qu'elles représentent et atténuer les importantes nuisances qu'elles génèrent en proximité.

L'ensemble des emprises actuelles de l'A35 et de l'A351, et celles dégagées par les nouveaux usages du ferroviaire, offrent un important potentiel foncier pour la localisation d'aménagements stratégiques au cœur de l'Eurométropole de Strasbourg. En faisant évoluer la fonctionnalité de ces espaces nous favorisons la trame verte, l'agriculture péri-urbaine et toutes les reconnections visuelles ou fonctionnelles utiles. Elles constituent un premier périmètre de réflexion sur lequel l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité proposer à l'État de construire un partenariat pour la définition et la réalisation d'un projet au bénéfice d'une meilleure insertion de ces axes de circulation dans leur environnement immédiat et plus largement au sein de l'aire urbaine.

Ces opérations d'aménagement traduiront concrètement des objectifs communs de transition écologique, faisant de la métropole de Strasbourg un territoire où la qualité de l'air et des espaces de vie continue de s'améliorer. Ce projet de réaménagement fera l'objet de concertations publiques.

1. Le projet

Le projet a pour objet d'étudier et de proposer de nouveaux aménagements sur un vaste territoire autour des axes actuels de l'A35 et de la RN4/A351.

Les partenaires souhaitent proposer à travers ce projet de nouvelles orientations environnementales (notamment en matière de pollution atmosphérique), de nouvelles actions en matière de mobilités et des réponses concrètes en matière de qualité de vie.

1.1. Périmètre du projet

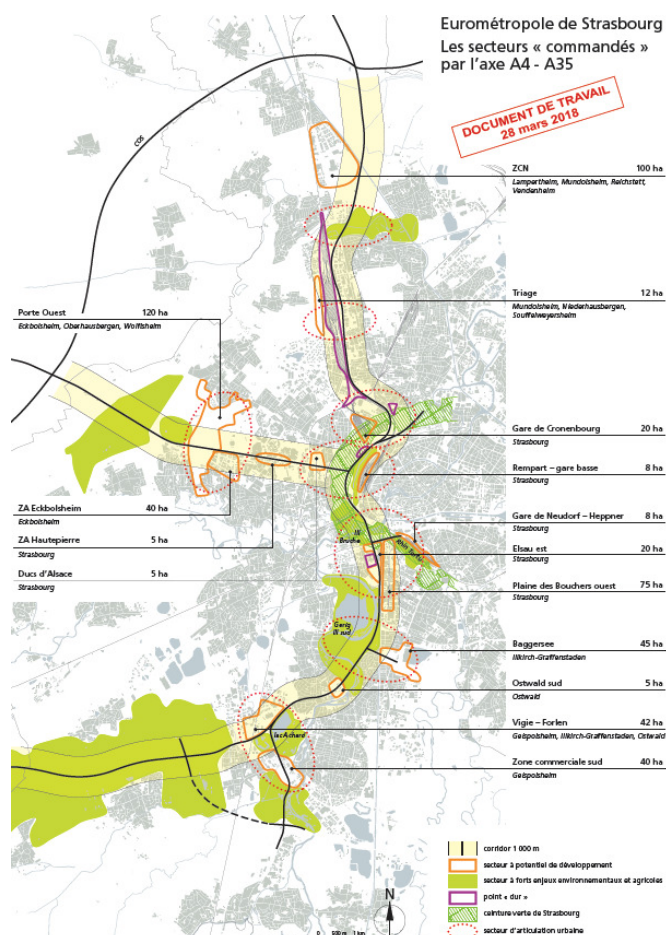
L'apaisement progressif de la circulation automobile sur l'A35 et l'axe RN4/A351 – rendu possible par la mise en service du Contournement Ouest de Strasbourg (COS), par des mesures permettant de favoriser le report de trafic, et par l'ensemble des actions prévues dans le « Grenelle des mobilités » – offre l'opportunité de reconsidérer le statut de ces infrastructures et de décliner un véritable projet d'embellissement sur les espaces riverains de ces itinéraires, mais aussi et surtout de « gommer » le statut autoroutier des voies et de leurs échangeurs. Les enjeux principaux sont le paysage, le verdissement de ces espaces et des interventions de reconnections, pour les insérer mieux dans leur environnement proche, en préservant et renforçant notamment la « ceinture verte » historique de Strasbourg.

Un périmètre de « cœur de projet » :

Le périmètre du présent CPPA correspond ainsi à un ensemble très large et couvrant la totalité des emprises actuelles de l'A35 et de l'axe RN4/A351 sur l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce premier périmètre d'études, identifié comme « cœur de projet », sera le support de « l'atelier des territoires ». Cette démarche précédera des études pré opérationnelles, portant sur des secteurs ciblés.

Le plan, sert de base de travail pour délimiter le périmètre.



Des secteurs de projets à identifier ou à cibler :

En effet, les deux itinéraires concernés, d'une trentaine de kilomètres cumulés, traversent des espaces en

Contrat de projet partenarial d'aménagement

développement, du fait des forts enjeux qu'ils concentrent ou de projets d'aménagement déjà existants dont certains sont déjà fortement engagés. Des secteurs à projet pourront ainsi être ciblés afin d'accueillir ou d'être intégrés dans un second temps par de potentielles opérations d'embellissement ou d'aménagement. Il s'agira en particulier de prendre en compte, dans les projets de ces sites et de quartiers, les réseaux de transports en devenir, susceptibles d'associer des nouveaux modes et concepts de transports (à la demande, covoiturage, pôles d'échanges ...).

On identifie d'ores et déjà les sites suivants.

Projets engagés :

- L'Eco-Parc Rhéna (ancienne raffinerie de Reichstett) ;
- Le Réaménagement de la Zone Commerciale Nord ;
- Le Quartier Fischer à Schiltigheim ;
- Le Parc de la Vigie.

Projets émergents :

- Le Réaménagement de la Place et du Parc d'Haguenau ;
- Le Réaménagement de la Place des Halles ;
- La Revitalisation du secteur de la gare centrale dont les gares basse et marchandises ;
- Le Réaménagement du secteur Baggersee.
- Le site du Zénith / HautePierre
- La transformation de la plateforme ferroviaire de Cronembourg

Un périmètre stratégique élargi, d'échelle métropolitaine :

Enfin, toute intervention « locale » est à rapporter au regard des transformations visées à l'échelle métropolitaine qui permettent de mesurer la place et le rôle à jouer par les sites ciblés autour de l'A35 et l'axe RN4/A351 dans leur contexte territorial large (insertion dans les systèmes de transport aux différentes échelles, enjeux d'accessibilité et d'équilibre avec les communes périphériques et les centralités avoisinantes, inscription dans les périmètres de quartiers, au regard de la trame verte et bleue, etc.).

L'enjeu est bien que chaque opération singulière participe d'une vision d'ensemble, d'envergure et de long terme.

1.2. Ambition générale et principaux objectifs

L'ambition générale des partenaires sur les territoires de l'Eurométropole se décline au niveau du présent projet en matière d'aménagement des territoires, d'environnement, de transition climatique et énergétique, de mobilités, de développement économique, de réponses en matière de qualité de cadre de vie.

Améliorer la qualité de l'air - Le plan climat 2030

Dans ce cadre, la démarche de Contrat de projet partenarial d'aménagement et d'embellissement des sites de l'A35 et de l'axe RN4/A351 et leurs abords qui concentrent une grande partie de la pollution autoroutière, participera pleinement de la construction du Plan Climat 2030.

Après un premier plan climat volontaire engagé en 2009, l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les communes concernées a relancé son plan climat qui se veut la réponse locale aux défis climatiques mondiaux. L'Eurométropole a souhaité profiter de cet exercice réglementaire pour interroger l'ensemble de ses

Contrat de projet partenarial d'aménagement

politiques publiques et amener un maximum d'acteurs du territoire à bâtir ensemble des solutions à ce défi collectif. Le « plan climat-air-énergie territorial » comme son nom l'indique, vise principalement des objectifs de baisse des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique, de qualité de l'air et d'énergie (baisse de la consommation et développement des énergies renouvelables). Dans le cadre de cette démarche, l'Eurométropole a souhaité y intégrer également un volet économique ainsi qu'un volet de mise en œuvre (qui aborde la gouvernance, la place des partenaires et la question du financement) sans oublier un volet social pour vérifier que la transition ne laisse personne de côté, surtout les personnes les plus vulnérables.

Vers une métropole des proximités

Parmi les mesures envisagées dans l'amélioration de la desserte de l'agglomération, plusieurs sont déjà inscrites au PLUI Métropolitain et ont déjà été approuvées à l'unanimité des maires. Elles concernent la diminution progressive d'ici à 2030 de la part modale de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens qui devrait passer de 46 à 32 % soit une diminution de 14 % en 10 ans ce qui est considérable.

Si les objectifs sont clairement affichés, leur mise en œuvre nécessite de la volonté politique et de la persévérance dans l'action. Du fait du rôle des voies rapides métropolitaines dans l'accessibilité au cœur d'agglomération, et des coupures qu'elles représentent aujourd'hui dans les territoires qu'elles traversent, ces ambitions devront être inscrites au fondement de tout projet de transformation des espaces qui les bordent. Elles impliquent de viser un développement équilibré des territoires tant à l'échelle de proximité des quartiers autour des infrastructures qu'à l'échelle de la région métropolitaine.

Revoir le système global des mobilités

Le Contrat de projet partenarial d'aménagement a vocation à s'articuler avec les évolutions envisagées dans les domaines des mobilités.

Pour contribuer à la résolution à la fois des problèmes d'encombrement et de pollutions atmosphériques au droit des axes les plus circulés, l'État, en accord avec l'ensemble des collectivités locales, de la Région, du Département, de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg, a choisi de porter une opération de contournement autoroutier – le Contournement Ouest de Strasbourg (COS) – qui constitue le premier maillon d'un programme global de transformation en profondeur des systèmes de mobilité de l'EMS et de son accessibilité à large échelle.

Ce projet est en parfaite adéquation avec les conclusions du rapport du CGEDD, « Expertise sur les déplacements dans la périphérie de l'agglomération strasbourgeoise » (septembre 2013 - n°008695-01) qui préconisait que l'action publique soit conduite de manière simultanée selon deux axes indissociables.

- D'une part, la réalisation du COS à 2x2 voies couplé à un déclassement de l'actuelle A35 entre les deux échangeurs du COS dont « la partie centrale en traversée de Strasbourg pourra être réaménagée en cohérence avec son environnement très urbain et la politique de mobilité durable portée par l'ensemble des collectivités locales ».
- D'autre part, « la poursuite de la politique ambitieuse de développement de l'usage des transports en commun en entrée dans l'EMS et en sortie de l'EMS. Les investissements devront porter sur des modes de transports adaptés à la densité de population et correctement articulés entre eux. Cet axe de travail implique une concertation étroite [...] » entre Autorités Organisatrices de la Mobilité et gestionnaires de voie.

Le rapport du CGEDD a invité les collectivités et l'Etat à repenser la mobilité. Cette nouvelle infrastructure, alliée à un bouquet d'autres projets – qu'ils soient routiers (requalification l'A35 et l'axe RN4/A351, TSPO

Contrat de projet partenarial d'aménagement

notamment), ferroviaires, axés sur les modes doux ou de services (tels que le covoiturage, le Transport à la demande) – qui, correctement articulés entre eux traduiront la vision ambitieuse d'un aménagement soutenable de l'EMS et des territoires élargis sur lesquels elle rayonne.

Les objectifs sont ainsi de réduire le nombre de véhicules en favorisant le report modal vers les transports en communs et les deux roues, réduire les nuisances environnementales (air et bruit), améliorer l'insertion urbaine en cherchant à limiter l'effet de coupure et contribuer au report du trafic de transit vers le COS.

L'ambition en matière routière, au-delà de la mise en chantier de plusieurs itinéraires alternatifs pour faciliter les dessertes inter quartiers comme la VLIO, est aussi d'endiguer l'autosolisme par la promotion notamment du covoiturage et de l'auto-partage. Ces actions passent notamment par la construction de parkings relais situés très en amont des secteurs urbanisés, et reliés par des lignes structurantes et cadencées de transports en commun en site propre (Réseau Express Métropolitain). Ces grands parkings relais, seront de véritables pôles d'échanges intermodaux. Ils devront être situés au plus près des gares où des voies Express et pourront le cas échéant, être des lieux de services à la personne (entretien et réparation des véhicules, consignes pour les livraisons de commandes par internet, conciergerie, etc). Le covoiturage et le transport à la demande permettent également d'optimiser la desserte des zones peu denses sur des courtes distances et d'offrir des solutions alternatives à la voiture individuelle dans le cadre de la « zone à faible émission » en cours d'étude à l'échelle de la Métropole. Ces nouveaux services compléteront le réseau de transport collectif dans les zones périurbaines et rurales.

De nouvelles lignes Express et la mise en place d'un véritable Réseau Express Métropolitain (REM) - ferré, routier et autoroutier - constitueront l'armature des transports publics interurbains avec un niveau de service proche du tram, une fréquence importante, des amplitudes horaires étendues.

L'expérimentation en vue de la généralisation des transports à la demande représente une autre piste d'actions. Le système actuel des bus est mal adapté aux territoires peu denses (ruraux et périurbains), aux horaires décalés, aux personnes à la mobilité réduite (âgées, jeunes, etc). Pourtant des solutions existent, le numérique aidant, pour offrir un service de qualité, qui plus est 24h sur 24 et 365 jours par an. Le transport à la demande avec des véhicules de qualité / un modèle économique pertinent devrait permettre d'offrir un service qui soit une véritable alternative aux véhicules particuliers.

L'engagement d'un ambitieux plan des mobilités actives (PAMA) constitue la dernière piste d'actions. L'objectif est de doubler la pratique de la marche à pieds pour les trajets inférieurs à 20 minutes de marche (2 à 3 kilomètres) nécessitant des aménagements de voiries (trottoirs, éclairage, bancs, etc). Pour le vélo, l'objectif est d'avoir un recours massif aux deux roues pour des trajets compris entre 5 à 15 km, soit 30 minutes selon la motorisation du vélo.

Ces interventions d'ensemble sur le système de mobilité pensé prioritairement en terme de services aux usagers et nécessairement phasées dans les court, moyen et long termes, verront une traduction progressive dans les paysages des espaces attenants des autoroutes et seront adossés aux projets d'aménagements, de manière itérative au fur et à mesure des interventions croisées sur les infrastructures et les espaces, pour que les transformations d'envergure visées produisent tous leurs effets aux différentes échelles des territoires.

2. Objet et parties au contrat

Le présent contrat répond ainsi à deux objectifs principaux :

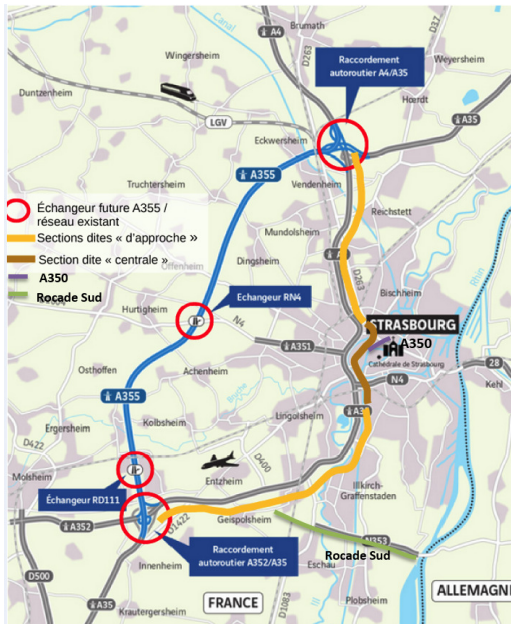
- Pérenniser et démultiplier le partenariat actuel autour de la requalification A35 et du « Grenelle des Mobilités » à travers une mobilisation du même socle de partenaires institutionnels dans un premier temps et un élargissement à d'autres co-signataires dans un second temps, pour mettre en synergie toutes les parties prenantes des territoires concernés et des problématiques croisées transport et aménagement.
- Assurer une bonne articulation entre les enjeux et projets d'aménagement des territoires aux différentes échelles et les évolutions en matière de mobilité : requalification d'axe routier, création de nouvelles voies ferroviaires et routières, mise en place de nouveaux services, etc. Ainsi, à court terme, les projets de requalification de l'A35 et de Transport en Site Propre de l'ouest strasbourgeois (TSPO) sur l'A351/RN4 seront étroitement intégrés afin de pouvoir mettre en place les premières mesures dans les meilleurs délais.

Ainsi, la volonté des partenaires est celle de s'engager dans une démarche pragmatique procédant par étapes progressives, qui permette de passer à l'action dans les meilleurs délais, tout en ciblant une transformation d'envergure sur le long terme. Ce projet partenarial d'aménagement, permettra également d'engager sans délai une série d'interventions opérationnelles ponctuelles et ciblées qui, sans mettre en cause la cohérence du projet d'ensemble, apportera des solutions d'attentes visibles et crédibles dans des délais courts (par exemple, des actions de pré-verdissement de certaines zones, de réutilisation des installations provisoires et nécessaires au chantier du COS à des fins plus pérennes, comme des pistes cyclables, des dispositifs d'aide au covoiturage, etc.)

2.1. Dénomination et localisation du projet

Réinventer les paysages autour des voies rapides métropolitaines strasbourgeoises

Ce titre reflète la volonté d'une mobilisation conjointe des leviers de mobilité sur l'infrastructure et des leviers d'aménagement et d'embellissement des espaces attenants. Il exprime une vision ambitieuse pour une transformation en profondeur des rives des voies rapides urbaines.



2.2. Signataires du contrat

Le présent contrat rassemble dans un premier temps les partenaires institutionnels initiateurs du projet, déjà engagés dans les instances de travail sur les enjeux de mobilité du territoire métropolitain.

Les signataires sont :

- L'État, représenté par le préfet de région ou le préfet de département,
- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par le président,
- La Ville de Strasbourg, représentée par le maire,
- Le Conseil régional Grand Est, représenté par le président,
- Le Conseil départemental du bas Rhin, représenté par le président.

Le cercle des co-signataires sera élargi par voie d'avenant, pour associer largement toutes les parties prenantes du projet (définies aux articles L. 312-1 et L. 312-2 du code de l'urbanisme) : en particulier les communes concernées volontaires.

Les autres collectivités territoriales, les établissements publics intéressés, société publique locale ou société d'économie mixte pourront également être co-signataires d'un éventuel avenant au présent contrat de projet partenarial d'aménagement.

3. Actions prévues au contrat

Les actions prévues dans le cadre du présent CPPA se déclinent en deux principaux temps, celui de l'atelier des territoires, puis celui des études pré opérationnelles.

3.1. L'atelier des territoires

Initiée par le Ministère en charge de l'aménagement du territoire, la démarche « Atelier des territoires » explore depuis 2006, avec les collectivités locales, de nouvelles approches de projet et de partenariat sur des territoires à enjeux complexes ou en manque d'ingénierie. Dans le cadre du présent PPA, cette démarche sera déployée, avec le concours financier du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, sur le sujet du devenir des espaces aux abords de l'A35 et de la RN4/A351. Elle sera mise en œuvre de manière adaptée pour tenir compte des spécificités du contexte et des attentes des partenaires.

Une équipe de consultants rassemblant des compétences pluridisciplinaires, en termes d'animation partenariale, d'analyse territoriale et de conception paysagère et urbaine notamment, sera recrutée. Elle aura vocation à capitaliser et à interroger les travaux et ressources d'ores et déjà mobilisables (expertises développées par l'ADEUS et les services de l'EMS scénarios d'évolution des infrastructures et mobilités développés dans les comités dédiés) pour structurer des débats au niveau politique et faire émerger des visions communes sur l'avenir du territoire et sur les chemins à suivre pour conduire ces transformations.

Plusieurs temps d'animation successifs (séminaires, visite, temps d'atelier) mobiliseront ainsi un cercle de partenaires élargi, pour progresser depuis le partage des enjeux jusqu'à l'identification d'un scénario de consensus : transformations des espaces possibles et souhaitables, temporalités (jalons, interventions transitoires ou pérennes), conditions requises, impacts à prévoir, etc.

Les livrables comporteront notamment une feuille de route identifiant un ensemble de sites à projets et d'actions à développer en mode partenarial, et à articuler avec les actions prévues par ailleurs sur les infrastructures. Ils permettront en particulier d'affiner le programme d'études pré-opérationnelles à engager à l'issue de l'atelier, dans le cadre du présent CPPA.

Contrat de projet partenarial d'aménagement

Les modalités détaillées de travail de cet atelier des territoires sont précisées dans le CCTP établi par l'Eurométropole de Strasbourg et soumis à consultation au titre du Code des Marchés Publics en mai 2019.

3.2. Études pré-opérationnelles

Les secteurs opérationnels qui seront retenus à l'issue de l'atelier des territoires feront l'objet d'études pré opérationnelles, échelonnées dans le temps, permettant de concevoir des futures interventions sur l'aménagement, l'embellissement et le paysagement des espaces attenants, ou d'articuler davantage les projets déjà engagés sur des secteurs connexes avec les enjeux d'ensemble.

Ce programme d'études comportera trois volets d'action principaux :

Volet 1 : les diagnostics fonciers et les études techniques

En détaillant la consistance foncière des secteurs de projet, le diagnostic foncier permettra d'apporter des éléments concrets pour le volet de conception urbaine. Il permettra d'élaborer une stratégie réaliste et phasée de mutations. Pour la mise en œuvre du ou des projets.

Le volet d'études techniques permettra de qualifier l'état des sols (pollution, géotechnique, réseaux) et du patrimoine bâti des secteurs de projet. Ces informations permettront d'apporter des éléments de connaissance importants pour la phase de conception urbaine.

Volet 2 : la conception urbaine et paysagère

Ce volet vise à la définition des projets urbains et paysagers conformément aux ambitions générales et aux objectifs programmatiques actés à l'issue de l'atelier des territoires,

Pour sa mise en œuvre, un groupement de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire (Paysage, urbanisme, aménagement, architecture, écologie urbaine, développement durable, Transport et déplacement, Voiries et Réseaux Divers, Programmation urbaine, etc) sera missionné afin de porter un regard transversal et complet sur les projets.

Volet 3 : le montage opérationnel

Ce volet vise à détailler le chiffrage des projets, les modalités opérationnelles de leur mise en œuvre (procédures réglementaires) et le ou les mode(s) de réalisation.

Le détail méthodologique prévisionnel de ces trois volets figure en annexe au contrat.

3.3. Articulation du CPPA avec l'opération de requalification de l'infrastructure A35 (volet Mobilité du CPER)

L'opération de requalification de l'infrastructure de l'A35 vise à favoriser le report modal vers les transports en communs et les modes doux, réduire les nuisances environnementales, préserver le gain de capacité procuré par le COS en évitant un appel de trafic, améliorer l'insertion urbaine en cherchant à limiter l'effet de coupure et contribuer au report du trafic de transit vers le COS.

Différents outils sont en cours d'étude afin de répondre aux enjeux fixés. Certains devront être installés avant la mise en service du COS (prévue en septembre 2021).

Outil n°1 : baisse des vitesses. Il est programmé une baisse des vitesses sur l'A35 entre les deux échangeurs Nord et Sud avec le COS et l'A351. Des études de la mesure et de ses impacts (air, bruit, profils transversaux, etc.) seront réalisées courant 2019 – 2020.

Outil n°2 : interdiction de transit du trafic Poids Lourds. La notion de transit et le périmètre de cette interdiction sont en cours de définition. La question du contrôle de cette mesure, via un contrôle sanction automatisé (CSA), sera également traitée. Des études fines de caractérisation du trafic PL seront réalisées en 2019, tout comme des ébauches de solution technique permettant la mise en place du CSA.

Outil n°3 : mise à jour des Schémas Directeur de Signalisation Directionnelle d'Itinéraire (SDSDI). La métropole

Contrat de projet partenarial d'aménagement

a évolué et évolue encore. Il s'agit de mettre en cohérence le panneautage du réseau de transports routier avec les ambitions en matière de déplacement.

Outil n°4 : régulation dynamique et affectation des voies. L'implantation des profils en travers, sa section d'étude, sa gestion éventuellement dynamique (heure de pointe / heure creuse) tout comme la nature des véhicules autorisés restent à préciser. La planification de sa mise en œuvre doit en outre prendre en compte les évolutions réglementaires et les outils offerts par la Loi d'Orientation des mobilités (LOM) à venir, le développement des transports en communs et du covoiturage, la mise en place de la Zone de Faible Émissions (ZFE). La localisation de la future gare routière constitue, dans la mesure où elle doit être connectée directement avec l'A35, un enjeu important.

Concernant le covoiturage, se pose la question du nombre d'occupants (covoiturage à 2 ou à 3 pour bénéficier d'une éventuelle voie réservée) et des éventuels points de relais à créer au-delà même du périmètre d'étude de la requalification.

Pour ce qui concerne les régulations dynamiques des accès, ils pourront s'envisager en appui des projets urbains de l'EMS ou péri-urbain du CD67 afin de reconnecter l'A35 au cœur de la métropole, lui faisant perdre son rôle actuel d'axe de transit.

Des études élargies seront réalisées en 2019 et 2020, afin d'apprécier plus finement le potentiel du covoiturage, mettre à jour le modèle de déplacements et consolider les études déjà réalisées sur la base de scénarii élargis. Il s'agit de disposer d'éléments technico-économiques fiables afin d'assurer une programmation opérationnelle des travaux à réaliser à court et moyen termes.

Outil n°5 : insertion de l'infrastructure dans son environnement. En fonction des projets en cours et à venir d'infrastructures ou de transport en commun, la connexion de ces derniers au réseau des VRU sera étudiée de manière à pouvoir assurer une continuité apaisée entre ces deux réseaux, continuité qui se traduira à terme par une intégration parfaite au réseau métropolitain avec l'émergence du boulevard métropolitain.

A court terme, certaines des mesures ayant trait à la mobilité, voire au verdissement des abords A35/RN4/A351, définies dans le cadre de l'Atelier des territoires, pourront être mises en œuvre dans le cadre du projet d'infrastructures de l'A35.

3.4. Articulation du CPPA avec le projet de Transports en Commun en Site Propre (TSPO)

L'accès Ouest de Strasbourg est à l'heure actuelle problématique pour ses 50 000 habitants dans la mesure où le réseau TER est absent, le réseau routier saturé avec plus de 90 % des échanges avec l'EMS qui se font en voiture particulière et le réseau de cars interurbains est en limite de capacité.

Le projet de TSPO est de proposer une solution de Transports en Commun (TC) en site propre de grande capacité, évolutive et attractive par rapport à l'autosolisme sur un secteur allant de Wasselonne à Strasbourg et connectée. En effet, le projet permettra la création d'un parking de covoiturage, établira une connexion avec le réseau Tram, le réseau interurbain de la future VLIO et avec les modes doux grâce à la station Eluard. Son achèvement est prévu en 2022.

Ce projet permettra, de repenser l'échangeur dit des Forges dans une perspective de multimodalité des transports qui pourra être étudiée.

L'aménagement autour de cet axe, qu'il soit paysager ou foncier, reste à définir dans l'objectif général d'une meilleure intégration de cette infrastructure dans son environnement.

3.5. Articulation du CPPA avec le projet de Réseau Express Métropolitain

La région Grand Est, autorité organisatrice des transports, pilotera le projet de Réseau Express Métropolitain, dont l'organisation sera assurée conjointement avec l'Eurométropole de Strasbourg. Le Réseau Express Métropolitain s'appuie sur les principes suivants :

- un réseau de transport en commun structurant avec des niveaux de services très performants, basés sur un cadencement élevé (fréquence et régularité), une amplitude horaire large, et des vitesses de circulation élevées déjà actuellement existantes ;
- un réseau maillé bien au-delà de Strasbourg avec le développement de liaisons « diamétralisées » ferrées et routières, dont les terminus se trouvent dans les secteurs desservis et non en gare centrale ;
- un réseau multimodal et facile d'accès en tout point du territoire, avec des rabattements performants (voiture, vélo, marche à pied, etc.)

Le Réseau Express Métropolitain est envisagé dans sa première phase à Haguenau, à Sélestat et de Saverne à Offenbourg. L'efficacité de l'articulation entre les réseaux urbains, le Réseau Express Métropolitain, les réseaux régionaux et nationaux est une condition du succès et suppose une gouvernance d'échelle adaptée.

L'évolution de la CTS et de la CTBR en sociétés publiques locales avec l'implication conjointe de l'EMS et de la région est une première réponse opérationnelle. L'ampleur des transformations impulsées dans les années à venir sur les réseaux de transport autour de Strasbourg rend en effet indispensable une coordination la plus étroite possible entre les deux autorités organisatrices et leurs exploitants, qui dépasse le simple cadre contractuel entre un donneur d'ordres et son prestataire.

Le projet de 4ème voie ferrée entre Strasbourg et Vendenheim, financé au CPER, permettra de dégager des marges de manœuvre à l'horizon 2022. Des études ont été menées avec SNCF Réseau, auxquelles les services de l'EMS ont été associés, ont permis d'identifier les axes sur lesquels des développements d'offre et de capacité seraient possibles dès 2022. Pour cela, en complément des investissements sur l'infrastructure, la Région envisage d'acquérir des nouveaux trains Regiolis produits par Alstom à Reichshoffen : environ 10 trains à 10 M€ l'unité, soit un investissement de 100 M€.

D'autres conditions au succès du Réseau Express Métropolitain ont émergé lors de la réflexion : des besoins d'homogénéisation de la billettique, la nécessité de labelliser et rendre visible ce nouveau service ; la capacité à proposer d'autres services associés, notamment sur les pôles intermodaux ; enfin, la nécessité de créer une véritable gare routière interconnectée, à proximité de la gare ferroviaire existante.

4. Modalités financières

4.1. Financement de l'Atelier des Territoires

Conformément au dispositif spécifique mis en place par l'État, les partenaires du projet s'engagent à financer l'atelier des territoires selon la répartition suivante :

- L'Eurométropole s'engage à financer 130 k€ HT.
- L'Etat s'engage à financer 80 k€ TTC

4.2. Financement des études pré-opérationnelles

Le montant prévisionnel des études pré-opérationnelles est estimé à 800 000 € HT. Elles seront financées indépendamment des engagements pris dans le cadre du CPER en cours, l'EMS et l'Etat s'étant engagés à financer respectivement 50 % pour l'EMS et 20 % pour l'Etat de l'ensemble de ces dépenses. Les compléments apportés par la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin seront arrêtés après délibérations.

Pour les 20 % Etat, le financement des études pré-opérationnelles sera assuré par des crédits du Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales par voie de subvention (et donc bien hors CPER).

Le CPER Volet Mobilité dépend du Ministère des Transports qui ne finance pas ce type d'étude.

4.3. Financement du CPER - volet Mobilité

L'État, actuel gestionnaire de l'A35, de l'A351 et de la RN4, en lien étroit avec l'EMS, le conseil départemental du Bas-Rhin, la région Grand-Est a décidé d'affecter environ 120M€ au titre du Contrat de Plan État-Région 2015-2020.

Sont déjà engagés entre les 4 partenaires :

- 4M€ pour la construction de murs antibruit dans le secteur de la Montagne verte,
- 60M€ pour la seconde phase de la rocade sud de Strasbourg,
- 36M€ pour l'aménagement multimodal entrée ouest de Strasbourg : 1ère phase,

Soit un total de 100M€.

L'opération de requalification de l'A35, dans le cadre du CPER – volet mobilité, est dotée d'un budget de 20M€, dont la déclinaison en mesures opérationnelles est en cours de définition. Au-delà du financement des études, une première ventilation de ces crédits sera proposée à arbitrage du COPIL de l'opération de requalification de l'A.35 en juin 2020, à l'issue des études qui seront menées sur la période avril 2019 – mai 2020. En matière d'aménagement, ces crédits seront utilisés pour des opérations de verdissement ou des opérations liées à la suppression des points noirs bruit.

Au titre de son PPI, l'EMS va également poursuivre ses investissements en matière de services de transports collectifs (MAS, covoiturage, TAD, REM, Tram, Bus etc.), et routier dont la VLIO.

5. Gouvernance, pilotage et principes de conduite du projet

5.1. Gouvernance

La gouvernance de projet doit permettre :

- d'assurer la parfaite maîtrise et compréhension du Contrat de projet partenarial d'aménagement par l'ensemble des partenaires ;
- le bon suivi et le bon déroulement des études dans l'ensemble de ses phases et domaines, du point de vue stratégique comme technique ;
- une parfaite coordination et implication de l'ensemble des partenaires concernés, selon un mode intégré et constructif ;
- un phasage rythmé correspondant aux exigences politiques et économiques du projet ;
- une souplesse et réactivité du dispositif mis en place.

Cette gouvernance de projet se traduit par la mise en place de deux comités :

Un comité de pilotage rassemblant les signataires du CPPA.

Dans un premier temps sur la base du présent contrat de PPA, le comité de pilotage sera constitué de l'ensemble des signataires du PPA.

Ce comité aura pour objectif de définir les orientations des projets, d'établir des arbitrages sur les différentes alternatives programmatiques et urbaines. Il veillera au respect du présent contrat, de son calendrier et des modalités de sa mise en œuvre.

Il se réunira 1 à 2 fois par an.

Ce comité de pilotage sera élargi à chaque nouveau signataire du présent CPPA. Un appel à intérêt sera d'ailleurs lancé dans le cadre d'un premier avenant au PPA traitant de la partie programmatique des aménagements (à l'issue de l'Atelier des Territoires).

Un comité technique :

Le comité technique sera composé des services techniques des signataires du CPPA.

Ce comité aura pour objectif de suivre et de coordonner les études et actions prévues au présent contrat. Il constitue un club technique des maîtres d'ouvrage engagés dans le projet. Il préparera les éléments nécessitant un arbitrage par le comité de pilotage. Il se réunira tous les deux mois et autant que de besoin, à l'initiative de l'Eurométropole ou de l'État.

5.2. Pilotage et conduite du projet

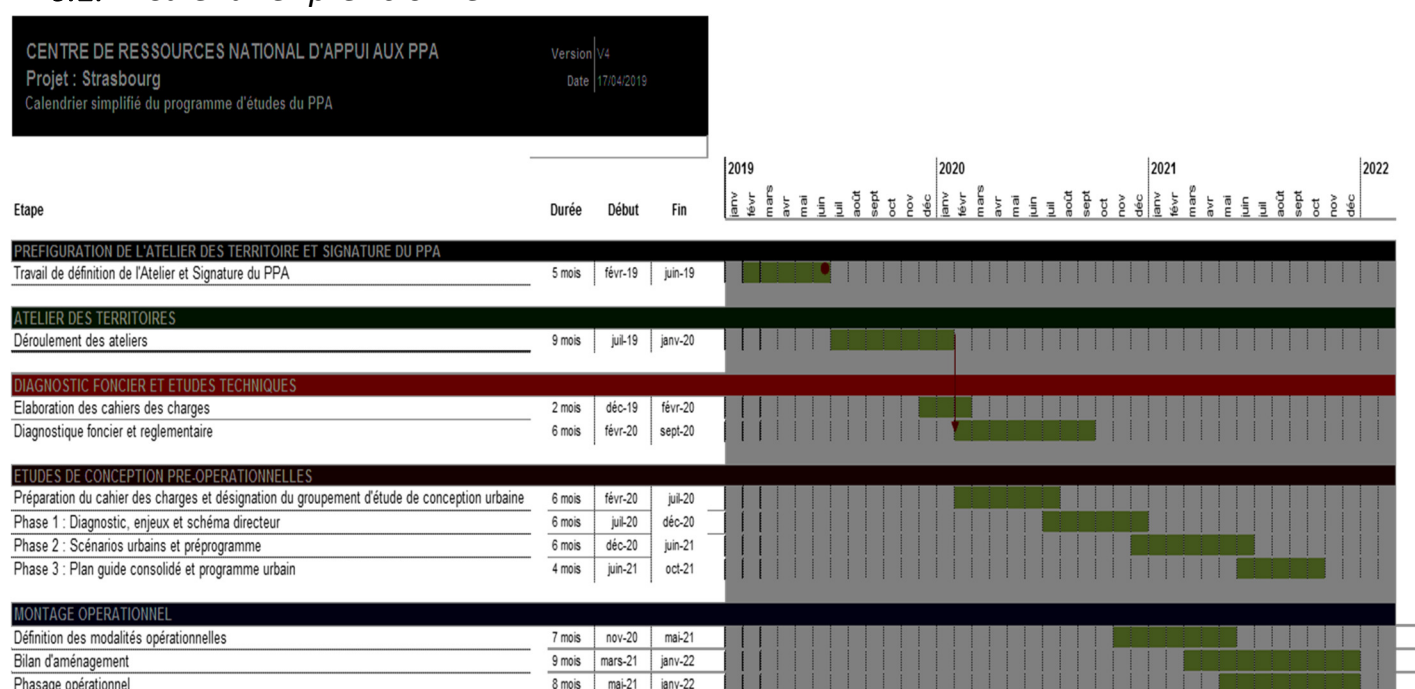
Le pilotage du projet de CPPA sera assuré par l'Eurométropole de Strasbourg.

Selon les éventuels besoins identifiés dans le cadre de l'atelier des territoires, des groupes thématiques pourront se mettre en place et se poursuivre pendant les phases des études pré opérationnelles en ciblant les sujets abordés plus particulièrement sur chacun des sites à enjeux.

Pour les processus de validation des documents (documents présentés en comités, cahiers des charges pour les différentes consultations à lancer, ...) en cas d'absence de réunion immédiate du comité technique qui est l'instance principale en la matière, un « comité de relecture » dématérialisé, boucle de mail entre les membres du comité technique et, le cas échéant, les partenaires concernés, pourra être mis en place. Les documents soumis à validation seront transmis au moins 5 jours avant diffusion. L'absence de réponse dans ce délai vaudra validation.

6. Mise en œuvre du CPPA – calendrier opérationnel

6.1. Calendrier prévisionnel



6.2. Communication autour du projet

La signature du contrat de CPPA, ainsi que les étapes de restitutions intermédiaires et finales feront l'objet de communiqués de presse conjoints de la part des signataires.

Les signataires du contrat pourront par ailleurs communiquer sur l'avancement des études, le contenu des informations devra cependant être adressé aux autres signataires préalablement à toute publication dans les conditions définies ensemble.

6.3. Durée et actualisation du contrat

Durée du contrat :

La durée de validité du présent contrat de CPPA est fixée à 3 années à compter de sa signature. Cette durée pourra être tacitement prorogée d'un an maximum.

Actualisation :

Le présent CPPA, engageant le socle des partenaires institutionnels initiateurs du projet, sera actualisé à l'issue des études pré-opérationnelles, elles-mêmes faisant suite à l'Atelier des Territoires qui aura associé largement les élus et les signataires du contrat. Cette actualisation permettra la contractualisation, par avenant, du volet dit « programmatique et opérationnel » du CPPA. Elle inclura également les actions à prévoir en matière de concertation. Cette actualisation comprendra également la mise à jour éventuelle du périmètre préalablement défini et permettra d'intégrer l'ensemble des parties prenantes qui seront apparues concernées par ce projet de territoire.

Cette actualisation et toutes autres modifications substantielles du présent contrat devront intervenir par voie d'avenant. Cet avenant devra être présenté et validé en comité de pilotage par l'ensemble des signataires. Sont considérés comme substantielles, notamment les modifications suivantes :

- L'ajout d'un nouveau partenaire,
- L'ajustement des engagements financiers présentés en partie IV du présent contrat,
- La prolongation du présent contrat au-delà d'un an,

7. Engagements des parties

L'État s'engage à :

- apporter son concours technique au présent PPA, et mettre à disposition les ressources et expertises du centre de ressource national du Ministère pour les CPPA,
- à appuyer techniquement et financièrement, selon les modalités décrites au chapitre 5 du présent contrat, le montage et l'animation de l'atelier des territoires (appui à l'élaboration du cahier des charges et à sa mise en œuvre),
- à appuyer techniquement et financièrement, selon les modalités décrites au chapitre 5 du présent contrat, les études pré-opérationnelles ultérieures.

Concernant les actions en faveur de la mobilité, l'État s'engage à respecter les enjeux actuellement définis dans le Contrat de Plan État-Région 2015-2020.

Ainsi l'État s'engage notamment en matière de mobilité routière :

- à mettre en place de l'interdiction de transit des PL sur l'A35 conformément aux engagements pris dans le cadre du contrat de concession de la future A355.
- à poursuivre les études en cours concernant la requalification de l'infrastructure de l'A35,
- à poursuivre les travaux en cours sur le TSPO,
- à assurer le transfert de connaissance avec les équipes de la future CEA et de l'EMS qui seront en charge des dossiers actuellement traités par le Pôle Maîtrise d'Ouvrage de la DREAL Grand Est.

L'Eurométropole s'engage à :

- Assurer la maîtrise d'ouvrage de l'atelier des territoires et des études pré-opérationnelles et leur financement selon la répartition détaillée au chapitre 4 du présent contrat ;
- Proposer et assurer la communication commune ;
- Organiser les différents comités de pilotage, comités techniques, et ateliers thématiques.

Le conseil départemental s'engage à :

- Participer à l'Atelier des territoires et à apporter tous les éléments de ses compétences pour la

Contrat de projet partenarial d'aménagement

réalisation des études pré-opérationnelles

- Apporter son concours financier selon les modalités décrites au chapitre 5 du présent contrat

Le conseil régional s'engage à :

- Participer à l'Atelier des territoires et à apporter tous les éléments de ses compétences pour la réalisation des études pré-opérationnelles
- Apporter son concours financier selon les modalités décrites au chapitre 5 du présent contrat.

Contrat de projet partenarial d'aménagement

Les signataires

L'État
représenté par le préfet de région ou le préfet de
département

L'Eurométropole de Strasbourg,
représentée par le président

La Ville de Strasbourg
représentée par le maire

Le Conseil régional Grand Est
représenté par le président

Le Conseil départemental du bas Rhin
représenté par le président

Annexe : détail méthodologique pour les études pré-opérationnelles

Volet 1 : diagnostic foncier et études techniques

Le premier volet de ces études portera sur le diagnostic foncier et réglementaire sur les périmètres de projet préalablement définis lors de l'atelier des territoires. En dehors des emprises publiques, il s'agira de détailler la situation foncière actuelle des sites. Cette analyse de l'état initial constitue une première phase essentielle avant toute évaluation et vise à :

- Identifier la typologie des biens,
- Déterminer le statut des propriétaires et des propriétés (propriétaire unique ou copropriété),
- Identifier les occupants et leur statut (propriétaire occupant, locataire),
- Appréhender les contraintes juridiques existantes (situation au regard des documents d'urbanisme, servitude,...).

Sur ces bases, un état parcellaire sera établi à partir des données cadastrales disponibles et complété par les informations relatives aux occupants. Un plan foncier devra être établi d'après les renseignements collectés telles que la typologie des propriétaires et la nature de l'occupation actuelle supposée

A partir de ce diagnostic, le degré de dureté foncière sera appréhendé, prenant en compte notamment les typologies de propriétaires et leur statut, l'état d'occupation et les contraintes juridiques ou techniques (reconstitution d'équipements). Ce travail permettra de visualiser notamment le foncier potentiellement disponible mais aussi le foncier difficilement mobilisable.

Effectué dès la première phase de l'étude, ce diagnostic permettra d'élaborer une stratégie réaliste et phasée de mutation du secteur.

Les conditions de mise à disposition et de libération du foncier seront examinées au regard des intentions urbaines, du planning prévisionnel de l'opération, et des contraintes techniques. Sur cette base, un croisement sera fait entre la structure parcellaire actuelle et le plan guide pour prioriser des acquisitions/cessions, les éventuels déclassements à opérer ou encore les divisions parcellaires.

Parallèlement, la stratégie foncière mettra en évidence les principales procédures à mettre en œuvre ainsi qu'une évaluation des risques financiers et juridiques éventuels en fonction des outils opérationnels proposés : préemption, DUP, etc.

Cette étude foncière sera complétée par un volet d'études techniques visant à qualifier l'état des sols et du patrimoine :

- étude sur la pollution des sols,
- diagnostic technique de l'éventuel patrimoine bâti,
- étude des réseaux existants,
- étude géotechnique préalable.

Ces études techniques permettront à la fois d'enrichir les futures études urbaines, notamment concernant

Contrat de projet partenarial d'aménagement

les aménités urbaines et paysagères de chacun des deux sites, mais aussi d'obtenir un chiffrage préalable sur les coûts de remise en état des sols nécessaires à la réalisation de projet d'aménagement sur chacun des deux sites étudiés.

Volet 2 : études de conception urbaine

Le second volet concerne les études de conceptions pré-opérationnelles : elles visent à la définition des projets urbains conformément aux ambitions générales et aux principaux objectifs programmatiques actés à l'issue de l'atelier des territoires, comprenant les principes de composition urbaine et paysagère, et au positionnement du programme en termes de création de logement, d'activité, de commerce et d'équipements publics.

Ce volet comprendra :

- une étude paysagère et urbaine prenant en compte la pollution lumineuse (trame noire), la pollution sonore et la pollution de l'air,
- une étude de mobilité (sécurité routière, accessibilité...),
- une étude de programmation (portant sur le logement, les commerces, les activités et les équipements publics),
- une expertise sur le développement durable (notamment autour de l'énergie).

Sur la base du diagnostic effectué lors de l'atelier des territoires et porté notamment par le groupe thématique environnement, un projet de programme de développement durable, contenant les actions principales et les enjeux à respecter dans chaque projet d'aménagement, pourra être élaboré par l'amo DD. Véritable fil conducteur, il aura vocation à s'enrichir et à porter les ambitions globales de requalification. En fonction de la temporalité des projets et de la détermination précise des périmètres, des études dites faunes flores pourront également être diligentées.

Le programme d'étude portant sur les sites, insérés dans des contextes urbains différents, pourra s'organiser autour de plusieurs groupements d'équipes si nécessaire, afin de spécifier les attentes sur chacun des sites (notamment en termes d'orientation de programmation) tout en inscrivant ces études dans la même dynamique. Ces études pourront s'organiser en trois phases :

Phase 1 : Diagnostic, enjeux et schéma directeur

Cette phase consistera à élaborer un diagnostic et des orientations urbaines globales et partagées sur le périmètre de chacun des projets. Il s'appuiera notamment sur tous les éléments rassemblés à l'occasion de l'atelier des territoires.

Il s'agira dans un premier temps, de produire un diagnostic transversal des sites comportant :

- une analyse urbaine, environnementale, patrimoniale et paysagère,
- une analyse sur le transport et les déplacements,

Contrat de projet partenarial d'aménagement

- une étude de marché habitat,
- un diagnostic en termes de développement économique.

Dans un second temps, les équipes de conception devront, en accord avec les ambitions du projet :

- préciser la vocation urbaine et sociale du quartier à moyen et long terme
- définir les enjeux, orientations stratégiques urbaines, économique et sociales
- préconiser les grands principes, les invariants programmatiques et urbains du futur projet, autour d'orientations spatialisées et partagées.

La validation des schémas directeurs et des orientations programmatiques devra faire l'objet d'une validation collégiale par l'ensemble des partenaires du projet.

Phase 2 : Réalisation de scénarios urbains et d'un pré-programme

Suite à la validation du schéma directeur de chacun des sites et des orientations programmatiques, les équipes de conceptions devront décliner des scénarios d'aménagements.

Il pourra être proposé l'élaboration d'au moins 3 scénarios à l'échelle de chacun des sites, à visée pré-opérationnelle, priorisés, phasés et pré chiffrés, en termes de programme, d'intensité du développement urbain projeté, de mobilisation du système d'acteurs et d'enjeux financiers.

Les scénarios représentés en plan, coupes et en volumétrie (à un niveau de définition esquisse) devront expliciter la densité et les formes urbaines considérées :

- Les enjeux et prescription en matière de formes urbaines de l'habitat,
- Première définition de la nature des programmes de logements,
- La programmation de l'offre d'équipements publics,
- La programmation commerciale,
- La programmation en locaux d'activité,
- La stratégie concernant la question environnementale et le développement durable,

Une analyse multicritère et comparative des scénarios sera réalisée suivant des critères à définir collégialement (animation urbaine, techniques, écologique, financiers, etc).

Le niveau de définition du projet atteint à ce stade permettra d'engager un premier travail sur l'équilibre économique et le montage opérationnel des projets.

La validation du scénario retenue pour chacun des sites à l'issue de l'analyse comparative fera l'objet d'une validation collégiale des différents partenaires du PPA.

Phase 3 : Définition du plan guide consolidé et du programme

Le plan guide consolidé par rapport au temps de l'atelier des territoires, est l'approfondissement du scénario retenu en phase précédente à un niveau AVP.

Le plan guide décrira sur le périmètre du PPA :

Contrat de projet partenarial d'aménagement

- Les formes bâties (comprenant les nouvelles constructions, les démolitions, les réhabilitations et les bâtiments conservés)
- La constructibilité,
- La programmation générale (équipement, activité économique, commerces, habitats),
- Le schéma viaire, les espaces verts et réseaux à réaliser ou reprendre,
- Une estimation financière du projet

Ce niveau de définition permettra la mise au point du bilan d'aménagement et du phasage opérationnel du projet, ainsi que de son plan de trésorerie.

Volet 3 : montage opérationnel.

Le troisième volet d'étude portera sur le montage opérationnel des projets, il se formalisera par ;

- une feuille de route sur les outils opérationnels adaptés à la mise en œuvre du projet (procédures réglementaires, autorisation administratives, etc... et outil),
- les bilans d'aménagement,
- les plannings opérationnels.

Définition des modalités opérationnelles

Pour chacun des sites étudiés, ce travail sur les modalités opérationnelles du projet urbain questionnera, à la fois le planning de l'opération, mais aussi ses conditions de réalisation juridique et financières. Il s'agit d'étudier les conditions opérationnelles de mise en œuvre du projet à travers l'analyse notamment :

- des procédures d'aménagement : ZAC, permis d'aménager, division parcellaire, niveau de maîtrise foncière
- des procédures réglementaires : modifications nécessaires du PLU pour permettre la réalisation des opérations,

Une fois le montage arrêté, les conditions de mise en œuvre du projet seront définies. Pour cela, les procédures administratives et techniques seront recensées et articulées du point de vue :

- mise en œuvre ou pas d'un outil partenarial opérationnel, tel que la GOU,
- réglementaires et foncières (articulations avec les procédures foncières, enquêtes publiques, scissions..., modifications éventuelles du PLU pour permettre la réalisation des opérations, impacts éventuels en termes de prospect, gabarit, servitudes, etc),
- des échéances de réalisation (dépôt de PC, etc),
- des alertes techniques à prendre en compte ou à lever pour la mise en œuvre du projet (concessionnaires réseaux, etc.),
- des acteurs à mobiliser, qu'ils soient institutionnels ou privés pour la réalisation et le financement de l'opération.

Enfin, il conviendra d'arrêter le mode de réalisation des opérations :

- en régie par la collectivité
- par un opérateur après mise en concurrence ou non,
- par une SPL, SPLA ou SPLA IN.

Contrat de projet partenarial d'aménagement

Dans la dernière hypothèse, une préfiguration de la société pourra être diligentée, en vue de déterminer la répartition du capital, et de rédiger les éléments constitutifs, statuts, pacte d'actionnaires, règlement intérieur.

Le plan d'affaires, issu des bilans des opérations d'aménagement, servira de base pour évaluer les besoins en financement et la capitalisation de la structure.

Réalisation du/des bilan(s) d'aménagement

En lien avec le volet 2 conduit par les équipes de conception pré-opérationnelle, une première modélisation économique (chiffrage sommaire) et financement prévisionnel des scénarios d'aménagement pourra être développée.

Il s'agira d'amorcer lors de cette phase, la question du bilan financier du projet et de la soutenabilité financière grâce à une première évaluation des recettes et dépenses dans le cadre des faisabilités proposées dans une logique de maîtrise des coûts de l'opération et de définition des besoins de financement à caractériser dans le cadre du PPA.

Dans un second temps, et suite à la validation du plan guide consolidé et après un travail itératif avec les acteurs du projet, un bilan d'aménagement global et dynamique pourra être réalisé, intégrant le chiffrage détaillé par le BET VRD des options retenues. Il mettra en évidence :

Pour le volet dépenses :

- Les coûts liés à la maîtrise foncière du site et à la mise en état des sols :
- Les coûts des travaux d'aménagement et des honoraires d'études :
- Les honoraires et les frais financiers en cas de recours à un opérateur,
- Les frais divers.

Pour le volet recettes :

- Les recettes provenant de la vente des programmes de diversification de l'offre de logement dont le montant sera établi au regard du marché immobilier local et des perspectives de valorisation liées au développement du projet urbain.
- Les éventuelles participations et autres subventions mobilisables

Ce bilan permettra d'établir une évaluation des coûts d'acquisition du foncier en utilisant la méthode du compte à rebours.

Phasage opérationnel du projet

Pour chacun des sites étudiés, un planning de réalisation du projet précisera les délais envisagés pour la mise en œuvre du projet urbain sur le périmètre du PPA. Il identifiera les différentes phases du projet ainsi que les procédures administratives, juridiques et techniques (acquisition foncière, dépôt de permis de construire, enquêtes publique, etc.).

Ce phasage présentera les durées et échéances permettant d'identifier les chemins critiques de la mise en œuvre opérationnelle et d'optimiser les délais de réalisation de l'opération. Les outils juridiques, les conditions de réalisation, le phasage, les modalités de financement ainsi que les points de vigilance dans la mise en œuvre de l'opération seront précisés.

Contrat de projet partenarial d'aménagement

En définitive, les différents partenaires du projet devront être en mesure d'identifier les marges de manœuvre du projet urbain et d'établir ainsi ces priorités d'intervention.

Accompagnement complémentaire

La phase d'étude pré-opérationnelle énoncée ci-avant n'est pas soumise à la mise en œuvre d'une concertation réglementaire, cependant des dispositifs d'information ou de concertation à destination des habitants pourront être mis en place à l'initiative de l'Eurométropole, en fonction également des choix opérés en la matière lors de l'atelier des territoires.

En effet, ces dispositifs pourront permettre de mieux faire connaître l'ensemble des sites à la population, et de développer une méthode de co-conception.

Ainsi, après la sélection d'un panel représentatif de la population, des ateliers thématiques pourront être organisés, à intervalle régulier, permettant de les associer aux orientations des projets (typologie d'habitat, services, accessibilité, commerces de proximité...).

Un prestataire spécialisé en concertation sera chargé d'organiser ces ateliers et plus globalement, l'ensemble de la communication relative aux projets, pendant toute la durée du programme d'études.

La gestion de l'attente

Comme initié en phase 2 des ateliers du territoire, la réflexion autour de la gestion transitoire des différents sites devra être poursuivie, détaillée et mise en œuvre à ce stade des études pré-opérationnelles.

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 14

Un Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) : Schéma directeur autour de l'A35 et l'axe RN4/A351.

Pour

60

AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BUFFET-Françoise, BULOUE-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, DEPYL-Patrick, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, SCHALCK-Elsa, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Contre

0

Abstention

18

BARSEGHIAN-Jeanne, WERLEN-Jean, BUCHMANN-Andrée, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FROEHLY-Claude, GERNET-Jean-Baptiste, JUND-Alain, KOHLER-BARBIER-Christel, HENRY-Martin, MEYER-Paul, MACIEJEWSKI-Patrick, REICHHART-Ada, ROGER-Patrick, SPLET-Antoine, SCHAEZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Création et lancement d'un dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité.

L'Eurométropole de Strasbourg compte plus de 6600 points de vente soit près d'un million de m² commerciaux. Le commerce est un important pourvoyeur d'emplois avec environ 51 000 postes. La fonction commerciale est par conséquent, une composante majeure de l'économie de l'agglomération et n'est pas délocalisable. Il est également générateur de dynamique urbaine, de convivialité et d'animation locale.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'approuver le lancement d'un dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité dans le cadre de la Feuille de route pour le commerce et les centralités et ayant pour enjeux celui de soutenir l'activité commerciale, artisanale et de restauration ainsi que l'offre de service de proximité, et d'en faciliter l'accès aux consommateurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce dispositif visant à améliorer la visibilité des cœurs des communes et l'attractivité des linéaires commerciaux a pour objectifs de :

- permettre le maintien d'une offre de proximité au sein des communes de l'Eurométropole de Strasbourg,
- répondre aux attentes des consommateurs et notamment des habitants des petites communes,
- favoriser le développement des métiers de bouche et plus particulièrement, de boulangerie et de boucherie, inciter les acteurs économiques et recentrer le commerce au sein des bourgs-centres,
- accompagner les commerçants dans leur installation et le développement de leur activité et améliorer leur attractivité.

En soutenant les activités de commerces, restaurations et services de proximité, le dispositif s'inscrit au cœur de l'un des enjeux stratégiques de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 à savoir, accompagner l'évolution de l'offre de service de proximité et en faciliter l'accès aux consommateurs.

Ce dispositif faisant suite par ailleurs à l'adoption de la convention portant sur l'autorisation de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux financements

complémentaires des aides aux entreprises des EPCI du Grand-Est, conformément à la décision de la Commission permanente du Conseil régional du 23 mars 2018.

Il doit permettre à des commerçants, artisans et restaurateurs du territoire d'être accompagné par la collectivité pour la réalisation de leurs investissements (tels que la construction de locaux et l'aménagement extérieur et intérieurs) ainsi que l'achat d'équipement.

L'aide de l'Eurométropole est versée au commerçant, l'artisan ou le restaurateur positionné alors en centralité d'une commune comptabilisant entre 1 000 et 6 000 habitants¹ et ayant déposé une demande auprès du service concerné avant la date de démarrage de l'opération. Les projets éligibles sont les investissements mobiliers ou immobiliers, matériels ou immatériels réalisés dans le cadre d'une activité commerciale et artisanale de proximité ou de restauration.

Le montant de l'enveloppe budgétaire est de 200 000 euros par an. Le taux d'intervention maximum de la collectivité est de 30 % (plafonné à 20 000 €) voire 35 % pour les commerces de boucherie-charcuterie et de boulangerie (plafonné à 35 000 €).

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg soutienne les commerçants et artisans de proximité ainsi que les restaurateurs, selon les modalités décrites dans le cahier des charges joint en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

le cahier des charges du dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité ;

décide

d'engager les budgets nécessaires au soutien des commerçants et artisans de proximité ainsi que des restaurateurs, dans la limite d'une enveloppe globale de 200 000 €, et inscrit au budget 2019, sur la ligne budgétaire 204 1412–DU02 programme 7054 et dont le solde disponible avant le présent Conseil de l'Eurométropole est de 315 000 € ;

autorise

- le Bureau du développement économique à approuver l'attribution d'une aide à l'investissement pour le commerce de proximité,

¹ 21 communes sont ainsi pressenties telles que : Breuschwickersheim, Blaesheim, Eckwersheim, Niederhausbergen, Hangenbieten, Mittelhausbergen, Achenheim, Entzheim, Oberschaefolsheim, Lipsheim, Lampertheim Holtzheim, Wolfisheim, Plobsheim, Reichstett, Mundolsheim, Eschau, Oberhausbergen, Fegersheim, Vendenheim, La Wantzenau

- *le Président ou son-sa remplaçant-e à signer les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CAHIER DES CHARGES 2019

Dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité.

I. Contexte : une feuille de route pour le commerce et les centralités.

L'Eurométropole de Strasbourg compte plus de 6600 points de vente soit près d'un million de m² commerciaux. Le commerce est un important pourvoyeur d'emplois avec environ 51 000 postes. La fonction commerciale est par conséquent, une composante majeure de l'économie de l'agglomération et n'est pas délocalisable. Elle est également génératrice de dynamique urbaine, de convivialité et d'animation locale.

Dans un contexte de mutations profondes du commerce, le soutien à l'artisanat, aux commerces de proximité et aux services aux habitants est un vecteur de développement économique, faisant ainsi partie des ambitions de la Feuille de Route Eco 2030.

L'Eurométropole de Strasbourg a initié en 2017 la construction d'une stratégie et d'une feuille de route opérationnelle pour le commerce de proximité au sein du territoire.

De façon à améliorer la visibilité des centralités et l'attractivité des linéaires commerciaux ainsi que favoriser l'adaptation des commerces aux changements de consommation, l'Eurométropole met en place un dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité.

L'aide directe doit permettre aux commerçants, artisans, cafetiers restaurateurs localisés en centralité de proximité, d'être soutenus par la collectivité pour la réalisation de leurs investissements (tels que la construction de locaux et l'aménagement extérieur et intérieur) ainsi que l'achat d'équipement.

II. Conditions d'éligibilité.

Le porteur de projet doit :

- être localisé au sein d'une centralité de proximité¹, positionnée dans une commune comptabilisant entre 1000 et 6000 habitants²,
- être identifié comme un acteur de la proximité³,
- avoir une activité sédentaire avec un point de vente physique.

Dépenses éligibles⁴ :

Soutien à l'investissement :

- 30 % maximum du coût HT des travaux éligibles, dans la limite de 20 000 euros,
- 35% maximum du coût HT des travaux éligibles, dans la limite de 35 000 euros pour les commerces de détails de produits de pain et de boucherie-charcuterie - viande (code APE : 1071C, 4722Z, 4724Z, 1013B).

Nature et montant de l'aide

Les projets éligibles sont les investissements mobiliers ou immobiliers, matériels ou immatériels réalisés dans le cadre d'une activité commerciale et artisanale de proximité ou de restauration.

Nature : subvention

Section : investissement

Taux maximum : 30 % (voir 35 % pour les commerces de boucherie-charcuterie et de boulangerie) du coût HT des travaux éligibles, hors acquisition du terrain.

Plafond : 20 000 € (voire 35 000 € pour les commerces de boucherie- charcuterie et de boulangerie).

Le bénéficiaire est l'interlocuteur de la collectivité pour réaliser le projet.

¹ Vous trouverez en annexe l'ensemble des périmètres identifiés comme étant la centralité de la commune.

² 21 communes sont identifiées : Breuschwickersheim, Blaesheim, Eckwersheim, Niederhausbergen, Hangenbieten, Mittelhausbergen, Achenheim, Entzheim, Oberschaeffolsheim, Lipsheim, Lampertheim, Holtzheim, Wolfisheim, Plobsheim, Reichstett, Mundolsheim, Eschau, Oberhausbergen, Fegersheim, Vendenheim, La Wantzenau.

³ Vous trouverez en annexe 2, la liste des activités (code APE).

⁴ L'objet de la subvention ne pourra concerner que le local d'activité. Toute demande portant sur :

- un ensemble immobilier,
- l'acquisition d'un foncier nu,
- le financement du droit au bail ainsi que du fonds de commerce,
- l'ensemble de la façade en cas de copropriété,

ne pourra faire l'objet d'une demande de subvention.

Autre critère d'éligibilité

Si le bénéficiaire est un commerçant, artisan, cafetier ou restaurateur⁵ :

- être une TPE ou PME immatriculée au répertoire SIRENE,
- être financièrement sain⁶,
- être en règle avec ses cotisations fiscales et sociales.

Chaque bénéficiaire projet ne peut déposer qu'un seul dossier de candidature.

Afin de permettre à une diversité d'acteurs de bénéficier de la subvention et garantir un renouvellement des porteurs de projet, le bénéficiaire ne pourra être accompagné par la collectivité plus d'une fois sur une période consécutive de trois ans.

⁵ Identifiés dans la liste des codes APE –voir annexe.

⁶ Posséder des fonds propres positifs au dernier bilan.

III. La demande d'aide.

Mode de réception des dossiers : au fil de l'eau.

TOUTE DEMANDE FAIT L'OBJET D'UNE LETTRE D'INTENTION PUIS D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE.

Une lettre d'intention est adressée au Président de l'Eurométropole afin de démontrer que l'aide sollicitée a un effet incitatif. Si cet effet n'est pas démontré, l'aide ne peut être accordée.

La demande d'aide doit obligatoirement contenir les pièces suivantes :
(les éléments ci-dessous devront figurer dans le formulaire)

1. le dossier de candidature dûment rempli et signé par le porteur du projet, comprenant le budget du projet (HT) en dépenses et en recettes,
2. le dossier de présentation détaillé du projet, y compris tout élément pouvant expliciter le projet (plans, visuels...),
3. un minimum de deux devis par ligne d'investissement,
4. les lettres d'engagement d'éventuels partenaires autres que l'Eurométropole soutenant/subventionnant le projet,
5. en cas de recours à un emprunt bancaire, l'attestation de l'établissement financier (accord de principe),
6. un relevé d'identité bancaire (RIB) de l'établissement,
7. une liste des aides publiques perçues les trois dernières années.

NB : le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il jugera nécessaires à l'instruction du dossier.

La date de réception par l'Eurométropole de Strasbourg de la lettre d'intention doit être antérieure à la date de démarrage de l'opération.

Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de l'Eurométropole de Strasbourg dans tout support de communication.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser les investissements dans les 18 mois suivants la signature de la convention entre les deux parties.

Modalité de validation

L'examen de la demande est mené par le service Economie résidentielle et productive au sein de la Direction du développement économique et de l'attractivité et soumise à approbation en Bureau de développement économique.

Le service évalue la demande au regard des critères en page 2 et 3, dans la limite de la dotation financière globale allouée pour l'année en cours.

L'instruction ne pourra dépasser le délai de trois mois à partir de la réception du dossier complet.

Une fois le dossier vérifié et certifié complet par le service instructeur, il vous sera adressé un courrier vous permettant de démarrer votre chantier, toutefois cela n'engage pas l'acceptation de votre demande.

Modalité de versement de l'aide

- un acompte pour un montant au moins équivalent à 30 % du coût HT de l'investissement sur présentation des factures,
- et/ou le solde de la convention sur production et présentation d'états récapitulatifs des dépenses acquittées, certifiés conformes par le maître d'ouvrage et d'une attestation de fin d'opération.

Suivi – contrôle

L'utilisation de l'aide octroyée fait l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de mettre en recouvrement par le receveur des finances de l'Eurométropole de Strasbourg tout ou partie des sommes versées de la subvention dans les hypothèses suivantes :

- manquement total ou partiel par le bénéficiaire à l'un des engagements ou à l'une des obligations issus de la convention signée,
- non présentation à l'Eurométropole de Strasbourg des documents justificatifs des dépenses engagées et acquittées.

L'aide est plafonnée et proportionnelle au coût de l'opération. Elle ne peut être révisée si la dépense totale s'avère supérieure au coût initialement prévu. En revanche, elle est réduite au prorata de la dépense effectivement réalisée.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer auprès de l'Eurométropole de Strasbourg toute information relative à l'impact de l'aide non couverte par le secret des affaires, afin de lui

permettre de disposer des données nécessaires au suivi et à l'évaluation des politiques publiques économiques.

Références réglementaires

Les articles L11611-4 et L2121-29 du code général des collectivités territoriales.
La loi n°2000-321 du avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 201 art 1.

Règlement (CE) n° 1407/2013 de la commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides de minimis.

Disposition générale

- l'instruction ne débute que si le dossier est complet,
- le versement d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg ou son renouvellement ne constitue en aucun cas un droit acquis,
- la conformité du projet au critère d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, l'Eurométropole de Strasbourg conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits ou encore l'intérêt métropolitain du projet,
- l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg ou son renouvellement ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.

Fait à

Le.....

Signature et cachet de l'entreprise :

ANNEXE 1

Les centralités commerciales de la commune d'Achenheim.



La centralité commerciale de la commune de Blaesheim.



[illegible][illegible]

[illegible]

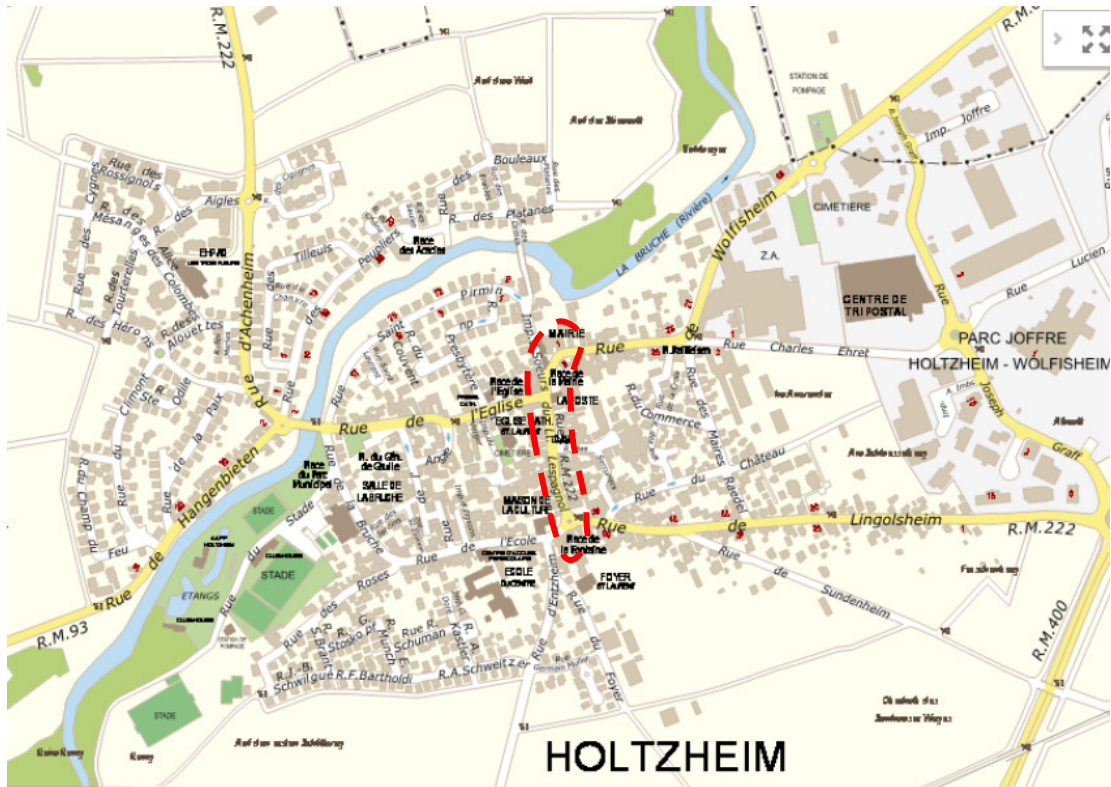
La centralité commerciale de la commune de Fegersheim.



La centralité commerciale de la commune de Hangenbieten.



La centralité commerciale de la commune de Holtzheim.



La centralité commerciale de la commune de Lampertheim.



[illegible]

La centralité commerciale de la commune de Mundolsheim.



La centralité commerciale de la commune de Niederhausbergen.



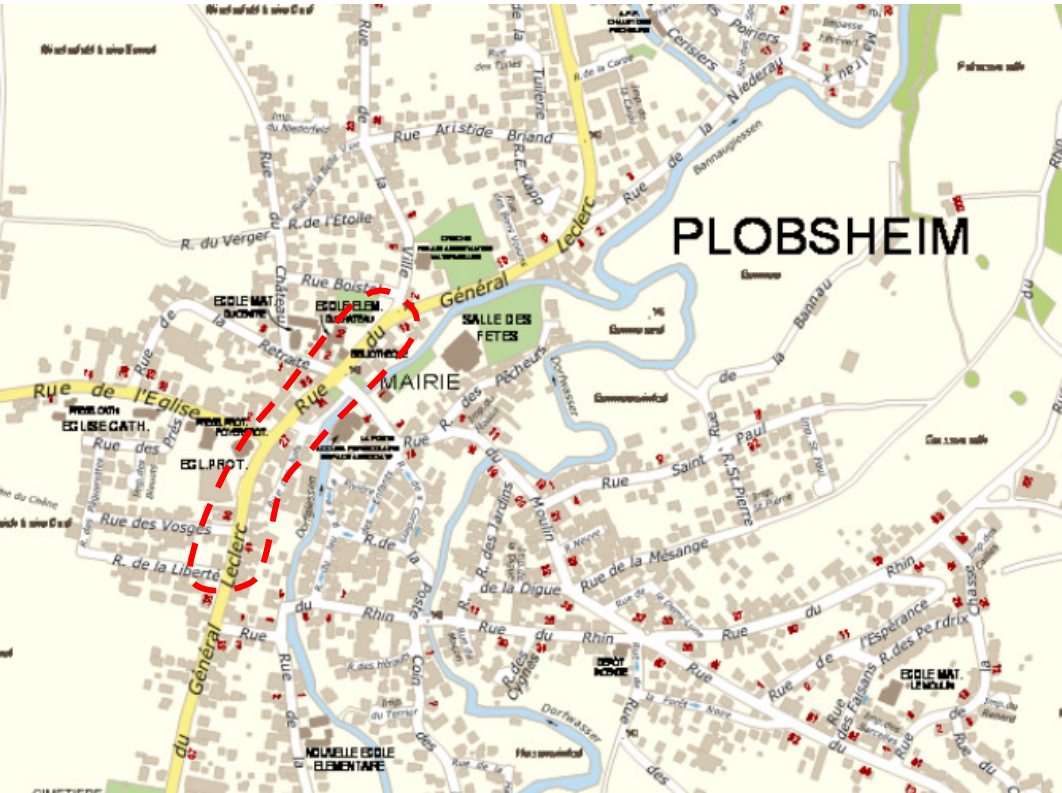
La centralité commerciale de la commune d'Oberhausbergen.



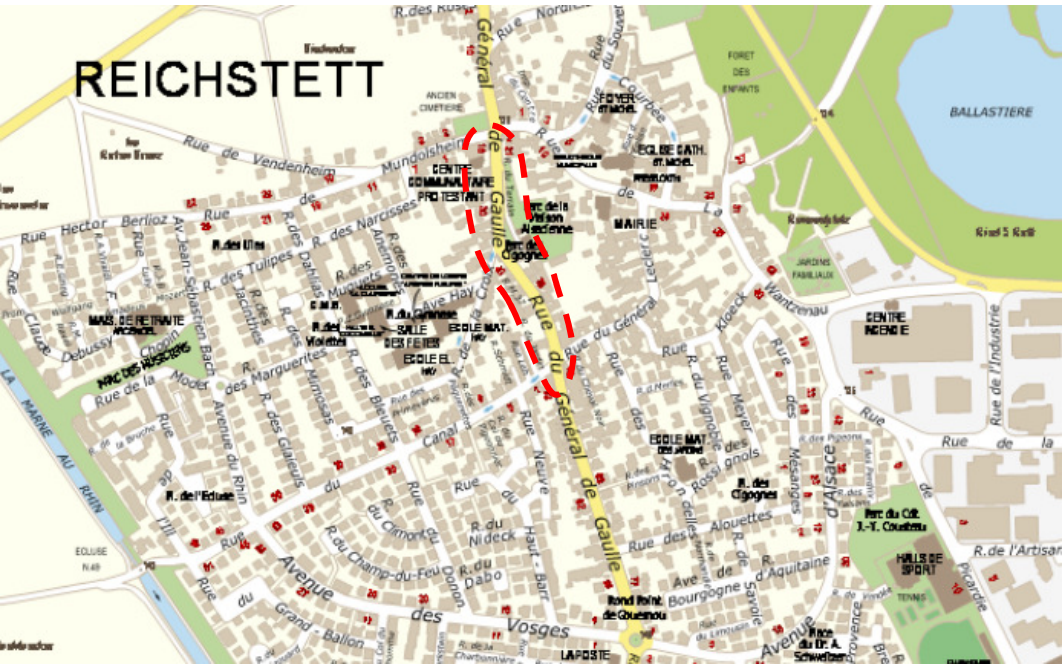
La centralité commerciale de la commune d'Oberschaeffolsheim.



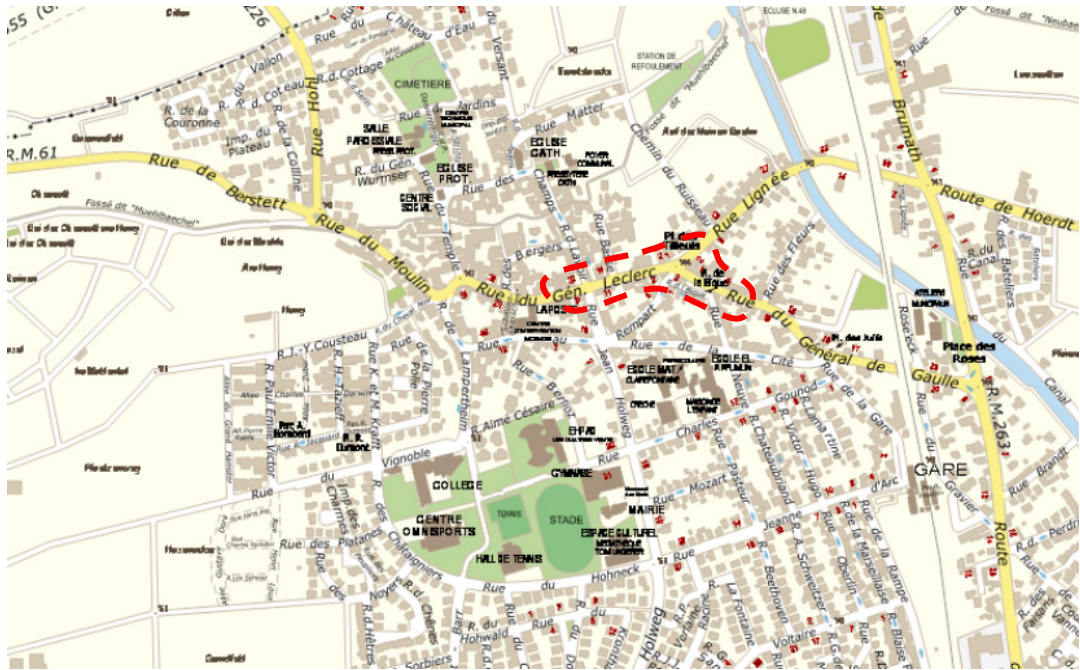
La centralité commerciale de la commune de Plobsheim.



La centralité commerciale de la commune de Reichstett.



La centralité commerciale de la commune de Vendenheim.



La centralité commerciale de la commune de la Wantzenau.



La centralité commerciale de la commune de Wolfisheim.



ANNEXE 2

CODE APE	LIBELLE APE
1013B	Charcuterie
1071B	Cuisson de produits de boulangerie
1071C	Boulangerie et boulangerie pâtisserie
1071D	Pâtisserie
4711A	Commerce de détail de produits surgelés
4711B	Commerce alimentation générale
4711C	Supérettes
4719B	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
4721Z	Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
4722Z	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
4223Z	Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
4724Z	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
4725Z	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
4726Z	Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé
4729Z	Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
4742Z	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
4743Z	Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé
4751Z	Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé
4752A	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m2)
4752B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m2 et plus)
4753Z	Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé
4754Z	Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
4759A	Commerce de détail de meubles
4759B	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
4761Z	Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
4762Z	Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
4763Z	Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
4764Z	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
4765Z	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
4772A	Commerce de détail de la chaussure et d'articles en cuir en magasin spécialisé
4772B	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
4774Z	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
4775Z	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
4776Z	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
4777Z	Commerce de détails d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
4778A	Commerce de détail d'optique
4778C	Autres commerces de détails spécialisés divers
4779Z	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
5610A	Restauration traditionnelle
5610C	Restauration de type rapide
5630Z	Services de débits de boissons
9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail
9602A	Coiffure
9602B	Soins de beauté
9604Z	Entretien corporel

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 15

Création et lancement d'un dispositif d'aide à l'investissement pour le commerce de proximité.

Pour

67

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, WERLEN-Jean, BUFFET-Françoise, BULOU-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, DEBES-Vincent, BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, FROEHLI-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, KARCHER-Dany, KOHLER-BARBIER-Christel, KOCH-Patrick, KREYER-Céleste, HENRY-Martin, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, MACIEJEWSKI-Patrick, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, SCHALCK-Elsa, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Contre

0

Abstention

4

GERNET-Jean-Baptiste, MEYER-Paul, REICHHART-Ada, SPLET-Antoine

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Edition 2019 de l'aide structurelle aux entreprises de production de contenu de la filière Image.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver l'allocation d'une enveloppe de 100 000 € à l'édition 2019 de l'aide structurelle à la filière Image, permettant le versement de subventions d'un montant de 25 000 € chacune aux entreprises sélectionnées.

Contexte et objectifs de l'aide structurelle à la filière Image

Le dispositif de l'aide structurelle a été initié par l'Eurométropole de Strasbourg en 2011 en concertation avec les professionnels du secteur en vue de soutenir les entreprises de production de la filière Image. Ce dispositif intervient de manière complémentaire à la politique de soutien au secteur audiovisuel et cinématographique de l'Eurométropole de Strasbourg, encadrée par la convention de coopération triennale (2017-2019) avec la Région Grand Est, le Centre national du cinéma et de l'image animée et l'État.

La finalité de l'aide structurelle est d'accompagner financièrement les entreprises du territoire dans leur développement afin de consolider leur stratégie éditoriale et économique dans une perspective à moyen terme. Il est précisé que la dimension culturelle ou ludo-éducative des contenus produits par l'entreprise et leur caractère d'œuvre originale, sont des critères déterminants d'éligibilité des dossiers.

Cet objectif se traduit par une intervention sur les volets suivants de l'activité des entreprises : prospection, investissements matériels et immatériels, embauche, formation et promotion. Pour rappel, l'ensemble des entreprises de production de la filière Image est éligible : audiovisuel et cinéma, transmédia, crossmédia et jeu vidéo.

L'aide structurelle aux entreprises de la filière Image s'inscrit dans le cadre de la feuille de route Strasbourg Eco 2030 au titre :

- du soutien des entrepreneurs dans les étapes clés de développement de leurs activités, notamment sur le volet numérique,
- de l'accompagnement de la filière des industries culturelles et créatives, vecteur de projets innovants et transversaux favorables à l'ensemble du tissu économique.

Le dispositif de l'aide structurelle aux entreprises de la filière Image est dans la liste des aides directes aux entreprises, en annexe de la convention d'autorisation de financement

complémentaire sur les dispositifs d'aides régionaux en vigueur relatifs à l'investissement des entreprises, que l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est ont conclu ensemble. Cette convention, approuvée au Conseil de l'Eurométropole du 1^{er} mars 2019, s'inscrit dans le cadre du Pacte offensive croissance et emploi (POCE) conclu avec la Région Grand Est en conformité avec le Schéma régional de développement économique d'internationalisation et d'innovation (SRDEII) et avec l'article L.1511-1-2 du CGCT.

Bilans des éditions précédentes

Un total de 38 aides a été attribué depuis 2011, en général sur la base de 20 000 € par entreprise, parfois de 10 000 € ou de 30 000 €. Les entreprises soutenues font l'objet d'un suivi et d'une évaluation au terme des deux années de mise en œuvre de leur stratégie de développement.

L'aide structurelle 2016 a eu un effet levier de 1 pour 3 pour les 5 entreprises lauréates (1 euro d'argent public pour 3 euros d'activités générées). La moitié de l'aide a été destinée à de l'embauche et ce sont cinq emplois qui ont été créés entre 2016 et 2018, essentiellement sur des profils d'assistants de production et de commerciaux. 2017 a été une année particulièrement compliquée pour les structures soutenues et l'aide structurelle leur a toutes offert suffisamment de latitude pour rebondir grâce à une nouvelle stratégie d'embauche (Almédia, Will Production) et au soutien d'entreprises partenaires (Alpaga).

A ce jour, les 4 entreprises lauréates de l'édition 2017 (novembre 2017) n'ont pas encore finalisé leurs projets puisqu'elles ont 18 à 24 mois pour le faire. Après une année de développement, on note une priorité donnée à l'investissement matériel, pour être compétitif dans le domaine de la production (2 Caps production et Sancho&Co), et au recrutement, pour assurer le lancement de nouveaux appels à projets et résidences (Les Films de l'Etranger).

Les projets des 4 entreprises lauréates de l'édition 2018 (novembre 2018) sont de même en cours de réalisation en 2019-2020. Nous notons sur cette édition une priorité donnée aux jeunes entreprises pour lesquelles l'effet de levier que constitue l'aide structurelle est particulièrement important. Le studio de réalisation Red Revolver et la société de production Studio Indépendant souhaitent monter en compétence dans leurs domaines d'expertise (fiction pour l'un, documentaire pour l'autre) tout en s'assurant des ressources issues de productions institutionnelles. Dans un souci constant de transmission et de formation, les deux autres entreprises lauréates, EJT Labo et Un film à la patte, s'orientent, pour la première, vers un programme de résidence dédié aux longs métrages d'animation, et pour la seconde, sur la consolidation de son équipe de production pour envisager de nouvelles coproductions internationales en documentaire.

L'aide structurelle représente en moyenne 30 % des frais de développement (hors projets) annuels des entreprises soutenues. Les financements publics complémentaires ne sont pas présents dans tous les projets qui, pour une large partie, financent le reste sur leurs fonds propres. Lorsqu'il y en a, ils ne peuvent dépasser 50 % du budget total de développement et proviennent essentiellement du Centre national du cinéma, de l'AFDAS et de la Région Grand Est, via l'AMI numérique.

Modalités

Pour chaque catégorie de dépenses éligibles, les entreprises sont encouragées à solliciter l'ensemble des dispositifs régionaux et nationaux en vigueur. Dans une logique de bon usage des ressources publiques, l'aide structurelle répond à des besoins spécifiques non adressés par les dispositifs existants, ou les complète s'il y a lieu. Le total d'aides publiques par dépense éligible est plafonné à 50 %.

Le cahier des charges de l'aide structurelle 2019 joint en annexe précise les conditions et les modalités de demande, de sélection et d'attribution de cette aide.

L'aide accordée est désormais forfaitaire, d'un montant de 25 000 € par bénéficiaire représentant au maximum 50 % du budget prévisionnel. Les entreprises lauréates s'engagent à respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de trois ans.

Afin d'encourager le renouvellement des structures lauréates et insister sur le caractère exceptionnel de l'aide structurelle, les lauréats 2017 et 2018 de l'aide structurelle ne peuvent déposer un dossier de candidature en 2019.

L'édition 2019

Les entreprises candidates sont invitées à déposer leur demande entre le 27 mai et le 30 août 2019. La sélection des entreprises lauréates et le montant des aides attribuées seront décidés par le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, ou son représentant, après avis d'un jury consultatif composé de personnes qualifiées et réuni la semaine du 16 septembre 2019. Les membres pressentis pour la composition du jury 2019 sont les représentants des organismes suivants : Eurimages, Arte, ACCRO, Relais culture Europe, Syndicat des producteurs indépendants, un cabinet d'experts-comptables. Les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est ont le statut d'observateurs.

Il est demandé au jury d'évaluer les dossiers selon les critères suivants :

- caractère structurant des objectifs et actions présentées à 2 ans,
- fiabilité du business plan et des objectifs chiffrés,
- cohérence des moyens proposés (investissements, formation, embauche, promotion...),
- capacité à mobiliser des moyens complémentaires et à fédérer des partenaires.

Les lauréats seront liés à l'Eurométropole par une convention signée par le Président de l'Eurométropole, suivant le modèle joint en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique*

*sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

*la reconduction et les modalités de mise en œuvre de l'aide structurelle aux entreprises
de la filière Image ;*

décide

d'engager les budgets nécessaires au soutien des projets lauréats sélectionnés, soit :

- *le montant maximal de 35 000 € sur la ligne budgétaire 65748 - DU03G programme 8020, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 183 661 €,*
- *le montant maximal de 65 000 € sur la ligne budgétaire 20421 - DU03 programme 7063, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 208 609 € ;*

autorise

*le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer les
conventions financières avec les lauréats désignés par les élus de la collectivité.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CONVENTION FINANCIÈRE

AIDE STRUCTURELLE A LA FILIERE IMAGE

Edition 2019

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président M. Robert HERRMANN, et
- l'entreprisedont le siège est situé au (N°SIRET), représentée par son Président

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 3 mai 2019

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de déterminer les conditions de versement à de l'aide structurelle aux entreprises de production de la filière Image, conformément au cahier des charges de ce dispositif joint en annexe.

Il est rappelé que l'Eurométropole de Strasbourg a institué en 2011 cette aide, dont l'objet est de consolider la stratégie de développement éditorial et économique des entreprises du secteur audiovisuel de l'Eurométropole, en les aidant à mieux anticiper, financer et promouvoir leurs activités sur les marchés français et internationaux.

Au terme de la procédure de sélection et du jury consultatif réuni le, le Président de l'Eurométropole ou son représentant a arrêté la liste des projets bénéficiaires de cette aide en 2019.

Le dossier déposé par a été retenu pour le projet de développement détaillé dans le dossier de candidature joint en annexe.

Le montant de l'aide structurelle lui étant attribué s'élève à 25 000 € TTC pour couvrir des dépenses de..., telles que détaillées dans le dossier de candidature joint en annexe.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget global nécessaire à la réalisation du projet de développement éditorial et économique sur deux ans s'élève à € TTC. Le budget détaillé apparaît dans le dossier de candidature joint à la présente convention.

DEPENSES		RECETTES	
		Eurométropole	25 000
		<i>Sub investissement</i>	
		<i>Sub fonctionnement</i>	
TOTAL		TOTAL	

Le cas échéant, l'entreprise s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'entreprise à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation du projet retenu s'élève au total à la somme de 25 000 € TTC, soit xxx € en investissement et xxx € en fonctionnement.

La subvention sera créditée :

- ✓ en deux versements :
 - ✓ 70 % à la signature de la convention soit xxx € en investissement et xxx € en fonctionnement;
 - ✓ le solde, versé entre 18 et 24 mois après la notification de l'aide, soit xxx € en investissement et xxxx € en fonctionnement, sur présentation d'un bilan final qui comprendra un compte rendu d'activités, un budget réalisé certifié et les justificatifs des dépenses engagées. Pour rappel le montant total de l'aide versée est plafonné à 50% d'aide publique. La collectivité se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de l'aide attribuée si cette condition n'est pas remplie.
- ✓ sur le compte bancaire n°..... clé ouvert au nom de l'entreprise auprès de la Banque

En cas de non finalisation du projet au 31 décembre 2021, la collectivité se réserve le droit d'exiger le remboursement de l'aide.

Article 4 : Engagements de l'entreprise

En signant la présente convention, l'entreprise s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à l'action retenue ;
- ✓ Participer aux points d'étape organisés par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du suivi de l'aide structurelle ; transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg le bilan final confirmant les dépenses réalisées ; communiquer toutes informations et tous livrables nécessaires au bon déroulement et à l'évaluation de l'aide ;
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Respecter le plafond de 50 % d'aide publique de la totalité des dépenses éligibles réalisées, indiqué à l'article 4 du cahier des charges ;
- ✓ Respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de trois ans ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, conformes au plan comptable, certifiés conformes par le gérant ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes¹ (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes).
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Faire état du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg (logo) dans sa communication ;
- ✓ Conserver l'ensemble des pièces justificatives, maintenir son implantation et développer son activité sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pendant une durée minimale de 3 ans à compter du terme de la présente convention.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'entreprise

Le non respect total ou partiel par l'entreprise de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'entreprise.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'entreprise, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour une période de 28 mois courant de la date de sa signature. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le gérant de l'entreprise.

Article 7 : Annexes

Cahier des charges de l'aide structurelle 2018

Le dossier de candidature du bénéficiaire

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le Président

Robert HERRMANN

Pour l'entreprise

.....

.....

¹ la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les établissements ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

AIDE STRUCTURELLE AUX ENTREPRISES DE PRODUCTION DE CONTENUS DE LA FILIERE IMAGE

CAHIER DES CHARGES 2019

1. Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg a mis en place en 2011 une aide structurelle aux entreprises de production du secteur audiovisuel de son territoire, en complément de son fonds de soutien à la production, celui-ci s'adressant à l'ensemble des professionnels nationaux.

Depuis l'édition 2013, ce dispositif est élargi aux entreprises de production de contenus de la filière Image, telles que définies ci-dessous au point 3 - Eligibilité. Il est précisé que la dimension culturelle ou ludo-éducative des contenus produits par l'entreprise, et leur caractère d'œuvre originale, sont des critères déterminants d'éligibilité des dossiers.

L'aide structurelle est attribuée sous forme sélective après étude d'un dossier fourni par le demandeur.

Elle est complémentaire aux dispositifs suivants :

- aides à l'écriture, au développement et à la production de projets audiovisuel, cinéma et nouveaux médias de la Région Grand Est
- aides au développement économique de la Région Grand Est
- aides de l'Agence Culturelle d'Alsace dans le cadre de sa mission d'animation de la filière Image
- aide à la production audiovisuelle de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Objectifs

L'aide structurelle s'adresse aux entreprises de production de l'Eurométropole qui souhaitent consolider leur stratégie de développement éditorial et économique à moyen terme. Les buts visés sont les suivants :

- accompagner ces entreprises dans la production d'œuvres de création, en accompagnant la prise de risque et la mise en œuvres de stratégies de développement à moyen terme
- consolider l'ancrage des talents, le développement des compétences, la capitalisation des expériences et la création d'emplois correspondant aux besoins spécifiques de la filière
- aider ces entreprises à mieux s'inscrire dans les réseaux de production et de diffusion à l'échelle européenne et internationale
- encourager les partages de ressources et de bonnes pratiques entre les entreprises de la filière
- développer toute action structurante visant à ouvrir de nouvelles perspectives éditoriales ou économiques, comprenant notamment investissements matériels et immatériels, embauches (CDI, CDD, Intermittents), formation et promotion.

3. Eligibilité

Les entreprises répondant à tous les critères suivants sont éligibles :

1. Les entreprises de production dont le siège social est situé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ou qui emploient au minimum un salarié permanent sur

- l'Eurométropole depuis au minimum 2 ans,
2. Les entreprises de moins de 250 salariés, n'appartenant pas à plus de 25 % à un groupe dont l'effectif total consolidé est supérieur à 250 personnes,
 3. Les entreprises dont l'activité principale est de produire des œuvres de création originale audiovisuelle, culturelle, cinématographique, ludo-éducative, des jeux vidéo, des créations de réalité virtuelle et/ou immersives, qu'elles soient linéaires ou non, avec ou sans interactivité, collaboratives ou non, en situation de mobilité ou non. La prise de risque dans la production de ces contenus doit être avérée. Les codes APE correspondant à ces activités appartiennent notamment aux classes suivantes :
 - 58.21Z Édition de jeux électroniques
 - 59.11A Production de films et de programmes pour la télévision
 - 59.11C Production de films pour le cinéma
 4. Les entreprises en situation financière saine ayant au minimum 2 années d'exercice, **ou** en mesure de présenter deux bilans équilibrés,
 5. Les entreprises ayant produit au moins un contenu commercialisé ou diffusé dans les deux années précédant la demande.

Une entreprise de production soutenue une année N ne peut postuler à nouveau l'année N+1 et N+2. **Ex : Les lauréats 2017 et 2018 de l'aide structurelle ne peuvent déposer un dossier de candidature en 2019.**

4. Montant de l'aide, dépenses éligibles, complémentarité

L'aide structurelle est une subvention, elle s'inscrit dans le règlement d'exemption (CE) n°1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, qui autorise le versement d'un montant maximum de 200 000 € par période de 3 ans, toutes aides confondues.

L'aide accordée est forfaitaire, d'un montant de 25 000 € par bénéficiaire à concurrence de 50% d'aide publique de la totalité des dépenses éligibles réalisées.

L'enveloppe totale réservée à l'aide structurelle en 2018 est de 100 000 €.

Pour chaque entreprise, l'aide est également plafonnée au double des fonds propres pour les TPE et au montant des fonds propres pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Les dépenses éligibles appartiennent à six catégories :

- A. Prospection
- B. Investissements matériels
- C. Investissements immatériels
- D. Embauche
- E. Formation
- F. Promotion

Les dépenses éligibles sont détaillées à l'annexe 1. Elles sont prises en compte à partir du 1^{er} août 2019.

Tout demandeur de l'aide structurelle s'engage à solliciter les aides mentionnées dans l'article 1 auxquelles il est éligible. Néanmoins, l'attribution de l'aide structurelle n'est pas conditionnée à l'obtention des aides régionales.

Le demandeur s'engage à être transparent dans ses demandes d'aide auprès des différentes collectivités locales, et à préciser les sommes demandées et obtenues, ainsi que leur ventilation.

5. Modalités de versement de l'aide

Une convention sera signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et le bénéficiaire de l'aide, qui sera versée selon les modalités suivantes :

- 70 % à la signature de la convention ;
- Le solde, versé entre 18 et 24 mois après la notification de l'aide, sur présentation d'un bilan final qui comprendra un compte rendu d'activités, un budget réalisé certifié et les justificatifs des dépenses engagées. Pour rappel le montant total de l'aide versée est plafonné à 50% d'aides publiques. La collectivité se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de l'aide attribuée si cette condition n'est pas remplie.

6. Engagements des bénéficiaires

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à jouer le jeu du développement local en favorisant l'implication territoriale des dépenses, notamment en termes de prestations et de création d'emplois.

Le bénéficiaire s'engage à valoriser l'aide dont il a bénéficié en indiquant : « avec le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg » et en insérant son logo sur les supports de communication de l'entreprise.

7. Procédure et critères de sélection

Un comité de lecture, composé de professionnels du secteur, sera chargé d'examiner les dossiers éligibles et de formuler un avis consultatif avant sélection par les élus mandatés par la collectivité.

L'aide structurelle sera attribuée selon les critères suivants :

- Caractère structurant des objectifs et actions présentées à 2 ans : 25 points
- Fiabilité du business plan et des objectifs chiffrés : 25 points
- Cohérence des moyens proposés (investissements, formation, embauche, promotion...) : 25 points
- Capacité à mobiliser des moyens complémentaires et à fédérer des partenaires (partenariats, coproductions, clients, autres aides) : 25 points

8. Dossier de candidature

Les candidats devront adresser entre **le 27 mai et le 30 août** midi le formulaire de candidature complété et signé, accompagné des pièces justificatives demandées (*cf annexes*), en format numérique à l'adresse suivante : audiovisuel_et_cinema@strasbourg.eu

Contacts pour complément d'informations :

Franck VIALLE, Direction de la Culture

Email : franck.vialle@strasbourg.eu

Valentine LEPAGE, Direction du Développement Economique et de l'Attractivité

Email : valentine.lepage@strasbourg.eu

PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

MERCI DE REMPLIR TOUS LES ONGLETS (4)

Nom ou raison sociale :
 Nom commercial (si différent) :
 Forme juridique :

Adresse du siège social :

Adresse de correspondance (si différent) :

N° SIRET de l'établissement concerné :

Code APE de l'entreprise :
 Activité principale :

Nombre de salariés : dont salariés dans l'Eurométropole :

L'entreprise appartient-elle à un groupe ?

Chiffre d'affaire de l'entreprise 2018:
 Résultats 2018:

Nom et contact du représentant légal :

Nom et contact du responsable du dossier :

DEMANDE TOTALE DE L'ENTREPRISE:

aide forfaitaire de 25 000 € TTC se décomposant comme suit:

	demande entreprise	validation
A. Prospection :		
B. Investissement matériels :		
C. Investissement immatériels :		
D. Embauche :		
E. Formation :		
F. Promotion :		
TOTAL	25 000,00 €	

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Monsieur, Madame,
agissant en tant que
pour le compte de l'entreprise

.....
.....
.....

certifie sur l'honneur :

- que les renseignements figurant dans ce dossier sont exacts et sincères ;
- que l'entreprise qu'il/elle représente est en règle en ce qui concerne ses obligations fiscales et sociales ;
- qu'elle n'est pas en redressement judiciaire, sauf à disposer d'un plan de continuation accepté ;
- qu'elle respecte les règles liées à l'effectif et à l'indépendance (entreprise de moins de 250 salariés, n'appartenant pas à plus de 25% à un groupe dont l'effectif consolidé est supérieur à 250 personnes) ;
- qu'elle respecte les règles liées aux aides dites de "minimis".

Je déclare avoir obtenu ou sollicité les aides suivantes:

Type d'aide	Projet concerné	Montant	Date d'obtention	Organisme financeur	Montant aide de minimis
AIDES PUBLIQUES OBTENUES DEPUIS 3 ANS (exercices fiscaux 2017 - 2018 - 2019)					
AIDES PUBLIQUES EN COURS DE DEMANDE OU EN PROJET					

Je m'engage:

- à respecter les obligations fixées par l'Eurométropole de Strasbourg dans l'article 6 des lignes directrices de l'aide structurelle 2019 ;
- à réaliser l'opération pour laquelle l'aide est demandée telle qu'elle est définie dans le dossier ou à informer l'Eurométropole de Strasbourg de toutes les modifications du programme;
- à reverser tout ou partie de l'aide accordée dans l'hypothèse où les engagements ne seraient pas respectés;
- à informer immédiatement l'Eurométropole de Strasbourg de toute évolution substantielle d'ordre juridique (statutaire, procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire) ou économique et sociale (évolution des effectifs, déménagement...);
- à respecter les obligations découlant des contrôles (communautaires, nationaux ou régionaux) et en particulier à accepter les contrôles sur pièces et sur place auxquels l'Eurométropole de Strasbourg pourrait procéder ou faire procéder.

Fait à

Nom et qualité du signataire (mandataire social)

.....
Cachet de l'entreprise

.....
Signature

L'ENTREPRISE

MERCI DE REMPLIR TOUS LES ONGLETS (4)

Historique

Situation actuelle (2019)

Actions structurantes / objectifs stratégiques à 2 ans (juillet 2019 - juillet 2021)

MOYENS A METTRE EN PLACE POUR LA STRATEGIE EN 2019-2021

Moyens choisis pour atteindre les objectifs stratégiques
(précisez dans quelles catégories ci-dessous émargent ces moyens)

A. Prospection

B. Investissement matériels

C. Investissement immatériels

D. Embauche

E. Formation

F. Promotion

MERCI DE REMPLIR TOUS LES ONGLETS (4)

CHIFFRAGE DE LA DEMANDE D'AIDE STRUCTURELLE

Merci de compléter le tableau ci-dessous avec les dépenses détaillées en HT et les totalisations en TTC

Catégorie et nom de l'action		Coût total de l'action HT	Coût total de l'action TTC	Ressources	
				Demande soutien Eurométropole TTC	Autres ressources
A. Prospection					
	sous-total	0		0	
B. Investissements matériels					
	sous-total	0		0	
C. Investissements immatériels					
	sous-total	0		0	
D. Embauche					
	sous-total	0		0	
E. Formation					
	sous-total	0		0	
F. Promotion					
	sous-total	0		0	
TOTAL (A + B + C + D + E + F)		0	0	0	

JUSTIFICATIF DES PREVISIONS DE DEPENSES

Merci de joindre les devis ou justificatifs pour chaque dépense prévisionnelle éligible (cf annexe 2 liste des pièces justificatives)

Dans le cas d'une embauche, veuillez indiquer:

le nombre de CDI dans l'entreprise aux dates suivantes:

31/12/2017: 31/12/2018: 31/12/2019:

le nombre d'ETP dans l'entreprise aux dates suivantes:

31/12/2017: 31/12/2018: 31/12/2019:

Liste de l'effectif global de la société (en ETP) à la date du dépôt du dossier
(reprendre le tableau sur papier libre si insuffisant)

Nom des salariés	Date d'embauche	Type de contrat

MERCI DE REMPLIR TOUS LES ONGLETS (4)
BILAN DE DEPART (budget sommaire de fonctionnement de l'entreprise 2018)

Dépenses		Ressources	
Achat		Ventes	
Services extérieurs		Subventions (à détailler)	
Charges de personnel		Fonds propres	
Impôts et taxes		Emprunt	
Amortissements et provisions		Autres (à détailler)	
Autres (à détailler)			
TOTAL		TOTAL	

BUSINESS PLAN 2019 - 2021

Besoins		Ressources	
Capital		Fonds propres	
Investissements matériels		Subventions (à détailler)	
Investissements immatériels		Emprunts (à détailler)	
Travaux, aménagements...		Emprunt	
Autres (à détailler)		Autres (à détailler)	
TOTAL		TOTAL	

Compte d'exploitation prévisionnel sur 3 ans

	Année 1 2019	Année 2 2020	Année 3 2021
CHIFFRE D'AFFAIRES TTC			
CHIFFRE D'AFFAIRES HT			
ACHATS			
MARGE BRUTE	0	0	0
CHARGES EXTERNES <i>Ex: loyer, assurances, frais bancaires...</i>			
FRAIS de PERSONNEL Salaires Charges sur salaires			
IMPOTS et TAXES			
AMORTISSEMENTS <i>Ex: Travaux 60 000 € sur 10 ans</i>			
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	0	0	0
CHARGES FINANCIERES <i>Ex: Prêt 80 000 € / 7ans</i>			
RESULTAT D'EXPLOITATION avant IS	0		
IMPOTS sur les SOCIETES			
RESULTAT NET après IS	0	0	0

Objectifs chiffrés du business plan 2019 - 2021

- le volume d'activité (évolution du chiffre d'affaires)

--

- l'évolution de la masse salariale

--

- l'évolution des investissements

--

- l'évolution de l'endettement

--

- la diversification des sources de financement

--

ANNEXE 1: LISTE DES DEPENSES ELIGIBLES ET PLAFONDS

Objet	Dépenses éligibles	Plafond de l'aide structurelle
A Prospection	<p>Prestations, rémunérations (hors personnel de la structure) dédiés à la recherche et au développement de marchés, de réseaux, de la ligne éditoriale et d'ingénierie financière. Voyages de prospection : transport (train 2ème cl. ou avion classe éco.) et séjour (sur la base du forfait Eurométropole France / Etranger en vigueur à la date de dépôt du dossier)</p> <p><i>Ne sont pas éligibles toutes dépenses spécifiquement fléchées sur un projet et / ou prises en compte au titre de l'aide au développement ou à l'écriture de la Région Grand Est.</i></p>	Jusqu'à 50% des frais restant à la charge de l'employeur après déduction des aides existantes dans la limite de 50% d'aide publique à l'opération
B Investissements matériels	<p>Achat de matériel neuf permettant un renforcement de l'efficacité de l'outil de production.</p> <p><i>Ne sont pas éligibles le renouvellement d'équipement, l'achat n'apportant pas de progrès technique ainsi que le matériel en location.</i></p>	dans la limite de 50% d'aide publique à l'opération
C Investissements immatériels	<p>Achat de logiciel de production ou d'administration. Prestations de conseil ou de services, études de marché. Règlement d'options de droits ou d'achats de droits.</p> <p><i>Ne sont pas éligibles les expertises comptable, frais d'avocats, expertises relatives à l'organisation des ressources humaines.</i></p>	dans la limite de 50% d'aide publique à l'opération
D Embauche	<p>Accroissement de plus de 10% des effectifs sur la période couverte.</p> <p>La masse salariale comprend l'ensemble des engagements en CDI, CDD et contrats intermittents, présentée en ETP.</p> <p><i>Ne sont pas éligibles les entreprises ayant procédé à un licenciement économique dans les 12 mois précédents.</i></p>	Jusqu'à 40% pour les PME, 35% pour les TPE du coût salarial annuel
E Formation	Frais d'inscription, de transport (train 2ème cl. ou avion classe éco.) et de séjour (sur la base d'un forfait)	Jusqu'à 50% des frais restant à la charge de l'employeur après déduction des aides automatiques et sélectives dans la limite de 50% d'aide publique à l'opération
F Promotion	Frais d'accréditation, transport (train 2ème cl. ou avion classe éco.) et séjour (sur la base d'un forfait) pour les marchés, salons, festivals;	Jusqu'à 50% des frais restant à la charge de l'employeur après déduction des aides automatiques et sélectives dans la limite de 50% d'aide publique à l'opération
	Création de support d'information et de communication (plaquette, site internet, teaser, promo...);	
	Doublage, sous-titrage, reformatage / remontage, traduction de textes	

Rappel: le total cumulé des aides publiques dans les différentes catégories ne peut excéder 50% du budget total

Indemnités de séjour : sur la base du forfait de l'Eurométropole de Strasbourg. France = 15,25€ par repas, 60 € par nuitée
 Etranger : nous demander le montant, différent selon les pays.

ANNEXE 2 : LISTE DES PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

Formulaire de demande complété et signé

Présentation de la société

1. Les curriculum vitae des principaux dirigeants dont l'expérience peut être déterminante dans le développement de la structure candidate.
2. La présentation d'une liste des principaux projets réalisés ainsi que des productions en cours, indiquant: titre, genre, support d'exploitation, date de production, budget de production, coproducteurs, distributeurs et diffuseurs.

Dossier administratif

1. Les statuts de la société mis à jour.
2. Une copie récente de l'extrait K-bis ou inscription au registre des entreprises concerné.
3. Une copie du document INSEE attribuant un code d'activité et le SIRET.
4. Si l'entreprise appartient à un groupe, l'organigramme précisant les niveaux de participation, les effectifs, les chiffres d'affaire et les totaux de bilans des diverses entreprises du groupe.
5. Les 2 derniers bilans.
6. Les attestations justifiant que entreprise est à jour de ses déclarations et obligations sociales et fiscales.
7. Une déclaration sur l'honneur attestant des aides publiques obtenues, en respect du maximum de 200.000€ de soutiens publics sur 3 ans (règle de minimis) (*à signer sur le formulaire de demande*).
8. Un relevé d'identité bancaire.

Justificatifs

A. Prospection

une liste des dépenses prévues accompagnée d'une copie des devis disponibles (datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis) permettant de calculer les coûts HT et TTC du projet

B. Investissements matériels

une liste des investissements accompagnée d'une copie de l'ensemble des devis (datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis) permettant de calculer les coûts HT et TTC du projet

C. Investissements immatériels

une liste des dépenses prévues accompagnée d'une copie des devis disponibles (datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis) permettant de calculer les coûts HT et TTC du projet

D. Embauches :

- les fiches de poste des personnes à recruter
- la liste nominative des salariés en CDI à la date de la déclaration d'intention (*à compléter directement sur le formulaire*)

E. Formation :

une liste des dépenses prévues accompagnée d'une copie des devis disponibles (datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis) permettant de calculer les coûts HT et TTC du projet

E. Promotion :

une liste des dépenses prévues accompagnée d'une copie des devis disponibles (datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis) permettant de calculer les coûts HT et TTC du projet

ANNEXE 3 : BILAN FINANCIER - BILAN D'ACTIVITES - Indicateurs

Indicateurs quantitatifs

1. Investissements envisagés / réalisés
2. Emplois envisagés / créés
3. Nombre d'actions de formation envisagées / réalisées
4. Nombre d'actions de promotion envisagées / réalisées
5. Nombre de productions, ventes et coproductions envisagées / réalisées
6. Nombre de nouveaux contacts coproducteurs France et international
7. Résultats financiers de l'entreprise prévisionnel / réalisé

Indicateurs qualitatifs

1. Positionnement de l'entreprise
2. Stratégie de commercialisation et de promotion
3. Gestion et organisation de l'entreprise
4. Réseaux et partenariats

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Appel à projets d'ingénierie verte SEVE (Solution d'économie verte en entreprise) versement des financements aux lauréats 2019.

La présence d'une université et d'écoles d'ingénieurs parmi les plus performantes de France sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est une chance pour notre tissu économique et pour les entreprises de toutes tailles et domaines qui le composent. Pour nos entreprises, la proximité de l'Université de Strasbourg et des écoles d'ingénieurs est en effet source de performance économique en garantissant un accès à une main d'œuvre de grande qualité et à une capacité de recherche et développement (R&D) surpassant souvent celle des grands groupes industriels. C'est pourquoi, entretenir et renforcer le lien université/écoles-entreprises est pour l'Eurométropole de Strasbourg un enjeu fondamental en particulier dans l'atteinte des objectifs du prochain Plan climat-air-énergie territorial (PCAET).

Parallèlement, se développe sur notre territoire un ensemble de filières nouvelles qui, réunies, forment ce qu'il est convenu d'appeler « l'économie verte ». Les acteurs de ces filières sont soit des entreprises qui offrent des produits ou services éco-responsables, soit des entreprises qui travaillent à intégrer à leur activité traditionnelle des solutions plus respectueuses de l'environnement. Le point commun de ces entreprises est la recherche et le développement de solutions technologiques de pointe, très innovantes, dont le modèle économique et le potentiel commercial n'est pas systématiquement assuré au départ.

C'est pourquoi, dans le cadre de sa stratégie Strasbourg Eco 2030 d'appui de l'Eurométropole de Strasbourg au développement de l'économie verte, le dispositif Sève (Solution d'économie verte en entreprise) a été lancé en 2016. Il contribue à sécuriser les premiers pas des entreprises de l'économie verte vers ces innovations et renforce les collaborations entre l'Université et les écoles d'ingénieurs de Strasbourg et les entreprises du territoire autour des nouvelles technologies vertes qu'elles seront amenées à mettre en place dans un contexte de transition écologique globale.

Retour sur l'édition 2018

En 2018, neuf projets ont été récompensés (*cf. délibération du 20 avril 2018*) dans les secteurs de l'eau, de l'aéronautique, des transports, de l'agroalimentaire par exemple.

Rappel des objectifs du dispositif

- Inciter le développement d'innovations vertes au sein des entreprises du territoire.
- Faciliter la transition écologique des entreprises du territoire.
- Contribuer à l'insertion professionnelle des diplômés de l'Université, de l'INSA et de l'ECAM de Strasbourg au sein du tissu économique local.
- Contribuer à la réduction de l'empreinte écologique des entreprises du territoire.

Bénéficiaires du dispositif

Toutes les entreprises du territoire souhaitant mener un projet de développement technologique « vert » significatif et innovant.

Fonctionnement du dispositif

Le dispositif Sève est un appel à projets de l'Eurométropole de Strasbourg en partenariat étroit avec l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), l'Université, l'INSA (Institut national des sciences appliquées) et l'ECAM (Ecole d'arts et métiers) de Strasbourg au cours duquel les entreprises candidates soumettent un projet d'innovation verte (exemple : développement de panneaux solaires innovants, éco-conception de matériaux biodégradables, mise au point de filtres respectueux de l'environnement...).

Les entreprises retenues se voient proposer la prise en charge du coût d'un étudiant stagiaire issu des différents cursus « verts » à niveau Master (ou à défaut Licence), lequel devra piloter le projet lauréat pendant la durée de son stage effectué au sein de l'entreprise. Pour faciliter la réussite du projet, en plus du salaire du stagiaire, certaines dépenses liées au projet pourront également être prises en charge (dépenses externes), l'aide globale restant limitée à 10 K€ maximum par projet et par entreprise retenus, représentant au maximum 50 % du coût total du projet.

Intérêt du dispositif

Pour les entreprises	Pour les étudiants
Réduire les coûts d'un projet innovant	Réaliser son stage localement
Accéder à un niveau de compétences intéressant	Mener à bien un projet sélectionné (encadrement, sujet, environnement de travail)
"Tester" un futur collaborateur	Bénéficier d'une rémunération supérieure à la norme (> 60 % SMIC brut obligatoire)
Découvrir le savoir-faire de l'écosystème scientifique et universitaire strasbourgeois	Augmenter ses chances de décrocher un 1^{er} emploi
Entrer dans un réseau de lauréats	

Evolution de l'offre de compétences et des conditions de financement

Pour cette troisième édition, en plus de l'Université de Strasbourg, l'INSA et l'ECAM de Strasbourg viennent renforcer l'offre de compétences.

Par ailleurs, il est précisé que la collectivité a contractualisé avec l'ADEME une prise en charge à 50 % de l'enveloppe totale allouée aux dotations des lauréats, c'est-à-dire un financement à hauteur de 30 000 € sur une enveloppe totale de 60 000 €.

En outre, il est à noter que le dispositif fait partie du volet financier du POCE (Pacte offensif croissance et emploi) partagé avec la Région Grand Est et qui fait l'objet d'une convention.

Enfin, il est à rappeler que le dispositif Sève a été lauréat de l'appel à projets TEPCV (Territoire à énergie positive pour une croissance verte) en 2015 et fait l'objet à ce titre d'un cofinancement par l'Etat (Ministère de la transition écologique et solidaire) à hauteur de 80 % de ses dépenses externes.

Résultats de l'édition 2019

L'accueil de ce nouveau dispositif est toujours bon cette année puisque huit projets de qualité sont proposés, c'est un rythme constant par rapport à l'an dernier. Pour cette édition 2019 de Sève, les lauréats sont les huit entreprises suivantes :

Entreprise	Localisation	Activité	Coût projet total	Aide Sève
BIODESIV-EFNium	Strasbourg	Conseil en ingénierie des polymères, développement de matériaux polymères.	24 K€	9 000 €
ECOGRE-ENENERGY	Strasbourg	Conception et installation de systèmes de récupération d'énergie fatale	142 K€	4 800 €
INSOLEM	Strasbourg	R&D et commercialisation de systèmes d'énergie solaire	36 K€	4 800 €
LES LABORATOIRES PHYTODIA	Illkirch-Graffenstaden	R&D et commercialisation de produits d'origine végétale	35 K€	10 000 €
LESAX	Illkirch-Graffenstaden	BE spécialisé en conception mécanique et impression 3D	22 K€	8 600 €

PARCUS	Strasbourg	Construction, rénovation et gestion de parkings en ouvrage	92 K€	8 000 €
HABITATION MODERNE	Strasbourg	Bailleur social	23 K€	4 800 €
WOODLIGHT	Illkirch-Graffenstaden	R&D dans le domaine des plantes bioluminescentes	20 K€	10 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide*

de poursuivre l'appel à projets Sève (Solution d'économie verte en entreprise) ;

approuve

- *l'attribution à ce titre à la société BIODÉSIV-EFNIUM d'une subvention de fonctionnement de 9 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société ECOGREENENERGY d'une subvention de fonctionnement de 4 800 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société INSOLEM d'une subvention de fonctionnement de 4 800 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société LES LABORATOIRES PHYTODIA d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société LESAX d'une subvention de fonctionnement de 8 600 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société PARCUS une subvention de fonctionnement de 8 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'attribution à ce titre à la société HABITATION MODERNE d'une subvention de fonctionnement de 4 800 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*

- *l'attribution à ce titre à la société WOODLIGHT d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour lui permettre de mener à bien son projet ;*
- *l'engagement des budgets nécessaires au soutien des projets lauréats sélectionnés en 2019, soit 60 000 € pour les lauréats Sève 2019 sur la ligne budgétaire DU03D-67-65748 – prog 8017, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 511 792,30 € ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Société BIODESIV-EFNium	Appel à projets Sève 2019	14 894 €	9 000 €	-
Société ECOGREENENERGY	Appel à projets Sève 2019	126 400 €	4 800 €	7 300 €
Société INSOLEM	Appel à projets Sève 2019	10 460 €	4 800 €	-
Société LES LABORATOIRES PHYTODIA	Appel à projets Sève 2019	15 495 €	10 000 €	-
Société LESAX	Appel à projets Sève 2019	12 395 €	8 600 €	-
Société PARCUS	Appel à projets Sève 2019	30 594 €	8 000 €	-
HABITATION MODERNE	Appel à projets Sève 2019	6 300 €	4 800 €	-
Société WOODLIGHT	Appel à projets Sève 2019	11 755 €	10 000 €	-

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Renouvellement de la représentation de l'Eurométropole de Strasbourg au sein des Conseils de divers établissements universitaires.

Le mandat des élus au sein respectivement du Conseil d'administration de l'Institut national des sciences appliquées/INSA Strasbourg et du Conseil d'administration du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires/CROUS de Strasbourg est arrivé à échéance.

Il convient en conséquence de procéder au renouvellement général des mandats de l'ensemble des administrateurs, notamment les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg au sein des instances en question.

A cet égard, il est rappelé la représentation eurométropolitaine sortante, à savoir :

INSA : Titulaire : Ada REICHHART.
Suppléante : Françoise SCHAETZEL.

CROUS : Titulaire : Nicolas MATT.
Suppléant : Abdelkarim RAMDANE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide*

*de procéder à la désignation des représentant-e-s de l'Eurométropole de Strasbourg au
sein des institutions d'enseignement supérieur suivantes :*

- INSA :
Titulaire femme : Ada REICHHART
Suppléante femme : Françoise SCHAETZEL

- *CROUS :*

Titulaire homme : Nicolas MATT

Suppléant homme : Abdelkarim RAMDANE

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légimité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Zone atelier environnementale urbaine : réalisation de mesures hydrauliques sur les toitures végétalisées du centre administratif.

La zone atelier environnementale urbaine (ZAEU) - Rappel

Le réseau des « zones ateliers (ZA) » est un réseau de recherche en sciences de l'environnement. Centrées sur un territoire, interdisciplinaires, les ZA fédèrent des recherches et portent des études sur le long terme sur des problématiques de recherche fondamentale soulevées par la demande sociétale. Leurs objectifs sont d'orienter les politiques nationales et européennes en matière d'environnement, d'améliorer la qualité et la gestion de la ressource en eau, la gestion de l'espace urbain, la conservation de la biodiversité et des habitats des écosystèmes et des paysages, la contribution à une agriculture durable, l'atténuation des effets du changement climatique et la mesure des impacts sur la santé.

Il existe actuellement quatorze zones ateliers sur la France, chacune spécialisée sur une thématique et un territoire. La zone atelier environnementale urbaine, partenaire de l'Eurométropole de Strasbourg, est unique en France car la seule à travailler spécifiquement sur le milieu urbain. Ses travaux concernent et reposent sur le territoire et les problématiques de la collectivité.

Par délibération du 20 avril 2018, l'Eurométropole envisage 4 axes de travail pour 2018 dont celui du cycle de l'eau en ville et soutient financièrement la mise en œuvre des actions correspondantes.

Le projet d'étude d'un bassin versant, les toitures végétalisées du centre administratif

Dans le cadre de la ZAEU, Isabelle Charpentier, chargée de recherche CNRS et membre du laboratoire ICUBE, propose de réaliser des mesures hydrauliques sur des toitures végétalisées en utilisant des modèles dits de "pluie-débit" pour caractériser les incertitudes de modélisation découlant du changement climatique. Ces modèles permettent de déduire les caractéristiques du sol, les quantités évaporées, les quantités d'eau stockées dans le sol et les débits en fonction des mesures de précipitations et températures et des débits en sortie de toiture. L'objectif est d'évaluer la contribution de la végétalisation au retardement ou à la réduction de la quantité d'eau arrivant dans le réseau. En effet, l'eau stockée est d'une part utilisée par les plantes, d'autre part libérée par évapotranspiration.

Le surplus est évacué progressivement, contribuant à limiter les forts débits consécutifs aux pluies d'orage et à réduire le risque de saturation des réseaux d'assainissement.

Quatre étudiants de l'Ecole télécom physique Strasbourg (TPS) sont mobilisés (soit 600 heures de travail) pour concevoir et développer les dispositifs autonomes et connectés de mesure et collecter ensuite les données sur une période de 3 ans. Ce projet représente une application concrète valorisable dans leur cycle de formation.

Il est proposé de mettre à disposition une partie des toitures végétalisées du centre administratif pour la réalisation de ce projet. Cette occupation du domaine public répond à un objectif scientifique, à l'exclusion de toute exploitation économique du domaine de la collectivité. La convention d'occupation temporaire figurant en annexe définit les engagements réciproques des partenaires, à savoir l'Eurométropole, le laboratoire ICUBE et TPS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

la convention portant occupation temporaire d'une dépendance du domaine public à titre gratuit pour l'installation d'instruments scientifiques sur les toitures du centre administratif pour le relevé de données hydrauliques à conclure avec le laboratoire ICUBE, représenté par son directeur M. Michel de MATHELIN, et l'Ecole télécom physique Strasbourg, représentée par son directeur M. Christophe COLLET ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention jointe.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

**CONVENTION PORTANT OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE DEPENDANCE DU
DOMAINE PUBLIC**

**POUR L'INSTALLATION D'INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES SUR LES TOITURES DU
CENTRE ADMINISTRATIF DE L' EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
PERMETTANT DES RELEVES DE DONNEES HYDRAULIQUES.**

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

dénommée Eurométropole, ci-après

ayant ses locaux 1, place de l'Etoile à 67000 STRASBOURG,
représentée par M. HERRMANN Robert, Président,
habilité par une délibération du conseil du 5 mai 2014

ET

Le Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie
dénommé Icube, ci-après

300 bd Sébastien Brant - CS 10413 - F67412 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN Cedex
Tél : +33 (0)3 68 85 45 54
Représenté par M. DE MATHELIN Michel, Directeur, Unité Mixte de Recherche 7357

ET

Télécom Physique Strasbourg – Université de Strasbourg
dénommé TPS, ci-après

300 Bd Sébastien Brant - CS 10413 - F67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
Tél : +33 (0)3 68 85 45 10
Représenté par M. COLLET Christophe, Directeur

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

La végétalisation des toitures est une solution technique écologique aux performances thermiques et acoustiques intéressant la réalisation de bâtiments HQE (Haute Qualité Environnementale) ou de maisons individuelles. En milieu urbain, elle offre des avantages supplémentaires en matière d'esthétique, de réduction des îlots de chaleur et de rétention d'eau. L'eau stockée est d'une part utilisée par les plantes, d'autre part libérée par évapotranspiration. Le surplus est évacué progressivement, contribuant à limiter les forts débits consécutifs aux pluies d'orage et à réduire le risque de saturation des réseaux.

C'est avec une optique de formation et recherche sur le développement urbain durable qu'Isabelle CHARPENTIER, membre du laboratoire Icube et de la Zone Atelier Environnementale urbaine de Strasbourg, et une équipe-projet d'étudiants de TPS se proposent de réaliser des mesures hydrauliques (précipitations, débits, températures) sur des toitures végétalisées.

Des dispositifs autonomes et connectés seront conçus par les étudiants (sous le contrôle d'encadrants) et installés sur deux toitures de l'Eurométropole, dont une est végétalisée. Les données mesurées sur 3 ans seront stockées, puis récupérées régulièrement par WIFI au moyen d'un téléphone portable au pied du bâtiment.

Les données collectées et résultats de simulation déduits seront communiqués à l'Eurométropole.

Article 1 - Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'Eurométropole autorise, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, Icube à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 3 afin de lui permettre d'implanter des équipements techniques de mesures hydrologiques et de définir les modalités dans lesquelles les étudiants de TPS et les membres d'Icube pourront intervenir sur le site.

Par implantation, il convient d'entendre l'installation, la mise en service et l'exploitation des équipements désignés à l'article 3.2.3 de la présente convention.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 7 mai 2019, pour une durée de trois ans.

Article 3 – Désignation des biens

3.1 Emplacement mis à la disposition du laboratoire par l'Eurométropole,

3.1.1 Désignation de l'immeuble

L'immeuble objet de la présente convention est situé, commune de STRASBOURG, 1 Parc de l'étoile.

3.1.2 Domanialité

L'immeuble décrit ci-dessus relève du domaine public de l'Eurométropole.

Icube déclare être pleinement informé qu'il ne pourra bénéficier d'aucun droit au renouvellement de la présente convention, à son expiration, ni d'aucune indemnité en fin de contrat, même survenue avant son terme normal, et qu'il ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans les lieux.

La présente occupation est consentie à titre personnel. Toute forme de cessions de droits ou autre mise à disposition d'un tiers ne pourra être autorisée que par un accord écrit de l'Eurométropole préalablement à sa réalisation.

3.2 Occupation de l'immeuble par le laboratoire Icube

3.2.1 Occupations autorisées par l'Eurométropole

L'Eurométropole, conformément aux plans annexés au présent document, autorise le laboratoire à implanter sur une partie des toitures terrasses du Centre Administratif identifiée sur les plans joints en annexe 1.

Les équipements à implanter sur les toitures sont les suivants :

- 5 débitmètres positionnés au pied de 5 évacuations des eaux pluviales des toitures ;
- 1 station météo réalisée par les étudiants.

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de public quelconque.

Il est rappelé que la présente convention n'entre pas dans le champ d'application du décret du 30 septembre 1950 codifié sous les articles L145-1 et 145-60 du Code de commerce en application de l'ordonnance 2000-912 du 18 septembre 2000. Elle se place hors du champ d'application des baux commerciaux.

3.2.2 Autorisation

Icube fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives éventuellement nécessaires à l'installation des équipements techniques notamment la délivrance d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux.

3.2.3 Caractéristiques techniques des installations déclarées par Icube

Equipements	Description	Localisation	Caractéristiques
Débitmètre Cf. <u>Schéma de la solution pour la mesure de débit.</u> (Annexe 3)	Technologie de déversoir (avec échancrure triangulaire) : écoulement de surface libre Electronique embarquée : <ul style="list-style-type: none"> • Télémètre à ultrason • Microcontrôleur Arduino • Batterie d'alimentation Transmission WIFI de données de l'Arduino vers utilisateur. Cf <u>Schéma général de fonctionnement</u> (Annexe 4)	Au niveau des 5 sorties des gouttières des toitures 1, 3, 4, 5 Cf. <u>Plan des toitures et Détail des gouttières</u> (Annexe 1 et 2)	Dimensions: <ul style="list-style-type: none"> • Hauteur : 0.5m • Aire : 1m² Ne présente aucun risque pour le bâtiment.
Station météo étudiante	Electronique embarquée : <ul style="list-style-type: none"> • 1 pluviomètre • 1 sonde de température (prise de mesure à 2 m) • Microcontrôleur Arduino • Batterie d'alimentation Transmission WIFI de données de l'Arduino vers utilisateur.Cf <u>Schéma général de fonctionnement</u> (Annexe 4)	Toiture 4	Dimensions: <ul style="list-style-type: none"> • Hauteur : 2.5m • Aire : 1m² Ne présente aucun risque pour le bâtiment. Pas de perturbation WIFI

Les équipements ainsi détaillés seront installés en mai 2019. Les équipements, plans et croquis, sont décrits dans les annexes 1, 2, 3 et 4.

Des modifications mineures par rapport au projet initial pouvant s'avérer nécessaires lors de la mise en œuvre, Icube et les étudiants de TPS s'engagent à remettre dans un délai de un mois après les travaux, une documentation portant sur les ouvrages exécutés.

3.2.4 Travaux d'installation

L'exécution des travaux sera à la charge et sous la responsabilité d'Icube conformément aux plans joints en annexe.

Icube et les étudiants de TPS devront procéder à l'installation de ces équipements techniques en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. Ils exécuteront les travaux eux-mêmes. Le cas échéant, ils feront appel à une ou plusieurs société(s) spécialisée(s) dûment qualifiée(s), le tout à leurs frais exclusifs.

Icube devra garantir la résistance des supports, des modes de fixation des équipements et des équipements à la charge et à la prise au vent.

Icube est responsable de la conformité des travaux réalisés aux plans fournis conformément aux exigences énumérées ci-dessus.

3.2.5 Charges de fonctionnement – raccordement

L'occupation domaniale ne prévoit pas de pose de câble de raccordement.

Le système qui va être mis en service sur les toitures de l'Eurométropole fonctionnera en total autonomie énergétique (aucun raccordement au réseau électrique). Le système sera également indépendant du réseau internet de l'Eurométropole.

3.2.6 Entretien des lieux et installations

Icube s'engage à entretenir ses installations techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa responsabilité.

Il s'engage à maintenir le domaine public dans un parfait état d'entretien.

Un état des lieux contradictoire en début et en fin de convention sera réalisé.

Article 4 – Accès à l'immeuble

4.1 Désignation du gestionnaire

L'immeuble du Centre Administratif, objet du présent contrat, est actuellement géré par le service des moyens généraux de l'Eurométropole.

4.2 Modalités d'accès

Le personnel désigné d'Icube et les étudiants de TPS auront accès à la toiture du Centre Administratif.

Les équipements sont autonomes et ne nécessitent pas la présence permanente de personnel. Les batteries seront remplacées tous les deux ou trois mois par un membre du personnel d'Icube. La fréquence des interventions sera également dictée par la nécessité de maintenance des équipements

pour vérifier l'intégrité du matériel, et en particulier son bon fonctionnement après des événements météorologiques importants.

Les personnels d'Icube et les étudiants de TPS auront accès, pour les besoins d'installation et d'entretien des équipements, aux toitures du Centre Administratif. Les dits étudiants et personnels devront avertir les moyens généraux de l'Eurométropole de leur venue 48 heures à l'avance et leur venue est conditionnée à un accord écrit de la part des moyens généraux de l'Eurométropole.

Les personnels d'Icube et les étudiants de TPS ne peuvent en aucun cas accéder aux toitures seuls. Ils seront accompagnés par un agent de l'Eurométropole.

Ils devront être munis d'une pièce d'identité officielle et d'une carte professionnelle ou d'une lettre de mission dûment signée.

Article 5 – Responsabilité

Icube s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité des personnels intervenant sur l'installation. Icube est seul responsable de tous les dommages, corporels, matériels et immatériels, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de l'intervention de ses personnels et des étudiants de TPS.

TPS s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité des étudiants intervenant sur l'installation.

Icube est responsable de tous les dommages, corporels, matériels et immatériels, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations.

Icube et TPS garantissent l'Eurométropole contre tous les recours et/ou condamnations de ce chef.

Icube est tenu de contracter aux fins de couvrir ses responsabilités une ou plusieurs polices d'assurance :

- Une assurance de dommages en valeur à neuf, garantissant notamment, et sans que cette énumération soit exhaustive, les risques d'incendie et de dégât des eaux ;
- Une assurance de responsabilité civile en général couvrant le risque corporel et tous risques spéciaux liés à son activité.

Les attestations d'assurance correspondantes seront adressées annuellement à l'Eurométropole avant le 1^{er} juin de chaque année.

Icube s'engage à contrôler que les dispositifs implantés sur l'immeuble « Centre administratif » de l'Eurométropole sont conformes aux normes en vigueur.

Icube s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur et le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes.

Article 6 – Frais d'installation et d'exploitation

6.1 Charges

Les équipements étant autonomes, aucune charge relative à la consommation de ceux-ci n'est prévue. Aucun raccordement au réseau qu'il soit électrique ou internet n'est envisagé. Les charges concernant ces réseaux seront de ce fait nulles.

6.2 Redevance

Icube est exonéré du paiement de redevance domaniale conformément à l'article L2125-1 du CGPPP.

Article 7 – Résiliation

Chacune des trois parties dispose de la faculté de mettre prématurément fin au présent contrat pour tout motif, à condition toutefois d'en avertir les autres parties par lettre recommandée avec accusé réception trois mois à l'avance.

La résiliation de la convention ne donne pas lieu à indemnité.

Article 8 – Sort des installations en fin de convention

Au terme de la présente convention, quelle qu'en soit l'origine ou la cause, le laboratoire fera enlever à ses frais l'ensemble des installations qui lui appartiennent et remettra les emplacements occupés par elle dans leur état initial.

Article 9 – Compétence judiciaire

Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention devront être portés devant les tribunaux compétents de Strasbourg

Article 10 – Annexes

Sont annexés à la présente convention :

Annexe 1 : Plan général des Toitures.

Annexe 2 : Détails des gouttières.

Annexe 3 : Schéma de la solution pour la mesure de débit.

Annexe 4 : Schéma général de fonctionnement.

Fait à

Fait à

Fait à

Le

Le

Le

Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg cedex

Laboratoire des sciences de
l'ingénieur, de l'informatique et
de l'imagerie
300 Bd Sébastien Brant
CS 10413
F-67412 Illkirch Graffenstaden
Cedex

Télécom Physique Strasbourg –
Université de Strasbourg
Pôle API
300 Bd Sébastien Brant
CS 10413 –
F 67400 Illkirch Graffenstaden

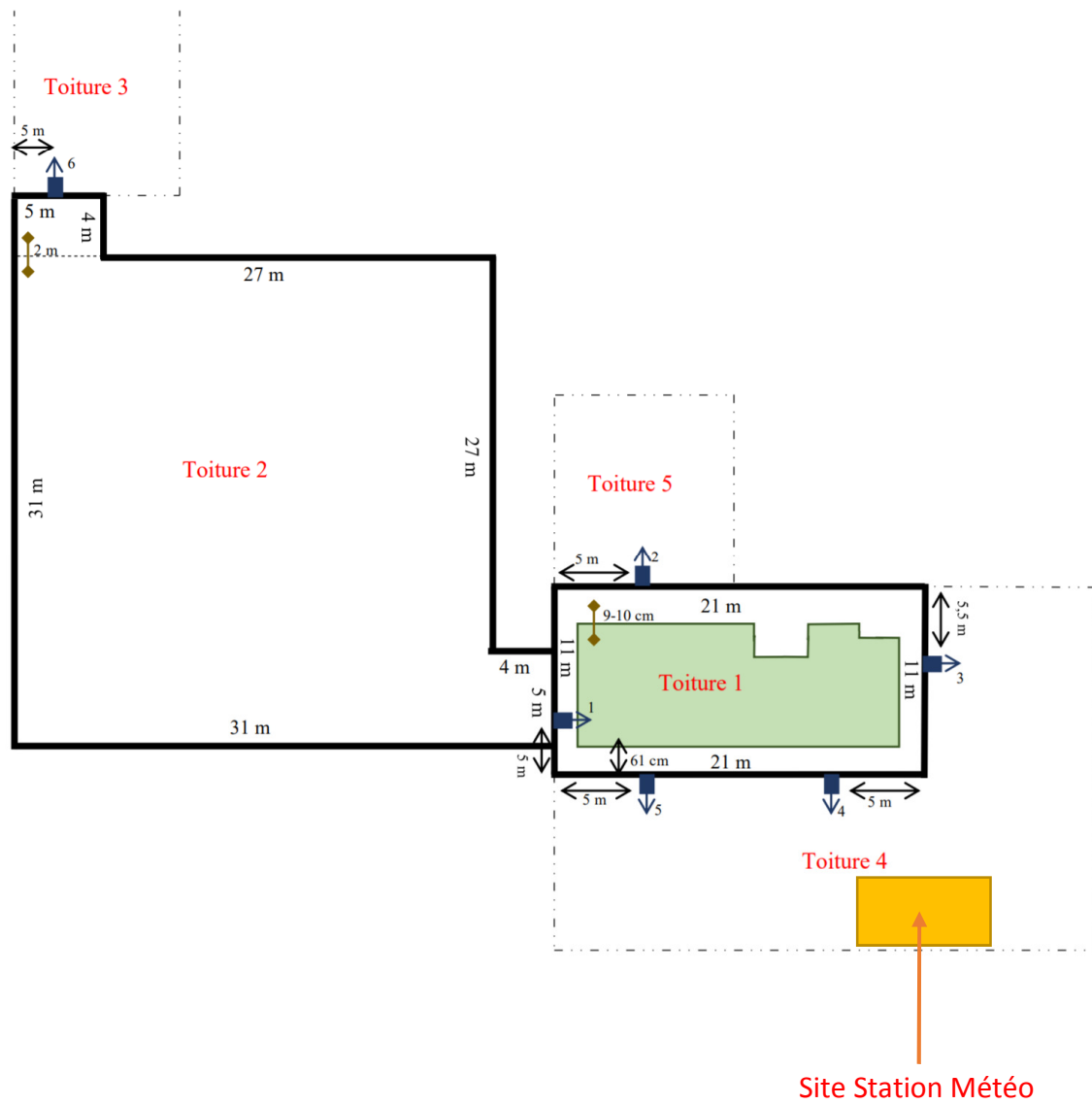
Représentée par
Robert HERRMANN
Président

Représenté par
Michel DE MATHELIN
Directeur

Représenté par
Christophe COLLET
Directeur

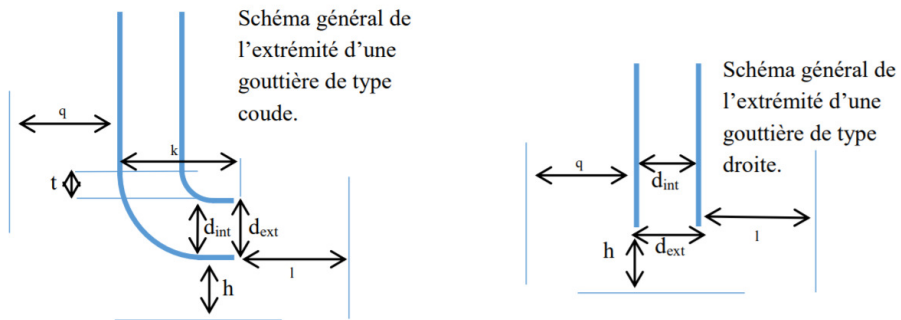
Annexe 1 :

Plan général des toitures



Annexe 2 :

Détails des gouttières

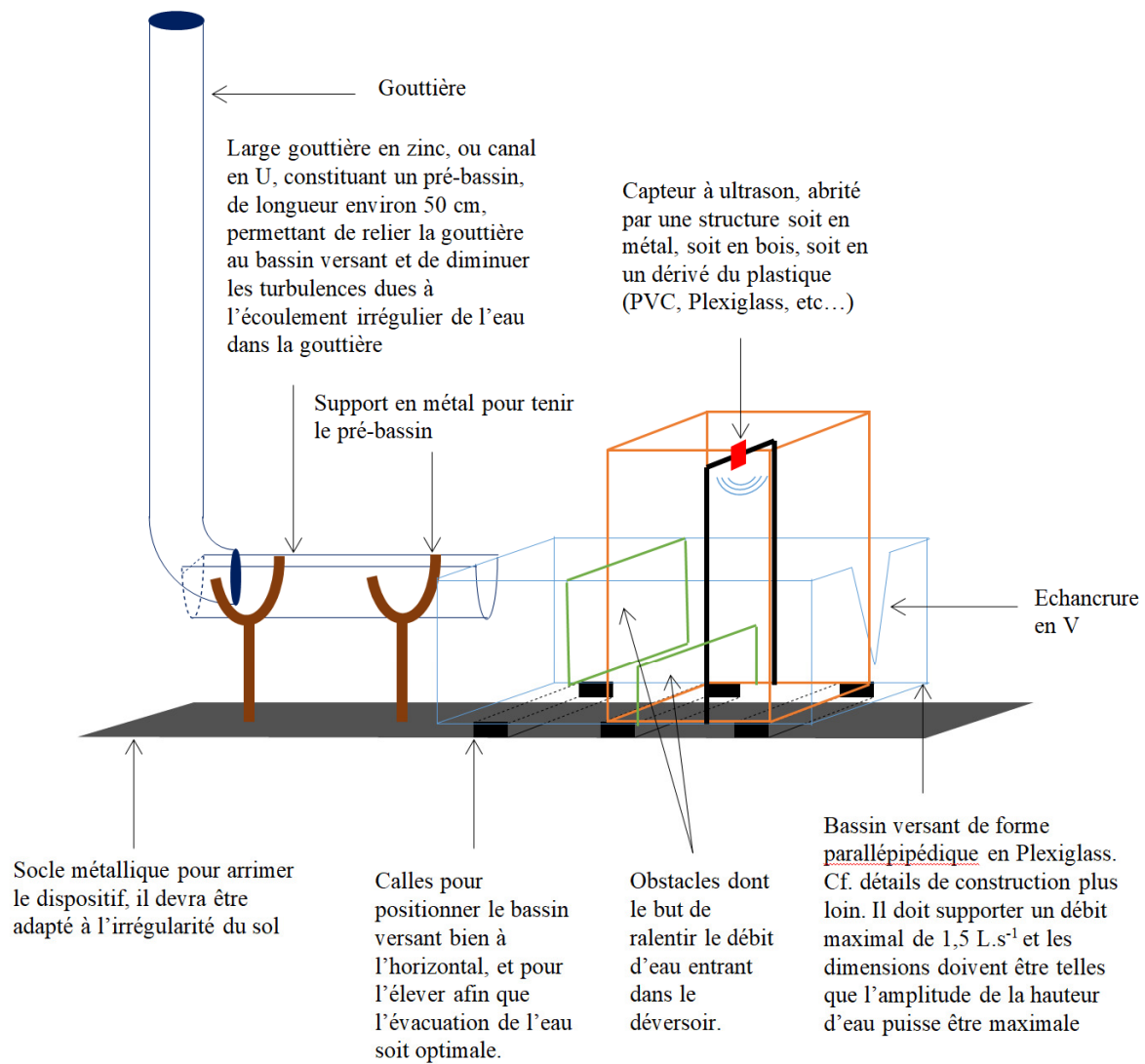


Numéro de la gouttière	d_{int}	d_{ext}	h	t	l	k	q
1	20	21	-	-	-	-	
2	15	16	19	-	65		25
3	15	16	8-10				
4	15	16	8-10				
5	15	16	8-10				
6	10	10,5					

L'évacuation n° 4 ne sera pas équipée car situé à proximité d'un paratonnerre .

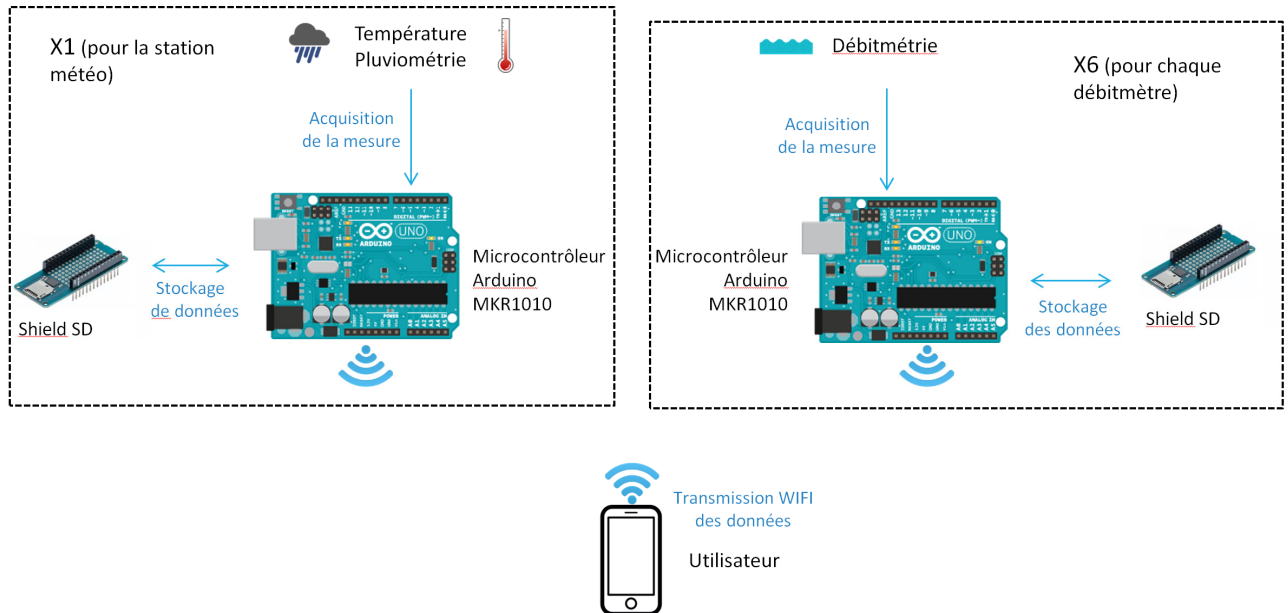
Annexe 3 :

Schéma général de la solution retenue pour le prototypage du bassin pour la mesure du débit.



Annexe 4 :

Schéma général de fonctionnement



Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Agriculture : programme d'actions 2019/2020 et conventions de financement.

Contexte

La Ville, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et l'Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace (OPABA) devenue au 1^{er} janvier 2019 « Bio en Grand Est » ont, par convention cadre du 15 octobre 2015, reconduit leur stratégie pluriannuelle pour la préservation et le développement de l'agriculture périurbaine actée en 2010. Cette stratégie se décompose en 3 axes :

- Axe 1 : la préservation des espaces agricoles, l'installation et le maintien des exploitations agricoles.
- Axe 2 : le développement d'un modèle d'agriculture locale durable (diversifiée et respectueuse de l'environnement) et de proximité (distribuée en circuits courts et de proximité) qui réponde aux attentes sociétales.
- Axe 3 : le rapprochement entre agriculteurs et citoyens et l'amélioration de la connaissance de l'agriculture.

Malgré les contraintes du territoire (pression foncière, taux important de doubles actifs, majorité de grandes cultures) et le temps nécessaire à l'évolution des mentalités et des pratiques, un certain nombre de projets, visant à consolider l'économie agricole et à inciter les agriculteurs à adapter leur système de production, ont été menés entre 2010 et 2018 :

- Le reclassement au PLU de plus de 850 ha en A ou N, pérennisant de fait l'activité agricole dans ces secteurs et l'élaboration d'un protocole d'accord définissant les modalités d'indemnisation des agriculteurs en cas d'emprise.
- La réalisation de plus de 250 diagnostics agricoles qui ont permis de compléter l'état des lieux et de sensibiliser les agriculteurs à la mise en œuvre de pratiques respectueuses des ressources et de la biodiversité.
- Le soutien aux projets de conversion à l'agriculture biologique (AB) et de diversification. Ainsi, 24 producteurs de l'Eurométropole ont été accompagnés dans la mise en œuvre de leur projet de diversification de production et commercialisation. De plus, entre 2010 et 2018, la surface agricole utile en AB est passée de 50 ha à 265 ha et le nombre d'agriculteurs AB a presque triplé.
- La négociation de clauses environnementales (pratique de l'agriculture bio, maintien de prairies, limitation d'intrants) appliquées à 18 contrats portant sur plus de 125 ha propriété de la Ville ou de l'Eurométropole.
- Le développement des circuits de proximité : au total, 231 producteurs du département, dont 53 de l'Eurométropole, alimentent 176 points de vente sur l'Eurométropole.

- L'utilisation du marché public d'approvisionnement des restaurants scolaires de la ville de Strasbourg pour plus de qualité et de proximité : près de 250 tonnes de produits bio consommées chaque année dont 65 % d'origine locale, des investissements réalisés par les producteurs bio locaux et la plateforme Solibio et des emplois consolidés sur les fermes.
- Un évènementiel annuel (quatre éditions de la Ferme en ville et cinq éditions du Tour des fermes) qui incite au changement de comportements alimentaires.

Programme d'actions 2019/2020

Dans le prolongement de ce travail, le programme d'actions proposé pour les années 2019 et 2020 comprend 14 actions ventilées suivant les 3 axes précédemment identifiés. Pour l'essentiel, il s'agit de :

- Axe 1 : assurer la bonne prise en compte de la dimension agricole dans les projets de planification et d'aménagement urbain ; chaque projet nécessite a minima d'en évaluer l'impact sur l'agriculture et d'envisager les modalités de compensation économique.
- Axe 2 : poursuivre l'accompagnement des producteurs dans le montage de leurs projets économiquement viables de diversification et de conversion à l'agriculture biologique et les inciter à recourir aux pratiques agricoles permettant de préserver les ressources naturelles (air, eau, biodiversité) ; faire aboutir les projets de valorisation agricole de chaleur de récupération autant que les projets de magasins de producteurs (Zone commerciale Nord et Manufacture des Tabacs) et relancer la réflexion portant sur l'éco-pâturage.
- Axe 3 : organiser en juin 2019 le 6^{ème} Tour des Fermes et renforcer la diffusion du message à destination des consommateurs : mangeons local !

Ce programme d'actions 2019/2020, validé par le Comité de pilotage agriculture lors de sa réunion le 24 janvier 2019, est soumis à l'approbation du Conseil municipal de Strasbourg et du Conseil de l'Eurométropole.

Conventions de financement

Pour assurer la mise en œuvre du programme d'actions 2019/2020 relevant de la stratégie agricole, il est nécessaire de prendre appui sur le réseau et les compétences techniques de la CAA et de Bio en Grand Est. Les conventions fixent les modalités du financement apporté par l'Eurométropole de Strasbourg à leur projet de fonctionnement, à savoir :

- une subvention de 131 136,00 € pour un prévisionnel de 680 jours-homme proposés par la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) pour décliner les actions programmées permettant d'atteindre les objectifs partagés,
- une subvention de 34 812 € pour un prévisionnel de 126 jours-homme proposés par Bio en grand Est pour ses actions de développement de l'agriculture biologique sur le territoire.

Les conventions d'objectifs correspondantes sont soumises à la délibération de la Commission permanente (Bureau).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

le programme détaillant les actions à mener pour la période 2019/2020 relatif à la stratégie de développement d'une agriculture locale durable et innovante entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture et Bio en Grand Est ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer le programme d'actions 2019/2020 relatif à la stratégie de développement d'une agriculture locale durable et innovante,*
- *à signer la convention financière 2019/2020 avec Bio en grand Est,*
- *à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;*

décide

sous réserve du vote du budget 2020 :

- *d'imputer la dépense 2020 en faveur de Bio en Grand Est, soit 17 406 €, sur la ligne budgétaire DU01R (étant précisé que les décisions relatives aux dépenses 2019 en faveur de Bio en Grand Est relèvent de la compétence de la Commission permanente(Bureau)).*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2019 - 2020

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Robert HERRMANN

et

- Bio en Grand Est, Association inscrite au répertoire SIREN sous le n°839 088 085, dont le siège est à 1 Espace Picardie – Avenue de l'Europe – LES PROVINCES 54520 LAXOU et représentée par son Président en exercice, Julien SCHARSCH

Vu,

- les articles L 1611-4 et L 5211-10 et L 5215-20-1 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la convention cadre 2015/2020 entre l'OPABA, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg portant sur le développement d'une agriculture locale durable et innovante, adoptée par le Conseil de l'Eurométropole le 20 mars 2015,
- le programme d'actions 2019/2020 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, adopté par le Conseil de l'Eurométropole le 3 mai 2019,
- la délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole du 3 mai visant la reconduction de la convention d'objectif et de financement au profit de Bio en Grand Est.

Préambule :

Prenant appui sur un capital foncier partiellement dédié à l'agriculture, la Ville et Strasbourg Eurométropole ont engagé une réflexion stratégique portant sur le développement d'une agriculture locale innovante et durable. Cette démarche associe fonction écologique (protection de la nappe phréatique et préservation de la biodiversité), économique (valorisation de la production locale dans le respect des intérêts économiques de la profession) et sociale (large accessibilité). Ainsi, l'objectif pour la collectivité est d'orienter l'agriculture périurbaine vers une production nourricière, respectueuse de l'environnement, et de la distribuer directement sur le bassin de consommation que représente l'agglomération de Strasbourg, ce par le biais de circuits courts (marchés, paniers, point de vente collectif). La collectivité vise l'exemplarité sur les terres dont elle est propriétaire.

L'élaboration de cette stratégie a été menée en étroite collaboration avec la Chambre d'Agriculture. Elle est formalisée par une convention pluriannuelle 2015/2020, assortie de plans d'actions, approuvés par l'OPABA devenue Bio en Grand Est, la Chambre d'Agriculture, la Ville et Strasbourg Eurométropole.

Les partenaires ont défini des objectifs partagés ambitieux mais néanmoins réalistes en matière de conversion à l'agriculture biologique sur le territoire de Strasbourg Eurométropole. En 2018, 19 entreprises agricoles de Strasbourg Eurométropole étaient engagées en agriculture biologique pour un total de 264.40 ha (soit 2.1% de la SAU totale comparé aux 7.5% en Alsace).

Au travers de l'axe 6 de la convention cadre portant sur le développement des conversions à l'agriculture biologique, les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour tendre vers les objectifs fixés au plan national et adaptés au territoire via le programme régional de développement de l'agriculture biologique 2014-2020, soit 10% de surface agricole utile en agriculture biologique en 2020. En effet, le nécessaire développement de la production biologique locale s'appuie sur le constat d'une croissance forte de la demande des ménages, correspondant à un marché global (ménages, restaurants, cantines, etc) de 8 Milliards d'Euros en 2017 (+ 16% par rapport à 2016).

De son côté, Bio en Grand Est a pour objet l'étude, la promotion et la défense des intérêts économiques, juridiques et moraux de la profession d'agrobiologistes dont elle assure la représentation. Peuvent adhérer à Bio en Grand Est les agriculteurs ou sociétés inscrits à la mutualité sociale agricole (MSA), ainsi que les transformateurs et distributeurs, ayant une activité en région et certifiés par un organisme agréé en agriculture biologique ou en conversion vers l'agriculture biologique. Bio en Grand Est n'a pas d'activité commerciale à but lucratif mais peut assurer des services moyennant une rémunération qui couvre les frais généraux. Ainsi, elle dispose de l'ingénierie et des compétences nécessaires pour accompagner individuellement les exploitants agricoles souhaitant développer un projet de conversion partielle ou totale :

- redéfinition du système de production et de commercialisation,
- diagnostic des freins et perspectives du passage en agriculture bio,
- identification des leviers d'action ciblés en fonction des typologies d'exploitations.

De même, elle peut accompagner d'autres opérateurs, les transformateurs et distributeurs vers la certification en bio, et l'approvisionnement en produits bio locaux.

Les précédentes conventions de financement établies entre 2010 et 2018 entre Strasbourg Eurométropole et l'OPABA ont permis de mettre en œuvre un certain nombre d'actions visant le développement de l'agriculture biologique sur son territoire. Il est proposé de poursuivre ce travail avec Bio en Grand Est.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

OBJET ET VIE DE LA CONVENTION

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les modalités d'intervention de Bio en Grand Est dans le cadre du programme d'action 2019/20, ce dans le prolongement du travail déjà entrepris depuis 2010 (alors avec l'OPABA), ainsi que les modalités du cofinancement correspondant alloué par Strasbourg Eurométropole.

Article 2 : Vie de la convention

La convention est établie pour une durée de deux ans. Elle prendra fin au plus tard 6 mois après expiration de l'exercice budgétaire 2020 de Bio en Grand Est. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le Président de Bio en Grand Est.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de financement pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole. Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, Bio en Grand Est devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de Strasbourg Eurométropole.

1^{ère} PARTIE : LES OBJECTIFS

Article 3 : Méthodologie d'accompagnement des projets de conversions à l'agriculture biologique proposée par Bio en Grand Est

Article 3-1 Amont : L'accompagnement des agriculteurs vers l'agriculture biologique

Le bilan des visites effectuées auprès des agriculteurs du territoire avait mis en évidence une importante méconnaissance de l'Agriculture Biologique. Dans le cadre d'une sensibilisation collective, Bio en Grand Est organise un ou deux événements par an du type :

- journées d'information sur des productions de diversification en agriculture biologique (volailles, ovins biologiques, etc) ;
- visites de fermes ouvertes biologiques et visites « en bout de parcelle » sur des aspects précis d'itinéraires techniques pratiqués en AB.

De même, Bio en Grand Est poursuit le travail d'accompagnement individualisé à la conversion en bio de 8 à 10 producteurs par an (visites, étude technico économique et étude de marché des projets de développement ou d'installation) ainsi que le travail d'accompagnement des projets de diversification bio portés par les agriculteurs déjà convertis voire, si l'opportunité se présente, celui des agriculteurs cédants, au moyen d'un support méthodologique, le diagnostic transmission. Cet accompagnement ciblera plus particulièrement les céréaliers, dans le prolongement de l'étude de faisabilité portant sur la création d'une filière de blé, farine et pain bio menée en 2018.

Article 3-2 Aval : La valorisation des productions bio alsaciennes sur la zone de chalandise de l'Eurométropole

L'organisation d'un système de distribution, basé sur les productions bio alsaciennes permet de consolider le marché et de préparer au mieux l'arrivée de nouveaux agriculteurs en productions végétales et animales. C'est pourquoi, en parallèle du travail à mener pour stimuler la production biologique, Bio en Grand Est assure la promotion des circuits de proximité sur le territoire de l'Eurométropole pour ce qui concerne le volet AB :

- communication sur les circuits de vente existants pour accroître leur notoriété et les volumes de produits bio locaux commercialisés
- référencement des produits bios alsaciens dans les magasins bio et les GMS de l'Eurométropole via la marque Alsace Terre de Bio
- développement de l'offre bio locale en restauration collective
- valorisation de l'agriculture biologique auprès des habitants de l'Eurométropole : organisation ou contribution à des événements (Printemps bio, Manger bio et local, Marché de Noël off, Tour des Fermes...)

Bio en Grand Est propose aussi de saisir les opportunités permettant de développer les circuits de proximité :

- accompagner la certification d'artisans-commerçants pour faciliter la présence d'une offre bio hors circuits exclusif bio,
- envisager des formules de paniers bio solidaires, des systèmes d'achats groupés, de bons alimentaires bio ou des magasins d'agriculteurs (Projet L.a.b),
- augmenter le taux de pénétration des produits bio locaux (et notamment le pain) en restauration d'entreprise et restauration scolaire.

Article 4 : Participation technique de Strasbourg Eurométropole

Les services de Strasbourg Eurométropole développent des relations directes avec les agriculteurs du territoire, notamment dans le cadre de la gestion des contrats (conventions précaires ou baux ruraux) prévoyant l'exploitation des terres dont la collectivité est propriétaire.

Afin de consolider ce relationnel et d'optimiser l'action de la collectivité, il est prévu qu'un agent de Strasbourg Eurométropole puisse participer au déroulement de certains diagnostics. Sa présence est particulièrement souhaitée lors des diagnostics concernant :

- les agriculteurs actifs dans le périmètre de la Robertsau et des champs captants
- les agriculteurs identifiés par Strasbourg Eurométropole comme porteurs de projets spécifiques, susceptibles de nécessiter un appui renforcé de la collectivité.

Bio en Grand Est veillera à informer Strasbourg Eurométropole de l'identité des agriculteurs sollicitant un accompagnement ainsi que de la date prévisionnelle de son intervention afin de permettre à la collectivité d'évaluer l'intérêt d'y participer.

2^{ème} PARTIE : LES MOYENS

Article 5 : Ressources humaines de Bio en Grand Est

Pour la réalisation de l'ensemble de ces missions en 2019 et 2020, Bio en Grand Est propose de mobiliser ses ressources humaines à hauteur de 126 jours-homme ventilés de manière suivante :

- Sensibilisation individuelle et collective à l'agriculture biologique à destination des agriculteurs et accompagnement des projets de conversion : 40 jours
- Accompagnement de transmissions de fermes : 2 jours
- Accompagnement des projets individuels ou collectifs de diversification bio auprès des agriculteurs biologiques : 6 jours
- Pérennisation des circuits de vente existants pour les produits biologiques : 16 jours
- Mise en place de nouveaux circuits de vente pour les produits biologiques : 32 jours
- Valorisation de l'agriculture biologique et des agriculteurs biologiques auprès des habitants : 30 jours

Article 6 : Budget prévisionnel de l'opération

Le budget prévisionnel 2019 de Bio en Grand Est s'élève à 1 986 784 €.

Pour les années 2019 et 2020, le budget prévisionnel affecté aux missions décrites dans la présente convention est évalué à 47 360 €

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charge de personnel et de structure	45 360 €	Autofinancement	12 548 €
Frais directs (déplacements, supports de communication dédiés)	2 000 €	Strasbourg Eurométropole	34 812 €
TOTAL	47 360 €	TOTAL	47 360 €

Le cas échéant, Bio en Grand Est s'engage à informer la collectivité, des modifications substantielles apportées à ce budget prévisionnel, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet. Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 9 de la présente convention.

Article 7 : Participation financière de Strasbourg Eurométropole

Dans le prolongement des précédentes conventions Strasbourg Eurométropole reconduit le financement au profit de Bio en Grand Est pour un montant de 34 812 € sur deux ans, soit **17 406 € pour 2019 et 17 406 € pour 2020**.

Article 8 : Modalités de versement

Un acompte de 50 % du montant total, soit 17 406 € pourra être versé à Bio en Grand Est dès signature de la convention, sur simple demande de versement écrite.

Le solde de la subvention, soit 17 406 €, sera versé à mi parcours sur production des éléments suivants :

- une demande de versement,
- le bilan et compte de résultat 2018 de Bio en Grand Est certifié exact par son représentant légal et comptable, ou le cas échéant par son commissaire aux comptes,
- le bilan qualitatif des actions menées justifiant du nombre de jour/homme consacrés à chacune d'elles en 2019,
- les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement).

A l'issue du programme 2019/2020, Bio en Grand Est s'engage à transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la fin du programme, les éléments suivants :

- le bilan et compte de résultat 2020 de Bio en Grand Est certifié exact par son représentant légal et comptable, ou le cas échéant par son commissaire aux comptes,
- le bilan qualitatif des actions menées justifiant du nombre de jour/homme consacrés à chacune d'elles en 2020,
- les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement).

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de Strasbourg Eurométropole– CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex. La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° 42559 10000 08002538089 60 au nom de « CGA DE LORRAINE - BIO EN GRAND EST – EX CGA », auprès du Crédit Coopératif de Nancy.

3^{ème} PARTIE : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

Article 9 : Suivi de l'action

Un comité technique de suivi de ce travail de sensibilisation et d'analyse sera mis en place. Il aura notamment pour vocation de valider la méthodologie au départ du programme. Il sera composé de Strasbourg Eurométropole, des partenaires techniques (CAA et Bio en Grand Est) et de tous autres partenaires susceptibles de contribuer financièrement ou techniquement aux actions envisagées.

Le suivi et l'orientation politique de ce programme est réalisé par le comité de pilotage dont Bio en Grand Est est membre. Il est composé de représentants de l'Eurométropole et de représentants du milieu agricole.

Article 10 : Evaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par Bio en Grand Est durant toute la durée de la convention et conditionne le versement du solde de la subvention, tel que prévu à l'article 8.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée selon les modalités prévues à l'article 2. Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4^{ème} PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : Engagements de Bio en Grand Est

En signant la présente convention, Bio en Grand Est s'engage à :

- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social et à la présente convention d'objectifs ;
- Fournir à Strasbourg Eurométropole dans les quatre mois suivant la clôture des exercices 2019 et 2020 le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment le bilan, compte de résultat et l'annexe certifiés conformes par le président, accompagnés du rapport du commissaire aux comptes ;
- De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- Informer Strasbourg Eurométropole sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 12 : Non-respect des engagements de Bio en Grand Est

Le non respect total ou partiel par Bio en Grand Est de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de Strasbourg Eurométropole,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par Bio en Grand Est.
- la résiliation de la présente convention après mise en demeure préalable par envoi recommandé avec accusé de réception.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de Bio en Grand Est et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 13 : Garantie de confidentialité

Strasbourg Eurométropole s'engage à ne pas divulguer à des tiers les informations nominatives que Bio en Grand Est aurait collectées au cours des diagnostics individuels et transmises pour justifier de la réalisation de ces diagnostics.

En revanche, Strasbourg Eurométropole pourra s'appuyer sur ces informations notamment dans le cadre de la réflexion portant sur la transformation des conventions précaires en baux à ferme. En effet, cette transformation est conditionnée soit à la conversion en agriculture biologique, soit à la diversification des cultures qui s'accompagnerait de pratiques respectueuses de l'environnement.

Article 14 : Communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de Bio en Grand Est dans toutes ses actions de communication en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants...) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 15 : Responsabilité

Bio en Grand Est conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 16 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 17 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par Bio en Grand Est d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par Bio en Grand Est, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1^{er} paragraphe de cet article.

Article 18 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 2019

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Président

Robert HERRMANN

Pour Bio en Grand Est
Le Président

Julien SCHARSCH

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2019 - 2020

Entre :

- Strasbourg Eurométropole, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Robert HERRMANN

et

- la Chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA), dont le siège est situé au 2 rue de Rome 67309 SCHILTIGHEIM, et le SIRET 130 018 153 00010 représentée par son Président Denis RAMSPACHER.

Vu,

- les articles L1611-4 et L 5211-10 et L5215-20-1 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la convention cadre 2015/2020 entre l'Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace (OPABA) devenue Bio en Grand Est au 1/1/19, la Chambre d'agriculture, la ville et la Strasbourg Eurométropole portant sur le développement d'une agriculture locale durable et innovante, adoptée par le Conseil de l'Eurométropole le 20 mars 2015
- le programme d'actions 2019/2020 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture d'Alsace, la Ville et Strasbourg Eurométropole, adopté par le Conseil de l'Eurométropole le 3 mai 2019
- la délibération de la Commission Permanente de l'Eurométropole du 3 mai 2019 visant la reconduction de la convention d'objectifs et de financement au profit de la Chambre d'Agriculture d'Alsace

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Préambule :

Par une convention cadre pluriannuelle initiée dès 2010, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg, l'OPABA (devenue Bio en Grand Est au 1^{er} janvier 2019) et la CAA ont défini ensemble une stratégie qui vise à pérenniser l'agriculture périurbaine et à l'orienter autant que possible vers une production nourricière, respectueuse de l'environnement, pour la distribuer directement sur le territoire de Strasbourg Eurométropole. Cette convention cadre est assortie de plans d'actions biennaux, approuvés par chacun des partenaires, ainsi que de conventions d'objectifs et de financement conclues par l'Eurométropole avec la CAA d'une part et l'OPABA d'autre part. La présente convention conclue avec la CAA porte sur l'attribution des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions du programme 2019/2020.

OBJET ET VIE DE LA CONVENTION

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du financement apporté par l'Eurométropole de Strasbourg à la Chambre d'Agriculture pour la réalisation des actions définies dans le cadre du programme 2019/2020. Ce programme s'étend sur une durée de 24 mois, soit du 1/1/2019 au 31/12/2020.

Article 2 : Vie de la convention

La convention est établie pour une durée de deux ans. Elle prendra fin au plus tard 6 mois après expiration de l'exercice budgétaire 2020 de la CAA. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le Président de la CAA.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de financement pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole. Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, la CAA devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de Strasbourg Eurométropole.

1^{ère} PARTIE : LES OBJECTIFS

Article 3 : Identification des actions mises en œuvre par la CAA éligibles au co-financement de Strasbourg Eurométropole

Action 1 : PLU

- contribuer aux modifications et révisions du PLU : recenser les bâtiments agricoles et les projets de développement et identifier les enjeux agricoles

Actions 2 et 3 : gestion du foncier agricole de la collectivité

- éclairer les décisions de gestion du foncier et d'attribution de terres libres de la collectivité

Action 4 : prendre en compte la dimension agricole dans les projets et aménagements urbains

- réaliser les diagnostics agricoles des périmètres d'étude des projets urbains pour évaluer leur impact sur les entreprises agricoles et toute étude nécessaire à la mise en œuvre des projets
- aider à la mise en place d'aménagements urbains et de voiries tenant compte des contraintes de déplacements des engins agricoles
- établir le montant des indemnités des entreprises agricoles en cas d'emprise
- accompagner la construction des projets agricoles : agriculture urbaine intégrée au projet d'habitat, gestion des espaces verts par l'agriculture,
- accompagner les communes dans les réflexions d'aménagement foncier afin d'appuyer la pérennisation des entreprises agricoles et de veiller à la préservation des éléments de paysage favorable à l'environnement

Action 5-6 : développer les circuits courts et de proximité

- accompagner les projets de magasins de producteurs
- mettre à jour les documents de communication et renforcer la diffusion du message à destination des consommateurs : mangeons local

Action 7 : susciter et encourager les projets de diversification des exploitations

- accompagner les agriculteurs à la mise en œuvre de leurs projets : études, accompagnement individualisé ou formations
- accompagner les projets de transmission d'entreprise ou d'installation de JA

Action 8 : développer des pratiques d'éco-pâturage

- appuyer la construction du projet : adapter les moyens aux objectifs environnementaux de la collectivité, aider à l'identification des agriculteurs partenaires et les accompagner dans la mise en œuvre des pratiques

Action 9 : accompagner la collectivité sur le volet agricole dans la création du champ captant de Plobsheim

- faciliter la concertation avec les agriculteurs exploitant des terres dans le périmètre de l'aire d'alimentation du captage
- accompagner la mise en place des actions, notamment celles retenues par l'Agence de l'Eau et la Région Grand Est dans le cadre de l'AMI portant sur le soutien aux filières favorables à la protection de la ressource en eau
- contribuer à la définition et mise en place des mesures compensatoires

Action 10 : qualité de l'air

- mettre en œuvre les actions agricoles contribuant au programme « Strasbourg, ville et Eurométropole respirable en 5 ans » : diagnostics d'entreprises, sensibilisation, formation et accompagnement

Action 11 : concilier la mise en place de la trame verte et bleue avec les activités agricoles et la lutte contre l'érosion et les coulées de boues

- définir des méthodes concertées pour concilier les activités économiques agricoles avec la trame verte et bleue, afin de préserver la biodiversité et la qualité de la nappe phréatique
- Accompagner la mise en place de dispositifs de prévention et de lutte contre les coulées de boues et travailler les assolements concertés après diagnostic et concertation

Action 12 : valoriser la chaleur de récupération

- appuyer la définition des projets de valorisation agricole et leur mise en oeuvre

Action 13 : connaître l'agriculture

- mettre à jour la base de données des bâtiments et exploitations agricoles et exploiter l'ensemble des données
- faire le lien entre les ilots PAC et les bâtiments agricoles

Action 13 : organiser un évènementiel annuel

- mobiliser les partenaires institutionnels et professionnels et organiser l'évènement Tour des Fermes
- organiser, avec le concours de l'APCA, la rencontre nationale des conseillers de chambres d'agricultures en charge des questions foncières

Article 4 : Participation technique de Strasbourg Eurométropole

Les services de Strasbourg Eurométropole développent des relations directes avec les agriculteurs du territoire, notamment dans le cadre de la gestion des contrats (conventions précaires ou baux ruraux) prévoyant l'exploitation des terres dont la collectivité est propriétaire. Afin de consolider ce relationnel et d'optimiser l'action de la collectivité, il est prévu qu'un agent de Strasbourg Eurométropole participe au déroulement des accompagnements, principalement ceux concernant :

- les agriculteurs actifs dans le périmètre de la Robertsau, du PNU et des champs captants,
- les agriculteurs identifiés par Strasbourg Eurométropole comme porteurs de projets spécifiques susceptibles de nécessiter un appui renforcé de la collectivité,
- les agriculteurs de plus de 55 ans, locataires de la collectivité.

La Chambre d'Agriculture veillera à informer Strasbourg Eurométropole de l'identité des agriculteurs sollicitant un accompagnement ainsi que de la date prévisionnelle de son intervention afin de permettre à la collectivité d'évaluer l'intérêt d'y participer.

De même, hors gestion courante des conventions précaires et baux ruraux, Strasbourg Eurométropole avisera la Chambre d'Agriculture des contacts pris avec les exploitants.

2^{ème} PARTIE : LES MOYENS

Article 4 : Participation financière de Strasbourg Eurométropole

Le budget prévisionnel estimé nécessaire à la réalisation des actions visées à l'article 2 sur la période 2019/2020 s'élève à 244 800 €, dont 131 136 € cofinancés par l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour permettre d'optimiser le suivi budgétaire de ces actions par les partenaires, ces budgets ont été construits à partir du nombre de jours-homme fléchés sur chacune des actions. L'annexe 1 détaille ces budgets prévisionnels et la proposition de planification correspondante (en jours-homme).

Il en résulte que la subvention de Strasbourg Eurométropole s'élève à

- **65 568 € pour 2019**
- **65 568 € pour 2020.**

Article 5 : Modalités de versement

Un acompte de 50 % de 131 136 €, soit 65 568 €, pourra être versé à la Chambre d'Agriculture dès signature de la convention, sur simple demande de versement écrite.

Le solde de la subvention, soit 65 568 €, sera versée à mi-parcours sur production des éléments suivants :

- une demande de versement,
- les comptes certifiés 2018 de la Chambre d'Agriculture,
- le bilan qualitatif des actions menées indiquant le nombre de jours/homme consacrés à chacune d'elles en 2019 et tous éléments utiles à l'évaluation des actions.

A l'issue du programme 2019/2020, la Chambre d'Agriculture s'engage à transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la fin du programme, les éléments suivants :

- les comptes certifiés 2019 de la Chambre d'Agriculture,
- le bilan qualitatif des actions menées indiquant le nombre de jours/homme consacrés à chacune d'elles en 2020 et tous éléments utiles à l'évaluation des actions.

En fonction de l'avancement des actions, la Chambre d'Agriculture transmettra en outre des éléments complémentaires :

- **Action 4, projets urbains** : les diagnostics des périmètres de projets urbains et le calcul des indemnités d'éviction
- **Action 7, diversification agricole** : les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement)
- **Action 10, qualité de l'air** : la fiche synthétique descriptive des entreprises agricoles diagnostiquées et le rapport de synthèse descriptif des pratiques en cours et des propositions d'actions ; la transmission de ces documents conditionne le versement d'une part de 5 043 € de la subvention
- **Action 13, connaissance de l'agriculture** : le fichier de mise à jour de la base de donnée
- **Action 14, évènementiel** : le bilan qualitatif et financier après enquête menée auprès des partenaires de l'évènement.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° 10071 67000 00001006302 03 au nom de la Chambre d'agriculture d'Alsace, auprès du Trésor Public de Strasbourg.

3^{ème} PARTIE : SUIVI ET EVALUATION

Article 6 : Suivi

Le suivi et l'orientation politique de la stratégie de développement d'une agriculture locale durable et innovante est réalisé par le comité de pilotage mis en place dans le cadre du partenariat Ville/ Strasbourg Eurométropole /Chambre d'Agriculture/Bio en Grand Est.

Au plan technique, un groupe de travail sera mis en place pour chacune des actions du programme 2019/2020. Il sera composé a minima des agents de Strasbourg Eurométropole et de la Chambre d'agriculture intéressés par l'action considérée ainsi que de tout autre partenaire susceptible de contribuer financièrement ou techniquement à l'action. L'organisation du travail et la fréquence des réunions seront déterminées par chaque comité technique.

Article 7 : Evaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par la CAA durant toute la durée de la convention et conditionne toute nouvelle demande de financement. Ainsi, au terme de la présente convention, une nouvelle convention pourra être proposée selon les modalités prévues à l'article 2. Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi et de pilotage de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4^{ème} PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8 : Garantie de confidentialité

Strasbourg Eurométropole s'engage à ne pas divulguer à des tiers les informations nominatives que la Chambre d'Agriculture aurait collectées au cours des accompagnements individuels et transmises pour justifier de leur réalisation, ni celles collectées et mises à disposition dans le cadre de l'observatoire.

En revanche, Strasbourg Eurométropole s'appuiera sur ces informations pour envisager la transformation des conventions précaires en baux à ferme, celle-ci étant conditionnée soit à la conversion en agriculture biologique, soit à la diversification des cultures qui s'accompagnerait de pratiques respectueuses de l'environnement

Article 9 : Engagements de la Chambre d'Agriculture

En signant la présente convention, la Chambre d'Agriculture s'engage à :

- Mobiliser l'ensemble des compétences nécessaires dont elle dispose (techniques, juridiques, réglementaires...) pour apporter son expertise à Strasbourg Eurométropole et faciliter la mise en œuvre de la stratégie définie d'un commun accord ;
- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social et à la présente convention financière ;
- Fournir, à Strasbourg Eurométropole, dans les quatre mois suivant la clôture des exercices budgétaires 2019 et 2020 :
 - les comptes financiers approuvés et certifiés, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et les annexes,
 - le rapport du commissaire aux comptes,
 - le bilan des actions menées dans le cadre du programme d'actions 2019/2020 défini avec Strasbourg Eurométropole et faisant l'objet du présent financement ;
- Informer Strasbourg Eurométropole sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements notable dans son administration, direction, statuts ou activités susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention ;
- Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 10 : Non-respect des engagements de la Chambre d'Agriculture

Le non respect total ou partiel par la Chambre d'Agriculture de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de Strasbourg Eurométropole,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de participation financière ultérieurement présentées par la Chambre d'Agriculture,
- la résiliation de la présente convention après mise en demeure préalable par envoi recommandé avec accusé de réception.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire et en cas de non-réalisation ou de report des projets subventionnés, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 11 : Communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de la CAA dans toutes ses actions de communication en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants...) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : Responsabilité

La CAA conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par la CAA d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par la CAA, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1^{er} paragraphe de cet article.

Article 15 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de pilotage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

2019

Pour Strasbourg Eurométropole

Le Président

Robert HERRMANN

Pour la Chambre d'Agriculture d'Alsace

Le Président

Denis RAMSPACER

ANNEXE 1 : Suivi budgétaire du plan d'actions

Indépendamment des critères d'évaluation éventuellement déclinés par ailleurs et pour faire le lien entre moyens humains fléchés sur les actions et le budget prévisionnel correspondant, les partenaires adoptent l'unité de mesure suivante :

- 1 ETP sur 1 an équivaut à 225 jours de travail
- 1 ETP représente un coût annuel estimé à 60 525 €
- soit un coût journalier de 269 € par jour-homme
- la subvention de Strasbourg Eurométropole s'élève à 60 525 € pour un prévisionnel de 225 jours-homme sur un total d'environ 340 jours-homme affectés par la Chambre d'Agriculture au cours d'une année.

Pour tenir compte des réalisations passées, le nombre et la ventilation des jours-homme en 2019 et 2020 est convenue de manière suivante :

Axe	Actions	Prévision 2019 CAA j/h	Financement 2019 EmS j/h	Prévision 2020 CAA j/h	Financement 2020 EmS j/h
Transversalité	Animation du partenariat	6	0	14	0
Pérennisation des terres agricoles	Action 1 : PLU et suivi des PC	20	4	20	4
	Actions 2 et 3 : gestion du foncier	6	6	6	6
	Action 4 : projets urbains	90	45	70	35
Développer un modèle d'agriculture locale durable	Action 5 : Nouvelle Douane	15	15	8	8
	Action 5-6 : circuits courts	50	50	25	25
	Action 7 : diversification agricole	45	36	45	36
	Action 7 : agro-parc ZCN	20	2	10	1
	Action 8 : éco-pâturage	2	2	2	2
	Action 9 : champ captant - compensations	5	2	5	2
	Action 10 : qualité de l'air	15.5	15.5	70	70
	Action 11 : trame verte et bleue	18	18	8	8
	Action 12 : chaleur de récupération	3	1.5	1	0.5
Renforcer le lien	Action 13 : connaissance de l'agriculture	2	1	1	0.5
	Action 14 : évènementiel	45	27	45	27
TOTAL		342,5	225	330	225

Le nombre de jours/hommes affectés par la Chambre d'Agriculture à chacune des actions est un prévisionnel. Il pourra faire l'objet d'un ajustement tout au long du programme en fonction des priorités et orientations définies par les partenaires.

Pour l'action 9 « champ captant » une convention complémentaire sera établie courant 2019 permettant de définir le nombre de jours nécessaire à sa mise en œuvre et le financement correspondant.

L'action 10 « qualité de l'air » vise à expérimenter une agro-écologie urbaine respectueuse de la qualité de l'air. Elle s'inscrit dans le cadre de la convention conclue entre l'Eurométropole et l'Etat « ville respirable ». Pour l'année 2019, la réalisation effective des 15.5 jours prévisionnels affectés à l'action 10 donneront droit à un versement de 5 043 € complémentaire à la subvention due au titre de la réalisation des 340 jours sur l'année. Ce montant est inclus dans la subvention de 65 568 € prévue pour 2019. Pour l'années 2020, la réalisation effective des 70 jours prévisionnels affectés à l'action 10 donneront droit à un versement de 5 043 € complémentaire à la subvention due au titre de la réalisation des 340 jours sur l'année. Ce montant est inclus dans la subvention de 65 568 € prévue pour 2020.

Convention de partenariat

Entre

**la Ville de Strasbourg,
l'Eurométropole de Strasbourg,
la Chambre d'Agriculture d'Alsace
et**

**l'Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique
en Alsace**

Programme d'actions 2019 / 2020

La ville de Strasbourg (Ville), l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et l'Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace (OPABA) poursuivent ensemble une stratégie de développement d'une agriculture locale innovante visant à trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre les trois enjeux du développement durable (économique, environnemental et social).

La stratégie proposée par les partenaires et mise en œuvre depuis 2010 se décline en 4 axes contenant chacun plusieurs actions :

- Préserver les espaces agricoles et maintenir des exploitations agricoles,
- Développer un modèle d'agriculture locale et durable : circuits courts et de proximité
- Développer un modèle d'agriculture locale et durable : une production diversifiée, de qualité, respectueuse de l'environnement et de proximité
- Renforcer le lien entre le monde agricole et l'ensemble de ses interlocuteurs, qu'ils soient institutionnels ou personnes privées.

Les partenaires conviennent de prioriser leur travail au moyen de plans d'actions définissant le pilote et la méthode de mise en œuvre de chaque action ainsi que les moyens qui y sont consacrés. Le plan d'actions 2019/2020 s'inscrit dans la continuité du travail engagé depuis 2010.

ACTION 1 : Prendre en compte la dimension agricole dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLU)

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA

Objectifs :

- Déterminer la limite urbaine en fonction des projets urbains en cours ou à venir.
- Identifier les zones agricoles ayant vocation à être pérennisées.
- Assurer le fonctionnement et les possibilités de développement des entreprises agricoles.
- Concilier le développement des entreprises agricoles avec les enjeux environnementaux.

Méthode :

2010 Concertation avec les communes portant notamment sur la vocation des terres agricoles et visant à déterminer un projet de territoire pour l'agglomération dans le cadre des réflexions portant sur les schémas de développement locaux.

2011 Délibération prescrivant l'élaboration du PLU.

2012 Projet d'aménagement et développement durable (PADD) : concertation avec le milieu agricole portant sur les orientations générales du PLU, suivie du débat en Conseil.

2013 Finalisation du recensement des projets de développement des entreprises agricoles par la CAA (consultation des délégués communaux et de chacun des agriculteurs) et définition des zones agricoles pérennes et des zones de constructibilité agricole en lien avec les communes.

2014 Finalisation des zones de constructibilité agricole

Travail sur le règlement écrit et les Orientations d'Aménagement pour traduire les orientations du PADD

Réunions territorialisées avec les communes et validation du zonage et règlement par chaque commune.

Réunion d'échange entre les maires et la CAA

2015 Concertation avec le milieu agricole portant sur la traduction réglementaire de la préservation du foncier agricole, constructibilité agricole, compatibilité entre TVB et activité agricole

Arrêt du PLU

2016 Consultation des personnes publiques associées, enquête publique et approbation du PLU le 16/12/2016

2017/2018 : Révision du PLU pour intégration des 5 communes des Châteaux, définition des zones agricoles constructibles

2019/2020 : suivi des procédures d'évolution du PLU sur les questions agricoles

Indicateurs :

- Superficies agricoles consommées
- Surfaces protégées et, parmi elles, surfaces reclassées en A ou N
- Densité des zones urbaines
- Nombre de réunions organisées avec les communes et les agriculteurs

ACTION 2 : Pérenniser les contrats de location en baux ruraux à clauses environnementales liant les exploitations et la collectivité sur les secteurs où le maintien des espaces agricoles est garanti à moyen et long termes

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaires : CAA

Méthode :

- Identifier les parcelles Strasbourg Eurométropole et Ville au sein des zones agricoles pérennes préalablement déterminées (PLU).
- Recenser les locataires de ces parcelles et la nature des contrats.
- Mener une enquête auprès d'eux pour connaître notamment le type de cultures, les surfaces cultivées, les pratiques culturales.
- Négocier leur adhésion au projet d'agriculture locale durable et innovante proposé par les partenaires en les incitant soit :

- à diversifier leurs productions au profit des cultures et de l'élevage directement utiles à l'alimentation domestique ;
- à améliorer leurs pratiques vis-à-vis de l'environnement ;
- à convertir totalement ou partiellement leur exploitation à l'agriculture biologique.
- Elaborer les contrats de bail à ferme comportant les clauses environnementales négociées.
- Eteindre les conventions précaires et mettre en place les baux à ferme avec chaque exploitant adhérent au projet proposé.

Indicateurs :

- Evolution des surfaces et du nombre de parcelles ayant fait l'objet d'une transformation des conventions d'occupation précaire en baux à ferme.
- Surfaces et nombre de baux ruraux à clauses environnementales mis en place.

ACTION 3 : Définir ensemble l'orientation des terres agricoles libres, propriété de Strasbourg Eurométropole et de la ville de Strasbourg.

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaires : CAA

Méthode :

2011 Un dossier de candidature a été élaboré et les critères d'attribution ont été définis:

- installation de jeunes agriculteurs et consolidation des exploitations locales,
- conversion à l'agriculture biologique et/ou développement de l'agriculture de proximité,
- compensation foncière.

Depuis, en cas de libération des terres, la collectivité

- lance un appel à candidature, relayé par les délégués communaux des secteurs concernés ; si la surface est suffisante pour envisager une installation, elle définit au préalable un cahier des charges descriptif du projet souhaité.
- organise l'échange d'informations avec la Commission Départementale d'Orientation Agricole via la Direction départementale des territoires,
- recueille l'avis de la CAA, de l'OPABA et de la commune d'implantation du terrain libre sur chacune des candidatures,
- enfin, sur la base des critères précédemment définis, elle attribue les terres libres. La mise en place de baux ruraux à clauses environnementales est systématique dès lors que l'attribution de terre ne vise pas la compensation surfacique et qu'elles sont situées en secteur pérenne au PLU.

Indicateurs :

- Nombre de dossier traités.
- Surfaces concernées en fonction des critères d'attribution.
- Surfaces et nombre de baux ruraux à clauses environnementales mis en place.

ACTION 4 : Prendre en compte la dimension agricole dans les projets et aménagements urbains

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaires : CAA

Méthode :

1. **Dans le cadre des projets et aménagements urbains d'habitat, de zones d'activités économiques, d'infrastructures de déplacement**, une approche concertée est développée entre la collectivité et la CAA depuis 2011 :
 - réaliser un diagnostic agricole des périmètres d'étude pour évaluer l'impact des projets sur les entreprises agricoles et l'économie agricole ;
 - réaliser les études ERC (éviter, réduire, compenser) ;
 - réaliser les études préalables d'aménagement foncier (VLIO) ;
 - informer les agriculteurs concernés par les emprises ;

- évaluer les possibilités de compensations économiques : attribution de terres libres, indemnisation et accompagnement au redéploiement selon les principes directeurs déterminés dans le cadre du protocole d'accord (signé le 9 juin 2016), aménagement foncier, restructuration économique ;
- bâtir en partenariat les mesures de compensations environnementales (hamster, zones humides...) ;
- prendre en compte l'agriculture au titre des activités économiques à développer sur le site (agriculture urbaine intégrée au projet d'habitat, gestion des espaces verts par l'agriculture, ...).

Mise en application de l'approche concertée sur chacun des dossiers en cours.

2. Dans le cadre des aménagements de voirie

Consultation de la CAA quant aux projets d'aménagement de voirie sous maîtrise d'ouvrage et/ou d'œuvre de Strasbourg Eurométropole.

Identification par la CAA des freins à la bonne circulation des engins agricoles préfigurant un guide des aménagements adaptés.

3. Dans le cadre des aménagements fonciers :

Les partenaires accompagnent les communes dans leurs réflexions portant sur l'aménagement foncier afin d'appuyer la pérennisation des entreprises agricoles et de veiller à la préservation des éléments de paysage favorables à la biodiversité, la qualité de l'eau et la prévention des coulées de boues.

2017-2020 : Des aménagements fonciers sont en cours sur les communes Geispolsheim, Fegersheim et Lipsheim (Rocade Sud) ainsi que sur Lampertheim, Vendenheim, Reichstett pour partie, Eckwersheim, Breuchwickersheim Achenheim pour partie et Kolbsheim (Contournement autoroutier de Strasbourg).

Indicateurs :

- Nombre de réunions de concertation et de diagnostics agricoles réalisés
- Guide des aménagements

DEVELOPPER UN MODELE D'AGRICULTURE LOCALE DURABLE : CIRCUITS COURTS ET DE PROXIMITE

ACTION 5 : Développer les circuits courts et de proximité

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaires : CAA et OPABA

L'objectif des partenaires est de rapprocher producteurs et consommateurs, de réduire les distances d'approvisionnement autant que les intermédiaires, d'améliorer le revenu des producteurs autant que le bilan carbone en dynamisant le tissu existant, visant la cohérence dans le maillage du territoire et l'accès du plus grand nombre à des produits locaux de qualité et de saison.

Depuis, 2010, plusieurs actions ont été conduites par les partenaires :

- Définition par la Ville de Strasbourg d'un cahier des charges ambitieux pour l'approvisionnement des restaurants scolaires, à savoir, pour la période 2017/2021 : 30% de produits bio issus de préférence des circuits de proximité, des fruits et légumes de saison, des produits équitables, une démarche de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire. En 2017, 232 tonnes de produits bio dont 59.5% d'origine locale ont été orientés vers les restaurants scolaires qui fournissaient 10 500 repas par jour.
- Expérimentation de distribution de paniers à proximité des écoles. De manière générale, le nombre de points de distribution de paniers a doublé entre 2012 et 2014 sur l'Eurométropole pour rester à un niveau constant depuis.
- Elaboration d'une charte des producteurs des marchés de la Ville de Strasbourg avec mise à disposition d'une signalétique pour les producteurs adhérents. Réalisation d'un bilan en 2018.
- Implantation d'un magasin d'agriculteurs, la SAS la Nouvelle Douane dans un bâtiment, propriété Ville de Strasbourg dans l'ellipse insulaire, partiellement classé monument historique.
- Travail en cours portant sur l'implantation d'un magasin d'agriculteurs associé à un restaurant de produits locaux sur la zone commerciale Nord (agro-parc) ainsi que dans le quartier de la Krutenau dans la Manufacture des Tabacs en reconversion (LAB, projet AB)

Pour 2019/2020, les partenaires poursuivent le travail en accompagnant les projets collectifs de vente directe et en facilitant, de manière générale, la mise en relation producteurs/distributeurs/consommateurs.

ACTION 6 : Assurer la promotion des produits locaux et l'information des consommateurs

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaires : CAA et OPABA

Méthode :

2011 Des plaquettes « Du champ à l'assiette, distribution de paniers à proximité des écoles » et « vente à la ferme » ont été éditées et les informations mises en ligne sur le site www-strasbourg.eu

2014, 2016, 2017 Mise à jour de l'information et mise en ligne via woosmap

2018 Mise à jour de l'information et lancement d'une réflexion portant sur la définition d'une stratégie de communication incitant à la consommation de produits locaux et locaux bios en circuits courts et de proximité.

2019/2020 Mise en œuvre de la stratégie de communication

Indicateurs :

- Nombre de plaquettes diffusées
- Nombre de connections à la page interne

DEVELOPPER UN MODELE D'AGRICULTURE LOCALE DURABLE :

UNE PRODUCTION DIVERSIFIEE, DE QUALITE, RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE PROXIMITE

ACTION 7 : Susciter et encourager les projets de diversification et de conversion à l'agriculture biologique des exploitations

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA et OPABA

Méthode :

2011 Mise en place d'un dispositif de sensibilisation à la diversification et à la conversion à l'agriculture biologique. Des réunions d'information collectives, suivies d'entretiens individuels ont été proposés aux agriculteurs de Strasbourg Eurométropole et locataires de la collectivité. Depuis les agriculteurs souhaitant se diversifier ou se convertir à l'agriculture biologique sont accompagnés de manière suivante :

- étude technico économique de leurs projets de développement ;
- étude de marché relative aux projets de développement ;
- réunions d'information collectives et de journées techniques de démonstration sur le site d'exploitations bio ou en conversion ;
- étude et accompagnement des projets collectifs de production et valorisation ;
- formations collectives.

Dans le cadre de l'appel à projet 2016/17 du programme national de l'alimentation de la Direction générale de l'alimentation, la candidature « Projet Alimentaire Territorial » portée par la Ville (s'appuyant sur le travail réalisé depuis 2010 avec la profession agricole) comprend une évaluation du potentiel de création d'une filière de blé, farine, pain bio permettant d'approvisionner les cantines scolaires. Cette étude, réalisée en 2018, se poursuivra par la mise en œuvre des préconisations.

Enfin, la collectivité considère toutes les opportunités foncières (acquisition de terres agricoles, échanges de locataires...) ou perspectives de cessation d'activité dans une optique de diversification et conversion à l'agriculture biologique que ce soit sur ses terres ou plus largement sur le territoire de l'Eurométropole à la demande des communes. Ainsi, s'agissant des agriculteurs de plus de 55 ans, locataires de la collectivité, des contacts sont établis pour considérer les possibilités de transmission d'entreprise ou d'installation de JA sur les terres propriétés de la collectivité. La CAA et l'OPABA apportent leur appui dans la construction des projets qui pourraient émerger en cours de programme.

Indicateurs :

Nombre d'agriculteurs rencontrés

Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou ayant participé à une porte ouverte ou formation

Nombre de projets accompagnés et mis en œuvre

ACTION 8 : Développer les pratiques d'éco-pâturage

Pilotage : Ville

Partenaires : CAA et OPABA

Les premières expérimentations de gestion de prairies naturelles menées sur la Robertsau et l'île du Rohrschollen ont été conduites respectivement avec un éleveur de Highland Cattle et un éleveur de moutons. Si l'équilibre économique est souhaité et recherché pour l'agriculture, ces expérimentations ont d'abord une visée environnementale, raison pour laquelle la collectivité contractualise la mise à disposition des parcelles via un prêt à usage ou commodat assorti d'un protocole explicitant les contraintes environnementales et modalités de suivi. Ces partenariats sont toujours actifs en 2018 ; ils ont été complétés par la mise en place d'un pâturage ovin Quai des Joncs et au Pourtalès avec un troisième exploitant agricole, portant ainsi les surfaces concernées à plus de 23 ha, toutes converties à l'AB.

Dans le prolongement de ce travail, la collectivité envisage les possibilités d'extension de l'éco-pâturage sur ses espaces publics et privés (hors surface agricole utile) en lien avec les entreprises actrices de la Réserve Naturelle Nationale de l'île du Rohrschollen et SNCF Réseau sur l'entrée nord de Strasbourg.

Indicateurs :

- Surface entretenue par l'éco-pâturage
- Signature d'un contrat de partenariat avec l'éleveur
- Conversion à l'AB
- Rentabilité de l'activité d'élevage

ACTION 9 : Gestion du volet agricole dans la création du champ captant de Plobsheim

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA et OPABA

Contexte :

Strasbourg Eurométropole va créer un nouveau captage d'eau potable sur la commune de Plobsheim à l'horizon 2019. Afin de garantir la qualité de l'eau, une concertation doit être menée avec les agriculteurs se trouvant dans la future aire d'alimentation de captage (AAC). L'objectif est de tendre vers des pratiques limitant les risques de pollution de la ressource en eau (1). Par ailleurs, la création du champ captant implique des travaux de pose de canalisations qui perturbent temporairement l'activité agricole et justifient une indemnisation (2). Enfin, ce projet impacte l'environnement et nécessite de développer des mesures compensatoires dont certaines sont envisageables en zone agricole (3).

Méthode :

2015 Information des agriculteurs quant à l'avancement du projet

2016 Diagnostic des pratiques agricoles de 38 entreprises agricoles sur la centaine que comprend l'AAC, mise en place d'un groupe de travail agricole visant l'identification des moyens garantissant le maintien de la bonne qualité de la ressource en eau sur l'AAC

(1) Animation de l'AAC

2017 Définition de la gouvernance, mise en place d'un groupe de travail « AAC »

2018 Candidature de l'Eurométropole à l'AMI de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse et Région Grand Est visant le « soutien aux filières favorables à la protection de la ressource en eau ». Deux actions sur les cinq proposées, à savoir l'évaluation des enjeux de territoire et l'évaluation du potentiel pour des cultures biomasse à faible niveau d'impact ont été retenues par les financeurs.

2019/2020 :

Convention de partenariat 2018-2022 pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau : cadre pour travailler dans l'AAC.

Lancement des appels d'offre nécessaires aux actions d'évaluation.

Aménagement d'une aire de lavage et remplissage à Plobsheim.

(2) Indemnisations

Calcul et versement des indemnités d'éviction sur le périmètre de protection immédiate qui s'étend sur Plobsheim et Eschau (2015)

Calcul et versement des indemnités de dégâts de travaux publics : perte de récolte (2015), dégâts au sol et perte de jouissance (2016 et suivant)

(3) Compensations environnementales

Les démarches entreprises sur les parcelles agricoles identifiées dans la DUP de 2014 n'ont pas fait l'objet d'un consensus avec les exploitants agricoles concernés. Aussi, afin de bien intégrer ces mesures dans le territoire en limitant les conflits d'usage des sols, les partenaires ont consulté par le biais d'une enquête menée en 2017 les exploitants établis dans un périmètre non loin de l'impact. A l'issue de cette enquête, le site de la Brunnenmatt, enclave agricole de 9 ha située dans le périmètre de la réserve naturelle nationale de la forêt d'Illkirch Graffenstaden, a été identifié comme un espace pertinent pour la mise en œuvre de mesures compensatoires. Le préalable est d'en obtenir la libération par les deux exploitants titrés sur le site. La Ville d'Illkirch Graffenstaden, de longue date intéressée à faire évoluer les pratiques de gestion de la Brunnenmatt, apporte son soutien à cette démarche par la mise à disposition de son foncier disponible (10ha). Il vient compléter celui de l'Eurométropole mis en attente d'affectation depuis 2015 (2.8ha) ce qui a permis en 2018, après une longue période de négociation, de procéder concrètement à des échanges de parcelles entre 9 agriculteurs.

2019 et 2020 : signer les protocoles détaillant les engagements de chaque partie (Eurométropole, Ville d'Illkirch-Graffenstaden, CAA avec 7 des agriculteurs) et mettre en conformité les baux. Amorcer la réflexion sur le devenir de la Brunnenmatt avec l'élaboration d'un plan de gestion comprenant le déploiement des mesures compensatoires, dans le respect du cadre imposé par la réserve naturelle.

Indicateurs :

- Nombre de réunions de concertation et partenaires mobilisés
- Mise en place des mesures compensatoires environnementales
- Création de la CUMA et réalisation de l'aire de lavage
- Lancement des études et signature des conventions et protocoles

ACTION 10 : Agriculture et qualité de l'air

Pilotage : Strasbourg Ville et Eurométropole

Partenaire : CAA

Contexte :

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont lauréates de l'appel à projet « Villes Respirables en 5 ans » proposé par le ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie en juin 2015. Le projet « Strasbourg, Ville et Métropole respirables » lancé en 2016, rassemble 13 actions qui complètent les mesures déjà en place ou initiées dans la stratégie de l'agglomération de reconquête d'une qualité de l'air saine pour ses habitants. L'une de ces actions vise l'amélioration des pratiques agricoles pour réduire la part de pollution d'origine agricole.

Méthode :

2017 Réalisation de 49 diagnostics des pratiques agricoles et de leur impact sur la qualité de l'air (ammoniac et émission de particules) et identification des pistes d'actions.

2018 Mise en œuvre d'actions de sensibilisation, de démonstration des bonnes pratiques et de matériels innovants.

2019/2020 : sensibiliser et accompagner à la mise en œuvre des bonnes pratiques, réaliser une cinquantaine de diagnostics pour mesurer les évolutions en intégrant les outils et méthodologies issues du programme RePP'Air (par lequel est assuré un suivi des produits phytosanitaires dans l'air)

Indicateurs :

- Nombre de diagnostics réalisés
- Nombre de journée de démonstration / sensibilisation
- Nombre d'agriculteurs présents aux journées de démonstration / sensibilisation
- Nombre d'articles dans des revues / magazines spécialisés

ACTION 11 : Concilier la mise en place de la trame verte et bleue (TVB) avec les activités agricoles et la lutte contre l'érosion et les coulées de boues

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA et OPABA

Méthode :

2012 Réalisation d'une étude pour identifier les zones humides sur Strasbourg Eurométropole

2013 Réalisation d'une étude identifiant par imagerie satellite l'ensemble des éléments de végétation présent sur le territoire à une échelle de 1/5000^e

- 2014 Etude des possibilités de concilier les activités économiques agricoles avec la trame verte et bleue, notamment sur le périmètre des coteaux de Hausbergen, le Parc naturel Urbain, et les parcelles incluses dans le tissu urbain pour l'heure entretenues par prestations de fauches trimestrielles
Réalisation de la phase diagnostic de l'étude sur la matérialisation de la TVB sur la commune de Vendenheim (milieu urbain et agricole).
Finalisation du schéma de TVB sur Strasbourg Eurométropole, en intégrant les données des études précédentes ainsi que des données sur le foncier (propriétaires institutionnels, occupation du sol agricole, etc.) et en tenant compte de la compatibilité entre TVB et activité agricole.
- 2015 Concertation relative au projet de TVB avec le milieu agricole à l'échelon local pour définir des méthodes de préservation de la biodiversité (hamster, zones humides...) et présentation de la carte TVB. Encouragement des pratiques en faveur de la TVB en zone agricole, notamment au travers des baux ruraux à clauses environnementales (BRCE). 2^{ème} phase de l'étude sur Vendenheim : concertation avec le monde agricole et mise en œuvre des propositions de matérialisation.
- 2017-18 Poursuite des actions engagées en fonction des opportunités et mise en place de BRCE
- 2019-2020 Développer les actions de lutte contre l'érosion et les coulées de boues :
- Réalisation de diagnostics de terrain suite à des coulées de boues
 - Concertation et conciliation entre les collectivités et les agriculteurs
 - Mise en place de dispositifs de prévention et de lutte contre les coulées de boues : haies, fascines et miscanthus
 - Travail sur les assolements concertés et les plans d'actions (convention d'indemnisation)

Indicateurs :

- Nombre de réunions de concertation et partenaires mobilisés
- Nombre de communes concernées
- Résultats (outils méthodes) issus de l'expérimentation de Vendenheim
- Nombre de projets concrets réalisés

ACTION 12 : Valorisation agricole de la chaleur de récupération générée par process de fabrication d'énergie

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA

Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg a lancé courant 2017 un appel à manifestation d'intérêt en partenariat avec le Port Autonome de Strasbourg (PAS) et Electricité de Strasbourg (ÉS) visant à encourager l'émergence d'un projet d'agriculture urbaine innovant sur une ancienne friche industrielle d'1,3 hectare située dans la zone Sud du Port. Idéalement situé, ce projet pourrait bénéficier de la chaleur de récupération de la centrale thermique de cogénération alimentée par des résidus de biomasse forestière, propriété ES qui se trouve à moins de 500 mètres. Le site pourra accueillir des serres ou bâtiments pour une production agricole ou agro-alimentaire hors sol.

La valorisation agricole de la chaleur de récupération pourrait s'envisager sur un certain nombre d'autres sites de production thermique ou électrique de l'Eurométropole concourant ainsi aux efforts du territoire de tendre vers une maîtrise de la consommation énergétique et une plus grande sobriété alliées en outre à la création d'emplois durables et à l'insertion professionnelle.

Méthode :

2019/2020 : Accompagner les candidats identifiés via l'appel à manifestation d'intérêt à consolider leur proposition et concrétiser le projet.

Evaluer le potentiel de projets agricoles susceptibles de bénéficier de la chaleur de récupération générée sur le territoire

Indicateurs : nombre de projets suivis et concrétisés

**RENFORCER LE LIEN ENTRE LE MONDE AGRICOLE ET L'ENSEMBLE DE SES INTERLOCUTEURS,
QU'ILS SOIENT INSTITUTIONNELS OU PERSONNES PRIVEES**

ACTION 13 : Valorisation des connaissances relatives à l'agriculture sur Strasbourg Eurométropole

Pilotage : Strasbourg Eurométropole

Partenaires : CAA

Méthode :

2011 Les objectifs de l'observatoire ont été identifiés, les données internes (Strasbourg Eurométropole /CAA) existantes ont été recensées, les données issues des déclarations à la politique agricole commune (PAC) ont été acquises, les indicateurs ont été définis, les missions ont été réparties (Strasbourg Eurométropole /foncier et CAA/exploitations agricoles)

2013 La convention de co-production de la base de données des bâtiments et exploitations agricoles (BD BEA) et de partage des données a été signée ; une première version de cette BD BEA a été réalisée

Exploitation courante de l'ensemble des données et mises à jour

Indicateurs :

Nombre de mises à jour

ACTION 14 : Organiser une manifestation événementielle

Pilotage : CAA

Partenaires : Strasbourg Ville et Eurométropole, OPABA

Objectifs :

- Favoriser les échanges, améliorer la compréhension et la confiance mutuelle entre les agriculteurs et citoyens.
- Faire découvrir aux plus jeunes le monde rural de façon ludique.
- Présenter une agriculture dynamique et des agriculteurs ouverts aux préoccupations de leurs concitoyens.
- Construire des habitudes de consommation de produits locaux en circuits courts.

2019 : Tour des Fermes

Indicateurs :

- Nombre et taux de satisfaction des visiteurs (dont scolaires)
- Nombre et taux de satisfaction de partenaires impliqués
- Retombées médias
- Chiffre d'affaires du pôle restauration et des producteurs

Strasbourg, le

2019

Roland RIES
Maire de Strasbourg

Robert HERRMANN
Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Julien SCHARSCH
Président de Bio Grand Est

Denis RAMSPACHER
Président de la Chambre d'Agriculture d'Alsace

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 20

Agriculture : programme d'actions 2019/2020 et conventions de financement.

Pour

66

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, WERLEN-Jean, BUFFET-Françoise, BULOUE-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, DEBES-Vincent, BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, FROEHLI-Claude, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KOHLER-BARBIER-Christel, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, HENRY-Martin, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, MACIEJEWSKI-Patrick, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SPLET-Antoine, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHMIDT-Michaël, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, SCHALCK-Elsa, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Contre

0

Abstention

0

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Candidature de Strasbourg au titre de Capitale verte européenne 2021.

Strasbourg a candidaté au titre de Capitale verte européenne (European Green Capital Award) pour l'année 2021. Ce concours organisé par la Commission européenne récompense chaque année une ville de plus de 100 000 habitants pour la qualité des politiques publiques durables et son ambition pour l'avenir.

L'Eurométropole soutient cette démarche qui s'appuie sur les compétences déléguées à l'intercommunalité et dont l'ambition contribue à une plus forte visibilité européenne du territoire et à stimuler encore la mobilisation de transformation urbaine engagée et à venir à travers notamment le PLUi et le Plan Climat Air-Energie Territorial adopté le 5 avril dernier.

Procédure et calendrier de sélection :

Le dossier de candidature pour 2021 a été déposé auprès de la Commission européenne le 18 octobre 2018. Strasbourg a été admise à concourir le 20 novembre aux côtés de 8 villes européennes : Budapest (Hongrie), Cagliari (Italie), Dijon (France), Lahti (Finlande), Lille (France), Skopje (Macédoine), Tirana (Albanie), et Västerås (Suède). La procédure de sélection se déroule en 2 temps. Tout d'abord un jury d'experts européens examine le dossier technique qui évalue 12 thématiques :

1. Atténuation du changement climatique,
2. Adaptation du changement climatique,
3. Mobilité urbaine durable,
4. Espaces publics durables,
5. Nature et biodiversité,
6. Qualité de l'air,
7. Qualité de l'environnement sonore,
8. Déchets,
9. Gestion de l'eau et de l'assainissement,
10. Croissance verte et éco-innovation,
11. Performances énergétiques,
12. Gouvernance.

En un nombre de mots maximum, chaque politique publique est décrite dans ses performances actuelles, les politiques qui l'ont amenée à ces résultats et son ambition pour les 10 à 15 ans à venir. Chaque thématique est évaluée par un expert qui établit un classement des villes dans son domaine de compétence, puis un classement général est transmis à la Commission européenne.

Au regard de ce classement, la Commission européenne a arrêté le 11 avril 2019 une liste de 3 villes pour être auditionnées devant un jury institutionnel. Strasbourg a été sélectionnée avec Lathi (Finlande) et Lille (France) pour participer à cette ultime étape qui se tiendra le 20 juin 2019 à Oslo, Capitale verte européenne 2019.

Le jury sera composé de 5 institutions : la Commission européenne, le Comité des Régions, l'Agence européenne de l'Environnement, l'association ICLEI, la Convention des Maires.

Son objectif sera d'évaluer :

- L'engagement global de la ville, sa vision et son enthousiasme.
- La capacité de la ville d'agir en tant que modèle, pour inspirer les autres villes, promouvoir les bonnes pratiques, et accroître l'attention du public pour le modèle EGC »
- La qualité d'une stratégie d'actions de communication qui doit comporter :
 - une communication de sensibilisation et de mobilisation des citoyens dans l'ensemble des 12 indicateurs, avec leur efficacité en termes de changement de comportements des citoyens, les leçons retenues et les propositions pour l'avenir,
 - les réseaux de partenaires de la ville (aux niveaux local, régional et national) pour disposer d'un maximum de leviers d'action socio-économiques
 - la manière dont la ville envisage de tenir son rôle d'ambassadeurs européens, inspireurs d'autres villes. »

Des retombées d'attractivité pour 2021 :

Les retombées du titre de Capitale verte européenne sont importantes. Elles participent à la construction d'une image positive, durable et innovante, à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Elles impactent le rayonnement de la ville :

- couverture médias internationaux,
- amélioration du rayonnement international et insertion dans les réseaux internationaux.

Elles génèrent des effets économiques :

- augmentation de la fréquentation touristique,
- attractivité pour les investisseurs étrangers,
- attractivité de financements publics.

Elles constituent pour le territoire un accélérateur pour les projets environnementaux à travers les partenariats, des innovations par la mobilisation en recherche et développement (Université, entreprises, ...). Bien sûr, le leadership international de la ville s'en trouve fortement amélioré.

Une candidature d'impulsion à la transformation urbaine :

Depuis 2010, ce concours s'adresse aux villes car on sait qu'elles accueilleront 80% de la population mondiale en 2050. Il est donc essentiel que les villes et leurs territoires agissent et innovent localement pour proposer des solutions éprouvées face aux défis à venir. Ceux-ci sont connus : défis du changement climatique, défis des transformations économiques et industrielles avec l'épuisement des ressources et la transformation digitale, mais aussi défis sociaux et culturels d'une société de plus en plus en tension.

De nombreuses rencontres internationales ont, depuis quelques années, produit des textes et des engagements internationaux et européens. Les Accords de Paris (décembre 2015) qui ont mis l'accent sur le risque climatique (COP 21) ont été précédés par l'adoption (octobre 2015) des 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU. L'Europe a de son côté initié un Agenda urbain et pris de nombreuses initiatives pour agir dans les zones urbaines. C'est bien au niveau local que les changements sont opérés de manière efficace et rapide.

C'est pourquoi le concours de la Commission européenne se donne 3 objectifs :

1. récompenser les villes qui ont un haut niveau de performances environnementales,
2. encourager les villes à s'engager dans un processus d'amélioration et d'ambitieux objectifs environnementaux et de développement durable,
3. fournir des modèles pour inspirer d'autres villes et promouvoir de bonnes pratiques et expériences.

Un premier dossier de candidature, déposé en octobre 2016, a donné lieu à un rapport d'experts qui a permis de mieux identifier les axes de progrès et les atouts de notre territoire. Conjointement avec l'Eurométropole, de nombreuses avancées ont pu être réalisées tant en matière de politiques climatiques, de mobilités, de déchets, d'eau, d'espaces naturels et urbains, et d'autres.

Ainsi la candidature « Capitale verte européenne » a d'ores et déjà fourni une nouvelle impulsion à la mise en œuvre d'ambitieux Objectifs pour 2030. Elle se veut aujourd'hui l'occasion d'aller plus loin et de mobiliser et dialoguer avec les partenaires, les citoyens, les associations, les entreprises, les établissements de recherche, pour faire fructifier nos atouts et mettant en œuvre de concert une vision partagée de notre territoire.

Une proposition de laboratoire pour l'Europe :

La dimension transfrontalière constitue un atout pour notre candidature et nos projets car elle nous pousse à trouver des solutions plus ambitieuses. Travailler ensemble, c'est aller plus loin.

La réhabilitation urbaine du quartier des Deux Rives, la plus importante de France, se structure autour de la prolongation du tramway par-delà le Rhin, jusqu'à Kehl. Cette opération constitue le creuset d'expérimentations de solutions innovantes en matière

de transport, d'habitat durable ou d'énergies renouvelables et génère de nouveaux partenariats d'entreprises, de nouvelles formes de participation citoyenne.

Cette mutation urbaine scelle au niveau transfrontalier une vision partagée et durable du territoire, de part et d'autre du Rhin. Le tramway jusqu'à Kehl relie les deux pays et accroît les échanges entre les deux populations. Il ouvre la voie à une vision inclusive et durable des politiques publiques, vision partagée avec les instances décisionnelles allemandes en matière environnementale, mais également avec la population dont l'implication est essentielle.

Strasbourg, avec l'Eurométropole et l'Ortenau Kreis occupent une position nodale entre la France et l'Allemagne, au cœur de l'Europe. Ce territoire porte le message européen en matière environnementale et de durabilité car, à hauteur de projets communs, il constitue le laboratoire pour l'Europe de demain, durable et inclusive au bénéfice de toutes les villes européennes.

**Communiqué le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légimité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Convention de recherche et développement entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Programme 2019-2021 sur les coulées d'eaux boueuses.

Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) est un organisme public de recherche et d'expertise dans le domaine des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sous-sol.

En région, le BRGM intervient préférentiellement sur des missions de service public pour le compte des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités et des agences d'objectifs (Agence de l'eau Rhin-Meuse et ADEME). Il possède une représentation en Alsace, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg (à Geispolsheim).

Le partenariat entre le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg est historique. Il fait l'objet d'une convention cadre de partenariat 2016-2021, approuvée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 24 mars 2016. Ce partenariat a défini de grands domaines de coopération avec le BRGM qui sont les suivants :

1. Prévention des risques naturels et anthropiques et surveillance des digues de lutte contre les inondations.
2. Gestion et remédiation des sites et sols pollués.
3. Contribution à l'Observatoire de la nappe d'Alsace au droit de l'Eurométropole de Strasbourg (ONAP).
4. Géothermie profonde et superficielle : expertise et observatoire de l'exploitation des ressources en eau à vocation géothermique très basse température.
5. Connaissance numérique et exploitation du sous-sol urbain.
6. Ville durable, économie circulaire.

Cette convention cadre se décline en convention thématique telle que celle relative aux mesures de préventions des risques liés aux coulées d'eaux boueuses.

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM ont coopéré en 2018 afin de réaliser une étude prospective de l'aléa lié aux coulées d'eaux boueuses sur les 14 communes de l'Eurométropole de Strasbourg constituant le bassin de risque relatif à l'aléa ruissellement et la prévention des risques liés aux coulées d'eaux boueuses.

Cette étude a permis de mieux comprendre le phénomène en caractérisant les zones de départ et d'arrivée des coulées d'eaux boueuses ainsi qu'une cartographie de l'aléa sur les 96 bassins versants identifiés comme potentiellement impactés par des coulées d'eaux boueuses.

Cette étude a également permis l'émergence d'une stratégie globale de lutte contre l'érosion des sols agricoles en identifiant les aménagements d'hydraulique douce qu'il conviendrait de mettre en place par bassin versant en fonction des enjeux recensés. Le coût estimatif de ces aménagements (implantation et entretien d'ouvrages d'hydraulique douce et indemnités) a été estimé à 500 000 € sur 5 ans.

Ces aménagements étant mis en place sur des terres agricoles, il est nécessaire d'obtenir un accord des agriculteurs et de compenser les pertes d'exploitation. Afin de fixer les modalités de ces indemnités, un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et des coulées d'eaux boueuses, validé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 1^{er} mars 2019, a été signé avec la Chambre d'agriculture du Bas-Rhin.

Les nouveaux aménagements de lutte contre les coulées d'eaux boueuses nécessiteront l'établissement de conventions d'indemnisation d'une durée de 10 ans avec les agriculteurs concernés contre un engagement de leur part de maintenir ces aménagements en place pendant au moins toute la durée de la convention, qui pourra être renouvelée.

Afin d'évaluer l'impact des nouveaux aménagements mis en place en tenant compte des assolements annuels (présence ou non de cultures d'hiver, favorables à la lutte contre ces coulées), il est nécessaire d'ajuster annuellement le programme de déploiement des mesures à l'aide de modélisations itératives. Cela permettra d'adapter le programme de mise en place d'aménagements d'hydraulique douce sur les années 2019 à 2023.

Il est par ailleurs nécessaire de définir les besoins d'aménagements complémentaires pour la gestion des eaux de ruissellement non urbain, à mettre en œuvre dans un second temps. Afin de répondre aux prescriptions du SDAGE, de tels aménagements ne pourront être mis en place que sur les bassins versants équipés d'aménagements d'hydraulique douce pas suffisamment efficaces pour atténuer le phénomène de ruissellement.

Il est donc proposé de prolonger le partenariat avec le BRGM pour approfondir ce volet de la lutte contre ces phénomènes.

Convention de recherche et développement partagés relative à l'accompagnement méthodologique du BRGM dans le cadre de la mise en œuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Compte tenu du fait que l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM cofinancent cette étude et que la propriété des résultats qui en seront issus sera partagée entre les deux parties, la convention n'est pas soumise à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, tout comme le prévoient les dispositions de son article 14-3°.

Dans le cadre de cette convention pluriannuelle (2019-2021), l'utilisation des moyens de modélisation développés par le BRGM est proposée de manière itérative pour intégrer les évolutions annuelles de l'occupation des sols (présence ou non de cultures d'hiver), ainsi que les spécificités liées à chaque bassin versant traité, incluant les nouveaux aménagements susceptibles d'être mis en place.

Sachant que la présence de cultures d'hiver est un facteur favorable à la lutte contre les coulées d'eaux boueuses, la réalisation d'une étape complémentaire de modélisation prenant en compte chaque année la répartition de ces cultures est nécessaire afin d'atteindre un scénario optimisé d'aménagements.

Le BRGM proposera les adaptations d'aménagement nécessaires, qui prendront en compte :

- les contraintes techniques : emprises sur fond cadastral, besoins en terrassement et niveau de complexité de l'aménagement, accessibilité et sécurité des ouvrages ;
- l'intérêt des sites avec une recherche d'intégration paysagère des ouvrages ;
- l'évolution du paysage ou les projets nouveaux d'aménagement et de génie civil ;
- la présence éventuelle de secteurs protégés sera intégrée, notamment les captages d'eau potable, les zones humides ;
- l'aménagement en domaine public à privilégier, emplacement de l'aménagement en limite de parcelle et si possible dans des secteurs qui contraignent le moins les espaces disponibles, acceptabilité par les exploitants agricoles et propriétaires des terrains voisins ;
- les contraintes de réalisation et d'entretien ultérieur : accessibilité de l'ouvrage, ouvrages rustiques et pérennes ;
- les contraintes réglementaires (loi sur l'Eau, code de l'Urbanisme, document d'urbanisme, etc.).

L'ensemble de ces éléments constitueront des bases solides permettant de disposer du maximum d'informations nécessaires, à la fois techniques et scientifiques, pour négocier avec les agriculteurs et les convaincre de l'importance et de l'utilité de la mise en place de ces dispositifs.

Gestion des eaux de ruissellement :

L'étude prospective réalisée en 2018 avait pour objectif de gérer les volumes de sédiments transportés lors des événements pluvieux extrêmes. Les ouvrages proposés dans ce sens ont pour objectifs de réduire les quantités de boue arrivant en zone urbanisée.

Les habitants des communes concernées sont également impactés par des volumes d'eau de ruissellement importants. L'Eurométropole de Strasbourg, avec l'appui du BRGM, élaborera une stratégie de gestion des eaux de ruissellement sur la base des travaux suivants en favorisant les techniques douces d'infiltration :

- calcul et modélisation des lignes de flux réelles. Cette opération a été réalisée en 2018 et pourra nécessiter une mise à jour en fonction des retours d'expérience du terrain ;

- détermination des volumes d'eau circulant en chaque point des lignes de flux selon une intensité pluvieuse à déterminer conjointement par le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg ;
- comparaison des volumes d'eau arrivant dans les zones urbanisées avec les capacités de gestion des réseaux d'assainissement et de captation des eaux pluviales ;
- hiérarchisation des lignes de flux à traiter ;
- proposition d'implantation d'ouvrages structurant (de techniques alternatives prioritairement) sur la base d'une modélisation afin de minimiser l'impact des volumes d'eau résiduels ;
- une stratégie de gestion des volumes d'eau résiduels sera proposée sur la base de ces modélisation ;
- les coûts d'implantations, d'entretien des ouvrages et d'indemnisation seront estimés.

Bilan financier de la convention

Les modélisations itératives devant être répétées chaque année, les dépenses liées à la mise en œuvre de cette nouvelle convention s'étalent sur les trois prochaines années :

	2019 (en € HT)	2020 (en € HT)	2021 (en € HT)	TOTAL (en € HT)
Eurométropole de Strasbourg (80 %)	39 200	39 200	39 200	117 600
BRGM (20 %)	9 800	9 800	9 800	29 400
TOTAL (en € HT)	49 000	49 000	49 000	147 000

Ceci représente une dépense annuelle pour l'Eurométropole de Strasbourg de 47 040 € TTC soit 141 200 € TTC sur les trois années de la durée de la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

- *la convention de recherche et développement partagés relative à l'accompagnement méthodologique du BRGM dans le cadre de la mise en œuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *le budget prévisionnel en Euros HT lié à cette convention :*

	2019 (en € HT)	2020 (en € HT)	2021 (en € HT)	TOTAL (en € HT)
--	---------------------------	---------------------------	---------------------------	----------------------------

<i>Eurométropole de Strasbourg (80%)</i>	<i>39 200</i>	<i>39 200</i>	<i>39 200</i>	<i>117 600</i>
<i>BRGM (20%)</i>	<i>9 800</i>	<i>9 800</i>	<i>9 800</i>	<i>29 400</i>
<i>TOTAL (en € HT)</i>	<i>49 000</i>	<i>49 000</i>	<i>49 000</i>	<i>147 000</i>

- *la participation financière de l'Eurométropole à la poursuite de ce programme pour les années 2019-2021 ;*

décide

- *l'imputation des dépenses suivantes liés à la à la prévention du risque lié au ruissellement et à l'érosion des sols au budget 2019 :
ligne de fonctionnement – Crédits annuels - EN02 – Nature 731 – fonction 617 **pour un montant de 39 200 € HT soit 47 040 € TTC ;***

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention ci-jointe avec le BRGM, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de la convention de partenariat et des conventions thématiques associées.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

**CONVENTION DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT
PARTAGÉS RELATIVE
À L'ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE PAR
LE BRGM DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PROGRAMME DE GESTION DE L'ALEA
RUISSELLEMENT SUR LE TERRITOIRE DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG -
PROGRAMME 2019-2021.**

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'Orléans sous le numéro 582 056 149 (SIRET 582 056 149 00120), dont le siège se trouve 3, avenue Claude-Guillemain, BP 36009, 45060 Orléans Cedex 02, représenté par Mme Laurence Chery, directrice adjointe à la direction des actions territoriales, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

D'une part,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est domicilié au 1, Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex et représenté par Mr Robert Herrmann, Président de l'Eurométropole de Strasbourg, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée par « **Eurométropole de Strasbourg** »,

D'autre part,

Le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la (les) « **Partie(s)** ».

VU,

- le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;
- le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;
- les orientations de service public du BRGM pour l'année 2019, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 15 mai 2018 et approuvées par le Conseil d'Administration du 21 juin 2018 ;
- la délibération au conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2016 portant sur la convention cadre de partenariat et les conventions thématiques entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM.

RAPPEL,

- le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier la prévention des risques naturels ;
- le BRGM est Institut Carnot ; dans ce cadre, il mène des actions de recherche partenariale avec des filières industrielles et des entreprises de toutes tailles. Il propose des solutions novatrices pour la gestion des sols et du sous-sol, des matières premières, des ressources en eau, de la prévention des risques naturels et environnementaux. Ces actions concernent globalement trois principaux marchés : Energie & Ressources minérales ; Eau et Environnement ; Infrastructures et Aménagement ;
- l'Eurométropole de Strasbourg est un établissement public de coopération intercommunale dont les compétences portent notamment sur l'aménagement du territoire ;
- le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés, tel que visé à l'article 4.1 infra, concernant l'accompagnement méthodologique du BRGM dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – Programme 2019-2021, ci-après désigné par « le Programme » ;
- aussi, le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg ont décidé par la présente convention, ci-après désignée par « la Convention », de fixer les termes et conditions par lesquels ils s'associent afin de réaliser le Programme ;
- les Parties ont établi en commun le Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte ;
- en outre, compte tenu du fait que (i) les Parties cofinancent le Programme et que (ii) la propriété des résultats issus du Programme, ci-après désignés par « les Résultats », sera partagée entre elles, la Convention n'est pas soumise à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, tout comme le prévoient les dispositions de son article 14-3°.

Les actions engagées dans le cadre de ce partenariat auront pour effet de consolider les bases scientifiques de l'action de l'Eurométropole de Strasbourg tant par leurs apports directs que par le confortement des compétences de ses équipes. Ces actions, bien que finalisées et opérationnelles, ne sauraient pour autant être assimilées ou se substituer à ce que peuvent

apporter des prestataires de services tels que des bureaux d'études que l'Eurométropole de Strasbourg pourra être amenée à consulter par ailleurs.

Ce partenariat et toutes les actions qui en découlent se situent hors du champ d'application du Code des marchés publics, en application de l'article 14-3 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics :

- D'une part, l'objet même de l'action relève de la réalisation d'un démonstrateur méthodologique qui est explicitement exclue de l'application du droit des marchés publics ;
- D'autre part, la collaboration concerne des actions dont le BRGM est maître d'ouvrage du fait de sa mission de service public, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg lui permettant de les réaliser en priorité ou plus rapidement. Dans les deux cas, les actions entreprises dépassent la seule satisfaction des besoins de l'Eurométropole de Strasbourg, tout en relevant de ses missions statutaires.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1. OBJET

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquels le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à réaliser le Programme.

ARTICLE 2. DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties et expirera lors de la réception du dernier paiement tel que prévu à l'article 8 infra.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de trente six (36) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention, les pièces suivantes, citées par ordre de prééminence :

- le présent document ;
- Annexe A1 : cahier des charges ;
- Annexe A2 : annexe financière.

Les annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes précédentes, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU BRGM

4.1. PROGRAMME D'ACTION

Le BRGM s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art, les tâches prévues pour la réalisation du Programme, conformément aux dispositions des Annexes A1 et A2.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de trente six (36) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

4.2. LIVRABLES

Conformément au cahier des charges visé à l'Annexe A1, le BRGM s'engage à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg les livrables suivants :

Livrables Action 1 :

Un rapport annuel comprenant :

- Les cartographies des aléas érosion et coulées d'eaux boueuses mises à jour pour l'année N sur les commune au 1/5 000^{ème} (plans A3);

Mise en oeuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – Programme 2019-2021.

- Les cartographies des programmes d'action mises à jour pour l'année N, proposées à l'échelle communale (plans A3);
- Les mises à jour des estimations pour l'année N des coûts associés aux programmes d'action ;
- La description des modélisations des programmes d'action.

Livrables Action 2 :

- Les compte-rendus pour chacune des interventions d'appui du BRGM dans le cadre de cette action, pour chaque année du Programme.

Livrables Action 3 :

Un rapport d'étude spécifique à l'issue de l'année N+2 comprenant :

- La cartographie des chemins d'eau ;
- La cartographie des volumes d'eau atteignant les zones urbanisées ;
- La cartographie des programmes d'action, proposés à l'échelle communale ;
- La mises à jour des estimations de coûts associés au programmes d'action ;
- La description des modélisations des programmes d'actions.

Un rapport final de bilan de toutes les actions à la fin de l'année N+2.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à valider chaque rapport dans un délai de six (6) semaines maximum. Au-delà, le rapport sera considéré comme définitif.

4.3. OBLIGATIONS DE MOYENS

Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 4.2 supra résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques (sondages, observations visuelles, analyses, mesures, ...), en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné. Aussi, le BRGM est soumis par convention expresse à une obligation de moyens étant tenu au seul respect du cahier des charges et des règles de l'art.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à informer de cette limite de responsabilité tous tiers sous-utilisateurs éventuels des informations contenues dans les documents et se portera garant du BRGM en cas de recours exercé par l'un ou plusieurs d'entre eux et fondé sur une inexactitude, erreur ou omission dans le contenu des documents, sous réserve de l'absence de faute prouvée du BRGM.

4.4. FINANCEMENT

Le BRGM s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra, sur la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à communiquer au BRGM toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation du Programme. L'Eurométropole de Strasbourg garantit le BRGM de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faciliter l'accès du BRGM aux informations détenues par ses soins, relatifs au Programme ou par tous tiers à la Convention.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra.

Le cas échéant, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à transmettre au BRGM dans les meilleurs délais le bon de commande relatif à cette Convention afin que cela ne fasse pas obstacle au processus de facturation.

ARTICLE 6. NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM :	Pour l'Eurometropole de Strasbourg :
Kévin Samyn - Directeur régional délégué BRGM Grand Est – site de Strasbourg Parc Activités Porte Sud Rue Pont du Péage – Bâtiment H1 67118 Geispolsheim - France Tel : 03 88 77 48 90 E-Mail : k.samyn@brgm.fr	Laurent Siry - Chef du service Prévention et Enjeux Environnementaux Eurométropole de Strasbourg 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex FRANCE Tel : 03 68 98 73 27 E-Mail : Laurent.SIRY@strasbourg.eu

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7. FINANCEMENT DU PROGRAMME

7.1. MONTANT

Le montant du Programme est fixé à cent quarante sept mille euros Euros Hors Taxes (147 000 € HT).

Le montant global de la Convention pourra être actualisé par avenant permettant une nouvelle programmation d'opérations.

7.2. RÉPARTITION

Le montant du Programme fait l'objet de la répartition financière suivante sur les montants définis dans l'Annexe A2 soit un total de 147 000 € HT :

- **pour le BRGM, 20 % du montant Hors Taxes soit 29 400 € HT ;**
- **pour l'Eurometropole de Strasbourg, 80 % du montant Hors Taxes soit 117 600 € HT.**

Le montant ci-dessus est indiqué Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix.

Le BRGM cofinance le budget du Programme, dans le cadre de ses actions de service public.

ARTICLE 8. FACTURATION ET PAIEMENT

8.1. FACTURATION

Le BRGM étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.

Il sera facturé à l'Eurométropole de Strasbourg la part du montant visé à l'article 7.2 supra.
Les références nécessaires au dépôt de la facture dématérialisée dans le portail Chorus Pro sont :

- Identifiant Chorus de l'Eurométropole de Strasbourg:
- Si nécessaire numéro de service :
- N° d'engagement juridique :
- Si à la date de signature l'ensemble des éléments n'est pas encore connu, alors l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faire parvenir les éléments au BRGM dans un délai maximum de huit jours à compter de la date de signature.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg
Service prévention et enjeux environnementaux
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex
FRANCE.

Les versements seront effectués par l'Eurométropole de Strasbourg, au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM et selon le cas accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous :

1. A la signature de la convention, et pour les années N+1 et N+2, l'Eurométropole de Strasbourg versera un acompte de 22 500 € HT, soit vingt sept mille Euros Toutes Taxes Comprises (27 000 € TTC) ;
2. En décembre de chaque année, l'Eurométropole de Strasbourg versera le solde de sa participation au prorata des actions effectuées sur présentation de la facture accompagnée du rapport intermédiaire correspondant ;

Un récapitulatif de l'échéancier prévisionnel de facturation est présenté ci-dessous :

		Exercice N (€)	Exercice N+1 (€)	Exercice N+2 (€)	TOTAUX (€)
Acompte	HT	22 500	22 500	22 500	
	TTC	27 000	27 000	27 000	
Solde annuel	HT	16 700	16 700	16 700	
	TTC	20 040	20 040	20 040	
Total Annuel	HT	39 200	39 200	39 200	117 600
	TTC	47 040	47 040	47 040	141 120

Le taux de TVA en vigueur à la signature de la Convention est de 20 %. Toute modification du taux de TVA applicable, intervenant durant la période d'exécution de la Convention, sera répercutée dès la première échéance de facturation suivant la date d'entrée en vigueur du nouveau taux.

8.2. PAIEMENT

Les versements seront effectués par l'Eurométropole de Strasbourg, par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM, au compte ouvert à :

TRESOR PUBLIC
Trésorerie générale du Loiret,
4 pl du Martroi, Orléans
Code Banque 10071
Code Guichet : 45000
Compte N° 00001000034
Clé : RIB 92
IBAN : FR7610071450000000100003492

À défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues seront majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliqueront sur le montant toutes taxes comprises de la créance et seront exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. DROITS ET OBLIGATION DE L'AUTEUR

9.1.1. Droits de l'auteur

Dans l'hypothèse où les Résultats relèvent du droit d'auteur, le BRGM est l'auteur des Résultats, et notamment des livrables visés à son article 4.2 supra.

Le BRGM est titulaire des droits visés aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, à savoir des droits patrimoniaux et moraux.

9.1.2. Garantie

Le BRGM garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la Convention.

9.2. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

9.2.1. Co-titularité des droits patrimoniaux

Le BRGM cède à l'Eurométropole de Strasbourg les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables visés à l'article 4.2 supra et sur tous les Résultats relevant du droit d'auteur de sorte qu'à l'issue de l'exécution de la Convention, les Parties en seront co-titulaires et

l'Eurométropole de Strasbourg pourra notamment, sans l'autorisation du BRGM mais sous sa responsabilité exclusive :

- reproduire les documents sur tous supports connus et inconnus, quel que soit le nombre d'exemplaires ;
- représenter les livrables visés à l'article 4.2 supra pour tout type d'usage ;
- adapter, par perfectionnements, corrections, simplifications, adjonctions, intégration à des systèmes préexistants ou à créer, transcrire dans un autre langage informatique ou dans une autre langue et créer des œuvres dérivées pour ses besoins propres.

Cette cession est faite à titre gracieux pour le monde entier et pour une durée égale à la durée des droits du BRGM.

9.2.2. Droits moraux du BRGM

Par application des articles L. 121-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à respecter les droits moraux du BRGM sur les livrables visés à l'article 4.2 supra, et notamment à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacune des reproductions ou représentations.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES RÉSULTATS

10.1. PRINCIPE

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large les livrables visés à l'article 4.2 supra et tous les Résultats, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre les Résultats à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer l'Eurométropole de Strasbourg comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

Dans le cas d'un intérêt commercial des Résultats au bénéfice de tiers, les Parties conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

Si une ou plusieurs inventions apparaissent au cours et/ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, le BRGM en informera aussitôt l'Eurométropole de Strasbourg et les Parties conviendront de dispositions à prendre pour assurer le dépôt et la défense de toute demande de brevet correspondant, ainsi que la prise en charge des frais associés.

10.2. EXCEPTIONS

La diffusion visée à l'article 10.1 supra sera interdite dans les cas suivants :

- l'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre Partie a accepté de manière expresse.

ARTICLE 11. CESSION, TRANSFERT

La Convention est conclue *intuitu personae*, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucune des Parties ne peut sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention à des tiers.

ARTICLE 12. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à l'autre Partie dans la limite du montant du financement apporté par chacun et visé à l'article 7.2 supra.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation est non rétroactif, ne produit d'effet que pour l'avenir et ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente Convention.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le BRGM présentera à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels l'Eurométropole de Strasbourg versera au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE 15. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Pour le BRGM

Fait à Geispolsheim, en deux (2) exemplaires,
Le
Pour l'Eurométropole de Strasbourg

ANNEXE A1 : CAHIER DES CHARGES DU PROGRAMME

1. CADRE ET CONTEXTE DES ACTIONS

Plusieurs communes situées au Nord Ouest de Strasbourg ont, ces dernières années, été affectées par des coulées d'eaux boueuses, liées à des précipitations intenses, s'écoulant sur les buttes de loess, très sensibles à l'érosion des sols et capables de générer du ruissellement. Ainsi, plusieurs coulées d'eaux boueuses ont généré des dégâts engendrant des appuis du BRGM aux administrations (Eckwersheim par exemple, BRGM/RP-66964-FR) ou des reconnaissances de catastrophe naturelle (Hangenbieten par exemple, BRGM/RP-66112-FR).

Le phénomène de ruissellement ayant une relation directe avec les précipitations, une augmentation des épisodes pluvieux intenses en lien avec les scénarios actuels de changement climatique, engendrera une augmentation de ces phénomènes. Il s'agit :

- d'une part d'une augmentation des phénomènes superficiels liés à une saturation des sols comme les phénomènes de fluage reptation ou de coulées d'eaux boueuses ;
- d'autre part, d'une augmentation de la fréquence des instabilités d'ampleur faible à moyenne et un accroissement des déplacements sur les événements de grande ampleur.

L'érosion du sol étant directement liée à l'intensité des précipitations sur certains types de sols (désagrégation des particules de sol, ruissellement entraînant les particules de sols favorisé par les phénomènes de battance et saturation des sols, pouvoir érosif du filet d'eau sur les zones à fortes pentes), une augmentation de ce phénomène est donc à prévoir en lien avec les scénarios de changement climatique actuels. Il touchera de façon préférentielle les terrains en partie dénudés et vallonnés qui favorisent la concentration du ruissellement et de l'érosion.

Dans ce contexte, l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM ont collaboré en 2018 afin de réaliser une étude prospective de l'aléa lié aux coulées d'eaux boueuses sur les 14 communes de l'Eurométropole de Strasbourg constituant le bassin de risque relatif à cet aléa (rapport BRGM/RP-68653-FR).

Cette étude a permis de caractériser les zones de départ et d'arrivée des coulées d'eaux boueuses et de proposer à l'Eurométropole de Strasbourg une cartographie de l'aléa et une stratégie globale de gestion incluant un estimatif des coûts (implantation et entretien d'ouvrages d'hydraulique douce) sur les 96 bassins versants identifiés comme potentiellement impactés par des coulées d'eaux boueuses. Cette stratégie propose un programme optimal théorique de gestion de la quantité de boue, basé sur une configuration défavorable de l'occupation des sols et ne prenant pas en compte les potentielles contraintes locales pouvant impacter la mise en oeuvre de ce programme. Le programme ne propose pas non plus, à ce stade, la gestion des eaux de ruissellement en surplus.

Aussi, dans le cadre de ce programme pluri-annuel, l'utilisation des moyens de modélisation développés par le BRGM est proposée de manière itérative selon le schéma conceptuel de l'illustration 1, de manière à intégrer au fil de l'eau, les évolutions annuelles de l'occupation des sols, ainsi que les spécificités liées à chaque bassin versant traité. Ce type d'utilisation visera à démontrer les performances de ce concept d'outil de gestion itératif pour la collectivité, constituant ainsi une démonstration méthodologique. Une stratégie de gestion des eaux de ruissellement sera également proposée.

Ces actions seront réalisées dans le cadre d'un programme pluri-annuel d'accompagnement méthodologique, s'étalant sur une durée de 3 ans (2019-2021).

Les actions engagées dans le cadre de ce partenariat auront pour effet de consolider les bases scientifiques de l'action de l'Eurométropole de Strasbourg tant par leurs apports directs que par le confortement des compétences de ses équipes. Ces actions, bien que finalisées et

opérationnelles, ne sauraient pour autant être assimilées ou se substituer à ce que peuvent apporter des prestataires de services tels que des bureaux d'études que l'Eurométropole de Strasbourg pourra être amenée à consulter par ailleurs.

Ce partenariat et toutes les actions qui en découlent se situent hors du champ d'application du Code des marchés publics, en application de l'article 14-3 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics :

- D'une part, l'objet même de l'action relève de la réalisation d'un démonstrateur méthodologique qui est explicitement exclue de l'application du droit des marchés publics ;
- D'autre part, la collaboration concerne des actions dont le BRGM est maître d'ouvrage du fait de sa mission de service public, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg lui permettant de les réaliser en priorité ou plus rapidement. Dans les deux cas, les actions entreprises dépassent la seule satisfaction des besoins de l'Eurométropole de Strasbourg, tout en relevant de ses missions statutaires.

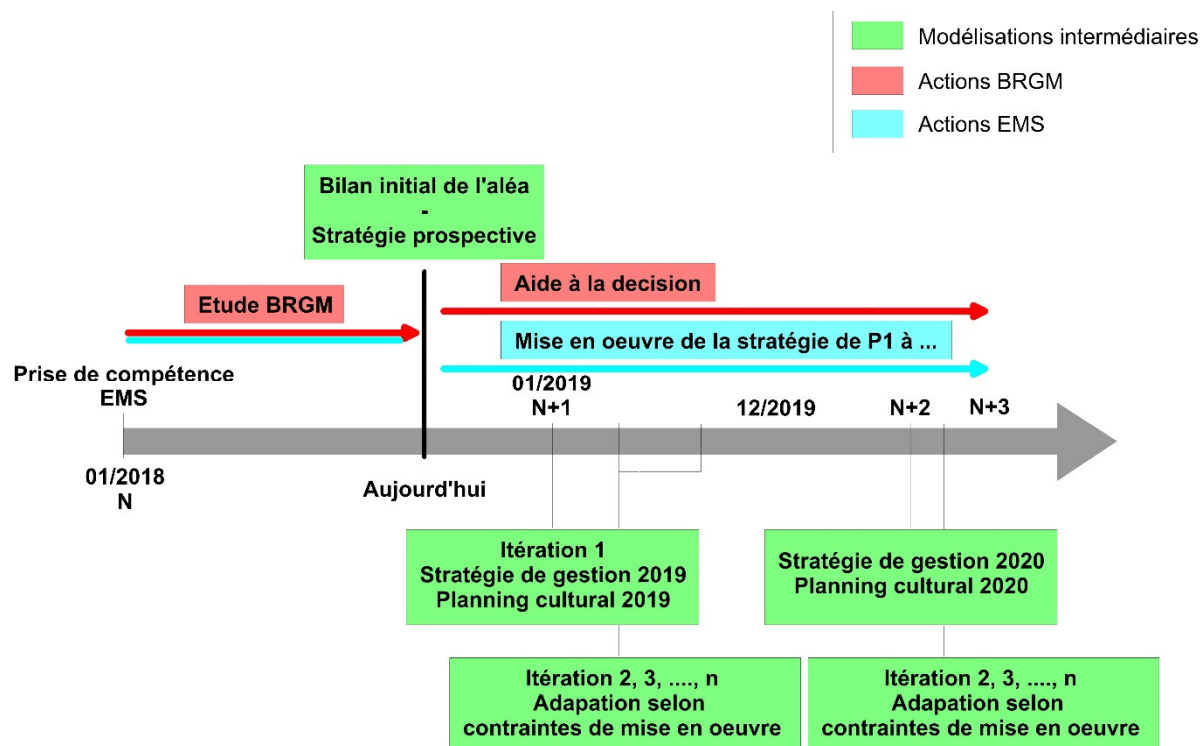


Illustration 1 - Schéma conceptuel de mise en œuvre de la stratégie de gestion de lutte contre les coulées boueuses de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS dans cette illustration).

2. PROGRAMME TECHNIQUE

2.1 – ACTION 1 – MODELISATIONS ITERATIVES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES COULEES BOUEUSES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG – REALISATION DU DEMONSTRATEUR METHODOLOGIQUE.

L'aléa qualifié lors de l'étude prospective, à l'aide de l'outil WATERSED (développé par le

BRGM) tient compte d'un scénario défavorable sur l'ensemble de la zone d'étude, c'est-à-dire que l'étendue et la répartition géographique des cultures engendrant préférentiellement des coulées d'eaux boueuses sont localement « plus défavorables » sur la base de l'historique de l'occupation des sols, afin de ne pas sous-estimer l'aléa.

2.1.1. Tâche 1

De fait, la mise en place dès l'année 2019 d'une stratégie de gestion du risque lié aux coulées de boue nécessite la réalisation d'une étape complémentaire de modélisation prenant en compte la répartition 2019 des cultures afin d'atteindre un scénario plus réaliste.

Cette action sera répétée chaque année en tenant compte de la répartition des cultures effective et des ouvrages existants, dans un souci de priorisation du déploiement progressif de la stratégie de mise en place des aménagements définis dans la précédente étude.

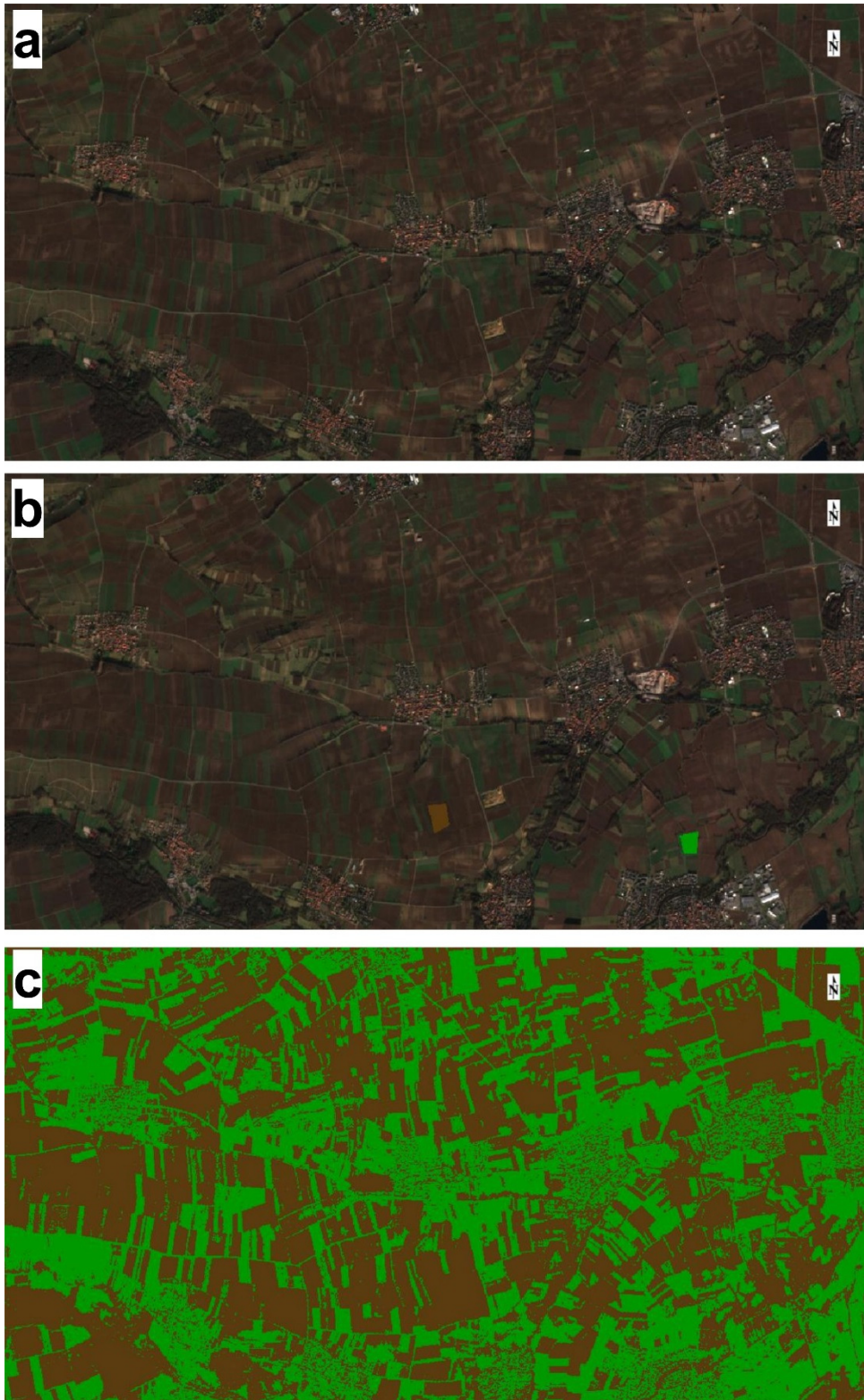
L'étude 2018 a permis de réaliser les tâches suivantes, nécessaires à toute qualification de l'aléa coulées d'eaux boueuses :

- Synthèse des données d'entrée complétées par un diagnostic de terrain :
 - o Modèle numérique de terrain (MNT 0,3 m de l'Eurométropole de Strasbourg) ;
 - o Largeur des cours d'eau (BD Carthage de l'IGN) ;
 - o Largeur de plein bord des cours d'eau (BD SYRAH de l'IRSTEA) ;
 - o Formations géologiques et cartes de sols (carte géologique et carte des sols de l'ARAA¹).
- Modélisation des chemins d'eau réels ;
- Caractérisation des états de surface pour chaque unité pédo-culturelle ;
- Définition des intensités pluvieuses des événements climatiques de référence sur la base des données Météo France.

Afin de réaliser les modélisations relatives à chaque exercice cultural, il sera nécessaire de mettre à jour la cartographie des formations pédoculturelles sur la base de la répartition effective des différentes cultures (culture d'hiver, culture de printemps, vergers...).

La mise à jour de la cartographie des formations pédo-culturelles sera réalisée sur la base des données RPG (Registre Parcellaire Graphique) qui permet d'identifier les cultures prévues par ilôts de parcelles et sur les données d'assolement fournies par l'Eurométropole de Strasbourg. En cas de difficulté pour récupérer ces données, une estimation de l'assolement au mois de décembre de l'année N-1 sera réalisée en première approximation sur la base d'une analyse d'images satellitaires hyperspectrales (SENTINEL 2A) avec une résolution spatiale de 10 m (illustration 2). Cette opération permettra de définir, au mois de décembre de l'année N-1, si les parcelles agricoles présentent (cultures d'hiver), ou ne présentent pas (cultures de printemps) d'assolements. Cette méthodologie aboutira néanmoins à un résultat dégradé, par rapport à l'utilisation des données RPG et ne sera utilisée qu'en dernier recours.

¹ ARAA : Association pour la Relance Agronomique en Alsace



*Illustration 2 : Exemple d'application de la méthodologie d'analyse d'assolement par images satellitaires hyperspectrales (SENTINEL 2A) sur le secteur d'Entzheim (67)
(a) sur la période de décembre 2016. Sur (b), la parcelle en marron est la référence pour la classification de ce type de sol qui est située sur un sol qui ne semble pas cultivé. La parcelle en vert qui est située dans cet exemple sur un sol de couleur verte, semble située sur un sol cultivé. Le choix des parcelles de référence est visuel et réalisé par l'utilisateur. La classification qui suit (c), est analytique, en fonction des parcelles de référence que l'utilisateur aura choisies.*

2.1.2. Tâche 2

Au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme d'action de l'Eurométropole, et toujours dans un souci de priorisation du déploiement progressif de la stratégie de mise en place des aménagements définis dans la précédente étude, des modélisations itératives seront par ailleurs réalisées (Illustration 1), en fonction des besoins, pour proposer les adaptations d'aménagement nécessaires, qui prendront en compte :

- Les contraintes techniques : emprises sur fond cadastral, besoins en terrassement et niveau de complexité de l'aménagement, accessibilité et sécurité des ouvrages ;
- L'intérêt des sites avec une recherche d'intégration paysagère des ouvrages ;
- L'évolution du paysage ou les projets nouveaux d'aménagement et de génie civil ;
- La présence éventuelle de secteurs protégés sera intégrée, notamment les captages d'eau potable, les zones humides ;
- L'aménagement en domaine public à privilégier, emplacement de l'aménagement en limite de parcelle et si possible dans des secteurs qui contraignent le moins les espaces disponibles, acceptabilité par les exploitants agricoles et propriétaires des terrains voisins ;
- Les contraintes de réalisation des nouveaux aménagements d'hydraulique douce et d'entretien ultérieurs : accessibilité de l'ouvrage, ouvrages rustiques et pérennes ;
- Les contraintes réglementaires (loi sur l'Eau, code de l'Urbanisme, document d'urbanisme, etc.).

La modélisation des différents types d'aménagements d'hydraulique douce (haies, fascines mortes ou vivantes, Miscanthus (graminées géantes), etc.) pourra, au besoin, faire l'objet d'améliorations au cas par cas dans un objectif d'homogénéisation à l'échelle du territoire alsacien, selon les retours d'expériences du BRGM et de la chambre d'agriculture (CA).

Pour les tâches 1 et 2, le BRGM va réaliser :

- Une qualification de l'aléa sur l'ensemble de la zone d'étude (96 BV identifiés dans l'étude prospective rapport BRGM RP-68653-FR) ;
 - L'aléa qualifié prendra en compte la présence des ouvrages déjà implantés ;
- Une hiérarchisation des BV selon les critères suivants :
 - Nature des enjeux affectés par une coulée d'eaux boueuses ;
 - Volume de terre mobilisé sur la base d'une pluie cinquantennale.

La hiérarchisation des enjeux a été réalisée dans le cadre de l'étude prospective (rapport BRGM RP-68653-FR) et ne fera pas l'objet de mise à jour dans le cadre de ce programme. La stratégie de prévention du risque sera mise à jour sur la base de l'implantation d'ouvrages d'hydraulique douce (l'implantation d'ouvrages d'hydraulique structurante pourra être modélisée au besoin pour les cas les plus problématiques).

Les coûts d'implantations (impacts fonciers), d'entretien et d'indemnisation seront estimés pour adaptation du programme d'action de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces missions pourront être déclenchées par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que de besoin, dans la limite de 3 phases de modélisation par exercice annuel.

A l'issue de ces travaux, le démonstrateur méthodologique, ainsi que son interaction avec le programme opérationnel de lutte contre les coulées boueuses de l'Eurométropole de Strasbourg, seront valorisés par le BRGM par le biais d'une publication scientifique (revue à définir).

2.2. – ACTION 2 – EXPERTISE ET CONSEIL AUPRES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Le BRGM pourra fournir un avis technique et argumenté sur des questions précises formulées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme de lutte contre les coulées boueuses.

Dans ce cadre, le BRGM accompagnera l'Eurométropole de Strasbourg dans les échanges avec les acteurs publics de la lutte contre les coulées d'eaux boueuses (services de l'état, syndicats, collectivités, CA, mairie, etc.).

Le BRGM, dans le cadre de cette mission auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, pourra être amené à participer aux réunions suivantes :

- Point technique avec des acteurs publics ;
- Point technique avec des sous-traitants ;
- Comités techniques ;
- Comités de pilotage ;
- Le BRGM pourra assister l'Eurométropole de Strasbourg dans la co-animation de réunions, aidera dans la préparation des présentations et l'assistera techniquement et réglementairement lors de ces réunions.

La mission du BRGM consistera à assister l'Eurométropole de Strasbourg lors de ces réunions et à participer à la préparation des supports de présentation, sans en assumer la conception intégrale. Le BRGM rédigera un compte-rendu pour chacune de ces interventions dans le cadre de cette action.

Ces missions pourront être déclenchées par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que de besoin, dans la limite de 3 appuis du BRGM par exercice annuel.

2.3 – ACTION 3 – PROPOSITION D'UNE STRATEGIE DE GESTION DES EAUX DE RUISSellement

L'étude prospective réalisée en 2018 avait pour objectif de gérer les volumes de sédiments transportés lors des événements pluvieux extrêmes. Les ouvrages proposés dans ce sens ont pour objectifs de réduire les quantités de boue arrivant en zone urbanisée.

Les élus et habitants des communes concernées sont également impactés par des volumes d'eau importants. De fait, l'Eurométropole de Strasbourg a demandé au BRGM de proposer une stratégie de gestion de ces eaux de ruissellement.

Cette action nécessite la réalisation des opérations suivantes :

Mise en oeuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – Programme 2019-2021.

- Calcul et modélisation des lignes de flux réelles. Cette opération a été réalisée en 2018 et pourra nécessiter une mise à jour en fonction des retours d'expérience du terrain ;
- Détermination des volumes d'eau circulant en chaque point des lignes de flux selon une intensité pluvieuse à déterminer conjointement par le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Comparaison des volumes d'eau arrivant dans les zones urbanisées avec les capacités des ouvrages réalisés dans le cadre de la gestion des eaux de ruissellement et de captage des eaux pluviales (les capacités des réseaux d'assainissement ne seront pas considérées dans ce calcul), pour établir un volume d'eau résiduel ;
- Hiérarchisation des lignes de flux à traiter ;
- Proposition d'implantation d'ouvrages structurant sur la base d'une modélisation WATERSED afin de minimiser l'impact des volumes d'eau résiduels ;
- Une stratégie de gestion des volumes d'eau résiduels sera proposée sur la base de ces modélisations ;
- Les coûts d'implantations, d'entretien et d'indemnisation seront estimés.

Les données suivantes devront être fournies par l'Eurométropole de Strasbourg :

- Les localisations et capacités des réseaux d'assainissement et de captage des eaux pluviales au format SIG ;
- La localisation des ouvrages réalisés dans le cadre de la gestion des eaux de ruissellement au format SIG ;
- Le parcellaire et le bâti du cadastre au format SIG.

Les localisations et capacités des réseaux d'assainissement serviront aux discussions sur la gestion des eaux de ruissellement, mais ne seront pas intégrées au calcul des volumes d'eau résiduels arrivant dans les zones d'enjeux.

Le modèle WATERSED-KIN sera utilisé pour modéliser les phénomènes pluvio-orageux pour des périodes de retour différentes (décennal, trentennal et cinquantennal) comme dans le cadre de la précédente étude et sur la période de l'année la plus pénalisante en termes d'occupation des sols. La nouvelle version du modèle WATERSED-KIN permet également de simuler une onde de crue.

Les propositions d'aménagement en sortie de modélisation prendront en compte :

- Les contraintes hydrauliques : débits de pointe et périodes de retour de protection, capacité hydraulique des ouvrages existants, désordres existants et impacts des secteurs actuellement inondés et sur les secteurs ouverts à l'urbanisation ;
- Les contraintes techniques : emprises sur fond cadastral, besoins en terrassement et niveau de complexité de l'aménagement, accessibilité et sécurité des ouvrages ;
- L'intérêt des sites avec une recherche d'intégration paysagère des ouvrages ;
- La présence éventuelle de secteurs protégés sera intégrée, notamment les captages d'eau potable, les zones humides ;
- Les contraintes foncières : aménagement en domaine public à privilégier, emplacement de l'aménagement en limite d'unités culturelles et si possible dans des secteurs qui contraignent le moins les espaces disponibles, acceptabilité par les exploitants agricoles et propriétaires des terrains voisins ;

Mise en oeuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – Programme 2019-2021.

- Les contraintes de réalisation et d'entretien ultérieur : accessibilité de l'ouvrage, ouvrages rustiques et pérennes ;
- Les contraintes réglementaires (Loi sur l'Eau, Code de l'Urbanisme, document d'urbanisme, etc.).

3. LIVRABLES

Livrables Action 1 :

Un rapport annuel comprenant :

- Les cartographies des aléas érosion et coulées d'eaux boueuses mises à jour pour l'année N sur les commune au 1/5 000^{ème} (plans A3) ;
- Les cartographies des programmes d'action mises à jour pour l'année N, proposées à l'échelle communale (plans A3);
- Les mises à jour des estimations pour l'année N des coûts associés aux programmes d'action ;
- La description des modélisations des programmes d'action.

Livrables Action 2 :

- Les compte-rendus pour chacune des interventions d'appui du BRGM dans le cadre de cette action, pour chaque année du Programme.

Livrables Action 3 :

Un rapport d'étude spécifique à l'issue de l'année N+2 comprenant :

- La cartographie des chemins d'eau ;
- La cartographie des volumes d'eau atteignant les zones urbanisées ;
- La cartographie des programmes d'action, proposés à l'échelle communale ;
- La mises à jour des estimations de coûts associés au programmes d'action ;
- La description des modélisations des programmes d'actions.

Un rapport final de bilan de toutes les actions à la fin de l'année N+2.

4. REUNIONS

Trois réunions bilatérales sont prévues chaque année sur la durée du programme, à savoir une réunion d'établissement des objectifs de l'année, une réunion d'avancement permettant de définir en concertation les scénarii de programmes d'action et une réunion de restitution

Mise en oeuvre du programme de gestion de l'aléa ruissellement sur le territoire de
l'Eurométropole de Strasbourg – Programme 2019-2021.

présentant les résultats. Le BRGM participera en sus à l'animation d'un COPIL et d'un COTECH par an avec l'Eurométropole de Strasbourg et les représentants des communes concernées (les dates de ces réunions seront à planifier dans l'année). Le nombre total de réunions par exercice annuel s'élève donc à 5.

5. Chronogramme prévisionnel

	N												N+1												N+2											
Actions	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Réunions																																				
Action 1 : tâche 1, modélisation aléa 2019																																				
Action 1 : tâche 2, modélisation ouvrage 2019																																				
Action 1 : tâche 1, m*odélisation aléa 2020																																				
Action 1 : tâche 2, modélisation ouvrage 2020																																				
Action 1 : tâche 1, modélisation aléa 2021																																				
Action 1 : tâche 2, modélisation ouvrage 2021																																				
Action 2 : Expertise et conseil																																				
Action 3 : Travail sur les eaux de ruissellement																																				
Rédaction rapport intermédiaire																																				
Rédaction rapport final																																				

**ANNEXE A2 : ANNEXE FINANCIÈRE**

Tâches	Montant (€ HT)
Action 1 – Modélisation de l'aléa relatif à un exercice cultural annuel (tâche 1) et proposition d'un programme d'actions annuel priorisé (tâche 2) Mise à jour des données cartographiques (année N) Détermination de l'aléa Modélisations itératives et mises à jour du programme d'action Identification des coûts associés Valorisation du démonstrateur méthodologique Sur la base de 3 phases de modélisation par exercice annuel (9 au total dans le programme pluri-annuel)	90 000
Action 2 – Expertise et conseil auprès de l'Eurométropole de Strasbourg Sur la base de 3 appuis par exercice annuel (9 au total dans le programme pluri-annuel)	10 000
Action 3 – Proposition d'une stratégie de gestion des eaux de ruissellement Mise à jour des données cartographiques Détermination des volumes d'eau totaux et résiduels Modélisation du programme d'actions Identification des coûts associés	32 000
Pilotage de projet Animation des réunions, COPIL et COTECH sur la base de 5 réunions au total par exercice annuel (15 au total dans le programme pluri-annuel) Rédaction des rapports annuels et du rapport final	15 000
Montant total HT en €	147 000
Part BRGM (€ HT) – 20%	29 400
Part Eurométropole de Strasbourg² (€ HT) – 80%	117 600
TVA³ (20 %)	23 520
Montant Eurométropole de Strasbourg² TTC EN €	141 120

² Financeur³ Part financeur

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Renouvellement de la procédure de création du "Syndicat mixte de bassin Bruche Mossig" et adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg par transfert d'une partie de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

Annulation et remplacement de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg n°24 du 19 décembre 2018.

La présente délibération annule et remplace la délibération du Conseil de l'Eurométropole n° 24 du 19 décembre 2018 en raison de la caducité de la procédure initiale de création du « syndicat mixte de bassin Bruche Mossig » du fait de l'absence de délibération unanime des futurs membres. En effet, l'un des membres pressenti (la communauté de communes de la Vallée de la Bruche) a transféré, en cours de procédure, la totalité de sa compétence GEMAPI au SDEA qui dès lors représentera ce territoire au sein du futur « syndicat mixte Bruche Mossig ».

I. Rappel du contexte

Les crues de la Bruche ont engendré de nombreux dommages au cours des dernières décennies et ont coûté la vie à au moins une personne à Schirmeck en février 1990. La Bruche est le facteur d'inondation principal au sein de l'agglomération strasbourgeoise, reconnue territoire à risque important d'inondations (TRI).

Le bassin versant de la Bruche présente également des enjeux de préservation et de reconquête de l'état écologique des cours d'eau, avec un potentiel reconnu pour la reproduction des espèces piscicoles migratrices telles que le saumon.

Les actions à mettre en œuvre pour répondre à ces enjeux correspondent aux missions de la compétence obligatoire « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI), attribuée à la loi au bloc communal et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre depuis le 1^{er} janvier 2018, dont l'Eurométropole de Strasbourg. Cependant, les enjeux exposés dépassent le plus souvent les limites des structures administratives existantes et les réponses doivent être apportées à une échelle pertinente et cohérente, l'échelle hydrographique des bassins versants, plus pertinente et cohérente.

II. Création du futur syndicat mixte du bassin Bruche - Mossig

Ainsi, les entités compétentes pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations au sein du bassin versant de la Bruche et de la Mossig (communautés de communes, Syndicat d'Eau et d'Assainissement Alsace Moselle (SDEA) et Eurométropole de Strasbourg) ont décidé de créer un syndicat mixte ouvert de bassin versant dénommé « le syndicat mixte du bassin Bruche Mossig » et de lui transférer une partie de la compétence GEMAPI.

Ce syndicat mixte aura pour membres :

- l'Eurométropole de Strasbourg, pour 12 communes,
- la Communauté de communes de la Région de Molsheim Mutzig, pour 18 communes,
- le Syndicat d'Eau et d'Assainissement Alsace Moselle (SDEA) représentant la communauté de communes de la Vallée de la Bruche, la communauté de communes Portes de Rosheim, la communauté de communes de la Mossig et du Vignoble et la communauté de communes Pays de Saverne, pour 60 communes.

Les 12 communes concernées de l'Eurométropole de Strasbourg sont : Achenheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Entzheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lingolsheim, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Strasbourg, Wolfisheim.

La gouvernance et le financement ont été répartis entre les membres selon une clé de répartition fondée sur des critères de superficie dans le bassin versant, de population et d'emplois en zone inondables et de linéaire de cours d'eau. L'Eurométropole de Strasbourg représentera ainsi un tiers des sièges au comité syndical avec 7 délégués-ées sur 21. Les 7 délégués-ées sont désignés-ées par la présente délibération. Parmi ses 21 délégués-es, le comité syndical élit 1 Président-e et 5 Vice-présidents-es formant le Bureau syndical. L'Eurométropole de Strasbourg disposera de 2 membres au sein de ce bureau.

L'Eurométropole de Strasbourg participera aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du syndicat à hauteur d'un tiers du budget.

III. Fonctionnement et missions du syndicat mixte du bassin Bruche - Mossig

Ce syndicat mixte aura pour missions :

- l'élaboration d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) incluant dans un premier temps une étude de diagnostic de la vulnérabilité du territoire et des actions de prévention (sensibilisation des citoyens, préparation à la gestion de crise, etc.) ;
- la maîtrise d'ouvrage pour des opérations de renaturation des cours d'eau et des zones humides.

Afin d'exercer ces missions pour le compte de ses membres, sur le territoire des communes comprises dans les bassins versants, ces derniers transfèrent au syndicat une partie des compétences obligatoires GEMAPI, à savoir :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique, correspondant à l'alinéa 1° de l'article L.211-7-I du code de l'environnement ; à l'exception de la

- conception et de la gestion des aménagements hydrauliques dont l'influence est limitée au territoire d'un EPCI ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines correspondant à l'alinéa 8° de l'article L.211-7-I du code de l'environnement, à l'exception du rattrapage d'entretien au sens du II de l'article L.215-12 du code de l'environnement.

Le syndicat exercera la maîtrise d'ouvrage des études et travaux relevant de ses compétences et assurera la gestion et l'entretien des ouvrages transférés dans le cadre de ses compétences.

Les missions du syndicat et celles qui demeurent exercées par les entités membres compétentes en matière de GEMAPI sont précisées dans une feuille de route, élaborée par l'ensemble des membres et annexée aux statuts.

Il est prévu de transférer ultérieurement au syndicat la compétence facultative, dont se seront dotées au préalable les entités membres : « animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins [...] correspondant à une unité hydrographique », définie à l'alinéa 12° de l'article L. 211-7 (complémentaire à la GEMAPI).

Les compétences relevant de la GEMAPI et non transférées au syndicat mixte, restent exercées par l'Eurométropole de Strasbourg. La gestion des systèmes d'endiguements (ex : digue d'Holtzheim, digue de Geispolsheim) reste ainsi de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le syndicat mixte pourra évoluer en établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) avec une possible extension du périmètre d'intervention et des compétences transférées.

Le siège du syndicat sera situé à Molsheim, au sein des locaux de la communauté de communes de la Région de Molsheim Mutzig.

Le coût de fonctionnement annuel du syndicat mixte est estimé à environ 100 000 € pour une équipe composée d'un poste d'ingénieur et d'un poste à mi-temps pour la comptabilité et le secrétariat. La contribution annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg pour le fonctionnement du syndicat s'élèverait donc en moyenne entre 10 000 et 30 000 €, selon les subventions accordées par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse. Un renforcement de l'équipe avec un poste d'animation du programme d'actions pourra intervenir après labellisation du PAPI d'intention.

Les budgets d'investissements ne sont pas connus à ce jour. La création du syndicat est prévue à l'été 2019, après délibérations concomitantes de l'ensemble des membres, avis favorable de la Commission départementale de la coopération intercommunale et arrêté du Préfet du Bas-Rhin. Après une phase de recrutement de l'équipe, la première opération sera l'élaboration du programme d'études et d'actions avec une estimation des coûts et

des aides mobilisables. Le programme pluriannuel d'investissement et le montant des contributions des membres sera donc connu en 2020.

Un budget est prévu dès 2019 pour l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au syndicat mixte du bassin Bruche Mossig.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu le Code de l'environnement, notamment l'article L 211-7
vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 5211-61
et L 5721-1 et suivants
vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale
de la République, notamment son article 35
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du
19 décembre 2018 « Création du « Syndicat mixte de bassin Bruche
Mossig » et adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg par transfert
d'une partie de la compétence gestion des milieux aquatiques
et prévention des inondations »
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'annuler et de remplacer la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 décembre 2018 « Création du « Syndicat mixte de bassin Bruche Mossig » et adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg par transfert d'une partie de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » et la remplace par la présente délibération ;

approuve

- *la création du syndicat mixte ouvert dénommé « syndicat mixte du bassin Bruche Mossig » dont l'objet, les missions et les compétences transférées sont plus amplement exposés au rapport et aux statuts joints en annexe à la présente délibération,*
- *l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au « syndicat mixte du bassin Bruche Mossig », pour les 12 communes énumérées au rapport pour les parties de leur territoire comprises dans les bassins versant des cours d'eau de la Bruche et de la Mossig,*
- *le projet de statuts du syndicat mixte du bassin Bruche Mossig annexé à la présente délibération,*
- *le montant de la contribution annuelle conformément aux dispositions des statuts ;*

décide

l'imputation de la contribution annuelle sur la ligne EN02E – 731 – 61521 du budget de l'Eurométropole de Strasbourg ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à solliciter le Préfet de la région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, pour l'obtention de l'arrêté de création du syndicat mixte du bassin Bruche Mossig,*
- *à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération ;*

désigne

en tant que représentants-es de l'Eurométropole de Strasbourg au comité syndical du syndicat mixte du bassin Bruche Mossig :

- *M. Vincent DEBES,*
- *Mme Pia IMBS,*
- *Mme Martine JUNG,*
- *M. Jean HUMANN,*
- *M. André LOBSTEIN,*
- *M. Michaël SCHMIDT,*
- *M. André HETZEL.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**



STATUTS

**SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN BRUCHE - MOSSIG**

Préambule	2
Chapitre 1 : Constitution - Objet - Siège social - Durée	4
Article 1 – Constitution et dénomination	4
Article 2 - Objet et compétences	5
Article 3 – Périmètre	6
Article 4 - Durée.....	6
Article 5 - Siège de l'établissement.....	6
Article 6 - Coopération entre le Syndicat mixte et ses membres	7
Chapitre 2 : Administration et fonctionnement	7
Article 7 - Comité syndical	7
Article 8 - Bureau syndical.....	7
Article 9 - Commissions.....	8
Article 10 - Attributions du Comité syndical	8
Article 11 - Attributions du Bureau.....	8
Article 12 - Attributions du Président	8
Article 13 – Attributions des Vice-Présidents.....	9
Chapitre 3 : Dispositions financières et comptables	9
Article 14 – Comptabilité.....	9
Article 15 - Budget du Syndicat mixte.....	9
Article 16 - Clé de répartition.....	10
Chapitre 4 : Dispositions diverses.....	11
Article 17 - Adhésion et retrait d'un membre	11
Article 18 – Modifications statutaires	11
Article 19 – Autres dispositions	11
 ANNEXE 1 - Cartographie des communes et des principaux cours d'eau du bassin versant de la Bruche et de la Mossig	 12
ANNEXE 2 - Cartographie du périmètre et des membres du Syndicat mixte du bassin Bruche - Mossig	13
ANNEXE 3 – Feuille de route du Syndicat	14

Préambule

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) adoptée le 27 janvier 2014 a créé une nouvelle compétence obligatoire de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) confiée aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP).

Cette compétence correspond aux missions 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du code de l'environnement à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Pour exercer certaines de ces compétences, les collectivités d'un bassin versant peuvent se regrouper dans un syndicat mixte ouvert qui pourra demander sa transformation en Établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE).

Le bassin versant de la Bruche et de son affluent principal, la Mossig est particulièrement vulnérable aux inondations, avec de nombreux logements et emplois exposés au risque inondation. L'agglomération strasbourgeoise, située à l'aval de ce bassin, est identifiée comme un territoire à risque important d'inondation. Le réseau hydrographique présente également de forts enjeux de préservation, de rétablissement de la continuité piscicole et de restauration des zones humides.

Ainsi, les entités compétentes pour la GEMAPI du bassin versant de la Bruche et de la Mossig souhaitent se réunir au sein d'une gouvernance commune, sous la forme du syndicat mixte ouvert Bruche-Mossig, dénommé « Syndicat » ci-après, pour mener un diagnostic de vulnérabilité du territoire et proposer une stratégie concertée pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Le Syndicat aura pour mission principale l'élaboration, l'animation et la mise en œuvre d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) d'intention, associé à un programme d'actions complémentaires pour la restauration des cours d'eau et le rétablissement de la continuité écologique. Le PAPI d'intention permettra également de mener des actions de prévention des inondations à différentes échelles : communication auprès de différents publics, acculturation au risque, amélioration des outils de prévision des crues et d'alerte, préparation à la gestion de crise, pédagogie pour une meilleure prise en compte du risque dans l'urbanisme, réduction de la vulnérabilité des enjeux de manière ciblée et individuelle, etc. Les actions du PAPI privilégieront une approche intégrée entre risque inondation et gestion des milieux aquatiques. Le Syndicat portera la maîtrise d'ouvrages d'actions de restauration

hydromorphologiques des cours d'eau et de leurs zones humides, de préservation et de reconquête de zones humides et de rétablissement de la continuité écologique.

La feuille de route élaborée de manière concertée par les membres du Syndicat, annexée aux présents statuts, vise à définir le périmètre d'intervention du Syndicat, ses objectifs et ses missions.

Pour exercer ses missions, l'ensemble des membres du syndicat lui transfère une partie de la compétence GEMAPI. Le Syndicat est ainsi compétent pour l'aménagement du bassin versant et les études associées ainsi que pour la protection et la restauration des milieux aquatiques.

Au regard des délais réglementaires pour la mise en conformité des ouvrages imposés par le décret n°2015-526 du 12 mai 2015, des dynamiques en cours (études et travaux), des enjeux très localisés et disparates protégés par les systèmes d'endiguement existants et du manque d'évaluation des coûts associés, les entités compétentes ont décidé de ne pas confier dans un premier temps la gestion des systèmes d'endiguement et des petits aménagements hydrauliques au Syndicat. Toutefois, le Syndicat permet d'assurer la cohérence des actions et constitue un lieu d'échanges politiques et techniques pour la gestion des ouvrages de protection contre les inondations.

Historiquement au sein du bassin de la Bruche et de la Mossig, certaines collectivités ont mené une politique d'intervention forte pour l'entretien de cours en réalisant des travaux annuels par déclaration d'intérêt général sur des linéaires importants. Ainsi, les pratiques et politiques actuelles pour l'entretien des cours d'eau sont hétérogènes sur le bassin versant. Les futurs membres du Syndicat proposent de ne pas transférer les missions d'entretien et de rattrapage d'entretien des cours d'eau afin de maintenir les dynamiques actuelles au sein du bassin versant. Cependant, le Syndicat aura pour mission la réalisation d'un diagnostic des pratiques existantes, de leur coût et de l'état des cours d'eau afin de proposer une stratégie à long terme pour l'entretien des cours d'eau incluant des actions de communication auprès des riverains.

Le Syndicat a vocation à devenir un EPAGE par le biais d'une procédure de transformation. La compétence d'animation et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques sera intégrée aux statuts du Syndicat lorsque l'ensemble de ses membres sera doté de cette compétence optionnelle.

Les présents statuts ont pour objectif de décrire les missions, la gouvernance et les modalités de financement du Syndicat mixte du bassin Bruche-Mossig.

Chapitre 1 : Constitution - Objet - Siège social - Durée

Article 1 – Constitution et dénomination

En application des dispositions des articles L5721-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et de l'article L211-7 I quater du code de l'environnement, le syndicat mixte ouvert dénommé « Syndicat mixte du bassin Bruche – Mossig » est composé des membres suivants :

- La communauté de communes de la Région de Molsheim Mutzig pour tout ou partie des communes de :

Altorf	Duttlenheim	Mutzig
Avolsheim	Ergersheim	Niederhaslach
Dachstein	Ernolsheim-Bruche	Oberhaslach
Dinsheim-sur-Bruche	Gresswiller	Soultz-les-Bains
Dorlisheim	Heiligenberg	Still
Duppigheim	Molsheim	Wolxheim

- L'Eurométropole de Strasbourg pour tout ou partie des communes de :

Achenheim	Hangenbieten	Oberschaeffolsheim
Breuschwickersheim	Holtzheim	Osthoffen
Eckbolsheim	Kolbsheim	Strasbourg
Entzheim	Lingolsheim	Wolfisheim

- Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA), sur le territoire de :

- la communauté de communes de la Mossig et du Vignoble, pour tout ou partie des communes de :

Balbronn	Jetterswiller	Scharrachbergheim-Irmstett
Bergbieten	Kirchheim	Traenheim
Cosswiller	Marlenheim	Wagenbourg-Engenthal
Crastatt	Nordheim	Wangen
Dahlenheim	Odratzheim	Wasselonne
Dangolsheim	Romanswiller	Westhoffen
Flexbourg		Zehnacker
Hohengoeft		

- La communauté de communes de la Vallée de la Bruche pour tout ou partie des communes de :

Barembach	Lutzelhouse	Saint-Blaise-la-Roche
Bellefosse	Muhlbach-sur-Bruche	Saulxures
Belmont	Natzwiller	Schirmeck
Blancherupt	Neuviller-la-Roche	Solbach
Bourg-Bruche	Plaine	Urmatt
Colroy-la-Roche	Ranrupt	Waldersbach
Fouday	Rothau	Wildersbach
Grandfontaine	Russ	Wisches
La Broque	Saales	

- la communauté de communes des Portes de Rosheim, pour tout ou partie des communes de :

Boersch	Mollkirch	Rosenwiller
Grendelbruch	Ottrott	Rosheim

- la communauté de communes Pays de Saverne, pour tout ou partie des communes de :

Sommerau

Article 2 - Objet et compétences

L'objet du Syndicat est la coordination des actions et l'élaboration d'une stratégie concertée pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le Syndicat élabore, anime et met en œuvre un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) et un programme de restauration des milieux aquatiques et de rétablissement de la continuité écologique.

Par transfert de compétences de ses membres, le Syndicat exerce les compétences suivantes, définies au I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (alinéa 1°) ; à l'exception de la conception et de la gestion des aménagements hydrauliques dont l'étendue de la zone protégée, telle que définie par le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques, est limitée au territoire d'un EPCI. Pour les aménagements hydrauliques existants, la réalisation par le gestionnaire de l'ouvrage d'une étude de dangers, telle que définie par le décret n°2015-526 précité, est préalable au transfert au Syndicat.

- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (alinéa 8°) ; à l'exception du rattrapage d'entretien au sens du II de l'article L.215-12 du code de l'environnement.

Le Syndicat exerce la maîtrise d'ouvrage pour toute étude ou travaux relevant de ces compétences et assure la gestion et l'entretien des ouvrages transférés dans le cadre de ces compétences.

Le Syndicat a vocation à animer la mise en œuvre des objectifs et dispositions de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation Bruche Mossig Ill Rhin pour le bassin versant Bruche-Mossig.

Cet objet n'exonère en rien les responsabilités des différents acteurs pouvant intervenir dans ces différents domaines au titre du droit existant, et notamment les riverains en vertu de leur statut de propriétaire (art. L. 215-14 du code de l'environnement), le Préfet en vertu de son pouvoir de police des cours d'eau non domaniaux (art. L. 215-7 du code de l'environnement) et le Maire au titre de son pouvoir de police administrative générale (art. L. 2541-1 à 13 du code général des collectivités territoriales).

Article 3 – Périmètre

Le Syndicat intervient dans les limites du périmètre de ses membres et pour les parties de leur territoire comprises dans les bassins versant des cours d'eau de la Bruche et de la Mossig.

La carte du bassin versant est annexée aux présents statuts.

Article 4 - Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 5 - Siège de l'établissement

Le siège est situé 2 route Ecospace, 67125 MOLSHEIM.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du comité syndical, cette modification statutaire devant être entérinée par arrêté préfectoral.

Les réunions du Syndicat se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des membres dudit syndicat, choisi par le Président.

Article 6 - Coopération entre le Syndicat mixte et ses membres

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L. 5211-4-1, L.5211-56 et L.5721-9 du code général des collectivités territoriales.

Chapitre 2 : Administration et fonctionnement

Article 7 - Comité syndical

Composition et vote :

Le Syndicat mixte du bassin Bruche-Mossig est administré par un comité syndical, composé de 21 délégués, désignés par ses membres adhérents, en leur sein et par délibération, à raison de :

- 7 délégués pour la communauté de communes de la Région de Molsheim-Mutzig
- 7 délégués pour l'Eurométropole de Strasbourg
- 7 délégués pour le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle.

Quorum :

Conformément à l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales, le comité syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses délégués en exercice est présente et que chaque membre du syndicat est représenté par au moins trois délégués en exercice.

Conformément à l'article L.2121-20 du code général des collectivités territoriales, les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Pouvoir :

Un délégué empêché d'assister à une séance peut donner à un autre délégué de son choix, pouvoir écrit et signé, de voter en son nom.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Article 8 - Bureau syndical

Le comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un Président et des Vice-présidents qui constituent le Bureau syndical.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le comité syndical. Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du comité syndical.

Article 9 - Commissions

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires.

Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical.

Article 10 - Attributions du Comité syndical

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son Président. Les séances sont publiques.

Il assure notamment :

- le vote du budget et des participations des adhérents,
- l'approbation du compte administratif,
- les décisions concernant l'adhésion et le retrait des membres,
- l'approbation du règlement intérieur et des modifications statutaires.

Il décide également des délégations qu'il confie au Bureau, conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Afin de préciser ses modalités de fonctionnement, le Syndicat se dotera d'un règlement intérieur.

Article 11 - Attributions du Bureau

Le Bureau assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçu du comité syndical. En dehors de ces délégations, le Bureau est un lieu de préparation des décisions du comité syndical.

Article 12 - Attributions du Président

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat et à ce titre :

- convoque aux séances du comité syndical et du bureau,
- dirige les débats et contrôle les votes,
- prépare le budget,
- prépare et exécute les délibérations du comité syndical,

- est chargé, sous le contrôle du comité syndical, de la gestion des biens du syndicat,
- ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat,
- accepte les dons et legs,
- est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du Bureau, peut, par délégation du comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales. Il rend compte à la plus proche réunion du comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations,
- représente le syndicat en justice.

Article 13 – Attributions des Vice-Présidents

Les Vice-présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Chapitre 3 : Dispositions financières et comptables

Article 14 – Comptabilité

Les règles de comptabilité publique sont applicables au syndicat.

Les fonctions comptables du syndicat mixte ouvert sont assurées par le responsable de la Trésorerie de Molsheim Collectivités.

Article 15 - Budget du Syndicat mixte

Le Syndicat pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les ressources non affectées perçues par le Syndicat permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges des services fonctionnels du syndicat.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au Syndicat mixte,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le Syndicat,
- Le produit des emprunts,
- Le produit des dons et legs.
- Du revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat

- D'une façon générale, de toutes ressources prévues par le code général des collectivités territoriales.

Article 16 - Clé de répartition

La participation financière de chaque membre, pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement du Syndicat est calculée selon la clé de répartition suivante :

Membre	Communauté de communes de la Région de Molsheim-Mutzig	Eurométropole de Strasbourg	Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle
Taux de participation financière	33,3 %	33,3 %	33,4 %

La participation des établissements membres s'inscrit dans un principe de solidarité territoriale de bassin versant. Elle se concrétise sous la forme d'une contribution budgétaire, versée annuellement par chacun des membres.

Le montant global de la participation des membres est fixé annuellement par le comité syndical au moment du vote du budget.

Chapitre 4 : Dispositions diverses

Article 17 - Adhésion et retrait d'un membre

Des collectivités, des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes autres que ceux déjà regroupés au sein du Syndicat, peuvent adhérer au Syndicat.

Dans le cas d'une adhésion, tout nouveau membre devra justifier d'un périmètre géographique compris en toute ou partie dans le bassin versant.

La délibération de l'entité souhaitant intégrer le Syndicat est soumise pour acceptation au Comité Syndical. Si plus de la moitié des voix exprimées lors du vote du Comité Syndical s'y oppose, la demande est rejetée.

L'adhésion est validée par arrêté préfectoral.

Conformément aux dispositions de l'article L5721-2-1 du code général des collectivités, le retrait d'un membre est décidé à la majorité des deux tiers des membres qui composent le comité syndical.

Article 18 – Modifications statutaires

En vertu des dispositions de l'article L5721-2-1 du code général des collectivités territoriales, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des membres qui composent le comité syndical.

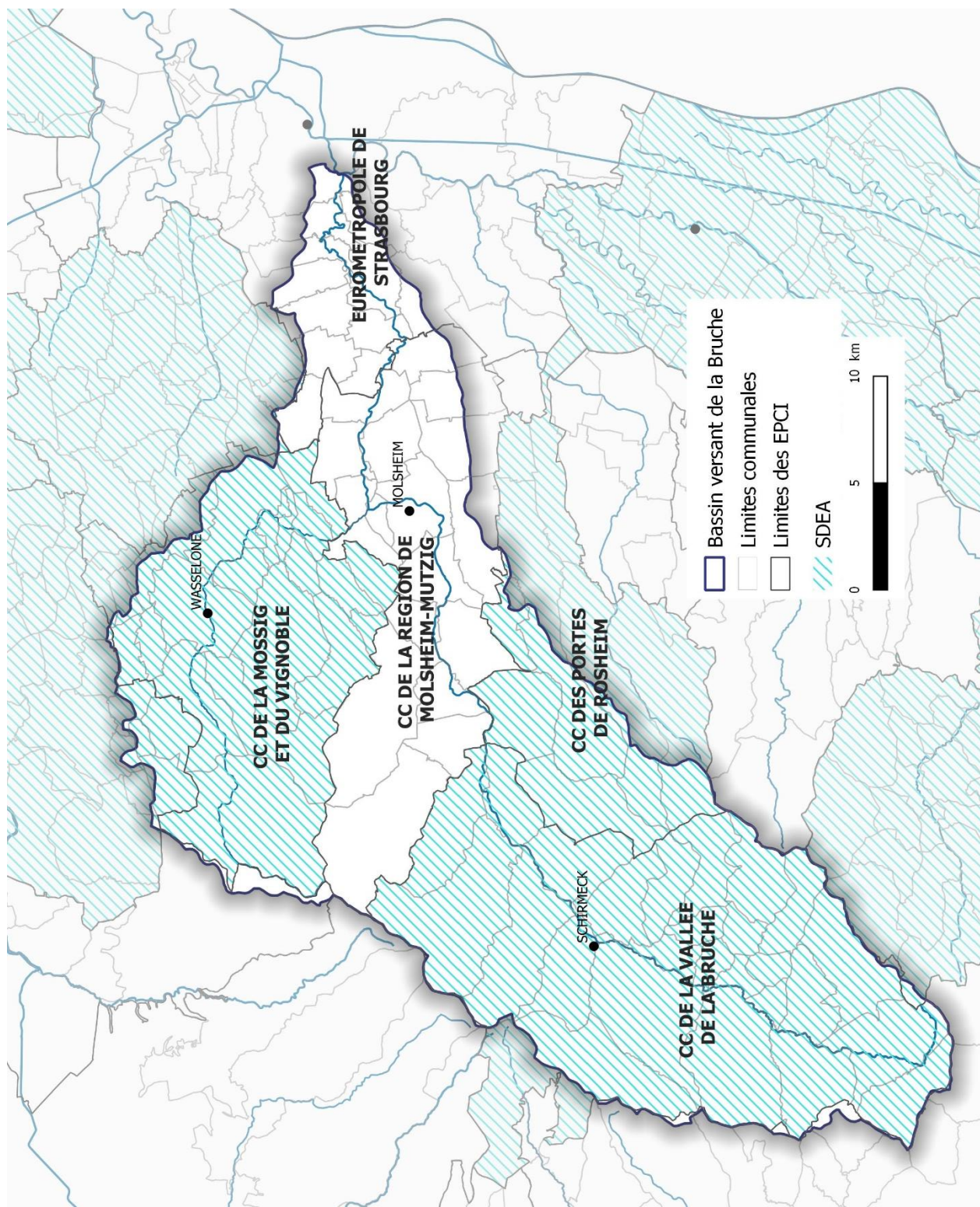
Article 19 – Autres dispositions

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Statuts du Syndicat mixte du bassin Bruche – Mossig



ANNEXE 2 - Cartographie du périmètre et des membres du Syndicat mixte du bassin Bruche - Mossig



ANNEXE 3 – Feuille de route du Syndicat

La feuille de route du Syndicat mixte du bassin Bruche-Mossig vise à définir le périmètre d'intervention du Syndicat, ses objectifs et ses missions.

Cette feuille de route pourra être adaptée au gré des orientations et des évolutions statutaires proposées par le comité syndical, mais constitue un socle de compétence permettant de gérer le risque inondation sur le bassin de la Bruche, en respectant les objectifs de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation Bruche Mossig Ill Rhin, et d'améliorer l'état hydromorphologique et écologique des cours d'eau et zones humides.

Des objectifs opérationnels ont été définis par les membres du Syndicat et se traduisent par un transfert de compétences.

Dans un premier temps, la vocation principale du Syndicat est l'acquisition de connaissances afin de dresser un diagnostic de la vulnérabilité du bassin versant (en termes d'inondations, de continuité écologique, d'état écologique des milieux aquatiques) et de proposer une stratégie concertée et adaptée aux enjeux.

Le syndicat exerce ses compétences sur l'ensemble du bassin versant de la Bruche et du réseau hydrographique associé, comprenant les cours d'eau alimentés par le Canal de la Bruche.

Les missions du syndicat pourront évoluer avec la perspective de transformation en établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE). Cette évolution doit permettre de répondre aux enjeux qui auront été identifiés pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Objectifs et missions du Syndicat du bassin Bruche-Mossig

- Élaboration, animation et mise en œuvre d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) dit « d'intention », c'est-à-dire un programme d'études et de mesures adaptées au bassin versant :
 - Amélioration de la connaissance du bassin versant par la réalisation d'un diagnostic hydraulique et hydromorphologique du territoire.
 - Identification des ouvrages de prévention et de protection contre les inondations présentes sur le bassin versant et de leur rôle : aménagements hydrauliques (gestion EPAGE) ou systèmes d'endiguements (actuellement gérés par les membres sur leur territoire respectifs et/ou par d'autres structures).
 - Réalisation ou actualisation des études de dangers des aménagements hydrauliques entrant dans le champ de compétence du Syndicat.
 - Identification des mesures à mettre en œuvre pour réduire les conséquences dommageables des inondations sur le territoire en privilégiant les projets mixtes et la réduction de la vulnérabilité des enjeux.

- Réalisation d'une analyse multicritères des mesures proposées et concertation auprès des acteurs du bassin versant pour la construction d'un programme d'actions équilibré et partagé.
- Réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations des habitations et activités économiques dans les zones inondables.
- Accompagnement des établissements compétents en termes d'urbanisme pour une meilleure prise en compte du risque d'inondation dans les documents d'urbanisme.
- Appui aux collectivités responsables de la gestion de crise en cas d'inondations afin de se préparer aux situations de crise.
- Participation à l'amélioration du réseau de surveillance et de prévision des crues, en lien avec le Service prévision des crues Rhin Sarre de la DREAL Grand Est.
- Appui aux maires pour répondre aux obligations d'information des citoyens et de pose de repères de crues.

Le Syndicat élabore le programme d'actions de manière concertée sur le bassin versant et demande sa labellisation auprès des services de l'État. Après labellisation du PAPI, le Syndicat assure l'animation du programme, notamment en réunissant les instances de concertation. Le Syndicat porte la maîtrise d'ouvrage des opérations qui entrent dans son champ de compétences, les autres actions étant portées par les entités compétentes (EPCI à fiscalité propre, SDEA, Etat, Département du Bas-Rhin, associations, etc.).

- Élaboration et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de gestion de la Bruche et de ses affluents
 - Identification et réalisation des travaux de restauration de cours d'eau et de zones humides à mener prioritairement pour atteindre les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau.
 - Identification et réalisation des actions nécessaires pour le rétablissement, l'amélioration et le maintien de la continuité piscicole.
 - Gestion des ouvrages de continuité piscicole et pérennisation des conventions existantes pour l'entretien de ces ouvrages.
 - Identification et réalisation des mesures permettant une meilleure gestion des flux en étiage afin d'améliorer et/ou préserver l'état écologique des cours d'eau.
 - Recensement des pratiques des entités responsables de l'entretien des cours d'eau afin de proposer une réflexion pour l'harmonisation des pratiques.

- Animation de l'axe Bruche de la stratégie locale de gestion des risques (SLGRI) Bruche Mossig Ill Rhin

- Participation aux instances de la SLGRI pilotées par l'Eurométropole de Strasbourg et la Direction départementale des Territoires du Bas-Rhin.
 - Création d'un comité technique dédiée à l'axe Bruche.
 - Association et sollicitation des parties prenantes pour la mise en œuvre des dispositions concernant l'axe Bruche.
- Création d'outils de communication et de partage de connaissances
- Création d'un site Internet pour le Syndicat.
 - Création d'une base de données à l'échelle du bassin versant et/ou alimentation des bases de données nationales en capitalisant dans un premier temps les données existantes puis en alimentant ces bases de données avec les éléments issues des études portées par le Syndicat.
 - Création d'un réseau technique à l'échelle du bassin versant afin de faciliter les échanges et coordonner les actions pour l'exercice de la compétence GEMAPI.

Missions pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations qui ne sont pas confiées au Syndicat

➤ Gestion des systèmes d'endiguements

La création de la compétence obligatoire GEMAPI et les évolutions réglementaires ont impliqué une clarification des responsabilités pour la gestion des ouvrages de protection contre les inondations. Les EPCI à fiscalité propre compétents au sein du bassin versant de la Bruche ont ainsi initié des démarches d'inventaire des ouvrages sur le territoire, de réalisation ou de mise à jour des études de dangers et pour certaines de travaux de confortement.

D'autres investissements seront nécessaires avant le 1^{er} janvier 2020, et les années suivantes, afin de constituer les dossiers de demande de régularisation des ouvrages au sens du décret n°2015-526 du 12 mai 2015 avec notamment la réalisation des études de dangers puis pour les travaux de confortement, voire d'augmentation du niveau de protection qui auront été identifiés et retenus par les EPCI à fiscalité propre. Les futurs membres du Syndicat doivent ainsi identifier les ouvrages sur le territoire et évaluer le coût des études et éventuels travaux à mener. Ces réflexions en cours ne permettent pas de connaître le coût et les moyens nécessaires à l'échelle du bassin versant.

Au regard des délais réglementaires pour la mise en conformité des ouvrages, des actions en cours, des enjeux localisés protégés par les systèmes d'endiguement existants et du manque d'évaluation des coûts associés, il est proposé de ne pas confier la gestion des systèmes d'endiguement au Syndicat. Les missions définies à l'alinéa 5° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ne seront pas transférées au Syndicat à sa création.

➤ Aménagements hydrauliques localisés

La gestion des ouvrages de protection sous la forme d'aménagements hydrauliques (ouvrages de ralentissement et/ou de stockage des écoulements en crue, au sens du décret n°2015-526 du 12 mai 2015) n'est pas comprise dans l'alinéa 5° précité et correspond aux missions d'aménagement de bassin versant définies dans l'alinéa 1° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement.

En cohérence avec la stratégie proposée pour les systèmes d'endiguement et pour permettre de mettre en place des mesures urgentes de protection contre les inondations avec un effet limité sur le réseau hydrographique, il est proposé de ne pas confier au Syndicat les aménagements hydrauliques dont la protection bénéficie à une ou plusieurs communes d'un seul EPCI. Le critère déterminant le transfert ou non au Syndicat sera l'étendue de la zone protégée, au sens du décret n°2015-526 du 12 mai 2015, définie dans l'étude de dangers préalable à la construction d'un nouvel ouvrage ou au classement d'un ouvrage existant. Si la zone protégée est incluse dans le périmètre d'un seul EPCI, le maître d'ouvrage et gestionnaire est l'EPCI (ou

le SDEA pour les territoires concernés). Si la zone protégée concerne plusieurs EPCI, la maîtrise d'ouvrage et la gestion de l'ouvrage sont assurées par le Syndicat avec un financement partagé.

La Communauté de commune de la Région de Molsheim-Mutzig doit entreprendre une étude de dangers afin de définir la zone protégée par l'ouvrage de ralentissement dynamique des crues de la Bruche situé sur son territoire (forêt du Birckenwald) et pouvoir ainsi déterminer si le transfert au Syndicat est nécessaire.

➤ **Entretien et aménagement des cours d'eau et plans d'eau**

L'entretien des cours d'eau est une responsabilité du propriétaire riverain pour les cours d'eau non domaniaux. Toutefois, les collectivités (uniquement les entités compétentes pour la GEMAPI depuis le 1^{er} janvier 2018) peuvent intervenir par déclaration d'intérêt général, en cas d'urgence ou en cas de carence des propriétaires. Les collectivités interviennent également sur les parcelles en bordure de cours d'eau leur appartenant.

Historiquement au sein du bassin de la Bruche et de la Mossig, certaines collectivités ont mené une politique d'intervention forte pour l'entretien de cours en réalisant des travaux annuels par déclaration d'intérêt général sur des linéaires importants. Ainsi, les pratiques et politiques actuelles pour l'entretien des cours d'eau sont hétérogènes sur le bassin versant.

Le réseau hydrographique du bassin versant de la Bruche et de la Mossig représentant un linéaire important, plus de 100 km, l'homogénéisation d'une pratique d'intervention par substitution des riverains nécessiterait des moyens humains et financiers importants. Au contraire, l'homogénéisation des pratiques en intervenant uniquement en cas de carence avérée des propriétaires et sur les parcelles intercommunales ne sera pas acceptée par l'ensemble des futurs membres puisqu'elle impliquerait une baisse du niveau de service pour certains territoires.

Les futurs membres du Syndicat ont ainsi proposé de ne pas transférer les missions d'entretien et de rattrapage d'entretien des cours d'eau afin de maintenir les dynamiques actuelles au sein du bassin versant. Cependant, le Syndicat aura pour mission la réalisation un diagnostic des pratiques existantes, de leur coût et de l'état des cours d'eau afin de proposer une stratégie à long terme pour l'entretien des cours d'eau incluant des actions de communication auprès des riverains.

Compétences confiées par les membres du Syndicat

Les compétences confiées au Syndicat par transfert de ses membres sont définies dans les statuts. Elles correspondent aux alinéas 1 et 8 et à terme à l'alinéa 12° du I de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement. Dans le cadre des dispositions de l'article de la **loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, les alinéas 1° et 8° précités sont transférés partiellement.** Certaines missions correspondant à ces alinéas, décrites ci-après et dans les statuts, ne sont pas transférées au Syndicat et seront exercées par les EPCI et syndicats compétents.

La feuille de route permet de préciser le périmètre de ces missions et les transferts mobiliers ou immobiliers associés, notamment en termes d'ouvrages hydrauliques.

- **L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (alinéa 1°)**

- Création, définition et gestion d'aménagements hydrauliques au sens de l'article R.562-18 du Code de l'Environnement, dédiés à la rétention ou au ralentissement des crues ; à l'exception des aménagements hydrauliques dont la zone protégée est comprise dans le territoire d'un seul EPCI. La zone protégée est définie par une étude de dangers correspondant aux dispositions du **décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques.**

Pour les ouvrages existants avant la création du Syndicat, le transfert au Syndicat sera opéré après la réalisation d'une étude de danger sous maîtrise d'ouvrage des EPCI compétents et/ou du SDEA selon le territoire.

Ainsi, les aménagements hydrauliques dont la zone protégée s'étend au-delà des limites administratives d'un EPCI seront gérés et entretenus par le Syndicat. Les aménagements hydrauliques ayant une influence plus localisée, *i.e.* dont la zone protégée est comprise dans les limites administratives d'un seul EPCI, seront gérés par l'entité compétente (EPCI ou SDEA selon le territoire).

- Création ou restauration des zones de rétention temporaire des eaux de crues (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 1° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement).

- Création ou restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau (le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 2° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement).

- Amélioration de la connaissance hydrographique du bassin versant par la réalisation d'études hydrologiques et hydrauliques.

- **La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (alinéa 8°)**

- Restauration hydromorphologique des cours d'eau et plans d'eau au sens de l'annexe V de l'arrêté du 25 janvier 2010, intégrant des interventions visant le rétablissement de leurs caractéristiques hydrologiques (dynamique des débits, connexion aux eaux souterraines) et morphologiques (variation de la profondeur et de la largeur de la rivière, caractéristiques du substrat du lit, structure et état de la zone riparienne) ainsi que la continuité écologique des cours d'eau (migration des organismes aquatiques et transport de sédiments en particulier sur les cours d'eau classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement).

- Protection des zones humides et restauration de zones humides dégradées au regard de leur intérêt pour la gestion intégrée du bassin versant (épuration, expansion de crue, soutien d'étiage), de leur valeur touristique, paysagère ou écologique.

- Actions en matière de restauration de la continuité écologique, de transport sédimentaire, de restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, de restauration de bras morts, de gestion et d'entretien de zones humides.

Dans le cadre du transfert de cette compétence, le Syndicat se voit confier la gestion des ouvrages hydrauliques dédiés à la continuité piscicole et sédimentaire et dont la maîtrise d'ouvrage était assurée par ses membres. Le Syndicat assure l'entretien des ouvrages et se substitue aux membres ayant convenus des conventions d'entretien (avec les associations de pêches notamment).

Le rattrapage d'entretien au sens du II de l'article L.215-15 du code de l'environnement, c'est-à-dire les opérations menées dans le cadre d'un plan de gestion pluriannuelle, n'est pas transféré au Syndicat et reste dans le champ de compétence des EPCI et/ou du SDEA.

- **Autres compétences**

La compétence pour « L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique » (alinéa 12°) ne sera pas transférée au Syndicat lors de sa création car l'ensemble des membres ne disposent pas de cette compétence. Lorsque les membres s'en seront dotés, celle-ci sera transférée au Syndicat afin de conforter ses missions d'animation et de concertation.

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Remises gracieuses en matière d'eau et d'assainissement.

Le service de l'Eau et de l'Assainissement propose au Conseil métropolitain de délibérer afin d'accorder une remise aux abonnés victimes d'une fuite souterraine sur leurs installations intérieures (conformément à l'article 48 du règlement de fourniture d'eau).

Toutes les remises gracieuses prises en compte dans cette délibération et concernant les immeubles d'habitation portent sur des consommations non éligibles aux dispositions du décret du 24 septembre 2012 relatif aux fuites privatives sur des locaux d'habitation.

En conséquence, ces remises gracieuses ont été instruites conformément à l'article 48 du règlement de l'Eau relatif aux fuites souterraines.

Je vous propose de statuer sur ces demandes de remises gracieuses, dont le montant total est récapitulé dans le relevé joint en annexe. Il s'élève à :

	Total TTC	dont part eau potable	dont part assainissement
Remises gracieuses	50 162,17	15 542,73	34 619,44

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

les remises gracieuses eau et assainissement selon l'état nominatif joint pour un montant total de 50 162,17 euros ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à émettre les mandats et titres de recettes nécessaires à l'exécution budgétaire de la présente délibération.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CONSEIL METROPOLITAIN DU : **03/05/19**

TABLEAU REMISES GRACIEUSES

COMMUNES	CLIENTS	TOTAL DE LA REMISE TTC	DONT PART EAU POTABLE	DONT PART ASSAINISST.
REMISES GRACIEUSES SELON ART.48 DU REGLEMENT				
STRASBOURG	COPRO. 28 RUE DES JARDINIERS	2 464,40	894,43	1 569,97
STRASBOURG	GRG ALSACE PAR MESSER HUBERT	2 788,71	1 012,65	1 776,06
STRASBOURG	STENGEL Roland	26,21	9,97	16,24
STRASBOURG	VILLE DE STRASBOURG MAO	15 993,56	5 847,97	10 145,59
STRASBOURG	VILLE DE STRASBOURG MAO	8 059,80	-	8 059,80
STRASBOURG	COPRO. 6 RUE DES ARQUEBUSIERS	1 538,78	558,31	980,47
STRASBOURG	ROUMAGERE Christophe sarl	3 058,10	1 110,92	1 947,18
STRASBOURG	WITT France SCI GEWI	12 751,17	4 630,24	8 120,93
HANGENBIETEN	MEY ETABLISSEMENT	104,20	104,20	-
PLOBSHEIM	COMMUNE DE PLOBSHEIM	283,46	283,46	-
LA WANTZENAU	EURO-INFORMATION CREDIT MUTUEL	3 093,78	1 090,58	2 003,20
	TOTAL	50 162,17	15 542,73	34 619,44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

**Projet de restructuration et d'extension du stade de la Meinau à Strasbourg :
engagement d'une concertation préalable avec le public sous l'égide de
garants.**

I - LES OBJECTIFS ET LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Engagement des études préalables

Dans sa séance du 29 juin 2018, le conseil de l'Eurométropole a approuvé l'engagement des missions pré-opérationnelles relatives au projet d'extension et de restructuration du stade de la Meinau.

En effet, si un grand stade est un outil indispensable pour accompagner le projet sportif du club et l'installer durablement en ligue 1, c'est aussi un équipement qui contribue à l'attractivité et au rayonnement de la capitale Régionale et Européenne et de son agglomération.

Les collectivités publiques (Ville de Strasbourg, Région Grand Est et Conseil Départemental du Bas-Rhin) ont en conséquence annoncé leur volonté de soutenir financièrement l'Eurométropole, responsable du projet, à hauteur d'environ 40 M€ (hors contribution EMS).

Le coût global du projet de restructuration et d'extension du stade de la Meinau est estimé à 100 M€ TDC HT, basé sur les objectifs et un programme prévisionnel de travaux suivants :

1. Amélioration de l'expérience visiteurs :

- 1.1. Créer une « fanzone » (côté entrée principale route de Colmar).
- 1.2. Fermer les coursives et aménager des espaces grands publics plus fonctionnels (toilettes, buvettes, ...).
- 1.3. Changer les sièges.
- 1.4. Aménager la tribune Ouest en tribune dite « active » (tribunes debout).
- 1.5. Supprimer la fosse et reconfigurer les tribunes périphériques basses (création d'environ 6 500 places assises).
- 1.6. Augmenter la jauge globale à environ 32 500 places, comprenant 10 % de places dites « à prestations ».

2. Création de nouveaux espaces dits « à prestations » :

- 2.1. Construire de nouveaux salons de réception.
- 2.2. Créer de nouvelles loges.
- 2.3. Rénover et étendre les espaces à prestations existants.

3. Rénovation technique de l'équipement existant :

- 3.1. Reprendre la pelouse avec un système de chauffage intégré.
- 3.2. Reprendre partiellement la toiture.
- 3.3. Mettre aux normes les équipements techniques (distribution électrique, éclairage led, contrôle d'accès, wifi, ...).

Les missions pré-opérationnelles devaient donc permettre de :

1. définir le programme technique détaillé, arrêter le coût de l'opération et son calendrier prévisionnel de réalisation,
2. choisir le meilleur montage juridico-financier, pour financer, réaliser et exploiter le futur équipement.

Les études préalables relatives au programme technique et fonctionnel du stade sont en cours et doivent maintenant être enrichies par les dispositions relatives à la bonne insertion de l'équipement dans le quartier tant dans ces dimensions économiques, sociales, urbaines, qu'environnementales.

Une attention particulière sera portée aux dispositions environnementales du projet, tant en phase de réalisation qu'en phase d'exploitation, notamment : l'intégration du bâtiment dans son environnement, le choix des matériaux, le recours aux énergies renouvelables, les performances thermiques de l'ouvrage, les confort d'usage (acoustique, thermique, visuel), la limitation des nuisances du chantier, la gestion de l'eau, etc.

En effet la réalisation du projet sera accompagnée d'aménagements extérieurs ou connexes liés au fonctionnement du projet et à proximité immédiate, notamment des travaux d'aménagement des abords pour améliorer son insertion urbaine (cheminements piétons/cyclistes, réaménagements des espaces de stationnement) estimés à 10 M€ HT.

Par ailleurs le Racing Club de Strasbourg procédera au réaménagement du centre d'entraînement en reconfigurant deux terrains et en construisant un bâtiment (vestiaires et « lieu de vie » pour l'équipe professionnelle). Ce projet est estimé à 7,8 M€ HT.

Une attention toute particulière sera apportée aux conditions d'accès au stade, dans un double objectif de ne pas augmenter l'offre de stationnement actuellement existante pour favoriser les modes de déplacements doux (cheminements piétons, pistes cyclables) et de renforcement des dessertes en tramway depuis les lignes A, C et E, et ferroviaire depuis la gare Krimmeri.

Mode de réalisation et d'exploitation

Le choix du mode de réalisation et d'exploitation du projet n'est à ce jour pas encore arrêté. L'objectif poursuivi par les études actuellement en cours est de soumettre l'ensemble des éléments permettant une prise de décision au plus tard fin septembre 2019.

Le moment est venu d'engager la concertation préalable avec le public sur le projet d'extension et de restructuration du stade de la Meinau et ses aménagements extérieurs.

La concertation a pour objectif d'informer et d'associer le public au projet afin notamment d'alimenter la réflexion du maître d'ouvrage et des futurs candidats à la réalisation du projet.

II - LE DISPOSITIF GENERAL DE CONCERTATION

- Rappel du contexte réglementaire

-

La présente concertation préalable, de par son objet, est organisée sur la base d'un double fondement légal :

- au titre du Code de l'Urbanisme (articles L 103-2 et R 103-1) pour les investissements routiers (desserte, nouveau parvis, cheminements piétons-cyclistes, espaces de stationnement) ;
- au titre du Code de l'Environnement (articles L121-15-1 ; L 121-16-1 et L 121-17) pour le projet de rénovation du stade et ouvrages associés, hors champ du débat public.

Conformément à l'article L121-17 et selon les modalités fixées par l'article L 121-16-1 du Code de l'Environnement, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg a saisi la Commission Nationale du débat public (CNDP) le 19 mars 2019, pour la désignation d'un garant dans le but d'engager un processus de concertation volontaire avec le public.

Dans sa séance plénière du 3 avril 2019, la CNDP a désigné Mme Valérie TROMMETTER et M. Désiré HEINIMANN en tant que garants de cette concertation préalable.

La mission des garants est de veiller à la qualité de l'information et à la participation du public (possibilité de formuler des questions et de donner son avis). Personnes neutres et indépendantes du maître d'ouvrage, les garants n'ont pas à prendre parti sur le fond du dossier mais s'assurent du bon déroulement d'une concertation.

L'article L 121-15-1 du Code de l'Environnement précise que la concertation préalable permet de débattre :

- De l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques du projet.
- Des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire.
- Des éventuelles solutions alternatives.
- Des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

La présente délibération a donc pour objet de fixer les objectifs du projet, les modalités retenues pour l'information et la participation du public et d'autoriser le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, personne publique responsable du projet, à engager la concertation préalable à la réalisation de ce projet.

- Les modalités d'organisation de la concertation

Les modalités prévues pour la concertation sont les suivantes :

Les moyens de publicité :

Publication et affichage légaux des avis d'information du public :

- Avis dans 2 quotidiens régionaux minimum : Alsace et Dernières Nouvelles d'Alsace.
- Affichage administratif au Centre Administratif, dans les Mairies de quartier à Strasbourg et dans les Mairies des communes de l'Eurométropole.
- Sites Internet : « participer.strasbourg.eu » et « strasbourg.eu ».
- Sur site au stade de la Meinau.

Autres dispositions complémentaires :

Ces dispositions seront complétées par :

- Un affichage dans les principales gares TER du Département.
- Des courriers à l'adresse des « acteurs incontournables » (associations supporters, conseil quartier, LAFA, associations TC, usagers CTS....).
- Encart dans Strasbourg Magazine du mois de mai 2019.

Un délai minimal de 15 jours doit être respecté entre la publication de l'avis d'information et l'ouverture de la concertation.

Les moyens d'information et de participation :

Plusieurs modalités sont prévues : deux réunions publiques, trois ateliers thématiques, la mise à disposition d'un dossier de concertation sur un site participatif permettant l'accès aux informations et la possibilité de déposer des observations et propositions, ainsi que sur support papier sur certains sites avec registre d'expression, ou auprès des garants.

Une réunion publique d'ouverture : Semaine du 20 au 24 mai

1. Objectifs : cadrage, calendrier, ateliers.
2. Lieu : Auditorium Cité de la Musique et de la Danse (à confirmer).

Des ateliers thématiques : sur inscriptions en ligne et au cours de la réunion publique d'ouverture

1. Projet Stade.
2. Mobilité.
3. Insertion urbaine et Environnementale.

Chaque atelier se réunira 2 fois selon des créneaux horaires différents pour permettre la participation à plusieurs ateliers. Les dates et les lieux de tenue de ces ateliers seront précisés dans l'avis d'information et/ou par voie de presse et sur les sites internet de la collectivité.

L'animation et le secrétariat des ateliers et des réunions publiques seront assurés par un prestataire externe qui viendra en appui aux services pour la bonne tenue de ces dernières.

Une réunion publique de clôture : au courant de la Semaine 28, dans un lieu qui sera précisé, comme indiqué précédemment.

La mise à disposition du public pendant la durée de la concertation d'un dossier de concertation, il sera consultable dès l'ouverture de la concertation et devra rassembler les informations et documents suivants :

1. Objectifs et caractéristiques du projet, y compris ses opérations connexes (centre d'entraînement pro du RCSA et aménagement des abords).
2. Coûts et conditions de financement.
3. Communes affectées par le projet.
4. Incidences potentielles sur l'environnement.
5. Solutions alternatives.
6. Modalités de la concertation.

Ce dossier sera consultable sur les sites internet aux adresses suivantes :

- participer.strasbourg.eu/stademeinau ;
- strasbourg.eu.

Le site internet comprendra un registre numérique destiné à recueillir les observations et propositions du public qui y seront publiées.

Le dossier de concertation sera mis à la disposition du public sur support papier au centre administratif de l'Eurométropole, 1 parc de l'Etoile à Strasbourg et au stade de la Meinau, rue de l'Extenwoerth à Strasbourg, il sera accompagné d'une exposition et d'un registre d'expression du public.

Le public pourra également adresser ses observations et propositions ou toute remarque sur le déroulement de la concertation auprès :

- des garants par courriel à l'adresse mail suivante (à compléter),
- de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti par courrier postal à l'adresse, DCPB - Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex.

La présente délibération comprend en annexe un plan du périmètre concerné par le projet de stade et ses aménagements extérieurs.

La concertation sur le projet sera ouverte du lundi 20 mai au vendredi 12 juillet 2019 inclus.

A l'issue de la concertation, les garants disposeront d'un mois pour en dresser le bilan qui sera ensuite mis en ligne sur les sites internet mentionnés ci-dessus ainsi que sur le site de la CNDP. Dans un délai de 2 mois après cette publication, l'Eurométropole tirera son propre bilan et mentionnera les mesures qu'elle juge nécessaire de mettre en œuvre pour tenir compte des enseignements tirés de la concertation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.103-2 et R 103-1
Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L 121-15-1, L 121-16-1 et
L121-17 et R 121-19 et R 121-20
après en avoir délibéré
approuve

Les objectifs poursuivis par le projet et opérations connexes, à savoir :

- *Aménager un équipement à même d'accueillir des compétitions de niveau national et international.*
- *Porter la capacité globale à 32 500 places assises.*
- *Améliorer l'expérience « spectateurs » créer une zone de supporters, changer les sièges, aménager la tribune Ouest, supprimer les fosses périphériques pour reconfigurer les pieds des tribunes, rénover les coursives, hautes et basses, y compris sanitaires, toilettes et buvettes.*
- *Créer des espaces dits « à prestations ».*
- *Rénover les installations techniques (chauffage pelouse, rénovation partielle de la couverture, distribution électrique, éclairage led, contrôle d'accès..).*
- *Reconfigurer les terrains d'entraînement et construire un bâtiment vestiaire et lieu de vie pour l'équipe professionnelle du RCSA.*
- *Requalifier les abords de l'équipement et assurer son insertion urbaine et environnementale.*
- *Le plan du périmètre de la concertation est joint en annexe à la présente délibération.*

Les modalités de la concertation suivantes :

Moyens de publicité :

Publication de l'avis d'information du public (avis de concertation) :

- *dans la presse locale et régionale (Alsace, Dernières Nouvelles d'Alsace),*
- *affichage au siège de l'Eurométropole et dans les mairies de quartier, et les mairies des communes de l'Eurométropole,*
- *affichage sur le site de la Meinau,*
- *sur les sites internet mentionnés au rapport (« participer.strasbourg.eu » et « strasbourg.eu »).*

Publicité complémentaire :

- *dans les principales gares TER du département,*
- *courriers aux « acteurs incontournables ».*

Moyens d'information et de participation du public :

- *deux réunions publiques (au lancement et à la clôture dont les dates et lieux seront précisés par l'avis de concertation et/ou par voie de presse et sur les sites internet),*
- *des ateliers thématiques : projet de stade, mobilité, insertion urbaine et environnementale (dates et lieux seront précisés comme précédemment indiqué),*
- *la mise à disposition du public d'un dossier de concertation comportant les rubriques prévues à l'article R 121-20 du Code de l'Environnement :*
- *sur les sites internet participatifs : « participez.strasbourg.eu/stademeinau » et « strasbourg.eu », avec un registre numérique permettant au public de déposer ses observations et propositions et en les publiant,*
- *sur support papier accompagné d'un registre d'expression du public et d'une exposition au centre administratif de l'Eurométropole, lparc de l'Etoile à Strasbourg, et au stade de la Meinau, rue de l'Extenwoerth à Strasbourg.*

Le public pourra ainsi consigner ses observations et propositions sur les registres d'expression, sur les sites internet sus-mentionnés, par courrier postal auprès de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti, Eurométropole de Strasbourg, 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex et par courriel à l'adresse des garants.

La concertation sera ouverte du lundi 20 mai au vendredi 12 juillet 2019 inclus.

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à engager la concertation préalable selon les modalités ci-avant exposées pour le projet de restructuration et d'extension du stade de la Meinau et opérations connexes, selon les objectifs programmatiques développés dans l'exposé des motifs de la présente délibération ;*
- *à passer un ou plusieurs marché(s), selon les dispositions du Code de la Commande Publique nécessaires à la mise en œuvre des réunions et ateliers publics, à la réalisation des moyens d'affichage et d'information s'y rapportant.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 25

Projet de restructuration et d'extension du stade de la Meinau à Strasbourg : engagement d'une concertation préalable avec le public sous l'égide de garants.

Pour

50

AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BAUR-Jacques, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, BULOUE-Béatrice, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, FONTANEL-Alain, FROEHLY-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATHIEU-Jean-Baptiste, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, RICHARDOT-Anne-Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, SAUNIER-Alain, SCHAAL-Thierry, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHWARTZ-Pierre, TRAUTMANN-Catherine, SCHALCK-Elsa, WEBER-Anne-Catherine, ZUBER-Catherine

Contre

1

SPLET-Antoine

Abstention

23

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BERNHARDT-Michel, WERLEN-Jean, BUR-Yves, BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, ERB-Eddie, FLORENT-Martine, GRAEF-ECKERT-Catherine, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, IMBS-Pia, JUND-Alain, HENRY-Martin, JAMPOC-BERTRAND-Nathalie, MACIEJEWSKI-Patrick, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SCHAAL-René, SCHAETZEL-Françoise



CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 25

Projet de restructuration et d'extension du stade de la Meinau à Strasbourg : engagement d'une concertation préalable avec le public sous l'égide de garants.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 50 + 1 (*)

Contre : 1

Abstention : 23

SERVICE DES ASSEMBLÉES

Observation :

(*) Le boîtier de vote de Mme Françoise BUFFET était défectueux : elle souhaite voter « Pour ».

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Médiathèque Nord : projet scientifique, culturel, éducatif et social, aménagement intérieur, équipement, collections et postes.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée le 1^{er} janvier 2004 d'une compétence en lecture publique visant notamment à assurer la construction de quatre nouvelles médiathèques pour structurer le réseau des médiathèques implanté sur son territoire.

Trois équipements ont été livrés depuis :

- la médiathèque du bassin de vie Sud à Illkirch-Graffenstaden, ouverte en 2006,
- la médiathèque tête de réseau André Malraux à Strasbourg, ouverte en 2008,
- la médiathèque du bassin de vie Ouest à Lingolsheim, ouverte en 2009.

Implantée sur la commune de Schiltigheim, la médiathèque Nord doit ouvrir en 2021. Elle constituera l'achèvement du projet de l'Eurométropole pour la lecture publique lancé au début des années 2000.

Le réseau de lecture publique de l'Eurométropole s'articule étroitement avec le réseau de lecture publique de la Ville de Strasbourg et les médiathèques des communes de l'Eurométropole réunies dans le réseau Pass'Relle.

Le Rapport Orsenna, *Voyage au pays des bibliothèques*, publié en février 2018 soulignait que les bibliothèques sont les équipements culturels les plus fréquentés après les cinémas : 27 millions de personnes ont poussé leurs portes en 2016. Leur fréquentation continue par ailleurs à progresser : + 23 % depuis 2005.

Cependant, les 92 000 habitants du bassin Nord de l'Eurométropole bénéficient d'une offre de service sous-dimensionnée pour ce bassin de vie. La construction de la Médiathèque Nord répond donc à un enjeu fort pour la collectivité qui finalisera ainsi l'inscription de l'ensemble du territoire dans cette dynamique politique de lecture publique et palliera au déficit constaté d'offre de bibliothèque sur le territoire.

Le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le 28 avril 2017 l'acquisition en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement) auprès de VILOGIA de locaux sis 69 rue de Bischwiller à Schiltigheim en vue de la réalisation de la Médiathèque Nord pour un montant de 4,680 millions d'euros HT, hors coûts des travaux de second œuvre et d'équipement.

L'opération a débuté en 2018 et se terminera fin 2019 avec la livraison d'une enveloppe « brute ». L'équipement s'intègre au sein du nouvel ensemble immobilier mixte (résidentiel et Etablissement Recevant du Public) d'une surface de plancher totale de 4 482,80 m², répartie sur sept niveaux (y compris sous-sol et attique).

Les locaux destinés à la médiathèque se développeront sur une surface de plancher d'environ 2 516 m², auxquels s'ajoutent les 455 m² d'une terrasse accessible au public, depuis le 1^{er} étage. Les niveaux rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^{ème} étage seront exclusivement dédiés à la médiathèque. Le sous-sol, essentiellement affecté aux places de stationnement des logements accueillera des locaux techniques de la médiathèque.

L'objet de la présente délibération porte sur

- *La validation du projet scientifique, culturel, éducatif et social de la Médiathèque Nord qui fixe les orientations stratégiques de développement de l'établissement.*
- *L'approbation de l'opération d'aménagement intérieur de la médiathèque.*
- *La dotation en postes permanents nécessaires au fonctionnement de l'établissement.*

Le projet scientifique, culturel, éducatif et social

Le projet scientifique, culturel, éducatif et social (PSCES) dresse dans un premier temps un diagnostic territorial qui décrit le territoire et souligne des points saillants. Le bassin territorial où s'installe le futur établissement est densément peuplé, surtout en première couronne. Les écarts de revenus y sont importants et six quartiers prioritaires sont identifiés dans le cadre de la politique de la ville. Une dynamique politique de construction voit émerger de nouveaux quartiers comme sur les friches Fischer ou Caddie à proximité immédiate de la Médiathèque Nord.

La mobilité professionnelle quotidienne est forte : c'est un enjeu pour la médiathèque qui doit répondre à la fois aux aspirations des personnes qui habitent sur le territoire sans y travailler ainsi qu'à celle qui y travaillent sans y habiter. Les infrastructures de transport et technologiques sont d'un bon niveau.

Le déficit d'offre de lecture publique est important en première couronne où s'implantera justement la médiathèque Nord. Une récente politique de construction d'établissements de lecture publique (notamment à La Wantzenau, Lampertheim ou encore Vendenheim) a permis porter à neuf le nombre de bibliothèques sur le territoire Nord mais il reste un effort significatif à porter dans ce domaine.

Le panorama des partenaires potentiels de la Médiathèque Nord permet d'avoir une image précise de la dynamique du territoire dans les domaines de :

- L'enseignement et l'éducation populaire.
- La culture.
- Le domaine social.
- La lecture publique.

Les espaces de la Médiathèque Nord seront ouverts à ces partenaires mais la médiathèque ne cherchera pas à se substituer à leurs compétences professionnelles respectives. Ces

acteurs qui sont déjà implantés sur le territoire ont été consultés dans le cadre du travail de programmation. Une série de rencontres a été organisée avec ce panel qui a permis, en lien avec les élus membres du Comité de Pilotage, de définir une couleur spécifique au nouvel établissement.

La médiathèque Nord sera ainsi une médiathèque « Citoyenne et culturelle ». Elle répondra aux enjeux de société et aux usages culturels nouveaux qui se sont imposés ces dernières années. Le numérique irriguera l'ensemble du projet.

Aujourd'hui, le public ne vient plus dans les médiathèques seulement pour y trouver des collections. La fréquentation pour des raisons pratiques s'est renforcée : accès à Internet, apprentissage du français, espace où faire ses devoirs... La fréquentation pour des raisons ludiques s'est également imposée : possibilité de prendre un café, jeux sous toutes ses formes. Elles sont devenues le lieu du loisir culturel.

Aussi, dans une visée stratégique, les collections seront réduites par rapport aux autres médiathèques de bassin de vie afin de réserver une plus grande place pour encourager le dialogue avec les citoyens et pour proposer une nouvelle destination dans la ville où le public pourra s'offrir une respiration dans son quotidien.

Dans la même optique le centre technique où seront traitées les collections de la Médiathèque Nord sera situé dans un nouveau local à la médiathèque Olympe de Gougues afin de libérer de la place dans le nouvel établissement.

L'écoute et la prise en compte des demandes du public seront organisées pour garantir la coexistence des politiques publiques et des aspirations citoyennes. Les débats de société contemporains auront leur place dans l'équipement. Une médiathèque « citoyenne et culturelle » vise à faire des usagers de la médiathèque Nord des citoyens éclairés et cultivés. L'établissement développera les actions en direction des publics éloignés de la culture en portant des actions de partenariat dans et hors les murs pour favoriser la proximité de l'établissement avec tous les citoyens du territoire.

La médiathèque Nord sera un établissement culturel de l'Eurométropole de Strasbourg. A ce titre, elle permettra à chacun de développer les pratiques culturelles de son choix. Elle organisera les conditions d'une formation culturelle de qualité. La nouvelle médiathèque participera au rayonnement de la collectivité sur le territoire et au-delà. Elle encouragera le développement de tous les publics, y compris les personnes qui sont spontanément peu attirées par la culture.

Si les médiathèques ont évolué, un nouvel établissement ne peut pas se concevoir aujourd'hui sans livres. Ils restent le cœur d'un établissement qui s'est longtemps appelé « bibliothèque » et l'écrit reste un média qui permet de structurer une connaissance et de construire une opinion. Mais la culture est aujourd'hui protéiforme : le cinéma, la musique, les jeux de société et les jeux vidéo devront être proposés à la médiathèque Nord. Au-delà de la notion de collection, la culture c'est aussi une pratique qui sera encouragée dans l'établissement. Enfin, la culture ce sont aussi toutes les cultures immatérielles d'un territoire et les droits culturels des citoyens seront vivants à la médiathèque nord.

Enfin, la Médiathèque Nord pourra accompagner des projets intercommunaux de développement territorial par la lecture publique à l'échelle du réseau Pass'Relle : diagnostics et orientations sur la lecture publique, animation d'un réseau entre bibliothèques, portage et soutien aux actions culturelles intercommunales. Ainsi, des projets coordonnés pourront dépasser le cadre des établissements pour être portés à l'échelle du territoire Nord de l'Eurométropole.

Les travaux d'aménagement intérieur

Le programme architectural et technique

La médiathèque Nord sera à la fois innovante et porteuse de pratiques de lecture publique incarnant des valeurs « *citoyennes et culturelles* ».

Le programmiste missionné par la Collectivité est ainsi parvenu à consolider son schéma fonctionnel autour d'un concept architectural dédié à cette ambition.

Positionnées au cœur du schéma fonctionnel, les valeurs citoyennes et culturelles articuleront ainsi les différentes unités fonctionnelles et les espaces de l'établissement, les déclinant par des transitions graduelles sur l'ensemble de ses trois niveaux.

L'espace central de la médiathèque, ainsi conçu et réinterprété, sera une zone de foisonnement, de mixité, de brassage et d'échanges intergénérationnels.

Compte tenu de son rôle clé dans la ville, le volet « jeunesse » sera constitutif et partie prenante de ce noyau. A l'instar du volet « numérique », sa perception ne se réduira pas à celle d'une offre parmi d'autres, mais comme l'expression d'usages et de rapports nouveaux entre les publics, impliquant de repenser tout autant l'ergonomie globale des espaces que l'accessibilité de contenus multi supports (y compris dans son volet hors les murs). La terrasse sera également pleinement intégrée au projet et devra constituer un prolongement naturel extérieur des espaces intérieurs.

Au stade du programme, et sans préjuger de leur signalétique ou dénominations définitives, les différentes unités fonctionnelles prévues seraient les suivantes :

- L' « Espace Public » (773 m²) : structure l'ensemble de la médiathèque et articule ses différents pôles, en incluant des espaces d'appropriations multiples (esplanade des expressions, salon des médiations), de convivialité (kiosque, café-concert), et une salle commune.
- Le « Square » (terrasse de 453 m²) : espace (vert) extérieur d'expérimentation, de détente, de jeu, d'animation.
- Le « Jardin d'Enfants » (420 m²) : stimule l'imagination, le rêve, la découverte, l'éveil et le jeu.
- Les « Puits du Savoir » (330 m²) : espace des collections, permettant l'évasion et l'imagination, la découverte et la cogitation, orienté sur la citoyenneté et la diffusion de la culture.
- La « Base de Loisirs » (265 m²) : ambiance confortable, favorable à la détente, au jeu, multimédia.
- Le « Bureau » (70 m²) : espaces studieux dédiés au travail (en groupe ou seul), à la formation.
- Le « Salon Numérique » (43 m²) : lieu partenarial dédié à la formation, au numérique.

- L' « Administration » (320 m²) : locaux des agents, promouvant une culture de travail collaboratif.

Les équipements

L'équipement de la Médiathèque Nord touchera aux domaines de l'informatique, de l'action culturelle, de la médiation numérique, de l'accueil et de l'animation. Il concernera également les espaces professionnels.

Il y a 835 000 € TTC inscrit au PPI pour l'équipement de la médiathèque Nord. Ce montant est conforme à l'estimation prévisionnelle menée dans le cadre de l'étude de programmation.

Le budget de l'opération

Le coût des travaux est estimé à 2 654 000 € HT pour un montant global d'opération estimé à 5 300 000 € TTC (valeur fév. 2019), toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

<i>Etudes préalables :</i>	<i>45 000 € TTC</i>
<i>Travaux (bâtiment, aménagements terrasse, signalétique) :</i>	<i>3 410 000 € TTC</i>
<i>Mobilier</i>	<i>990 000 € TTC</i>
<i>Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordinateur sécurité protection santé)</i>	<i>550 000 € TTC</i>
<i>Frais divers (assurances, branchements, publication, provision pour aléa,...)</i>	<i>305 000 € TTC</i>

La conduite d'opération sera assurée par la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

La désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre fera l'objet d'une procédure concurrentielle avec négociation, conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment ses articles 71 à 73.

Le planning de l'opération

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

<i>Désignation de la maîtrise d'œuvre :</i>	<i>2^e et 3^e trimestres 2019</i>
<i>Etudes de maîtrise d'œuvre :</i>	<i>du 4^e trimestre 2019 au 1^{er} trimestre 2020</i>
<i>Consultation des entreprises :</i>	<i>2^e trimestre 2020</i>
<i>Travaux :</i>	<i>3^e et 4^e trimestres 2020</i>
<i>Achèvement et mise en service :</i>	<i>1^{er} trimestre 2021</i>

Le fonctionnement de la médiathèque

Malgré un contexte financier contraint, le projet de Médiathèque Nord est réaffirmé. C'est un signal fort de l'Eurométropole dans sa volonté d'aboutir à la finalisation du maillage territorial des établissements de lecture publique et notamment sur le bassin Nord.

Les collections

Le diagnostic territorial montre que la médiathèque Nord s'implante dans un territoire où d'autres établissements de lecture publique existent déjà et les collections qui s'y déploient sont complémentaires. Les établissements de lecture publique du réseau Pass'Relle les plus proches sont les médiathèques de Bischheim, Cronenbourg, Mélanie de Pourtalès et Olympe de Gouges. L'association livre dans le quartier des écrivains entre Schiltigheim et Bischheim dispose de 16 000 documents.

La médiathèque Nord s'intègre au réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg qui compte près d'un million de titres et la complémentarité des collections entre établissements doit être encouragée. La place du numérique impose aujourd'hui de retenir des options qui permettront une approche moderne de consultation des classiques sur tablette. Une offre numérique conséquente existe déjà dans le réseau sous la forme du dispositif de l'@ppli au sein du réseau des Médiathèques.

La place de la musique sur CD sera réduite et des alternatives seront proposées sous la forme numérique ou physique.

Un espace dédié au jeu sera organisé et structuré autour du jeu vidéo et du jeu de plateau.

Il y a 1 251 000 M€ TTC inscrit au PPI pour la constitution de la collection. Ce montant est conforme à l'estimation prévisionnelle menée dans le cadre de l'étude de programmation.

Les horaires d'ouvertures

Les horaires d'ouverture des médiathèques des communes du territoire Nord sont globalement en adéquation avec le poids démographique des communes. Elles sont en partie inadaptées au rythme de vie de tous, notamment des actifs : ouvertures rares lors de la pause méridienne, en soirée, le samedi après-midi et le dimanche.

Le service des Médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg conduit actuellement un projet de transformation sur la période 2018-2020. Il vise notamment à travailler sur les horaires des établissements du réseau et à redéfinir le rôle structurant des médiathèques de bassin de vie. Les conséquences pour la Médiathèque Nord, et notamment ses horaires, seront précisées au cours de cette démarche.

Les marchés

La médiathèque Nord, en tant que médiathèque de l'Eurométropole pourrait constituer ses collections en s'appuyant sur les marchés d'acquisition déjà en cours dans le service et ce sera le cas dans le cadre d'un fonctionnement régulier.

Cependant, la période de constitution de la collection nécessite l'acquisition de 40 000 ouvrages ce qui représentent un volume d'acquisition qui dépasse les montant prévus par les marchés en cours.

Aussi, des marchés spécifiques pour la constitution de la collection de la médiathèque Nord seront passés pour permettre l'acquisition de documents imprimés, jeux de société, jeux vidéo, CD et DVD. Ils seront soumis à délibération du Conseil de l'Eurométropole au cours de l'année 2019.

Les effectifs et moyens humains

L'équipe de la médiathèque Nord sera amenée à animer et à travailler dans un espace de 2 516 m² pourvu de 40 000 documents environ. Les missions des agents sont réparties entre les missions de service public et les missions de travail interne.

En service public, les agents sont chargés d'assurer l'accueil, le renseignement et l'animation liés aux projets du service. La taille de l'équipe conditionne les capacités d'ouverture de l'établissement. La médiation est une part importante du travail des agents de bibliothèques qui accompagnent le public dans des domaines très variés : lecture de conte, renseignement documentaire, accompagnement administratif, animation d'un espace ludique...

En travail interne, les agents préparent les animations et les collections en vue de les mettre à disposition du public.

Ainsi, une équipe de 17 postes est nécessaire au bon fonctionnement du service :

- 1 poste de Conservateur est déjà pourvu par à l'Eurométropole
- 16 postes sont à créer :
 - 1 agent de catégorie A.
 - 6 agents de catégorie B.
 - 9 agents de catégorie C.

Les fiches de postes des agents de catégories C ont été calibrées pour la filière culturelle et la filière animation. Cette volonté vise à suivre l'évolution des missions confiées aux bibliothèques. En diversifiant ainsi les filières de recrutement, l'Eurométropole porte une démarche volontaire d'élargissement des profils des agents recrutés en médiathèque.

Le conservateur, chef de projet et futur responsable de l'équipement a été recruté le 1^{er} juillet 2018.

Les autres recrutements sont prévus en fonction des besoins liés au traitement des collections, à l'implantation sur le territoire et pour anticiper l'ouverture de l'établissement. A ce stade, le calendrier proposé est le suivant :

- Septembre 2019 : Un bibliothécaire pour finaliser le projet avant l'arrivée de l'équipe.
- Fin 2019 : 6 assistants pour anticiper l'arrivée au Centre technique.
- Début 2020 : 5 adjoints pour assurer le fonctionnement du Centre technique.
- 2021 : 4 adjoints pour assurer le fonctionnement régulier de l'établissement après ouverture.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu la délibération du Conseil de Communauté du 11 juillet 2003
vu l'avis du Conseil municipal de Schiltigheim en date du 25 avril 2017
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 avril 2017
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

- *le projet scientifique, culturel, éducatif et social,*
- *le projet de travaux d'aménagement de la médiathèque Nord pour un montant de 5 300 000 € TTC, conformément au programme ci-avant exposé,*

- *le principe d'acquisition d'équipements et collections pour des montants respectifs de 835 000 € TTC et 1 251 000 € TTC, conformément au plan pluriannuel d'investissement,*
- *la dotation en postes permanents du futur établissement, soit la création à venir en 2019 d'un poste de catégorie A, de six postes de catégorie B et en 2020 de neuf postes de catégorie C affectés au service des médiathèques ;*

décide

d'imputer les dépenses d'investissement correspondantes pour les montants respectifs de :

- *5,300 M€TTC sur l'autorisation de programme AP0142 Programme 1212 (travaux),*
- *0,835 M€TTC sur l'autorisation de programme AU14 Programme 690 (équipement),*
- *1,251 M€TTC sur l'autorisation de programme AU14 Programme 691 (collections) ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer les demandes d'autorisation d'urbanisme,*
- *à solliciter auprès des financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 9 mai 2019**

Eurométropole de Strasbourg

Direction de la Culture
Service des Médiathèques

Médiathèque Nord
Projet scientifique et culturel, éducatif et social



Table des matières

1	Etat des lieux et diagnostic critique	5
1.1	La population du territoire	5
1.1.1	Répartition et dynamique de la population	5
1.1.2	Rayonnement et centralités	5
1.1.3	Profil sociodémographique	5
1.1.4	Géographie prioritaire et Contrat de Ville.....	6
1.2	Les infrastructures du territoire	7
1.2.1	Accessibilité et transports	7
1.2.2	Les grands projets du territoire.....	7
1.2.3	Environnement technologique.....	8
1.3	Les partenaires	8
1.3.1	L'éducation	8
1.3.2	L'éducation populaire.....	9
1.3.3	La sphère culturelle	9
1.3.4	La sphère sociale	10
1.4	La lecture publique	10
1.4.1	Les réseaux de lecture publique de la ville et de l'Eurométropole	10
1.4.2	Typologie des médiathèques du bassin Nord	11
1.4.3	Les horaires	11
1.4.4	Impact des médiathèques du bassin Nord	12
2	Les orientations stratégiques de la Médiathèque Nord.....	14
2.1	Les usagers au cœur de la médiathèque.....	14
2.2	Une médiathèque citoyenne.....	14
2.3	Une médiathèque culturelle	15
3	Le fonctionnement de l'établissement.....	17
3.1	Les moyens en personnel.....	17
3.1.1	La composition de l'équipe	17
3.1.2	Le calendrier de recrutement.....	17
3.2	Les collections.....	18
3.3	L'équipement	19
4	Les travaux d'aménagement intérieur	19
4.1	Les travaux.....	19
4.2	Le planning de l'opération.....	21

Préambule

La prise de compétence sur la lecture publique de l'Eurométropole est une démarche progressive qui a abouti à un transfert partiel en matière de lecture publique en 2003. Par délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 22 septembre 2003, la décision a été prise de construire quatre équipements structurants pour répondre au constat d'un déficit d'offre en matière de lecture publique sur le territoire.

L'ouverture des premières médiathèques de l'Eurométropole s'est faite entre 2006 et 2009 : médiathèque Sud à Illkirch-Graffenstaden en 2006, médiathèque André Malraux à Strasbourg en 2008 et médiathèque Ouest à Lingolsheim en 2009. La Médiathèque Nord doit ouvrir en 2021 à Schiltigheim. Elle constituera l'achèvement du projet de l'Eurométropole lancé au début des années 2000.

Le projet de Médiathèque Nord est porté par l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les communes du territoire Nord de l'Eurométropole. Celles-ci sont associées à la démarche lors des Comités de pilotage qui réunissent les exécutifs communaux et les agents opérationnels de l'Eurométropole en charge du projet autour de Mme Camille Gangloff, Conseillère eurométropolitaine déléguée à la lecture publique. Des comités techniques sont régulièrement organisés.

La phase de programmation qui s'achève en mars 2019 a permis de réunir un Comité technique spécifique à la Médiathèque Nord ainsi qu'un panel représentatif d'acteurs éducatif sociaux et culturels du territoire.

Le diagnostic territorial s'appuie sur le travail du cabinet Emergences Sud mené dans le cadre de l'étude de programmation.

1 Etat des lieux et diagnostic critique

La politique de développement de la lecture publique sur le territoire de l'Eurométropole pensée au début des années 2000 est finalisée avec la construction de la Médiathèque Nord sur le ban de la commune de Schiltigheim.

Le bassin territorial où s'installe le futur établissement est densément peuplé. Les écarts de revenus y sont importants. La mobilité professionnelle quotidienne est forte. Les infrastructures de transport et technologiques sont d'un bon niveau. Le territoire connaît une dynamique de construction significative.

Le déficit d'offre de lecture publique est important en première couronne où s'implantera justement la Médiathèque Nord.

1.1 La population du territoire

1.1.1 Répartition et dynamique de la population

L'Eurométropole de Strasbourg comptait 500 000 habitants en 2018 repartis sur 33 communes. Elle concentre 44% des habitants du Bas-Rhin et 9% des habitants du Grand Est. Elle intègre l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau depuis 2005.

Le territoire Nord comprend les communes de Bischheim, Eckwersheim, Hoenheim, La Wantzenau, Lampertheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Vendenheim. Avec 97 722 habitants, elles représentent 20% de la population de l'Eurométropole.

Schiltigheim est la troisième commune la plus peuplée du Bas-Rhin (32 234 hab.) après Strasbourg et Haguenau. C'est la commune la plus densément peuplée de l'Eurométropole (4 163 hab./km²). Elle connaît une dynamique de croissance de +0,5%, comparable à la moyenne de l'Eurométropole.

1.1.2 Rayonnement et centralités

Un tiers des 13 000 actifs qui résident dans la commune de Schiltigheim travaillent aussi dans la commune. L'étude des navettes domiciles-travail révèle que 9 000 personnes quittent Schiltigheim chaque jour pour aller travailler ailleurs alors que 14 000 personnes y viennent : 80% des emplois de la commune sont occupés par des actifs issus d'autres communes.

1.1.3 Profil sociodémographique

La répartition par âge montre un profil comparable à la moyenne nationale sur le bassin Nord avec à Schiltigheim une surreprésentation légère des 18-24 ans et forte des 25-39 ans (22,1% contre 18,6% à l'échelle nationale). Cette présence marquée des jeunes actifs sur la commune contraste avec une légère surreprésentation des 55-64 ans et des 65-79 ans pour le bassin Nord dans son ensemble qui s'explique par la présence des seniors plus marquée dans les communes de deuxième couronne notamment.

Schiltigheim concentre essentiellement des employés et des ouvriers alors que le Bassin Nord est plus marqué par le nombre de retraités. Le taux de chômage à Schiltigheim est particulièrement haut avec 19% de la population active.

Si l'ensemble du territoire Nord montre une part des ménages imposables à 58,6% (moyenne à 55,4 pour la France), il n'est que de 50,4 % pour Schiltigheim. Cela traduit des écarts de revenus forts sur un même territoire entre les communes urbaines d'une part (Schiltigheim, Bischheim et Hoenheim : population jeune, employés et ouvriers, familles en difficulté) et les communes au nord du bassin Nord (populations plus aisées voire très aisées et populations retraitées).

1.1.4 Géographie prioritaire et Contrat de Ville

Sur le territoire nord et à proximité immédiate, six quartiers prioritaires relevant du maillage de la politique de la ville sont identifiés :

- Quartier Ouest et Cronembourg : Quartier où les indicateurs sociaux sont suivis avec attention : ménages sous le seuil des bas revenus, chômage important, part importante de la population sans diplômes, nombreuses familles monoparentales.
- La Cité de l'III de taille plus modeste dont la population est plus ancrée et plus âgée que les quartiers très sociaux en renouvellement urbain.
- Le Marais et le Guirbaden qui sont de petits quartiers aux caractéristiques différenciées : petits secteurs d'habitat social, populations âgées, précarité, faible niveau d'équipement.
- Le Ried qui est un quartier en veille active : niveau de précarité bien inférieur aux QPV mais une tendance au vieillissement, concentration de bas revenus, précarité croissante.

Le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2020 est conçu autour de 3 finalités transversales et de 10 orientations prioritaires :

- La personne : Favoriser pour chacune et chacun, et en priorité pour les jeunes, une trajectoire / un parcours qui lui permette de trouver sa place dans la formation, dans la vie sociale et culturelle, dans l'emploi, en s'appuyant sur ses potentiels :
 - o mobiliser et fédérer les acteurs dans les champs de la jeunesse, de l'éducation, de l'éducation populaire, de l'accompagnement des parents et de la culture
 - o renforcer l'efficacité de la chaîne de l'orientation -insertion-emploi
 - o garantir l'accès aux droits (dans une logique « droits-devoirs »), prévenir les discriminations et promouvoir l'égalité femme – homme
 - o favoriser l'accès à la santé pour toutes et tous
- Le territoire : Faire de chaque territoire un cadre de vie et d'activité plaisant et attractif pour les habitants-es et les acteurs socio-économiques
 - o renforcer l'attractivité des quartiers : accessibilité et mobilité, accueil et accompagnement des entreprises, adaptation de l'offre de logements, tranquillité urbaine
 - o développer des services au public de qualité (écoles, commerces, équipements et espaces publics...) ; identifier pour chaque quartier un ou plusieurs « projet(s) d'excellence »
 - o améliorer l'efficacité de la gestion urbaine de proximité
- Les acteurs : Restaurer le lien de confiance entre institutions, acteurs et habitants-es

- adapter les efforts en fonction des difficultés et fragilités des territoires ; définir des objectifs de résultat fiables
- rendre crédible l'égalité urbaine par une attention renforcée à la qualité de la vie quotidienne
- concevoir et mettre en œuvre les actions avec les citoyens et citoyennes, reconnaître et accompagner leurs capacités d'initiatives ; évaluer et piloter avec les usagers ; partager avec les associations, chevilles ouvrières de la politique de la ville, consolider leurs dynamiques et leurs projets.

1.2 Les infrastructures du territoire

1.2.1 Accessibilité et transports

La Médiathèque Nord est située au 69, route de Bischwiller – 67300 Schiltigheim.

Schiltigheim et les communes du bassin Nord sont desservies par l'ensemble des réseaux de transports urbains et interurbains présents sur l'EMS : autoroute (A4), rail (TER), bus et tram (réseau CTS).

La commune de Schiltigheim est accessible en moins de 20 minutes en voiture depuis les communes du bassin Nord (hors heures de pointes 7h-9h30 et 16h-19h) et en moins de 45min en transports en commun.

Les habitants des communes de la seconde couronne privilégient le transport en voiture. Les habitants des quartiers Est des communes de Schiltigheim et Bischheim privilégient le transport en commun en raison de la proximité du tram. Les usages mixtes prévalent dans les autres zones du territoire.

La Médiathèque Nord bénéficiera d'un arrêt de la ligne de Bus L3 à proximité immédiate. Cette ligne irrigue les communes de Bischheim et Hoenheim et place la médiathèque à 17 minutes de la médiathèque Olympe de Gougues. La ligne 60 part du Wacken pour aller vers les communes de Bischheim, Hoenheim, Niederhausbergen et Mundolsheim en passant par la médiathèque.

L'arrêt « Futura Glacière » de la ligne B du tram est à 12 minutes pied vers l'Est de la commune. L'hypothèse d'installer un tram qui passerait par l'avenue du Général de Gaulle à l'Ouest du territoire est à l'étude.

Une navette gratuite à Schiltigheim permet de rapprocher la médiathèque des quartiers les plus excentrés de la commune.

1.2.2 Les grands projets du territoire

Plusieurs projets d'envergure en matière de renouvellement urbain devraient impulser une hausse de l'attractivité. A titre d'exemples, il convient de citer :

- Schiltigheim : réaménagement des espaces publics du secteur Adelshoffen et de la Pomme d'Or. Cela concerne les abords immédiats de la médiathèque.
- Schiltigheim – Friche Caddy : Projet essentiellement tourné autour du logement à 400 mètres de la médiathèque.
- Schiltigheim - Quartier Fischer entre la médiathèque et l'entrée de Strasbourg : reconversion de l'ancien site industriel sur 4,2 ha qui comprendra à terme : commerces, espaces d'exposition, bars et restaurants, multiplexe cinéma MK2 (8 salles), nouveaux espaces verts, école maternelle et élémentaire, espaces de stationnement, logements.

- Schiltigheim - Rénovation du quartier des écrivains (Quartier Ouest) Objectif : amélioration de la qualité de vie et ouverture vers le reste de la ville Avec intégration probable d'un tiers-lieu (hôtel d'entreprises artisanales) comprenant également des logements sur 1 000 m², une épicerie, des locaux d'activités, relocalisation de l'Ecole des Arts en cours de discussion.
- Vendenheim / Mundolsheim - Zone commerciale Nord Réhabilitation-extension de 89 000m² de bâtiments : Amélioration de la desserte en transports en commun, de l'accessibilité automobile, valorisation des espaces publics, développement d'activités mixtes, création d'un agro-parc (commerces, restaurants, parc de loisirs).
- Reichstett – Ancienne raffinerie Petroplus : reconversion du site en zone d'activités.
- La Wantzenau : nombreux projets immobiliers : construction de logements

1.2.3 Environnement technologique

Une convention, signée en 2012 entre l'Eurométropole et l'opérateur Orange, doit permettre d'irriguer l'ensemble des foyers en Très Haut Débit d'ici 2022.

Pour l'heure, la situation en termes d'accès au haut débit (+ de 0,5 Mbits/s) et au très haut débit (+ de 30 Mbits/s) est contrastée sur le bassin Nord : une majorité de la population couverte par le très haut débit à l'heure actuelle, mais quelques zones « blanches » en cours de raccordement sur les communes de Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Mundolsheim, Vendenheim, ainsi que les zones d'habitat en zone agricole (à l'écart des bourgs pour les communes périurbaines).

Le site de la Médiathèque Nord est desservi par le très haut débit.

A noter la présence d'un FabLab sur la commune de Schiltigheim (La Cab Anne des créateurs) avec proposition d'outils autour de la création numérique : imprimante 3D, logiciels professionnels, découpe laser... A noter également la présence d'un espace de co-working au sein du Pixel Museum de Schiltigheim.

1.3 Les partenaires

De nombreux organismes identifiés sont susceptibles d'être des partenaires potentiels de la médiathèque du bassin Nord car ils accueillent ou atteignent des publics ciblés qu'il est donc ainsi possible de sensibiliser à la lecture, à l'écriture, à des animations culturelles et aux différents médias proposés. De plus, ils développent souvent des actions culturelles, citoyennes et sociales dans lesquelles les bibliothèques et médiathèques interviennent ou peuvent intervenir.

Dans le cadre de l'étude de programmation, un panel d'une quarantaine d'acteurs du monde de l'enseignement, de l'éducation populaire, de la culture du domaine social et de la lecture publique a été réuni pour les associer au processus de définition des besoins du nouvel établissement.

1.3.1 L'éducation

Il y a sur l'ensemble du bassin Nord une population scolaire de près de 16000 élèves : 8622 écoliers, 4034 collégiens et 3287 lycéens.

L'enseignement supérieur est représenté par l'IUT Louis Pasteur, l'ECAM Strasbourg Europe (école d'ingénieurs généraliste), l'Institut Supérieur de Management et d'Expertise, l'Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale et des centres de formation et d'apprentissage.

1.3.2 L'éducation populaire

L'éducation populaire est portée par les centres socioculturels du territoire : Hoenheim, Le marais (Schiltigheim et Bischheim), Victor Hugo et Vendenheim. Plus largement, les structures situées au Nord de Strasbourg dans les quartiers proches de Schiltigheim seront aussi des partenaires intéressants pour le nouvel établissement : Les centres sociaux culturels de la Robertsau, de Cronenbourg ou encore du Fossé-des-treize.

A noter la présence du plus ancien Conseil municipal d'enfant de France à Schiltigheim depuis 1979. Il permet l'expression et la participation des enfants et des jeunes dans la ville dans divers domaines de la vie locale tels que : les droits de l'enfant, la solidarité, la sécurité routière, l'environnement, le respect des différences, le handicap, la découverte de la ville, la santé, la connaissance interculturelle et intergénérationnelle.

1.3.3 La sphère culturelle

De nombreux acteurs œuvrent au développement de la vie culturelle locale. Par exemple, à Schiltigheim : L'école des arts de Schiltigheim, Le Brassin, Le Cheval Blanc, La briqueterie, la Maison des Sociétés, le Pixel Museum, le futur complexe cinéma MK2 (ouverture horizon 2020), La Cab Anne des Créateurs, Les Halles du Scilt...

L'enseignement artistique est représenté par l'école de danse et de musique municipale de Bischheim, l'école de danse, de musique et des arts et loisirs de Souffelweyersheim, l'école de musique intercommunale Ravel de Vendenheim, Lampertheim et Mundolsheim ou encore l'école des arts de Schiltigheim.

Des pôles transdisciplinaires et multifonctionnels élargissent l'offre : le centre socioculturel à Hoenheim, l'Espace culturel Le Fil d'Eau à La Wantzenau, le Pôle culturel Le Diapason à Vendenheim et l'Espace culturel des 7 arpents à Souffelweyersheim, la salle du cercle à Bischheim, le Centre culturel à Mundolsheim et l'Espace sportif et culturel à Mittelhausbergen.

A l'échelle du bassin Nord, des événements culturels variés et des propositions intéressantes sont organisés autour du livre et de la lecture (Schilick On Carnet à Schiltigheim, la fête du livre à Mittelhausbergen et le Salon du livre à Souffelweyersheim, le Salon du livre de La Wantzenau...), du cinéma (festival Augenblick) de la culture hispanique (Printemps du Flamenco), en plus des nombreux événements développés sur les autres communes de l'EMS.

Une centaine d'associations proposent un large panel d'activités et agissent dans le domaine culturel et notamment autour de la musique (49 associations), de la danse (12 associations) et des arts plastiques (12 associations).

Enfin, sur le territoire ou à proximité immédiate, il existe également des institutions de rayonnement métropolitain et international : théâtre du Maillon, Palais de la Musique et des Congrès, Campus universitaires à Cronenbourg, institutions européennes, ARTE. C'est là un encouragement à porter un projet ambitieux pour la Médiathèque Nord.

1.3.4 La sphère sociale

Avec 755 places réparties dans 11 EHPAD, la prise en compte du public sénior est forte sur le territoire comme en témoigne le Point Information Séniors de la ville de Schiltigheim. Des animations sont proposées pour ce public comme le Kaffeekränzchen de Hoenheim par exemple.

Le Conseil départemental a implanté une maison du Conseil départemental sur le territoire de la commune de Bischheim. C'est une unité d'action médicosociale qui regroupe par exemple des médecins de la Protection Maternelle et Infantile, des conseillers en économie sociale et familiale, des assistants sociaux, des infirmières puéricultrices... Ses missions sont tournées vers l'action sociale de proximité et l'enfance.

Il existe par ailleurs une palette élargie de services et de structures d'accueil dans le secteur médico-social (PMI, IME, ITEP, IMP, SESSAD, ESAT...). A noter que l'Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale est implantée à Schiltigheim. Elle forme des étudiants dans les domaines de l'accompagnant éducatif et social.

Enfin, avec un taux de chômage de 14,5% pour le bassin Nord contre 12,6% pour le Bas-Rhin, la thématique de l'accompagnement dans la recherche d'emploi est forte et notamment pour la Mission locale pour l'emploi.

1.4 La lecture publique

1.4.1 Les réseaux de lecture publique de la ville et de l'Eurométropole

Il y a trois réseaux de lecture publique qui coexistent sur le territoire de l'Eurométropole :

Le réseau eurométropolitain.

- La médiathèque André Malraux (12000m²) est un équipement central, tête de réseau de l'EMS. Elle est dotée de plusieurs pôles d'excellence : Fonds patrimonial, langues et littératures européennes, centre de l'illustration.
- Les équipements relais sont implantés dans les communes d'Illkirch-Graffenstaden, de Lingolsheim et de Schiltigheim. Ce sont des équipements structurants auprès des médiathèques de leur bassin de vie.

Le réseau communal Ville de Strasbourg est construit autour de huit médiathèques de quartier et d'un bibliobus. La tête de pont du réseau est la médiathèque Olympe de Gouges située Rue Kuhn à Strasbourg. Le réseau irrigue les différents quartiers de Strasbourg et affirme des spécificités : Artothèque au Neudorf, Genre à Olympe de Gouges,...

Le réseau Pass'relle structure toutes les bibliothèques et médiathèques des communes du territoire de l'EMS. Dans une logique d'accessibilité et d'ouverture pour tous les usagers une carte commune pour tous les équipements est proposée. Les établissements sont autonomes entre eux et certains bénéficient des services de la Bibliothèque départementale du Bas-Rhin avec qui le service des Médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg travaille en étroite collaboration.

La médiathèque de Kehl en Allemagne a été intégrée au réseau Pass'relle en octobre 2018.

La proximité géographique de la Médiathèque Nord et de la médiathèque Olympe de Gouges, médiathèque structurante du réseau de la Ville de Strasbourg implique une recherche de dialogue et de complémentarité fonctionnelle entre ces deux grands établissements.

La démarche projet en cours au sein du service des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg amènera à penser une évolution du rôle des établissements structurants (mutualisation des moyens et des ressources entre les médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole).

Les habitants du territoire Nord fréquentent tous ces établissements à des degrés divers en lien avec leur attractivité ou leur proximité géographique.

L'action culturelle des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole est structurée autour des temps forts (Bibliothèques idéales, la médiathèque engagée, nuit de la lecture, enfantines, rencontres de l'illustration), des temps réseau (« le mois du film documentaire », « la Scène locale », « les racontars numériques »...) et de la programmation locale de chaque établissement. L'action culturelle est un outil au service du réseau Pass'Relle pour rapprocher les activités des établissements qui ne dépendent pas des mêmes tutelles administratives et animer une dynamique professionnelle au sein de ce réseau.

1.4.2 Typologie des médiathèques du bassin Nord

Sur le Bassin Nord, il y a neuf bibliothèques municipales : Bischheim, Eckwersheim, La Wantzenau, Lampertheim, Mundolsheim, Niederhausbergen, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim.

Il existe une réelle dynamique de la lecture publique avec la création ou la rénovation récente d'établissement : La Wantzenau, Vendenheim, Lampertheim... La première couronne du territoire, qui concentre pourtant les communes au poids démographique le plus important, est aujourd'hui moins bien desservie. Trois communes sont dépourvues de bibliothèques municipales : Hoenheim, Mittelhausbergen et Schiltigheim.

L'Association Livres, bibliothèque associative dans le quartier des écrivains, est financée par les villes de Bischheim et Schiltigheim. Avec 16000 documents, elle assure un travail d'accueil et d'animation de proximité en étroite partenariat avec l'éducation nationale.

A ce jour, la surface moyenne de bibliothèque est de 0,027 m² par habitant pour le territoire Nord. Il passera à 0,052 m² par habitant avec la Médiathèque Nord.

1.4.3 Les horaires

Le Rapport Orsenna, Voyage au pays des bibliothèques, publié en février 2018 soulignait que les bibliothèques sont les équipements culturels les plus fréquentés après les cinémas : 27 millions de personnes ont poussé leurs portes en 2016. Leur fréquentation continue par ailleurs à progresser : + 23 % depuis 2005. Pourtant, les 92 000 habitants du bassin Nord de l'Eurométropole bénéficient toujours d'une offre de service sous-dimensionnée pour ce bassin de vie. La construction de la Médiathèque Nord facilitera l'accessibilité de tous et participera d'une dynamique qui profitera à l'ensemble des établissements à proximité.

Les horaires d'ouverture des médiathèques des communes du territoire Nord sont globalement en adéquation avec le poids démographique des communes. Il faut noter une grande convergence des horaires d'ouverture des différentes bibliothèques du Bassin Nord et des bibliothèques proches de Schiltigheim (nord de Strasbourg) qui se concentrent le mardi après-midi, le mercredi matin et après-midi, le vendredi après-midi et le samedi matin.

Les horaires d'ouverture sont en partie inadaptées au rythme de vie de tous, notamment des actifs : ouvertures rares lors de la pause méridienne, en soirée, le samedi après-midi et le dimanche.

Une démarche visant à redéfinir les horaires d'ouverture au sein du service des médiathèques est en cours. Elle vise à placer l'accueil du public au centre des missions du service. Cela se traduit par la mise en place d'une nouvelle grille horaire pour le réseau des médiathèques à compter de septembre 2019.

Cette démarche répond à trois grands objectifs : adapter les horaires d'ouverture des médiathèques au rythme de vie des habitants, assurer une lisibilité des horaires d'ouverture à l'échelle du réseau et proposer une complémentarité des horaires en s'appuyant sur le maillage territorial.

Pour répondre à ces objectifs, à compter de septembre 2019, le réseau des médiathèques adoptera une grille horaire reflétant son engagement dans les quartiers, et aux différentes échelles du territoire. Cette nouvelle grille horaire est marquée par la distinction des horaires en fonction de trois temps de l'année (période scolaire, petites vacances scolaires, période estivale) et par une harmonisation des horaires entre médiathèques appartenant à une même typologie (des médiathèques de proximité, des médiathèques structurantes, une médiathèque tête-de-réseau).

La distinction de trois périodes dans l'année nous permet d'offrir une ouverture étendue pendant les petites vacances, moments pendant lesquels les établissements sont largement fréquentés par le public, en particulier par les jeunes et les familles.

Pendant la période scolaire, cette nouvelle grille horaire permet de concentrer l'action du service autour de l'accueil de groupes et des démarches partenariales de territoire, dans les médiathèques de proximité et les médiathèques structurantes, fermées au tout public en matinée les mardis et vendredis.

La complémentarité horaire entre les médiathèques est accentuée l'été, avec les alternances d'ouverture selon les établissements entre matinées et après-midis. Cette complémentarité permet d'adapter les rythmes d'ouverture au rythme de vie en période estivale, en particulier dans les médiathèques de proximité, en correspondance tant au rythme de vie des quartiers strasbourgeois, qu'aux conditions d'accueil du public en période de forte chaleur (médiathèques non climatisées). Les après-midis sont aussi propices aux activités « hors les murs » ou à l'accueil de groupes. Cette complémentarité permet également de mettre en œuvre un choix fort : aucune médiathèque ne connaîtra de période de fermeture pendant la période estivale, symbole de notre engagement dans les quartiers quand ceux-ci sont délaissés par d'autres acteurs à cette période de l'année.

D'autres options pouvaient permettre de répondre au besoin d'adapter les ouvertures au rythme de vie des habitants : l'ouverture du dimanche, l'ouverture du lundi. Aujourd'hui, l'idée d'une ouverture du service 7 jours sur 7 est écartée, mais celle d'une ouverture du dimanche n'est pas fermée, et reste à étudier et évaluer à la suite et dans le cadre du scénario qui sera mis en œuvre en septembre 2019. L'ouverture de la Médiathèque Nord en 2021 se fera à la suite de cet ambitieux travail sur les horaires du service et pourra profiter des bilans qui seront faits après sa mise en place.

1.4.4 Impact des médiathèques du bassin Nord

Les habitants du bassin Nord qui fréquentent les réseaux de lecture publique de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg fréquentent prioritairement les établissements suivants : André Malraux, Olympe de Gouges, La Robertsau, Cronenbourg, le Neudorf et HautePierre. Ce sont surtout les médiathèques centrales qui attirent les habitants de Schiltigheim.

Un nouvel équilibre de fréquentation est à attendre à l'ouverture de la Médiathèque Nord avec tous les établissements de proximité ou ceux fréquentés actuellement par les habitants du territoire Nord.

La part des inscrits actifs dans le réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg des communes du bassin Nord nous amènent à anticiper une marge de progression significative pour le réseau.

2 Les orientations stratégiques de la Médiathèque Nord

La Médiathèque Nord sera une médiathèque « Citoyenne et culturelle ». Elle répondra aux enjeux de société et aux usages culturels nouveaux qui se sont imposés ces dernières années. Dans une visée stratégique, les collections seront réduites par rapport aux autres médiathèques de bassin de vie afin de réserver une plus grande place pour encourager le dialogue avec les citoyens. Lieu d'accès aux ressources nécessaires à l'insertion dans la vie de la cité, la Médiathèque Nord sera un espace culturel dans lequel les relations entre tous les habitants seront facilitées. Le numérique irriguera l'ensemble du projet.

2.1 Les usagers au cœur de la médiathèque

Entre la prise de compétence sur la lecture publique de l'Eurométropole au début des années 2000 et l'ouverture de la Médiathèque Nord, près de vingt ans se sont écoulés. Cette période a été marquée par de profonds changements notamment dans le rapport des citoyens aux supports culturels : quasi disparition du CD pour la musique, émergence du livre numérique, expansion d'internet, accès à des contenus en ligne par abonnement, développement des jeux vidéo devenu la première industrie culturelle. Cette offre culturelle nouvelle induit relations sociales transformées. Ces changements de fonds ne peuvent pas être ignorés par les bibliothèques.

« L'observation des comportements des usagers montre, en le confirmant, que les bibliothèques ne sont plus fréquentées seulement pour leurs collections mais pour des raisons sociales car l'idée qu'elles soient le lieu des relations démocratiques s'est consolidée. En termes de programme, ce phénomène a permis de destiner d'avantage d'espace au public, au détriment des collections [...] en faisant de ce lieu un catalyseur de la vie sociale à une échelle plus vaste. Ainsi, pour la bibliothèque publique du 21^{ème} siècle se profile une nouvelle mission : comprendre et répondre aux besoins quotidiens des citoyens plutôt qu'organiser, conserver et diffuser les documents. »¹

C'est pour répondre à cette analyse partagée que la Médiathèque Nord fait le choix de libérer de l'espace des collections en vue de permettre une disponibilité plus grande et un espace plus modulable qui pourra évoluer en s'adaptant à la demande au fil de la vie de l'établissement.

L'Eurométropole propose avec la Médiathèque Nord un nouveau lieu dans la Cité. C'est une nouvelle destination où le public vient pour passer du temps, se divertir ou chercher des informations. Ses abords immédiats facilitent l'accessibilité de l'établissement qui propose un accueil bienveillant, chaleureux et familial. La médiathèque est une respiration dans le quotidien du public qui la fréquente.

2.2 Une médiathèque citoyenne

En se pensant à l'image de la cité où elle s'implante, la Médiathèque Nord organisera en son sein et au-delà les conditions d'une cohabitation apaisée entre les populations du territoire. La Médiathèque Nord sera un lieu de brassage de publics très différents. Elle devra favoriser les conditions d'accès au plus grand nombre et notamment au public en situation de handicap. Son organisation et son aménagement proposera une cohabitation apaisée. Les actions hors les murs permettront de provoquer des rencontres au-delà de l'établissement.

¹ Luigi Failla, *La Bibliothèque comme Espace public. Du livre à la ville*, Métiss Presses, 2017.

La Médiathèque Nord sera un lieu de dialogue et d'échange avec le public. Une attention particulière sera portée à ses aspirations. L'écoute et la prise en compte des demandes du public seront organisées pour garantir la coexistence des politiques publiques et des aspirations citoyennes.

Les débats de société contemporains auront leur place dans l'équipement. Une médiathèque « citoyenne et culturelle » vise à faire des usagers de la Médiathèque Nord des citoyens éclairés et cultivés. Ils pourront par exemple être orientés vers les questions de la lutte contre l'illettrisme, l'éducation aux médias, la sensibilisation à l'urgence écologique ou encore la maîtrise des procédures dématérialisées : ce sera le lieu de l'appropriation des enjeux de la cité et de la culture. Ces questions qui touchent à la communication, l'information et la connaissance seront traduites dans les collections, l'action culturelle ou les partenariats portés par l'établissement.

La Médiathèque Nord sera un outil de l'Eurométropole pour la réduction des inégalités d'accès au savoir. En lien avec le territoire qu'elle dessert le nouvel établissement sera un lieu de facilitation. Avec les partenaires identifiés, il permettra d'apporter une réponse aux problématiques de développement personnel et d'insertion professionnelle et sociale des personnes en précarité. L'accompagnement des seniors sera encouragé. L'accessibilité pour tous les publics, y compris ceux porteurs de handicap, sera encouragée d'un point de vue architectural et dans les collections.

La Médiathèque Nord sera ainsi un partenaire incontournable des professionnels et des acteurs associatifs locaux dans le cadre de projets ponctuels et de partenariats réguliers. Son action visera à développer des services complémentaires à l'offre existante, en veillant à éviter les doublons et la redondance. Ses espaces seront ouverts à ses partenaires mais la médiathèque ne cherchera pas à se substituer à leurs compétences professionnelles respectives.

La Médiathèque Nord développera les actions en direction des publics éloignés de la culture en portant des actions de partenariat dans et hors les murs pour favoriser la proximité de l'établissement avec tous les citoyens du territoire.

2.3 Une médiathèque culturelle

La Médiathèque Nord sera un établissement culturel de l'Eurométropole de Strasbourg. A ce titre, elle permettra à chacun, dans la limite de ses collections et en articulation avec les autres partenaires du territoire, de développer les pratiques culturelles de son choix. Elle organisera les conditions d'une formation culturelle de qualité. La nouvelle médiathèque participera au rayonnement de la collectivité sur le territoire et au-delà. Elle encouragera le développement de tous les publics, y compris les personnes qui sont spontanément peu attirées par la culture.

La lecture sera un aspect important de l'offre culturelle de la Médiathèque Nord. Un accent particulier sera mis sur la maîtrise de la lecture, la maîtrise du français et le lien avec les cultures d'origine des populations du territoire. Le travail avec les professionnels et les associations de promotion de la lecture et du Français Langue Etrangère seront intégrés au projet.

Si les médiathèques ont évolué, un nouvel établissement ne peut pas se concevoir aujourd'hui sans livres. Ils restent le cœur d'un établissement qui s'est longtemps appelé « bibliothèque » et l'écrit reste un média qui permet de structurer une connaissance et de construire une opinion.

Mais la culture est aujourd'hui protéiforme : le cinéma, la musique, les jeux de société et les jeux vidéo devront être proposés à la Médiathèque Nord. Au-delà de la notion de collection, la culture c'est aussi une pratique qui sera encouragée dans l'établissement.

Enfin, la culture ce sont aussi toutes les cultures immatérielles d'un territoire et les droits culturels des citoyens, tels que définis par la Déclaration de Fribourg de 2007, seront vivants à la Médiathèque Nord. L'implication du public dans le projet permettra aux équipes de la médiathèque d'être à l'écoute de ses attentes pour définir ce qui fait culture aujourd'hui. La diversité de l'offre culturelle qui sera proposée et la gratuité d'accès à l'établissement et à ses activités permettront à chacun de participer librement à la vie culturelle de la cité.

L'éducation est au cœur du projet de médiathèque. La question de la transmission, de l'ouverture et de l'accès aux savoirs est essentielle pour un nouvel établissement de cette ambition. La Médiathèque Nord portera une attention particulière à la petite enfance, aux jeunes, aux familles sous toutes leurs formes. Le travail de partenariat avec les acteurs de la jeunesse, de l'éducation et de la parentalité sera organisé pour promouvoir des actions innovantes qui seront accueillies dans le nouvel établissement.

La fréquentation de la Médiathèque Nord permettra à tous de se constituer une culture personnelle grâce aux services qui seront proposés. L'action culturelle de l'établissement favorisera la rencontre avec les artistes et les œuvres ainsi que des pratiques culturelles sous la forme d'ateliers. Les partenariats avec les acteurs de l'éducation artistique et culturelle sont souhaités pour encourager des parcours cohérents de proximités aux publics du territoire.

La fréquentation de la Médiathèque Nord encouragera également le développement de l'imaginaire. L'émotion qui peut naître lors d'une heure du conte par exemple peut susciter le goût de la rencontre, de la lecture et encourager chez les lecteurs l'envie de se construire un parcours culturel personnalisé. Être un acteur de sa propre construction c'est la première pierre pour devenir acteur au sein de sa cité et devenir un citoyen éclairé. Culture et citoyenneté ne s'opposent pas, elles s'alimentent réciproquement.

Le numérique sera totalement articulé à l'offre de service défini au sein de la Médiathèque Nord. L'ambition de l'Eurométropole est de proposer un lieu où il est possible de s'initier, se former et être accompagné aux outils numériques. Dans une société où les procédures et la relation entre l'administration et les citoyens est de plus en plus dématérialisée, la Médiathèque se présente comme un lieu de remédiation, d'inclusion et d'insertion où des réponses seront proposées

La Médiathèque Nord s'inscrit dans le réseau des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle bénéficiera ainsi de l'architecture numérique commune à l'ensemble des établissements du réseau : Système d'information et de gestion des bibliothèques, portail documentaire, réseaux sociaux ou encore ressources électroniques disponibles en ligne.

La Médiathèque Nord participera à l'attractivité des territoires qu'elle desservira. En tant que vecteur de développement territorial, elle sera un acteur économique de la chaîne du livre et s'inscrira dans les politiques liées à l'économie créative du territoire.

Enfin, la Médiathèque Nord pourra accompagner des projets intercommunaux de politique territorialisée de la lecture publique à l'échelle du réseau Pass'Relle : diagnostics et orientations sur la lecture publique, animation d'un réseau entre bibliothèques, portage et soutien aux actions culturelles intercommunales. Ainsi, en lien les communes et la Bibliothèque départementale du Bas-Rhin, des projets coordonnés pourront dépasser le cadre des établissements pour être portés à l'échelle du territoire Nord de l'Eurométropole.

3 Le fonctionnement de l'établissement

3.1 Les moyens en personnel

La construction de la Médiathèque Nord: intervient dans un contexte de nécessaire maîtrise des ressources humaines de l'Eurométropole. A ce titre, elle respecte les trois piliers de la politique RH de la collectivité, définis en 2015 : maîtrise des effectifs, garantie des conditions de travail et maintien du niveau de service rendu au public.

L'effort porté par l'Eurométropole pour l'ouverture de la Médiathèque Nord est donc un signal fort de sa volonté d'aboutir à la finalisation du maillage territorial des établissements de lecture publique et notamment sur le bassin Nord.

3.1.1 La composition de l'équipe

Les études préalables menées en amont du projet et dans le cadre de l'étude de programmation proposent une équipe composée de 17 postes :

- 1 poste de Conservateur est déjà pourvu par l'Eurométropole
- 16 postes sont à créer :
 - o 1 agent de catégorie A
 - o 6 agents de catégorie B
 - o 9 agents de catégorie C

Les fiches de postes des agents de catégories C ont été calibrées pour la filière culturelle et la filière animation. Cette volonté vise à suivre l'évolution des missions confiées aux bibliothèques. En diversifiant ainsi les filières de recrutement, l'Eurométropole porte une démarche volontaire de renouvellement des profils des agents recrutés en médiathèque. En effet, sans que ces recrutements constituent la majorité de l'équipe, il s'agit d'une innovation managériale qui permettra de répondre à des besoins avérés dans la gestion d'établissements similaires. C'est aussi une option qui permettra d'encourager une dynamique forte au sein de l'équipe en mixant des catégories professionnelles qui ont vocation à apprendre l'une de l'autre.

Un programme de formation sera élaboré afin de proposer des formations collectives d'une part mais aussi des formations plus spécifiques en fonctions de profils des personnes recrutées.

3.1.2 Le calendrier de recrutement

Le conservateur, chef de projet et futur responsable de l'équipement a été recruté le 1^{er} juillet 2018.

Les autres recrutements sont prévus en fonction des besoins liés au traitement des collections, à l'implantation sur le territoire et pour anticiper l'ouverture de l'établissement.

Le bibliothécaire, adjoint du conservateur sera recruté à l'automne 2019.

Une première vague de recrutements interviendra avant l'entrée dans le Centre technique pour finaliser le projet, tisser des liens avec les acteurs du territoire et constituer des collections. Elle concernera 6 assistants et 5 adjoints.

Une deuxième série de recrutements aura lieu avant l'arrivée à la Médiathèque Nord pour préparer l'entrée dans l'établissement et assurer son fonctionnement régulier. Elle concernera 4 adjoints.

3.2 Les collections

Le diagnostic territorial montre que la Médiathèque Nord s'implante dans un territoire où d'autres établissements de lecture publique existent déjà et les collections qui s'y déploient sont complémentaires. La politique documentaire qui sera formalisée tiendra compte de cet environnement. Les établissements de lecture publique du réseau Pass'Relle les plus proches sont les médiathèques de Bischheim, Cronenbourg, Mélanie de Pourtalès et Olympe de Gouges. L'association livre dans le quartier des écrivains entre Schiltigheim et Bischheim dispose de 16 000 documents.

La Médiathèque Nord s'intègre au réseau des médiathèques de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg qui compte près d'un million de titres. La complémentarité des collections entre établissements est encouragée par le catalogue unique et la possibilité de rendre dans toutes les médiathèques du réseau les documents empruntés dans une autre médiathèque du réseau (navette « Retour »).

Par ailleurs, la place du numérique doit aujourd'hui être considérée dans la constitution d'un fonds de médiathèque. La Médiathèque Nord pourra par exemple proposer la consultation des œuvres classiques tombées dans le domaine public sur tablette. Une offre numérique conséquente existe déjà dans le réseau sous la forme du dispositif de l'@ppli avec une offre de presse comme *Pressreader* par exemple. La Médiathèque Nord intégrera ces dispositifs pour que son public puisse en bénéficier.

La place de la musique sur CD sera réduite et des alternatives seront proposées sous la forme numérique ou physique.

Un espace dédié au jeu sera organisé et structuré autour du jeu vidéo et du jeu de plateau.

Au stade de la programmation, les collections sont réparties comme suit :

Support	Proposition Unités	Taux
Documents à lire	30 000	72,43%
Documents à écouter	3 000	7,24%
DVD Fic	6 000	14,49%
DVD doc	1 000	2,41%
Abonnements	120	0,29%
Jeux (de société, de plateau,...)	1 000	2,41%
Jeux vidéo	300	0,72%
Total	41 420	100,00%

En raison du dimensionnement de la collection le taux de renouvellement devra être soutenu pour permettre une gestion dynamique des fonds.

L'étude de programmation estime à 1,140 M€ TTC le montant nécessaire à la constitution et l'équipement de la collection de base.

3.3 L'équipement

L'équipement de la Médiathèque Nord touchera aux domaines de l'informatique, de l'action culturelle, de la médiation numérique, de l'accueil et de l'animation. Il concernera également les espaces professionnels.

Un accent particulier sera mis sur l'informatique pour permettre notamment d'assurer un programme de médiation numérique d'un niveau comparable voir supérieur à celui des autres médiathèques structurantes du réseau.

L'action culturelle sera abordée sous une forme souple. Il n'y aura pas de salle d'exposition à proprement parlé mais des espaces où pourront être présentées des formes de médiation en lien avec les projets portés par la médiathèque. Pour l'organisation de rencontres, un kit de sonorisation mobile et un kit d'éclairage sur poteau seront ainsi acquis pour permettre une installation modulable de qualité dans l'ensemble de l'établissement en lien avec les moyens techniques disponibles pour l'ensemble des médiathèques du service.

L'espace jeunesse devra permettre d'accueillir des médiations sous toutes leurs formes (contes, numérique, musique...). L'équipement et le mobilier devront également faciliter l'appropriation des tous et notamment des plus petit dans l'espace petite enfance.

L'espace des jeux offrira des équipements qui faciliteront l'épanouissement des pratiques ludiques tout en respectant le cadre formel de la médiathèque.

Sur la terrasse, l'axe de la détente et de la relation avec la nature amènera à accueillir des équipements de confort et de jardinage par exemple.

Les coûts d'équipement sont en cours d'élaboration dans le cadre de l'étude de programmation.

4 Les travaux d'aménagement intérieur

4.1 Les travaux

La construction de la Médiathèque Nord est opérée en deux temps. Une première phase consacrée au gros œuvre acquis par une vente en l'état futur d'achèvement (VEFA). Une seconde phase pilotée par l'Eurométropole pour l'aménagement et l'équipement de l'établissement. En parallèle au chantier de la Médiathèque Nord, un centre technique est également aménagé.

Le gros œuvre : la VEFA

La construction du gros œuvre relève de la société anonyme d'HLM Vilogia qui construit programme immobilier mixte composé d'une médiathèque sur 4 niveaux (espace technique au sous-sol compris) et de logements sur trois autres niveaux.

Par délibération du 28 avril 2017, le Conseil de l'Eurométropole a validé l'acquisition de locaux développant une surface de plancher égale à 2 516 m² sur 4 niveaux. Le reste du bâtiment sera affectée à des logements et des parkings.

Les niveaux rez-de-chaussée, 1er étage et 2ème étage seront entièrement dédiés à la médiathèque ainsi qu'une terrasse accessible au public de 455 m² au 1er étage. Le sous-sol sera occupé partiellement

par la médiathèque (locaux techniques, magasins....), le reste du sous-sol étant affecté aux places de stationnement pour les logements.

En tant que maître d'ouvrage, Vilogia a pris à sa charge la construction de l'ensemble de l'immeuble et l'aménagement de la parcelle. L'Eurométropole a acquis un volume aménagé d'une surface totale de 2 516 m² pour un montant de 4,680 M€ HT.

L'aménagement intérieur

Le diagnostic territorial et les études de définitions, ponctuées de rencontres régulières avec les représentants des partenaires et forces vives du bassin Nord, ont abouti à l'émergence d'orientations axées sur un programme de médiathèque qui serait à la fois innovante et porteuse de pratiques de lecture publique incarnant des valeurs « citoyennes et culturelles ».

Le programmiste missionné par la Collectivité est ainsi parvenu à consolider son schéma fonctionnel autour d'un concept architectural dédié à cette ambition.

Positionnées au cœur du schéma fonctionnel, les valeurs citoyennes et culturelles articuleront ainsi les différentes unités fonctionnelles et les espaces de l'établissement, les déclinant par des transitions graduelles sur l'ensemble de ses trois niveaux.

L'espace central de la médiathèque, ainsi conçu et réinterprété, sera une zone de foisonnement, de mixité, de brassage et d'échanges intergénérationnels.

Compte tenu de son rôle clé dans la ville, le volet « jeunesse » sera constitutif et partie prenante de ce noyau. A l'instar du volet « numérique », sa perception ne se réduira pas à celle d'une offre parmi d'autres, mais comme l'expression d'usages et de rapports nouveaux entre les publics, impliquant de repenser tout autant l'ergonomie globale des espaces que l'accessibilité de contenus multi supports (y compris dans son volet hors les murs). La terrasse sera également pleinement intégrée au projet et devra constituer un prolongement naturel extérieur des espaces intérieurs.

Au stade du programme, et sans préjuger de leur signalétique ou dénominations définitives, les différentes unités fonctionnelles prévues seraient les suivantes :

- L' « Espace Public » (773 m²) : structure l'ensemble de la médiathèque et articule ses différents pôles, en incluant des espaces d'appropriations multiples (esplanade des expressions, salon des médiations), de convivialité (kiosque, café-concert), et une salle commune.
- Le « Square » (453 m²) : espace (vert) extérieur d'expérimentation, de détente, de jeu, d'animation
- Le « Jardin d'Enfants » (420 m²) : stimule l'imagination, le rêve, la découverte, l'éveil et le jeu
- Les « Puits du Savoir » (330 m²) : espace des collections, permettant l'évasion et l'imagination, la découverte et la cogitation, orienté sur la citoyenneté et la diffusion de la culture.
- La « Base de Loisirs » (265 m²) : ambiance confortable, favorable à la détente, au jeu, multimédia
- Le « Bureau » (70 m²) : espaces studieux dédiés au travail (en groupe ou seul), à la formation
- Le « Salon Numérique » (43 m²) : lieu partenarial dédié à la formation, au numérique

- L' « Administration » (320 m²) : locaux des agents, promouvant une culture de travail collaboratif

Ces éléments programmatiques constitueront le cadre de l'intervention du maître d'œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux d'aménagement s'élève à un montant global de 5.300.000 € TTC.

Le Centre technique

Hors du site de Schiltigheim, la construction de la Médiathèque Nord est l'occasion pour le service des médiathèques de proposer un nouvel espace au sein de la médiathèque Olympe de Gouges.

Pensé comme le lieu de préfiguration de la Médiathèque Nord où sera regroupée l'équipe et où seront constituées les collections avant ouverture, cet espace de 157 m² continuera à fonctionner après l'ouverture en vue d'assurer un traitement délocalisé des collections.

Cette orientation permet de libérer de l'espace professionnel à la Médiathèque Nord en vue de l'attribuer à des fonctions publiques. Ce mode de fonctionnement implique également de concentrer l'activité des agents sur l'accueil du public lorsqu'ils seront à la Médiathèque Nord.

4.2 Le planning de l'opération

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Désignation de la maîtrise d'œuvre :	2 ^e et 3 ^e trimestres 2019
Etudes de maîtrise d'œuvre :	du 4 ^e trimestre 2019 au 1 ^{er} trimestre 2020
Installation de l'équipe au Centre technique	1 ^{er} trimestre 2020
Consultation des entreprises :	2 ^e trimestre 2020
Travaux :	3 ^e et 4 ^e trimestres 2020
Achèvement, déménagement des collections et installation et mise en service :	1 ^{er} trimestre 2021

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 26

Médiathèque Nord : projet scientifique, culturel, éducatif et social, aménagement intérieur, équipement, collections et postes.

Pour

71

AGHA BABAEI-Syamak, AMIET-Eric, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BAUR-Jacques, BERNHARDT-Michel, BEUTEL-Jean-Marie, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BIETH-André, BIGOT-Jacques, WERLEN-Jean, BUFFET-Françoise, BULOUE-Béatrice, BUR-Yves, CAHN-Mathieu, CASTELLON-Martine, CUTAJAR-Chantal, BUCHMANN-Andrée, DEPYL-Patrick, DAMBACH-Danielle, DREYSSE-Marie-Dominique, EGLES-Bernard, ERB-Eddie, FELTZ-Alexandre, FLORENT-Martine, FROEHLI-Claude, GABRIEL-HANNING-Maria-Fernanda, GANGLOFF-Camille, GRAEF-ECKERT-Catherine, GUGELMANN-Christine, HERRMANN-Robert, HERZOG-Jean Luc, HETZEL-André, HOERLE-Jean-Louis, HUMANN-Jean, IMBS-Pia, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KARCHER-Dany, KOCH-Patrick, KOHLER-Christel, KREYER-Céleste, HENRY-Martin, LEIPP-Raymond, LENTZ-KIEHL-Brigitte, LEOPOLD-Michel, LOBSTEIN-André, LOOS-François, MAGDELAINE-Séverine, MATT-Nicolas, NEFF-Annick, JAMPOC-BERTRAND-Nathalie, OEHLER-Serge, PERRIN-Pierre, PHILIPPS-Thibaud, MACIEJEWSKI-Patrick, RIES-Roland, ROGER-Patrick, POINSIGNON-Annick, SPLET-Antoine, SAUNIER-Alain, SCHAAL-René, SCHAAL-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHALL-Antoine, SCHMIDT-Michaël, SCHULTZ-Eric, SCHWARTZ-Pierre, WACKERMANN-Valérie, WEBER-Anne-Catherine

Contre

0

Abstention

1

MATHIEU-Jean-Baptiste



CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 3 MAI 2019 – Point n° 26

Médiathèque Nord : projet scientifique, culturel, éducatif et social, aménagement intérieur, équipement, collections et postes.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 71

Contre : 0

Abstention : 1 (*)

SERVICE DES ASSEMBLÉES

Observation :

(*) M. Jean-Baptiste MATHIEU a fait une erreur de vote : il souhaitait voter « Pour ».

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 mai 2019

Adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au "Pass Culture".

Le Président de la République Emmanuel MACRON a fait du « Pass Culture » un chantier prioritaire dans le secteur culturel. Ce projet porté par le Ministère de la Culture poursuit trois objectifs :

- faciliter l'accès de tous à la culture,
- promouvoir la diversité culturelle,
- favoriser l'autonomie des jeunes face à la culture, en particulier des jeunes âgés de 18 ans.

Il prend la forme d'une application mobile universelle qui sera à la fois un agenda national de référence des offres culturelles géo-localisées, une plateforme de mise en avant d'offres de rencontres et de médiation spécifiques pensées pour les jeunes de 18 ans et de services pour lever les freins d'accès à la culture.

Le « Pass culture » est proposé à chaque résident de 18 ans qui téléchargera l'application dès le jour de son accession à la majorité. Un porte-monnaie électronique sera crédité de 500 € utilisables pour acquérir des biens ou services dans des activités culturelles les plus diverses possibles.

Tous les acteurs culturels, publics ou privés, physiques ou numériques, et tous les champs culturels pourront proposer des offres sur le Pass Culture : spectacle vivant (théâtre, concerts, cirque de création), pratiques artistiques, découverte du patrimoine, livres, musique (CD ou streaming), cinéma en salle, en DVD ou en VOD/SVOD, presse, jeux-vidéo, etc.

Une phase d'expérimentation a démarré le 1^{er} février dernier auprès de 10 000 jeunes habitant dans les cinq départements test choisis pour couvrir une variété de situations géographiques, sociales, ou d'intensité d'offres culturelles : la Seine Saint-Denis, la Guyane, l'Hérault, le Finistère et le Bas-Rhin.

2 300 jeunes Bas-rhinois - soit environ 15 % de la population locale des jeunes de 18 ans, tirés au sort selon plusieurs critères : citadins/ruraux, niveau de diplôme, statut (scolarisés/non scolarisés) participent à cette phase de test. Ils sont à 80 % citadins et 20 % ruraux.

Les offres présentées par les structures culturelles en régie, ou associatives sont remboursées à 100 %. Ces conditions sont particulièrement favorables pour encourager

un maximum d'acteurs à participer à la phase d'expérimentation. Des ajustements seront réalisés à la fin de l'expérimentation et tiendront compte des comportements observés. Le remboursement à 100 % devrait rester acquis pour les structures en régie ainsi que les associations à l'issue de la phase d'expérimentation.

L'adhésion de l'Eurométropole au dispositif n'aura pas d'incidence sur le budget des services en régie puisque chaque offre payante sera remboursée au tarif affiché.

L'Eurométropole de Strasbourg est invitée à adhérer au Pass Culture afin de permettre aux médiathèques communautaires et aux Archives de l'Eurométropole de proposer des offres gratuites ou payantes et d'obtenir pour ces dernières leur remboursement.

Elles pourront ainsi valoriser les offres les plus à même de toucher ce public, voire de créer des offres spécialement étudiées pour ce public, en les proposant sur la plateforme numérique.

Le Pass Culture sera par ailleurs compatible avec la Carte Culture réservée aux étudiants et la Carte Atout voir pour les jeunes eurométropolitains de 11 à 25 ans qui payeront ainsi toujours leurs places de spectacle au prix de 6 € mais les crédits disponibles sur leur application.

Avant la mise en place du dispositif et la mise en ligne d'offres payantes impliquant un remboursement par la structure gestionnaire du Pass Culture, il est nécessaire que le conseil de l'Eurométropole se prononce sur les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) destinées aux professionnels.

Les CGU définissent le périmètre de l'offre éligible (musées, spectacle vivant, cours ou ateliers de pratique artistique et culturelle, cinéma, audiovisuel, musique, livre, presse, événements...) et régissent le conventionnement par la structure gestionnaire du Pass Culture et les offreurs dans le cadre de leur utilisation du site Pass Culture Pro.

Elles prévoient que l'offreur pourra, grâce à son numéro SIREN s'inscrire gratuitement sur la Plateforme.

L'éditeur valide les créations de compte et vérifie la validité des offres publiées au regard des CGU, de la politique éditoriale et des missions de services public qui lui sont dévolues. Les CGU régissent les modalités de réservation et d'achat des offres ainsi que le remboursement des billets.

De manière concrète, les offreurs publient sur la plateforme les offres destinées aux jeunes. Ceux-ci utiliseront l'application pour réserver et payer leur achat en ligne. La réservation générera une contremarque sous forme de code alphanumérique qui sera transmise à l'offreur. Le jeune peut annuler sa réservation jusqu'à 72 h avant la date de l'évènement. S'il n'y a pas d'annulation ou si le billet est utilisé, le remboursement parviendra à l'offreur.

Les contributions financières seront créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

L'offreur s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur. Il est responsable du bon accomplissement de toutes les formalités administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts qui lui incombent. Il ne pourra utiliser les données personnelles enregistrées par les usagers sur l'application à d'autres fins que celles prévues dans les conditions générales d'utilisation.

Il garantit l'éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus qu'il diffuse sur la plateforme, que ceux-ci soient licites, ne portent pas atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs et n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire.

Ces CGU sont complétées par des annexes qui en font partie intégrante. L'inscription de l'offreur sur la plateforme entraîne l'acceptation expresse et sans réserve des conditions générales. Elles peuvent par ailleurs être modifiées à tout moment par l'éditeur.

Il est proposé que l'Eurométropole approuve l'adhésion au « Pass Culture » afin que les médiathèques communautaires et les Archives de l'Eurométropole puissent proposer leurs offres aux jeunes concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*le Conseil
vu l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

l'adhésion au dispositif « Pass Culture » et l'utilisation de l'application décidée pour les activités culturelles proposées par les médiathèques communautaires et les Archives de l'Eurométropole ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conditions générales d'utilisation par les professionnels de l'application « Pass Culture » et tout acte nécessaire à l'utilisation de cette application et à l'encaissement des recettes.

**Adopté le 3 mai 2019
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**

**Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif**

Le 9 mai 2019

Conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après « CGU ») régissent le conventionnement par la structure gestionnaire du pass Culture (ci-après « l'Éditeur ») des prestataires de services (ci-après « les Offreurs ») dans le cadre de leur utilisation du site Pass Culture Pro (ci-après « la Plateforme »). L'Éditeur et les Offreurs sont ci-après désignés collectivement les « Parties ».

Les CGU sont constituées des présentes, complétées par des annexes qui en font partie intégrante. Les présentes CGU s'appliquent à tous les Services pass Culture et l'inscription de l'Offreur sur la Plateforme entraîne l'acceptation expresse et sans réserve par celui-ci des présentes CGU. Sauf convention spéciale avec l'Éditeur, les présentes CGU s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions et se substituent à tous les autres accords ou conventions antérieurs conclus entre les Parties se rapportant au même objet, étant précisé que les présentes CGU peuvent être modifiées à tout moment par l'Éditeur, les modifications étant portées à la connaissance des Offreurs sur le site pass.culture.fr, au moins un mois avant leur entrée en vigueur sauf s'il s'agit d'une modification légale ou réglementaire. En cas de désaccord sur ces modifications, l'Offreur pourra fermer son compte dans un délai d'un mois à compter de la publication de ces modifications sur le site pass.culture.fr dans les conditions ci-après décrites, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, l'Offreur sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

La manière dont sont collectées et utilisées des données à caractère personnel en lien avec l'utilisation de la Plateforme est décrite dans la [Charte de protection des données à caractère personnel](#).

Tout litige ou contestation relatif à l'exécution ou à l'interprétation des présentes CGU qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les parties sera soumis aux tribunaux français compétents.

1. Définitions

Les termes débutant par une majuscule au sein des présentes CGU, qu'ils soient utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront, la signification qui leur est donnée ci-après :

« Éditeur » désigne la structure de gestion du pass Culture.

« Offreurs » désignent les acteurs culturels inclus dans le périmètre d'éligibilité et inscrits sur le « pass Culture pro » susceptibles de faire des propositions artistiques et culturelles sur l'application « pass Culture ».

« Application » désigne l'application web « pass Culture » fournie par l'Éditeur pour être consultée par l'Utilisateur.

« Utilisateur » désigne une personne physique majeure ayant créé un compte sur l'Application.

« Structure » désigne une entité juridique disposant d'un SIREN.

« Établissements » désignent une entité juridique disposant d'un SIRET.

« Lieu » désigne une adresse physique dans laquelle un événement culturel a lieu sans que cette adresse ne corresponde nécessairement à un Etablissement doté d'un SIRET.

« Réservation » désigne une transaction passée entre un Offreur et un Utilisateur *via* l'Application.

« Offre » désigne une proposition artistique et culturelle. C'est une unité de contenu éditorial créée par un Offreur et présente sur l'Application. Elle se distingue entre:

- « offre matérielle » : qui donne lieu à un événement physique, un bien matériel ou un abonnement à un bien matériel ;
- « offre numérique » : qui donne lieu à une consultation ou consommation immatérielle.

« Plateforme » désigne l'ensemble « pass Culture pro » et Application, en l'ensemble de leur fonctionnalité.

2. Eligibilité au « Pass Culture Pro »

2.1. Conditions d'inscription sur le site

L'inscription sur la Plateforme est gratuite et se fait conformément aux règles fixées dans l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture ».

2.2. Rattachement de structures et de lieux

Conformément à l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture », pour affilier un établissement à un compte « pass Culture Pro », l'Offreur doit disposer de la capacité juridique pour représenter et engager cet établissement. L'Etablissement est rattaché au compte « pass Culture Pro » au moyen de son numéro SIRET.

Un lieu physique peut être rattaché à un compte « pass Culture Pro », sans qu'un numéro de SIRET soit nécessaire.

Dans ce cas, le détenteur du compte « pass Culture Pro » s'engage à détenir les autorisations pour utiliser le lieu en question aux fins proposées dans son offre et conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public.

2.3. Condition de publication d'une Offre sur l'Application

Les conditions d'éligibilité de l'offre sont précisées dans l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture » .

Les Offres doivent correspondre au périmètre de l'offre, annexé à l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture » et être proposées à un tarif inférieur ou égal au tarif public de l'offre équivalente.

3. Propriété intellectuelle

Les conditions de propriété intellectuelle sont fixées dans l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture » .

I. - La Plateforme et l'Application « pass Culture » sont construites à partir d'un logiciel libre et open source. L'intégralité de son code source sera disponible sous licence libre.

II. - Les détenteurs d'un compte « pass Culture Pro » ou d'un compte « pass Culture » ne disposent d'aucun droit de propriété intellectuelle sur les textes, images, contenus audio-visuels et autres contenus exploités par l'Editeur sur la Plateforme et l'Application. Les marques, noms commerciaux et logos, les logiciels, structures, infrastructures et bases de données utilisés par l'éditeur au sein de la Plateforme et de l'Application et autres droits de propriété intellectuelle y afférents, demeurent la propriété exclusive, pleine et entière de l'Editeur.

Les Utilisateurs et les Offreurs conservent les droits de propriété intellectuelle sur les contenus qu'ils mettent en ligne sur la Plateforme et l'Application.

III. - Tout acte de reproduction ou de représentation de la Plateforme et de l'Application ainsi que des textes, images, contenus audio-visuels et autres contenus exploités par l'Editeur sur la Plateforme et l'Application le détenteur d'un compte « pass Culture Pro » ou d'un compte « pass Culture », sans l'autorisation de l'Editeur, et non conforme aux dispositions des CGU, est interdit et pourra faire l'objet de poursuites judiciaires.

4. Validation, annulation ou modification de la réservation

4.1. Dispositif général

Chaque réservation effectuée *via* l'Application par un Utilisateur génère une contremarque (code alphanumérique unique à 6 caractères).

Un Offreur dont le compte a été validé sur la Plateforme a l'obligation d'accepter la contremarque pass Culture comme preuve de réservation. Chaque Offreur pourra déterminer ses propres modalités d'accès à l'Offre une fois la contremarque générée ; si ces modalités entraînent des frais supplémentaires, ils sont à la charge de l'Offreur. A cet effet, l'Editeur transmet à l'Offreur les données personnelles de l'Utilisateur de l'Application strictement nécessaires à l'accès à l'Offre : le nom, le prénom et l'adresse de courrier électronique de l'Utilisateur (cf. Charte de protection des données personnelles).

En cas d'annulation ou de modification de la réservation, l'Offreur s'engage à ne facturer aucun frais à l'Utilisateur.

4.2. Dispositif relatif aux événements

4.2.1. Dispositions générales

Toute contremarque générée pour la réservation d'un événement est transmise automatiquement à l'Offreur.

Une réservation entraîne automatiquement une contremarque dont la validation prouvera la réalisation du service proposé, entraînant le remboursement des Offreurs.

En l'absence d'annulation de la réservation ou de validation express de la contremarque, toute contremarque sera automatiquement validée par l'Éditeur 72 heures après la fin de l'événement, permettant ainsi le remboursement des Offreurs.

4.2.2. Dispositions relatives aux annulations

L'Utilisateur peut annuler sa réservation jusqu'à 72 heures avant la date de l'événement. La contremarque est alors réputée annulée. En cas d'annulation par l'Utilisateur dans les délais impartis, l'Offre est de nouveau disponible à la réservation sur l'Application.

Lorsqu'un Offreur décide de modifier ou annuler un événement ou une réservation, celui-ci a l'obligation d'en informer directement, par tous moyens, les Utilisateurs ayant déjà réservé et l'Editeur sous 48 heures, et de notifier ce changement sur la Plateforme. En cas de modification de la date, de l'horaire ou du lieu de l'événement, l'Utilisateur peut annuler sa commande jusqu'à l'horaire de début de l'événement.

Si l'Offreur annule un événement sans en informer l'Editeur, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de son compte et des poursuites judiciaires.

Dans le cadre des événements n'ayant lieu que si les réservations atteignent un nombre prédéterminé à l'avance par l'Offreur, toutes les réservations réalisées sur la plateforme seront annulées automatiquement 48 heures avant l'événement si le nombre de places préalablement paramétré par l'Offreur n'est pas atteint. Le nombre de places prédéterminé par l'Offreur et les conditions du présent alinéa doivent figurer explicitement dans l'Offre mise en ligne par l'Offreur.

4.3. Dispositif relatif aux biens culturels matériels et aux cartes d'abonnement

La validation de la contremarque présentée par l'Utilisateur se fait obligatoirement manuellement par l'Offreur sur la Plateforme par la saisine du numéro sur son compte pass Culture pro.

L'Utilisateur dispose de sept jours après émission de la contremarque pour aller chercher le bien culturel ou la carte d'abonnement.

La réservation peut être annulée à la convenance de l'Utilisateur et/ou de l'Offreur dans cette période de sept jours.

Au-delà de ce délai, la réservation est automatiquement annulée, la contremarque étant alors réputée nulle.

Lors d'une annulation, l'Offre est de nouveau disponible sur le pass Culture.

4.4. Dispositif relatif aux offres "en ligne"

La validation de la réservation se fait par l'Offreur sur la Plateforme.

Elle consiste pour l'Utilisateur à saisir la contremarque sur le site partenaire de l'Offreur. A cet effet, l'Application générera un lien de redirection vers l'URL du site partenaire qui aura été communiqué par l'Offreur sur la Plateforme.

La réservation peut être annulée à la convenance de l'Utilisateur et/ou de l'Offreur jusqu'à sept jours après émission. Au-delà de ce délai, la transaction associée est automatiquement annulée, la contremarque étant alors réputée nulle.

En cas d'annulation par l'Utilisateur, l'Offre est à nouveau disponible à la réservation sur le pass Culture.

5. Modalités de remboursements

5.1. Conditions de détermination des remboursements

Conformément à l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1er février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture », seules les Offres matérielles – à l'exception de la presse – et les livres numériques dont la contremarque aura été validée pourront faire l'objet d'un remboursement.

Ce remboursement sera égal au tarif de l'offre réservée par l'Utilisateur dans la limite cumulée par établissement de 20 000 € par an.

Toute dérogation à ce plafond devra faire l'objet d'une convention spécifique avec l'Éditeur.

L'Offreur s'engage s'acquitter de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les Offres faisant l'objet d'un remboursement.

5.2. Modalités de versement des remboursements

Pour bénéficier d'un remboursement, l'Offreur devra obligatoirement, et préalablement à la mise en ligne d'Offres, enregistrer ses coordonnées bancaires sur la Plateforme (IBAN/BIC). L'Éditeur se réserve le droit demander des informations complémentaires à l'Offreur avant d'accepter l'enregistrement de celles-ci. Seuls les comptes bancaires domiciliés en France sont autorisés.

Pour remplir les coordonnées bancaires, l'Offreur doit désigner un seul « administrateur ». Cet Administrateur peut seul renseigner les coordonnées bancaires de l'Offreur mais également des Etablissements rattachés à l'Offreur.

Un seul compte bancaire peut être associé à un Offreur (correspondant à un SIREN) et un seul compte par Etablissement rattaché (correspondant à un SIRET).

Toute Offre publiée avant la validation des coordonnées bancaires de l'Offreur ne pourra faire l'objet d'aucun remboursement.

Le remboursement est crédité par virement toutes les quinzaines au compte du bénéficiaire sur la base de la validation des contremarques (procédures définies *supra*) ayant valeur de réalisation du service proposé.

6. Obligations et responsabilités des parties

6.1. Obligations et responsabilités de l'Offreur

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, l'Offreur s'engage à respecter les obligations qui suivent.

L'Offreur s'engage, dans son usage de la Plateforme et les Offres qu'il propose, à respecter les lois et règlements en vigueur et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Il est en outre seul responsable du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui lui incombent le cas échéant en relation avec son utilisation des services.

L'Offreur reconnaît avoir pris connaissance des caractéristiques et contraintes, notamment techniques, des services proposés par l'Editeur.

L'Offreur s'engage à faire un usage strictement personnel de la Plateforme. Il s'interdit en conséquence de céder, concéder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes à un tiers, de quelque manière que ce soit.

L'Offreur s'engage à fournir à l'Éditeur tous les documents, éléments, données et informations nécessaires à la bonne exécution des services proposés par la Plateforme.

L'Offreur s'interdit de proposer des prestations aux Utilisateurs, par quelque moyen que ce soit autrement que par la publication d'Offres, et notamment par l'intermédiaire de l'adresse de courrier électronique proposée sur la Plateforme et/ou l'Application.

L'Offreur est seul responsable de son utilisation de la Plateforme et notamment des relations qu'il pourra nouer avec les Utilisateurs et des informations qu'il leur communiquera. Il lui appartient d'avoir la prudence et le discernement appropriés dans ces relations et communications.

L'Offreur peut refuser l'entrée d'un Utilisateur à l'événement dans le cadre de ses propres CGU et/ou de vente.

L'Offreur garantit à l'Éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus de toute nature (rédactionnels, graphiques, audio, audiovisuels ou autre) qu'il diffuse sur la Plateforme et/ou l'Application. Il s'engage à ce que ces contenus soient licites, n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de l'Éditeur.

L'Offreur s'interdit de diffuser via la Plateforme, notamment et sans que cette liste soit exhaustive : des offres aux contenus pornographiques, obscènes, indécents, choquants ou inadaptés à un public familial, diffamatoires, injurieux, violents, racistes, xénophobes ou révisionnistes ; des contenus contrefaisants ; des contenus attentatoires à l'image d'un tiers ; des contenus mensongers, trompeurs ou proposant ou promouvant des activités illicites, frauduleuses ou trompeuses ; des contenus informatiquement nuisibles aux systèmes informatiques de tiers ; et plus généralement tout contenu susceptible de porter atteinte aux droits de tiers ou d'être préjudiciable à des tiers, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit selon l'atteinte définie par la réglementation française.

6.2. Obligations et responsabilités de pass Culture Pro

L'Editeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers auxquels l'Offreur accèderait par l'intermédiaire de la Plateforme et/ou de l'Application.

L'Éditeur n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

L'Éditeur n'est pas responsable des transactions intervenues entre l'Offreur et un éventuel partenaire vers lequel l'Offreur serait orienté par l'intermédiaire de la Plateforme et/ou de l'Application et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces tiers concernant notamment la livraison de produits et/ou services, les garanties, déclarations et autres obligations quelconques auxquelles ces tiers sont tenus.

L'Offreur reconnaît et accepte par ailleurs que l'Éditeur pourra proposer à ses partenaires techniques l'intégration d'une API à ses services.

7. Durée, Résiliation et Suspension d'un compte pass Culture Pro

L'Offreur a l'obligation d'informer l'Éditeur de tout changement de situation pendant la durée d'utilisation de la Plateforme : changement de coordonnées bancaires, de données d'identification administrative, etc. et notifie à l'Éditeur toute opération non autorisée ou mal exécutée au plus tard 30 jours ouvrables après la réalisation de celle-ci.

La résiliation d'un compte sur la Plateforme peut être à tout moment demandée par l'Offreur, qui adresse un courriel à l'adresse suivante : support.passculture@beta.gouv.fr

La fermeture d'un compte pourra prendre effet après examen des activités de l'Offreur enregistrées sur la Plateforme et après remboursement complet de toutes les réalisations du service proposé. Dans le cas où le compte de l'Offreur afficherait des réservations en cours pour des dates ultérieures à la fermeture du compte, la suppression de son compte entraînerait immédiatement l'annulation de ces réservations et le non-versement par l'Éditeur des remboursements auxquels les Offres ayant fait l'objet de réservation étaient éligibles.

L'Éditeur se réserve le droit de supprimer tout compte, Structure, Etablissement, Lieu ou Offre créé sur la Plateforme s'il ne le jugeait pas conforme aux objectifs poursuivis dans le décret n° 2019-66 du 1^{er} février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture », à l'arrêté du 5 février 2019 pris en application des articles 2, 3 et 4 du décret n° 2019-66 du 1^{er} février 2019 relatif à l'expérimentation du « pass Culture » et aux présentes CGU. Il en informe alors l'Offreur dans un délai de 15 jours. Sous réserve de la licéité des Offres proposées par l'Offreur et de l'absence de fraude avérée, celles-ci sont remboursées à l'Offreur avant la fermeture de son compte si elles ont donné lieu à la réalisation du service proposé ; dans le cas contraire elles sont réputées nulles et ne donnent lieu à aucun remboursement.

Après suppression, l'adresse de courrier électronique, le SIREN ou le SIRET respectivement associé au compte, à la Structure ou au Lieu ne seront plus autorisés sur la Plateforme.